LÉNINE

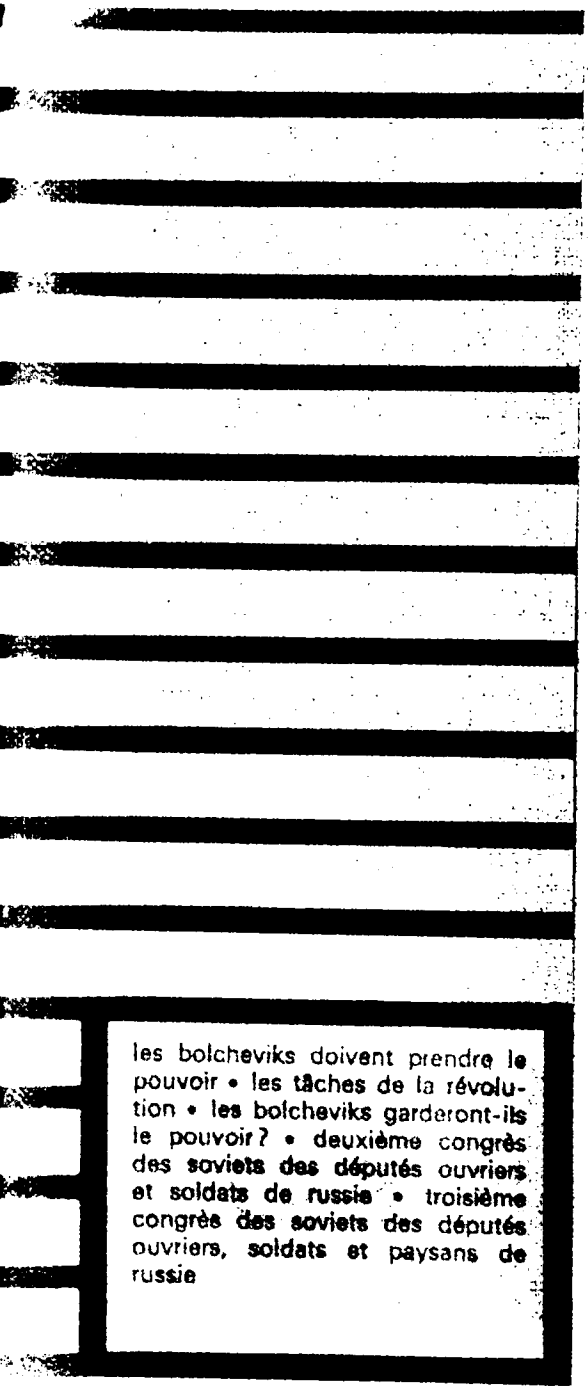
œuvres

tome
26

septembre
1917

février
1918

LÉNINE



les bolcheviks doivent prendre le pouvoir • les tâches de la révolution • les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ? • deuxième congrès des soviets des députés ouvriers et soldats de russie • troisième congrès des soviets des députés ouvriers, soldats et paysans de russie

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

LÉNINE

ŒUVRES

26

L'ÉDITION RUSSE EST PUBLIÉE
PAR DÉCISION DU IXe CONGRÈS DU P.C.(b)R.
ET DU IIe CONGRÈS DES SOVIETS DE L'U.R.S.S.

ИНСТИТУТ МАРКСИЗМА-ЛЕНИНИЗМА ПРИ ЦК КПСС

В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

Издание четвертое

ГОСУДАРСТВЕННОЕ ИЗДАТЕЛЬСТВО
ПОЛИТИЧЕСКОЙ ЛИТЕРАТУРЫ
МОСКВА

V. LÉNINE

ŒUVRES

TOME
26

Septembre 1917-février 1918

ÉDITIONS SOCIALES * PARIS
ÉDITIONS DU PROGRÈS * MOSCOU
1967

PRÉFACE

Le tome vingt-six comprend les œuvres de V. Lénine écrites de septembre 1917 à février 1918.

Une part importante des œuvres recueillies dans ce tome est consacrée aux questions concernant la préparation de l'insurrection armée d'Octobre par le Parti bolchévik. Entre autres : « Les bolchéviks doivent prendre le pouvoir », « Le marxisme et l'insurrection », « La crise est mûre », « Les bolchéviks garderont-ils le pouvoir ? », « Conseils d'un absent », les directives au Comité central, aux comités de Pétrograd et de Moscou du parti. Dans ces œuvres, écrites dans la clandestinité, Lénine développe les idées de Marx sur l'art de l'insurrection et élabore un plan concret d'insurrection.

Une part importante dans ce tome revient aux rapports, aux discours, aux interventions de Lénine aux congrès des Soviets, aux conférences des militants du parti et des Soviets, ainsi qu'aux appels et aux adresses à la population qui montrent l'activité de Lénine en tant que guide du parti et des masses laborieuses, en tant qu'organisateur et dirigeant de l'état soviétique dans les premiers mois de son existence.

Ce tome comprend les projets des premiers décrets et les décrets du pouvoir soviétique, rédigés par V. Lénine et signés par lui en qualité de Président du Conseil des Commissaires du peuple : « Décret sur la paix », « Décret sur la terre », « Projet de règlement sur le contrôle ouvrier », « Projet de décret sur le droit de rappel », « Projet de décret

sur la nationalisation des banques et les mesures qu'elle comporte », « Projet de décret sur la dissolution de l'Assemblée constituante », etc.

La lutte de Lénine contre la politique de provocation et de trahison des trotskistes et des « communistes de gauche » au sujet de la conclusion de la paix de Brest-Litovsk se trouve reflétée dans : « Sommaire du programme des pourparlers de paix», «Contribution à l'histoire d'une paix malheureuse », dans les interventions aux séances du C.C. du P.O.S.D.(b)R. en janvier et février 1918 et dans d'autres documents.

Toute une série d'œuvres qui font partie de ce tome sont consacrées à la convocation et à la dissolution de l'Assemblée constituante : « Thèses sur l'Assemblée constituante », « Déclaration de la fraction du P.O.S.D.R. (bolchévik), lue à la séance de l'Assemblée constituante le 5 (18) janvier 1918 », « Des gens de l'autre monde », etc.

Dans ce tome figurent également « Ceux qui sont effrayés par la faillite de l'ancien et ceux qui luttent pour le nouveau », « Comment organiser l'émulation ? » et le « Projet de décret sur les coopératives de consommation », dans lesquels Lénine éclaire les problèmes de l'édification socialiste et établit la nécessité de développer l'émulation socialiste. Dans ces travaux, Lénine plaça en tête des tâches de cette période l'instauration de la comptabilité et du contrôle les plus sévères dans l'économie nationale.

Dans le vingt-sixième tome, 14 écrits sont insérés pour la première fois dans les Œuvres de V. Lénine : « Projet de résolution sur la liberté de la presse », « Déclaration à la fraction bolchévique du Congrès extraordinaire des Soviets des députés paysans de Russie », « La réorganisation de la Bibliothèque publique de Pétrograd », « Sommaire du programme des pourparlers de paix », « A propos de la convocation de l'Assemblée constituante », « Projet de résolution sur le bureau provisoire de la fraction bolchévique à l'Assemblée constituante » (publié pour la première fois), « Entretien par fil direct », « Ordre à l'Etat-Major de la Garde rouge », « Projet de décret sur la nationalisation de la marine marchande maritime et fluviale du 18 (31) janvier 1918 », « Par radio. A tous. A la déléga-

tion de paix à Brest-Litovsk en particulier », « Radiogramme à tous, à tous », « Brest-Litovsk. La délégation russe de paix, à Trotski », « Réponses de Lénine au Soviet de Moscou par fil direct ». Toutes ces œuvres ont été écrites par Lénine après l'insurrection armée d'Octobre et elles reflètent la lutte du Parti bolchévik pour consolider le pouvoir soviétique et pour établir une paix juste et démocratique.

LES BOLCHÉVIKS DOIVENT PRENDRE LE POUVOIR [1]

LETTRE AU COMITÉ CENTRAL, AUX COMITÉS DE PÉTROGRAD ET DE MOSCOU DU P.O.S.D.(b)R.

Ayant obtenu la majorité aux Soviets des députés ouvriers et soldats des deux capitales, les bolchéviks peuvent et *doivent* prendre en mains le pouvoir.

Ils le peuvent, car la majorité agissante des éléments révolutionnaires du peuple des deux capitales suffit pour entraîner les masses, pour vaincre la résistance de l'adversaire, pour l'anéantir, pour conquérir le pouvoir et le conserver. Car, en proposant sur-le-champ une paix démocratique, en donnant aussitôt la terre aux paysans, en rétablissant les institutions et les libertés démocratiques foulées aux pieds et anéanties par Kérenski, les bolchéviks formeront un gouvernement que *personne* ne renversera.

La majorité du peuple est *pour* nous. La preuve en a été faite au cours du chemin long et ardu qui va du 6 mai au 31 août et au 12 septembre [2] : dans les Soviets des deux capitales, la majorité *résulte* de l'évolution du peuple *vers notre parti.* Les hésitations des socialistes-révolutionnaires [3] et des menchéviks, le renforcement des internationalistes au sein de ces deux groupes le prouvent aussi.

La Conférence démocratique [4] *ne* représente *pas* la majorité du peuple révolutionnaire, mais *seulement les dirigeants petits-bourgeois conciliateurs.* Il ne faut pas se laisser tromper par les chiffres des élections, il ne s'agit pas d'élections : comparez les élections aux Doumas municipales de Pétrograd et de Moscou et les élections aux Soviets. Comparez les élections à Moscou et la grève du 12 août

à Moscou : vous y trouverez des données objectives sur la majorité des éléments révolutionnaires qui conduisent les masses.

La Conférence démocratique trompe la paysannerie, car elle ne lui donne ni la paix ni la terre.

Seul un gouvernement bolchévik satisfera la paysannerie.

* *
*

Pourquoi les bolchéviks doivent-ils prendre le pouvoir précisément *aujourd'hui* ?

Parce que la reddition imminente de Pétrograd nous donnera cent fois moins de chances.

Or, avec une armée commandée par Kérenski et Cie, nous *ne sommes pas en état* d'empêcher la reddition de Pétrograd.

On ne peut pas non plus « attendre » l'Assemblée constituante, car, par la reddition de Pétrograd, Kérenski et Cie *peuvent* toujours la *faire manquer*. Seul notre parti, après la prise du pouvoir, peut assurer la convocation de l'Assemblée constituante ; après la prise du pouvoir, il accusera les autres partis d'avoir temporisé et prouvera le bien-fondé de cette accusation [5].

On doit et on peut empêcher une paix séparée entre impérialistes anglais et allemands, mais il faut faire vite.

Le peuple est las des hésitations des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires. Seule notre victoire dans les capitales entraînera les paysans à notre suite.

* *
*

Il ne s'agit ni du « jour » ni du « moment » de l'insurrection, au sens étroit des mots. Ce qui en décidera, c'est seulement la voix unanime de ceux qui *sont en contact* avec les ouvriers et les soldats, avec les *masses*.

Ce dont il s'agit, c'est que notre parti a aujourd'hui en fait, à la Conférence démocratique, *son propre congrès* ; ce congrès *doit* décider (qu'il le veuille ou non, il le doit) *du sort de la révolution*.

Il s'agit de rendre claire aux yeux du parti la *tâche* qui lui incombe : mettre à l'ordre du jour l'*insurrection armée* à Pétrograd et à Moscou (et dans la région), la conquête du pouvoir, le renversement du gouvernement. Réfléchir *à la façon* de faire de la propagande à cette fin, sans le manifester dans la presse.

Se rappeler les paroles de Marx sur l'insurrection, les méditer : « *l'insurrection est un art* »[6], etc.

* *
*

Attendre une majorité « formelle » serait naïf de la part des bolchéviks : *cela* aucune révolution ne l'attend. Kérenski et Cie n'attendent pas non plus ; ils préparent la reddition de Pétrograd. Ce sont précisément les pitoyables hésitations de la « Conférence démocratique » qui doivent faire et feront perdre patience aux ouvriers de Pétrograd et de Moscou ! L'histoire ne nous pardonnera pas, si nous ne prenons pas le pouvoir dès maintenant.

Il n'existe pas d'appareil ? Si, il en existe un : les Soviets et les organisations démocratiques. La situation internationale est *précisément* aujourd'hui, *à la veille* d'une paix séparée entre Anglais et Allemands, *en notre faveur*. Proposer aujourd'hui même la paix aux peuples, c'est *vaincre*.

En prenant le pouvoir *d'emblée* à Moscou et à Pétrograd (peu importe qui commencera ; il est même possible que Moscou puisse commencer), nous vaincrons *sans nul doute, à coup sûr*.

N. Lénine

Ecrit les 12-14 (25-27) septembre 1917.
Paru pour la première fois en 1921 dans la revue « Prolétarskaïa Révolioutsia » n° 8

Conforme au texte de la revue, collationné sur un double dactylographié

LE MARXISME ET L'INSURRECTION

LETTRE AU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.(b)R.

Parmi les déformations du marxisme, l'une des plus malveillantes et peut-être des plus répandues par les partis « socialistes » régnants est le mensonge opportuniste qui prétend que la préparation à l'insurrection et, d'une manière générale, la façon de considérer l'insurrection comme un art, c'est du « blanquisme [7] ».

Le grand maître de l'opportunisme, Bernstein, s'est déjà acquis une triste célébrité en portant contre le marxisme l'accusation de blanquisme, et, en fait, les opportunistes d'aujourd'hui ne renouvellent ni n' « enrichissent » d'un iota les pauvres « idées » de Bernstein, quand ils crient au blanquisme.

Accuser les marxistes de blanquisme, parce qu'ils considèrent l'insurrection comme un art ! Peut-il y avoir plus criante déformation de la vérité alors que nul marxiste ne niera que c'est justement Marx qui s'est exprimé sur ce point de la façon la plus précise, la plus nette et la plus péremptoire, en déclarant précisément que l'insurrection est un *art*, en disant qu'il faut la traiter comme un art, qu'il faut *conquérir* les premiers succès et avancer de succès en succès, sans interrompre la *marche* contre l'ennemi, en profitant de son désarroi, etc., etc.

Pour réussir, l'insurrection doit s'appuyer non pas sur un complot, non pas sur un parti, mais sur la classe d'avant-garde. Voilà un premier point. L'insurrection doit s'appuyer sur *l'élan révolutionnaire du peuple*. Voilà le second point. L'insurrection doit surgir à un *tournant* de l'histoire de la révolution ascendante où l'activité de l'avant-garde du

peuple est la plus forte, où les *hésitations* sont les plus fortes dans les rangs de l'ennemi et *dans ceux des amis de la révolution faibles, indécis, pleins de contradictions* ; voilà le troisième point. Telles sont les trois conditions qui font que, dans la façon de poser la question de l'insurrection, le *marxisme* se distingue *du blanquisme*.

Mais, dès lors que ces conditions se trouvent remplies, refuser de considérer l'insurrection comme un *art*, c'est trahir le marxisme, c'est trahir la révolution.

Pour prouver qu'en ce moment précisément le parti doit *de toute nécessité* reconnaître que l'*insurrection* est mise à l'ordre du jour par le cours objectif des événements, qu'il doit traiter l'insurrection comme un art, pour prouver cela, le mieux sera peut-être d'employer la méthode de comparaison et de mettre en parallèle les journées des 3 et 4 juillet[8] et les journées de septembre.

Les 3 et 4 juillet, on pouvait sans pécher contre la vérité poser ainsi le problème : il serait préférable de prendre le pouvoir sinon nos ennemis nous accuseront de toute façon de sédition et nous traiteront comme des factieux. Mais on ne pouvait en conclure à l'utilité de prendre alors le pouvoir, car les conditions objectives pour la victoire de l'insurrection n'étaient pas réalisées.

1) Nous n'avions pas encore derrière nous la classe qui est l'avant-garde de la révolution.

Nous n'avions pas encore la majorité parmi les ouvriers et les soldats des deux capitales [9]. Aujourd'hui, nous l'avons dans les deux Soviets. Elle a été créée *uniquement* par les événements des mois de juillet et d'août, par l'expérience des « répressions » contre les bolchéviks et par l'expérience de la rébellion de Kornilov[10].

2) L'enthousiasme révolutionnaire n'avait pas encore gagné la grande masse du peuple. Il l'a gagnée aujourd'hui, après la rébellion de Kornilov. C'est ce que prouvent les événements en province et la prise du pouvoir par les Soviets en maints endroits.

3) Il n'y avait pas alors d'*hésitations* d'une amplitude politique sérieuse parmi nos ennemis et parmi la petite bourgeoisie incertaine. Aujourd'hui, ces hésitations ont une grande ampleur : notre principal ennemi, l'impérialisme allié, l'impérialisme mondial — car les « Alliés » sont à

la tête de l'impérialisme mondial — *a balancé* entre la guerre jusqu'à la victoire et la paix séparée contre la Russie. Nos démocrates petits-bourgeois, qui ont manifestement perdu la majorité dans le peuple, ont eu de profondes hésitations, quand ils ont refusé de faire bloc, c'est-à-dire de se coaliser avec les cadets [11].

4) C'est pourquoi, les 3 et 4 juillet, l'insurrection aurait été une faute : nous n'aurions pu conserver le pouvoir ni physiquement ni politiquement. Physiquement, bien que Pétrograd fût par instants entre nos mains, car nos ouvriers et nos soldats n'auraient pas alors accepté de *se battre*, de *mourir* pour la possession de Pétrograd : il n'y avait pas alors cette « exaspération », cette haine implacable *à la fois contre* les Kérenski et *contre* les Tsérétéli et les Tchernov ; nos gens n'avaient pas encore été trempés par l'expérience des persécutions contre les bolchéviks avec la participation des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks.

Politiquement nous n'aurions pas gardé le pouvoir les 3 et 4 juillet, car, *avant l'aventure Kornilov*, l'armée et la province auraient pu marcher et auraient marché contre Pétrograd.

Aujourd'hui la situation est tout autre.

Nous avons avec nous la majorité de la *classe* qui est l'avant-garde de la révolution, l'avant-garde du peuple, capable d'entraîner les masses.

Nous avons avec nous la *majorité* du peuple, car le départ de Tchernov, s'il est loin d'être le seul signe, est pourtant le signe le plus visible et le plus concret que la paysannerie *ne recevra pas la terre* du bloc socialiste-révolutionnaire (ni des socialistes-révolutionnaires eux-mêmes). C'est là le point essentiel, celui qui donne à la révolution son caractère national.

Nous avons pour nous l'avantage d'une situation où le parti connaît sûrement son chemin, en face des hésitations inouïes *de tout l'impérialisme* et de tout le bloc des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires.

Nous avons pour nous une *victoire assurée*, car le peuple est désormais au bord du désespoir, et nous donnons à tout le peuple une perspective claire en lui montrant l'importance de notre direction « pendant les journées de Kornilov »,

puis en *proposant* un compromis aux « hommes du bloc » et en *recevant d'eux un refus* qui est loin d'avoir mis un terme aux hésitations le leur part.

La plus grave erreur serait de croire que notre offre de compromis n'a pas *encore* été repoussée, que la Conférence démocratique peut *encore* l'accepter. Le compromis a été proposé par *un parti à des partis* : il ne pouvait en être autrement. *Les partis* l'ont repoussé. La Conférence démocratique n'est qu'une *conférence*, rien de plus. Ce qu'il ne faut pas oublier, c'est qu'elle ne représente pas la *majorité* du peuple révolutionnaire, la paysannerie appauvrie et exaspérée. C'est une conférence de la *minorité du peuple* — il ne faut pas oublier cette vérité évidente. La plus grande erreur de notre part, le pire crétinisme parlementaire, serait de traiter la Conférence démocratique comme un parlement, car même *si* elle se proclamait parlement et parlement souverain et permanent de la révolution, elle *ne déciderait* malgré tout de rien : la décision *ne lui appartient pas* ; elle dépend des quartiers ouvriers de Pétrograd et de Moscou.

Toutes les conditions objectives d'une insurrection couronnée de succès sont réunies. Nous avons l'avantage exceptionnel d'une situation où *seule* notre victoire dans l'insurrection mettra fin aux hésitations qui ont exaspéré le peuple et qui constituent un véritable supplice ; où *seule* notre victoire dans l'insurrection donnera immédiatement la terre à la paysannerie ; où seule *notre* victoire dans l'insurrection *fera échouer* les manœuvres de paix séparée contre la révolution, les fera échouer par la proposition ouverte d'une paix plus complète, plus juste et plus proche, d'une paix *favorable* à la révolution.

Seul enfin notre parti, après avoir remporté la victoire dans l'insurrection, *peut* sauver Pétrograd, car, si notre offre de paix est repoussée et si nous n'obtenons pas même un armistice, alors c'est *nous* qui serons les partisans d'aller « jusqu'au bout », c'est nous qui serons *à la tête des partis de la guerre*, c'est nous qui serons le parti « *de la guerre* » *par excellence* et nous mènerons la guerre d'une façon vraiment révolutionnaire. Nous enlèverons aux capitalistes tout leur pain et toutes leurs bottes. Nous leur laisserons les croûtes, nous les chausserons de lapti. Nous donnerons au front tout le pain et toutes les chaussures.

Alors nous défendrons victorieusement Pétrograd.

Pour une guerre véritablement révolutionnaire, les ressources tant matérielles que morales sont encore immenses en Russie ; il y a 99 chances sur 100 pour que les Allemands nous accordent au moins un armistice. Et obtenir un armistice aujourd'hui, c'est vaincre le *monde entier*.

* *
*

Ayant pris conscience que l'insurrection des ouvriers de Pétrograd et de Moscou est absolument nécessaire pour sauver la révolution et pour sauver la Russie du partage « séparé » que veulent les impérialistes des deux coalitions, nous devons, tout d'abord, adapter aux conditions de l'insurrection ascendante notre tactique politique à la Conférence ; nous devons ensuite prouver que ce n'est pas seulement en paroles que nous acceptons la pensée de Marx sur la nécessité de considérer l'insurrection comme un art.

Nous devons sans retard donner une cohésion nouvelle à la fraction des bolchéviks qui siègent à la Conférence sans nous laisser impressionner par le nombre, sans craindre de laisser les hésitants dans le camp des hésitants : ils seront plus utiles à la cause de la révolution *là-bas* que dans le camp des combattants résolus et dévoués.

Nous devons rédiger une courte déclaration des bolchéviks soulignant de la façon la plus catégorique l'inopportunité des longs discours, l'inopportunité des « discours » en général, la nécessité d'une action immédiate pour le salut de la révolution, la nécessité absolue d'une rupture complète avec la bourgeoisie, de la destitution de tous les membres du gouvernement actuel, d'une rupture complète avec les impérialistes anglo-français qui préparent un partage « séparé » de la Russie, la nécessité de faire passer immédiatement tout le pouvoir aux mains de la *démocratie révolutionnaire guidée par le prolétariat révolutionnaire*.

Notre déclaration doit formuler de la façon la plus brève et la plus nette *cette* conclusion en liaison avec notre projet de programme : la paix aux peuples, la terre aux paysans, la confiscation des profits scandaleux et la répression contre le sabotage éhonté de la production par les capitalistes.

Plus notre déclaration sera brève, plus elle sera tranchante, meilleure elle sera. Il faut seulement y souligner encore deux points très importants : le peuple est exaspéré par les hésitations, le peuple est déchiré par l'indécision des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks ; nous rompons définitivement avec ces *partis*, car ils ont trahi la révolution.

Autre chose encore : en proposant tout de suite une paix sans annexions, en rompant tout de suite avec les impérialistes alliés et avec tous les impérialistes, nous obtiendrons immédiatement soit un armistice, soit le ralliement de tout le prolétariat révolutionnaire à la défense, et la poursuite par la démocratie révolutionnaire, sous la direction de ce dernier, d'une guerre véritablement juste, véritablement révolutionnaire.

Après avoir lu cette déclaration, après avoir réclamé des *décisions* et non des paroles, des *actes* et non des résolutions écrites, nous devons *lancer* toute notre fraction *dans les usines et dans les casernes* : c'est là qu'est sa place, c'est là qu'est le nerf vital, c'est de là que viendra le salut de la révolution, c'est là qu'est le moteur de la Conférence démocratique.

C'est là que nous devons dans des discours ardents, passionnés, expliquer notre programme et poser ainsi la question : ou bien l'acceptation *complète* de ce programme par la Conférence, ou bien l'insurrection. Il n'y a pas de milieu. Impossible d'attendre. La révolution périt.

La question ainsi posée, toute notre fraction étant concentrée dans les usines et dans les casernes, *nous serons à même de juger du moment où il faut déclencher l'insurrection.*

Et pour considérer l'insurrection en marxistes, c'est-à-dire comme un art, nous devrons en même temps, sans perdre une minute, organiser *l'état-major* des détachements insurrectionnels, répartir nos forces, lancer les régiments sûrs aux points les plus importants, cerner le théâtre Alexandra, occuper la forteresse Pierre-et-Paul [12], arrêter l'état-major général et le gouvernement, envoyer contre les élèves-officiers et la division sauvage [13] des détachements prêts à mourir plutôt que de laisser l'ennemi pénétrer dans les centres vitaux de la ville ; nous devrons mobiliser les ou-

vriers armés, les appeler à une lutte ultime et acharnée, occuper simultanément le télégraphe et le téléphone, installer *notre* état-major de l'insurrection au Central téléphonique, le relier par téléphone à toutes les usines, à tous les régiments, à tous les centres de la lutte armée, etc.

Tout cela n'est qu'approximatif, certes, et seulement destiné à *illustrer* le fait que, au moment que nous vivons, on ne peut rester fidèle au marxisme, rester fidèle à la révolution, *si on ne considère pas l'insurrection comme un art.*

N. Lénine

Ecrit les 13-14 (26-27) septembre 1917.
Paru pour la première fois en 1921 dans la revue « Proletarskaïa Révoltoutsia » n° 2

Conforme au texte de la revue, collationné sur un double dactylographié

LA RÉVOLUTION RUSSE ET LA GUERRE CIVILE

ON AGITE L'ÉPOUVANTAIL DE LA GUERRE CIVILE

Epouvantée par le refus des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires de former une coalition avec les cadets, par la possibilité qu'aura peut-être la démocratie de former parfaitement sans eux un gouvernement et de gouverner la Russie contre eux, la bourgeoisie met tout en œuvre pour effrayer la démocratie.

Fais peur le plus possible, tel est le mot d'ordre de toute la presse bourgeoise. Fais peur par tous les moyens ! Mens, calomnie, mais surtout effraye !

La *Gazette de la Bourse* [14] sème la peur en fabriquant de toutes pièces des informations sur les menées bolchéviques. On effraie en répandant des bruits sur la démission d'Alexéiev et sur la menace d'une percée allemande en direction de Pétrograd, comme si les faits n'avaient pas prouvé que ce sont précisément les généraux de Kornilov (au nombre desquels se trouve sans aucun doute Alexéiev) qui sont capables d'ouvrir le front aux Allemands en Galicie et devant Riga, et devant Pétrograd, que ce sont précisément les généraux de Kornilov qui fomentent dans l'armée la haine la plus violente contre le G.Q.G.

Pour tenter de rendre plus « sérieux » et plus convaincant ce procédé d'intimidation de la démocratie, on allègue le danger de « guerre civile ». De toutes les méthodes d'intimidation, celle qui consiste à agiter l'épouvantail de la guerre civile est peut-être la plus répandue. Voici comment cette idée courante, très répandue dans les milieux

philistins, se trouve formulée par le comité du parti de la liberté du peuple à Rostov-sur-le-Don, dans sa résolution du 1er septembre (n° 210 de la *Retch* [15]):

« ...Le comité est convaincu que la guerre civile peut balayer toutes les conquêtes de la révolution et noyer dans des flots de sang notre jeune liberté encore mal assurée ; aussi, estime-t-il nécessaire, pour sauver les conquêtes de la révolution, d'élever une protestation énergique contre la tendance à pousser plus avant la révolution, au nom des irréalisables utopies socialistes... »

Nous trouvons exprimée ici sous sa forme la plus claire, la plus précise, la plus réfléchie et la plus circonstanciée, l'idée maîtresse qui revient constamment dans les éditoriaux de la *Retch*, dans les articles de Plékhanov et de Potressov, dans les éditoriaux des journaux menchéviks, etc., etc. Aussi ne sera-t-il pas inutile de nous arrêter plus longuement sur cette idée.

Efforçons-nous d'analyser la question de la guerre civile plus concrètement, en nous appuyant notamment sur notre expérience de six mois de révolution.

Cette expérience, qui correspond entièrement à l'expérience de toutes les révolutions en Europe depuis la fin du XVIIIe siècle, nous montre que la guerre civile est la forme la plus aiguë de la lutte de classe qui, après des conflits économiques et politiques répétés, accumulés, accrus, exacerbés, en arrive à se transformer en conflit armé entre deux classes. Le plus souvent — presque sans exception, pourrait-on dire, — on observe dans les pays tant soit peu libres et avancés une guerre civile entre les classes dont l'antagonisme est engendré et accentué par tout le développement économique du capitalisme, par toute l'histoire de la société moderne dans le monde entier, à savoir : entre la bourgeoisie et le prolétariat.

C'est ainsi que, durant les six mois de notre révolution, nous avons connu, les 20-21 avril [16] et les 3-4 juillet, de violentes explosions spontanées, qui furent bien près d'un début de guerre civile déclenchée par le prolétariat. L'insurrection de Kornilov était, elle, une conspiration militaire soutenue par les propriétaires fonciers et les capitalistes, les cadets en tête, conspiration qui a conduit en fait au début d'une guerre civile déclenchée par la bourgeoisie.

Tels sont les faits. Telle est l'histoire de notre propre révolution. C'est dans cette histoire que nous devons avant tout trouver un enseignement, c'est à son développement et à son sens de classe que nous devons avant tout réfléchir.

Essayons de comparer les débuts de la guerre civile prolétarienne et les débuts de la guerre civile bourgeoise en Russie des points de vue : 1) du mouvement spontané, 2) de ses buts, 3) de la conscience des masses qui participèrent au mouvement, 4) de la force du mouvement, 5) de sa ténacité. Nous estimons que si tous les partis qui aujourd'hui « jonglent à tort et à travers » avec les mots de « guerre civile », posaient la question en ces termes et faisaient un effort pour étudier en fait les débuts de la guerre civile, la conscience de toute la révolution russe y gagnerait et y gagnerait beaucoup.

Commençons par la spontanéité du mouvement. Sur les journées des 3 et 4 juillet, nous avons les déclarations de témoins tels que la *Rabotchaïa Gazéta* [17] menchévique et le *Diélo Naroda* [18] socialiste-révolutionnaire, qui ont reconnu le *fait* de la croissance spontanée du mouvement. J'ai rapporté ces déclarations dans un article du *Prolétarskoïé Diélo* [19], publié en feuille volante sous le titre de « Réponse aux calomniateurs »*. Mais pour des raisons parfaitement compréhensibles, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, pour se défendre d'avoir participé aux poursuites exercées contre les bolchéviks, continuent officiellement de nier la spontanéité de l'explosion des 3 et 4 juillet.

Ecartons pour le moment ce qui est contestable. Arrêtons-nous à ce qui est incontestable. La spontanéité du mouvement des 20 et 21 avril n'est contestée par personne. Le Parti bolchévik adhéra à ce mouvement spontané, avec pour mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets ! » ; tout à fait indépendamment de ce parti, feu Lindé y adhéra et descendit dans la rue avec 30 000 soldats armés, prêts à arrêter le gouvernement. (Soit dit en passant, cette sortie des troupes n'a pas été tirée au clair ni étudiée. Et, à bien réfléchir, si on relie historiquement le 20 avril au cours des événements, c'est-à-dire si on le considère comme un anneau de la chaîne qui va du 28 février au 29 août, il

* Cf. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 25, pp. 227-238. (*N.R.*)

apparaît clairement que la faute, que l'erreur des bolchéviks fut l'*insuffisance* d'esprit révolutionnaire dans leur tactique et nullement l'excès d'esprit révolutionnaire, comme nous en accusent les philistins.)

Donc, la spontanéité du mouvement qui a touché de près au déclenchement d'une guerre civile prolétarienne, est hors de doute. Rien ne ressemble même de loin à la spontanéité dans le mouvement de Kornilov : c'est seulement un complot de généraux qui comptaient entraîner une partie des troupes par la tromperie et par le prestige de l'autorité.

Que la spontanéité du mouvement soit un indice de sa profonde pénétration dans les masses, de la solidité de ses racines, de l'impossibilité qu'il y aurait à l'écarter, voilà qui est certain. Racines profondes de la révolution prolétarienne, absence de racines de la contre-révolution bourgeoise ; voilà, pour la spontanéité du mouvement, ce que nous montrent les faits.

Examinons les buts du mouvement. Le mouvement des 20 et 21 avril se rapprochait plus que tout autre des mots d'ordre bolchéviks ; quant à celui des 3 et 4 juillet, il naquit en liaison avec eux, sous leur influence et sous leur direction immédiates. Dictature du prolétariat et de la paysannerie pauvre, paix et proposition immédiate de paix, confiscation des terres des propriétaires fonciers : ces *buts* essentiels de la guerre civile prolétarienne, le Parti bolchévik en parlait tout à fait ouvertement, de façon claire, nette et précise, tout haut, dans ses journaux et dans sa propagande orale.

Quant aux buts de la rébellion de Kornilov, nous savons tous, et personne dans la démocratie ne le conteste, que ces buts consistaient dans la dictature des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie, dans la dissolution des Soviets et la préparation d'une restauration monarchique. Le parti cadet — principal parti kornilovien (au fait, il conviendrait de l'appeler désormais parti kornilovien), qui possède une presse et des moyens de propagande supérieurs à ceux des bolchéviks, ne s'est jamais risqué et ne se risque pas à parler ouvertement au peuple ni de la dictature de la bourgeoisie, ni de la dissolution des Soviets, ni des buts de Kornilov en général !

Du point de vue des buts du mouvement, les faits montrent que la guerre civile prolétarienne peut exposer ouvertement au peuple ses buts ultimes et s'attirer par là les sympathies des travailleurs, tandis que la guerre civile bourgeoise ne peut essayer d'attirer une partie des masses qu'en dissimulant les siens ; d'où une énorme différence en ce qui concerne le degré de conscience des masses.

Les données objectives sur ce point concernent uniquement, semble-t-il, les effectifs des partis et les élections. Il n'existe pas, paraît-il, d'autres indices permettant de juger avec précision du degré de conscience des masses. Que le mouvement révolutionnaire prolétarien ait à sa tête le Parti bolchévik, et que le mouvement contre-révolutionnaire bourgeois ait à sa tête le parti cadet, voilà qui est clair et autant dire indiscutable après l'expérience de six mois de révolution. Trois éléments de comparaison reposant sur les faits peuvent être fournis sur la question que nous examinons. La comparaison entre les élections de mai aux Doumas d'arrondissement de Pétrograd et les élections d'août à la Douma centrale accuse une diminution des voix des cadets et une énorme augmentation des suffrages obtenus par les bolchéviks. La presse des cadets avoue que là où sont rassemblées des masses d'ouvriers ou de soldats, on observe, en règle générale, la force du bolchévisme.

En second lieu, en l'absence de toute statistique sur les fluctuations des effectifs du parti, sur la fréquentation des réunions, etc., on ne peut mesurer le degré de conscience des *masses*, l'intérêt qu'elles portent au parti, que grâce aux informations publiées sur les collectes d'argent faites en faveur du parti. Ces informations montrent l'ardent héroïsme dont les masses d'ouvriers bolchéviks ont fait preuve lors de la collecte effectuée au profit de la *Pravda* [20], des journaux interdits, etc. Le montant des collectes est toujours publié. Chez les cadets, nous ne voyons rien de tel : ce sont manifestement les contributions des richards qui « alimentent » la caisse du parti. Pas la moindre trace de l'aide active des masses.

Enfin, la comparaison entre les mouvements des 20 et 21 avril et des 3 et 4 juillet d'une part, et l'équipée de Kornilov d'autre part, nous montre que les bolchéviks désignent ouvertement aux masses leur ennemi dans la

guerre civile : la bourgeoisie, les propriétaires fonciers et les capitalistes. Mais le mouvement de Kornilov a d'ores et déjà montré qu'on *a menti impudemment* aux troupes qui ont suivi Kornilov, mensonge démasqué dès la première rencontre de la « division sauvage » et des convois militaires de Kornilov avec les travailleurs de Pétrograd.

Continuons. Quelles données avons-nous sur la *force* du prolétariat et sur celle de la bourgeoisie dans la guerre civile ? La force des bolchéviks réside uniquement dans le nombre des prolétaires, dans leur degré de conscience, dans la sympathie des « couches inférieures » des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks (c'est-à-dire des ouvriers et des paysans pauvres) pour les mots d'ordre bolchéviks. Que ces mots d'ordre aient entraîné pratiquement la *majorité* des masses révolutionnaires actives à Pétrograd, les 20 et 21 avril, le 18 juin [21] et les 3 et 4 juillet, c'est là un fait.

Cette comparaison entre les données des élections « parlementaires » et celles relatives aux mouvements de masse précités confirme pleinement, pour la Russie, cette observation faite maintes fois en Occident que la *force* du prolétariat révolutionnaire, au point de vue de l'action *sur les masses* et de la possibilité de les entraîner à la lutte, est incomparablement *plus grande* dans la lutte *extra-parlementaire* que dans la lutte parlementaire. C'est une observation très importante concernant la guerre civile.

On comprend pourquoi les conditions et les circonstances de la lutte parlementaire et des élections ne permettent pas aux classes opprimées de déployer la force qu'elles peuvent pratiquement déployer dans la guerre civile.

La force des cadets et des korniloviens, c'est la *richesse*. Que le capital et l'impérialisme anglo-français soient *pour* les cadets et *pour* Kornilov, voilà qui est démontré par une longue série d'interventions politiques et par la presse. Il est de notoriété publique que toute la « droite » de la Conférence de Moscou [22] du 12 août s'est déchaînée en faveur de Kornilov et de Kalédine. Il est de notoriété publique que la presse bourgeoise française et anglaise « aidait » Kornilov. Certains indices témoignent qu'il était aidé par les *banques*.

Toute la force de la richesse s'est dressée en faveur de Kornilov, et quel effondrement rapide et pitoyable ! En

dehors des riches, on ne peut voir chez les korniloviens que deux forces sociales : la « division sauvage » et les Cosaques. Dans le premier cas c'est *seulement* la force de l'ignorance et de la tromperie. Cette force est d'autant plus redoutable que la presse reste davantage dans les mains de la bourgeoisie. Le prolétariat, vainqueur dans la guerre civile, anéantirait d'un coup et radicalement *cette* source de « force ».

Quant aux Cosaques, ils représentent une couche de la population composée de riches, de petits ou de moyens propriétaires terriens (les propriétés sont en moyenne de 50 déciatines environ) d'une des marches de la Russie, qui ont conservé dans leur vie, leur économie et leurs mœurs de nombreux traits du moyen âge. On peut y trouver la base sociale et économique d'une Vendée russe. Mais qu'ont montré les *faits* concernant le mouvement Kornilov-Kalédine ? Même Kalédine, le « chef bien-aimé », soutenu par les Goutchkov, les Milioukov, les Riabouchinski et Cie, *n'a pas pu, malgré tout, déclencher* un mouvement de masse ! ! Kalédine allait par une voie infiniment « plus directe », en ligne plus droite que les bolchéviks, vers la guerre civile. Kalédine allait tout droit « soulever le Don » et pourtant, dans sa « propre » région, dans ce pays cosaque éloigné de la démocratie russe, Kalédine ne souleva aucun mouvement de masse ! Au contraire, nous observons de la part du prolétariat des explosions spontanées de mouvement dans les centres d'influence et de force de la démocratie russe antibolchévique.

Il n'existe pas de données objectives sur l'attitude des diverses couches et des divers ensembles économiques cosaques envers la démocratie et le mouvement de Kornilov. Il existe seulement des indices qui nous montrent que la majorité des Cosaques pauvres et moyens penchent plutôt vers la démocratie et que seuls les officiers et les couches supérieures de Cosaques aisés sont à fond pour Kornilov.

Quoi qu'il en soit, il est historiquement prouvé, après l'expérience du 26 au 31 août, que le mouvement cosaque de masse en faveur de la contre-révolution bourgeoise est extrêmement faible.

Reste une dernière question : celle de la *ténacité* du mouvement. Pour le mouvement prolétarien révolution-

naire bolchévik, un fait est prouvé : pendant les six mois du régime républicain en Russie, la lutte contre le bolchévisme a été menée sur le plan idéologique alors que la presse et les moyens de propagande étaient *puissamment* dominés par les adversaires du bolchévisme (et par une campagne de calomnies qu'il est très « hasardeux » de considérer comme une lutte « idéologique »), ainsi que *par la voie des répressions* : centaines d'arrestations, mise à sac de notre imprimerie centrale, interdiction de notre principal organe et d'autres journaux. Les faits montrent le résultat : renforcement énorme du bolchévisme aux élections d'août à Pétrograd, puis renforcement des courants internationalistes et de « gauche » voisins du bolchévisme parmi les socialistes-révolutionnaires et parmi les menchéviks. Ce qui signifie que la ténacité du mouvement prolétarien révolutionnaire est très forte dans la Russie républicaine. Les faits prouvent que les efforts conjugués des cadets, des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks *n'ont pas réussi* le moins du monde à affaiblir ce mouvement. Au contraire, c'est précisément la coalition des korniloviens et de la « démocratie » qui a *renforcé* le bolchévisme. En dehors de l'action idéologique *et* des répressions, il ne saurait exister de moyens de lutte contre le courant prolétarien révolutionnaire.

Il n'existe pas encore de données sur la ténacité du mouvement cadet-kornilovien. Les cadets n'ont subi aucune poursuite. Goutchkov lui-même a été relâché, on n'a pas même arrêté Maklakov ni Milioukov. On n'a pas même interdit la *Retch*. On a épargné les cadets. Le gouvernement Kérenski *est aux petits soins* pour les cadets-korniloviens. Posons même ainsi la question : admettons que les Riabouchinski anglo-français et russes assignent encore des millions et des millions aux cadets, à l'*Edinstvo* [23], au *Dien* [24], etc., pour une nouvelle campagne électorale à Pétrograd, cela a-t-il des chances d'augmenter aujourd'hui le nombre de leurs voix après le coup de force Kornilov ? C'est peu probable ; à en juger par les réunions, etc., force sera de répondre non à cette question...

* *
*

Si nous résumons et mettons en parallèle les données fournies par l'histoire de la révolution russe, il en résulte ceci : le commencement de la guerre civile par le prolétariat a révélé la force, la conscience, la solidité, la croissance et la ténacité du mouvement. Le commencement de la guerre civile par la bourgeoisie n'a révélé aucune force, aucune conscience des masses, aucune solidité, ni aucune chance de victoire.

L'alliance des cadets avec les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks contre les bolchéviks, c'est-à-dire contre le prolétariat révolutionnaire, a été mise à l'épreuve pendant plusieurs mois, et cette alliance de korniloviens, temporairement réduits au silence, avec la « démocratie » a conduit en fait non pas à l'affaiblissement des bolchéviks, mais à leur renforcement, à la faillite de la « coalition », au renforcement de l'opposition « de gauche » aussi chez les menchéviks.

L'alliance des bolchéviks avec les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks contre les cadets, contre la bourgeoisie, *n'a pas encore subi l'épreuve*. Ou, pour être plus précis, cette alliance n'a été *expérimentée* que *sur un seul front*, au cours de *cinq journées*, du 26 au 31 août, lors de l'aventure Kornilov, et cette alliance a apporté pendant ces journées une victoire complète sur la contre-révolution, remportée avec une facilité sans exemple dans aucune révolution ; elle a infligé à la contre-révolution de la bourgeoisie, des propriétaires fonciers et des capitalistes, de l'impérialisme allié et des cadets une défaite si écrasante que *de ce côté* la guerre civile a été réduite en poussière dès le début, s'est effondrée « sans coup férir ».

En face de ce fait historique, toute la presse bourgeoise avec ses sous-fifres (les Plékhanov, les Potressov, les Brechko-Brechkovskaïa et autres) clame à cor et à cri que c'est précisément l'alliance des bolchéviks avec les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires qui « fait peser » sur le pays les horreurs de la guerre civile !...

Ce serait comique, si ce n'était si triste. Il est triste qu'une pareille absurdité, aussi évidente, aussi patente, aussi criante, qui tourne en dérision les faits et toute l'histoire de notre révolution, puisse en général trouver créance... Cela prouve une diffusion toujours aussi grande (diffu-

sion inévitable tant que la presse est monopolisée par la bourgeoisie) du mensonge intéressé de la bourgeoisie, mensonge qui submerge et qui étouffe les leçons les plus sûres, les plus indiscutables et les plus tangibles de la révolution.

Si la révolution nous a donné une leçon absolument indiscutable, absolument prouvée par les faits, c'est la suivante : seule l'alliance des bolchéviks avec les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, seule la transmission immédiate de tout le pouvoir aux Soviets rendrait la guerre civile impossible en Russie. Car, contre une telle alliance, contre les Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, une guerre civile quelconque déclenchée par la bourgeoisie est impensable, cette « guerre »-là n'aboutirait pas même à une seule bataille ; après l'affaire Kornilov, la bourgeoisie ne trouverait pas même une *deuxième* « division sauvage », ni même autant de convois cosaques pour marcher contre le gouvernement des Soviets !

Le développement pacifique d'une révolution quelle qu'elle soit est en général chose extrêmement rare et difficile, la révolution étant l'aggravation extrême des contradictions de classe les plus graves ; mais, dans un pays agricole, où l'alliance du prolétariat et de la paysannerie *peut* donner la *paix* aux masses épuisées par la guerre la plus injuste et la plus criminelle, et donner toute la *terre* aux paysans, dans un tel pays, à un moment historique aussi exceptionnel, le développement pacifique de la révolution est *possible* et *vraisemblable*, si tout le pouvoir est transmis aux Soviets. Au sein des Soviets, la lutte des partis pour le pouvoir peut se dérouler pacifiquement, si la démocratie des Soviets est totale, si on renonce à ces « menus larcins », à ces « entorses » données aux principes démocratiques, par exemple l'octroi aux soldats d'un représentant pour 500 électeurs et aux ouvriers un pour 1 000. Dans une république démocratique, ces menus larcins sont condamnés à disparaître.

Contre des Soviets qui donneraient sans rachat toute la terre aux paysans et qui proposeraient une paix juste à tous les peuples, contre ces Soviets, aucune alliance de la bourgeoisie anglo-française et russe, des Kornilov, des Buchanan[25], des Riabouchinski, des Milioukov avec les

Plékhanov et les Potressov ne serait nullement redoutable, elle serait tout à fait impuissante.

La résistance de la bourgeoisie à la remise sans indemnité de la terre aux paysans, à des transformations semblables dans d'autres domaines de la vie, à une paix juste et à la rupture avec l'impérialisme, est naturellement inévitable. Mais pour que cette résistance en arrivât à la guerre civile, il faudrait des *masses* capables de *faire la guerre* aux Soviets et de les vaincre. Or, ces masses, la bourgeoisie *ne les a pas* et elle ne peut les trouver nulle part. Plus les Soviets prendront rapidement et résolument le pouvoir, plus vite se désagrégeront les « divisions sauvages » et les Cosaques, plus vite elles se scinderont en une minorité insignifiante de korniloviens conscients et en une énorme majorité de partisans de l'union démocratique et *socialiste* des ouvriers et des paysans (car alors il s'agira précisément du socialisme).

La résistance de la bourgeoisie, après le passage du pouvoir aux Soviets, aura pour résultat que *chaque* capitaliste sera « suivi », surveillé, contrôlé et observé de près par *des dizaines et des centaines* d'ouvriers et de paysans, dont l'intérêt exigera qu'ils ne se laissent pas abuser par les capitalistes. Les formes et les moyens de ce contrôle détaillé ont été élaborés et simplifiés par le capitalisme lui-même, par ces institutions du capitalisme que sont les banques, les grandes usines, les cartels, les chemins de fer, les postes, les coopératives de consommation et les syndicats. Il suffira aux Soviets de punir de la confiscation de tous leurs biens ou d'un emprisonnement de courte durée les capitalistes qui se refuseront à rendre les comptes les plus détaillés ou qui tromperont le peuple, pour briser sans effusion de sang toute résistance de la bourgeoisie. Car c'est précisément au moyen des banques, une fois qu'elles seront nationalisées, au moyen des associations d'employés, des postes, des coopératives de consommation, des syndicats, que le contrôle détaillé deviendra universel, tout-puissant, omniprésent, invincible.

Et les Soviets russes, alliance des ouvriers et des paysans pauvres de Russie, ne sont pas seuls dans leur *marche vers* le socialisme. Si nous étions seuls, nous n'arriverions pas pacifiquement à bout de cette tâche, car c'est, à propre-

ment parler, une tâche internationale. Mais nous avons une immense réserve, les armées des ouvriers plus avancés des autres pays où la rupture de la Russie avec l'impérialisme et la guerre impérialiste accélérera fatalement la révolution ouvrière, socialiste qui mûrit chez eux.

* *
*

On parle des « flots de sang » de la guerre civile. La résolution des cadets-korniloviens citée plus haut en parle. Cette phrase, tous les bourgeois et tous les opportunistes la répètent sur tous les tons. Après l'affaire de Kornilov, elle fait rire, fera rire, ne peut pas ne pas faire rire tous les ouvriers conscients.

Mais cette question des « flots de sang » dans la période de guerre que nous traversons, on peut et on doit la poser sur le terrain du calcul approximatif des forces, en tenant compte des conséquences et des résultats ; il faut la traiter sérieusement et non pas comme une phrase courante vide de sens, non pas comme une simple hypocrisie des cadets qui ont *tout* fait *pour que* Kornilov réussisse à inonder la Russie de « flots de sang », en vue de restaurer la dictature de la bourgeoisie, la puissance des propriétaires fonciers et la monarchie.

Des « flots de sang », nous dit-on. Analysons *aussi cet* aspect de la question.

Admettons que les hésitations des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires se prolongent, qu'ils *ne* remettent *pas* le pouvoir aux Soviets, qu'ils *ne* renversent *pas* Kérenski, qu'ils rétablissent sous une forme à peine différente l'ancien compromis pourri avec la bourgeoisie (on remplacerait, par exemple, les cadets par des *korniloviens* « sans-parti »), qu'ils ne remplacent pas l'appareil actuel du pouvoir par l'appareil des Soviets, qu'ils ne proposent pas la paix, qu'ils ne rompent pas avec l'impérialisme, qu'ils ne confisquent pas les terres des propriétaires fonciers. Admettons cette issue aux hésitations actuelles des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks, cette issue au « 12 septembre ».

L'expérience de notre révolution nous montre clair comme le jour que la conséquence serait d'affaiblir encore

davantage les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, d'élargir la rupture entre eux et les masses, de porter à son comble l'indignation et la colère des masses, et d'accroître considérablement leurs sympathies à l'égard du prolétariat révolutionnaire, à l'égard des bolchéviks.

Le prolétariat de la capitale sera alors encore plus près qu'aujourd'hui de la Commune, de l'insurrection ouvrière, de la conquête du pouvoir, de la guerre civile, sous sa forme la plus haute et la plus décisive : après l'expérience des 20 et 21 avril et des 3 et 4 juillet, il faut reconnaître que ce résultat est historiquement inévitable.

Des « flots de sang », crient les cadets. Mais ces flots de sang donneraient la victoire au prolétariat et à la paysannerie pauvre ; et il y a quatre-vingt-dix-neuf chances sur cent que cette victoire donnerait la *paix* au lieu de la guerre impérialiste, *c'est-à-dire* qu'elle épargnerait la vie de *centaines de milliers* de gens qui versent aujourd'hui leur sang pour le partage des profits et des conquêtes (annexions) entre les capitalistes. Si les 20 et 21 avril tout le pouvoir était passé définitivement aux Soviets, et qu'à l'intérieur des Soviets la victoire fût allée aux bolchéviks alliés à la paysannerie pauvre, alors, cela dût-il coûter des « flots de sang », on aurait sauvé la vie du *demi-million* de soldats russes tombés certainement dans les combats du 18 juin.

C'est ce calcul que font et que feront tous les ouvriers et tous les soldats russes conscients, s'ils pèsent et s'ils évaluent la question soulevée partout de la guerre civile ; et naturellement, ces ouvriers et ces soldats qui ont vécu beaucoup et beaucoup pensé, ne se laisseront pas effrayer par les clameurs que poussent sur ces « flots de sang » les hommes, les partis et les groupes qui sont prêts à sacrifier la vie de *nouveaux millions* de soldats russes pour Constantinople, pour Lvov, pour Varsovie, pour la « victoire sur l'Allemagne ».

Tous les « flots de sang » qui couleraient dans une guerre civile ne sauraient se comparer même de loin aux *mers* de sang que les impérialistes russes ont fait couler après le 19 juin (au mépris des chances extraordinairement élevées qu'ils avaient de les éviter en transmettant le pouvoir aux Soviets).

En temps de guerre, messieurs Milioukov, Potressov, Plékhanov, soyez un peu plus prudents dans votre argumentation *contre* les « flots de sang » de la guerre civile, car les soldats connaissent des *mers* de sang, ils les ont vues.

Aujourd'hui, en 1917, dans la quatrième année d'une guerre exceptionnellement dure, harassante pour les peuples et criminelle, la situation internationale de la révolution russe est telle qu'une proposition de paix juste, faite par le prolétariat russe vainqueur dans une guerre civile aurait quatre-vingt-dix-neuf chances sur cent d'aboutir à un armistice et à la paix, *sans verser de nouvelles mers de sang.*

En effet, l'union des impérialismes rivaux anglo-français et allemand *contre* la république prolétarienne socialiste de Russie est pratiquement *impossible* ; quant à l'union des impérialismes anglais, japonais et américain contre nous, elle est extrêmement difficile à réaliser et nullement redoutable pour nous, en raison de la situation géographique de la Russie. Par ailleurs, l'existence de masses prolétariennes révolutionnaires et socialistes au sein de *tous* les Etats européens est un fait, la révolution socialiste universelle mûrit inéluctablement ; cela est hors de doute et ce qui peut aider sérieusement cette révolution, ce ne sont pas naturellement les délégations et la conférence de Stockholm jouant la comédie avec des Plékhanov ou des Tsérétéli étrangers, mais seule la marche en avant de la révolution russe.

Les bourgeois s'écrient que la défaite de la Commune en Russie est inévitable, ils entendent la défaite du prolétariat, s'il s'emparait du pouvoir.

Ce sont des clameurs mensongères, dictées par l'intérêt de classe.

Une fois qu'il aura conquis le pouvoir, le prolétariat russe a *toutes* les chances de le garder et de conduire la Russie au triomphe de la révolution en Occident.

Car, en premier lieu, nous avons beaucoup appris depuis la Commune et nous ne répéterions pas ses erreurs fatales, nous ne laisserions pas la banque aux mains de la bourgeoisie, nous ne nous bornerions pas à nous défendre contre nos Versaillais (des korniloviens), mais nous passerions à l'attaque et nous les écraserions.

En second lieu, le prolétariat victorieux donnera la paix à la Russie. Et aucune force ne renversera le gouvernement de la *paix*, le gouvernement d'une paix honnête, sincère, juste, après toutes les horreurs d'un massacre des peuples qui dure depuis plus de trois ans.

En troisième lieu, le prolétariat victorieux donnera immédiatement et sans rachat la terre aux paysans. Et l'immense majorité de la paysannerie, épuisée et exaspérée par les « manœuvres » que pratique « à l'égard des propriétaires fonciers » notre gouvernement, en particulier le gouvernement « de coalition », le gouvernement Kérenski, soutiendra pleinement le prolétariat victorieux, par tous les moyens, avec abnégation.

Vous parlez sans cesse des « efforts héroïques » du peuple, Messieurs les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires. Je viens de rencontrer une fois de plus, ces jours-ci, cette phrase dans l'éditorial de vos *Izvestia du Comité exécutif central* [26]. Pour vous ce *n'est qu'une* phrase. Mais les ouvriers et les paysans qui la lisent y *réfléchissent*, et chacune de leurs réflexions, fortifiée par « l'expérience » de l'affaire Kornilov, par « l'expérience » du ministère Péchékhonov, par les « expériences » du ministère Tchernov et *ainsi de suite*, chacune de leurs réflexions les amène immanquablement à cette conclusion : cet « effort héroïque » n'est rien d'autre que la confiance des paysans pauvres à l'égard des ouvriers des villes qu'ils considèrent comme leurs alliés et leurs guides les plus sûrs. Cet effort héroïque n'est rien d'autre que la victoire du prolétariat russe sur la bourgeoisie dans la guerre civile, car seule cette victoire nous sauvera des hésitations torturantes, seule elle apportera une issue, seule elle donnera la terre, elle donnera la paix.

Si on peut réaliser l'alliance des ouvriers des villes avec la paysannerie pauvre en remettant immédiatement le pouvoir aux Soviets, tant mieux. Les bolchéviks feront *tout* pour assurer cette voie *pacifique* au développement de la révolution. Sinon, l'Assemblée constituante elle-même, à elle seule, n'apportera pas le salut, car dans son sein les socialistes-révolutionnaires peuvent poursuivre leur « jeu » d'entente avec les cadets, avec Brechko-Brechkovskaïa et Kérenski (en quoi valent-ils mieux que les cadets ?), etc., etc.

Si même l'expérience de l'affaire Kornilov n'a pas instruit la « démocratie », si elle poursuit sa politique funeste d'hésitations et de conciliation, alors nous dirons : rien n'est aussi fatal à la révolution prolétarienne que ces hésitations. N'agitez donc pas, messieurs, l'épouvantail de la guerre civile : elle est inévitable si vous ne voulez pas régler leur compte aux Kornilov et à la « coalition » immédiatement et définitivement, — alors cette guerre donnera la victoire sur les exploiteurs, elle donnera la terre aux paysans, la paix aux peuples, elle ouvrira la voie véritable à la révolution victorieuse du prolétariat socialiste du monde entier.

« Rabotchi Pout » n° 12,
29 (16) septembre 1917.
Signé : N. Lénine

Conforme au texte
du journal « Rabotchi Pout »

LES CHAMPIONS DE LA FRAUDE ET LES ERREURS DES BOLCHÉVIKS [27]

La Conférence dite démocratique est terminée. Grâce à Dieu, voilà encore une comédie passée. Nous allons quand même de l'avant, s'il est écrit au livre des destinées de notre révolution qu'elle ne doit avancer qu'en passant par un nombre déterminé de comédies.

Pour apprécier correctement le bilan politique de la Conférence, il faut essayer de déterminer avec précision son sens de classe, tel qu'il ressort des faits objectifs.

Les partis gouvernementaux, socialiste-révolutionnaire et menchévik, ont continué à se décomposer, ils ont manifestement perdu la majorité au sein de la démocratie révolutionnaire. Monsieur Kérenski et messieurs Tsérétéli, Tchernov et Cie se sont unis et leur bonapartisme s'est montré à visage découvert ; c'est un progrès. Tel est le sens de classe de la Conférence.

Dans les Soviets les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks ont perdu la majorité. C'est pourquoi ils ont dû recourir à la fraude : enfreindre l'engagement qu'ils avaient pris de convoquer au bout de trois mois un nouveau congrès des Soviets, se dérober à un compte rendu devant ceux qui ont élu le Comité exécutif central des Soviets, truquer la Conférence « démocratique ». Ce truquage, les bolchéviks en ont parlé avant la Conférence et les résultats leur ont donné pleinement raison. Les Liber-Dan[28] et les Tsérétéli, les Tchernov et Cie ont vu fondre leur

majorité aux Soviets, voilà pourquoi ils ont eu recours à la fraude.

Les arguments selon lesquels les coopératives « ont déjà une grande importance parmi les organisations démocratiques », de même que les représentants des villes et des zemstvos élus « régulièrement », ces arguments sont tellement cousus de fil blanc que seule l'hypocrisie la plus grossière peut les avancer sérieusement. En premier lieu, ce Comité exécutif central est élu par les Soviets et s'il manque à *leur* rendre des comptes et à *leur* rendre son mandat, c'est une escroquerie bonapartiste. En second lieu, les Soviets représentent la démocratie révolutionnaire dans la mesure où y entrent ceux qui veulent lutter révolutionnairement. Les portes n'en sont fermées ni aux coopérateurs ni aux citadins. Les maîtres des Soviets étaient encore les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks.

Ceux qui se sont *confinés* dans les coopératives, *confinés* dans les municipalités (villes et zemstvos) se sont par là même retranchés de plein gré des rangs de la démocratie révolutionnaire ; par là, ils ont rejoint soit la démocratie réactionnaire soit la démocratie neutre. Tout le monde sait que dans les coopératives et les municipalités les révolutionnaires *ne sont pas* les seuls à travailler et qu'il y entre *aussi* des réactionnaires ; tout le monde sait qu'on est élu aux coopératives et aux municipalités surtout pour un travail *sans* signification importante en politique générale.

S'attirer subrepticement le soutien des partisans de l'*Edinstvo* et des réactionnaires « sans-parti », tel était le but des Liber-Dan, des Tsérétéli, des Tchernov et Cie, en truquant la Conférence. Voilà leur fraude. Voilà leur bonapartisme qui les associe au bonapartiste Kérenski. Escroquer le principe de la démocratie, tout en respectant hypocritement les apparences de la démocratie, voilà le fond de l'affaire.

Nicolas II a escroqué de fortes sommes pour ainsi dire au principe de la démocratie : il convoquait des institutions représentatives, mais il donnait aux propriétaires fonciers une représentation plusieurs centaines de fois plus grande qu'aux paysans. Les Liber-Dan et les Tsérétéli en compagnie des Tchernov se livrent à de petits larcins

contre les principes démocratiques : ils convoquent une « conférence démocratique » à laquelle *et* les ouvriers *et* les paysans font valoir à juste titre que leur représentation est amputée, qu'elle *n'est pas* proportionnelle, qu'elle *n'est pas* juste, mais profite aux éléments les plus proches de la bourgeoisie (et de la démocratie réactionnaire), aux éléments des coopératives et des municipalités.

Les Liber-Dan, les Tsérétéli et les Tchernov ont rompu avec les masses ouvrières et paysannes pauvres, ils s'en sont écartés. Leur salut est dans la fraude, grâce à laquelle se maintient « leur » Kérenski.

La différenciation des classes se poursuit. Au sein des partis socialiste-révolutionnaire et menchévik la protestation s'affirme ; à la suite de la trahison des « chefs » envers la majorité de la population, une véritable scission grandit. Les chefs s'appuient sur la *minorité*, ce qui est contraire au principe de la démocratie. De là il résulte pour eux que la fraude est *inévitable*.

Kérenski se démasque de plus en plus comme bonapartiste. Il était considéré comme « socialiste-révolutionnaire ». Nous savons aujourd'hui qu'il n'est pas seulement un socialiste-révolutionnaire de « mars », qui du groupe des troudoviks est accouru au groupe socialiste-révolutionnaire « à des fins de publicité ». C'est un partisan de Brechko-Brechkovskaïa, cette « Madame Plékhanova » des socialistes-révolutionnaires ou cette « Madame Potressova » du *Dien* socialiste-révolutionnaire. L'aile dite « de droite » des partis dits « socialistes », les Plékhanov, les Brechkovskaïa, les Potressov, voilà où *se situe* Kérenski, et cette aile, *rien* de sérieux ne la distingue des cadets.

Les cadets louent Kérenski pour son action. Il pratique *l e u r* politique, il les consulte et consulte Rodzianko *à l'insu du peuple*, sa connivence avec Savinkov, l'ami de Kornilov, est démasquée par Tchernov et par d'autres. Kérenski est un *kornilovien* qui s'est *par hasard* brouillé avec Kornilov et qui continue à être en liaison intime avec d'autres korniloviens. C'est un *fait*, prouvé tant par les révélations de Savinkov et du *Diélo Naroda* que par le jeu politique, qui continue, du « chassé-croisé ministériel » de Kérenski et des korniloviens, sous le nom de « classe commerciale et industrielle ».

Transactions secrètes avec les korniloviens, acoquinement secret (par l'intermédiaire de Térechtchenko et Cie) avec les « alliés » impérialistes, atermoiements secrets et sabotage de l'Assemblée constituante, mensonges secrets à l'égard des paysans pour rendre service à Rodzianko, c'est-à-dire aux propriétaires fonciers (prix du blé doublé), voilà ce dont Kérenski s'occupe *en fait*. Voilà sa politique *de classe*. Voilà en quoi consiste son bonapartisme.

Pour dissimuler ces faits à la conférence, les Liber-Dan et les Tsérétéli, aussi bien que les Tchernov, ont dû la truquer.

Et la participation des bolchéviks à cette fraude infecte, à cette comédie avait exclusivement la même justification que notre participation à la IIIe Douma [29] : même dans les « écuries », nous devons défendre notre cause ; du fond des « écuries », nous devons, pour l'édification du peuple, fournir une documentation dénonciatrice.

La différence cependant, c'est que la IIIe Douma était convoquée lors d'un déclin manifeste de la révolution tandis que maintenant nous assistons manifestement à l'essor d'une *nouvelle révolution*, — malheureusement nous ne savons que peu de chose sur l'ampleur et la rapidité de cet essor.

* *
*

L'épisode le plus caractéristique de la Conférence est à mon avis l'intervention de Zaroudny. Il raconte qu'« il suffit d'une allusion » de Kérenski à la réorganisation du gouvernement pour que tous les ministres donnent leur démission. « Le lendemain, poursuit Zaroudny avec candeur, avec une candeur enfantine (estimons-nous heureux si ce *n'est que* de la candeur), le lendemain donc, malgré notre démission, on nous convoquait, on nous consultait, on nous garda en fin de compte. »

« Rires unanimes dans la salle », notent ici les *Izvestia*, organe officiel.

Drôles de plaisantins, ces républicains qui trompent le peuple comme de vrais bonapartistes ! C'est que nous sommes tous des démocrates révolutionnaires, soit dit sans plaisanter !

« Dès le début, disait Zaroudny, nous entendions parler de deux choses : il fallait s'efforcer d'entretenir la combativité de l'armée et de hâter une paix fondée sur des principes démocratiques. Pour la paix, je ne sais si, pendant le mois et demi où j'ai été membre du Gouvernement provisoire, le Gouvernement provisoire a fait quoi que ce soit sous ce rapport. Je n'ai rien vu. (Applaudissements, une voix dans la salle: « On n'a rien fait », notent les *Izvestia*.) Lorsque, en qualité de membre du Gouvernement provisoire, je m'informais à ce sujet, je ne recevais pas de réponse... »

C'est ainsi que parlait Zaroudny, d'après les officiels *Izvestia*. Et la conférence écoute en silence, tolère de tels aveux, n'interrompt pas l'orateur, ne suspend pas la séance, ne bondit pas pour chasser Kérenski et le gouvernement ! Allons donc ! Ces « démocrates révolutionnaires » soutiennent Kérenski de toutes leurs forces !

Très bien, messieurs, mais en quoi alors la conception du « démocrate révolutionnaire » se distingue-t-elle de la conception du larbin et du goujat ?

Que les goujats soient capables de rire aux éclats quand « leur » ministre, qui se distingue par une rare candeur ou une rare stupidité, leur rapporte que Kérenski chasse les ministres (pour s'entendre avec les korniloviens à l'insu du peuple, « sans témoins superflus »), cela est naturel. Que les laquais se taisent quand « leur » ministre, qui semble prendre au sérieux des phrases toutes faites sur la paix, sans comprendre leur hypocrisie, avoue qu'on ne répondait même pas à la question qu'il posait sur les mesures réelles prises en vue de la paix, cela n'a rien d'étonnant. Car il est d'usage que les laquais se fassent duper par le gouvernement. Mais où se trouve là-dedans l'esprit révolutionnaire, où se trouve l'esprit démocratique ?

Qu'y aurait-il d'étonnant s'il venait aux soldats et aux ouvriers révolutionnaires cette idée : « Il serait bon que le plafond du théâtre Alexandra s'effondre et écrase toute cette bande d'âmes serviles qui peuvent se taire quand on leur déclare ouvertement que Kérenski et Cie les mènent par le bout du nez avec leurs bavardages sur la paix ; qui peuvent rire joyeusement quand leurs propres ministres leur disent plus clair que le jour que le chassé-croisé ministériel est une comédie (qui couvre les transactions de Kérenski avec les korniloviens). Délivrez-nous, seigneur, de nos amis,

nous nous chargerons de nos ennemis ! Délivrez-nous, seigneur, de ces prétendants à la direction de la révolution et de la démocratie et nous nous chargerons nous-mêmes des Kérenski, des cadets et des korniloviens. »

* *
*

Et j'en arrive ici aux erreurs des bolchéviks. S'en tenir à des applaudissements et à des exclamations ironiques à un tel moment, c'est une faute évidente.

Le peuple est excédé des hésitations et des atermoiements. Le mécontentement devient de plus en plus manifeste. Une nouvelle révolution est en marche. Les démocrates réactionnaires, les Liber-Dan, les Tsérétéli et consorts ont tout intérêt à *fixer* l'attention du peuple sur cette « Conférence » de comédie, à « *occuper* » le peuple avec cette comédie, à *détacher* les bolchéviks des masses en retenant les délégués bolchéviks à une occupation indigne telle que de rester à écouter les Zaroudny ! Et les Zaroudny sont encore plus sincères que d'autres ! !

Les bolchéviks devaient partir en signe de protestation et pour ne pas tomber dans le piège et contribuer à détourner par le moyen de la Conférence l'attention du peuple des questions sérieuses. Les bolchéviks devaient laisser un ou trois de leurs 136 députés comme « agents de liaison », pour les communications téléphoniques sur le moment où prendraient fin les odieux bavardages et où on passerait au vote. Mais les bolchéviks ne devaient pas *se laisser occuper* par ces sottises évidentes, par cette duperie évidente du peuple qui avait pour but évident *d'étouffer* la révolution montante en l'amusant avec des hochets.

Les délégués bolchéviks devaient à 99/100 se rendre dans les usines et dans les casernes ; c'est là qu'aurait été la véritable place des délégués arrivés de tous les coins de la Russie et qui avaient vu après le discours de Zaroudny tout l'abîme de corruption où étaient tombés les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks. C'est là, plus près des masses, qu'il aurait fallu, dans des centaines et des milliers de réunions et d'entretiens, discuter les leçons de cette conférence de comédie qui de toute évidence a seulement servi à fournir des atermoiements au kornilovien Kérenski,

qui de toute évidence a seulement servi à lui faciliter de nouvelles variantes pour le « chassé-croisé ministériel ».

Les bolchéviks ont eu une attitude erronée vis-à-vis du parlementarisme, au moment des crises de révolution (et non pas « de constitution »), une attitude erronée à l'égard des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks.

On voit clairement comment cela s'est produit : avec l'aventure de Kornilov, l'histoire a opéré un tournant *très* brusque. Le parti a retardé sur le rythme incroyablement rapide de l'histoire à ce tournant. Le parti s'est laissé égarer pour un temps dans le piège des parlotes méprisables.

Il fallait réserver à ces parlotes un centième des forces et en consacrer 99/100 aux *masses*.

Il fallait, si ce tournant prescrivait de proposer un compromis aux socialistes-révolutionnaires et aux menchéviks (et il me semble à moi qu'il le prescrivait), agir ouvertement, au grand jour, rapidement, pour *tirer parti sur-le-champ* du refus possible et vraisemblable des amis du bonapartiste Kérenski d'en venir à un compromis avec les bolchéviks.

Ce refus se trouvait déjà dans les articles du *Diélo Naroda* et de la *Rabotchaïa Gazéta*, *à la veille* de la conférence. Il fallait de la façon la plus officielle, la plus déclarée, la plus claire, sans perdre *une minute*, dire aux masses : Messieurs les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks ont rejeté notre compromis, à bas les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks ! Devant un *tel* mot d'ordre dans les usines et dans les casernes, la conférence aurait pu « rire » des naïvetés d'un Zaroudny !

L'engouement suscité par la « Conférence » et par les circonstances qui l'entourent dépend visiblement de plusieurs facteurs. Ce fut une faute de la part du camarade Zinoviev d'écrire de façon équivoque (à tout le moins équivoque) sur la Commune ; il ressortait que, après avoir été victorieuse à Pétrograd, la Commune pouvait essuyer une défaite, *comme en France en 1871*. C'est absolument faux. Victorieuse à Pétrograd, la Commune *aurait vaincu* aussi dans toute la Russie. C'était encore une faute de sa part d'écrire que les bolchéviks avaient bien fait de proposer la représentation proportionnelle au Présidium

du Soviet de Pétrograd. Jamais prolétariat révolutionnaire ne fera rien de bon *dans un Soviet*, si l'on admet la représentation proportionnelle des messieurs Tsérétéli : les admettre, c'est *se priver* de la possibilité de travailler ; c'est *ruiner* le travail du Soviet. C'était une faute de la part du camarade Kaménev de prononcer à la Conférence son premier discours dans un esprit purement « constitutionnel » et de poser la question dérisoire de confiance ou de « défiance » vis-à-vis du gouvernement. *S'il n'était pas possible* de dire à cette réunion la *vérité* sur le kornilovien Kérenski, vérité qui avait *déjà* été exprimée et dans le *Rabotchi Pout* [30] et le *Social-démocrate* [31] de Moscou, pourquoi alors ne pas s'y référer et ne pas *affirmer devant les masses* que la Conférence ne voulait pas entendre la vérité au sujet du kornilovien Kérenski ?

C'était une faute de la part des délégations ouvrières de Pétrograd d'envoyer des orateurs à une conférence *pareille*, après le discours de Zaroudny, après les explications sur la situation. A quoi bon jeter des perles devant les amis de Kérenski ? A quoi bon attirer les forces prolétariennes à cette conférence de comédie ? Pourquoi n'aurait-on pas dirigé ces délégations, tout à fait pacifiques et légales, sur les casernes et sur les usines les plus en retard ? Cela aurait été un million de fois plus utile, plus substantiel, plus sérieux, plus efficace que le voyage au théâtre Alexandra et les conversations avec les coopérateurs sympathisant avec l'*Edinstvo* et Kérenski.

Dix soldats ou dix ouvriers convaincus d'une usine arriérée *valent mille fois plus* qu'une *centaine* de délégués ramassés par les Liber-Dan dans différentes délégations. Utiliser le parlementarisme — surtout en période révolutionnaire — ne consiste pas du tout à perdre un temps précieux avec les représentants de la pourriture, mais à *instruire les masses en leur montrant un exemple de pourriture.*

Pourquoi ces délégations prolétariennes n'« utiliseraient »-elles pas la Conférence pour éditer et pour *montrer* dans les casernes et dans les usines, disons, deux affiches expliquant que la Conférence est une comédie ? Une affiche pourrait représenter Zaroudny en bonnet d'âne, dansant sur les tréteaux et chantant : « Kérenski nous a *destitués*,

Kérenski nous a *restitués* ». Et autour de lui, Tsérétéli, Tchernov, Skobélev, le coopérateur bras dessus, bras dessous avec Liber et Dan — tous se tordant de rire. Légende : « *ils sont gais* ».

Deuxième affiche. Le même Zaroudny devant le même public déclare : « Depuis un mois et demi, j'interroge sur la paix. *Je n'ai pas reçu de réponse.* » Le public se tait, les personnages expriment le « sérieux gouvernemental ». Tsérétéli est particulièrement sérieux, et il écrit à l'insu des autres dans son calepin : « Quel nigaud ce Zaroudny ! Un tel imbécile devrait charrier du fumier et non pas être ministre ! Il défend la coalition, et il l'égorge mieux que cent bolchéviks ! Il a été ministre et n'a pas appris à parler en ministre : ayant suivi sans relâche pendant un mois et demi l'extension de la campagne en faveur de la paix, je suis convaincu du succès final de cette campagne précisément sous le régime de la coalition en liaison avec les hautes idées de la conférence de Stockholm, etc., etc. Alors, la même *Rousskaïa Volia* [32] porterait Zaroudny aux nues comme champion de la révolution russe. »

Légende : conférence « démocratique révolutionnaire » des politiciens à tout faire.

Ecrit *avant* la fin de la Conférence : refaire la première phrase — par exemple « en fait, est terminée », etc.

Rédigé en septembre et pas plus tard que le 22 (5 octobre) 1917.
Paru en abrégé le 7 octobre (24 septembre) 1917, dans le « Rabotchi Pout » n° 19.
Signé : N. Lénine

Intégralement conforme au manuscrit

NOTES D'UN PUBLICISTE

LES ERREURS DE NOTRE PARTI

Vendredi, 22 septembre 1917.

Plus on réfléchit au sens de la Conférence dite démocratique, plus on la considère avec attention de l'extérieur — et de l'extérieur, dit-on, on peut mieux voir — plus se confirme la conviction que notre parti a commis une erreur en y participant. Il fallait la boycotter. On dira peut-être : à quoi bon analyser cette question ? On ne revient pas sur le passé. Mais cette objection à l'encontre de la tactique d'hier serait manifestement inconsistante. Nous avons toujours condamné et, en tant que marxistes, nous devons toujours condamner la tactique de celui qui vit « au jour le jour ». Les succès d'un instant ne nous suffisent pas. Ni même les calculs d'un instant ou d'une journée. Nous devons sans cesse nous contrôler, *en étudiant* la chaîne des événements politiques dans leur ensemble, dans leurs relations de causalité, dans leurs résultats. En analysant les erreurs d'hier, nous apprenons à éviter les erreurs aujourd'hui et demain.

Dans le pays une nouvelle révolution grandit manifestement, une révolution *d'autres* classes (par rapport à celles qui ont réalisé la révolution contre le tsarisme). Il s'agissait alors d'une révolution du prolétariat, de la paysannerie et de la bourgeoisie alliée au capital financier anglo-français contre le tsarisme.

La révolution qui grandit aujourd'hui est celle du prolétariat et de la majorité des paysans, c'est-à-dire de la

paysannerie pauvre contre la bourgeoisie, contre son allié le capital financier anglo-français, contre son appareil gouvernemental à la tête duquel se trouve le bonapartiste Kérenski.

Nous ne nous arrêterons pas aujourd'hui sur les faits qui attestent la croissance d'une nouvelle révolution, car, à en juger par les articles de notre organe central, le *Rabotchi Pout*, le parti a déjà élucidé sa manière de voir sur ce point. La croissance d'une nouvelle révolution apparaît, semble-t-il, comme un phénomène reconnu par l'ensemble du parti. Naturellement, nous aurons encore besoin de documents précis sur cette croissance, mais ils feront l'objet d'autres articles.

A l'heure actuelle, la chose la plus importante est de concentrer toute l'attention possible sur les différences de classe entre l'ancienne révolution et la nouvelle, sur le moment politique et nos tâches du point de vue de ce phénomène capital, le rapport des classes. Naguère, dans la première révolution, l'avant-garde était composée des ouvriers et des soldats, c'est-à-dire du prolétariat et des couches avancées de la paysannerie.

Cette avant-garde *entraîna à sa suite* non seulement une bonne partie des pires éléments, des éléments hésitants de la petite bourgeoisie (rappelons-nous les hésitations des menchéviks et des travaillistes au sujet de la république), mais encore le parti monarchiste des cadets, la bourgeoisie libérale qu'elle avait transformée en bourgeoisie républicaine. Pourquoi cette transformation avait-elle été possible ?

Parce que la domination économique est tout pour la bourgeoisie, tandis que la forme de la domination politique est une question de dernier ordre ; la bourgeoisie peut tout aussi bien régner en république et même son règne est plus sûr en république en ce sens que ce régime politique ne porte atteinte à la bourgeoisie par aucun changement dans la composition du gouvernement, dans la composition et le groupement des partis dirigeants.

Naturellement, la bourgeoisie était et restera partisan de la monarchie, parce que la protection plus brutale, la protection militaire que les institutions monarchiques apportent au capital est plus visible, « plus proche » pour

tous les capitalistes et les propriétaires fonciers. Mais sous une forte pression partie « d'en bas », la bourgeoisie s'est toujours et partout « accommodée » de la république, à la condition de sauvegarder sa domination économique.

Aujourd'hui le prolétariat et la paysannerie pauvre, c'est-à-dire la *majorité* du peuple, se sont placés vis-à-vis de la bourgeoisie et de l'impérialisme « allié » (et mondial aussi bien) dans un rapport tel qu'*il n'est pas possible d'« entraîner »* la bourgeoisie *derrière soi*. Bien plus : les milieux dirigeants de la *petite* bourgeoisie et les couches plus riches de la petite bourgeoisie *démocrate* sont manifestement contre une nouvelle révolution. Ce fait est si évident qu'il n'est pas besoin de s'y arrêter ici. Messieurs Liber-Dan, Tsérételi et Tchernov l'illustrent on ne peut mieux.

Le rapport entre les classes s'est modifié. Voilà l'essentiel.

Ce ne sont pas les mêmes classes qui se trouvent « de part et d'autre de la barricade ».

C'est le principal.

Là, et là *seulement*, se trouve la base *scientifique* qui permet de parler d'une *nouvelle* révolution capable à raisonner de façon purement théorique, à prendre la question dans l'abstrait, de s'accomplir légalement, si, par exemple, l'Assemblée constituante convoquée par la bourgeoisie donnait une majorité contre elle-même, donnait la majorité aux partis des ouvriers et des paysans pauvres.

Le rapport objectif entre les classes, leur rôle (économique et politique) en dehors et au sein des institutions représentatives d'un type donné ; la montée ou le déclin de la révolution, le rapport des moyens de lutte extra-parlementaires et parlementaires, telles sont les données essentielles, fondamentales, objectives, dont il faut tenir compte pour dégager la tactique du boycott ou de la participation, non pas de façon arbitraire, non pas selon nos « sympathies », mais en marxistes.

L'expérience de notre révolution nous montre concrètement comment envisager en marxistes la question du boycott.

Pourquoi le boycott de la Douma de Boulyguine [33] fut-il une tactique juste ?

Parce qu'il correspondait au rapport objectif entre les forces sociales dans leur développement. Il donnait pour mot d'ordre à la révolution montante de renverser le pouvoir ancien qui, pour détourner le peuple de la révolution, convoquait une institution opportuniste (la Douma de Boulyguine) grossièrement truquée et qui, pour cette raison, n'ouvrait aucune perspective d'« accrochage » sérieux au parlementarisme. Les moyens de lutte extra-parlementaires du prolétariat et de la paysannerie étaient plus forts. C'est sur ces facteurs que s'établit la tactique juste, et qui tenait compte de la situation objective, du boycott de la Douma de Boulyguine.

Pourquoi la tactique du boycott de la IIIe Douma était-elle erronée ?

Parce qu'elle s'appuyait seulement sur l'« éclat » du mot d'ordre de boycott et sur le dégoût provoqué par le caractère très grossièrement réactionnaire de l'« écurie » du 3 juin. Mais la situation objective était que, d'une part, la révolution connaissait un déclin très marqué et continuait à décliner. Pour la relever, un soutien parlementaire (même de l'intérieur d'une « écurie [34] ») acquérait une énorme importance politique ; car il n'existait presque pas de moyens de diffusion, de propagande, d'organisation extra-parlementaires, ou bien ils étaient extrêmement faibles. D'autre part, le caractère très grossièrement réactionnaire de la IIIe Douma ne l'empêchait pas d'être l'expression des rapports réels entre les classes, à savoir : l'expression de l'alliance réalisée à la Stolypine [35] entre la monarchie et la bourgeoisie. Ce nouveau rapport des classes, le pays devait l'éliminer.

Voilà sur quoi se fonde la tactique de participation à la IIIe Douma, tactique partant d'une juste appréciation de la situation objective.

Il suffit de réfléchir à ces enseignements de l'expérience, aux conditions qui permettent d'aborder en marxistes la question du boycott ou de la participation, pour se convaincre de l'erreur totale que fut la tactique de participation à la « Conférence démocratique », au « Conseil démocratique » ou Préparlement.

D'un côté, une nouvelle révolution grandit. La guerre est en recrudescence. Les moyens extra-parlementaires de diffusion de propagande, d'organisation sont énormes. L'importance de la tribune « parlementaire » dans ce Préparlement est insignifiante. D'autre part, ce Préparlement n'exprime ni ne « dessert » aucun nouveau rapport entre les classes ; la paysannerie, par exemple, y est *plus mal* représentée que dans les autres corps existants (le Soviet des députés paysans). L'essence même du Préparlement est une *fraude* bonapartiste, non pas seulement dans ce sens que la sordide bande des Liber-Dan, des Tsérétéli et des Tchernov, en compagnie de Kérenski et consorts, ont *truqué*, falsifié la composition de cette Douma Tsérétéli-Boulyguine, mais encore dans ce sens plus profond que la seule destination du Préparlement est de duper les masses, de tromper les ouvriers et les paysans, de les détourner de la nouvelle révolution montante, de jeter de la poudre aux yeux des classes opprimées, en parant de nouveaux atours la *vieille* « coalition » déjà éprouvée, usée, éculée, avec la bourgeoisie (c'est-à-dire la transformation par la bourgeoisie de messieurs Tsérétéli et Cie en bouffons qui aideront à soumettre le peuple à l'impérialisme et à la guerre impérialiste).

Nous sommes faibles aujourd'hui, disait le tsar en août 1905 à ses propriétaires féodaux. Notre pouvoir chancelle. Le flot de la révolution ouvrière et paysanne monte. Il faut donner le change à « la foule obscure », lui promettre la lune...

Nous sommes faibles aujourd'hui, dit le « tsar » d'aujourd'hui, le bonapartiste Kérenski aux cadets, aux Tit Titytch [36] sans-parti, aux Plékhanov, aux Brechkovskaïa et Cie. Notre pouvoir chancelle. Le flot de la révolution ouvrière et paysanne monte contre la bourgeoisie. Il faut tromper la démocratie, en changeant les oripeaux de bouffons que portent depuis le 6 mai 1917 [37], pour mystifier le peuple, les « chefs » socialistes-révolutionnaires et menchéviks de la « démocratie révolutionnaire », nos chers amis Tsérétéli et Tchernov. Il n'est pas difficile de leur promettre la lune avec le « Préparlement ».

Nous sommes forts aujourd'hui, disait le tsar à ses propriétaires féodaux, en juin 1907. Le flot de la révolution

ouvrière et paysanne décroît. Mais nous ne pourrons pas nous maintenir à l'ancienne manière ; la duperie seule est peu de chose. Il faut une nouvelle politique à la campagne, il faut un nouveau bloc économique et politique qui comprenne les Goutchkov et les Milioukov, qui comprenne la bourgeoisie.

On peut donc se représenter trois situations : août 1905, septembre 1917, juin 1907, pour expliquer plus concrètement les fondements objectifs de la tactique du boycott, sa relation avec les rapports entre les classes. Les classes opprimées sont toujours dupées par les oppresseurs, mais la signification de cette duperie diffère selon les différents moments de l'histoire. On ne peut pas asseoir la tactique sur le seul fait que les oppresseurs abusent le peuple ; il faut la déterminer en analysant *dans leur ensemble* les rapports entre les classes et le développement de la lutte tant extra-parlementaire que parlementaire.

La tactique de la participation au Préparlement est *fausse*, elle ne répond ni au rapport objectif entre les classes ni aux conditions objectives du moment.

Il fallait boycotter la Conférence démocratique. Nous nous sommes tous trompés en ne le faisant pas ; erreur n'est pas compte. Nous corrigerons notre erreur, si nous avons le désir sincère de soutenir la lutte révolutionnaire des masses, si nous refléchissons sérieusement aux fondements objectifs de la tactique.

Il faut boycotter le Préparlement. Il faut nous retirer dans le Soviet des députés ouvriers, soldats et paysans, nous retirer dans les syndicats, nous retirer d'une manière générale dans les masses. Il faut *les* appeler à la lutte. Il faut *leur* donner un mot d'ordre juste et clair : dissoudre la bande bonapartiste de Kérenski et *son* Préparlement falsifié, cette Douma de Tsérétéli-Boulyguine. Même après l'aventure Kornilov, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires n'ont pas accepté notre compromis, la transmission pacifique du pouvoir aux Soviets (dans lesquels nous *n'*avions *pas* encore la majorité à *ce moment*), ils sont retombés dans le marais des transactions sordides et infâmes avec les cadets. A bas les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires ! Livrons-leur une lutte implacable ! Chassons-les sans pitié de toutes les organisations révolutionnaires ! Pas de pour-

parlers, pas de relations avec ces *amis des Kichkine*, avec ces amis des propriétaires fonciers et des capitalistes korniloviens !

Samedi, 23 septembre.

Trotski était partisan du boycott. Bravo, camarade Trotski !

La thèse du boycott a été repoussée à la fraction bolchévique de la Conférence démocratique.

Vive le boycott !

Nous ne pouvons ni ne devons en aucun cas accepter l'idée de la participation. La fraction d'une des Conférences n'est pas l'organe suprême du parti ; d'ailleurs, les décisions des organes suprêmes doivent elles-mêmes être soumises à la révision quand l'expérience venue l'exige.

Il faut à tout prix obtenir que la question du boycott soit résolue à la fois par l'assemblée plénière du Comité exécutif et par un congrès extraordinaire du parti. Il faut tout de suite prendre la question du boycott comme plate-forme des élections au congrès et de *toutes* les élections à l'intérieur du parti. Il faut amener les *masses* à discuter la question. Il faut que les ouvriers conscients prennent l'affaire en main, provoquent sa discussion et fassent pression sur les « *milieux dirigeants* ».

Il n'est pas possible de douter que dans les « milieux dirigeants » de notre parti, on remarque des hésitations qui peuvent devenir *funestes*, car la lutte se développe, et dans des conditions données, à un moment donné, les hésitations peuvent *perdre* notre cause. Pendant qu'il n'est pas encore trop tard, il faut de toutes nos forces entamer la lutte, défendre la ligne juste du parti du prolétariat révolutionnaire.

Tout ne marche pas droit dans les milieux dirigeants « parlementaires » du parti ; apportons-y une plus grande attention ; que les ouvriers les surveillent mieux ; il faut déterminer plus rigoureusement la compétence des fractions parlementaires.

L'erreur de notre parti est évidente. Au parti en lutte de la classe d'avant-garde les erreurs ne font pas peur. Ce qui serait terrible, ce serait l'obstination dans

l'erreur, une fausse honte à la reconnaître et à la corriger.

Dimanche, 24 septembre.

Le congrès des Soviets est ajourné au 20 octobre. C'est à peu près le renvoyer aux calendes grecques, au rythme où vont les choses en Russie. Pour la deuxième fois, la comédie, jouée par les socialistes-révolutionnaires et par les menchéviks après les 20 et 21 avril, se répète.

Paru pour la première fois en 1924 dans la revue « Prolétarskaïa Révolioutsia » n° 3 (26)

Conforme à un double dactylographié

LES TÂCHES DE LA RÉVOLUTION

La Russie est un pays de petite bourgeoisie. L'immense majorité de la population appartient à cette classe. Ses hésitations entre la bourgeoisie et le prolétariat sont inévitables. C'est seulement par son union avec le prolétariat que la victoire de la cause de la révolution, de la cause de la paix, de la liberté, de la remise de la terre aux travailleurs sera assurée facilement, rapidement, dans la paix et le calme.

La marche de notre révolution nous montre ces hésitations dans la pratique. Ne nous faisons donc pas d'illusions sur les partis socialiste-révolutionnaire et menchévik, tenons-nous fermement sur notre voie de classe prolétarienne. La misère des paysans pauvres, les horreurs de la guerre, les affres de la faim, tout montre aux masses de plus en plus nettement que la voie prolétarienne est juste, qu'il est indispensable de soutenir la révolution prolétarienne.

Les espoirs « pacifiques » de la petite bourgeoisie en une « coalition » avec la bourgeoisie, en une entente avec elle, en la possibilité d'attendre « paisiblement » une convocation « rapide » de l'Assemblée constituante, etc., tout cela est anéanti de façon impitoyable, cruelle, inexorable par la marche de la révolution. L'aventure Kornilov a été la dernière leçon cruelle, la grande leçon qui est venue compléter les milliers et les milliers de petites leçons que nous ont données les capitalistes et les propriétaires fonciers en trompant les ouvriers et les paysans, les officiers leurs soldats, et ainsi de suite.

Le mécontentement, l'indignation, l'exaspération grandissent dans l'armée, dans la paysannerie, parmi les ouvriers. La « coalition » des socialistes-révolutionnaires et

des menchéviks avec la bourgeoisie, qui promet tout et ne tient rien, énerve les masses, leur ouvre les yeux, les pousse à l'insurrection.

L'opposition de gauche parmi les socialistes-révolutionnaires (Spiridonova et autres) et les menchéviks (Martov et autres) grandit et atteint déjà 40% du « Soviet » et du « congrès » de ces partis. Et *en bas*, dans le prolétariat et dans la paysannerie, surtout chez les paysans pauvres, la *majorité* des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks est *« à gauche »*.

L'aventure Kornilov est un enseignement. L'aventure Kornilov a été très édifiante.

On ne peut pas savoir si les Soviets pourront à l'heure actuelle aller plus loin que les chefs socialistes-révolutionnaires et menchéviks et assurer par là le développement pacifique de la révolution, ou bien si de nouveau ils piétineront sur place et par là rendront inévitable l'insurrection prolétarienne.

On ne peut pas le savoir.

Il nous incombe d'aider à faire tout le possible pour assurer une « dernière » chance au développement pacifique de la révolution, d'y aider en exposant notre programme, en expliquant son caractère national, sa totale correspondance aux intérêts et aux revendications de l'immense majorité de la population.

Les lignes qui suivent constituent un essai d'exposition de ce programme.

Rapprochons-nous par ce programme des « couches les plus déshéritées », des masses, des employés, des ouvriers, des paysans, non seulement de ceux qui sont avec nous, mais surtout des socialistes-révolutionnaires, des sans-parti, des gens peu éclairés. Efforçons-nous de les amener à juger par eux-mêmes, à prendre eux-mêmes des décisions, à envoyer *leurs* délégations à la conférence, aux Soviets, au gouvernement ; alors, notre travail ne sera pas perdu, *quelle que soit* l'issue de la conférence. Alors, il sera profitable et à la conférence et aux élections pour l'Assemblée constituante, et à toute activité politique en général.

La vie nous montre la justesse du programme et de la tactique des bolchéviks. Du 20 avril à l'aventure Kornilov « on a vécu si vite en si peu de temps ».

L'expérience qu'ont reçue les *masses*, l'expérience qu'ont reçue les classes *opprimées* pendant ce temps leur a apporté une foule d'enseignements, et les chefs socialistes-révolutionnaires et menchéviks se sont complètement séparés des masses. C'est précisément dans un programme aussi concret que possible que cela se manifestera le plus sûrement, dans la mesure où nous réussirons à la soumettre au jugement des masses.

ENTENTE DÉSASTREUSE AVEC LES CAPITALISTES

1. Laisser au pouvoir les représentants de la bourgeoisie, ne fût-ce qu'en petit nombre, y laisser des partisans de Kornilov aussi notoires que les généraux Alexéiev, Klembovski, Bagration, Gagarine et autres, ou des hommes qui ont montré leur totale impuissance devant la bourgeoisie et leur aptitude à agir en bonapartistes, tels que Kérenski, c'est ouvrir toute grande la porte d'une part à la famine et à la catastrophe économique inévitable, que les capitalistes accélèrent et aggravent sciemment, et, d'autre part, à la catastrophe militaire, car l'armée déteste le G.Q.G. et ne peut participer avec enthousiasme à une guerre impérialiste. De plus, les généraux et les officiers korniloviens, s'ils restent au pouvoir, sans nul doute, *ouvriront sciemment le front aux Allemands*, comme ils l'ont fait en Galicie et à Riga. Seule la formation d'un nouveau gouvernement reposant sur les nouveaux principes exposés ci-dessous peut prévenir cette catastrophe. Après tout ce que nous avons vécu depuis le 20 avril, poursuivre une entente quelle qu'elle soit avec la bourgeoisie serait, de la part des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks, non seulement une erreur, mais une véritable trahison envers le peuple et la révolution.

LE POUVOIR AUX SOVIETS

2. Tout le pouvoir de l'Etat doit passer intégralement aux représentants des Soviets de députés ouvriers, soldats et paysans sur la base d'un programme déterminé, le pou-

voir étant pleinement responsable devant les Soviets. Il faut procéder sans délai au renouvellement des Soviets, à la fois pour pouvoir tenir compte de toute l'expérience acquise par le peuple au cours des dernières semaines de la révolution si riches de contenu et pour éliminer les injustices criantes (représentation non proportionnelle, inégalités électorales, etc.), qui dans maints endroits n'ont pas été redressées.

Là où il n'y a pas encore d'institutions élues démocratiquement, ainsi que dans l'armée, tout le pouvoir doit passer sans restriction aux Soviets locaux, aux commissaires élus par eux et aux autres institutions, toutes élues.

Il faut, à tout prix et en tous lieux, avec le soutien total de l'Etat, procéder à l'armement des ouvriers et des troupes révolutionnaires, c'est-à-dire des troupes qui se sont montrées à l'œuvre capables d'écraser les korniloviens.

LA PAIX AUX PEUPLES

3. Le gouvernement des Soviets doit *sur-le-champ* proposer à *tous* les peuples en guerre (c'est-à-dire en même temps à leurs gouvernements et aux masses ouvrières et paysannes) la conclusion immédiate d'une paix générale à des conditions démocratiques, ainsi que la conclusion immédiate d'un armistice (ne fût-ce que de trois mois).

La condition principale d'une paix démocratique est la renonciation aux annexions (aux conquêtes) — non pas dans le sens erroné qui ferait recouvrer à toutes les puissances ce qu'elles ont perdu, mais dans ce sens, le seul légitime, que *toute* nationalité, sans une seule exception, à la fois en Europe et dans les colonies, aura la liberté et la possibilité de décider elle-même si elle formera un Etat *séparé* ou si elle fera partie d'un autre Etat.

Mais, en proposant ces conditions de paix, le gouvernement des Soviets doit lui-même passer sans délai aux actes, à leur exécution ; c'est-à-dire publier et dénoncer les traités secrets qui nous lient encore, qui ont été conclus par le tsar et qui promettent aux capitalistes russes les dépouilles de la Turquie, de l'Autriche, etc. Nous sommes ensuite tenus de faire droit sur-le-champ aux revendications des

Ukrainiens et des Finlandais et de leur assurer, ainsi qu'aux autres peuples non russes de la Russie, la liberté entière, y compris la liberté de séparation, d'adopter la même attitude envers *toute* l'Arménie, de nous engager à l'évacuer de même que les territoires turcs que nous occupons, etc.

Ces conditions de paix ne seront pas vues d'un bon œil par les capitalistes, mais elles rencontreront chez tous les peuples une telle sympathie, elles provoqueront dans le monde une si grande explosion d'enthousiasme et une indignation si générale contre la prolongation d'une guerre de rapine, que, selon toute vraisemblance, nous obtiendrons du coup un armistice et le consentement à l'ouverture des pourparlers de paix. Car la révolution ouvrière contre la guerre grandit partout irrésistiblement ; et ce qui la fera aller de l'avant, ce ne sont pas des phrases sur la paix (depuis longtemps, *tous* les gouvernements capitalistes, y compris notre gouvernement Kérenski, s'en servent pour tromper les ouvriers et les paysans), ce sont seulement la rupture avec les capitalistes et une proposition de paix.

Si l'éventualité la moins probable se réalise, c'est-à-dire si aucun des Etats belligérants n'accepte même un armistice, alors pour nous la guerre sera vraiment une guerre imposée, une guerre vraiment juste, une guerre défensive. La seule conscience que prendront de ce fait le prolétariat et la paysannerie pauvre décuplera déjà les forces de la Russie, même au point de vue militaire, surtout après la rupture complète avec les capitalistes qui pillent le peuple, sans compter que la guerre sera alors de notre part, non pas en paroles, mais en effet, une guerre faite en alliance avec les classes opprimées de tous les pays, en alliance avec les peuples opprimés du monde entier.

Il faut en particulier mettre le peuple en garde contre l'affirmation des capitalistes devant laquelle cèdent parfois les éléments les plus timorés et les petits bourgeois, et qui prétend que les capitalistes anglais et autres, au cas où nous romprions notre alliance actuelle de brigandage avec eux, seraient capables de porter un grave préjudice à la révolution russe. Cette affirmation est d'un bout à l'autre un mensonge, car le « soutien financier des alliés »

qui enrichit les banquiers ne « soutient » les ouvriers et les paysans russes que comme la corde soutient le pendu. La Russie possède assez de blé, de charbon, de pétrole, de fer ; la seule chose nécessaire pour assurer une juste répartition de ces produits est de délivrer le peuple des propriétaires fonciers et des capitalistes qui le pillent. Quant à la possibilité d'une menace de guerre de nos alliés d'aujourd'hui contre le peuple russe, la thèse selon laquelle les Français et les Italiens seraient capables d'unir leurs troupes à celles des Allemands et de les lancer contre une Russie qui aurait proposé une paix juste, est une absurdité manifeste ; et l'Angleterre, l'Amérique et le Japon, même s'ils déclaraient la guerre à la Russie (ce qui leur serait très difficile, tant en raison de l'extrême impopularité d'une telle guerre parmi les masses que par suite des divergences d'intérêts matériels entre les capitalistes de ces pays sur le partage de l'Asie et en particulier sur le pillage de la Chine), ces pays ne pourraient causer à la Russie le centième du préjudice et des calamités que lui cause la guerre avec l'Allemagne, l'Autriche et la Turquie.

LA TERRE À CEUX QUI LA TRAVAILLENT

4. Le gouvernement des Soviets doit sans délai déclarer que la propriété privée des grands domaines est abolie sans indemnité et il doit remettre ces terres en gestion aux comités de paysans, en attendant la décision de l'Assemblée constituante. Doit être également remis à la gestion de ces comités paysans le matériel appartenant aux propriétaires fonciers pour qu'il soit mis en tout premier lieu et gratuitement à la disposition des paysans pauvres.

Ces mesures réclamées depuis longtemps déjà par l'immense majorité des paysans à la fois dans les résolutions de leurs congrès et dans les centaines de mandats impératifs (ainsi qu'on le voit, entre autres, d'après la publication de 242 mandats impératifs dans les *Izvestia du Soviet des députés paysans*[38], sont d'une nécessité absolue et urgente. Aucun de ces atermoiements dont la paysannerie a tant souffert au temps du ministère de « coalition », ne peut plus être toléré.

Tout gouvernement qui tarderait à prendre ces mesures doit être reconnu pour un gouvernement *ennemi du peuple* qui mérite d'être renversé et écrasé par l'insurrection des ouvriers et des paysans. Inversement, seul un gouvernement qui aura réalisé ces mesures sera le gouvernement de la nation entière.

LUTTE CONTRE LA FAMINE ET LA DÉBÂCLE ÉCONOMIQUE

5. Le gouvernement des Soviets doit instituer sans délai le contrôle par les ouvriers de la production et de la consommation à l'échelle du pays tout entier. Sinon, ainsi que l'expérience nous l'a déjà montré depuis le 6 mai, toutes les promesses, toutes les tentatives de réforme sont vaines et la famine, accompagnée d'une catastrophe sans précédent, menace chaque semaine tout le pays.

La nationalisation immédiate des banques et des compagnies d'assurances est indispensable, de même que celle des principales branches de l'industrie (pétrole, houille, métallurgie, sucre, etc.) ; il faut en même temps abolir complètement le secret commercial et instaurer la surveillance constante, par les ouvriers et les paysans, de l'infime minorité de capitalistes qui s'enrichissent grâce aux fournitures qu'ils font à l'Etat et se dérobent à tout contrôle et à toute imposition équitable sur leurs bénéfices et sur leurs biens.

Ces mesures qui n'enlèveraient pas un copeck de leur avoir aux paysans moyens, ni aux Cosaques, ni aux petits artisans, sont parfaitement équitables en vue d'une répartition égale des charges de la guerre, et elles sont urgentes pour lutter contre la famine. Ce n'est qu'après avoir fait cesser le maraudage des capitalistes et brisé les entraves qu'ils mettent sciemment à la production, qu'on pourra élever le rendement du travail, instaurer le travail obligatoire pour tous, un échange équitable entre les céréales et les produits de l'industrie, restituer au Trésor les nombreux milliards de papier-monnaie dissimulés par les riches.

Sans de telles mesures on ne peut même abolir sans indemnité la propriété foncière, car les terres des propriétaires fonciers sont pour la plupart hypothéquées dans les

banques et les intérêts des propriétaires fonciers et des capitalistes sont indissolublement liés.

La dernière résolution adoptée par la section économique du Comité exécutif central des Soviets de députés ouvriers et soldats de Russie (cf. *Rabotchaïa Gazéta* n° 152) reconnaît non seulement la « *nocivité* » des mesures prises par le gouvernement (par exemple, l'élévation du prix du blé en vue d'enrichir les propriétaires fonciers et les koulaks), non seulement l'« *inaction totale* des organismes centraux créés auprès du gouvernement pour régler la vie économique », mais même la « *violation des lois* » par ce gouvernement. Cet aveu des partis dirigeants socialiste-révolutionnaire et menchévik atteste une fois de plus le caractère criminel de la politique d'entente avec la bourgeoisie.

LA LUTTE CONTRE LES PROPRIÉTAIRES FONCIERS ET LES CAPITALISTES HOSTILES À LA RÉVOLUTION

6. L'insurrection de Kornilov et de Kalédine a été soutenue par l'ensemble de la classe des propriétaires fonciers et des capitalistes, ayant à leur tête le parti cadet (« parti de la liberté du peuple »). Cela est déjà entièrement prouvé par les faits publiés dans les *Izvestia du Comité exécutif central.*

Mais pour étouffer totalement cette contre-révolution, et même pour faire une enquête à ce sujet, rien de sérieux n'a été ni ne pourra être fait, si le pouvoir n'est pas transmis aux Soviets. Aucune commission, si elle ne détient pas le pouvoir d'Etat, n'aura les moyens de mener une enquête complète, ni d'arrêter les coupables, etc. Seul le gouvernement des Soviets peut et doit mener cette action. Seul il peut, en arrêtant les généraux de Kornilov et les meneurs de la contre-révolution bourgeoise (Goutchkov, Milioukov, Riabouchinski, Maklakov et Cie), en prononçant la dissolution des associations contre-révolutionnaires (Douma d'Etat, associations d'officiers, etc.), en soumettant leurs membres à la surveillance des Soviets locaux, en licenciant les unités contre-révolutionnaires, seul il peut préserver la Russie de la récidive certaine des expériences « Kornilov ».

Seul il peut créer une commission d'enquête totale et publique sur l'affaire Kornilov, comme sur toutes les autres, même intentées par la bourgeoisie, et c'est seulement à une telle commission que le Parti bolchévik pourrait, pour sa part, appeler les ouvriers à obéir sans réserve et à prêter leur concours le plus entier.

Seul le gouvernement des Soviets pourrait lutter avec succès contre une injustice aussi criante que la mainmise des capitalistes sur les plus grandes imprimeries et sur la plupart des journaux, grâce aux millions volés au peuple. Il est indispensable d'interdire les journaux contre-révolutionnaires bourgeois (*Retch*, *Rousskoïé Slovo* [39] et autres), de confisquer leurs imprimeries, d'ériger en monopole d'Etat leurs annonces privées, de les grouper dans un seul journal gouvernemental édité par les Soviets et disant la vérité aux paysans. C'est seulement par ce moyen que l'on peut et que l'on doit faire tomber des mains de la bourgeoisie l'arme puissante de mensonge et de calomnie, de duperie du peuple qui lui sert impunément à induire la paysannerie en erreur et à préparer la contre-révolution.

LE DÉVELOPPEMENT PACIFIQUE DE LA RÉVOLUTION

7. Devant la démocratie russe, devant les Soviets, devant les partis socialiste-révolutionnaire et menchévik, s'ouvre aujourd'hui la possibilité, extrêmement rare dans l'histoire des révolutions, d'assurer la convocation de l'Assemblée constituante à une date fixée sans nouveaux atermoiements, la possibilité de préserver le pays d'une catastrophe militaire et économique, la possibilité d'assurer le développement pacifique de la révolution.

Si les Soviets prennent aujourd'hui le pouvoir en mains, intégralement et exclusivement, pour appliquer le programme indiqué ci-dessus, alors non seulement les Soviets sont assurés du soutien des neuf dixièmes de la population de la Russie, du soutien de la classe ouvrière et de l'immense majorité de la paysannerie ; ils sont encore assurés de l'énorme enthousiasme révolutionnaire de l'armée et de la majorité du peuple, de cet enthousiasme sans lequel la victoire sur la famine et sur la guerre est impossible.

Il ne pourrait être question aujourd'hui d'aucune opposition aux Soviets, s'il n'y avait pas d'hésitations de leur part. Aucune classe n'osera se soulever contre les Soviets ; les propriétaires fonciers et les capitalistes, instruits par l'expérience Kornilov, céderont pacifiquement le pouvoir devant l'ultimatum des Soviets. Pour surmonter la résistance des capitalistes au programme des Soviets, il suffira de faire surveiller les exploiteurs par les ouvriers et les paysans et de punir les indociles par des mesures telles que la confiscation de tous leurs biens, jointe à une arrestation de courte durée.

Une fois le pouvoir entre leurs mains, les Soviets pourraient à présent encore — et c'est probablement leur dernière chance — assurer le développement pacifique de la révolution, l'élection pacifique des députés du peuple, la lutte pacifique des partis au sein des Soviets, la mise à l'épreuve du programme des différents partis par la pratique, le passage pacifique du pouvoir d'un parti à un autre.

Si on laisse échapper cette possibilité, tout le cours du développement de la révolution, depuis le mouvement du 20 avril jusqu'à l'aventure Kornilov, indique que la plus âpre guerre civile est inévitable entre la bourgeoisie et le prolétariat. La catastrophe inéluctable rapprochera cette guerre. A en juger par toutes les données et les considérations accessibles à l'esprit humain, cette guerre aboutira à la victoire totale de la classe ouvrière, par le soutien que lui apportera la paysannerie pauvre pour réaliser le programme exposé ; mais elle pourra être violente, sanguinaire, elle pourra coûter la vie de dizaines de milliers de propriétaires fonciers, de capitalistes et d'officiers qui épousent leur cause. Le prolétariat ne reculera devant aucun sacrifice pour sauver la révolution, ce qui est impossible en dehors du programme exposé ci-dessus. Mais le prolétariat soutiendrait sans réserve les Soviets, s'ils tentaient la dernière chance d'assurer le développement pacifique de la révolution.

« Rabotchi Pout » nos 20 et 21, 9 et 10 octobre (26 et 27 septembre), 1917. Signé : N. K.

Conforme au texte du journal « Rabotchi Pout »

LETTRE À I. SMILGA, PRÉSIDENT DU COMITÉ RÉGIONAL DE L'ARMÉE, DE LA FLOTTE ET DES OUVRIERS DE FINLANDE

AU CAMARADE SMILGA

Je saisis l'occasion de m'entretenir un peu plus longuement avec vous.

1

La situation politique générale m'inspire de grandes inquiétudes. Le Soviet de Pétrograd et les bolchéviks ont déclaré la guerre au gouvernement. Mais le gouvernement a des troupes et se prépare *méthodiquement* (il est évident que Kérenski, au G.Q.G., s'entend — et s'entend de façon *pratique* — avec les korniloviens sur la question des troupes qui doivent écraser les bolchéviks).

Et nous, que faisons-nous ? Nous nous contentons d'adopter des résolutions ! Nous perdons du temps, nous fixons des « délais » (le 20 octobre le congrès des Soviets — n'est-il pas ridicule de temporiser ainsi ? N'est-il pas ridicule de compter là-dessus ?). Les bolchéviks ne travaillent pas méthodiquement à préparer *l e u r s* forces armées pour renverser Kérenski.

Les événements ont pleinement confirmé la justesse de ma thèse, avancée au moment de la Conférence démocratique, à savoir que le parti *doit* mettre à l'ordre du jour l'insurrection armée *. Les événements nous *forcent* à le faire. L'histoire a fait aujourd'hui de la question *militaire* la question *politique* essentielle. Je crains que les bolchéviks ne l'oublient, emportés comme ils le sont par « l'acti-

* Voir le présent tome, pp. 10-12. (*N.R.*)

vité au jour le jour », par les menues questions courantes et par l'« *espoir* » qu'une « vague balaiera Kérenski ». Cette espérance est naïve ; c'est comme si on se laissait vivre au « petit bonheur ». De la part du parti du prolétariat révolutionnaire, cela peut être un crime.

A mon avis, il faut faire de la propagande dans le parti pour qu'il adopte une attitude sérieuse envers l'insurrection armée. A cette fin, faire dactylographier cette lettre et l'envoyer aux camarades de Pétrograd et de Moscou.

2

Maintenant, en ce qui concerne votre rôle. Il semble que la seule chose que nous puissions *pleinement* avoir en mains et qui joue un rôle militaire *sérieux*, ce sont les troupes finlandaises et la flotte de la Baltique. Je pense que vous devez mettre à profit votre haute situation pour vous décharger sur vos aides et sur vos secrétaires de tout le menu travail routinier, sans perdre de temps sur les « résolutions » et consacrer *toute votre attention* à la préparation *militaire* des troupes finlandaises+la flotte en vue du renversement prochain de Kérenski. Créer un comité *secret* avec les militaires *les plus sûrs*, discuter avec eux *tous les aspects* de la situation, réunir (et vérifier *par vous-même*) les informations les plus précises sur la composition et la disposition des troupes devant Pétrograd et à Pétrograd, sur le transfert des troupes de Finlande à Pétrograd, sur le mouvement de la flotte, etc.

Nous risquons d'être ridiculement joués comme des imbéciles, si nous n'agissons pas ainsi : nous aurons de superbes résolutions et des Soviets, mais *pas le pouvoir* !! Je pense que vous avez la possibilité de rassembler des militaires vraiment sûrs et compétents, de vous rendre à Ino [40] et en d'autres points importants, de peser et d'étudier *sérieusement* les choses, sans vous fier aux phrases générales et vantardes *trop coutumières* chez nous.

Nous ne pouvons *en aucun cas* permettre le retrait des troupes de Finlande, voilà qui est clair. Mieux vaut consentir *à tout*, à l'insurrection, à la prise du pouvoir, pour le transmettre au congrès des Soviets. Je lis

aujourd'hui dans les journaux que dans deux semaines le danger d'une descente sera déjà nul. Cela signifie que vous avez très peu de temps pour vous préparer.

3

Continuons. En Finlande, le « pouvoir » doit être utilisé en vue d'une propagande systématique parmi les cosaques qui se trouvent en Finlande. Kérenski et Cie ont à dessein fait sortir une partie d'entre eux de Vyborg, par exemple, par crainte de leur « bolchévisation » et ils les ont cantonnés à Uusikirkko et à Perkjärvi, entre Vyborg et Terijoki, dans un isolement qui les mettait à l'abri (des bolchéviks). Il faut étudier toutes les informations concernant les cantonnements des cosaques et organiser l'envoi auprès d'eux de *détachements de propagande* choisis parmi les meilleurs marins et soldats de Finlande. C'est indispensable. De même pour la littérature.

4

Continuons. Naturellement, on accorde des permissions aux marins et aux soldats. Il faut former avec ces permissionnaires qui séjournent à la campagne des détachements de propagandistes qui parcourront régulièrement toutes les provinces et qui feront dans les campagnes de la propagande, notamment en faveur de l'Assemblée constituante. Votre position est exceptionnellement bonne, car vous pouvez *commencer* tout de suite à former un bloc avec les socialistes-révolutionnaires de gauche, bloc qui peut seul nous donner un pouvoir solide en Russie et la majorité à l'Assemblée constituante. Entre-temps, formez sans tarder un tel *bloc* chez vous, organisez la publication de tracts (tâchez de savoir ce que vous pouvez faire de ce côté, du point de vue technique, et pour en assurer le transport en Russie) ; il faut alors que dans chaque groupe de propagandistes envoyé à la campagne il y ait au moins *deux* hommes : un bolchévik et un socialiste-révolutionnaire de gauche. A la campagne, c'est la « raison sociale » socialiste-révolutionnaire qui règne pour le moment, et il faut profiter de l'occasion (les socialistes-révolutionnaires

de gauche sont pour vous) pour réaliser dans les campagnes, *au nom de cette raison sociale*, le bloc des bolchéviks et des socialistes-révolutionnaires de *gauche*, des paysans et des ouvriers, et non pas le bloc des paysans et des capitalistes.

5

A mon avis, pour bien préparer les esprits, il faut lancer tout de suite le mot d'ordre : le pouvoir doit passer immédiatement au Soviet de Pétrograd *qui le remettra* au congrès des Soviets. Pourquoi, en effet, supporter encore trois semaines de guerre et de « préparatifs à une affaire Kornilov » de la part de Kérenski ?

De la *diffusion* de ce mot d'ordre par les bolchéviks et les socialistes-révolutionnaires de gauche de Finlande, rien ne peut sortir que de bon.

6

Du moment que vous êtes à la tête du « pouvoir » en Finlande, il vous incombe encore une tâche très importante, bien que modeste : mettre au point le transport illégal de la littérature *venue de* Suède. Sans cela, tous les propos sur l'« Internationale » ne sont que des *mots*. On peut fort bien mettre la chose au point : d'abord en créant à la frontière une organisation à nous, *formée de soldats* ; ensuite, si cela n'est pas possible, en organisant *les voyages réguliers*, ne fût-ce que d'*un* homme sûr, dans une localité où j'ai commencé à organiser le transport avec l'aide *de la personne chez qui j'ai passé une journée* avant mon arrivée à Helsingfors (Rovio la connaît [41]). Peut-être y faut-il une aide en argent. Arrangez cela à tout prix.

7

Je pense que nous aurions besoin de nous voir pour parler un peu de ces questions. Vous pourriez venir en perdant moins d'une journée, mais si vous venez *uniquement* pour me voir, faites demander par Rovio à Huttunen par téléphone si la « sœur de la femme » de Rovio (la sœur de la

femme — vous) peut voir la sœur de Huttunen (la sœur de Huttunen — moi). Car je peux partir subitement.

Accusez-moi sans faute réception de cette lettre (*brûlez-la*) par le camarade qui la remettra à Rovio et *qui reviendra bientôt*.

Dans le cas où je resterais longtemps ici, il faudrait que nous organisions la poste. *Vous pourriez nous y aider* en remettant aux cheminots des enveloppes à l'adresse du *Soviet* de Vyborg (à l'intérieur : à Huttunen).

8

Envoyez-moi par le même camarade une attestation (aussi officielle que possible : sur un formulaire du comité régional, signée du président, avec un cachet, soit dactylographiée, soit écrite *très lisiblement*) : au nom de Constantin Pétrovitch Ivanov, disant que le président du comité régional se porte garant de ce camarade et demande que *tous les Soviets*, le Soviet des députés soldats de VYBORG, comme tous les autres, lui accordent leur *entière* confiance, leur concours et leur appui.

Cela m'est indispensable à *tout* hasard, car un « conflit » et une « rencontre » sont possibles.

9

N'auriez-vous pas le petit recueil publié à Moscou, *La révision du programme* [42] ? Tâchez de vous le procurer chez n'importe qui à Helsingfors et de me l'envoyer par le même camarade.

10

Sachez que Rovio est un excellent homme, mais un *paresseux*. Il faut le surveiller et lui *rappeler* les choses deux fois par jour. Sinon, il ne les fera pas.

Salut *K. Ivanov*

Écrit le 27 septembre (10 octobre) 1917. Paru pour la première fois le 7 novembre 1925, dans la « Pravda » n° 255

Conforme au manuscrit

LA CRISE EST MÛRE [43]

I

Il est hors de doute que la fin de septembre nous a apporté le tournant le plus grand de l'histoire de la révolution russe et, selon toutes les apparences, de l'histoire de la révolution mondiale.

La révolution ouvrière mondiale a commencé par l'action de combattants isolés qui représentaient avec un indomptable courage tout ce qui restait d'honnête dans le « socialisme » officiel pourri, et en fait dans le social-chauvinisme. Liebknecht en Allemagne, Adler en Autriche, Mac-Lean en Angleterre : tels sont les noms les plus connus de ces héros isolés qui ont assumé la lourde tâche d'être les précurseurs de la révolution mondiale.

La deuxième étape dans la préparation historique de cette révolution a été la vaste fermentation des masses qui a pris la forme de scission au sein des partis officiels, de publications illégales et de manifestations de rue. La protestation contre la guerre grandissait et le nombre des victimes des persécutions gouvernementales augmentait. Les prisons des pays réputés pour leur respect de la légalité et même de la liberté, l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Angleterre, commençaient à se remplir de dizaines et de centaines d'internationalistes, d'adversaires de la guerre, de partisans de la révolution ouvrière.

Et voici aujourd'hui la troisième étape que l'on peut appeler le prélude de la révolution. Les arrestations en masse des chefs du parti dans la libre Italie et surtout le début de *mutineries militaires* en Allemagne [44] sont les symp-

Россійская Соціалъ-Демократическая Рабочая Партія.

Цѣна 20 коп. на шаг. дор. 25 коп.

Пролетаріи всѣхъ странъ, соединяйтесь!

Центральный органъ Р. С.-Д. Р. П.

РАБОЧІЙ ПУТЬ.

№ 30. Суббота — ЕЖЕДНЕВНАЯ ГАЗЕТА. — 20-го Октября (7-го октября ст. ст.) 1917 г.

Товарищи рабочіе, солдаты и крестьяне! Готовьтесь къ Всероссійскому Съѣзду Совѣтовъ на 20-ое октября! Немедленно созывайте Областные Съѣзды Совѣтовъ!

Сегодня въ номерѣ.

РОСПУСКЪ ГОСУДАРСТВЕННОЙ ДУМЫ.
2-й СЪѢЗДЪ БАЛТІЙСКАГО ФЛОТА КЪ УГНЕТЕННЫМЪ ВСѢХЪ СТРАНЪ.
ВЪ МИНСКѢ ЗАКРЫТА БОЛЬШЕВИСТСКАЯ ГАЗЕТА „МОЛОТЪ“.
КАВКАЗСКІЙ СЪѢЗДЪ БОЛЬШЕВИКОВЪ.
ЗАБАСТОВКА ВЪ АПТЕКАХЪ.
СЪѢЗДЪ ОБОРОНЦЕВЪ ВЪ ГЕРМАНІИ.

СТАТЬИ: СОВѢТЧИКИ КЕРЕНСКАГО — [illegible]. КРИЗИСЪ НАЗРѢЛЪ. — Н. Ленинъ. ЗАГОВОРЪ ПРОТИВЪ РЕВОЛЮЦІИ — К. Станкевичъ. РАЗГРУЗКА ПЕТРОГРАДА И ПАЛЬЧИНСКІЙ. — Н. Вѣтровъ.

Совѣтчики Керенскаго.

Кризисъ назрѣлъ.

Отклики.

Première page du journal *Rabotchi Pout* n° 30 du 20 (7) octobre 1917 dans lequel est publié l'article de V. Lénine « La crise est mûre ».

Réduction

tômes irrécusables d'un grand tournant, les symptômes d'une *veille de révolution* à l'échelle mondiale.

Il est hors de doute que l'Allemagne a déjà connu des exemples isolés de rébellion parmi la troupe, mais ils étaient si insignifiants, si dispersés, si faibles qu'on réussissait à les étouffer, à les passer sous silence, et c'était là l'essentiel pour entraver la *contamination des masses* par ces actes de rébellion. Enfin, l'heure est arrivée où dans la flotte le mouvement a atteint un tel degré de maturité qu'on *n'a pas réussi* à l'étouffer ni à le passer sous silence, malgré toutes les rigueurs que le régime allemand de bagne militaire a élaborées avec un art sans précédent et appliquées avec un incroyable esprit de routine.

Le doute n'est plus possible. Nous sommes au seuil de la révolution prolétarienne mondiale. Et comme nous sommes, nous bolchéviks russes, les seuls internationalistes prolétariens du monde à jouir d'une liberté immense en somme, à avoir un parti légal, une vingtaine de journaux, comme nous avons avec nous les Soviets de députés ouvriers et soldats des deux capitales et la *majorité* des masses en période révolutionnaire, on peut et on doit en vérité nous appliquer les paroles : « Il vous a été beaucoup donné, il vous sera beaucoup demandé. »

II

En Russie, le grand tournant de la révolution est incontestablement arrivé.

Dans ce pays paysan, sous un gouvernement républicain révolutionnaire jouissant du soutien des partis socialiste-révolutionnaire et menchévik, qui dominaient hier encore au sein de la démocratie petite-bourgeoise, un *soulèvement paysan* grandit.

C'est incroyable, mais c'est un fait.

Et ce fait ne nous étonne pas, nous bolchéviks ; nous avons toujours dit que le gouvernement de la fameuse « coalition » avec la bourgeoisie était le gouvernement de la *trahison* envers la démocratie et la révolution, le gouvernement du massacre *impérialiste*, le gouvernement qui *protège contre* le peuple les capitalistes et les propriétaires fonciers.

En Russie, grâce à la duplicité des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks, il est resté et il reste encore sous la république, en période révolutionnaire, à côté des Soviets, un gouvernement de capitalistes et de propriétaires fonciers. Telle est l'amère et menaçante réalité. Quoi d'étonnant si, en Russie, en présence des calamités sans nom que le peuple subit du fait de la prolongation de la guerre impérialiste et de ses conséquences, le soulèvement paysan a commencé et s'étend ?

Quoi d'étonnant si les adversaires des bolchéviks, les chefs du parti socialiste-révolutionnaire *officiel*, de ce parti qui n'a pas cessé de soutenir la « coalition », de ce parti qui jusqu'à ces derniers jours ou jusqu'à ces dernières semaines a eu la majorité du peuple pour lui, de ce parti qui continue à désapprouver et à molester les « nouveaux » socialistes-révolutionnaires convaincus que la politique de coalition trahit les intérêts de la paysannerie, — quoi d'étonnant si ces chefs du parti socialiste-révolutionnaire officiel écrivent dans l'éditorial de leur organe officiel le *Diélo Naroda* du 29 septembre :

« ...Presque rien n'a été fait jusqu'ici pour mettre fin au régime d'asservissement qui règne encore dans les campagnes, précisément du centre de la Russie... La loi sur la réglementation du régime agraire, déposée depuis longtemps déjà au Gouvernement provisoire et qui avait même franchi ce purgatoire qu'est la Conférence juridique, cette loi reste désespérément enfouie dans on ne sait quels bureaux... N'avons-nous pas raison d'affirmer que notre gouvernement républicain est encore loin de s'être affranchi des vieilles habitudes de l'administration tsariste, que la poigne de Stolypine se fait encore fortement sentir dans les procédés des ministres révolutionnaires. »

Voilà comment s'expriment les socialistes-révolutionnaires officiels ! Réfléchissez-y : les partisans de la coalition se voient *contraints* d'avouer que, après sept mois de révolution dans un pays agraire, « presque rien n'a été fait pour supprimer l'asservissement » des paysans, pour supprimer leur oppression par les propriétaires fonciers ! Ces socialistes-révolutionnaires se voient *contraints* de qualifier du nom de *Stolypine* leur collègue Kérenski et toute sa bande de ministres !

Peut-on trouver, de la part de nos adversaires, témoignage plus éloquent, attestant non seulement que la coalition

a fait faillite, non seulement que les socialistes-révolutionnaires officiels qui tolèrent Kérenski sont devenus un parti *ennemi du peuple*, *ennemi des paysans*, *ennemi de la révolution*, mais encore que toute la révolution russe est arrivée à un tournant ?

Le soulèvement paysan dans notre pays agraire est dirigé contre le gouvernement du socialiste-révolutionnaire Kérenski, contre les menchéviks Nikitine et Gvozdev, contre les autres ministres qui représentent le capital et les intérêts des propriétaires fonciers ! Le gouvernement républicain veut étouffer ce soulèvement *par les armes*.

Peut-on, en présence de tels faits, rester de bonne foi partisan du prolétariat et nier que la crise soit mûre, que la révolution en soit à son plus grand tournant, que la victoire du gouvernement sur le soulèvement paysan sonnerait maintenant le glas de la révolution, signifierait le triomphe du régime Kornilov ?

III

Il est de toute évidence que si, dans un pays agraire, après sept mois de république démocratique, les choses ont pu en venir à un soulèvement paysan, la preuve irréfutable est faite de la faillite de la révolution dans le pays entier, du degré d'acuité inouï qu'a atteint la crise, de la marche des forces contre-révolutionnaires vers l'*effort suprême*.

Voilà qui est de toute évidence. Devant un fait tel que le soulèvement paysan, tous les autres symptômes politiques, même s'ils contredisaient le degré de maturité de la crise dans le pays entier, seraient absolument dénués de toute importance.

Mais tous les symptômes indiquent, au contraire, précisément que la crise générale est mûre.

Après la question agraire, ce qui dans la vie de tout l'Etat russe a une importance exceptionnelle, surtout pour les masses petites-bourgeoises de la population, c'est la question nationale. Et nous voyons que, à la Conférence « démocratique » truquée par Monsieur Tsérétéli et consorts, la curie « nationale », par son radicalisme, occupe la deuxième place, ne le cédant qu'aux syndicats et laissant *loin derrière* elle la curie des Soviets de députés ouvriers et soldats, d'après le pourcentage des voix émises *contre*

la coalition (40 sur 55). Le gouvernement Kérenski, gouvernement de la répression du soulèvement paysan, rappelle de Finlande les troupes révolutionnaires afin de renforcer la bourgeoisie réactionnaire finlandaise. En Ukraine, les conflits des Ukrainiens en général et des troupes ukrainiennes en particulier avec le gouvernement, sont de plus en plus fréquents.

Considérons ensuite l'armée qui, en temps de guerre, a une importance exceptionnelle dans la vie de l'Etat. Nous avons vu les troupes de Finlande et la flotte de la Baltique *se détacher* complètement du gouvernement. Nous voyons le témoignage de l'officier non bolchévik Doubassov qui dit au nom de toutes les troupes du front, d'une façon plus révolutionnaire que tous les bolchéviks, que les soldats ne se battront plus [45]. Nous voyons les rapports gouvernementaux qui parlent de la « nervosité » des soldats, qui disent qu'on ne peut répondre de l'« ordre » (c'est-à-dire de la participation de ces troupes à la répression du soulèvement paysan). Nous voyons enfin les élections à Moscou où sur dix-sept mille soldats quatorze mille votent pour les bolchéviks.

Ce vote aux élections des Doumas d'arrondissements de Moscou est, d'une manière générale, l'un des symptômes les plus frappants du revirement extrêmement profond qui s'accomplit dans l'état d'esprit de la nation. Que Moscou soit une ville plus petite-bourgeoise que Pétrograd, tout le monde le sait. Que le prolétariat de Moscou ait infiniment plus d'attaches avec la campagne, plus de sympathie pour les paysans, une mentalité plus proche de celle des paysans, c'est un fait maintes fois confirmé, un fait incontestable.

Et voici qu'à Moscou les suffrages recueillis par les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks tombent de 70 % en juin à 18 %. La petite bourgeoisie a tourné le dos à la coalition, le peuple s'est détourné d'elle, aucun doute n'est possible. Les cadets sont passés de 17 % à 30 %, mais ils demeurent une minorité, une minorité qui n'a aucune chance, malgré l'alliance évidente qu'ont faite avec eux les socialistes-révolutionnaires « de droite » et les menchéviks « de droite ». Et les *Rousskié Viédomosti* [46] déclarent que le nombre *absolu* des suffrages recueillis par les cadets est tombé de *67 000* à *62 000*. Seuls les suffrages en faveur

des bolchéviks sont passés de 34 000 à 82 000. Ils ont obtenu 47% du total des voix. Que nous ayons maintenant avec les socialistes-révolutionnaires de gauche la majorité à la fois dans les Soviets, dans l'armée et *dans le pays*, cela ne fait pas l'ombre d'un doute.

Et au nombre des symptômes qui ont non seulement une valeur de symptômes, mais encore une valeur réelle, s'ajoute encore celui-ci : les armées de cheminots et de postiers, qui ont une importance énorme du point de vue économique, politique et militaire, se trouvent encore en conflit aigu avec le gouvernement [47], à tel point que même les menchéviks jusqu'auboutistes sont mécontents de « leur » ministre Nikitine et que les socialistes-révolutionnaires officiels traitent Kérenski et consorts de « Stolypine ». N'est-il pas clair que ce « soutien » que les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires prêtent au gouvernement n'a qu'une valeur négative, si tant est qu'il en ait une.

IV

. . . . . .

V

Oui, les chefs du Comité exécutif central appliquent une tactique juste de défense de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers. Et il est hors de doute que les bolchéviks, s'ils se laissaient prendre au piège des illusions constitutionnelles, de la « foi » dans le Congrès des Soviets et dans la convocation de l'Assemblée constituante, au piège de l'« attente » du Congrès des Soviets, etc., — il n'y a pas de doute que ces bolchéviks seraient des *traîtres méprisables* à la cause du prolétariat.

Ils seraient traîtres à cette cause, car par leur conduite ils trahiraient les ouvriers révolutionnaires allemands qui ont commencé à se soulever dans la flotte. Dans ces conditions, « attendre » le Congrès des Soviets, etc., c'est *trahir l'internationalisme*, trahir la cause de la révolution socialiste internationale.

Car l'internationalisme ne consiste pas en paroles, en expressions de solidarité, en résolutions, mais en *actes*.

Les bolchéviks seraient traîtres à la *paysannerie*, car tolérer qu'un gouvernement, que le *Dièlo Naroda lui-même* compare à celui de Stolypine, écrase le soulèvement paysan, c'est *perdre* toute la révolution, la perdre à jamais et sans retour. On crie à l'anarchie et à l'indifférence croissante des masses : comment les masses pourraient-elles ne pas être indifférentes à l'égard des élections, quand la paysannerie en est *réduite à se soulever*, et quand la prétendue « démocratie révolutionnaire » supporte patiemment que ce soulèvement soit écrasé par les armes ! !

Les bolchéviks seraient traîtres à la démocratie et à la liberté, car supporter la répression du soulèvement paysan en un tel moment, *c'est* permettre de falsifier les élections à l'Assemblée constituante, *exactement comme* l'ont été, de façon pire encore et plus grossière, la « Conférence démocratique » et le « préparlement ».

La crise est mûre. Tout l'avenir de la révolution russe est en jeu. Tout l'honneur du Parti bolchévik est en question. Tout l'avenir de la révolution ouvrière internationale pour le socialisme est en jeu.

La crise est mûre....

29 septembre 1917.

Jusqu'ici, on peut publier le texte ; la suite est à *distribuer* aux membres *du Comité Central, du Comité de Pétrograd, du Comité de Moscou et des Soviets.*

VI

Que faire ? Il faut aussprechen was ist, « dire ce qui est », reconnaître la vérité, à savoir qu'il existe chez nous, au Comité Central et dans les milieux dirigeants du parti, un courant ou une opinion en faveur de l'*attente* du Congrès des Soviets et *hostile* à la prise immédiate du pouvoir, *hostile* à l'insurrection immédiate. Il faut *vaincre* ce courant ou cette opinion [48].

Autrement, les bolchéviks *se déshonoreraient* à tout jamais et *seraient réduits à zéro* en tant que parti.

Car, laisser échapper l'occasion présente et « attendre » le Congrès des Soviets serait une *idiotie complète* ou une *trahison complète*.

Trahison complète à l'égard des ouvriers allemands. Nous n'allons tout de même pas attendre le départ de leur révolution ! ! Alors, même les Liber-Dan seront partisans de la « soutenir ». Mais elle *ne peut pas* commencer, tant que Kérenski, Kichkine et Cie sont au pouvoir.

Trahison complète à l'égard de la paysannerie. Alors que nous avons les Soviets des deux *capitales*, laisser écraser le soulèvement paysan, c'est *perdre* et *mériter de perdre* toute confiance de la part des paysans, c'est se mettre aux yeux des paysans sur le même plan que les Liber-Dan et autres canailles.

« Attendre » le Congrès des Soviets est une idiotie complète, car c'est laisser s'écouler des *s e m a i n e s* ; or, à l'heure actuelle, les semaines et même les jours décident de *t o u t*. C'est *renoncer* lâchement à la prise du pouvoir, car le 1er et le 2 novembre elle sera impossible (pour des raisons à la fois politiques et techniques : on réunira les cosaques pour le jour sottement « fixé » * de l'insurrection.

« Attendre » le Congrès des Soviets est une idiotie, car le congrès NE DONNERA RIEN, *n e p e u t r i e n d o n n e r* !

La portée « morale »? A merveille ! ! La « portée » des résolutions et des conversations avec les Liber-Dan, alors que nous savons que les Soviets sont *pour* les paysans et qu'on *écrase* le soulèvement paysan ! ! Nous réduirions par là les *Soviets* au rôle de méprisables bavards. Battez d'abord Kérenski, puis convoquez le congrès.

La victoire de l'insurrection est *a s s u r é e* maintenant aux bolchéviks : 1) nous pouvons** (si nous n'« attendons » pas le Congrès des Soviets) frapper *à l'improviste* à partir de trois points : de Pétrograd, de Moscou, de la flotte

---

* « Convoquer » le Congrès des Soviets au 20 octobre pour décider « la prise du pouvoir », n'est-ce pas tout comme « fixer » sottement la date de l'insurrection ? ? On peut prendre le pouvoir aujourd'hui, mais du 20 au 29 octobre, on ne vous le laissera pas prendre.

** Qu'a fait le parti pour *étudier* les stationnements des troupes, etc. ? pour traiter l'insurrection comme un « art » ? — rien que des conversations au Comité exécutif central, etc. ! !

de la Baltique ; 2) nous avons des mots d'ordre qui nous assurent le soutien des masses : à bas le gouvernement qui écrase le soulèvement paysan contre les propriétaires fonciers ! 3) nous avons la majorité *dans le pays* ; 4) le désarroi est total chez les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks ; 5) nous avons la possibilité technique de prendre le pouvoir à Moscou (qui pourrait même commencer afin de frapper l'ennemi d'un coup imprévu) ; 6) nous avons à Pétrograd des *milliers* d'ouvriers et de soldats en armes qui peuvent *d'un seul coup* s'emparer à la fois du Palais d'Hiver, du Quartier Général, du Central téléphonique et de toutes les grandesimprimeries ; on ne nous chassera pas de là, — et l'agitation dans l'*armée* sera telle qu'il sera *impossible* au de combattre ce gouvernement de la paix, de la terre aux paysans, etc.

Si nous frappons d'un coup, à l'improviste, à partir de trois points, à Pétrograd, à Moscou, dans la flotte de la Baltique, nous avons quatre-vingt-dix-neuf chances sur cent de vaincre avec moins de pertes que nous n'en avons eu les 3-5 juillet, car les *troupes ne marcheront pas* contre un gouvernement de paix. Si même Kérenski a *déjà* une cavalerie « fidèle », etc., à Pétrograd, en face d'une attaque venue de deux côtés et devant la sympathie de l'armée *pour nous*, Kérenski sera contraint de *se rendre*. Si avec nos chances d'aujourd'hui nous ne nous saisissons pas du pouvoir, tous les propos sur le pouvoir des Soviets ne sont que *mensonge*.

Ne pas prendre le pouvoir maintenant, « attendre », bavarder au Comité exécutif central, se borner à « combattre pour l'organe » (le Soviet), « combattre pour le congrès », c'est *causer la perte de la révolution*.

Le Comité Central ayant laissé *même sans réponse* mes instances là-dessus depuis le début de la Conférence démocratique, et comme l'organe central *biffe* dans mes articles les indications que je donne sur les erreurs criantes des bolchéviks, telles que la décision déshonorante de participer au préparlement, que l'attribution d'un siège aux menchéviks au présidium du Soviet, etc., etc., force m'est de voir là une allusion « délicate » au refus du Comité Central de débattre même la question, une allusion délicate au bâillonnement et à l'invitation à me retirer.

Je dois *présenter ma demande de démission du Comité Central*, ce que je fais, en me réservant de faire de la propagande, *dans les rangs* du parti et au congrès du parti.

Car ma conviction la plus profonde est que, si nous « attendons » le Congrès des Soviets et laissons tout de suite échapper l'occasion, nous *causons la perte* de la révolution.

29/IX

N. Lénine

P.-S. Toute une série de faits attestent que *même* les troupes cosaques ne marcheront pas contre le gouvernement de la paix ! Mais combien sont-elles ? Où sont-elles ? Et l'armée tout entière n'équipera-t-elle pas des unités *pour* nous ?

Les chapitres I-III et V ont été publiés le 20 (7) octobre 1917 dans le journal « Rabotchi Pout » n° 30. Le chapitre VI a été publié pour la première fois en 1924. Signé: N. LÉNINE

Les chapitre I-III sont conformes au texte du journal, les chapitres V-VI, au manuscrit

LES BOLCHÉVIKS GARDERONT-ILS LE POUVOIR?[49]

Ecrit à la fin de septembre-1er (14) octobre 1917.
Paru en octobre 1917 dans la revue « Prosvéchtchénié » n° 1-2

Conforme au texte de la revue

PRÉFACE À LA SECONDE ÉDITION

La présente brochure a été écrite, comme on le voit d'après son contenu, à la fin de septembre et terminée le 1er octobre 1917.

La Révolution du 25 octobre a fait passer la question posée dans cette brochure du domaine de la théorie au domaine de la pratique.

Ce n'est pas par des paroles, mais par des actes qu'il faut maintenant répondre à cette question. Les arguments théoriques avancés contre le pouvoir bolchévik sont faibles au dernier point. Ces arguments sont réduits à néant.

La tâche d'aujourd'hui consiste à prouver par la *pratique* de la classe d'avant-garde — le prolétariat — la vitalité du gouvernement ouvrier et paysan. Tous les ouvriers conscients, tout ce qu'il y a de vivant et d'honnête dans la paysannerie, tous les travailleurs et tous les exploités banderont toutes leurs forces pour résoudre dans la pratique cette grande question historique.

A l'œuvre, tous ; la cause de la révolution socialiste universelle doit vaincre et elle vaincra.

Pétersbourg, le 9 novembre 1917.

N. Lénine

Paru pour la première fois en 1918 dans la brochure : N. Lénine, « Les bolchéviks garderont-ils le pouvoir ? », collection « Bibliothèque du soldat et du paysan », Pétersbourg

Conforme au texte de la brochure

Sur quoi toutes les tendances sont-elles d'accord, de la *Retch* à la *Novaïa Jizn* [50] inclusivement, des cadets partisans de Kornilov aux semi-bolchéviks, *toutes* à l'exception des bolchéviks ?

Sur le point que : ou bien les bolchéviks seuls ne se décideront jamais à prendre en mains tout le pouvoir, ou bien, s'ils s'y décident et s'en emparent, ils ne pourront le garder même pendant un laps de temps très court.

Si l'on nous fait remarquer que la prise de tout le pouvoir par les seuls bolchéviks est une question politique tout à fait chimérique, que seule la pire présomption de quelque « fanatique » peut la considérer comme fondée, nous réfuterons cette remarque en citant les déclarations précises des partis et des tendances politiques de toutes « couleurs », les plus responsables et les plus influents.

Mais, tout d'abord, deux mots sur la première question ci-dessus, à savoir : les bolchéviks se décideront-ils à prendre seuls le pouvoir ? J'ai déjà eu l'occasion, au Congrès des Soviets de Russie, de répondre à cette question par une affirmation catégorique dans une remarque que j'ai été amené à lancer de ma place, pendant un des discours ministériels de Tsérétéli [51]. Et je n'ai jamais rencontré de déclarations imprimées ou orales de la part des bolchéviks disant que nous ne devrions pas prendre seuls le pouvoir. Je continue à être d'avis qu'un parti politique en général — et le parti de la classe d'avant-garde en particulier — n'aurait pas le droit d'exister, ne serait pas digne d'être considéré comme un parti, ne serait qu'un pauvre zéro dans tous les sens du mot, s'il renonçait au pouvoir, alors qu'il y a possibilité de l'obtenir.

Citons maintenant les déclarations des cadets, des socialistes-révolutionnaires et des semi-bolchéviks (des quarts de bolchéviks, dirais-je plus volontiers) sur la question qui nous intéresse.

Editorial de la *Retch* du 16 septembre :

« ...Les divergences de vues, les désaccords régnaient dans la salle du théâtre Alexandra, et la presse socialiste reflète la même situation. Seul le point de vue des bolchéviks se distingue par sa netteté et sa rectitude. C'est, à la Conférence, le point de vue de la minorité. C'est, dans les Soviets, un courant qui ne cesse de grandir. Mais, malgré toute la fougue de leurs propos, malgré leurs rodomontades, leurs manifestations d'assurance, les bolchéviks, à l'exception de quelques fanatiques, ne sont braves qu'en paroles. Ils ne tenteraient pas de prendre « tout le pouvoir » de leur propre chef. Désorganisateurs et destructeurs *par excellence* *, ce sont au fond des poltrons qui reconnaissent parfaitement, dans leur for intérieur, leur ignorance crasse et le caractère éphémère de leurs succès actuels. Aussi bien que nous tous, ils comprennent que le premier jour de leur triomphe final serait le premier jour de leur chute vertigineuse. Irresponsables par leur nature même, anarchistes par leurs méthodes et par leurs procédés, ils ne peuvent se concevoir que comme une des tendances de la pensée politique, ou, pour mieux dire, comme une de ses aberrations. Le meilleur moyen de se libérer pour de longues années du bolchévisme, de le rejeter, serait de confier à ses chefs les destinées du pays. Et n'était la conscience que de semblables expériences seraient impossibles et funestes, on pourrait en désespoir de cause recourir à un moyen aussi héroïque. Heureusement, nous le répétons, ces tristes héros du jour n'aspirent nullement en fait à s'emparer de la totalité du pouvoir. Quelles que soient les conditions, nul travail créateur ne leur est accessible. Ainsi, toute leur détermination, toute leur rectitude se hornent à la tribune politique, à la rhétorique des meetings. Pratiquement, on ne peut d'aucun point de vue tenir aucun compte de leur position. Par ailleurs, elle a pourtant à un seul égard une conséquence réelle : elle réunit toutes les autres nuances de la « pensée socialiste » contre elle. »

Ainsi raisonnent les cadets. Et voici le point de vue du plus grand parti « qui règne et qui dirige » en Russie, le parti des « socialistes-révolutionnaires », exprimé dans un éditorial également non signé, c'est-à-dire émanant de la rédaction de leur organe officiel, le *Diélo Naroda* du 21 septembre :

« ... Si la bourgeoisie ne veut pas travailler avec la démocratie jusqu'à l'Assemblée constituante sur la plate-forme approuvée par la Conférence, *une coalition doit se former au sein de la Conférence*

* En français dans le texte. (*N. R.*)

elle-même. C'est un sacrifice pénible de la part des partisans de la coalition, *mais les promoteurs de la « pureté de ligne » du pouvoir doivent y venir.* Mais nous craignons que l'accord ne se fasse peut-être pas à ce sujet. Il restera alors une troisième et dernière combinaison : la moitié de la Conférence qui a défendu *en principe* l'idée d'un pouvoir homogène est *tenue* de l'organiser.

Parlons nettement : *les bolchéviks seront tenus de former le cabinet.* Avec la plus grande énergie, ils ont inculqué à la démocratie révolutionnaire la haine de la coalition, ils ont promis tous les bonheurs imaginables après la suppression de la « politique d'entente » par laquelle ils ont expliqué tous les maux dont souffre le pays.

S'ils se sont rendu compte de leur propre *agitation*, s'ils *n'ont pas trompé les masses, ils sont obligés* d'acquitter les traites qu'ils ont données à droite et à gauche.

La question se pose nettement.

Et qu'ils ne fassent pas d'efforts inutiles pour se retrancher derrière des théories hâtivement conçues sur l'impossibilité où ils sont de prendre le pouvoir.

Ces théories, la démocratie ne les acceptera pas.

Cependant, les partisans de la coalition doivent leur garantir un soutien sans réserve. Telles sont les trois combinaisons, les trois voies qui s'ouvrent à nous, — il n'y en a pas d'autres ! » (Les italiques sont dus au *Dïélo Naroda* lui-même.)

Ainsi raisonnent les socialistes-révolutionnaires. Voici enfin la « position », si l'on peut appeler position l'effort tenté pour s'asseoir entre deux chaises, des « quarts de bolchéviks » de la *Novaïa Jizn*, prise dans leur éditorial du 23 septembre :

« ...Si la coalition est rétablie avec Konovalov et avec Kichkine, cela ne signifiera rien de plus qu'une nouvelle capitulation de la démocratie et l'annulation de la résolution de la Conférence sur la responsabilité du pouvoir fondée sur la plate-forme du 14 août...

...Un ministère homogène de menchéviks et de socialistes-révolutionnaires ne pourra pas se sentir plus comptable de son action que les ministres socialistes ne l'avaient fait dans le ministère de coalition... Non seulement un tel gouvernement ne pourrait rallier autour de lui les « forces vives » de la révolution, mais encore il ne pourrait pas compter sur un soutien quelconque de son avant-garde, le prolétariat.

Cependant, ce ne serait pas une meilleure issue, ce serait une issue pire et, à vrai dire, non pas une issue, mais un échec pur et simple, que la formation d'un cabinet homogène d'un autre type, d'un gouvernement « du prolétariat et de la paysannerie pauvre ». Ce mot d'ordre, à vrai dire, n'est formulé par personne, si ce n'est dans quelques remarques accidentelles et timides du *Rabotchi Pout*, systématiquement « éclaircies par la suite ».

(Cette contre-vérité criante est « hardiment » exprimée par des publicistes responsables qui vont jusqu'à oublier l'éditorial du 21 septembre du *Diélo Naroda*...)

« Le mot d'ordre : tout le pouvoir aux Soviets, est ressuscité aujourd'hui formellement par les bolchéviks. Il fut supprimé, après les journées de juillet, lorsque les Soviets, représentés par le Comité exécutif central, s'engagèrent résolument sur la voie d'une politique antibolchévique active. Mais aujourd'hui, non seulement on peut estimer que la « ligne du Soviet » a été redressée, mais encore que toutes les raisons existent pour que le Congrès des Soviets qu'on se propose de réunir donne une majorité bolchévique. Dès lors, le mot d'ordre ressuscité par les bolchéviks : « Tout le pouvoir aux Soviets » représente la « ligne tactique » qui vise précisément à la dictature du prolétariat et de la « paysannerie pauvre ». Il est vrai que sous le nom de Soviets on entend aussi les Soviets de députés paysans et que, par suite, le mot d'ordre bolchévik implique un pouvoir qui s'appuie sur une partie considérable de toute la démocratie russe. Mais, dans ce cas, le mot d'ordre « tout le pouvoir aux Soviets » n'a plus de signification propre, car il fait des Soviets, par leur composition, à peu près l'équivalent du « préparlement » créé par la Conférence »... (Cette affirmation de la *Novaïa Jizn* est un mensonge éhonté qui revient à dire que la falsification et le truquage de la démocratie sont « à peu près équivalents » à la démocratie : le préparlement est une *falsification* qui donne la volonté de la minorité du peuple, en particulier de Kouskova, de Berkenheim, des Tchaïkovski et consorts, comme la volonté de la majorité. Voilà un premier point. Deuxièmement, les Soviets de paysans, même truqués par les Avksentiev et les Tchaïkovski, ont fourni à la Conférence une proportion si élevée d'adversaires de la coalition que leur union avec les Soviets de députés ouvriers et soldats aboutirait *à coup sûr à l'échec de la coalition*. Troisièmement, le mot d'ordre « le pouvoir aux Soviets » signifie que le pouvoir des Soviets de paysans s'étendrait avant tout à la campagne, et dans les villages la prépondérance des paysans *pauvres* est assurée)... « S'il en est bien ainsi, il faut sans tarder retirer le mot d'ordre bolchévik de l'ordre du jour. Mais si « le pouvoir aux Soviets » ne sert qu'à

masquer la dictature du prolétariat, alors ce pouvoir signifie précisément l'échec et l'effondrement de la révolution.

Est-il besoin de démontrer que le prolétariat, isolé non seulement des autres classes du pays, mais encore des véritables forces vives de la démocratie, ne pourra ni assimiler la technique de l'appareil d'Etat et le faire fonctionner dans une situation exceptionnellement compliquée, ni résister politiquement à toute la poussée des forces ennemies qui balaiera non seulement la dictature du prolétariat, mais, par surcroît, toute la révolution ?

Le seul pouvoir qui réponde aux exigences de l'heure est aujourd'hui une coalition vraiment honnête à l'intérieur de la démocratie. »

* *
*

Nous nous excusons auprès des lecteurs de ces longues citations, mais elles étaient absolument indispensables. Il était indispensable de présenter avec précision la position des différents partis hostiles aux bolchéviks. Il était indispensable d'établir avec précision cette circonstance extrêmement importante, que *tous* ces partis ont reconnu que la question de la prise du pouvoir dans sa totalité par les seuls bolchéviks est non seulement une question tout à fait fondée, mais encore une question d'une actualité pressante.

Passons maintenant à l'analyse des arguments selon lesquels « tous », des cadets à la *Novaïa Jizn*, sont convaincus que les bolchéviks ne pourront pas garder le pouvoir.

La grave *Retch* n'avance pas le moindre argument. Elle se contente de déverser sur les bolchéviks des flots d'injures choisies et virulentes. L'extrait que nous avons cité montre, entre autres, quelle erreur profonde ce serait de penser que la *Retch* prétend « inciter » les bolchéviks à prendre le pouvoir et que pour cette raison « il faut être prudents, camarades, car ce que l'ennemi conseille ne peut qu'être mauvais !». Si, au lieu de faire état pratiquement des raisons à la fois d'ordre général et d'ordre concret, nous nous laissons « con-

vaincre » que la bourgeoisie nous « incite » à nous saisir du pouvoir, nous nous trouverons mystifiés par la bourgeoisie, car, à coup sûr, elle prophétisera toujours malignement que des millions de maux suivront la prise du pouvoir par les bolchéviks, elle criera toujours malignement : « il vaudrait mieux nous débarrasser des bolchéviks d'un seul coup et « pour longtemps », en les laissant accéder au pouvoir pour ensuite les battre à plate couture ». Ces cris sont aussi des « provocations », si vous le voulez, mais des provocations à rebours. Les cadets et les bourgeois ne nous « conseillent » nullement, ils ne nous ont jamais « conseillé » de prendre le pouvoir, ils s'efforcent seulement de nous *intimider* en nous montrant les problèmes, prétendument insolubles, du pouvoir.

Non. Nous ne devons pas nous laisser intimider par les cris des bourgeois apeurés. Nous devons bien nous rappeler que nous ne nous sommes jamais proposé de problèmes sociaux « insolubles », mais que les problèmes *parfaitement* solubles concernant les pas à faire immédiatement vers le socialisme, seule issue à une situation très difficile, *ne peuvent être résolus que* par la dictature du prolétariat et de la paysannerie pauvre. La victoire, une victoire solide, est plus que jamais, plus qu'en aucun endroit, assurée aujourd'hui au prolétariat en Russie, s'il prend le pouvoir.

Examinons de façon essentiellement pratique les circonstances *concrètes* qui rendent défavorable tel ou tel moment pris à part, mais ne nous laissons pas un seul instant effrayer par les clameurs sauvages de la bourgeoisie et n'oublions pas que la prise de tout le pouvoir par les bolchéviks devient en vérité une question *d'actualité immédiate.* Aujourd'hui, un danger infiniment plus grand menace notre parti au cas où nous l'oublierions qu'au cas où nous considérerions la prise du pouvoir comme « prématurée ». Sur ce point, il *ne peut* y avoir aujourd'hui d'action « prématurée » : toutes les chances, sauf peut-être une ou deux sur un million, sont de ce côté.

A propos des injures haineuses de la *Retch*, on peut et on doit répéter :

> **Nous entendons des approbations**
> **non pas dans le doux murmure de la louange,**
> **mais dans les cris sauvages de la fureur ! [52]**

La haine sauvage que nous porte la bourgeoisie illustre de la façon la plus concrète cette vérité que nous montrons *correctement* au peuple les voies et moyens qui permettront de mettre fin à la domination de la bourgeoisie.

* *
*

Le *Diélo Naroda*, cette fois — une fois n'est pas coutume, — n'a pas daigné nous honorer de ses injures, mais il n'a pas davantage avancé l'ombre d'un argument. C'est seulement de biais, par allusion, qu'il cherche à nous *intimider* par cette perspective : « les bolchéviks seront obligés de former le cabinet ». J'admets sans réserve que les socialistes-révolutionnaires, au moment où ils cherchent à nous effrayer, éprouvent eux-mêmes une véritable frayeur, une épouvante mortelle, celle du libéral épouvanté par un spectre. De même, j'admets que dans certaines institutions particulièrement élevées et particulièrement pourries, dans le genre du Comité exécutif central et dans les commissions « de liaison » qui lui ressemblent (c'est-à-dire dans les commissions qui touchent aux cadets, ou, pour mieux dire, qui s'acoquinent avec les cadets), les socialistes-révolutionnaires réussiront à intimider un certain nombre de bolchéviks, car d'abord dans tous ces Comités exécutifs centraux, au « préparlement », etc., l'atmosphère est complètement viciée, elle sent le remugle à vous donner la nausée, la respirer longtemps est pernicieux pour *qui que ce soit*, ensuite, la sincérité est contagieuse et un philistin sincèrement épouvanté est capable de transformer pour un temps même un révolutionnaire en philistin.

Mais, quelque compréhensible que soit, si l'on juge « à l'échelle humaine », cette frayeur sincère chez un socialiste-révolutionnaire qui a eu le malheur d'appartenir au ministère avec les cadets ou d'être ministrable pour eux, se laisser effrayer, c'est commettre une faute politique qui peut trop facilement confiner à la trahison envers le prolétariat. Vos arguments pratiques, messieurs ! N'espérez pas que nous nous laisserons intimider par vos frayeurs !

* *
*

Des arguments pratiques, nous n'en trouvons cette fois que dans la *Novaïa Jizn*. Elle se manifeste cette fois dans le rôle d'avocat de la bourgeoisie, rôle qui lui sied mieux que celui de défenseur des bolchéviks qui « choque » évidemment cette dame bien [53].

L'avocat a avancé *six* arguments :

1° le prolétariat est « isolé des autres classes du pays » ;

2° il est « isolé des véritables forces vives de la démocratie » ;

3° il « ne pourra pas assimiler la technique de l'appareil d'Etat » ;

4° il « ne pourra pas faire fonctionner » cet appareil ;

5° « la situation est exceptionnellement compliquée » ;

6° il « ne pourra pas résister à la poussée des forces ennemies qui balaiera non seulement la dictature du prolétariat, mais, par surcroît, la révolution ».

Le premier argument est exposé par la *Novaïa Jizn* avec une maladresse qui frise le ridicule, car dans la société capitaliste ou semi-capitaliste, nous ne connaissons que trois classes : la bourgeoisie, la petite bourgeoisie (représentée surtout par la paysannerie) et le prolétariat. A quoi sert de dire que le prolétariat est isolé des autres classes, quand il s'agit de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie ? de la révolution contre la bourgeoisie ?

La *Novaïa Jizn* voulait probablement dire que le prolétariat est isolé de la paysannerie, car il ne peut pas, en effet, être ici question des propriétaires fonciers. Mais dire nettement, clairement, qu'à l'heure actuelle le prolétariat est isolé de la paysannerie était chose impossible, car la fausseté criante de cette affirmation saute aux yeux.

Il est difficile de se représenter un pays capitaliste où le prolétariat soit aussi peu isolé de la petite bourgeoise — et remarquez-le, dans une révolution *contre la bourgeoisie* — que le prolétariat l'est aujourd'hui en Russie. Au nombre des données objectives et indiscutables, nous avons les chiffres tout à fait récents du vote *pour* ou *contre* la coalition avec la bourgeoisie, dans les « curies » de la « Douma Boulyguine » de Tsérétéli, c'est-à-dire de la fameuse Conférence « démocratique ». Prenons les curies des Soviets. Voici ce que nous obtenons :

	Pour la coalition	Contre
Soviets de députés ouvriers et soldats	83	192
Soviets de députés paysans . .	102	70
Total des Soviets . . .	185	262

Ainsi, la majorité dans son ensemble se prononce pour le mot d'ordre prolétarien : *contre* la coalition avec la bourgeoisie. Et nous avons vu plus haut que les cadets eux-mêmes sont obligés de reconnaître le renforcement de l'influence des bolchéviks dans les Soviets. Or nous avons ici une Conférence convoquée par les maîtres *d'hier* dans les Soviets, les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks qui ont une majorité assurée dans les institutions centrales ! Il est évident que la prépondérance *réelle* des bolchéviks dans les Soviets se trouve ici *minimisée*.

Sur la question de la coalition avec la bourgeoisie, aussi bien que sur la question de la remise immédiate des propriétés foncières aux comités paysans, les bolchéviks ont dès aujourd'hui la *majorité* dans les Soviets de députés ouvriers, soldats et paysans, la *majorité du peuple*, la majorité de la petite bourgeoisie. Le *Rabotchi Pout* du 24 septembre, n° 19, donne, d'après le n° 25 du *Znamia Trouda* [54], organe des socialistes-révolutionnaires, des informations sur la conférence des Soviets locaux des députés paysans qui s'est tenue le 18 septembre, à Pétrograd. A cette conférence, les comités exécutifs de quatre Soviets paysans (provinces de Kostroma, de Moscou, de Samara et de Tauride) se sont prononcés pour la coalition sans réserve. Pour la coalition sans les cadets se sont prononcés les comités exécutifs de *trois* provinces et de *deux* armées (provinces de Vladimir, de Riazan et de la mer Noire). Contre la coalition se sont prononcés les comités exécutifs de *vingt-trois* provinces et de *quatre* armées.

Donc, la majorité des paysans est contre la coalition !

Le voilà, votre « isolement du prolétariat ».

D'ailleurs, il faut remarquer que se sont prononcées pour la coalition trois provinces des confins, celles de Samara, de Tauride et de la mer Noire, où il y a relativement beaucoup de paysans riches, de gros propriétaires fonciers qui

emploient une main-d'œuvre salariée, et aussi quatre provinces industrielles (Vladimir, Riazan, Kostroma et Moscou) où la bourgeoisie paysanne est également plus forte que dans la majorité des provinces de la Russie. Il serait intéressant de rassembler des données plus détaillées sur cette question et d'examiner si l'on n'a pas de renseignements précisément sur les paysans *pauvres* dans les gouvernements où la proportion des paysans « *riches* » est la plus considérable.

Il est, en outre, intéressant de voir que les « groupes nationaux » ont donné une majorité très importante aux adversaires de la coalition, à savoir : 40 voix contre 15. La politique annexionniste, d'oppression brutale du bonapartiste Kérenski et de ses amis concernant les nations opprimées de Russie, a porté ses fruits. Dans sa masse, la population de ces nations, c'est-à-dire la masse de la petite bourgeoisie qu'elle contient, fait plus confiance au prolétariat de Russie qu'à la bourgeoisie, car l'histoire a porté à l'ordre du jour la lutte des nations opprimées pour leur libération contre leurs oppresseurs. La bourgeoisie a bassement trahi la cause de la liberté des nations opprimées ; le prolétariat est fidèle à la cause de la liberté.

La question nationale et la question agraire sont à l'heure actuelle les questions fondamentales pour les masses petites-bourgeoises de la population de Russie. C'est incontestable. Et sur ces deux questions le prolétariat est aussi *loin* que possible d'être « isolé ». Il a pour lui la majorité du peuple. Il est *seul* capable de mener dans ces deux questions la politique résolue et vraiment « démocratique révolutionnaire » qui assurerait d'emblée au pouvoir prolétarien non seulement le soutien de la majorité de la population, mais encore une véritable explosion d'enthousiasme révolutionnaire dans les masses, car pour la première fois les masses rencontreraient de la part du gouvernement, non pas l'oppression impitoyable des paysans par les propriétaires fonciers, des Ukrainiens par les Grands-Russes, comme sous le tsarisme, non pas la tentative, en pleine république, de continuer sous le couvert de phrases ronflantes la même politique, non pas des chicanes, des vexations, des tracasseries, des atermoiements, des crocs-en-jambe, des faux-fuyants (tout ce dont Kérenski gratifie les paysans et les nations

opprimées), mais une sympathie ardente, attestée par des actes, des mesures révolutionnaires immédiates contre les propriétaires fonciers, la restitution immédiate d'une *entière* liberté à la Finlande, à l'Ukraine, à la Biélorussie, aux Musulmans, etc.

MM. les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks le savent très bien, et c'est pourquoi ils cherchent à amener les semi-cadets que sont les dirigeants des coopératives à leur donner un coup d'épaule dans leur politique démocratique *réactionnaire contre* les masses. C'est pourquoi ils ne se décideront jamais à consulter les masses, à instituer un référendum ou simplement un vote dans tous les Soviets locaux, dans toutes les organisations locales sur des points déterminés de politique pratique, comme par exemple sur la question de savoir s'il faut remettre immédiatement aux comités paysans toutes les terres des propriétaires fonciers, s'il faut faire droit à telle ou telle revendication des Finlandais ou des Ukrainiens, etc.

Passons à la question de la paix, question décisive de l'heure. Le prolétariat est « isolé des autres classes »... En réalité le prolétariat intervient ici comme le représentant de la nation *entière*, de tout ce qu'il y a de vivant et d'honnête *dans toutes* les classes, de l'immense majorité de la petite bourgeoisie, car seul le prolétariat, une fois au pouvoir, proposera *sur-le-champ* une paix juste à tous les peuples en guerre, seul le prolétariat prendra des mesures vraiment *révolutionnaires* (publication des traités secrets, etc.), afin d'obtenir au plus vite une paix aussi juste que possible.

Non. Ces messieurs de la *Novaïa Jizn* qui prétendent que le prolétariat est isolé ne font qu'exprimer leur propre peur de la bourgeoisie. La situation objective en Russie est à n'en pas douter telle que *justement aujourd'hui* le prolétariat *n'est pas* « isolé » de la majorité de la petite bourgeoisie. Justement aujourd'hui, après la lamentable expérience de la « coalition », le prolétariat a la sympathie de la *majorité* du peuple. *C e t t e* condition nécessaire aux bolchéviks pour garder le pouvoir *existe* bel et bien.

* *
*

Le deuxième argument consiste à dire que le prolétariat serait « isolé des véritables forces vives de la démocratie ». Il est impossible de comprendre ce que cela signifie. C'est du grec, comme disent les Français.

Les écrivains de la *Novaïa Jizn* sont ministrables. Ils feraient même de parfaits ministres avec les cadets. Car, ce qu'on demande à de tels ministres, c'est de savoir tourner des phrases spécieuses, bien léchées, mais parfaitement dénuées de sens, capables de couvrir toutes sortes de saletés et assurées pour cette raison de recueillir les applaudissements des impérialistes et des social-impérialistes. Les applaudissements des cadets, de Brechkovskaïa, de Plékhanov et Cie sont assurés aux hommes de la *Novaïa Jizn*, parce qu'ils affirment que le prolétariat est isolé des véritables forces vives de la démocratie, car ils disent sous une forme *voilée*, — en tout cas c'est ainsi qu'on le comprend, comme s'ils l'avaient dit —que les cadets, Brechkovskaïa, Plékhanov, Kérenski et Cie sont, eux, les « forces vives de la démocratie ».

C'est faux. Ce sont des forces mortes. C'est ce qu'a prouvé l'histoire de la coalition.

Effrayés par la bourgeoisie et par le milieu intellectuel bourgeois, les hommes de la *Novaïa Jizn* reconnaissent comme « vivante » l'aile *droite* des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks, que rien d'essentiel ne distingue des cadets, et qui se manifeste sous la forme de la *Volia Naroda*[55], de l'*Edinstvo*, etc. Quant à nous, nous considérons comme vivants seulement ceux qui sont liés aux masses et non pas aux koulaks, ceux que les leçons de la coalition ont détachés d'elle. « Les forces vives agissantes » de la démocratie petite-bourgeoise sont représentées par l'aile gauche des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks. Le renforcement de cette aile gauche, en particulier après la contre-révolution de juillet, est l'un des indices objectifs les plus sûrs que le prolétariat *n'est pas* isolé.

C'est ce que montrent de façon plus concrète encore, ces tout derniers temps, les oscillations vers la gauche des socialistes-révolutionnaires centristes, mouvement prouvé par la déclaration que fit Tchernov le 24 septembre, selon laquelle son groupe ne peut soutenir la nouvelle coalition avec Kichkine et Cie. Ces oscillations vers la gauche du centre socialiste-révolutionnaire qui donnait jusqu'à présent

l'immense majorité aux représentants du parti socialiste-révolutionnaire, parti dominant et dirigeant par le nombre des voix qu'il a recueillies à la ville et surtout à la campagne, ces oscillations prouvent que les déclarations citées plus haut du *Diélo Naroda* sur la nécessité pour la démocratie de « garantir », dans des conditions données, un « appui sans réserve » à un gouvernement purement bolchévik, ne sont pas en tout cas de simples phrases.

Des faits tels que le refus du centre socialiste-révolutionnaire de soutenir la nouvelle coalition avec Kichkine, ou tels que la prépondérance des *adversaires* de la coalition parmi les *menchéviks-jusqu'auboutistes* de province (Jordania au Caucase, etc.) sont la preuve objective qu'une partie des *masses* qui jusqu'ici suivait les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, *soutiendra* un gouvernement purement bolchévik.

C'est précisément de ces forces *vives* de la démocratie que le prolétariat russe n'est pas isolé aujourd'hui.

* *
*

Troisième argument : le prolétariat « ne pourra pas assimiler la technique de l'appareil d'Etat ». C'est peut-être l'argument le plus ordinaire, le plus courant. Par là même il mérite le plus d'attention ; mais aussi parce qu'il soulève un des problèmes les plus *sérieux*, les plus *ardus* qui s'offriront au prolétariat victorieux. Il ne fait pas de doute que ces problèmes sont très ardus, mais si nous, qui nous disons socialistes, nous ne soulignions cette difficulté que pour *nous dérober* à l'accomplissement de ces tâches, la différence qui nous distingue des serviteurs de la bourgeoisie serait en fait réduite à zéro. La difficulté des problèmes qui se posent à la révolution prolétarienne doit inciter les partisans du prolétariat à étudier avec encore plus d'attention et de façon plus concrète les moyens de les résoudre.

Par appareil d'Etat, on entend avant tout l'armée permanente, la police et le corps des fonctionnaires. En disant que le prolétariat ne pourra pas s'assimiler la technique de cet appareil, les écrivains de la *Novaïa Jizn* révèlent leur ignorance extrême et leur répugnance à tenir compte des

faits réels, des réflexions exposées depuis longtemps dans les écrits des bolchéviks.

Les écrivains de la *Novaïa Jizn* se considèrent tous sinon comme des marxistes, du moins comme des socialistes cultivés qui connaissent le marxisme. Or Marx enseigne, en s'appuyant sur l'expérience de la Commune de Paris, que le prolétariat *ne peut pas* s'emparer tout simplement de la machine d'Etat toute prête et la mettre en marche pour atteindre ses buts mais que le prolétariat doit *briser* cette machine et la remplacer par une nouvelle (je traite cette question avec plus de détails dans une brochure dont la première partie est terminée et qui paraîtra bientôt sous le titre : « l'Etat et la révolution. L'enseignement du marxisme sur l'Etat et les tâches du prolétariat dans la révolution »*). Cette nouvelle machine d'Etat a été créée par la Commune de Paris et en Russie les Soviets de députés ouvriers, soldats et paysans constituent un « appareil d'Etat » *du même genre*. Je l'ai maintes fois répété, depuis le 4 avril 1917 ; il en est question et dans les résolutions des conférences bolchéviques et dans les écrits des bolchéviks. La *Novaïa Jizn* aurait naturellement pu déclarer son désaccord total avec Marx et avec les bolchéviks, mais éluder tout à fait la question, c'est, de la part d'un journal qui fait si souvent et avec tant de hauteur la leçon aux bolchéviks pour la prétendue légèreté avec laquelle ils traitent les questions difficiles, se donner un brevet d'impuissance.

Le prolétariat *ne* peut *pas* « s'emparer » de l'« appareil d'Etat » et « le faire fonctionner ». Mais il peut *briser* tout ce qu'il y a d'oppresseur, de routinier, d'irrémédiablement bourgeois dans l'ancien appareil d'Etat et le remplacer par un nouvel appareil, *le sien*. Cet appareil, ce sont les Soviets de députés ouvriers, soldats et paysans.

On est contraint de qualifier de proprement monstrueux le fait que la *Novaïa Jizn* ait complètement oublié l'existence de cet « appareil d'Etat ». Se comportant ainsi dans leurs raisonnements théoriques, les hommes de la *Novaïa Jizn* font en réalité dans la théorie politique ce que font les cadets dans la pratique politique. Car, si effectivement le prolétariat et la démocratie révolutionnaire *n'ont nulle-*

* Cf. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 25, p. 413. (*N.R.*)

ment besoin d'un nouvel appareil d'Etat, alors les Soviets perdent leur *raison d'être** et perdent le droit d'exister ; alors les cadets korniloviens *ont raison* de faire tous leurs efforts pour réduire les Soviets à néant !

Cette erreur théorique monstrueuse et cette cécité politique de la *Novaïa Jizn* sont d'autant plus monstrueuses que même les menchéviks-internationalistes (avec qui la *Novaïa Jizn* a fait bloc aux dernières élections de la Douma municipale de Pétrograd) ont manifesté sur ce point un certain rapprochement avec les bolchéviks. Ainsi, dans la déclaration de la majorité des Soviets que le camarade Martov a lue à la Conférence démocratique, nous lisons :

« ...Créés aux premiers jours de la révolution par le puissant élan de forces créatrices authentiquement populaires, les Soviets de députés ouvriers, soldats et paysans ont constitué la nouvelle trame de l'Etat révolutionnaire qui a remplacé la trame vétuste de l'Etat de l'ancien régime... »

Cela est dit en termes un peu trop beaux : la recherche de l'expression couvre ici le manque de clarté de la pensée politique. Les Soviets *n'ont pas encore* remplacé la « trame » ancienne, et celle-ci *n'est pas* l'Etat de l'ancien régime, mais l'Etat *aussi bien* du tsarisme *que* de la République bourgeoise. Mais, en tout cas, Martov est ici de cent coudées au-dessus des hommes de la *Novaïa Jizn*.

Les Soviets constituent un nouvel appareil d'Etat qui représente, en premier lieu, la force armée des ouvriers et des paysans, force qui n'est pas détachée du peuple comme celle de l'ancienne armée permanente, mais qui est étroitement liée à lui ; du point de vue militaire, cette force est infiniment plus puissante qu'auparavant ; du point de vue révolutionnaire, elle est irremplaçable. Deuxièmement, cet appareil assure avec les masses, avec la majorité du peuple, un lien si étroit, si indissoluble, si facilement contrôlable et renouvelable que rien de semblable n'a existé dans l'ancien appareil d'Etat. Troisièmement, cet appareil, en raison de son caractère électif et de la possibilité de modifier sa composition au gré du peuple, sans formalités bureaucratiques, est beaucoup plus démocratique que les précédents. Quatrièmement, il assure un lien solide avec les

* En français dans le texte. (*N. R.*)

professions les plus diverses, en facilitant ainsi les réformes les plus diverses et les plus profondes, sans bureaucratie. Cinquièmement, il assure une forme d'organisation de l'avant-garde, c'est-à-dire de la partie la plus consciente, la plus énergique, la plus avancée des classes *opprimées*, paysans et ouvriers ; c'est donc un appareil au moyen duquel l'avant-garde des classes opprimées peut élever, éduquer, instruire et entraîner derrière soi *toute la masse énorme* de ces classes, qui a été jusqu'à présent complètement en dehors de la vie politique, de l'histoire. Sixièmement, il permet d'allier les avantages du parlementarisme et ceux de la démocratie immédiate et directe, c'est-à-dire d'allier dans la personne des représentants élus du peuple à la fois la fonction législative *et l'exécution des lois.* C'est, par rapport au parlementarisme bourgeois, un pas en avant dans le développement de la démocratie qui a une portée universelle.

En 1905, nos Soviets n'ont eu pour ainsi dire qu'une existence embryonnaire puisqu'ils n'ont duré que quelques semaines. Il est clair, il ne pouvait pas être question, dans les conditions d'alors, d'un développement harmonieux et complet. Et dans la révolution de 1917, il ne peut pas encore en être question, un délai de quelques mois étant extrêmement court, et surtout : les dirigeants socialistes-révolutionnaires et menchéviks *ont prostitué* les Soviets, les ont réduits au rôle de parlotes, au rôle d'appendices à une politique d'entente entre dirigeants. Les Soviets se sont décomposés et putréfiés vivants sous la conduite des Liber, des Dan, des Tsérétéli, des Tchernov. Les Soviets ne peuvent se développer véritablement, ne peuvent pleinement accomplir leurs tâches et déployer leurs possibilités que s'ils prennent *tout* le pouvoir d'Etat, autrement *ils n'ont rien à faire,* autrement ils ne sont que des embryons (et il n'est pas possible d'être longtemps un embryon), ou des jouets. La « dualité des pouvoirs » est la paralysie des Soviets.

Si le génie créateur des classes révolutionnaires n'avait pas formé les Soviets, la révolution prolétarienne serait sans espoir en Russie, car, avec l'ancien appareil d'Etat, le prolétariat, sans aucun doute, n'aurait pas pu garder le pouvoir, et on ne peut d'un coup créer un nouvel appareil. La triste histoire de la prostitution des Soviets par Tsérétéli et Tchernov, l'histoire de la « coalition » est en même

temps l'histoire de l'affranchissement des Soviets à l'égard des illusions petites-bourgeoises, de leur passage par le « purgatoire » de l'étude pratique qu'ils ont faite de toutes les turpitudes et saletés qu'entraînent *toutes* les coalitions bourgeoises *quelles qu'elles soient*. Espérons que ce « purgatoire » n'a pas débilité les Soviets, mais les a trempés.

* *
*

La principale difficulté pour la révolution prolétarienne est de réaliser à l'échelle nationale l'inventaire et le contrôle le plus précis et le plus scrupuleux, le *contrôle ouvrier*, de la production et de la répartition des produits.

Quand les gens de la *Novaïa Jizn* nous ont objecté que nous tombions dans le syndicalisme en avançant le mot d'ordre de « contrôle ouvrier », cette objection est un exemple de l'application scolaire et assez sotte d'un « marxisme » qui n'a pas été médité, mais *appris* par cœur à la Strouvé. Ou bien le syndicalisme rejette la dictature révolutionnaire du prolétariat, ou bien il la relègue, comme le pouvoir politique en général, à la toute dernière place. Nous lui accordons la première place. A dire simplement, dans l'esprit des hommes de la *Novaïa Jizn*, *non pas* contrôle ouvrier, *mais* contrôle de l'Etat, on aboutit à une phrase réformiste-bourgeoise, on aboutit en fait à une formule purement dans le sens des cadets, car les cadets n'ont rien contre la *participation* des ouvriers au contrôle « de l'Etat ». Les cadets-korniloviens savent fort bien que cette participation est le meilleur moyen pour la bourgeoisie de tromper les ouvriers, le moyen le plus raffiné pour *soudoyer* politiquement tous les Gvozdev, les Nikitine, les Prokopovitch, les Tsérétéli et toute leur bande.

Quand nous disons : « contrôle ouvrier », ce mot d'ordre étant toujours *accompagné* de celui de la dictature du prolétariat, le *suivant* toujours, nous expliquons par là de quel Etat il s'agit. L'Etat est l'organe de domination d'une *classe*. De quelle classe ? Si c'est de la bourgeoisie, c'est bien l'Etat cadet-Kornilov-« Kérenski », par lequel le peuple est « kornilovisé et kérenskisé » en Russie voici déjà plus de six mois. Si c'est la domination du prolétariat, s'il s'agit de l'Etat prolétarien, *c'est-à-dire* de la dictature du

prolétariat, le contrôle ouvrier *peut* devenir le *recensement* national, général, universel, le plus minutieux et le plus scrupuleux de la production et de la répartition des produits.

Là est la principale difficulté, la tâche principale de la révolution prolétarienne, c'est-à-dire socialiste. Sans les Soviets cette tâche, du moins pour la Russie, serait insoluble. Les Soviets *décident* du travail d'organisation qui *permettra* au prolétariat de réaliser cette tâche de portée universelle.

Nous en venons ici à un autre aspect de la question de l'appareil d'Etat. Outre l'appareil « oppresseur » par excellence que représentent l'armée permanente, la police, les fonctionnaires, il existe dans l'Etat contemporain un appareil très intimement lié aux banques et aux cartels, un appareil qui accomplit un vaste travail de statistique et d'enregistrement, s'il est permis de s'exprimer ainsi. Cet appareil ne peut ni ne doit être brisé. Il faut l'arracher à sa soumission aux capitalistes, il faut le *couper*, le *trancher*, le *scinder* des capitalistes et de tous leurs moyens d'action, il faut le *soumettre* aux Soviets prolétariens, il faut l'élargir, l'étendre à tous les domaines, à toute la nation. Et l'on *peut* faire cela, si on s'appuie sur les conquêtes déjà réalisées par le grand capitalisme (car c'est seulement en s'appuyant sur ces conquêtes que la révolution prolétarienne en général sera capable d'atteindre son but).

Le capitalisme a créé des *appareils* de contrôle sous forme de banques, de cartels, service postal, coopératives de consommation, associations d'employés. *Sans les grandes banques, le socialisme serait irréalisable.*

Les grandes banques *constituent* l'« appareil d'Etat » dont nous *avons besoin* pour réaliser le socialisme et que nous *prenons tout prêt* au capitalisme ; notre seule tâche est alors de *retrancher* de cet excellent appareil d'Etat ce qui en *fait un monstre capitaliste*, de le *renforcer encore*, de le rendre plus démocratique, plus universel. La quantité se changera en qualité. Une banque d'Etat, unique, vaste parmi les plus vastes, qui aurait des succursales dans chaque canton, auprès de chaque usine, voilà déjà les neuf dixièmes de l'appareil *socialiste*. Voilà la *comptabilité* à l'échelle nationale, le *contrôle* à l'échelle nationale de la production et de la répartition des produits, quelque chose, pourrions-nous dire, comme la *charpente* de la société socialiste.

Cet « appareil d'Etat » (qui n'est pas complètement un appareil d'Etat en régime capitaliste, mais qui le sera complètement chez nous, en régime socialiste), nous pouvons nous « en emparer » et le « faire fonctionner » en frappant un seul coup, par un seul décret, car le travail effectif de comptabilité, de contrôle, d'enregistrement, de statistique et calcul est accompli dans ce cas par des *employés* qui sont en majorité des prolétaires ou des semi-prolétaires.

Par un seul décret, le gouvernement prolétarien peut et doit transformer ces employés en fonctionnaires de l'Etat, tout comme les chiens de garde du capitalisme, les Briand et autres ministres bourgeois, assimilent par un seul décret les cheminots en grève aux agents de l'Etat. De ces fonctionnaires, il nous en faudra beaucoup plus et nous *pouvons* en avoir plus, car le capitalisme a simplifié les fonctions de l'enregistrement et du contrôle et les a ramenées à des *opérations* peu compliquées et accessibles à tout homme qui sait lire et écrire.

« L'étatisation » de la masse des employés des banques, des cartels, du commerce, etc., etc., est une chose parfaitement réalisable et du point de vue technique (grâce au travail préliminaire accompli à notre profit par le capitalisme et par le capitalisme financier), et du point de vue politique, si le contrôle et la surveillance par les *Soviets* sont réalisés.

Quant aux cadres supérieurs qui sont très peu nombreux, mais qui penchent vers le capitalisme, force sera de les traiter « avec rigueur », tout comme les capitalistes. Tout comme les capitalistes, ils *résisteront*. Il faudra *briser* cette résistance ; et si Péchékhonov, cet éternel naïf, balbutiait déjà en juin 1917, comme un véritable « apprenti en politique » : « la résistance des capitalistes est brisée », cette affirmation puérile, cette vantardise enfantine, cette boutade de petit garçon, *le prolétariat la réalisera pour de bon.*

Nous pouvons bien le faire, puisqu'il s'agit de briser la résistance d'une minorité infime de la population, littéralement d'une poignée d'hommes, dont chacun sera de la part des associations d'employés, des syndicats, des coopératives de consommation, des Soviets l'objet d'une *surveillance* telle que le premier Tit Titytch venu sera *cerné* comme les Français à Sedan. Nous savons les noms de ces

Tit Titytch : il suffit de prendre les listes des directeurs, des membres des conseils d'administration, des gros actionnaires, etc.. Ils sont quelques centaines, tout au plus quelques milliers dans *toute* la Russie ; auprès de chacun d'eux, l'Etat prolétarien, disposant de l'appareil des Soviets, des associations d'employés, etc., peut préposer une dizaine, une centaine de contrôleurs, si bien même que, au lieu d'avoir à « briser leur résistance », on réussira peut-être, grâce au *contrôle ouvrier* (sur les capitalistes) à rendre toute résistance *impossible*.

Ce n'est pas dans la confiscation des biens des capitalistes que sera en effet le « nœud » de l'affaire, mais ce sera précisément dans le contrôle national, universel, exercé par les ouvriers sur les capitalistes et sur leurs partisans éventuels. La seule confiscation ne servira à rien, car elle ne comporte aucun élément d'organisation, rien qui contrôle la justesse de la répartition. Nous remplacerons facilement la confiscation par la levée d'un impôt *équitable* (ne serait-ce qu'aux taux de « Chingarev »), mais à la condition d'exclure toute possibilité de se dérober au contrôle, de cacher la vérité, de tourner la loi. Or, cette possibilité, *seul* le contrôle ouvrier de l'*Etat ouvrier peut l'écarter*.

La *cartellisation obligatoire*, c'est-à-dire l'association obligatoire en unions placées sous le contrôle de l'Etat, voilà ce que le capitalisme a préparé, ce que l'Etat des hobereaux a réalisé en Allemagne, voilà ce que pourront parfaitement réaliser en Russie les Soviets et la dictature du prolétariat, voilà ce qui *nous donnera* « *un appareil d'Etat* » à la fois universel, tout à fait moderne et sans bureaucratie*.

* *
*

Quatrième argument des avocats de la bourgeoisie : le prolétariat ne pourra pas « faire fonctionner » l'appareil d'Etat. Cet argument n'offre rien de nouveau par rapport au précédent. Naturellement, nous ne pourrions ni assimiler techniquement l'ancien appareil, ni le faire fonctionner. Le nouvel appareil, les Soviets, est *déjà* mis en mouvement par

* Pour plus de détails sur l'importance du groupement syndical obligatoire, voir ma brochure *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer*. (Œuvres, t. 25, Paris-Moscou, pp. 372-375.—*N.R.*)

le « puissant essor créateur des forces populaires ». Il suffit de dégager cet appareil des *entraves* qui lui ont été imposées par la domination des chefs socialistes-révolutionnaires et menchéviks. Cet appareil fonctionne *déjà* ; il suffit de rejeter ce monstrueux attirail petit-bourgeois qui l'empêche d'avancer toujours à pleine vitesse.

Deux circonstances sont ici à considérer pour compléter ce que nous avons dit plus haut : d'abord, les nouveaux moyens de contrôle, créés *non pas* par nous, mais par le capitalisme dans sa phase de guerre impérialiste ; ensuite, l'importance de la pénétration des principes démocratiques dans l'*administration* de l'Etat de type prolétarien.

Le monopole des céréales, la carte de pain n'ont pas été créés par nous, mais par l'Etat capitaliste en guerre. C'est lui qui a d'ores et déjà créé l'obligation générale du travail dans le cadre du capitalisme, — ce qui est un bagne militaire pour les ouvriers. Mais ici encore, comme dans toute son œuvre historique, le prolétariat emprunte ses armes au capitalisme, il ne les « imagine » pas, il ne les « tire pas du néant ».

Le monopole des céréales, la carte de pain, l'obligation générale du travail sont dans les mains de l'Etat prolétarien, dans les mains des Soviets investis de la plénitude du pouvoir, le moyen le plus puissant de comptabilité et de contrôle, un moyen tel que s'il est étendu aux capitalistes et *aux riches en général*, s'il leur est appliqué *par les ouvriers*, il « fera fonctionner » l'appareil d'Etat avec une force inconnue jusqu'ici dans l'histoire et permettra de triompher de la résistance des capitalistes et de les soumettre à l'Etat prolétarien. Ce moyen de contrôle, cette *obligation du travail* sont autrement puissants que les lois de la Convention et que sa guillotine. La guillotine *n'était qu'un* épouvantail qui brisait la résistance *active. Cela ne nous suffit pas.*

Cela ne nous suffit pas. Nous ne devons pas seulement « épouvanter » les capitalistes, c'est-à-dire leur faire sentir la toute-puissance de l'Etat prolétarien et leur faire oublier l'idée d'une résistance active contre lui. Nous devons briser aussi leur résistance *passive*, incontestablement plus dangereuse et plus nuisible encore. Nous ne devons pas seulement briser toute résistance, quelle qu'elle soit. Nous devons encore *obliger les gens à travailler* dans le cadre de la

nouvelle organisation de l'Etat. Il ne suffit pas de « flanquer à la porte » les capitalistes, il faut (après avoir flanqué à la porte les « récalcitrants » bons à rien et incurables) les mettre *au service du nouvel Etat*. Ceci concerne autant que les capitalistes une certaine couche des dirigeants intellectuels bourgeois, des employés, etc.

Et nous avons les moyens de le faire. L'Etat capitaliste en guerre nous a lui-même mis entre les mains les moyens et les armes pour cela. Ces moyens, ce sont le monopole des céréales, la carte de pain, l'obligation générale du travail. « Qui ne travaille pas ne mange pas », telle est la règle fondamentale, la règle première, essentielle que peuvent appliquer et qu'appliqueront les Soviets de députés ouvriers, quand ils accéderont au pouvoir.

Chaque ouvrier a un livret de travail. Ce document ne le dégrade pas, encore qu'*aujourd'hui* ce soit, sans aucun doute, la preuve de l'esclavage salarié capitaliste, l'attestation que le travailleur appartient à tel ou tel parasite.

Les Soviets institueront le livret de travail *pour les riches*, et *ensuite* progressivement pour toute la population (dans un pays agricole, il est vraisemblable que pendant longtemps le livret de travail ne sera pas nécessaire pour l'immense majorité des paysans). Le livret de travail cessera d'être le signe qu'on fait partie de la « plèbe », il cessera d'être l'attribut des classes « inférieures », la preuve de l'esclavage salarié. Il deviendra la preuve que dans la nouvelle société il n'y a plus d'« ouvriers », mais que par contre il n'y a plus personne qui ne soit un *travailleur*.

Les riches devront recevoir un livret de travail du syndicat des ouvriers ou des employés, le plus proche de leur activité ; ils devront recevoir toutes les semaines, ou à tout autre intervalle fixé, de ce syndicat l'attestation qu'ils accomplissent consciencieusement leur travail ; faute de quoi, ils ne pourront pas recevoir leur carte de pain et de produits alimentaires en général. Nous aurons besoin de bons organisateurs du système bancaire, de gens capables de grouper les entreprises (dans ce domaine, les capitalistes ont plus d'expérience et avec des gens expérimentés, le travail marche mieux); il nous faut en nombre toujours plus grand que par le passé des ingénieurs, des agronomes, des techniciens, des spécialistes de tout genre, instruits et

cultivés, dira l'Etat prolétarien. A tous ces travailleurs nous donnerons un travail approprié à leurs forces et à leurs habitudes ; nous n'instituerons vraisemblablement que peu à peu l'égalité des salaires dans toute la mesure du possible, laissant pendant la période transitoire un salaire plus élevé aux spécialistes, mais nous les soumettrons au contrôle total des ouvriers, nous obtiendrons la mise en application complète et sans réserve de la règle : « qui ne travaille pas ne mange pas ». Et nous n'inventons pas une forme d'organisation du travail, nous l'empruntons toute faite au capitalisme : banques, cartels, usines modèles, stations expérimentales, académies, etc. ; il nous suffira d'emprunter les meilleurs types d'organisation à l'expérience des pays avancés.

Et, naturellement, nous ne tomberons pas le moins du monde dans l'utopie, nous n'abandonnerons pas le terrain du calcul le plus sensé et le plus pratique, si nous disons : la classe capitaliste dans son ensemble opposera la résistance la plus acharnée, mais l'organisation de la population tout entière dans les Soviets brisera cette résistance, et il faudra, cela va de soi, punir par la confiscation de tous leurs biens et par la prison les capitalistes particulièrement obstinés et récalcitrants ; mais en revanche la victoire du prolétariat *augmentera* le nombre des exemples pareils à celui que je lis aujourd'hui dans les *Izvestia* :

« Le 26 septembre, deux ingénieurs se sont présentés au Conseil central des comités d'usine et ont déclaré qu'un groupe d'ingénieurs a décidé de former une association d'ingénieurs socialistes. Considérant que le moment présent marque en fait le début de la révolution sociale, l'association se met à la disposition des masses ouvrières et, désireuse de soutenir les intérêts des ouvriers, entend agir en complète union avec les organisations ouvrières. Les représentants du Conseil central des comités d'usine ont répondu que le Conseil formera volontiers au sein de son organisation une section d'ingénieurs qui fera entrer dans son programme les thèses fondamentales de la 1re Conférence des comités d'usine relatives au contrôle ouvrier de la production. Dans les jours prochains, se tiendra une séance commune des délégués du Conseil central des comités d'usine et du groupe d'initiative des ingénieurs socialistes ». (*Izvestia du Comité exécutif central*, 27 septembre 1917.)

* *
*

Le prolétariat ne pourra pas, nous dit-on, faire fonctionner l'appareil d'Etat.

La Russie a été dirigée, depuis la révolution de 1905, par 130 000 propriétaires fonciers, qui ont usé de violences incessantes contre 150 millions d'hommes, et leur ont imposé des vexations sans bornes ; l'énorme majorité de ces hommes, contraints de travailler comme des galériens, étaient réduits à un régime de famine.

Et les 240 000 membres du Parti bolchévik ne pourront, prétend-on, diriger la Russie, la diriger dans l'intérêt des pauvres et contre les riches. Ces 240 000 hommes ont dès maintenant l'appui apporté par les suffrages d'un million d'adultes pour le moins ; car tel est bien le rapport numérique entre les effectifs d'un parti et les suffrages qu'il recueille, d'après l'expérience de l'Europe et celle de la Russie, ne fût-ce, par exemple, qu'aux élections d'août à la Douma de Pétrograd. Nous avons donc déjà un « appareil d'Etat » d'*un million d'hommes* dévoués à l'Etat socialiste par conviction et non pas pour recevoir le 20 du mois la forte somme.

Bien plus, nous avons un « moyen merveilleux » pour *décupler* tout de suite, d'un seul coup, notre appareil d'Etat, moyen dont jamais n'a disposé aucun Etat capitaliste et dont il ne peut pas disposer. Ce moyen merveilleux, c'est l'accession des travailleurs, l'accession des classes pauvres au travail quotidien de la gestion de l'Etat.

Pour montrer combien il est facile d'appliquer ce moyen merveilleux, combien son action est infaillible, prenons l'exemple le plus simple et le plus concret possible.

L'Etat doit par la contrainte expulser d'un appartement telle famille pour en installer une autre. C'est ce que fait constamment l'Etat capitaliste, c'est ce que fera aussi notre Etat prolétarien ou socialiste.

L'Etat capitaliste expulse une famille d'ouvriers qui a perdu le chef de la famille et ne paie pas son loyer. L'huissier apparaît flanqué d'un commissaire de police, de tout un peloton d'agents. Dans un quartier ouvrier, pour procéder à une expulsion, il faut un détachement de cosaques. Pourquoi ? Parce que l'huissier et le « commissaire » refusent de s'y rendre sans une très forte protection armée. Ils savent que le spectacle de l'expulsion provoque une telle fureur

parmi toute la population voisine, provoque chez des milliers et des milliers de gens à peu près réduits au désespoir une telle haine des capitalistes et de l'Etat capitaliste, qu'ils risquent, eux et leurs agents, d'être à tout instant écharpés par la foule. Il faut de grandes forces militaires, il faut amener dans une grande ville plusieurs régiments recrutés absolument dans une région éloignée, afin que les soldats soient étrangers à la vie des classes pauvres de la ville, afin que les soldats ne puissent être atteints par la « contagion » du socialisme.

L'Etat prolétarien doit installer de force une famille extrêmement nécessiteuse dans l'appartement d'un riche. Notre détachement de milice ouvrière se compose, par exemple, de 15 hommes : deux matelots, deux soldats, deux ouvriers conscients (à supposer que l'un des deux seulement soit membre de notre parti ou sympathisant), puis d'un intellectuel et de 8 personnes appartenant à la catégorie des travailleurs pauvres (dont au moins 5 femmes, femmes de ménage, ouvriers non qualifiés, etc.). Notre détachement se présente chez le riche, visite l'appartement, y trouve cinq pièces pour deux hommes et deux femmes. « Vous vous serrerez dans deux pièces, citoyens, pour cet hiver et vous en aménagerez deux pour qu'on y installe deux familles qui habitent dans des sous-sols. En attendant que nous ayons construit, avec le concours d'ingénieurs (vous êtes ingénieur, je crois ?) des appartements convenables pour tous, il faudra absolument que vous vous serriez un peu. Votre téléphone servira à dix ménages. Cela économisera 100 heures de travail, de courses dans les boutiques, etc. En outre, il y a dans votre famille deux personnes sans profession à peu près inoccupées, mais capables d'exécuter un travail facile, une citoyenne de 55 ans et un citoyen de 14 ans. Ils seront de service 3 heures par jour pour veiller à la juste répartition des produits alimentaires entre les 10 familles et pour tenir les écritures nécessaires. Le citoyen étudiant qui se trouve dans notre détachement, va vous copier à deux exemplaires le texte de cet ordre du gouvernement et vous aurez l'obligeance de nous remettre un reçu par lequel vous vous engagerez à l'exécuter ponctuellement.»

Telles pourraient être, à mon avis, illustrées par des exemples concrets, les différences entre l'ancien appareil

d'Etat et l'ancien Etat bourgeois et le nouvel appareil d'Etat et le nouvel Etat socialistes.

Nous ne sommes pas des utopistes. Nous savons que le premier manœuvre ou la première cuisinière venus ne sont pas sur-le-champ capables de participer à la gestion de l'Etat. Sur ce point, nous sommes d'accord et avec les cadets et avec Brechkovskaïa, et avec Tsérétéli. Mais ce qui nous distingue de ces citoyens, c'est que nous exigeons la rupture immédiate avec le préjugé selon lequel seuls seraient en état de gérer l'Etat, d'accomplir le travail courant, quotidien de direction les fonctionnaires riches ou issus de familles riches. Nous exigeons que l'*apprentissage* en matière de gestion de l'Etat soit fait par les ouvriers conscients et les soldats, et que l'on commence sans tarder, c'est-à-dire qu'on *commence* sans tarder à faire participer à cet apprentissage tous les travailleurs, tous les citoyens pauvres.

Nous savons que les cadets sont eux aussi d'accord pour apprendre au peuple les principes de la démocratie. Les dames du parti cadet sont d'accord pour faire, d'après les meilleures sources anglaises et françaises, des conférences à leurs bonnes sur l'égalité juridique de la femme. Au prochain concert-meeting, devant des milliers de gens, on organisera aussi sur l'estrade une embrassade générale : la conférencière du parti cadet embrassera Brechkovskaïa, Brechkovskaïa embrassera l'ancien ministre Tsérétéli, et le peuple reconnaissant apprendra ainsi concrètement ce que sont l'égalité, la liberté et la fraternité républicaines...

Oui, nous le reconnaissons, les cadets, Brechkovskaïa, Tsérétéli sont, à leur manière, dévoués à la démocratie et en diffusent les principes parmi le peuple. Mais qu'y faire, si nous avons une idée quelque peu différente de la démocratie ?

A notre avis, pour alléger les charges incroyables de la guerre et les calamités qu'elle entraîne, ainsi que pour guérir les horribles blessures qu'elle a causées au peuple, il faut une démocratie *révolutionnaire*, il faut des mesures *révolutionnaires*, précisément comme celle que je viens de décrire à propos de la distribution des logements dans l'intérêt des pauvres. *C'est exactement ainsi* qu'il faut agir et à la ville et à la campagne pour les denrées alimentaires, les vêtements, les chaussures, etc., pour la terre à la campagne, etc. Pour diriger l'Etat dans *cet* esprit, nous pouvons

recruter d'un seul coup un appareil d'*Etat* d'une dizaine, sinon d'une vingtaine de millions d'hommes, un appareil d'Etat sans exemple dans aucun Etat capitaliste. Cet appareil, nous seuls pouvons le créer, car nous sommes assurés de la sympathie la plus complète et la plus dévouée de l'immense majorité de la population. Cet appareil, nous seuls pouvons le créer, car nous avons des ouvriers conscients, disciplinés par un long « apprentissage » capitaliste (ce n'est pas pour rien que nous avons été à l'école du capitalisme), qui sont *en mesure* de créer une milice ouvrière, de la développer *progressivement* (mais sans tarder), d'en faire une milice *nationale*. Les ouvriers conscients doivent assumer la direction, mais ils peuvent amener à la direction de l'Etat les masses vraiment profondes d'ouvriers et d'opprimés.

Il va de soi que les erreurs sont inévitables quand ce nouvel appareil fera ses premiers pas. Mais les paysans n'ont-ils pas commis de fautes, quand ils sont passés du servage à la liberté et qu'ils ont commencé à gérer eux-mêmes leurs affaires ? Peut-il exister une autre voie pour apprendre au peuple à se diriger lui-même, pour lui éviter les fautes, que la voie de la pratique, que la mise en œuvre immédiate de la véritable administration du peuple par lui-même ? L'essentiel aujourd'hui, c'est de rompre avec le préjugé des intellectuels bourgeois d'après lequel seuls des fonctionnaires spéciaux, qui dépendent entièrement du capital par toute leur position sociale, peuvent diriger l'Etat. L'essentiel, c'est de mettre fin à un état de choses où les bourgeois, les fonctionnaires, les ministres « socialistes » s'efforcent de gérer l'Etat comme par le passé sans y parvenir et aboutissent après sept mois à un soulèvement paysan dans un pays agricole !! L'essentiel, c'est d'inspirer aux opprimés et aux travailleurs la confiance dans leur propre force, de leur montrer par la pratique qu'ils peuvent et doivent entreprendre eux-mêmes la répartition *équitable*, strictement réglementée, organisée du pain, de toutes les denrées alimentaires, du lait, des vêtements, des logements, etc., *dans l'intérêt des classes pauvres*. Sans cela, la Russie *ne* sera sauvée *ni* de la faillite, *ni* de la destruction ; alors que si en tous lieux on remet consciencieusement, hardiment l'administration aux mains des prolétaires et des semi-prolétaires,

cela suscitera dans les masses un si grand enthousiasme révolutionnaire dont l'histoire n'a pas d'exemple ; cela accroîtra dans de telles proportions les forces du peuple dans la lutte contre les fléaux que beaucoup de choses qui paraissent impossibles à nos forces restreintes, vieillies, bureaucratiques, deviendront réalisables pour les forces d'une masse de plusieurs millions qui *se mettra à travailler pour elle-même*, et non pas pour le capitaliste, pas pour le fils à papa, pas pour le fonctionnaire, pas sous la trique.

* *
*

A la question de l'appareil d'Etat se rattache aussi la question de la centralisation que le camarade Bazarov a soulevée avec tant d'énergie et tant d'insuccès, dans le n° 138 de la *Novaïa Jizn* du 27 septembre, dans son article : « Les bolchéviks et le problème du pouvoir ».

Voici comment raisonne le camarade Bazarov : « Les Soviets ne constituent pas un appareil adapté à tous les domaines de la vie de l'Etat », car, dit-il, une expérience de sept mois a montré, « des dizaines et des centaines de documents qui se trouvent à la Section économique du Comité exécutif de Pétrograd » ont confirmé que les Soviets, bien que disposant pratiquement en maints endroits de « la plénitude du pouvoir », « n'ont pas pu obtenir de résultats tant soit peu satisfaisants dans le domaine de la lutte contre la désorganisation ». Il faut un appareil « divisé par branches de production, rigoureusement centralisé à l'intérieur de ces branches et subordonné à un centre national unique ». « Il s'agit, voyez-vous, non pas de remplacer l'ancien appareil, mais seulement de le réformer... quelles que soient les railleries des bolchéviks à l'adresse des hommes qui ont un plan... »

Tous ces raisonnements du camarade Bazarov sont d'une faiblesse stupéfiante : ils sont calqués sur les raisonnements de la bourgeoisie dont ils reflètent le point de vue de classe.

En effet, il est tout bonnement ridicule (à moins qu'on ne veuille répéter les mensonges de classe, les mensonges intéressés des capitalistes) de prétendre que les Soviets aient jamais disposé en Russie où que ce soit et à quelque moment que ce soit, de la « plénitude du pouvoir ». La

plénitude du pouvoir exige le pouvoir sur toute la terre, sur toutes les banques, sur toutes les usines. Un homme tant soit peu au courant de l'expérience de l'histoire et des données de la science sur la liaison entre la politique et l'économie, ne saurait « oublier » ce « petit » détail.

La duplicité de la bourgeoisie consiste à *ne pas* donner le pouvoir aux Soviets, à *saboter* chacune des mesures sérieuses qu'ils prennent, à conserver le gouvernement entre ses mains, à conserver sa mainmise sur la terre, les banques, etc., tout en faisant retomber la responsabilité de la désorganisation sur les Soviets ! ! C'est là encore toute la triste expérience de la coalition.

Les Soviets n'ont jamais disposé de la plénitude du pouvoir, et leurs mesures n'ont été que des palliatifs, elles n'ont servi qu'à aggraver la confusion.

Vouloir prouver aux bolchéviks, centralistes par conviction, par leur programme et par la tactique de tout le parti, la nécessité de la centralisation, c'est vraiment enfoncer une porte ouverte. Si les hommes de la *Novaïa Jizn* s'occupent à ces billevesées, c'est uniquement parce qu'ils n'ont pas du tout compris le sens et la portée de nos railleries sur leur point de vue « national ». Et cela, les gens de la *Novaïa Jizn* ne l'ont pas compris parce qu'ils ne reconnaissent l'enseignement de la lutte des classes que *du bout des lèvres*, et non pas en pensée. En répétant des phrases apprises sur la lutte des classes, ils se laissent égarer à chaque instant par leur « point de vue », risible sur le plan théorique et réactionnaire sur le plan pratique, qui les place « au-dessus des classes » et leur fait appeler « intérêt national » leur servilité à l'égard de la bourgeoisie.

L'Etat, bonnes gens, est une conception de classe. L'Etat est un instrument ou une machine d'oppression d'une classe par une autre. Tant qu'il est la machine qui sert à la bourgeoisie à opprimer le prolétariat, le mot d'ordre du prolétariat ne peut être que la *destruction* de cet Etat. Et quand l'Etat sera prolétarien, quand il sera un instrument d'oppression de la bourgeoisie par le prolétariat, alors nous serons partisans d'un pouvoir fort et de la centralisation.

Pour parler en termes plus explicites : ce n'est pas des « plans » que nous rions, mais de l'incapacité de Bazarov et consorts à comprendre que, en niant le « contrôle ouvrier »,

en niant la « dictature du prolétariat », ils *soutiennent* la dictature de la bourgeoisie. Il n'y a pas de moyen terme, le moyen terme est un rêve creux de démocrate petit-bourgeois.

Aucun organisme du Parti, aucun bolchévik ne s'est jamais opposé à la « *centralisation* » des Soviets. Nul parmi nous ne soulève d'objections contre les comités d'usine par branches de production et contre leur centralisation. Les coups de Bazarov portent *à faux*.

Nous raillons, nous avons raillé et nous raillerons non pas la « centralisation », non pas les « plans », mais le *réformisme*. Car votre réformisme est doublement risible après l'expérience de la coalition. Parler « non pas de remplacer l'appareil, mais de le réformer », c'est être réformiste, c'est devenir un démocrate réformiste et non révolutionnaire. Le réformisme ne consiste qu'à accepter les concessions de la part de la classe dirigeante *sans* la renverser, concessions qui lui permettent de garder le pouvoir *pour elle*.

C'est précisément la politique qui a été expérimentée pendant six mois de coalition.

Voilà de quoi nous nous moquons. Bazarov, qui n'a pas réfléchi à la doctrine de la lutte de classe, se laisse prendre au piège par la bourgeoisie qui chante en chœur : « Voilà, voilà justement, nous ne sommes pas contre une réforme, nous sommes pour la participation des ouvriers au contrôle de l'Etat, nous sommes entièrement d'accord », et le brave Bazarov joue *objectivement* le rôle de sous-fifre des capitalistes.

Il en a toujours été ainsi, il en sera toujours ainsi des hommes qui, en période de lutte de classe aiguë, s'efforcent de se tenir dans un « juste milieu ». Et c'est précisément parce que les hommes de la *Novaïa Jizn* sont incapables de comprendre la lutte des classes que leur politique est une oscillation perpétuelle et ridicule entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Mettez-vous donc à faire des « plans », chers citoyens; ce n'est ni de la politique, ni de la lutte de classe ; ici, vous pouvez être utiles au peuple. Vous avez à votre journal une foule d'économistes. Unissez-vous aux ingénieurs, etc., qui sont disposés à étudier les problèmes de réglementation

et de répartition de la production, consacrez une feuille supplémentaire de votre grande « machine » (votre journal) à l'étude pratique de données précises sur la production et sur la répartition des produits en Russie, sur les banques et les cartels, etc., etc. Voilà comment vous vous rendrez utiles au peuple, voilà le domaine où votre position entre deux chaises ne pourra pas être trop nuisible, voilà le travail en matière de « plan » qui suscitera non pas les railleries des ouvriers, mais leur reconnaissance.

Voilà comment procédera le prolétariat victorieux : il placera les économistes, les ingénieurs, les agronomes, etc., *sous le contrôle* des organisations ouvrières en vue d'élaborer un « plan », de le vérifier, de rechercher les moyens d'économiser le travail par la centralisation, de trouver les mesures et les moyens de contrôle les plus simples, les moins chers, les plus pratiqus et les plus généraux. Nous donnerons de bons salaires aux économistes, aux statisticiens, aux techniciens pour ce travail, mais... nous ne leur donnerons rien à manger s'ils n'exécutent pas ce travail consciencieusement et entièrement *dans l'intérêt des travailleurs.*

Nous sommes partisans de la centralisation et du « plan », mais de la centralisation et du plan de l'Etat *prolétarien*, de la réglementation prolétarienne de la production et de sa répartition dans l'intérêt des pauvres, des travailleurs, des exploités, *contre* les exploiteurs. Sous le mot « de l'Etat », nous sommes d'accord pour entendre seulement ce qui brise la résistance des capitalistes, ce qui donne la plénitude du pouvoir à la majorité du peuple, c'est-à-dire aux prolétaires et aux semi-prolétaires, aux ouvriers et aux paysans pauvres.

* *
*

Le cinquième argument consiste à dire que les bolchéviks ne garderont pas le pouvoir, car « la situation est exceptionnellement complexe »...

Oh, les sages ! Ils sont disposés peut-être à se réconcilier avec la révolution, pourvu qu'il n'y ait pas de « situation exceptionnellement complexe ».

Il n'existe pas de ces révolutions et il n'y a que lamentations réactionnaires d'intellectuels bourgeois dan les soupirs de ceux qui aspirent à une telle révolution. Même

si une révolution commence dans des conditions en apparence peu compliquées, elle suscite *toujours* au cours de son développement des circonstances *exceptionnellement* complexes. Car une révolution vraiment profonde, « populaire », selon l'expression de Marx [56], est un processus incroyablement complexe et douloureux ; c'est l'agonie d'un vieux régime social et la naissance d'un nouveau ; des dizaines de millions d'hommes naissent d'une vie nouvelle. La révolution, c'est la lutte de classe, la guerre civile, la plus âpre, la plus furieuse, la plus désespérée. Il n'est pas dans l'histoire de grande révolution qui ait pu se faire sans guerre civile. Et penser que la guerre civile se conçoit en dehors d'une « situation exceptionnellement complexe », c'est ce que seuls des hommes qui vivent dans leur coquille peuvent faire.

Sans situation exceptionnellement complexe, il n'y aurait pas de révolution. Qui craint les loups n'aille point en forêt.

Dans ce cinquième argument il n'y a rien à examiner, puisqu'il ne renferme nulle idée, ni économique, ni politique, ni d'aucune autre sorte. On n'y trouve que les lamentations d'hommes que la révolution attriste et terrifie. Pour caractériser ces lamentations, je me permettrai d'évoquer deux petits souvenirs personnels.

Une conversation avec un riche ingénieur peu de temps avant les journées de juillet. Cet ingénieur avait été à un moment donné un révolutionnaire ; il avait été membre du parti social-démocrate et même du Parti bolchévik. Aujourd'hui, il n'est plus que terreur, que haine contre les ouvriers déchaînés et indomptables. Si encore, dit-il (lui qui est un homme cultivé, qui a été à l'étranger), c'étaient des ouvriers comme le sont les ouvriers allemands ; je comprends, certes, qu'en général la révolution sociale est inévitable ; mais chez nous, avec l'abaissement du niveau des ouvriers que la guerre a causé... ce n'est pas une révolution, c'est un abîme.

Il serait prêt à reconnaître la révolution sociale, si l'histoire y conduisait avec autant de calme, de tranquillité, de régularité, d'exactitude, qu'un express allemand entre en gare. Très digne, le conducteur ouvre les portières des wagons et annonce « Terminus: Révolution sociale. Alle aussteigen (tout le monde descend) ! » Alors pourquoi ne

passerait-il pas de la situation d'ingénieur sous le règne des Tit Titytch à la situation d'ingénieur sous le règne des organisations ouvrières.

Cet homme a vu des grèves. Il sait quelle tempête de passions déchaîne toujours, même dans les périodes les plus calmes, la plus ordinaire des grèves. Il comprend, bien sûr, combien de millions de fois plus forte cette tempête doit être, quand la lutte de classe a soulevé *tous* les travailleurs d'un immense pays, quand la guerre et l'exploitation ont conduit au bord du désespoir des millions d'hommes que les propriétaires faisaient souffrir depuis des siècles, que les capitalistes et les fonctionnaires du tsar dépouillaient et brimaient depuis des dizaines d'années. Tout cela il le comprend « en théorie », il ne le reconnaît que *du bout des lèvres*, il est simplement épouvanté par la « situation exceptionnellement complexe ».

Après les journées de juillet, je dus grâce à la sollicitude spécialement attentive dont m'honorait le gouvernement Kérenski, passer dans la clandestinité. Nous autres, c'étaient naturellement les ouvriers qui nous cachaient. Dans un lointain faubourg ouvrier de Pétrograd, dans un petit logement ouvrier, on sert le repas. L'hôtesse apporte le pain. Le maître de maison dit : « Regarde un peu, quel beau pain. « Ils » n'osent pas maintenant, pour sûr, nous donner de mauvais pain. Nous ne pensions plus qu'on pouvait donner de bon pain à Pétrograd. »

Je fus frappé de cette appréciation de classe portée sur les journées de juillet. Ma pensée tournait autour de leur portée politique, pesait leur rôle dans la marche générale des événements, cherchait à démêler de quelle situation était sorti ce zigzag de l'histoire, quelle situation il créerait, dans quel sens nous devrions modifier nos mots d'ordre et l'appareil de notre parti pour l'adapter à la situation nouvelle. Moi qui n'avais pas connu le besoin, je ne pensais pas au pain. Le pain était pour moi quelque chose qui allait de soi, une sorte de produit auxiliaire du travail du publiciste. La pensée n'arrive au fondement de tout, à la lutte de classe pour le pain, que par l'analyse politique, par une voie extraordinairement difficile et embrouillée.

Mais le représentant de la classe opprimée, quoique au nombre des ouvriers bien payés et cultivés, prend immédia-

tement le taureau par les cornes, avec cette simplicité, cette franchise étonnantes, cette ferme résolution, cette netteté de vue incroyable, dont nous sommes, nous intellectuels, aussi éloignés que des étoiles du ciel. Le monde entier se divise en deux camps : « nous », les travailleurs, et « eux », les exploiteurs. Pas l'ombre de perplexité sur ce qui s'est passé : ce n'est qu'une des batailles dans la longue lutte entre le travail et le capital. On ne fait pas d'omelette sans casser les œufs.

« Combien douloureuse cette « situation exceptionnellement complexe » de la révolution », tels sont la pensée et le sentiment de l'intellectuel bourgeois.

« Nous « les » tenons de près, « ils » n'oseront plus plastronner, comme par le passé. Encore un petit effort, et nous les faisons toucher les épaules », telle est la manière de penser et de sentir de l'ouvrier.

* *
*

Sixième et dernier argument : le prolétariat « ne sera pas en mesure de résister à la poussée des forces hostiles qui balaiera non seulement la dictature du prolétariat, mais, par surcroît, la révolution ».

Ne cherchez pas à nous faire peur, messieurs, vous ne nous effrayerez pas. Nous les avons vues ces forces hostiles et leur poussée au cours de l'aventure Kornilov (dont le régime Kérenski ne se distingue en rien). Nous avons vu le prolétariat et les paysans pauvres balayer Kornilov et les siens, nous avons vu à quelle pitoyable situation, à quelle impuissance se sont trouvés réduits les partisans de la bourgeoisie et les quelques représentants locaux des petits propriétaires particulièrement aisés et particulièrement « hostiles » à la révolution, tout cela nous l'avons vu, tout cela le peuple s'en souvient. Dans son numéro du 30 septembre, le *Diélo Naroda*, s'efforçant de persuader les ouvriers de prendre en patience le régime Kérenski (c'est-à-dire le régime Kornilov) et la Douma de Tsérétéli, imitation de celle de Boulyguine, jusqu'à l'Assemblée constituante (convoquée sous la protection de « mesures militaires » prises contre le soulèvement paysan !), le *Diélo Naroda* s'exalte à

répéter précisément le sixième argument de la *Novaïa Jizn* et crie à s'érailler la voix : « le gouvernement Kérenski ne se soumettra en aucun cas » (au pouvoir des Soviets, au pouvoir des ouvriers et des paysans, pouvoir que le *Diélo Naroda*, pour ne pas être en reste avec les fauteurs de pogroms, les antisémites, les monarchistes et les cadets appelle le pouvoir « de Trotski et de Lénine » : voilà où en arrivent les socialistes-révolutionnaires ! !).

Mais ni la *Novaïa Jizn*, ni le *Diélo Naroda* ne feront peur aux ouvriers conscients. « Le gouvernement Kérenski, dites-vous, ne se soumettra en aucun cas », autrement dit, il répétera l'expérience Kornilov, pour parler plus simplement, plus franchement, plus clairement. Et ces messieurs du *Diélo Naroda* osent dire que ce serait la « guerre civile », que c'est une « perspective effroyable » !

Non, messieurs, vous ne tromperez pas les ouvriers. Ce ne sera pas une guerre civile, mais la mutinerie désespérée d'une poignée de korniloviens : peut-être désirent-ils « ne pas se soumettre » au peuple et l'inciter à tout prix à répéter sur une grande échelle ce qui s'est produit à Vyborg vis-à-vis des korniloviens ; *si* les socialistes-révolutionnaires en ont le *désir*, si Kérenski, membre du parti socialiste-révolutionnaire, en a le désir, il peut réduire le peuple à l'exaspération. Quant aux ouvriers et aux soldats, messieurs, ce n'est pas ainsi que vous leur ferez peur.

Quelle impudence ! Ils ont fabriqué une nouvelle Douma Boulyguine; par la fraude ils ont appelé à leur aide des coopérateurs réactionnaires, des koulaks, ils leur ont adjoint des capitalistes et des propriétaires fonciers (dénommés éléments censitaires), et ils veulent avec cette bande de korniloviens *faire échec à la volonté du peuple*, à la volonté des ouvriers et des paysans.

Dans ce pays rural, ils ont tant fait que partout s'étale, pareille à un large fleuve, le soulèvement paysan ! Pensez-y : dans une république démocratique qui compte 80% de paysans, on en est venu à un soulèvement paysan... Et ce même *Diélo Naroda*, journal de Tchernov, organe du parti des « socialistes-révolutionnaires », qui, le 30 septembre, a le front de conseiller aux ouvriers et aux paysans de « patienter », se voit obligé d'avouer dans l'éditorial du 29 septembre :

« *Presque rien* n'a été fait jusqu'ici pour mettre fin au régime d'*asservissement* qui *règne* encore dans les campagnes, surtout en Russie centrale. »

C'est ce même *Diélo Naroda* qui, dans ce même éditorial du 29 septembre, déclare que « la poigne de Stolypine se fait encore fortement sentir » dans les procédés des « ministres révolutionnaires » ; en d'autres termes, s'exprimant plus clairement et plus simplement, il qualifie Kérenski, Nikitine, Kichkine et consorts de *stolypiniens*.

Les « stolypiniens » Kérenski et consorts ont amené les paysans à se soulever, ils prennent maintenant des « mesures militaires » contre les paysans, ils cherchent à rassurer le peuple par la promesse d'une Assemblée constituante (encore que Kérenski et Tsérétéli aient déjà une fois *trompé* le peuple, en déclarant solennellement le 8 juillet que l'Assemblée constituante serait convoquée à la date fixée, le 17 septembre, et *en manquant* ensuite *à leur parole* et en ajournant l'Assemblée constituante, au mépris des conseils du *menchévik Dan* lui-même, non pas à la fin d'octobre, comme le voulait le Comité exécutif central menchévik d'alors, mais à la fin de novembre). Les « stolypiniens » Kérenski et consorts rassurent le peuple en lui parlant de la convocation prochaine de l'Assemblée constituante, comme si le peuple pouvait croire ceux qui lui ont menti dans des circonstances analogues, comme si le peuple pouvait croire à la convocation *régulière* de l'Assemblée constituante par le gouvernement qui prend des *mesures militaires* dans les campagnes les plus reculées, qui de tout évidence *couvre* les arrestations arbitraires de paysans conscients et le *truquage* des élections.

Amener les paysans à se soulever et avoir le front de leur dire : « il faut « prendre patience », il faut attendre, il faut faire confiance au gouvernement qui par des « mesures militaires » pacifie les paysans qui se soulèvent ! »

En arriver à mener à la mort des centaines de milliers de soldats russes lors de l'offensive qui a suivi le 19 juin, à la prolongation de la guerre, au soulèvement des matelots allemands qui jettent leurs chefs par-dessus bord ; palabrer sans fin sur la paix *sans proposer* une paix équitable à *tous* les belligérants, avoir le front de dire aux ouvriers et aux paysans, de dire aux soldats qui meurent : « Il faut pren-

dre patience », faites confiance au gouvernement du « stolypinien » Kérenski, faites confiance un mois encore aux généraux de Kornilov, peut-être pendant ce mois-là enverront-ils encore quelques dizaines de milliers de soldats à l'abattoir... « Il faut prendre patience. »

N'est-ce pas le comble de l'impudence ? ?

Non, messieurs les socialistes-révolutionnaires, collègues politiques de Kérenski, vous ne tromperez pas les soldats !

Les ouvriers et les soldats ne supporteront pas un jour, pas une heure *de trop* le gouvernement Kérenski, car ils savent que le gouvernement des *Soviets* offrira *immédiatement* à tous les belligérants une paix équitable, ce qui *selon toute vraisemblance* amènera un armistice immédiat et une paix rapide.

Les soldats de notre armée paysanne ne supporteront pas un jour, pas une heure *de trop* que le gouvernement Kérenski, qui pacifie par des *mesures militaires* le soulèvement paysan, reste au pouvoir contre la volonté des Soviets.

Non, messieurs les socialistes-révolutionnaires, collègues politiques de Kérenski, vous ne tromperez plus les ouvriers et les paysans.

* *
*

A propos de la poussée des forces hostiles qui, ainsi que l'assure la *Novaïa Jizn* mortellement effrayée, balaiera la dictature du prolétariat, il y a encore une erreur logique et politique monstrueuse que seuls ne peuvent pas voir ceux qui se sont laissé effrayer au point de perdre la tête.

« La poussée des forces hostiles balaiera la dictature du prolétariat », dites-vous. Fort bien. Mais, voyons, vous êtes tous des économistes et des gens instruits, chers concitoyens. Vous savez tous qu'opposer la démocratie à la bourgeoisie est une absurdité, une ignorance, que cela revient à opposer des pouds et des archines. Car il existe une bourgeoisie démocratique et des couches non démocratiques de la petite bourgeoisie (capables d'une Vendée).

Les « forces hostiles », c'est une formule. Du point de vue de classe, il y a la *bourgeoisie* (que soutiennent d'ailleurs les propriétaires fonciers).

Bourgeoisie et propriétaires fonciers, prolétariat, petite bourgeoisie et petits propriétaires, surtout paysannerie, voilà les trois « forces » fondamentales entre lesquelles se partage la Russie, comme *tout* pays capitaliste. Voilà les trois « forces » fondamentales dont l'existence, dans tous les pays capitalistes (y compris la Russie), a été démontrée non seulement par l'analyse économique scientifique, mais encore par l'*expérience politique* de l'histoire moderne de *tous* les pays, par l'expérience de *toutes* les révolutions depuis le XVIIIe siècle en Europe, par l'expérience des *deux* révolutions russes de 1905 et 1917.

Vous menacez donc les prolétaires en déclarant que la poussée de la bourgeoisie balaiera leur pouvoir ? C'est à cela et à cela seulement que se réduit votre menace ; elle ne contient rien de plus.

Parfait. Si, par exemple, la bourgeoisie peut balayer le pouvoir des ouvriers et des paysans pauvres, il ne reste pas d'autre issue que la « coalition », c'est-à-dire l'alliance ou l'accord des petits bourgeois avec la bourgeoisie. On ne peut rien imaginer d'autre ! !

Or la coalition, mise à l'épreuve depuis six mois, a fait faillite, et vous-mêmes, très chers citoyens de la *Novaïa Jizn* qui ne savez pas penser, vous avez *renoncé* à la coalition.

Où en sommes-nous donc ?

Vous vous êtes si bien empêtrés, citoyens de la *Novaïa Jizn*, vous vous êtes si bien laissé terrifier, que dans les raisonnements les plus simples, quand *il s'agit de compter, non pas même jusqu'à cinq, mais seulement jusqu'à trois*, vous n'êtes pas capables d'arriver au bout de l'opération.

Ou tout le pouvoir à la bourgeoisie — mais cela il y a longtemps que vous ne le soutenez plus ; la bourgeoisie elle-même n'ose souffler mot là-dessus, sachant que dès les 20-21 avril, d'un seul mouvement d'épaule le peuple a jeté bas ce pouvoir et qu'il le rejettera maintenant avec une décision beaucoup plus implacable. Ou le pouvoir à la petite bourgeoisie, c'est-à-dire à la coalition (l'alliance, l'accord) de celle-ci avec la bourgeoisie, car la petite bourgeoisie ne veut pas et *ne peut pas* prendre toute seule, de son propre chef, le pouvoir, ainsi que l'a prouvé l'expérience de toutes les révolutions, comme le prouve aussi la science

économique, qui explique que dans un pays capitaliste on peut être pour le capital, on peut être pour le travail, mais qu'on ne peut se maintenir entre les deux. Cette coalition a tenté depuis six mois en Russie tous les moyens, et elle a essuyé un échec.

Ou, enfin, tout le pouvoir aux prolétaires et aux paysans pauvres, contre la bourgeoisie, pour briser sa résistance. C'est ce qu'on n'a pas encore essayé ; et c'est ce que vous, messieurs de la *Novaïa Jizn*, vous *déconseillez* au peuple, en cherchant à lui communiquer la frayeur que vous inspire à vous-mêmes la bourgeoisie.

On ne peut pas imaginer une quatrième voie.

Donc, si la *Novaïa Jizn* redoute la dictature du prolétariat et y renonce par crainte d'une défaite soi-disant possible que la bourgeoisie infligerait au pouvoir prolétarien, cela équivaut à un *retour voilé* à l'*accord* avec les capitalistes ! ! ! Il est clair comme le jour que celui qui redoute la résistance des capitalistes, celui qui ne croit pas possible de briser cette résistance, celui qui enseigne au peuple : « Craignez la résistance des capitalistes, vous n'en viendrez pas à bout », celui-là l'invite *par là-même*, à s'entendre à nouveau avec les capitalistes.

La *Novaïa Jizn* s'est empêtrée, impuissante et lamentable, comme s'empêtrent aujourd'hui tous les démocrates petits-bourgeois qui voient la faillite de la coalition, qui n'osent pas la défendre ouvertement et qui, soutenus en même temps par la bourgeoisie, redoutent la souveraineté des prolétaires et des paysans pauvres.

* *
*

Redouter la résistance des capitalistes et se dire en même temps révolutionnaire, vouloir compter parmi les socialistes, quelle turpitude ! Quelle déchéance idéologique du socialisme mondial corrompu par l'opportunisme a-t-il fallu pour que de telles voix *puissent* se faire entendre !

La force de résistance des capitalistes, nous l'avons déjà vue, le peuple tout entier l'a vue, car les capitalistes étaient plus conscients que les autres classes et ils ont tout de suite compris l'importance des Soviets, ils ont tout de suite bandé *toutes leurs forces* à l'extrême, ils ont mis en jeu

toutes leurs batteries, sans retenue, ils ont eu recours à des procédés inouïs, mensonge, calomnie, conspirations militaires, *pour faire sauter les Soviets*, pour les réduire à néant, pour les prostituer (avec l'aide des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires), pour les transformer en parlotes, pour lasser les paysans et les ouvriers par des mois et des mois de belles paroles vides en jouant à la révolution.

Mais la force de résistance des prolétaires et des paysans pauvres, *nous ne l'avons pas encore vue*, car cette force n'apparaîtra dans toute son ampleur que lorsque le pouvoir sera aux mains du prolétariat, lorsque des dizaines de millions d'hommes, écrasés par la misère et par l'esclavage capitaliste, verront à l'expérience, *sentiront* que le pouvoir dans l'Etat est exercé par les classes opprimées, que le pouvoir aide la classe pauvre à lutter contre les propriétaires fonciers et les capitalistes, qu'il *brise* leur résistance. Alors *seulement* nous pourrons voir quelles forces encore intactes de résistance aux capitalistes dorment chez le peuple, alors seulement se manifestera ce qu'Engels appelle le « socialisme latent [57] », alors seulement pour chaque *dizaine de milliers* d'ennemis déclarés ou cachés, se révélant par leur action ou par leur résistance passive contre le pouvoir de la classe ouvrière, se dresseront *par million* de nouveaux combattants, plongés jusqu'alors dans le sommeil politique, végétant dans les souffrances de la misère et le désespoir, qui avaient cessé de croire qu'ils sont eux aussi des hommes, qu'ils ont eux aussi droit à la vie, que toute la puissance d'un Etat moderne centralisé puisse être aussi à leur service, que les détachements de la milice prolétarienne les appellent, *eux* aussi, avec une confiance sans réserve, à prendre une part directe, immédiate, quotidienne à la gestion de l'Etat.

Les capitalistes aidés des propriétaires fonciers et grâce à la bienveillante participation des Plékhanov, des Brechkovskaïa, des Tsérétéli, des Tchernov et consorts, ont *tout* fait pour *salir* la république démocratique, pour la salir par leur servilité devant la richesse, à tel point que le peuple est en proie à l'apathie, à l'indifférence, que *tout lui est égal*, car un homme qui souffre de la faim ne peut distinguer la république de la monarchie, un soldat transi de froid, nu-pieds, harassé, qui meurt pour les intérêts d'autrui, ne peut pas aimer la république.

Mais quand le dernier manœuvre, quand n'importe quel chômeur, quand toute cuisinière, tout paysan ruiné verra — non pas dans les journaux, mais de ses propres yeux — que le pouvoir prolétarien ne rampe pas devant la richesse, mais qu'il aide le pauvre, que ce pouvoir ne recule pas devant des mesures révolutionnaires, qu'il prend aux parasites leur superflu pour le donner aux affamés, qu'il installe de force les sans-abri dans les appartements des riches, qu'il contraint les riches à payer le lait, mais ne leur donne pas une goutte de lait tant que les enfants de *toutes* les familles pauvres n'en ont pas reçu en quantité suffisante, quand ils verront que la terre est remise à ceux qui la travaillent, que les usines et les banques sont placées sous le contrôle des ouvriers, qu'un châtiment immédiat et sévère attend les millionnaires qui dissimuleront leur richesse, quand donc le pauvre verra et sentira tout cela, alors aucune force des capitalistes et des koulaks, aucune force du capital financier mondial qui brasse des centaines de milliards, ne pourra vaincre la révolution populaire ; c'est *elle*, au contraire, qui vaincra le monde entier, car dans tous les pays mûrit la révolution socialiste.

Notre révolution est invincible, si elle n'a pas peur d'elle-même, si elle confie la totalité du pouvoir au prolétariat, car nous avons derrière nous des forces encore infiniment plus considérables, plus développées, plus organisées du prolétariat mondial, écrasées pour un temps par la guerre ; mais la guerre ne les a pas détruites ; elle les a, au contraire, multipliées.

* *
*

Craindre que le pouvoir des bolchéviks, c'est-à-dire le pouvoir du prolétariat, auquel est assuré le soutien sans réserve des paysans pauvres, soit « balayé » par messieurs les capitalistes ! Quel aveuglement, quelle peur honteuse du peuple, quelle hypocrisie ! Les hommes qui manifestent cette crainte appartiennent à cette « haute société » (haute d'après l'estimation capitaliste, mais en réalité *pourrie*), qui prononce le mot « justice » sans y croire elle-même, par habitude, comme une formule à laquelle on n'attache aucun sens.

Voici un exemple :

Monsieur Péchékhonov est un demi-cadet bien connu. On ne saurait trouver de troudovik plus modéré que ce partisan des Brechkovskaïa et des Plékhanov. Jamais on n'a vu ministre plus obligeant à l'égard de la bourgeoisie. Le monde n'a pas vu de plus chaud partisan de la « coalition », de l'entente avec les capitalistes !

Et voici les aveux que ce monsieur a été *obligé* de faire dans son discours à la Conférence « démocratique » (lire : Conférence Boulyguine), d'après l'organe des jusqu'auboutistes, les *Izvestia* :

« Il y a deux programmes. L'un est le programme qui exprime les revendications des groupes, celles des classes et des nationalités. Ce programme, ce sont les bolchéviks qui le défendent le plus ouvertement. Mais pour les autres fractions de la démocratie aussi il n'est pas du tout facile d'y renoncer. C'est que ce sont les revendications des masses laborieuses, les revendications des nationalités lésées dans leurs intérêts et opprimées. Et c'est pourquoi il n'est guère facile pour la démocratie de rompre avec les bolchéviks, de renoncer à ces revendications de classe, avant tout parce que ces revendications sont au fond justes. Mais ce programme pour lequel nous avons lutté jusqu'à la révolution, pour lequel nous avons fait la révolution et que nous soutiendrions tous ensemble, dans d'autres conditions, présente dans la situation actuelle un immense danger. Aujourd'hui ce danger est d'autant plus grand qu'il faut présenter ces revendications à un moment où l'Etat est dans l'impossibilité de les satisfaire. Il faut d'abord sauvegarder le tout, c'est-à-dire l'Etat, le sauver de la ruine et pour cela il n'existe qu'une voie : non pas satisfaire les revendications, si justes et si fortes qu'elles soient, mais au contraire les limiter, accepter des sacrifices qu'il est indispensable d'apporter de toutes parts. » (*Izvestia du Comité exécutif central*, 17 septembre.)

Monsieur Péchékhonov ne comprend pas que, tant que les capitalistes sont au pouvoir, ce *n'est pas* l'intérêt général qu'il défend, mais les intérêts égoïstes du capital impérialiste de la Russie et des « alliés ». Monsieur Péchékhonov ne comprend pas que la guerre ne cessera d'être une guerre impérialiste de conquête et de rapine qu'après la rupture avec les capitalistes, avec *leurs* traités secrets, avec *leurs* annexions (conquêtes de territoires étrangers), avec *leurs* escroqueries financières et bancaires. Monsieur Péchékhonov ne comprend pas que c'est seulement *après* cela que la guerre, au cas où l'adversaire refuserait la paix équitable qui lui serait proposée formellement, deviendrait une guerre

défensive, une guerre juste. Monsieur Péchékhonov ne comprend pas que la capacité de défense d'un pays, qui aurait rejeté le joug du capital, donné la terre aux paysans, placé les banques et les usines sous le contrôle des ouvriers, serait *infiniment* plus grande que la capacité de défense d'un pays capitaliste.

Et surtout, Monsieur Péchékhonov *ne* comprend *pas* que, forcé de reconnaître la justesse du bolchévisme, forcé de reconnaître que les revendications du bolchévisme sont les revendications des « *masses laborieuses* », c'est-à-dire de la majorité de la population, il *abandonne* par là toutes ses positions, toutes les positions de la démocratie petite-bourgeoise.

Voilà ce qui fait notre force. Voilà pourquoi notre gouvernement sera invincible : nos adversaires eux-mêmes sont obligés de reconnaître que le programme des bolchéviks est le programme des « masses laborieuses » et des « nationalités opprimées ».

Mais Monsieur Péchékhonov est l'ami politique des cadets, des gens de l'*Edinstvo* et du *Diélo Naroda*, des Brechkovskaïa et des Plékhanov ; il est le représentant des koulaks et des messieurs dont les femmes et les sœurs viendraient demain crever de leurs ombrelles les yeux des bolchéviks pour les achever, si par hasard ils se trouvaient vaincus par les troupes de Kornilov ou (ce qui revient exactement au même) par les troupes de Kérenski.

Et ce monsieur est *obligé* de reconnaître que les revendications des bolchéviks sont « justes ».

Pour lui « justice » n'est qu'un mot. Mais pour la masse des semi-prolétaires, pour la majorité de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, ruinées, exténuées, épuisées par la guerre, ce n'est pas un mot, c'est la question la plus poignante, la plus brûlante, la plus importante, la question de la mort par inanition, la question d'une bouchée de pain. Voilà pourquoi il est *impossible* de fonder une politique *quelconque* sur la « coalition », sur l'« entente » entre les intérêts des gens affamés et ruinés et ceux des exploiteurs. Voilà pourquoi le soutien de *ces* masses, dans leur écrasante majorité, est *assuré* au gouvernement bolchévik.

La justice est un vain mot, disent les intellectuels et les gredins enclins à se déclarer marxistes, sous le noble

prétexte qu'ils ont « vu les petits côtés » du matérialisme économique.

Les idées deviennent une force quand elles s'emparent des masses. Et c'est précisément maintenant que les bolchéviks, c'est-à-dire les représentants de l'internationalisme révolutionnaire prolétarien, incarnent par leur politique l'idée qui anime dans le monde entier des masses innombrables de travailleurs.

A elle seule la justice, à lui seul le sentiment des masses révoltées par l'exploitation ne sauraient les conduire sur la voie sûre du socialisme. Mais quand, grâce au capitalisme, l'appareil matériel des grosses banques, des cartels, des chemins de fer, etc., a grandi ; quand la riche expérience des pays avancés a accumulé les merveilles de la technique dont l'application est *freinée* par le capitalisme ; quand les ouvriers conscients ont forgé un parti d'un quart de million d'hommes pour prendre méthodiquement en mains cet appareil et pour le faire fonctionner, avec le soutien de tous les travailleurs et de tous les exploités, quand ces conditions *existent*, alors il n'est pas de force au monde qui puisse faire obstacle aux bolchéviks, s'*ils ne se laissent pas intimider*, s'ils savent s'emparer du pouvoir et le garder jusqu'à la victoire de la révolution socialiste mondiale.

POSTFACE

Les lignes précédentes étaient déjà écrites lorsque l'éditorial de la *Novaïa Jizn* du 1er octobre est venu ajouter une nouvelle stupidité, d'autant plus dangereuse qu'elle se couvre du prétexte de la sympathie pour les bolchéviks et s'abrite sous le raisonnement philistin très sage : « ne pas tomber dans la provocation » (ne pas se laisser prendre au piège de ceux qui crient à la provocation afin de faire peur aux bolchéviks et de les engager à *ne pas* prendre le pouvoir).

Voici cette perle :

« L'enseignement des mouvements comme celui des 3 au 5 juillet d'une part et comme les journées de Kornilov d'autre part, nous montre avec une parfaite évidence que la démocratie qui a à sa disposition les organes les plus influents parmi la population, est invincible, lorsque, dans la guerre civile, elle a une position défensive, mais elle subit une défaite et perd tous les éléments intermédiaires et hésitants quand elle prend en mains l'initiative de l'attaque. »

Si les bolchéviks manifestaient, sous une forme quelconque, le moindre esprit de conciliation avec l'absurdité philistine de ce raisonnement, ils perdraient et leur parti et la révolution.

Car l'auteur de ce raisonnement, s'étant mis à parler de la guerre civile (thème qui sied à ravir à une dame bien), a dénaturé les *leçons de l'histoire* sur cette question. C'est d'un comique achevé.

Voici comment raisonnait sur *ces* leçons, sur les leçons de l'histoire touchant *cette* question, le représentant et le fondateur de la tactique révolutionnaire prolétarienne, Karl Marx :

« L'insurrection est un art au même titre que la guerre et que d'autres formes d'art. Elle est soumise à certaines règles dont l'omission conduit à sa perte le parti coupable de les négliger. Ces règles qui découlent logiquement de la nature du parti, de la nature des circonstances avec lesquelles il faut compter en pareil cas, sont si claires et si simples que la courte expérience de 1848 a suffi pour les faire connaître aux Allemands. Primo, il convient de ne jamais jouer à l'insurrection, si l'on n'est pas décidé à la mener jusqu'au bout (littéralement, à affronter toutes les conséquences de ce jeu). L'insurrection est une équation dont les paramètres sont indéterminés au plus haut point et peuvent changer de valeur d'un jour à l'autre. Les forces combattantes contre lesquelles il faut agir ont entièrement de leur côté la supériorité de l'organisation, de la discipline et de l'autorité traditionnelle. » (Marx a en vue le cas le plus « difficile » : l'insurrection contre un pouvoir ancien et « solide », contre une armée qui ne s'est pas encore désagrégée sous l'influence de la révolution et des hésitations du gouvernement.) « Si les insurgés ne peuvent pas rassembler des forces supérieures contre leur adversaire, alors ils sont battus et anéantis. Secundo, une fois l'insurrection commencée, il faut alors agir avec la plus grande détermination et passer à l'attaque. La défensive est la mort de tout soulèvement armé ; dans la défensive, il est perdu avant même de s'être mesuré avec les forces de l'ennemi. Il faut attaquer l'adversaire à l'improviste, alors que ses troupes sont encore dispersées, il faut s'efforcer de remporter chaque jour de nouveaux succès, même modestes ; il faut maintenir l'ascendant moral que vous aura valu le premier succès des insurgés ; il faut attirer les éléments hésitants qui suivent toujours le plus fort et se rangent toujours du côté le plus sûr ; il faut contraindre l'ennemi à la retraite avant qu'il ait pu rassembler ses troupes contre vous ; bref, agissez suivant les paroles de Danton, le plus grand maître jusqu'à ce jour de la tactique révolutionnaire : de l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace » (*La révolution et la contre-révolution en Allemagne*, édition allemande de 1907, p. 118).

Tout cela nous l'avons fait et refait, pourront dire les « pseudo-marxistes » de la *Novaïa Jizn*, au lieu d'une

triple audace, nous avons deux mérites : « oui, deux : la modération et la précision [58] ». Pour « nous », l'expérience de l'histoire universelle, l'expérience de la grande révolution française n'est rien. Pour « nous », l'important c'est l'expérience des deux mouvements de 1917, déformés par les lunettes de Moltchaline.

Examinons cette expérience sans ces chères lunettes.

Vous assimilez le mouvement des 3-5 juillet à la « guerre civile », car vous avez eu confiance en Alexinski, en Péréverzev et Cie. Il est caractéristique des messieurs de la *Novaïa Jizn* qu'ils aient confiance en de *tels* hommes (car ils n'ont rien fait d'eux-mêmes, malgré l'énorme appareil d'un grand quotidien, pour *réunir* des documents sur les journées des 3-5 juillet).

Mais admettons un instant seulement que les journées des 3-5 juillet aient été non pas le tout premier début de la guerre civile, maintenu dans ces limites par les bolchéviks, mais une véritable guerre civile. Admettons-le.

Que prouve donc, dans ce cas, cette leçon ?

Tout d'abord que les bolchéviks *ne* sont *pas* passés à l'offensive, car il est incontestable que si, dans la nuit du 3 au 4 juillet et même dans la journée du 4 juillet, ils étaient passés à l'offensive, ils auraient obtenu beaucoup de choses. C'est la défensive qui fut leur faiblesse, s'il s'agit de guerre civile (comme l'estime la *Novaïa Jizn*, et non pas de la transformation d'un mouvement spontané en une manifestation analogue à celle des 20-21 avril, ce dont témoignent les *faits*).

Ainsi donc, la « leçon » témoigne *contre* les sages de la *Novaïa Jizn*.

En second lieu, si les 3-4 juillet, les bolchéviks ne s'étaient pas assigné pour but l'insurrection, si *aucune de leurs organisations* n'avait soulevé cette question, la raison est *en dehors* de notre discussion avec la *Novaïa Jizn*. Car nous discutons sur les *leçons* de la « guerre civile », c'est-à-dire de l'insurrection, et non pas sur le moment où l'absence notoire d'une majorité en sa faveur retient un parti révolutionnaire de penser à l'insurrection.

Comme chacun sait que les bolchéviks ont obtenu la majorité à la fois dans les Soviets des deux capitales et dans le pays (plus de 49% des voix à Moscou) seulement *long-*

temps après les journées de juillet 1917, il s'ensuit que les « leçons » à tirer sont tout autres, tout autres que ne le désire la dame bien de la *Novaïa Jizn*.

Non, non, vous feriez mieux de ne pas vous attaquer à la politique, citoyens de la *Novaïa Jizn* !

Si le parti révolutionnaire n'a pas la majorité dans les détachements avancés des classes révolutionnaires ni dans le pays, il ne peut être question d'insurrection. En outre, l'insurrection a besoin : 1) de la croissance de la révolution à l'échelle nationale ; 2) d'une faillite morale et politique complète de l'ancien gouvernement, par exemple, du gouvernement de « coalition » ; 3) de grandes hésitations dans le camp des éléments intermédiaires, c'est-à-dire de ceux qui *ne sont pas* entièrement pour le gouvernement, encore qu'hier ils fussent pleinement pour lui.

Pourquoi la *Novaïa Jizn*, en se mettant à parler des « leçons » des 3-5 juillet, n'a-t-elle pas même remarqué cette leçon très importante ? Parce que ce ne sont pas des hommes politiques qui se sont attaqués à une question politique, mais un cénacle d'intellectuels effrayés par la bourgeoisie.

Continuons. En troisième lieu, les faits attestent que c'est précisément *après* les 3-4 juillet, précisément après que les messieurs Tsérétéli furent *démasqués* par leur politique *de juillet*, précisément parce que les *masses* ont vu dans les bolchéviks *leurs* combattants d'avant-garde et dans les « partisans du bloc social » des traîtres, que commence l'*effondrement* des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks. Cet effondrement était prouvé, *dès avant* l'aventure Kornilov, par les élections du 20 août, à Pétrograd, qui avaient amené la victoire des bolchéviks et la défaite des « partisans du bloc social » (le *Diélo Naroda* s'est tout récemment efforcé de réfuter ces faits, *en dissimulant* les résultats pour *tous* les partis ; mais il n'a fait que se tromper lui-même et tromper ses lecteurs ; d'après les données du *Dien* du 24 août, données qui ne se rapportent qu'à la ville, le pourcentage des voix en faveur des cadets est passé de 22 à 23%, mais le chiffre absolu de voix en leur faveur a diminué de 40% ; le pourcentage des voix obtenues par les bolchéviks est passé de 20 à 33% et le nombre absolu des voix recueillies n'a diminué que de 10% ; le

pourcentage des voix pour les partis « du milieu » est passé de 58 à 44 % et le nombre absolu des voix qu'ils ont obtenues a diminué de 60 % ! !).

L'effondrement des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks après les journées de juillet et jusqu'à l'expérience Kornilov est également prouvé par le développement de l'aile « gauche » dans ces deux partis, qui va presque jusqu'à 40 % : « revanche » des bolchéviks persécutés par les Kérenski.

Le parti prolétarien, malgré la « perte » de quelques centaines de membres, *a eu des gains* gigantesques, à la suite des 3-4 juillet, car c'est précisément au cours de ces rudes journées que les *masses* ont compris et ont vu son dévouement et la *trahison* des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks. La « leçon » donc n'est pas du tout, du tout celle que prétend la *Novaïa Jizn* ; elle est tout autre : ne pas s'éloigner des masses en effervescence pour se ranger aux côtés des « Moltchaline de la démocratie », et, s'il faut en venir à l'insurrection, passer à l'attaque, tant que les forces de l'ennemi sont dispersées, prendre l'ennemi à l'improviste.

N'est-il pas vrai, messieurs les « pseudo-marxistes » de la *Novaïa Jizn* ?

Ou bien le « marxisme » consiste-t-il à *ne pas* fonder la tactique sur l'appréciation exacte de la situation *objective*, mais à mettre en un seul tas, sans réflexion et sans critique, la « guerre civile » et le « Congrès des Soviets accompagné de la convocation de l'Assemblée constituante » ?

C'est tout simplement ridicule, messieurs ; c'est tourner complètement en dérision et le marxisme et toute logique en général !

Si la situation *objective n'offre pas* de terrain à une aggravation de la lutte des classes telle qu'elle devienne « guerre civile », pourquoi alors avez-vous parlé de « guerre civile » *à propos* du « Congrès des Soviets et de l'Assemblée constituante ? » (tel est précisément le titre de l'éditorial de la *Novaïa Jizn* que nous considérons). Il fallait alors dire clairement au lecteur et lui prouver que dans les conditions objectives *il n'y a pas* de terrain possible pour la guerre civile et que, pour cette raison, on peut et on doit reconnaître comme l'essentiel de la tactique les

moyens « simples » du point de vue juridique et du point de vue parlementaire, pacifiques, constitutionnels et légaux, tels que le Congrès des Soviets et l'Assemblée constituante. Alors, on *pourrait* être d'avis qu'un tel congrès, qu'une telle assemblée sont réellement en mesure de *décider*.

Mais si, objectivement, dans la situation présente, il se trouve que la guerre civile est inévitable ou même simplement probable, si vous n'en avez pas parlé « en l'air », mais si vous avez vu clairement, si vous avez senti, si vous avez touché du doigt l'existence de circonstances propres à conduire à la guerre civile, comment avez-vous pu reconnaître comme essentiels le Congrès des Soviets ou l'Assemblée constituante ? ? C'est bafouer les masses affamées et déchirées par les souffrances ! Eh quoi, l'homme qui a faim consentira-t-il à « attendre » deux mois ? La désorganisation économique dont vous annoncez tous les jours les progrès consentira-t-elle à « attendre » le Congrès des Soviets ou l'Assemblée constituante ? Et l'offensive allemande, si nous ne faisons pas des démarches sérieuses en vue de la paix (c'est-à-dire si nous ne proposons pas officiellement une paix équitable à tous les belligérants) consentira-t-elle à « attendre » le Congrès des Soviets ou l'Assemblée constituante ? Auriez-vous des données qui vous permettent de conclure que la révolution russe dont l'histoire, du 28 février au 30 septembre, s'est déroulée avec une impétuosité rare et sur un rythme exceptionnellement rapide se développera du 1er octobre au 29 novembre[59] à une allure archi-tranquille, pacifique, légale, équilibrée, sans heurts, sans saccades, sans défaites militaires, sans crises économiques ? L'armée du front, à propos de laquelle Doubassov, officier *non* bolchévik, a déclaré officiellement au nom du front qu'elle « ne se battra pas », cette armée acceptera-t-elle tranquillement de souffrir de la faim et du froid jusqu'à la date « fixée » ? Et le soulèvement paysan, parce que vous l'appellerez « anarchie » et « pogrom », parce que Kérenski enverra des forces « militaires » *contre les paysans*, cessera-t-il d'être un élément de la guerre civile ? Est-il possible, est-il *concevable* que le gouvernement travaille tranquillement, correctement, *sans* feinte, à convoquer l'Assemblée constituante, dans ce pays *rural*, alors que ce gouvernement *réprime* le soulèvement paysan ?

Ne riez pas, messieurs, du « désarroi de l'Institut Smolny [60] » !

Votre désarroi n'est pas moindre. Aux questions menaçantes que pose la guerre civile, vous répondez par des phrases d'hommes désemparés, par de pitoyables illusions constitutionnelles. Voilà pourquoi je déclare que si les bolchéviks s'abandonnaient à un tel état d'esprit, ils perdraient et leur parti et leur révolution.

1er octobre 1917

N. Lénine

AUX OUVRIERS, AUX PAYSANS, AUX SOLDATS

Camarades, le parti « socialiste-révolutionnaire », auquel appartient Kérenski, vous invite dans son journal le *Diélo Naroda* (du 30 septembre) à « *prendre patience* ».

« Il faut prendre patience », écrit-il. Et il vous conseille de laisser le pouvoir au gouvernement Kérenski. Il vous conseille de ne pas remettre le pouvoir aux Soviets des députés ouvriers et soldats. Que Kérenski s'appuie sur les propriétaires fonciers, sur les capitalistes et sur les koulaks, que les Soviets qui ont fait la révolution et qui ont vaincu les généraux de Kornilov « prennent patience », nous dit-on. Qu'ils « prennent patience » jusqu'à la convocation rapide de l'Assemblée constituante.

Camarades, regardez autour de vous ce qui se passe dans les campagnes, ce qui se passe dans l'armée ; vous verrez que les paysans et les soldats ne peuvent pas patienter plus longtemps. Sur la Russie déferle, comme un large fleuve, le *soulèvement des paysans* que l'on a jusqu'ici trompés en leur refusant la terre. Les paysans ne peuvent pas patienter. Kérenski envoie des *troupes* pour écraser les paysans et pour défendre les propriétaires fonciers, Kérenski s'est de nouveau abouché avec les généraux et les officiers de Kornilov, qui sont pour les propriétaires fonciers.

Ni les ouvriers des villes, ni les soldats du front ne peuvent tolérer cette répression armée du juste combat des paysans pour la terre.

Ce qui se passe dans l'armée, au front, l'officier sans-parti Doubassov l'a proclamé face à toute la Russie : « Les soldats ne se battront plus». Les soldats sont à bout de

forces, les soldats vont nu-pieds, les soldats ont faim, les soldats ne veulent pas se battre pour les intérêts des capitalistes, ils ne veulent pas « *tolérer* » qu'on les régale de belles paroles sur la paix, alors qu'en fait on ajourne depuis des mois (comme le fait Kérenski) la *proposition de paix*, d'une paix juste, sans conquêtes, avec *tous* les peuples en guerre.

Camarades, sachez que Kérenski négocie de nouveau avec les généraux et les officiers de Kornilov pour *lancer des troupes contre les Soviets* de députés ouvriers et soldats, *pour ne pas donner le pouvoir* aux Soviets ! Kérenski « *ne se soumettra en aucun cas* » aux Soviets, — c'est ce qu'avoue ouvertement le *Diélo Naroda*.

Allez donc tous dans les casernes, allez dans les unités cosaques, allez trouver les travailleurs et expliquez au peuple la *vérité* :

Si le pouvoir appartient aux Soviets, alors le 25 octobre au plus tard (si le Congrès des Soviets se tient le 20 octobre) *une paix équitable sera proposée* à tous les peuples belligérants. Il y aura en Russie un *gouvernement ouvrier et paysan* ; ce gouvernement *proposera immédiatement*, sans perdre un seul jour, une *paix équitable à tous les peuples belligérants*. Le peuple saura alors qui veut une guerre injuste. Alors, à l'Assemblée constituante, le peuple décidera.

Si le pouvoir appartient aux Soviets, les terres *des propriétaires fonciers* seront *immédiatement* déclarées *propriété et patrimoine du peuple tout entier*.

Voilà ce que combattent Kérenski et son gouvernement qui s'appuie sur les koulaks, sur les capitalistes et sur les propriétaires fonciers !

Voilà pour qui et dans l'intérêt de qui on vous invite à « prendre patience » !

Consentez-vous à « prendre patience » et à laisser Kérenski réprimer par la force des armes les paysans soulevés pour prendre la terre ?

Consentez-vous à « patienter » pour qu'on fasse encore traîner la guerre, pour qu'on ajourne les *propositions de*

paix, pour qu'on ajourne la rupture des traités secrets conclus par l'ex-tsar avec les capitalistes russes et anglo-français ?

Camarades, rappelez-vous que Kérenski a déjà une fois trompé le peuple en lui promettant de convoquer l'Assemblée constituante ! Le 8 juillet, il promettait solennellement de la convoquer pour le 17 septembre et il *a trompé le peuple*. Camarades, qui fera confiance au gouvernement Kérenski trahira ses frères, les paysans et les soldats !

Non, le peuple ne peut tolérer *un seul jour* de nouveaux atermoiements. On ne peut pas tolérer *un seul jour* qu'on réprime par la force des armes les paysans, qu'on laisse périr à la guerre des milliers et des milliers, alors qu'on peut et qu'on doit *proposer* immédiatement une *paix équitable*.

A bas le gouvernement Kérenski qui s'abouche avec les généraux-seigneurs terriens de Kornilov pour organiser la répression contre les paysans, pour tirer sur les paysans, pour faire durer la guerre !

Tout le pouvoir aux Soviets de députés ouvriers et paysans !

Ecrit les 1-2 (14-15) octobre 1917.
Paru pour la première fois le 23 avril 1924, dans le n° 93 de la « Pravda »

Conforme au manuscrit

LETTRE AU COMITÉ CENTRAL, AU COMITÉ DE MOSCOU, AU COMITÉ DE PÉTROGRAD, AUX MEMBRES BOLCHÉVIKS DES SOVIETS DE PÉTROGRAD ET DE MOSCOU[a]

Chers camarades, les événements nous prescrivent si clairement notre tâche que tout atermoiement devient positivement un *crime*.

Le mouvement paysan grandit. Le gouvernement renforce sa répression sauvage, dans la troupe la sympathie qu'on nous porte grandit (99% des voix des soldats en notre faveur à Moscou, en Finlande les troupes et la flotte sont contre le gouvernement, voir le témoignage de Doubassov sur le front en général).

En Allemagne, il est évident que la révolution est en marche, surtout depuis l'exécution des marins. Les élections de Moscou — 47% des voix aux bolchéviks — sont une immense victoire. Avec les socialistes-révolutionnaires de gauche, nous avons *incontestablement* la majorité *dans le pays*.

Les cheminots et les postiers sont en conflit avec le gouvernement. Les Liber-Dan parlent déjà de tenir le congrès entre le 20 et 30 octobre, au lieu du 20 octobre, etc.

Dans ces conditions « attendre » est un crime.

Les bolchéviks n'ont pas le droit d'attendre le Congrès des Soviets, ils doivent *prendre le pouvoir sur-le-champ*. Ce faisant, ils sauvent la révolution mondiale (sinon subsistera la menace d'une transaction entre les impérialistes de tous les pays qui, après les exécutions en Allemagne, auront des complaisances les uns pour les autres et *s'uniront contre nous*) ; ils sauvent la révolution russe (autrement la vague d'anarchie actuelle peut devenir plus forte *que nous*), et la vie de centaines de milliers d'hommes à la guerre.

Temporiser est un crime. Attendre le Congrès des Soviets, c'est faire preuve d'un formalisme puéril et déshonorant ; c'est trahir la révolution.

S'il n'est pas possible de prendre le pouvoir sans insurrection, il faut *passer sur-le-champ à l'insurrection.* Il y a de grandes chances que ce soit précisément aujourd'hui qu'on puisse prendre le pouvoir sans insurrection : par exemple, si le Soviet de Moscou s'emparait tout de suite du pouvoir et se proclamait gouvernement (en même temps que le Soviet de Pétrograd). A Moscou, la victoire est assurée, il n'y a personne pour se battre. A Pétrograd, on peut attendre. Le gouvernement ne peut rien faire, il n'y a pas de salut pour lui, il capitulera.

Car, le Soviet de Moscou, une fois qu'il aura pris le pouvoir, les banques, les usines, le *Rousskoïé Slovo*, aura une base et une force immenses ; il fera de la propagande devant toute la Russie, il posera la question ainsi : nous proposerons la *paix dès demain*, si le bonapartiste Kérenski se rend (et s'il ne se rend pas, nous le renverserons). *La terre* aux paysans *sur l'heure*, des concessions aux cheminots et aux postiers *sur l'heure*, etc.

Il n'est pas indispensable de « commencer » à Pétrograd. Si Moscou « commence » sans effusion de sang, elle sera à coup sûr soutenue : 1) au front, par la sympathie de l'armée ; 2) par les paysans, partout ; 3) par la flotte et par les troupes de Finlande qui *marcheront sur Pétrograd.*

Même si Kérenski a, près de Pétrograd, un ou deux corps de cavalerie, il sera forcé de se rendre. Le Soviet de Pétrograd peut se borner, pour l'instant, à faire de la propagande pour le gouvernement des Soviets à Moscou. Mot d'ordre : le pouvoir aux Soviets, la terre aux paysans, la paix aux peuples, le pain aux affamés.

La victoire est assurée et, il y a neuf chances sur dix, sans effusion de sang.

Attendre est un crime envers la révolution.

Salut *N. Lénine*

Ecrit le 1er (14) octobre 1917.
Paru pour la première fois en 1921, dans les Œuvres de N. Lénine (V. Oulianov), t. XIV, 2e partie

Conforme à un double dactylographié

THÈSES POUR LE RAPPORT À LA CONFÉRENCE DU 8 OCTOBRE DE L'ORGANISATION DE PÉTERSBOURG, AINSI QUE POUR LA RÉSOLUTION ET LE MANDAT À DONNER AUX DÉLÉGUÉS AU CONGRÈS DU PARTI [62]

SUR LA PARTICIPATION DU PARTI AU PRÉPARLEMENT

1° La participation de notre parti au « préparlement », — au « Conseil démocratique » ou au « Conseil de la République », — est une erreur manifeste et une déviation de la voie de la révolution prolétarienne.

2° La situation objective est telle que dans le pays grandit sans aucun doute une révolution contre le gouvernement bonapartiste de Kérenski (soulèvement paysan, aggravation du mécontentement et des conflits avec le gouvernement dans l'armée et parmi les groupements nationaux, conflit avec les cheminots et les postiers, faillite complète aux élections des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires partisans de la conciliation, etc.).

Devant cette montée de la révolution, entrer dans un parlement truqué, falsifié pour tromper le peuple, c'est nous prêter à ce mensonge, *entraver* la préparation de la révolution, détourner l'attention du peuple et les forces du parti de la tâche essentielle : la lutte pour le pouvoir et pour le renversement du gouvernement.

3° Le congrès doit donc rappeler du préparlement les membres de notre parti, décider le boycott du préparlement, appeler le peuple à préparer ses forces pour chasser cette « Douma Boulyguine » de Tsérételi.

SUR LE MOT D'ORDRE : « TOUT LE POUVOIR AUX SOVIETS »

1. Tout le travail des bolchéviks en six mois de révolution, toutes les critiques qu'ils ont formulées contre les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, contre leur « politique de conciliation » et contre la transformation — par ces partis — des Soviets en parlotes, exigent des bolchéviks qu'ils observent ce mot d'ordre en toute conscience, avec une fermeté marxiste ; malheureusement, dans les instances les plus élevées du parti, on constate des hésitations, une sorte de « crainte » devant la lutte pour le pouvoir, une propension à substituer à cette lutte des résolutions, des protestations et des congrès.

2. Toute l'expérience des deux révolutions, celle de 1905 comme celle de 1917, de même que toutes les décisions du Parti bolchévik, toutes ses déclarations politiques depuis de longues années aboutissent au fait que le Soviet de députés ouvriers et soldats ne peut être qu'un organisme insurrectionnel, qu'un organe du pouvoir révolutionnaire. Sinon les Soviets ne sont que de vains hochets qui conduisent infailliblement à l'apathie, à l'indifférence, au découragement des masses légitimement écœurées par la répétition perpétuelle de résolutions et de protestations.

3. C'est aujourd'hui surtout, alors que se déroule partout dans le pays le soulèvement paysan réprimé par Kérenski à l'aide de troupes choisies, alors que même les mesures de guerre à la campagne menacent de fausser, de falsifier les élections à l'Assemblée constituante, alors qu'en Allemagne on en est arrivé à une mutinerie dans la flotte, c'est aujourd'hui que le refus des bolchéviks de transformer les Soviets en organisme insurrectionnel serait une trahison envers les paysans et envers la révolution socialiste internationale.

4. La prise du pouvoir par les Soviets se ramène au problème de l'insurrection victorieuse. Les meilleurs éléments du parti doivent donc être dirigés sur les usines et les casernes, pour expliquer leur tâche aux masses et pour choisir en tenant compte exactement de l'état d'esprit des masses, le moment opportun pour renverser le gouvernement Kérenski.

Rattacher d'une manière rigide cette tâche au Congrès des Soviets, la subordonner à ce congrès, c'est *jouer à l'insurrection*, en fixant sa date à l'avance, en permettant au gouvernement de préparer ses troupes, en égarant les masses par l'illusion que grâce à une « résolution » du congrès des Soviets on peut trancher la question, alors qu'en réalité seul le prolétariat insurgé peut la trancher.

5. Il faut lutter contre les illusions et les espérances constitutionnelles fondées sur le Congrès des Soviets, il faut renoncer à l'idée préconçue qu'on doit l'« attendre », il faut bander toutes nos forces pour expliquer aux masses que l'insurrection est inévitable et pour préparer celle-ci. Alors qu'ils ont en mains les Soviets des deux capitales, s'ils renonçaient à cette tâche, s'ils se résignaient à la convocation de l'Assemblée constituante (c'est-à-dire à la falsification de l'Assemblée constituante) par le gouvernement Kérenski, les bolchéviks réduiraient à une phrase creuse leur mot d'ordre : « le pouvoir aux Soviets » et se déshonoreraient politiquement, en tant que parti du prolétariat révolutionnaire.

6. Cela est particulièrement vrai maintenant que les élections ont donné à Moscou 49½% des voix aux bolchéviks et que derrière les bolchéviks, grâce à l'appui des socialistes-révolutionnaires de gauche, appui qui est en fait réalisé depuis longtemps, il s'est formé dans le pays une majorité incontestable.

NOTE AJOUTÉE À LA RÉSOLUTION SUR « LE POUVOIR AUX SOVIETS »

On peut ne pas publier le texte complet des thèses sur « le pouvoir aux Soviets »; mais renoncer à les discuter au sein du parti, renoncer à éclairer les masses sur ces questions

vitales et extrêmement importantes, alors qu'il n'existe pas de complète liberté de la presse pour les discuter, ou qu'il est impossible de les aborder en présence des ennemis, cela reviendrait pour le parti à perdre toute liaison avec l'avant-garde du prolétariat.

Ecrit entre le 29 septembre et le 4 octobre (12 et 17 octobre) 1917. Paru pour la première fois en 1921, dans les Œuvres de N. Lénine (V. Oulianov), t. XIV, 2e partie

Conforme à un double dactylographié

LETTRE À LA CONFÉRENCE DE LA VILLE DE PÉTROGRAD

DOCUMENT INTÉRIEUR

Camarades, permettez-moi d'attirer l'attention de la conférence sur l'extrême gravité de la situation politique. Je ne peux m'appuyer que sur les informations parues dans les journaux de samedi matin. Mais ces informations m'obligent à poser la question en ces termes :

L'inaction complète de la flotte anglaise en général, ainsi que des sous-marins anglais lors de la prise de l'île d'Œsel par les Allemands, si on la rapproche du plan du gouvernement de se transporter de Pétrograd à Moscou, ne démontre-t-elle pas qu'un *complot* a été tramé entre les impérialistes russes et anglais, entre Kérenski et les capitalistes anglo-français pour livrer Pétrograd aux Allemands et pour étouffer *par ce moyen* la révolution russe ?

Je crois que oui.

Le complot a été tramé, peut-être, pas directement, mais une fois de plus par l'entremise d'on ne sait quels partisans de Kornilov (Maklakov, autres cadets, millionnaires russes « sans-parti », etc.), mais tout cela ne change rien au fond des choses.

La conclusion est claire :

Il faut reconnaître que la révolution est perdue, si le gouvernement Kérenski n'est pas renversé dans un proche avenir par les prolétaires et par les soldats. La question de l'insurrection est à l'ordre du jour.

Il faut mobiliser toutes nos forces pour inspirer aux ouvriers et aux soldats l'idée de la nécessité absolue d'une

lutte à outrance, suprême, décisive, pour renverser le gouvernement Kérenski.

Nous devons nous adresser aux camarades de Moscou, les convaincre de prendre le pouvoir à Moscou, déclarer le gouvernement Kérenski déposé et proclamer le Soviet des députés ouvriers à Moscou Gouvernement provisoire en Russie, afin de proposer sur-le-champ la paix et de sauver la Russie du complot. Que les camarades de Moscou mettent la question de l'insurrection à l'ordre du jour.

Il faut mettre à profit le congrès régional des Soviets des députés soldats du Nord [63], convoqué le 8 octobre à Helsingfors pour mobiliser (lors du passage des délégués à leur retour par Pétrograd) toutes les forces, pour les entraîner à l'insurrection.

Il faut s'adresser au Comité central de notre parti, le prier d'accélérer le départ des bolchéviks du préparlement ; il faut de toutes nos forces démasquer aux yeux des masses le complot de Kérenski avec les impérialistes des autres pays et préparer l'insurrection, afin d'en arrêter opportunément la *date*.

P.-S. — La résolution de la section *des soldats* du Soviet de Pétrograd contre le départ du gouvernement [64] a montré que, parmi les soldats aussi, la conviction *mûrit* qu'il existe un complot Kérenski. Il faut de toutes nos forces soutenir cette *juste* conviction et la propager parmi les soldats.

* *
*

Je propose d'adopter la résolution suivante :

« La Conférence, après avoir examiné la situation actuelle, critique au dernier point selon l'avis général, constate les faits suivants :

1° Les opérations offensives de la flotte allemande, l'inaction totale et tout à fait étrange de la flotte anglaise, si on les relie au plan du Gouvernement provisoire de se transporter de Pétrograd à Moscou, éveillent invinciblement le soupçon que le gouvernement Kérenski (ou, ce qui revient au même, les impérialistes russes qui le soutiennent) a formé un complot avec les impérialistes anglo-français en vue de livrer Pétrograd aux Allemands, afin d'étouffer par *ce* moyen la révolution.

2° Ces soupçons se trouvent renforcés et acquièrent le maximum de vraisemblance du fait que :

premièrement, dans l'armée la ferme conviction que les généraux du tsar l'ont trahie et que les généraux de Kornilov et de Kérenski la trahissent aussi (reddition de Riga, en particulier) ne fait que s'affirmer ;

deuxièmement, la presse bourgeoise anglo-française ne cache pas sa haine et sa fureur, qui atteint la frénésie, vis-à-vis des Soviets, ni sa détermination de les anéantir, même dans les flots de sang ;

troisièmement, l'histoire de la révolution russe pendant ces six mois a pleinement démontré que Kérenski, les cadets, Brechkovskaïa, Plékhanov et autres politiciens du même acabit, sont de gré ou de force des instruments aux mains des impérialistes anglo-français ;

quatrièmement, les rumeurs sourdes, mais tenaces d'une paix séparée entre l'Angleterre et l'Allemagne « aux dépens de la Russie » n'ont pas pu naître sans cause ;

cinquièmement, toutes les circonstances du complot de Kornilov, ainsi qu'il ressort même des déclarations des journaux généralement bien disposés envers Kérenski, le *Diélo Naroda* et les *Izvestia*, ont démontré que Kérenski a été profondément mêlé à l'affaire Kornilov, que Kérenski a été et reste le plus dangereux des korniloviens ; Kérenski a couvert les meneurs de l'aventure Kornilov, Rodzianko, Klembovski, Maklakov, etc.

S'appuyant sur ces faits, la conférence reconnaît que toutes les criailleries de Kérenski et des journaux bourgeois qui le soutiennent au sujet de la défense de Pétrograd ne sont que mensonge et hypocrisie et que la Section des soldats au Soviet de Pétrograd a parfaitement raison de condamner avec sévérité le plan d'évacuation de Pétrograd. Bien plus, pour la défense de Pétrograd et pour le salut de la révolution, il faut à tout prix que l'armée épuisée se convainque de la bonne foi du gouvernement. Il faut lui donner du pain, des vêtements, des chaussures, par des mesures révolutionnaires dirigées contre les capitalistes qui ont jusqu'ici saboté la lutte contre la désorganisation (de l'aveu même de la Section économique auprès du Comité exécutif central des menchéviks et socialistes-révolutionnaires).

Pour ces raisons, la Conférence déclare que seul le renversement du gouvernement Kérenski ainsi que du Conseil de la République truqué, et leur remplacement par un gouvernement révolutionnaire des ouvriers et des paysans peuvent :

a) remettre la terre aux paysans au lieu d'écraser l'insurrection des paysans ;

b) proposer sur-le-champ une paix équitable et par là donner à toute notre armée confiance dans la vérité ;

c) prendre les mesures révolutionnaires les plus rigoureuses contre les capitalistes pour assurer à l'armée le pain, les vêtements, les chaussures, et pour lutter contre la désorganisation.

La Conférence prie instamment le Comité central de prendre toutes mesures utiles pour diriger l'insurrection inéluctable des ouvriers, des soldats et des paysans en vue de renverser le gouvernement Kérenski, gouvernement antipopulaire et qui nous ramènerait au servage.

La Conférence décide d'envoyer sans retard une délégation à Helsingfors, à Vyborg, à Cronstadt, à Reval, à Moscou, ainsi qu'aux unités qui se trouvent au sud de Pétrograd, afin de faire de la propagande en faveur de l'adhésion à cette résolution et de faire comprendre qu'il est nécessaire par une insurrection rapide et générale et par le renversement de Kérenski, d'ouvrir la voie à la paix, de sauver Pétrograd et la révolution, de remettre de la terre aux paysans et de donner le pouvoir aux Soviets. »

Ecrit le 7 (20) octobre 1917.
Paru pour la première fois en 1924

Conforme à un double dactylographié

POUR UNE RÉVISION DU PROGRAMME DU PARTI

Écrit les 6-8 (19-21) octobre 1917.
Paru en octobre 1917 dans la revue « Prosvechtchénié » n° 1-2
Signé : N. Lénine

Conforme au texte de la revue

La révision du programme du parti a été mise à l'ordre du jour du congrès extraordinaire du parti, du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (bolchévik), convoqué par le Comité central pour le 17 octobre. Déjà la conférence des 24-29 avril [65] avait adopté une résolution sur la nécessité d'une révision et indiqué en 8 points l'orientation de cette révision *. Ensuite, à Pétrograd ** et à Moscou *** des brochures sont sorties consacrées à la révision ; et, dans la revue *Spartak* [66] de Moscou, il est paru dans le n° 4 du 10 août un article du camarade N. Boukharine, consacré au même sujet.

Examinons les réflexions des camarades de Moscou.

I

La question capitale, dans la révision du programme du parti, pour les bolchéviks, unanimes à penser qu'il faut donner une « appréciation de l'impérialisme et de la période des guerres impérialistes en relation avec la révolution socialiste imminente » (§ 1 de la résolution de la conférence des 24-29 avril), c'est la question de savoir comment s'y prendre. Faut-il compléter l'ancien programme en y exposant les traits caractéristiques de l'impérialisme (opinion que je soutenais dans la brochure de Pétrograd), ou faut-il

---

* Cf. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 24, pp. 282-283. (*N.R.*)

** *Textes pour la révision du programme du parti*, publiés sous la rédaction et avec une préface de N. Lénine. Édition « Priboï », 1917.

*** *Textes pour la révision du programme du parti.* Recueil d'articles de V. Milioutine, V. Sokolnikov, A. Lomov, V. Smirnov. Edition du Bureau du P.O.S.D.R. local de la Région industrielle de Moscou, 1917.

remanier tout le texte de l'ancien programme (opinion exprimée par la section qui s'est constituée à la conférence d'avril, et soutenue par les camarades de Moscou) ? C'est ainsi que se pose avant tout la question pour notre parti.

Nous avons deux projets : l'un, celui que je propose, complète l'ancien programme en y exposant les traits caractéristiques de l'impérialisme *. L'autre, proposé par le camarade V. Sokolnikov et basé sur les remarques de la commission des trois (élue par la section constituée à la conférence d'avril) remanie toute la partie générale du programme.

J'ai également exprimé l'avis (voir la brochure citée plus haut, p. 11 **) que ce plan de remaniement, indiqué par la section, était erroné dans son principe même. Voyons maintenant comment ce plan est développé d'après le projet du camarade Sokolnikov.

Le camarade Sokolnikov a divisé la partie générale de notre programme en 10 parties, en donnant à chaque partie ou à chaque paragraphe un numéro distinct (voir les pages 11 à 18 de la brochure de Moscou). Nous nous en tiendrons à cette numérotation, afin de permettre au lecteur de trouver plus facilement le passage correspondant.

Le premier paragraphe du programme actuel est fait de deux thèses. La première porte que le mouvement ouvrier est devenu international en vertu du développement de l'échange. La deuxième, que la social-démocratie russe se considère comme un des détachements de l'armée mondiale du prolétariat. (Plus loin, dans le deuxième paragraphe, est mentionné le but final commun à tous les social-démocrates.)

Le camarade S. conserve la deuxième thèse sans modification, mais il remplace la première par une nouvelle, en ajoutant à l'indication relative au développement de l'échange « l'exportation des capitaux » et le passage de la lutte du prolétariat à une « révolution socialiste mondiale ».

Il en résulte du coup un manque de logique, la confusion des *thèmes*, la confusion de deux *types* de structure du

* Cf. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 24, pp. 471-472, 482. (*N.R.*)
** *Ibid*, pp. 477-478. (*N.R.*)

programme. De deux choses l'une : *ou bien* il faut commencer par définir l'impérialisme *dans son ensemble* — et alors, on ne peut pas en détacher la seule « exportation des capitaux », on ne peut pas laisser comme avant, ainsi que le fait le camarade S., l'analyse « du développement » de la société bourgeoise dans le *deuxième* paragraphe ; ou bien il faut laisser inchangée la structure du programme, c'est-à-dire expliquer tout de suite pourquoi notre mouvement est devenu international, quel est le but final commun à tous, et comment y mène « le développement » de la société bourgeoise.

Pour montrer de façon plus concrète le manque de logique, l'inconséquence de la structure du programme du camarade S., citons en entier le début de l'ancien programme :

« Le développement de l'échange a créé un lien si étroit entre tous les peuples du monde civilisé que le grand mouvement de libération du prolétariat devait devenir et est depuis longtemps devenu international. »

Ici, deux choses déplaisent au camarade S. : 1) en ce qui concerne le développement de l'échange, le programme décrit une « phase de développement » dépassée ; 2) après le mot « civilisé » il met un point d'exclamation et fait remarquer que « la liaison étroite entre métropole et colonie » « n'a pas été prévue » par nous.

« Le protectionnisme, les guerres douanières, les guerres impérialistes briseront-ils l'unité du mouvement prolétarien ? » demande le camarade S. ; et il répond : « S'il faut en croire le texte de notre programme, ils la briseront, car ils brisent les liens établis par l'échange. »

Voilà une critique bien étrange. Ni le protectionnisme, ni les guerres douanières ne « brisent » l'échange ; ils ne font que le modifier ou l'interrompre en un point, pour le poursuivre ailleurs. L'échange n'est pas brisé par une guerre, il n'est qu'entravé en certains points, déplacé vers d'autres, il *demeure* un lien mondial. La preuve la plus concrète en est le cours des changes. Et d'une. Deuxièmement, nous lisons dans le projet du camarade S. : « le développement des forces de production qui a fait entrer dans l'économie mondiale tous les peuples sur la base de l'échange des marchandises et de l'exportation des capitaux », etc. De même, la guerre impérialiste interrompt (sur un point et

pour un temps) et l'exportation des capitaux et l'échange ; donc, la « critique » du camarade S. se retourne *contre lui-même*.

Troisièmement, il s'agissait (dans l'ancien programme) de savoir pourquoi le mouvement ouvrier « *était depuis longtemps devenu* » international. Il est incontestable qu'il l'était devenu avant l'exportation des capitaux, considérée comme le stade supérieur du capitalisme.

Bref, le camarade S. a introduit manifestement *hors de propos*, un *fragment* de la définition de l'impérialisme (l'exportation des capitaux).

En outre, les mots : « le monde civilisé » ne plaisent pas au camarade S., car, d'après lui, ils évoquent quelque chose de pacifique, d'harmonieux et excluent les colonies.

Il en va tout autrement. En parlant du « monde civilisé », le programme indique le *manque* d'harmonie, l'existence de pays non civilisés (c'est pourtant un *fait*), alors que le projet du camarade S. suggère une *harmonie beaucoup plus grande*, car on y parle simplement de « l'entrée de tous les peuples dans l'économie mondiale » ! ! Comme si tous les peuples entraient à *un titre égal* dans l'économie mondiale ! Comme s'il n'existait pas de rapports d'*assujettissement* entre peuples « civilisés » et peuples non civilisés, précisément *sur ce terrain* de « l'entrée dans l'économie mondiale » !

Le camarade S. a vraiment *détérioré* l'ancien programme sur les deux points examinés. Il a souligné *plus faiblement* le caractère international. Il est très important pour nous de souligner que ce caractère a pris naissance *il y a longtemps*, bien avant l'époque du capital financier. Et il apparaît *plus* « d'harmonie » chez lui sur la question de l'attitude vis-à-vis des colonies. On ne peut passer sous silence ce fait incontestable que le mouvement ouvrier *n'*a malheureusement englobé jusqu'ici *que* les pays civilisés.

Je serais tout disposé à être d'accord avec le camarade S. s'il exigeait que soit soulignée *plus* nettement l'exploitation des colonies. C'est en effet l'un des caractères constitutifs *importants* de l'impérialisme. Mais justement le premier paragraphe proposé par le camarade S. n'y fait

nullement allusion. Dans son programme les différents caractères constitutifs de la notion d'impérialisme sont *dispersés* en différents endroits, au détriment de la logique et de la clarté.

Nous allons voir maintenant que le projet du camarade S. *tout entier* souffre de cette dispersion et de ce manque de logique.

II

Que le lecteur veuille bien jeter un regard d'ensemble sur la liaison et l'ordre logique des *thèmes* dans les divers paragraphes de l'ancien programme (selon la numérotation du camarade S.) :

1) Le mouvement ouvrier est depuis longtemps devenu international. Nous sommes l'un de ses détachements.

2) Le but final du mouvement est déterminé par le développement de la société bourgeoise. Point de départ : la propriété privée des moyens de production et le fait que les prolétaires sont exclus de leur gestion.

3) La croissance du capitalisme. L'élimination des petits producteurs.

4) L'accroissement de l'exploitation (travail des femmes, armée de réserve du travail, etc.).

5) Les crises.

6) Le progrès de la technique et l'aggravation de l'inégalité.

7) Le développement de la lutte des prolétaires. Les conditions matérielles du remplacement du capitalisme par le socialisme.

8) La révolution sociale du prolétariat.

9) La dictature du prolétariat, condition de cette révolution.

10) La tâche du parti est de diriger la lutte du prolétariat pour la révolution sociale.

J'ajoute un nouveau thème :

11) Le capitalisme a atteint son stade suprême (l'impérialisme) et maintenant, l'ère de la révolution prolétarienne a commencé.

Comparez cela à l'ordre des *thèmes* — non pas des corrections partielles du texte, mais bien des thèmes — dans

le projet du camarade S., ainsi qu'aux *compléments qu'il a apportés sur l'impérialisme*:

1) Le mouvement ouvrier est international. Nous sommes un de ses détachements. (Il ajoute : l'exportation des capitaux, l'économie mondiale, le passage de la lutte au stade de la révolution mondiale ; c'est-à-dire qu'il ajoute un aspect partiel de la définition de l'impérialisme.)

2) Le but final du mouvement est déterminé par le développement de la société bourgeoise. Point de départ : la propriété privée des moyens de production et le fait que les prolétaires sont exclus de la gestion. (Au milieu, il est ajouté : les banques et les cartels tout-puissants, les associations mondiales de monopoles, c'est-à-dire qu'il est ajouté un autre élément de la définition de l'impérialisme.)

3) La croissance du capitalisme. L'élimination des petits producteurs.

4) L'accroissement de l'exploitation (travail des femmes, armée de réserve du travail, main-d'œuvre étrangère, etc.).

5) Les crises et les guerres. Un nouvel élément de la définition de l'impérialisme y est inséré : « les tentatives de partage du monde » ; répétition concernant les monopoles et l'exportation des capitaux ; après les mots « capital financier » on ajoute entre parenthèses cette explication : « produit de la fusion du capital bancaire et du capital industriel ».

6) Les progrès de la technique et l'aggravation de l'inégalité. Nouvel élément de la définition de l'impérialisme : cherté de la vie, militarisme. Une fois encore reparaissent les monopoles.

7) Le développement de la lutte des prolétaires. Les conditions matérielles de la substitution du socialisme au capitalisme. Au milieu, interpolation qui répète une fois de plus « le capitalisme des monopoles » et qui indique que les banques et les cartels préparent un appareil de réglementation sociale, etc.

8) La révolution sociale du prolétariat. (Interpolation : elle mettra fin à la domination du capital financier.)

9) La dictature du prolétariat, condition de cette révolution.

10) La tâche du parti est de diriger la lutte du prolé-

tariat pour la révolution sociale. (Au milieu, interpolation : cette révolution est à l'ordre du jour.)

A mon avis, il ressort clairement de cette comparaison que le caractère « mécanique » des additions (ce que redoutaient certains camarades) apparaît bien dans le projet du camarade S. Les différents éléments de la définition de l'impérialisme se trouvent dispersés en divers points sans la moindre logique, comme dans une mosaïque. Il n'en ressort pas une caractéristique pleine et entière de l'impérialisme. Les répétitions sont extrêmement nombreuses. L'ancien canevas est conservé. De même que l'ancien plan général du programme : montrer que le « but final » du mouvement est impliqué par le caractère et l'*évolution* de la société bourgeoise actuelle. Mais justement, cette « évolution » n'apparaît pas et la définition de l'impérialisme est fragmentée, ses éléments sont, pour la plupart, dispersés *mal* à propos.

Prenons le deuxième paragraphe. Le camarade S. a laissé sans changement le début et la fin ; le début dit que les moyens de production sont la propriété d'un petit nombre de personnes ; et la fin dit que la majorité de la population est constituée de prolétaires et de semi-prolétaires. *Au milieu*, le camarade S. intercale une proposition particulière disant que « durant le dernier quart de siècle, la domination directe ou indirecte de la production organisée selon le mode capitaliste est passée aux mains des banques et des trusts tout-puissants », etc.

Ceci est dit *avant* que ne soit exposée la thèse de l'*élimination des petites exploitations par les grandes ! !* Car ce fait n'est exposé que dans le *troisième* paragraphe. Pourtant les trusts sont bien la manifestation la plus élevée, la plus récente précisément de ce processus d'élimination des petites exploitations par les grandes. Est-il concevable qu'on parle d'abord de l'apparition des trusts et plus tard de l'élimination des petites exploitations par les grandes ? N'est-ce pas là renverser l'ordre logique ? D'où sont donc sortis les trusts ? N'est-ce pas là une erreur théorique ? Comment et pourquoi cette domination de la production « est-elle passée » entre leurs mains ? C'est ce que l'on ne peut comprendre, si l'on n'a pas expliqué d'abord l'élimination des petites exploitations par les grandes.

Prenons le troisième paragraphe. Le sujet en est l'élimination des petites entreprises par les grandes. Ici aussi, le camarade S. conserve le début (sur l'importance croissante des grandes entreprises) et la fin (sur l'élimination des petits producteurs), mais au milieu, il ajoute que les grandes entreprises « fusionnent en organismes gigantesques qui groupent toute une série d'échelons de la production et de la circulation ». Mais cette interpolation est déjà consacrée à un autre thème, à savoir : la concentration des moyens de production et la socialisation du travail en régime capitaliste, la création des conditions matérielles de la substitution du socialisme au capitalisme. Dans l'ancien programme, ce thème n'était étudié que dans le septième paragraphe.

Le camarade S. conserve ce plan général. Il parle aussi des conditions matérielles de la substitution du socialisme au capitalisme, mais *seulement dans le septième paragraphe.* Il conserve aussi dans ce septième paragraphe les indications relatives à la concentration des moyens de production et à la socialisation du travail.

Il en résulte que le passage relatif à la concentration est placé quelques paragraphes *avant* le paragraphe qui, sous une forme générale et ramassée, définissait spécialement le phénomène de la concentration. C'est un comble d'illogisme qui ne peut que gêner la compréhension de notre programme par les larges masses.

III

Le cinquième paragraphe du programme qui traite des crises « subit », de la part du camarade S., « un remaniement complet ». Ce camarade trouve que l'ancien programme « à des fins de vulgarisation, pèche du point de vue théorique » et « s'écarte de la théorie des crises formulée par Marx ».

Le camarade S. pense que le mot « surproduction », employé dans l'ancien programme, sert de « base à l'explication » des crises et que « cette opinion correspond davantage à la théorie de Rodbertus [67] qui s'appuie pour expliquer les crises sur la consommation insuffisante de la classe ouvrière ».

A quel point sont vouées à l'échec ces recherches d'une hérésie théorique auxquelles se livre le camarade S., à quel point les idées de Rodbertus sont ici tirées *par les cheveux*, c'est ce que montre facilement la comparaison de l'ancien texte et du nouveau proposé par le camarade S.

Dans l'ancien texte, *après* avoir mentionné (dans le paragraphe 4) le « progrès technique », l'aggravation de l'exploitation des ouvriers, la diminution relative de la demande de main-d'œuvre, l'on dit : « *Cet* état de choses dans les pays bourgeois, etc., rend de plus en plus difficile l'écoulement des marchandises produites en quantité sans cesse croissante. La *surproduction* qui se manifeste au cours des crises... et dans les périodes de marasme... est une conséquence inévitable... »

Il est clair qu'ici la surproduction ne sert nullement de « base à l'explication », mais que l'on se contente de *décrire* l'origine des crises et des périodes de marasme. Dans le projet du camarade S., nous lisons :

« Le développement des forces de production, s'accomplissant sous ces formes contradictoires, dans lesquelles les conditions de la production entrent en conflit avec les conditions de la consommation, les conditions de la mise en œuvre du capital avec les conditions de son accumulation, ce développement des forces productives qui ne poursuit que la chasse au profit a pour conséquence inévitable de graves crises industrielles et des dépressions qui signifient l'arrêt de l'écoulement des marchandises produites anarchiquement en quantité toujours croissante. »

Le camarade S. dit la même chose, car « l'arrêt de l'écoulement » des marchandises produites en « quantité croissante » constitue précisément la *surproduction*. Le camarade S. a tort de redouter ce mot qui n'a rien de faux. Le camarade S. a tort d'écrire que, au lieu de « surproduction », « on pourrait employer avec autant et même avec plus de raison le mot « sous-production » (brochure de Moscou, p. 15).

Essayez donc d'appeler « l'arrêt de l'écoulement des marchandises » « produites en quantité toujours croissante » « sous-production » ! Vous n'y réussirez pas.

La doctrine de Rodbertus ne consiste pas du tout dans l'emploi du mot « surproduction » (qui seul *décrit avec précision* l'une des *contradictions* les plus profondes du capita-

lisme) ; elle consiste à expliquer les crises *uniquement* par la sous-consommation de la classe ouvrière. Mais ce *n'est point* de là que l'ancien programme fait découler les crises. Il se réfère à « *cet* état de choses au sein des pays bourgeois », qui a précisément été exposé dans le paragraphe précédent et qui résulte du « progrès technique » et de « la diminution relative de la demande de main-d'œuvre ». En même temps, l'ancien programme parle de la « rivalité qui ne cesse de s'aggraver sur le marché mondial ».

Là précisément se trouve exprimé l'*essentiel* sur les conflits entre les conditions de l'accumulation du capital et les conditions de sa mise en œuvre, et en termes beaucoup *plus clairs*. La théorie n'est pas « trahie » ici, comme le pense à tort le camarade S., « à des fins de vulgarisation » ; elle est exposée clairement et en termes intelligibles ; c'est un mérite.

On peut naturellement écrire des volumes sur les crises, on peut donner une analyse plus concrète des conditions de l'accumulation, on peut parler du rôle des *moyens de production*, de l'échange de la plus-value et du capital variable dans les moyens de production contre le capital constant dans les objets de consommation, de la dépréciation du capital constant par suite de nouvelles inventions, etc., etc. Mais cela le camarade S. ne tente pas de le faire ! ! Ses prétendus amendements du programme se ramènent à ceci :

1) Ayant conservé la transition du paragraphe 4 au paragraphe 5, de la mention des progrès techniques, etc., aux crises, il *affaiblit la liaison* entre les deux paragraphes en éliminant les mots : « *cet* état de choses ».

2) Il a ajouté des phrases qui sonnent bien du point de vue théorique sur les conflits entre les conditions de production et les conditions de consommation, entre les conditions de mise en œuvre et les conditions d'accumulation, phrases qui ne contiennent rien de faux, mais qui n'apportent pas d'idée nouvelle car le paragraphe précédent dit justement l'essentiel sur cette partie, en termes plus clairs.

3) Il ajoute la « chasse au profit », expression qui convient mal au programme, qui est peut-être employée ici justement « à des fins de vulgarisation » car la *même idée*

est exprimée plusieurs fois par les mots « conditions de mise en œuvre », production « marchande », etc.

4) Il remplace « marasme » par « dépression » ; changement malheureux.

5) Il ajoute le mot « anarchiquement » à l'ancien texte (« les marchandises, produites anarchiquement en quantité sans cesse croissante »). Cette addition est fausse du point de vue théorique, car justement l'« anarchie » ou l'« absence de plan », pour emprunter l'expression employée dans le projet du programme d'Erfurt et contestée par Engels, *ne* caractérise *pas* les trusts *.

Voici où aboutit le camarade S. :

...« Les marchandises sont produites anarchiquement en quantité sans cesse croissante. Les tentatives des associations capitalistes (trusts, etc.), limitant la production pour écarter les crises, sont vouées à l échec », etc.

Mais précisément les marchandises sont produites par les trusts *non pas* de façon anarchique, mais par calcul. Les trusts *ne* « limitent » *pas seulement* la production. Ils ne font pas de tentatives pour écarter les crises ; il ne peut pas y avoir de « tentatives » de ce genre de la part des trusts. Le camarade S. en arrive à toute une série d'inexactitudes. Il faudrait dire : bien que les trusts produisent des marchandises non pas de façon anarchique, mais par calcul, les crises restent cependant inévitables en vertu des caractères du capitalisme indiqués plus haut et qui subsistent même sous le régime des trusts. Et si les trusts, dans les périodes d'essor maximum et de spéculation, restreignent la production afin de « ne pas passer les bornes », ils épargnent ainsi dans le meilleur des cas les plus grandes entreprises, mais les crises n'en apparaissent pas moins.

Résumant tout ce qui vient d'être dit sur les crises, nous aboutissons à la conclusion que le projet du camarade S.

* Engels critiquait les expressions « production privée » et « absence de plan » dans le projet du programme d'Erfurt et écrivait : « Si nous passons des sociétés anonymes aux trusts qui règnent dans certaines branches de l'industrie, en instituant des monopoles, alors cessent non seulement la production privée, mais encore l'absence de plan [68] ».

*n'*apporte *pas* d'amélioration à l'ancien programme. Au contraire, le nouveau projet renferme des inexactitudes. La nécessité de corriger l'ancien reste à prouver.

IV

Dans la question des guerres impérialistes, le projet du camarade S. pèche doublement par l'inexactitude théorique.

Premièrement, il ne porte pas d'appréciation sur la guerre actuelle. Il dit que l'époque impérialiste engendre les guerres impérialistes. C'est vrai ; et il fallait naturellement le dire dans le programme. Mais cela ne suffit pas. Il faut dire en outre que c'est précisément la guerre actuelle de 1914-1917 qui est une guerre impérialiste. Le groupe allemand « Spartacus » a affirmé dans ses « thèses », publiées en allemand en 1915, qu'à l'époque de l'impérialisme *il ne peut pas y avoir* de guerres nationales [69]. Cette affirmation est manifestement fausse, car l'impérialisme aggrave l'oppression des nations ; et, par suite, les soulèvements nationaux et les guerres nationales sont non seulement possibles et vraisemblables, mais absolument inévitables (les tentatives faites pour établir une distinction entre les soulèvements et les guerres seraient vouées à l'échec).

Le marxisme exige une appréciation absolument précise, appuyée sur des données concrètes, de chaque guerre. Esquiver la question de la guerre actuelle par des raisonnements généraux est faux en théorie et inadmissible en pratique, car derrière cette attitude se retranchent les opportunistes, qui y trouvent une échappatoire : En général, disent-ils, l'impérialisme est l'époque des guerres impérialistes, mais *cette* guerre-*ci* n'a pas été *tout à fait* impérialiste (tel a été, par exemple, le raisonnement de Kautsky).

Deuxièmement, le camarade S. relie *en un tout* « les crises et les guerres », en en faisant une sorte de satellite à deux têtes du capitalisme en général et du capitalisme moderne en particulier. Dans la brochure de Moscou, pp. 20-21, le projet du camarade S. répète *par trois fois* que les crises et les guerres sont liées. Il ne s'agit pas seulement

ici de répétitions regrettables dans un programme. Il s'agit d'une erreur de principe.

Les crises, justement sous forme de surproduction ou, si le camarade S. bannit le mot surproduction, « d'arrêt de l'écoulement des marchandises », constituent un phénomène propre *exclusivement* au capitalisme. Quant aux guerres, elles appartiennent à d'autres systèmes économiques, tels que l'esclavage et le servage. Il y a eu aussi bien des guerres impérialistes à l'époque de l'esclavage (la guerre entre Rome et Carthage fut de part et d'autre une guerre impérialiste), au moyen âge et à l'époque du capitalisme commercial. Toute guerre dans laquelle *les deux* belligérants oppriment des pays étrangers ou nationalités, combattant pour le partage du butin, pour savoir « qui opprimera ou pillera le plus », ne peut être appelée qu'impérialiste.

Si nous disons que seul le capitalisme moderne, que seul l'impérialisme a entraîné les guerres impérialistes, c'est juste, car le stade *précédent* du capitalisme, le stade de la libre concurrence ou stade du capitalisme prémonopoliste, a été surtout caractérisé en Europe occidentale par des guerres *nationales*. Mais dire qu'au stade précédent il n'y a pas eu du tout de guerres impérialistes serait faux, ce serait oublier les « guerres coloniales », impérialistes *elles aussi*. Voilà un premier point.

En deuxième lieu, *rattacher* les crises aux guerres demeure faux, car ce sont des phénomènes d'ordre absolument différent, d'origine historique différente, d'une portée de classe différente. Par exemple, on ne peut pas dire, comme le camarade S. le fait dans son projet : « Les crises et les guerres, à leur tour, ruinent encore davantage les petits producteurs, soumettent encore davantage le travail salarié au capital »... Car, *il peut* y avoir des guerres qui aident le travail salarié à se libérer du capital, au cours de la lutte des ouvriers salariés contre la classe capitaliste, il peut y avoir non seulement des guerres réactionnaires impérialistes, mais aussi des guerres révolutionnaires. « La guerre est le prolongement de la politique » d'une classe *ou* d'une autre ; et, dans toute société divisée en classes, que ce soit l'esclavage, le servage ou le capitalisme, il y a eu des guerres qui ont été la continuation de la politique de la classe des oppresseurs ; et il y a aussi eu des guerres qui ont été la

continuation de la politique des classes opprimées. Pour cette même raison, on ne peut pas dire, comme le fait le camarade S., que « les crises et les guerres montrent que le système capitaliste, forme de développement des forces de production, devient un frein pour ce développement ».

Il est vrai que la guerre impérialiste actuelle, par son caractère réactionnaire et par les charges qu'elle impose, révolutionne les masses et accélère la révolution ; et il faut le dire. Et ce sera vrai des guerres impérialistes en général, qui sont *caractéristiques* de l'époque impérialiste ; et on peut le dire. Mais, on ne peut pas en dire autant de toutes les « guerres » en général et, pour cette raison, on ne peut aucunement rattacher les crises aux guerres.

V

Il nous faut maintenant faire le point sur la question capitale qui, de l'avis de tous les bolchéviks, doit être avant tout élucidée et correctement appréciée dans le nouveau programme : la question de l'*impérialisme*. Le camarade Sokolnikov soutient qu'il est rationnel d'éclairer ce problème et de porter un jugement pour ainsi dire par morceaux, en répartissant les divers caractères de l'impérialisme entre différents paragraphes du programme ; je pense qu'il est rationnel de le faire dans un paragraphe spécial ou dans une partie spéciale du programme, en réunissant là tout ce qu'il faut dire sur l'impérialisme. Les membres du parti ont maintenant sous les yeux les deux projets ; une décision sera prise au congrès. Nous sommes entièrement d'accord avec le camarade Sokolnikov sur ce point : il faut parler de l'impérialisme, mais il reste à examiner s'il n'y a pas désaccord concernant la *façon* de définir et d'apprécier l'impérialisme.

Comparons de ce point de vue les deux projets du nouveau programme. Dans mon projet, cinq caractéristiques essentielles de l'impérialisme sont considérées : 1) les monopoles capitalistes ; 2) la fusion du capital bancaire avec le capital industriel ; 3) l'exportation du capital à l'étranger ; 4) le partage territorial du monde, partage déjà terminé ; 5) le partage du monde entre les monopoles économiques

internationaux. (Dans ma brochure : *L'impérialisme, étape moderne du capitalisme* *, qui est sortie après les « Matériaux pour la révision du programme du parti », ces cinq caractéristiques distinctes de l'impérialisme sont exposées à la page 85 **.) Dans le projet du camarade Sokolnikov, nous trouvons en réalité ces cinq caractéristiques essentielles, si bien que l'accord de principe sur la question de l'impérialisme est manifestement complet dans notre parti. L'on pouvait s'y attendre, car la propagande pratique de notre parti sur cette question, tant orale qu'écrite, a depuis longtemps, dès le début de la révolution, mis en lumière l'unanimité des bolchéviks sur cette question fondamentale.

Il nous reste à examiner quelles sont les différences de *formulation*, dans les deux projets, quant à la définition et à la caractéristique de l'impérialisme. Les deux projets analysent concrètement la question de savoir à partir de quel moment on peut vraiment parler de la transformation du capitalisme en impérialisme. Il n'y a guère lieu de discuter la nécessité de cette analyse qui apporte une précision historique dans l'appréciation du développement économique. Le camarade S. dit : « au cours du dernier quart de siècle » ; dans mon texte, il est dit : « depuis le début du XXe siècle, approximativement ». Dans la brochure que je viens de citer sur l'impérialisme, se trouvent introduits (par exemple, pp. 10-11 ***) les témoignages d'un économiste qui fait une étude spéciale des cartels et des syndicats capitalistes et qui déclare que le tournant décisif en Europe pour la victoire *complète* des cartels a été la crise de 1900-1903. C'est pourquoi il me semble qu'il serait plus exact de dire « depuis le début du XXe siècle, approximativement » que de dire « au cours du dernier quart de siècle ». Ce sera plus juste pour la raison encore que le spécialiste que je viens de citer, comme d'ailleurs les économistes européens en général, opère le plus souvent d'après des données de source allemande, et que l'Allemagne *a dépassé* les autres pays dans l'organisation des cartels.

---

* C'était le titre primitif de *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*. (*N.R.*)

** Cf. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 22, p. 287. (*N.R.*)

*** *Ibid.*, pp. 217-220. (*N.R.*)

Continuons. Il est dit dans mon projet que « les monopoles capitalistes ont pris une importance décisive ». Le projet du camarade S. *multiplie* les appréciations sur les monopoles, mais une seule se distingue par une clarté relative. La voici :

« ... Au cours du dernier quart de siècle, la domination directe ou indirecte de la production organisée sur le mode capitaliste est passée aux mains des banques, des trusts et des cartels tout-puissants et liés entre eux ; ils ont formé des associations mondiales dirigées par une poignée de magnats du capitalisme financier. »

Il me semble que dans ces lignes il y a trop de « propagande », c'est-à-dire qu'on introduit dans le programme « à des fins de vulgarisation » ce qui ne doit pas y trouver de place. Dans les articles de journaux, dans les discours, dans les brochures de vulgarisation, la « propagande » est nécessaire ; mais le programme du parti doit se distinguer par sa précision économique et ne rien contenir de superflu. Dire que les monopoles ont pris une « importance décisive » me paraît être une formule d'une parfaite précision et qui dit tout. Cependant, le paragraphe cité du projet du camarade S. contient non seulement beaucoup de choses superflues, mais encore l'expression : « la domination de la production organisée sur le mode capitaliste » me paraît douteuse du point de vue théorique. S'agit-il seulement de la production organisée sur le mode capitaliste ? Non. Cela est trop faible. La production qui est notoirement *non* organisée sur le mode capitaliste : celle des petits artisans, des paysans, des petits planteurs de coton aux colonies, etc., etc., est tombée elle aussi sous la dépendance des banques et en général du capital financier. Si nous parlons du « capitalisme mondial » en général (et c'est de lui seul qu'on peut parler ici, sans risque d'erreur), alors, en disant : les monopoles ont pris une « importance décisive », nous n'excluons de la dépendance vis-à-vis de cette importance décisive *aucun* producteur. Limiter l'influence des monopoles à « la production organisée sur le mode capitaliste » est une erreur.

Continuons : le projet du camarade S. répète par deux fois la même chose à propos du rôle des banques : la première fois dans le paragraphe que nous venons de citer et la deuxième fois dans le paragraphe sur les crises et les guer-

res, où l'on donne la définition suivante : « le capital financier (fusion du capital bancaire et du capital industriel) ». Dans mon projet il est dit : « le capital bancaire, qui a atteint une énorme concentration, a fusionné avec le capital industriel ». Il suffit de le dire une fois dans le programme.

Troisième caractère : « l'exportation du capital vers l'étranger s'est développée sur une très grande échelle » (c'est ce que dit mon projet). Dans le projet du camarade S., nous trouvons une fois une simple indication concernant « l'exportation des capitaux » ; puis, nous trouvons une deuxième fois, dans un contexte tout à fait différent, la mention des « pays nouveaux qui sont... un champ d'investissement pour le capital exporté, à la recherche de surprofits ». Il est difficile de considérer comme juste cette mention des surprofits et des pays nouveaux, car l'exportation du capital s'est aussi développée de l'Allemagne vers l'Italie, de la France vers la Suisse, etc. L'exportation du capital a aussi commencé en régime impérialiste vers les vieux pays, et pas seulement pour les *sur*profits. Ce qui est vrai au sujet des nouveaux pays est faux au sujet de l'exportation du capital en général.

Le quatrième caractère est ce que Hilferding a appelé « la lutte pour l'espace économique ». Cette appellation est *inexacte*, car elle n'exprime pas la différence essentielle entre l'impérialisme actuel et les *anciennes* formes de lutte pour l'espace économique. C'est pour cet espace qu'ont lutté la Rome antique, les Etats européens aux XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles en conquérant des colonies, et l'ancienne Russie en conquérant la Sibérie, etc., etc. Le caractère distinctif de l'impérialisme contemporain, c'est que (comme il est dit dans mon projet de programme) « le monde entier est déjà partagé territorialement entre les pays les plus riches », c'est-à-dire que le partage du monde entre Etats est achevé. C'est précisément de cette circonstance que découle l'âpreté particulière de la lutte pour un *nouveau partage* du monde, l'âpreté particulière des conflits, qui conduit aux guerres.

Le projet du camarade S. exprime ces idées avec une grande prolixité, mais avec une rigueur théorique douteuse. Je citerai tout de suite sa formulation, mais comme elle réunit en un tout aussi la question du partage économique

du monde, il est nécessaire d'aborder en premier lieu ce cinquième et dernier caractère de l'impérialisme. Dans mon projet, il est ainsi formulé :

...« Le partage économique du monde entre les trusts internationaux a commencé. » Les données de l'économie politique et de la statistique ne permettent pas d'en dire plus. *Ce* partage du monde est un processus très important, mais il ne fait encore que commencer. Les guerres impérialistes découlent de *ce* partage du monde, d'un *nouveau partage*, dès lors que le partage des territoires est achevé, c'est-à-dire qu'il *ne* reste *plus* de terres « libres » dont on puisse s'emparer sans guerres avec un rival.

Voyons maintenant la formulation du camarade S. :

« Mais le domaine auquel s'étend la domination des rapports capitalistes ne cesse de s'élargir aussi à l'extérieur, du fait qu'ils pénètrent dans de nouveaux pays qui sont pour les monopoles capitalistes des marchés pour leurs marchandises, des fournisseurs de matières premières et un champ d'investissement pour le capital exporté qui recherche des surprofits. Les masses énormes de plus-value accumulée qui se trouvent à la disposition du capital financier (produit de la fusion du capital bancaire et du capital industriel) sont jetées sur le marché mondial. La rivalité des associations capitalistes, puissantes sur le plan national et même parfois organisées sur le plan international, pour la domination du marché, pour la possession ou le contrôle des territoires des pays plus faibles, c'est-à-dire pour le droit de priorité dans l'exploitation impitoyable de ces pays, mène infailliblement à des tentatives de partage du monde entier entre les Etats capitalistes les plus riches, à des guerres impérialistes qui engendrent pour tous les calamités, la ruine et le retour à la barbarie. »

L'abondance excessive des mots couvre ici toute une série d'erreurs théoriques. On ne peut parler de « tentatives » de partage du monde, puisque le monde est *déjà* partagé. La guerre de 1914-1917 n'est pas une « tentative de partage » du monde, mais une lutte *pour un nouveau partage* du monde déjà partagé. La guerre est devenue inévitable pour le capitalisme, parce que, plusieurs années avant qu'elle n'éclate, l'impérialisme *avait partagé* le monde selon de vieux rapports de force « modifiés » par la guerre.

Et la lutte pour les colonies (pour de « nouveaux pays »), et la lutte pour la « possession des territoires de pays plus faibles », tout cela existait même *avant* l'impérialisme. Ce qui caractérise l'impérialisme d'aujourd'hui, c'est *autre chose*, à savoir que, au début du XXe siècle, toute la terre

était occupée par tel ou tel Etat, était partagée. C'est seulement pour cette raison qu'un *nouveau partage* de la « domination du monde » ne pouvait, sur la base du capitalisme, se produire autrement qu'au prix d'une guerre mondiale. « Les unions de capitalistes organisées sur le plan international » existaient également déjà *avant* l'impérialisme ; toute société anonyme avec la participation des capitalistes de divers pays est une « union de capitalistes organisée sur le plan international ».

Ce qui caractérise l'impérialisme, c'est *autre chose* qui *n'existait pas* avant le XXe siècle, à savoir : le partage économique du monde entre les trusts internationaux, le partage entre eux *par contrat* de pays considérés comme marchés d'écoulement. Cela précisément n'est pas exprimé dans le projet du camarade S., ce qui le conduit à sous-estimer la force de l'impérialisme.

Enfin, il est faux du point de vue théorique de parler de masses de *plus-value* accumulée, jetées sur le marché mondial. Cela revient à la théorie de Proudhon sur la réalisation, d'après laquelle les capitalistes peuvent facilement réaliser aussi bien le capital constant que le capital variable, mais se trouvent en difficulté quand ils réalisent la plus-value. En fait, les capitalistes ne peuvent réaliser sans difficultés et sans crises ni la plus-value, ni le capital variable, ni le capital constant. Ils jettent sur le marché des masses de marchandises qui représentent non seulement de la valeur accumulée, mais encore la valeur de reproduction du capital variable et du capital constant. Par exemple, on jette sur le marché mondial des masses de rails ou de fer qui doivent être réalisées grâce à l'échange contre des articles de consommation pour les ouvriers ou contre d'autres moyens de production (bois, pétrole, etc.).

VI

En terminant ainsi l'analyse du projet du camarade Sokolnikov, nous devons remarquer en particulier une addition très précieuse, qu'il propose et qu'il conviendrait, à mon avis, d'adopter et même d'élargir. Voici : il propose dans le paragraphe qui traite du progrès technique et de

l'accroissement de l'emploi du travail des femmes et des enfants, d'ajouter : (employer) « de même la main-d'œuvre étrangère non spécialisée, importée des pays arriérés ». C'est une addition précieuse et nécessaire. Précisément, cette exploitation du travail d'ouvriers *plus mal rétribués* venus des pays arriérés est caractéristique de l'impérialisme. C'est en particulier sur elle qu'est fondé, pour une part, le *parasitisme* des pays impérialistes riches qui corrompent une partie de leurs ouvriers à l'aide d'un salaire plus élevé, tout en exploitant sans mesure et sans vergogne la main-d'œuvre étrangère « bon marché ». Il faudrait ajouter les mots « plus mal rétribués », ainsi que les mots « et souvent privés de droits », car les exploiteurs des pays « civilisés » profitent toujours de ce que la main-d'œuvre étrangère importée est privée de droits. C'est ce qu'on observe constamment non seulement en Allemagne à l'égard des ouvriers russes, plus exactement, venus de Russie, mais aussi en Suisse à l'égard des Italiens, en France à l'égard des Espagnols et des Italiens, etc.

Peut-être serait-il rationnel de souligner plus fortement et d'exprimer plus concrètement dans le programme la place à part qu'occupe une poignée de pays impérialistes, les plus riches, qui s'enrichissent en parasites par la mise à sac des colonies et des nations faibles. C'est un trait extrêmement important de l'impérialisme, trait qui, soit dit en passant, facilite jusqu'à un certain point l'apparition de profonds mouvements révolutionnaires dans les pays soumis au brigandage impérialiste, menacés d'être partagés ou étranglés par les géants impérialistes (c'est le cas de la Russie), et, au contraire, entrave jusqu'à un certain point la naissance des mouvements révolutionnaires profonds dans les pays qui pillent selon les procédés impérialistes beaucoup de colonies et de pays étrangers, faisant ainsi d'une partie (relativement) grande de leur population leurs *complices* dans le partage du butin.

C'est pourquoi je proposerais d'intercaler une indication sur l'exploitation de certains pays par d'autres, plus riches, ne fût-ce qu'à l'endroit de mon projet qui donne la définition du social-chauvinisme (p. 22 de la brochure*).

* Cf. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 24, p. 483. (*N.R.*)

La partie correspondante du projet deviendrait donc (j'indique les additions en italique) :

« Déformation représentée, d'une part, par le courant du social-chauvinisme, socialiste en paroles, chauvin en action, qui couvre du mot d'ordre de « défense de la patrie » la défense des intérêts de rapine de « sa » bourgeoisie nationale *dans la guerre impérialiste, ainsi que la défense de la situation privilégiée des citoyens d'une nation riche à qui le pillage des colonies et des nations faibles procure d'énormes revenus.* Cette déformation se trouve, d'autre part, dans la tendance internationale non moins large du « centre », etc. ».

Il est nécessaire d'ajouter les mots « dans la guerre impérialiste » pour plus de précision : la « défense de la patrie » n'est qu'un mot d'ordre destiné à justifier la guerre, à la présenter comme légitime, comme juste. Il y a guerre et guerre. Il peut y avoir aussi des guerres révolutionnaires. Il faut donc préciser avec le plus grand soin qu'il s'agit ici de la guerre impérialiste. Cela est sous-entendu, mais pour éviter toute équivoque, il faut que cela soit non pas sous-entendu, mais dit franchement et clairement.

VII

Passons de la partie générale ou théorique du programme au programme minimum. Nous rencontrons tout de suite ici la proposition « très radicale » en apparence et dénuée de fondement des camarades N. Boukharine et V. Smirnov tendant à *écarter complètement* le programme minimum. La division en programme maximum et en programme minimum est, disent-ils, « périmée », à quoi peut-elle servir puisqu'il s'agit du passage au socialisme. Pas de programme minimum, tout de suite un programme de mesures préparant le passage au socialisme.

Telle est la thèse de ces deux camarades, qui pourtant ne se sont pas décidés, pour une raison ou pour une autre, à proposer un projet qui y correspondrait (bien que la mise à l'ordre du jour du prochain congrès de la révision du programme du parti les obligeât absolument à dresser un tel projet). Il est possible que les auteurs de cette proposition

« radicale » en apparence soient eux-mêmes restés dans l'indécision... Quoi qu'il en soit, il faut examiner leur opinion.

La guerre et les difficultés qu'elle implique ont contraint tous les pays à passer du capitalisme de monopole au capitalisme des monopoles d'Etat. Telle est la situation objective. Mais, dans les conditions de la révolution, en période de révolution, le capitalisme monopoliste d'Etat se transforme *immédiatement* en socialisme. Il est impossible d'aller de l'avant, pendant la révolution, sans marcher au socialisme, — telle est la situation objective créée par la guerre et par la révolution. Notre Conférence d'Avril a tenu compte de ce fait quand elle a fixé comme mots d'ordre : la « République des Soviets » (forme politique de la dictature du prolétariat) et la nationalisation des banques et des cartels (principale mesure du passage au socialisme). Jusqu'à présent les bolchéviks sont d'accord, ils sont unanimes. Mais les camarades V. Smirnov et N. Boukharine veulent aller plus loin, en rejetant *complètement* le programme minimum. Ce serait aller à l'encontre du sage conseil donné par le proverbe qui dit :

« *Ne chante pas victoire avant, mais après la bataille.* »

Nous allons à la bataille, c'est-à-dire que nous luttons pour conquérir le pouvoir politique pour notre parti. Ce pouvoir serait la dictature du prolétariat et de la paysannerie pauvre. En prenant ce pouvoir, non seulement nous ne craignons pas de dépasser les limites du régime bourgeois, mais, au contraire, nous disons clairement, franchement, à haute et intelligible voix, que nous dépasserons ces limites, que nous marcherons sans crainte vers le socialisme et que notre chemin passe par la république des Soviets, par la nationalisation des banques et des cartels, par le contrôle ouvrier, par l'obligation générale du travail, par la nationalisation de la terre, par la confiscation du matériel des propriétaires fonciers, etc., etc. En ce sens nous avons établi un programme des mesures préparant le passage au socialisme.

Mais nous ne devons pas chanter victoire avant la bataille, nous ne devons pas rejeter le programme minimum, car ce serait pure fanfaronnade : nous ne voulons rien « exiger de la bourgeoisie », mais réaliser nous-mêmes, nous ne

voulons pas nous occuper des détails dans le cadre du régime bourgeois.

Ce serait pure fanfaronnade, car il faut d'abord conquérir le pouvoir, et nous ne l'avons pas encore conquis. Il faut d'abord réaliser en fait les mesures qui préparent le passage au socialisme, conduire notre révolution à la victoire de la révolution socialiste mondiale, après quoi, « *après la bataille* », nous pourrons et nous devrons rejeter le programme minimum, *désormais superflu*.

Peut-on garantir aujourd'hui qu'il est désormais superflu ? Non, naturellement, pour la simple raison que nous n'avons pas encore conquis le pouvoir, que nous n'avons pas réalisé le socialisme et que nous ne sommes pas même arrivés au début de la révolution socialiste mondiale.

Il faut *marcher* vers ce but fermement, hardiment, sans hésitations, mais il est ridicule de le déclarer atteint, quand manifestement il ne l'est pas. Rejeter dès maintenant le programme minimum équivaudrait à déclarer, à proclamer (ce qui serait pure fanfaronnade) « que nous avons déjà la victoire ».

Non, chers camarades, nous n'avons pas encore la victoire.

Nous ne savons pas si nous l'aurons demain ou un peu plus tard. (Pour ma part, je suis enclin à penser qu'elle est pour demain, — j'écris cela le 6 octobre 1917, — et que nous pouvons avoir quelque retard pour la prise du pouvoir, mais, de toute façon, demain, c'est demain, ce n'est pas aujourd'hui.) Nous ne savons pas avec quelle rapidité en Occident la révolution suivra notre victoire. Nous ne savons pas s'il n'y aura pas encore des périodes de réaction et de victoire de la contre-révolution après notre victoire, — ce n'est pas exclu — et c'est pourquoi, après notre victoire, nous construirons une « triple ligne de tranchées » pour écarter cette possibilité.

Tout cela nous ne le savons ni *ne pouvons le savoir*. Personne *ne peut* le savoir. Il est donc ridicule de rejeter le programme minimum qui est *indispensable*, tant que nous vivons encore dans le cadre du régime bourgeois, tant que nous n'avons pas encore détruit ce cadre, tant que nous n'avons pas réalisé les conditions essentielles du passage au socialisme, tant que nous n'avons pas vaincu d'abord,

puis anéanti l'ennemi (la bourgeoisie). Tout cela se fera et se fera peut-être beaucoup plus vite que beaucoup ne le croient (personnellement, je pense que cela doit *commencer* demain), *mais ce n'est pas encore fait.*

Prenez le programme minimum dans le domaine politique. Ce programme est celui qui convient dans une république bourgeoise. Nous ajoutons que nous ne nous enfermons pas dans ses limites et que nous luttons d'ores et déjà pour un type d'Etat plus élevé, *la république des Soviets.* Cela nous devons le faire. Nous devons marcher vers cette nouvelle république avec hardiesse et résolution, et *c'est ainsi, j'en suis convaincu, que nous marcherons vers elle.* Mais il est impossible de rejeter le programme minimum, car, premièrement, la république des Soviets n'existe pas *encore* ; deuxièmement, la possibilité de « tentatives de restauration » n'est pas exclue ; il faudra d'abord les affronter et les vaincre ; troisièmement, il peut apparaître, au cours du passage de l'ordre ancien à l'ordre nouveau, des « types mixtes » provisoires (ainsi que l'a justement indiqué le *Rabotchi Pout* ces jours derniers), par exemple, la république des Soviets coexistant avec l'Assemblée constituante. *Eliminons* d'abord tout cela, et c'est alors seulement que nous pourrons rejeter le programme minimum.

Il en va de même dans le domaine économique. Nous sommes tous d'accord que la *crainte* de marcher au socialisme est une très grande lâcheté, une *trahison* de la cause du prolétariat. Nous sommes tous d'accord que parmi les premiers pas à faire dans cette voie, les mesures essentielles doivent être des mesures telles que la nationalisation des banques et des cartels. Commençons par prendre ces mesures et d'autres semblables, et *nous verrons.* Nous y *verrons mieux*, car l'expérience pratique, mille fois plus précieuse que les meilleurs programmes, aura infiniment élargi notre horizon. Il est possible, il est probable, il est même incontestable qu'ici non plus nous ne pourrons pas éviter les « types mixtes » de transition ; par exemple, nous ne pourrons ni nationaliser d'un coup, ni même soumettre à un véritable contrôle ouvrier les petites exploitations qui emploient un ou deux ouvriers salariés. Leur rôle sera insignifiant ; elles se trouveront pieds et poings liés par la nationalisa-

tion des banques et des trusts, c'est vrai ; mais, tant qu'existeront, ne fût-ce que ces petites séquelles des rapports bourgeois, pourquoi rejeter le programme minimum ? En tant que marxistes marchant hardiment vers la plus grande révolution du monde et tenant lucidement compte des faits, nous n'avons pas le droit de rejeter le programme minimum.

Si nous le rejetions maintenant, nous montrerions que nous avons perdu la tête avant même d'avoir atteint la victoire. Et nous ne devons perdre la tête ni avant, ni pendant, ni après la victoire ; car, en perdant la tête, nous perdrions tout.

Quant aux propositions concrètes, le camarade N. Boukharine n'en a en somme pas parlé ; car il n'a fait que répéter ce qu'on dit depuis longtemps déjà sur la nationalisation des banques et des cartels. Dans son article, le camarade Smirnov a donné une énumération extrêmement intéressante et instructive des réformes typiques qui se réduisent à la réglementation de la production des produits et de leur consommation. Cela se trouve *déjà*, sous une forme générale, dans mon projet ; après quoi, on y trouve un « *etc.* ». Aller plus loin aujourd'hui, se mettre à préciser dans le détail les diverses mesures, ne m'apparaît pas opportun. *Après* les mesures essentielles d'un type nouveau, *après* la nationalisation des banques, *après* le passage au contrôle ouvrier, beaucoup de choses se verront mieux et l'expérience suggérera *quantité d'idées nouvelles*, car ce sera l'expérience de millions d'hommes, l'expérience de l'édification d'un nouveau régime économique, avec la participation consciente de millions d'hommes. Il va de soi qu'il faut dans des articles, dans des brochures, dans des discours, *souligner* les aspects nouveaux, dresser des plans, les apprécier, étudier l'expérience locale et partielle des différents Soviets ou comités de ravitaillement, etc., — tout cela est un travail très utile. Mais introduire dans le programme une abondance excessive de détails est prématuré et peut même nous nuire, en nous liant les mains sur des points secondaires. Et nous devons garder les mains libres pour faire du nouveau avec plus de force, quand nous entrerons tout à fait dans la voie nouvelle.

VIII

Dans son article, le camarade Boukharine aborde encore une autre question, à laquelle il convient de s'arrêter.

« ...La question de la révision du programme de notre parti doit être liée à la question de l'élaboration d'un programme unique pour le parti international du prolétariat. »

Cela manque de clarté. Si cela signifie que l'auteur ne nous conseille pas d'adopter un nouveau programme, mais de surseoir à cette question jusqu'à la création d'un programme international unique, le programme de la IIIe Internationale, il faut alors s'élever contre cette opinion avec la plus grande énergie. Car, un ajournement ainsi motivé (je suppose qu'il n'existe pas d'autres raisons d'ajournement ; personne, par exemple, n'a demandé l'ajournement pour cause d'insuffisance des matériaux de notre parti en vue d'une révision) équivaudrait à retarder par *notre* faute la création de la IIIe Internationale. On ne peut pas évidemment comprendre de façon formelle la création de la IIIe Internationale. Tant que la révolution prolétarienne n'aura pas triomphé, ne fût-ce que dans un pays, ou tant que la guerre ne sera pas terminée, il est impossible d'espérer pouvoir convoquer rapidement et avec succès une *large* conférence des partis internationalistes révolutionnaires des différents pays, d'espérer en leur accord pour l'affirmation formelle d'un nouveau programme. Et il faut jusqu'alors aller de l'avant en s'appuyant sur les initiatives des partis qui se trouvent aujourd'hui mieux placés que les autres et qui peuvent faire le premier pas, sans considérer, bien entendu, que c'est le dernier pas, sans opposer en quoi que ce soit leur programme aux autres programmes « de gauche » (c'est-à-dire internationalistes révolutionnaires), mais *en s'acheminant* précisément vers l'élaboration d'un programme commun. En dehors de la Russie, il n'existe aucun pays au monde où il y ait actuellement une liberté relative de tenir des congrès internationaux et où il puisse y avoir autant de camarades bien informés des tendances internationales et programmes, que dans notre parti. C'est pourquoi il est indispensable que nous prenions l'initiative. C'est ce qu'exige notre simple devoir, en tant qu'internationalistes.

Il semble que ce soit bien ainsi que le camarade Boukharine considère les choses, car, au début de son article, il dit que « le congrès du parti qui vient de se terminer (ceci a été écrit en août) a reconnu que la révision du programme est indispensable » et qu'un « congrès spécial sera convoqué à cette fin » ; on peut en conclure que le camarade Boukharine n'a rien à objecter contre l'adoption d'un nouveau programme à ce congrès.

S'il en est ainsi, il existe une complète unanimité sur la question débattue. Il est douteux qu'il se trouve quelqu'un pour combattre l'idée que notre congrès, après avoir adopté un nouveau programme, exprime le vœu de créer un programme unique et commun de la IIIe Internationale. A cet effet, des mesures seront prises pour hâter la conférence des gauches, éditer en plusieurs langues un recueil de documents, former une commission pour dresser le bilan des matériaux concernant ce qui a été fait dans d'autres pays pour « explorer » (selon la juste expression du camarade Boukharine) la voie qui mène à un nouveau programme (tribunistes en Hollande [70], gauches en Allemagne. Le camarade Boukharine a déjà cité la « Ligue de propagande socialiste » en Amérique [71] ; on pourrait aussi indiquer le « Parti socialiste *ouvrier* » [72] en Amérique et la question qu'il pose de la substitution « d'une démocratie industrielle à l'État politique »).

De plus, je considère comme parfaitement juste l'observation du camarade Boukharine sur un défaut de mon projet. Le camarade B. cite le passage de ce projet (page 23 de la brochure*) où il est question de la situation actuelle de la Russie, du Gouvernement provisoire des capitalistes, etc. Le camarade Boukharine a raison quand il critique ce passage et quand il dit qu'il faut le reporter à la résolution tactique ou à la plate-forme du parti. Je propose donc soit de supprimer complètement le dernier paragraphe de la page 23, soit de le formuler comme suit :

« Dans ses efforts pour créer une organisation d'Etat susceptible d'assurer au mieux aussi bien le développement économique et les droits du peuple en général que la pos-

* Cf. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 24, p. 484. (*N.R.*)

sibilité de passer le moins douloureusement possible au socialisme en particulier, le parti du prolétariat ne saurait se fixer de limites », etc.

Enfin, je dois répondre ici à une question, qui s'est présentée à l'esprit de certains camarades, mais qui, pour autant que je sache, n'a pas été soulevée dans la presse. C'est la question du paragraphe 9 du programme politique, sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Ce point comprend deux parties : la première donne une nouvelle définition du droit des nations à disposer d'elles-mêmes ; la seconde renferme non pas une revendication, mais une déclaration. La question qui m'a été posée est de savoir si cette déclaration est bien à sa place. En règle générale, les déclarations ne sont pas à leur place dans un programme, mais ici; à mon avis, une exception à la règle est nécessaire. A l'expression « droit des nations à disposer d'elles-mêmes », qui a maintes fois donné lieu à de fausses interprétations, je substitue une notion tout à fait précise : « le droit de se séparer librement ». Après l'expérience de six mois de la révolution de 1917, on ne peut guère contester que le parti du prolétariat révolutionnaire de Russie, le parti qui travaille en langue grand-russe, doive reconnaître le droit de séparation. Après la conquête du pouvoir, nous reconnaîtrions sans condition et sur-le-champ ce droit à la Finlande, à l'Ukraine, à l'Arménie et à toute nationalité opprimée par le tsarisme (et par la bourgeoisie grand-russe). Mais, d'autre part, nous ne souhaitons nullement la séparation. Nous voulons un Etat aussi grand que possible, une union aussi étroite que possible, un aussi grand nombre que possible de nations qui vivent au voisinage des Grands-Russes ; nous le voulons dans l'intérêt de la démocratie et du socialisme, en vue d'amener à la lutte du prolétariat le plus grand nombre possible de travailleurs de différentes nations. Nous voulons l'unité du *prolétariat révolutionnaire*, l'*union* et non la division. Nous voulons l'union *révolutionnaire* : c'est pourquoi nous ne posons pas comme mot d'ordre l'union de tous les Etats quels qu'ils soient ; car la révolution sociale met à l'ordre du jour l'union des *seuls* Etats qui sont passés au socialisme ou qui marchent vers le socialisme, les colonies en voie de libération, etc. Nous voulons l'union *libre* et nous devons par conséquent recon-

naître la liberté de séparation (sans liberté de séparation, une union ne saurait être qualifiée de libre). Nous sommes d'autant plus tenus de reconnaître la liberté de séparation que le tsarisme et la bourgeoisie grand-russe ont, par leur oppression, suscité dans les nations voisines une multitude de rancœurs et une méfiance à l'égard des Grands-Russes en général ; cette méfiance, il faut la dissiper *par des actes*, et non par des paroles.

Mais nous voulons l'union, il faut le dire. Il est si important de le dire dans le programme du parti d'un Etat multinational qu'il vaut la peine de s'écarter de la ligne habituelle, et de faire place à une déclaration. Nous voulons que la république du peuple russe (je serais même enclin à dire, du peuple grand-russe, car ce serait plus juste) *attire* à elle les autres nations ; mais comment ? Non pas par la force, mais exclusivement par un accord librement consenti. Sinon, l'unité et l'alliance fraternelle des *ouvriers* de tous les pays est violée. A la différence des démocrates bourgeois, nous posons comme mot d'ordre non pas la fraternité des peuples, mais la fraternité des *ouvriers* de toutes les nationalités, car nous n'avons pas confiance dans la bourgeoisie de tous les pays, nous la considérons comme notre ennemie.

Voilà pourquoi il faut ici admettre une exception à la règle et introduire au § 9 une *déclaration de principes.*

IX

Les lignes précédentes étaient déjà écrites lorsque le n° 31 du *Rabotchi Pout* est sorti, avec l'article du camarade I. Larine « Les revendications ouvrières de notre programme ». On ne saurait négliger de saluer dans cet article le début de la discussion des projets de programme par notre Organe central. Le camarade Larine s'arrête spécialement sur la partie du programme à laquelle je n'ai pas eu l'occasion de travailler et dont le projet n'existe que dans la rédaction proposée par la « sous-section pour la protection du travail », sous-section formée à la conférence des 24-29 avril 1917. Le camarade Larine propose une série d'*additions*, tout à fait acceptables à mon avis, mais mal-

heureusement rédigées parfois avec une précision insuffisante.

La formulation d'un point me paraît peu réussie, dans le texte du camarade Larine, à savoir : « la juste (?) répartition de la main-d'œuvre basée (?) sur l'autonomie administrative démocratique (?) des ouvriers quant à la disposition (?) des individus (?) ». D'après moi, cette formule est plus mauvaise que celle de la sous-section : « les bourses du travail doivent être des organisations de classe prolétariennes », etc. (Voir p. 15 des Matériaux). Ensuite, sur la question du salaire minimum, le camarade Larine aurait dû élaborer sa proposition de façon plus circonstanciée et la formuler avec précision, en faisant *un rappel historique* des points de vue de Marx et du marxisme sur ce point.

Continuons. Sur la question de la partie politique et de la partie agraire du programme, le camarade Larine trouve qu'une « rédaction plus scrupuleuse » est nécessaire. Il faut souhaiter que la presse de notre parti commence immédiatement à discuter aussi les questions de la *rédaction* de telle et telle revendication, sans l'ajourner jusqu'au congrès ; car, premièrement, nous n'aurons pas sans cela un congrès bien préparé et, deuxièmement, quiconque a eu l'occasion de travailler aux programmes et aux résolutions sait qu'il arrive souvent qu'une *rédaction* précise d'un point donné, *révèle et élimine* les obscurités et les divergences de vue sur les principes.

Enfin, sur la question de la partie économique et financière du programme, le camarade Larine écrit qu'« à sa place on trouve presque un blanc ; que n'y sont pas même mentionnées l'annulation des emprunts de guerre et des dettes du tsarisme (du tsarisme seulement ?), la lutte contre l'utilisation fiscale des monopoles d'Etat, etc. ». Il est tout à fait souhaitable que le camarade Larine n'attende pas jusqu'au congrès pour présenter ses suggestions concrètes, mais qu'il les propose sans délai, sans quoi la préparation du congrès ne sera pas sérieuse. Sur la question de l'annulation des dettes d'État (non pas du tsarisme seul, naturellement, mais aussi de la bourgeoisie), il faut étudier de près la question des petits souscripteurs ; et, sur la question de la « lutte contre l'utilisation fiscale des monopoles

d'Etat », il faut étudier la situation du monopole de la production des objets de luxe et le lien entre le texte projeté pour ce point et la revendication du programme concernant la suppression de tous les impôts indirects.

Je le répète : pour préparer sérieusement le programme, pour que tout le parti y travaille vraiment, il faut que tous ceux qui s'y intéressent se mettent à l'œuvre *sans délai* et *publient* aussi bien leurs réflexions que des *amendements précis* sur les points qu'ils veulent développer ou modifier.

CONSEILS D'UN ABSENT

J'écris ces lignes le 8 octobre, sans grand espoir qu'elles soient dès le 9 entre les mains des camarades de Pétrograd. Il se peut qu'elles arrivent trop tard pour le congrès des Soviets de la région du Nord qui est fixé au 10 octobre. Je tâcherai néanmoins de donner ces « Conseils d'un absent », pour le cas où l'action probable des ouvriers et des soldats de Pétrograd et de tous les « environs » se produirait bientôt, mais elle ne s'est pas encore produite.

Il est clair que tout le pouvoir doit passer aux Soviets. Il doit être également indiscutable pour tout bolchévik que le pouvoir révolutionnaire prolétarien (ou bolchévik, ce qui revient au même aujourd'hui) est assuré de la plus grande sympathie et du soutien sans réserve des travailleurs et des exploités du monde entier, de ceux des pays belligérants en particulier et surtout de la paysannerie russe. Ce n'est pas la peine de s'arrêter sur ces vérités trop connues de tous et prouvées depuis longtemps.

Il faut s'arrêter sur un point qui n'est peut-être pas tout à fait clair pour tous les camarades, à savoir que le passage du pouvoir aux Soviets signifie en fait aujourd'hui l'insurrection armée. La chose pourrait bien sembler évidente ; mais tout le monde n'a pas approfondi ce point et ne l'approfondit pas. Renoncer maintenant à l'insurrection armée signifierait renoncer au mot d'ordre essentiel du bolchévisme (tout le pouvoir aux Soviets) et à l'internationalisme révolutionnaire prolétarien dans son ensemble.

Or, l'insurrection armée est une forme *particulière* de la lutte politique ; elle est soumise à des lois particulières, qu'il faut étudier attentivement. Cette vérité, Karl Marx

l'a exprimée avec un relief remarquable, quand il écrivait que « *l'insurrection armée, comme la guerre, est un art* ».

Voici les règles principales de cet art que Marx a exposées :

1) *Ne* jamais *jouer* avec l'insurrection, et lorsqu'on la commence, être bien pénétré de l'idée qu'il faut la *mener jusqu'au bout.*

2) Rassembler à tout prix une *grande supériorité de forces* à l'endroit décisif, au moment décisif, faute de quoi l'ennemi, possédant une meilleure préparation et une meilleure organisation, anéantira les insurgés.

3) Une fois l'insurrection commencée, il faut agir avec la plus grande *décision* et passer coûte que coûte *à l'attaque.* « La défensive est la mort de l'insurrection armée. »

4) Il faut s'efforcer de prendre l'ennemi par surprise, saisir le moment où ses troupes sont encore dispersées.

5) Il faut remporter *chaque jour* ne fût-ce que de petits succès (on peut dire à chaque heure, s'il s'agit d'une ville), et maintenir à tout prix la « *supériorité morale* ».

Marx résumait le bilan des leçons de toutes les révolutions, en ce qui concerne l'insurrection armée, par les paroles « du plus grand maître de la tactique révolutionnaire de l'histoire, Danton : de l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace [73] ».

Appliqués à la Russie et à octobre 1917, ces principes signifient : offensive simultanée, aussi soudaine et aussi rapide que possible sur Pétrograd, et à la fois de l'extérieur, de l'intérieur, des quartiers ouvriers, de Finlande, de Reval, de Cronstadt, offensive de *toute* la flotte, concentration de forces *infiniment supérieures* aux 15 ou 20 mille hommes (peut-être plus) de notre « garde bourgeoise » (les élèves-officiers), de nos « troupes de chouans » (unités cosaques), etc.

Combiner nos *trois* forces principales : la flotte, les ouvriers et les unités de l'armée afin de nous emparer et de conserver *coûte que coûte* : a) le téléphone, b) le télégraphe, c) les gares, d) les ponts, en premier lieu.

Choisir les éléments *les plus résolus* (nos « troupes de choc » et la *jeunesse ouvrière*, ainsi que les meilleurs matelots) et les répartir en petits détachements pour qu'ils s'emparent de tous les points essentiels et *pour qu'ils par-*

ticipent partout, à toutes les opérations importantes, par exemple :

Encercler Pétrograd et l'isoler, s'en emparer par une attaque concertée de la flotte, des ouvriers et des troupes, — tâche qui exige *de l'art et une triple audace.*

Constituer des détachements des meilleurs ouvriers qui, armés de fusils et de bombes, attaqueront et cerneront les « centres » de l'ennemi (écoles militaires, télégraphe, téléphone, etc.) et qui auront pour mot d'ordre : *périr jusqu'au dernier, mais ne pas laisser passer l'ennemi.*

Espérons que, au cas où l'insurrection serait décidée, les dirigeants appliqueront avec succès les grands préceptes de Danton et de Marx.

Le succès de la révolution russe et de la révolution mondiale dépend de deux ou trois jours de lutte.

Ecrit le 8 (21) octobre 1917.
Paru pour la première fois le 7 novembre 1920, dans le n° 250 de la « Pravda ».
Signé : Un Absent

Conforme au texte du journal

LETTRE AUX CAMARADES BOLCHÉVIKS PARTICIPANT AU CONGRÈS DES SOVIETS DE LA RÉGION DU NORD

Camarades ! notre révolution traverse une période critique au plus haut point. Cette crise coïncide avec la grande crise de croissance de la révolution socialiste mondiale et de la lutte que mène contre elle l'impérialisme du monde entier. Une tâche gigantesque incombe aux dirigeants responsables de notre parti ; s'ils ne l'accomplissent pas, la faillite complète menace le mouvement prolétarien internationaliste. L'heure est telle que temporiser, c'est aller à une mort certaine.

Jetez un regard sur la situation internationale. La montée de la révolution mondiale est incontestable. L'explosion de révolte des ouvriers tchèques a été étouffée avec une cruauté incroyable, qui témoigne de la panique du gouvernement. En Italie, on en est arrivé aussi à une explosion des masses à Turin [74]. Mais le fait le plus important est la mutinerie de la flottè allemande. Il faut se représenter les extrêmes difficultés que rencontre la révolution dans un pays comme l'Allemagne, surtout dans les circonstances actuelles. A n'en pas douter, la mutinerie de la flotte allemande marque la grande crise de croissance de la révolution mondiale. Si nos chauvins qui prêchent la défaite de l'Allemagne exigent des ouvriers allemands qu'ils se soulèvent tout d'un coup, nous savons, nous révolutionnaires internationalistes russes, par l'expérience des années 1905 et 1917, qu'on ne peut imaginer de symptôme plus manifeste de la croissance de la révolution que le soulèvement des troupes.

Réfléchissez à la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui en face des révolutionnaires allemands. Ils peuvent nous dire : Nous n'avons qu'un Liebknecht qui ait appelé ouvertement à la révolution. Sa voix est étouffée par le bagne. Nous n'avons pas un journal qui explique au grand jour la nécessité de la révolution ; nous n'avons pas la liberté de réunion. Nous n'avons pas un seul Soviet de députés ouvriers ou soldats. Notre voix parvient à grand-peine aux larges masses. Et nous avons fait une tentative d'insurrection, avec peut-être une chance sur cent. Et vous, révolutionnaires internationalistes russes, vous avez pour vous six mois de libre propagande, vous avez une vingtaine de journaux, vous avez toute une série de Soviets de députés ouvriers et soldats, vous l'avez emporté au Soviet des deux capitales, vous avez avec vous toute la flotte de la Baltique et toute l'armée russe de Finlande et vous ne répondez pas à notre appel à l'insurrection, vous ne renversez pas votre impérialiste Kérenski, alors que vous avez quatre-vingt-dix-neuf chances sur cent de faire triompher votre soulèvement.

Oui, nous serons véritablement traîtres à l'Internationale, si à un tel moment, dans des conditions aussi favorables, nous répondons à cet appel des révolutionnaires allemands *seulement*... par des résolutions.

Ajoutez que nous savons tous fort bien que les impérialistes internationaux s'entendent et complotent de plus en plus contre la révolution russe. L'étouffer coûte que coûte, l'étouffer par des mesures militaires et par une paix conclue au détriment de la Russie, voilà le but vers lequel l'impérialisme international tend de plus en plus. Voilà ce qui aggrave particulièrement la crise de la révolution socialiste mondiale, voilà ce qui rend particulièrement dangereux — je dirais presque criminel de notre part — tout ajournement de l'insurrection.

Considérez ensuite la situation intérieure de la Russie. La faillite des partis petits-bourgeois conciliateurs qui expriment la confiance aveugle des masses envers Kérenski et les impérialistes en général, est arrivée à complète maturité. Cette faillite est complète. Le vote de la curie soviétique contre la coalition, à la Conférence démocratique, le vote de la *majorité* des Soviets locaux de députés paysans

(malgré leur Soviet central où siègent les Avksentiev et autres amis de Kérenski) contre la coalition, les élections à Moscou, où la population ouvrière est la plus proche de la paysannerie et où *plus de 49%* des voix sont allées aux bolchéviks (parmi les soldats, 14 000 sur 17 000), n'attestent-ils pas la faillite complète de la confiance des masses populaires envers Kérenski et ceux qui font cause commune avec Kérenski et consorts ? Peut-on imaginer que les masses populaires puissent dire plus clairement encore que par ce vote aux bolchéviks : « Conduisez-nous, nous vous suivrons. »

Et nous qui avons ainsi acquis la majorité au sein des masses populaires, nous qui avons conquis les Soviets des deux capitales, nous attendrions. Nous attendrions quoi ? Que Kérenski et ses généraux korniloviens livrent Pétrograd aux Allemands, concluant ainsi directement ou non, ouvertement ou non, une conjuration *et* avec Buchanan *et* avec Guillaume pour l'étouffement complet de la révolution russe.

Le peuple nous a exprimé sa confiance aux élections de Moscou et au renouvellement des Soviets, mais ce n'est pas tout. Il existe des symptômes d'une apathie et d'une indifférence croissantes. Cela se comprend. Cela indique non pas un déclin de la révolution, comme le clament les cadets et leurs thuriféraires, mais un déclin de la foi dans les résolutions et les élections. Dans la révolution, les masses exigent des partis dirigeants des actes et non des paroles, la victoire dans la lutte, et non des conversations. Le moment est proche où pourra se manifester dans le peuple l'opinion que les bolchéviks ne valent pas mieux que les autres, car ils n'ont pas su *agir* après que nous leur avons fait confiance...

Dans tout le pays le soulèvement paysan se déchaîne. Il est clair comme le jour que les cadets et leurs satellites le minimisent de toutes les façons, qu'ils le ramènent à des « pogroms », à l'« anarchie ». Ce mensonge est réfuté du fait qu'on a commencé dans des centres d'insurrection à remettre la terre aux paysans : jamais encore les « pogroms » et l'« anarchie » n'avaient conduit à de si excellents résultats politiques ! Ce qui prouve la force immense du soulèvement paysan, c'est que les conciliateurs et les socialistes-

révolutionnaires du *Diélo Naroda*, et *même* Brechko-Brechkovskaïa ont commencé à parler de remettre la terre aux paysans, pour enrayer le mouvement, avant d'être complètement débordés.

Et nous attendrions de voir si les unités cosaques du kornilovien Kérenski (démasqué précisément ces derniers temps par les socialistes-révolutionnaires eux-mêmes comme kornilovien) n'étoufferont pas *secteur par secteur* ce soulèvement paysan.

De nombreux dirigeants de notre parti n'ont visiblement pas compris le sens *particulier* que prend aujourd'hui le mot d'ordre que nous avons tous adopté et rabâché. Ce mot d'ordre, c'est : tout le pouvoir aux Soviets. Il y a eu des périodes, il y a eu des moments, pendant ces six mois de révolution où ce mot d'ordre *ne* signifiait *pas* l'insurrection. Peut-être ces périodes, ces moments ont-ils aveuglé une partie des camarades et leur ont-ils fait oublier que maintenant, pour nous, à tout le moins depuis le milieu de septembre, ce mot d'ordre *équivaut à un appel à l'insurrection.*

A cet égard, il ne peut y avoir l'ombre d'un doute. Le *Diélo Naroda* l'a expliqué récemment en termes « à la portée de tous », quand il a dit : « En aucun cas Kérenski ne se soumettra ! » Je pense bien !

Le mot d'ordre « tout le pouvoir aux Soviets » n'est pas autre chose qu'un appel à l'insurrection. Et la faute retombera sur nous entièrement, sans conteste, si nous qui appelons depuis des mois les masses à se soulever, à ne pas s'entendre avec la bourgeoisie, nous ne conduisons pas ces masses à l'insurrection, à la veille de la faillite de la révolution, alors que les masses nous ont exprimé leur confiance.

Les cadets et les conciliateurs cherchent à nous effrayer par l'exemple des 3-5 juillet, par le développement de la propagande des Cent-Noirs, etc. Mais si nous avons commis une erreur les 3-5 juillet, ce fut seulement de ne pas nous être emparés du pouvoir. Je pense qu'il n'y eut pas de faute alors, car nous n'avions pas *encore* la majorité, mais maintenant ce serait une erreur fatale et pis qu'une erreur. Le développement de la propagande des Cent-Noirs est compréhensible, c'est la réaction des extrêmes devant l'essor de la révolution prolétarienne et paysanne. Mais en tirer argument *contre* l'insurrection est ridicule, car l'impuissance

des Cent-Noirs [75], soudoyés par les capitalistes, l'*impuissance de la bande noire dans la lutte* n'a pas même besoin d'être démontrée. Dans la lutte, c'est tout simplement un zéro. Dans la lutte, Kornilov et Kérenski ne peuvent s'appuyer que sur la division sauvage et sur les Cosaques. Or, la démoralisation a maintenant gagné les Cosaques et, de plus, dans leurs régions cosaques, les paysans les menacent d'une guerre civile.

J'écris ces lignes le dimanche 8 octobre ; vous ne les lirez pas avant le 10 octobre. J'ai appris par un camarade de passage que les voyageurs de la ligne de Varsovie disent : Kérenski mène les Cosaques sur Pétrograd ! C'est tout à fait vraisemblable ; et nous serons vraiment coupables si nous ne vérifions pas le fait *sous tous ses aspects* et si nous n'*étudions* pas les forces et le dispositif des *troupes de Kornilov qui constituent la deuxième vague.*

Kérenski a de nouveau rapproché les troupes de Kornilov de Pétrograd, pour empêcher la transmission du pouvoir aux Soviets, pour empêcher ce pouvoir de proposer immédiatement la paix, pour empêcher la remise immédiate de la terre aux paysans, pour livrer Pétrograd aux Allemands et pour filer lui-même vers Moscou ! Voilà le mot d'ordre d'insurrection que nous devons faire circuler le plus largement possible et qui connaîtra un immense succès.

Il est impossible d'attendre le congrès des Soviets de Russie, dont le Comité exécutif central peut faire traîner la convocation jusqu'à novembre ; il est impossible d'atermoyer et de permettre ainsi à Kérenski d'amener encore des troupes de Kornilov. Au Congrès des Soviets sont représentés la Finlande, la flotte et Reval qui ensemble peuvent exécuter un mouvement immédiat sur Pétrograd contre les régiments de Kornilov, mouvement de la flotte et de l'artillerie et des mitrailleuses et de deux ou trois corps d'armée qui ont démontré, à Vyborg, par exemple, toute la force de leur haine envers les généraux de Kornilov avec qui Kérenski est de nouveau de mèche.

Ce serait la plus grande des erreurs de renoncer à la possibilité d'infliger sur-le-champ une défaite aux régiments de Kornilov, deuxième vague d'assaut, sous prétexte que la flotte de la Baltique, en se rendant à Pétrograd, ouvrirait ainsi le front aux Allemands. Les calomniateurs korni-

loviens le diront, comme ils diront toutes sortes de mensonges en général, mais se laisser intimider par les mensonges et les calomnies est indigne de révolutionnaires. Kérenski livrera Pétrograd aux Allemands, voilà ce qui est maintenant clair comme le jour ; aucune assurance contraire n'ébranlera notre profonde conviction sur ce point, car elle découle de tout le cours des événements et de toute la politique de Kérenski.

Kérenski et les korniloviens livreront Pétrograd aux Allemands. Et c'est précisément pour sauver Pétrograd qu'il faut renverser Kérenski, qu'il faut que les *Soviets des deux capitales* s'emparent du pouvoir ; ces Soviets offriront immédiatement la paix à tous les peuples et accompliront leur devoir vis-à-vis des révolutionnaires allemands ; ils feront ainsi un pas décisif vers l'écrasement des complots criminels contre la révolution russe, complots tramés par l'impérialisme international.

Seul le mouvement immédiat de la flotte de la Baltique, des troupes de Finlande, de Reval et de Cronstadt contre les troupes de Kornilov qui se trouvent devant Pétrograd peut sauver la révolution russe et la révolution mondiale. Et ce mouvement a quatre-vingt-dix-neuf chances sur cent d'amener *en quelques jours* la reddition d'une partie des unités cosaques, la défaite complète de l'autre partie, le renversement de Kérenski, car les ouvriers et les soldats des deux capitales soutiendront ce mouvement.

La temporisation, c'est la mort.

Le mot d'ordre : « tout le pouvoir aux Soviets » est un mot d'ordre d'insurrection. Quiconque emploie ce mot d'ordre, sans en avoir conscience, sans y avoir réfléchi, n'a qu'à s'en prendre à lui-même. Mais il faut traiter l'insurrection comme un *art*, — j'ai insisté sur ce point pendant la Conférence démocratique et j'y insiste aujourd'hui, car *c'est* ce qu'enseigne le marxisme, c'est ce qu'enseigne la situation actuelle en Russie et dans le monde entier.

Il ne s'agit pas de votes, il ne s'agit pas d'attirer les socialistes-révolutionnaires « de gauche », il ne s'agit ni de l'appoint des Soviets provinciaux, ni de leur congrès. Il s'agit de l'insurrection que *peuvent* et doivent décider Pétrograd, Moscou, Helsingfors, Cronstadt, Vyborg et Reval. C'est *devant Pétrograd* et à Pétrograd

que peut et doit être décidée et accomplie l'insurrection, avec le plus de sérieux possible, avec la meilleure préparation possible, avec le plus de rapidité et d'énergie possible.

La flotte, Cronstadt, Vyborg, Reval peuvent et doivent marcher sur Pétrograd, écraser les régiments de Kornilov, soulever les deux capitales, mener une propagande parmi les masses pour un pouvoir qui remettrait immédiatement la terre aux paysans et proposerait sans retard la paix — renverser le gouvernement Kérenski, créer ce pouvoir.

La temporisation, c'est la mort.

N. Lénine

8 octobre 1917

Paru pour la première fois le 7 novembre 1925, dans le n° 255 de la « Pravda »

Conforme à un double dactylographié

SÉANCE DU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.(b)R. DU 10(23) OCTOBRE 1917[76]

1

RAPPORT

PROCÈS-VERBAL

Le camarade Lénine constate qu'il se manifeste depuis le début de septembre une certaine indifférence à l'égard de l'insurrection. Cela est pourtant inadmissible si nous lançons sérieusement comme mot d'ordre la prise du pouvoir par les Soviets. Aussi aurait-il fallu depuis longtemps envisager l'aspect technique de la question. Maintenant, il apparaît qu'on a laissé passer beaucoup de temps.

Néanmoins, la question se pose avec acuité et le moment décisif est proche.

La situation internationale est telle que nous devons prendre l'initiative.

Ce qui se trame pour le recul du front jusqu'à Narva et la reddition de Pétrograd nous oblige encore davantage à des actions décisives.

La situation politique nous amène à conclure dans le même sens. Les 3-5 juillet, nos actions décisives auraient été vouées à l'échec car il n'existait pas de majorité pour nous soutenir. Depuis, notre ascension s'est poursuivie à pas de géants.

L'absentéisme et l'indifférence des masses peuvent s'expliquer par le fait que les masses en ont assez des paroles et des résolutions.

La majorité est aujourd'hui avec nous. La situation politique est tout à fait mûre pour la prise du pouvoir.

Le mouvement agraire va dans le même sens, car il est clair qu'il faudrait des efforts héroïques pour le refréner. Le mot d'ordre de la remise de toute la terre aux paysans est devenu le mot d'ordre de tous les paysans. Les conditions politiques sont donc réalisées. Il faut examiner l'aspect technique de la question. Tout est là. Cependant nous sommes enclins, comme les jusqu'auboutistes, à considérer la préparation méthodique de l'insurrection comme une sorte de péché politique.

Attendre jusqu'à l'Assemblée constituante qui, chose évidente, ne sera pas pour nous, est impensable, car cela signifie aggraver nos difficultés.

Il faut profiter du congrès régional et de la proposition de Minsk [77] pour passer aux actions décisives.

Paru pour la première fois en 1922 dans la revue « Proletarskaïa Révolioutsia » n° 10

Conforme à l'exemplaire manuscrit du procès-verbal

2

RÉSOLUTION

Le Comité central reconnaît que la situation internationale de la révolution russe (la mutinerie de la flotte en Allemagne, manifestation extrême de la croissance de la révolution socialiste mondiale dans toute l'Europe ; et, par ailleurs, la menace de voir la paix impérialiste étouffer la révolution en Russie), — de même que la situation militaire (décision indubitable de la bourgeoisie russe et de Kérenski et consorts, de livrer Pétrograd aux Allemands), — de même que l'obtention par le parti prolétarien de la majorité aux Soviets, — tout cela, lié au soulèvement paysan et au changement d'attitude du peuple qui fait confiance à notre parti (élections de Moscou) et enfin la préparation manifeste d'une nouvelle aventure Kornilov (retrait des troupes de Pétrograd, transfert des cosaques à Pétrograd, encerclement de Minsk par les cosaques, etc.) — tout cela met l'insurrection armée à l'ordre du jour.

Considérant donc que l'insurrection armée est inévitable et tout à fait mûre, le Comité central propose à toutes les organisations du parti de déterminer leur attitude en fonction de cet état de choses, d'examiner et de résoudre de ce point de vue toutes les questions pratiques (congrès des Soviets de la région du Nord, retrait des troupes de Pétrograd, actions à réaliser à Moscou et à Minsk, etc.).

Paru pour la première fois en 1922 dans la revue « Prolétarskaïa Révolioutsia » n° 10

Conforme au manuscrit

SÉANCE DU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.(b)R. du 16 (29) OCTOBRE 1917 [78]

RAPPORT

PROCÈS-VERBAL

Le camarade Lénine donne lecture de la résolution adoptée par le Comité central à la séance précédente. Cette résolution, dit-il, a été adoptée à l'unanimité moins deux voix. Si les camarades qui ont émis des objections veulent s'expliquer, on peut rouvrir les débats ; pour l'instant, il rappelle les raisons qui ont inspiré la résolution.

Si les partis menchévik et socialiste-révolutionnaire avaient rompu avec la politique d'entente, on aurait pu leur proposer un compromis. Cette proposition a été faite, mais le fait est que les partis en question ont rejeté ce compromis *. D'autre part, il apparaissait déjà manifestement à ce moment-là que les masses étaient avec nous. C'était avant l'aventure Kornilov. L'orateur en donne pour preuves les statistiques des élections à Pétrograd et à Moscou. L'aventure Kornilov a poussé les masses vers nous plus résolument encore. Rapport des forces à la Conférence démocratique. La situation est claire : ou bien la dictature Kornilov, ou bien la dictature du prolétariat et des couches pauvres de la paysannerie. Il est impossible de déterminer notre attitude d'après l'état d'esprit des masses, car il est changeant et imprévisible ; nous devons déterminer notre attitude par l'analyse objective de la révolution et par l'appréciation qu'on peut en faire. Les masses ont donné leur confiance aux bolchéviks et exigent d'eux non pas des paroles, mais des actes, une politique résolue aussi

* Cf. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 25, pp. 333-339. (*N.R.*)

bien dans la lutte contre la guerre que dans la lutte contre la désorganisation économique. Si l'on s'appuie sur l'analyse politique de la révolution, il apparaît avec évidence que même les interventions anarchiques confirment aujourd'hui tout cela.

L'orateur analyse ensuite la situation en Europe et montre que la révolution y est encore plus difficile que chez nous ; si, dans un pays comme l'Allemagne, les choses en sont arrivées à une mutinerie de la flotte, cela prouve que là aussi les choses sont très avancées. La situation internationale nous fournit des données objectives qui indiquent qu'en agissant en ce moment nous aurons avec nous toute l'Europe prolétarienne ; que la bourgeoisie veut livrer Pétrograd. Nous ne pouvons l'empêcher qu'en prenant la ville en mains. De tout cela il ressort nettement que l'insurrection armée, dont il est question dans la résolution du Comité central, est à l'ordre du jour.

Quant aux conclusions pratiques à tirer de la résolution, il sera plus commode de les formuler après avoir entendu les rapports des délégués des centres.

De l'analyse politique de la lutte des classes en Russie et en Europe découle la nécessité de la politique la plus résolue, la plus active, c'est-à-dire uniquement l'insurrection armée.

INTERVENTIONS. PROCÈS-VERBAL

1

Le camarade Lénine engage une polémique avec Milioutine et Schottmann et démontre qu'il ne s'agit pas de forces armées, qu'il ne s'agit pas de combattre la troupe, mais d'une lutte entre une partie des troupes et l'autre. Il ne voit pas de pessimisme dans ce qu'on a dit ici. Il démontre que les forces de la bourgeoisie ne sont pas bien grandes. Les faits attestent que nous avons la supériorité sur l'adversaire. Pourquoi le Comité central ne peut-il pas prendre l'initiative ? Cela ne saurait se déduire des données connues. Pour repousser la résolution du Comité central, il faut prouver qu'il n'y a pas de désorganisation économique, que la situation internationale ne conduit pas à des complications. Si les révolutionnaires professionnels exigent tout le pouvoir,

ils savent parfaitement ce qu'ils veulent. Les conditions objectives prouvent que la paysannerie a besoin d'être guidée ; elle suivra le prolétariat.

On craint que nous ne puissions pas conserver le pouvoir, mais c'est précisément maintenant que nous avons le plus de chances de le conserver.

L'orateur exprime le vœu que les débats soient menés selon le plan d'une discussion sur le fond de la résolution.

2

Si toutes les résolutions étaient ainsi torpillées, on ne pourrait rien souhaiter de mieux. Maintenant Zinoviev dit qu'il faut renoncer au mot d'ordre « le pouvoir aux Soviets » et faire pression sur le gouvernement. Si on dit que l'insurrection est mûre, il ne faut pas parler de complots. Si politiquement l'insurrection est inévitable, il faut traiter l'insurrection comme un art. Or politiquement, elle est déjà mûre.

Précisément parce qu'il n'y a de pain que pour un jour, nous ne pouvons pas attendre l'Assemblée constituante. L'orateur propose de confirmer la résolution, de se mettre résolument aux préparatifs de l'insurrection et de laisser au Comité central et au Soviet le choix du moment pour agir.

3

Le camarade Lénine objecte à Zinoviev qu'il est impossible d'opposer cette révolution à la révolution de Février. Sur le fond, il propose la résolution suivante :

RÉSOLUTION

L'Assemblée approuve pleinement la résolution du Comité central et la soutient entièrement. Elle appelle toutes les organisations, tous les ouvriers et tous les soldats à préparer sous tous ses aspects et de la façon la plus énergique l'insurrection armée, à soutenir le centre créé à cet effet par le Comité central. Elle exprime sa ferme conviction que le Comité central et le Soviet fixeront en temps voulu le moment favorable et les moyens utiles pour passer à l'offensive.

Paru pour la première fois en 1927 dans la revue « Prolétarskaïa Révolioutsia » n° 10

Les interventions sont conformes à un double dactylographié du procès-verbal ; la résolution, au manuscrit

LETTRE AUX CAMARADES

Camarades, les heures que nous traversons sont si critiques, les événements se déroulent avec une rapidité si incroyable qu'un publiciste, maintenu par la volonté du sort quelque peu à l'écart du courant essentiel de l'histoire, risque d'être constamment en retard ou mal informé, surtout si ce qu'il écrit ne paraît pas à temps. Bien que pleinement conscient du fait, je n'en suis pas moins forcé d'adresser cette lettre aux bolchéviks, même en courant le risque qu'elle ne soit pas publiée, car les hésitations contre lesquelles je considère de mon devoir de m'élever avec la plus grande fermeté, sont sans précédent et peuvent avoir une influence néfaste sur le parti, sur le mouvement du prolétariat international, sur la révolution. Quant au danger d'être en retard, pour le prévenir, j'indiquerai quelles informations je possède et de quand elles datent.

C'est seulement le lundi matin 16 octobre que j'ai pu voir un camarade qui avait participé la veille à une très importante réunion bolchévique de Pétrograd et qui me donna des informations détaillées sur les débats [79]. On y avait discuté la question de l'insurrection qu'avaient discutée également les journaux du dimanche de toutes tendances. A la réunion se trouvaient représentés les éléments les plus influents de toutes les branches du travail des bolchéviks dans la capitale. Et seulement une infime minorité des participants, exactement deux camarades en tout et pour tout, avaient eu une attitude d'opposition. Les arguments avancés par ces camarades étaient si faibles, ces arguments sont une manifestation si frappante du désarroi, de la peur et de la faillite de toutes les idées essentielles du bolchévisme et de l'internationalisme révolutionnaire

prolétarien, qu'il est difficile de trouver une explication à des hésitations aussi déshonorantes. Mais le fait existe ; et comme un parti révolutionnaire n'a pas le droit de tolérer d'hésitations sur une question aussi sérieuse, comme ces deux camarades qui abandonnent les principes peuvent créer un certain trouble, il est nécessaire d'analyser leurs arguments, de mettre à nu leurs hésitations, de montrer combien elles sont déshonorantes. Les lignes qui suivent s'efforceront de remplir cette tâche.

« ...Nous n'avons pas la majorité parmi le peuple et, sans cette condition, l'insurrection est impossible... »

Les hommes, capables de parler ainsi, ou bien dénaturent la vérité, on bien sont des formalistes qui, sans tenir le moins du monde compte de la situation réelle de la révolution, désirent obtenir d'avance, à toute force, la garantie que dans tout le pays le Parti bolchévik a recueilli exactement la moitié des voix plus une. Jamais l'histoire, dans aucune révolution, n'a offert de telles garanties et elle ne peut absolument pas les offrir. Formuler une pareille exigence, c'est se moquer des auditeurs, c'est couvrir sa *fuite* devant la réalité, ni plus ni moins.

Car la réalité nous montre avec évidence que depuis les journées de juillet, la majorité du peuple a commencé à se ranger rapidement du côté des bolchéviks. C'est ce qu'ont montré les élections du 20 août à Pétrograd, avant même l'aventure Kornilov, lorsque le pourcentage des voix obtenues par les bolchéviks est passé de 20% à 33%, dans la ville sans les faubourgs, puis les élections aux doumas d'arrondissement de Moscou, en septembre, où le pourcentage des voix obtenues par les bolchéviks est passé de 11% à 49$^{1}/_{3}$% (un camarade de Moscou, que j'ai vu ces jours-ci, me disait que le chiffre exact est 51%). C'est ce qu'a montré aussi le renouvellement des Soviets. C'est ce qu'a montré le fait que la majorité des Soviets paysans, en dépit du ralliement de leur Conseil central à Avksentiev, s'est prononcée *contre* la coalition. Etre contre la coalition, c'est *en fait* suivre les bolchéviks. Bien plus, les informations du front montrent de plus en plus souvent et de plus en plus nettement que la *masse* des soldats, en dépit des imputations

calomnieuses et des attaques des dirigeants socialistes-révolutionnaires et menchéviks, des officiers, des députés, etc., etc., se rangent de plus en plus résolument aux côtés des bolchéviks.

Enfin, le fait capital dans la vie actuelle de la Russie, c'est le *soulèvement paysan*. Voilà comment s'effectue en réalité le passage du peuple aux côtés des bolchéviks ; la démonstration est faite non point en paroles, mais en actes. Car, quels que soient les mensonges de la presse bourgeoise et de ses pitoyables thuriféraires parmi les éléments « hésitants » de la *Novaïa Jizn* et consorts qui crient aux pogroms et à l'anarchie, le fait est là. Le mouvement des paysans dans la province de Tambov [80] était un soulèvement, au sens physique et au sens politique, un soulèvement qui a donné de si magnifiques résultats politiques : il a conduit, par exemple, en premier lieu, à remettre la terre aux paysans. Ce n'est pas pour rien que toute la racaille socialiste-révolutionnaire, jusques et y compris le *Diélo Naroda*, effrayée par le soulèvement, *hurle* maintenant qu'il faut remettre la terre aux paysans ! Ainsi, *les faits* confirment la justesse de la ligne du bolchévisme et ses progrès. « Eclairer » les bonapartistes et leurs valets du Préparlement *s'est avéré* impossible autrement que par l'insurrection.

C'est un fait. Les faits sont têtus. Et un « argument » de fait de cette nature *en faveur* de l'insurrection est plus fort que mille tergiversations « pessimistes » d'un politicien hésitant et timoré.

Si le soulèvement paysan n'était pas un événement d'une importance politique nationale, les valets socialistes-révolutionnaires au sein du Préparlement ne crieraient pas à la nécessité de remettre la terre aux paysans.

Une autre conséquence politique et révolutionnaire magnifique du soulèvement paysan, déjà signalé par le *Rabotchi Pout*, est l'arrivage de blé dans les gares de chemins de fer de la province de Tambov. Voici encore un « argument », messieurs les paniquards, un argument en faveur de l'insurrection, seul moyen de sauver le pays de la famine et de la crise sans précédent qui frappent déjà à la porte. Pendant que les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, traîtres au peuple, grognent, menacent, rédigent des résolutions, promettent de nourrir les affamés en convo-

quant l'Assemblée constituante, le peuple se met à résoudre, à *la manière des bolchéviks*, la question du pain par l'*insurrection* contre les propriétaires fonciers, les capitalistes et les accapareurs.

Et les fruits merveilleux de *cette* solution (la seule réaliste) de la question du pain, la presse *bourgeoise* a dû les reconnaître, y compris la *Rousskaïa Volia* qui a publié une information disant que les gares de chemins de fer de la province de Tambov regorgent de blé... *Depuis que les paysans se sont soulevés ! !*

Non, douter aujourd'hui que la majorité du peuple suit et suivra les bolchéviks, c'est hésiter de façon honteuse et rejeter en fait *tous* les principes de la révolution prolétarienne, c'est purement et simplement renier le bolchévisme.

« ...Nous ne sommes pas assez forts pour prendre le pouvoir, et la bourgeoisie n'est pas assez forte pour faire échouer l'Assemblée constituante... »

La première partie de cet argument n'est que la simple répétition de l'argument précédent. Il ne gagne rien en force et en persuasion du fait que l'on exprime son désarroi et sa peur de la bourgeoisie en faisant preuve de pessimisme à l'égard des ouvriers et d'optimisme à l'égard de la bourgeoisie. Si les élèves-officiers et les cosaques disent qu'ils se battront jusqu'à la dernière goutte de leur sang contre les bolchéviks, on peut les croire ; mais si, dans des centaines de réunions, les ouvriers et les soldats expriment leur pleine confiance aux bolchéviks et affirment qu'ils sont prêts à faire un rempart de leur poitrine pour donner le pouvoir aux Soviets, il est « sage » de ne pas oublier que voter est une chose et se battre une autre chose !

A raisonner ainsi, l'insurrection est évidemment « écartée » d'avance. Mais on se demande ce qui distingue ce « pessimisme » singulièrement orienté, singulièrement tourné dans un sens unique, — du ralliement politique à la bourgeoisie ?

Jetez un coup d'œil sur les faits, rappelez-vous les milliers de déclarations faites par les bolchéviks et que nos pessimistes « oublient ». Nous avons dit des milliers de fois que les Soviets de députés ouvriers et soldats sont une force, l'avant-garde de la révolution, qu'ils *peuvent* prendre

le pouvoir. Nous avons des milliers de fois reproché aux menchéviks et aux socialistes-révolutionnaires de faire des phrases sur les « organes de la démocratie investis des pleins pouvoirs », tout en *craignant* que les Soviets prennent le pouvoir en mains.

Qu'a donc prouvé l'aventure Kornilov ? Elle a prouvé que les Soviets sont réellement une force.

Et après cette preuve donné par l'expérience, par les faits, nous abandonnerions le bolchévisme, nous nous renierions nous-mêmes et nous dirions : nous ne sommes pas assez forts (bien que nous ayons les Soviets des deux capitales et la majorité des Soviets de province du côté des bolchéviks) ! ! ! Voyons, ces hésitations ne sont-elles pas une infamie ? Au fond, nos « pessimistes » rejettent le mot d'ordre « tout le pouvoir aux Soviets », *tout en craignant* de l'avouer.

Comment peut-on prouver que la bourgeoisie n'est pas assez forte pour faire échouer l'Assemblée constituante ?

Si les Soviets *n'ont pas la force* de renverser la bourgeoisie, elle est *donc* assez forte pour faire échouer l'Assemblée constituante, car personne ne peut plus l'en empêcher. Croire aux promesses de Kérenski et Cie, croire aux résolutions du Préparlement de valets, est-ce digne d'un membre du parti prolétarien, d'un révolutionnaire ?

La bourgeoisie *a* non seulement *la force* de faire échouer l'Assemblée constituante, si le gouvernement actuel n'est pas renversé, mais elle peut encore atteindre ce résultat *indirectement*, en livrant Pétrograd aux Allemands, en ouvrant le front, en multipliant les lock-out, en sabotant le transport du blé. Il est prouvé *par les faits* que tout cela la bourgeoisie l'a déjà réalisé partiellement. Donc, elle a la force de le faire *jusqu'au bout* si les ouvriers et les soldats ne la renversent pas.

« ...Les Soviets doivent être un revolver appuyé sur la tempe du gouvernement pour exiger de lui qu'il convoque l'Assemblée constituante et renonce aux aventures Kornilov... »

Voilà où en est arrivé un de nos deux pessimistes !

Il a dû en arriver là, car renoncer à l'insurrection, *c'est* renoncer au mot d'ordre : « tout le pouvoir aux Soviets ».

Naturellement, les mots d'ordre ne sont pas « paroles d'Evangile ». Mais pourquoi ne s'est-il trouvé *personne* pour soulever la question de la modification de ce mot d'ordre (comme je l'ai fait après les journées de juillet *) ? Pourquoi *craint-on* de parler franchement, alors que, depuis septembre, le parti discute la question de l'insurrection, désormais *inévitable* pour appliquer le mot d'ordre : « tout le pouvoir aux Soviets » ?

Nos pessimistes ne se tireront jamais de là. Renoncer à l'insurrection, c'est renoncer à la remise du pouvoir aux Soviets, c'est « confier » tous nos espoirs, tous nos vœux à la brave bourgeoisie qui a « promis » de convoquer l'Assemblée constituante.

Est-il vraiment difficile de comprendre que, une fois *le pouvoir* aux mains des Soviets, l'Assemblée constituante est *assurée*, que son succès est assuré ? C'est ce que les bolchéviks ont dit des milliers de fois. *Personne* n'a jamais tenté de le démentir. Ce « type mixte », tous l'ont admis ; mais faire passer aujourd'hui sous le terme « type mixte » la *renonciation* à la remise du pouvoir aux Soviets, la faire passer *en dessous*, *par crainte* de renoncer ouvertement à notre mot d'ordre, qu'est-ce donc ? peut-on trouver des formules parlementaires pour caractériser cette attitude ?

On a très justement répondu à notre pessimiste : « un revolver sans balle ? » Si oui, c'est passer purement et simplement aux côtés des Liber-Dan qui ont mille fois proclamé que les Soviets sont un « revolver » et qui ont des milliers de fois trompé le peuple, car les Soviets *sous leur domination* étaient réduits à zéro.

Mais, s'il s'agit d'un revolver « chargé », c'est alors la préparation *technique* de l'insurrection, car la balle il faut se la procurer, il faut charger le revolver ; et une seule balle, c'est peu.

Ou le passage aux côtés des Liber-Dan et la renonciation *avouée* au mot d'ordre : « tout le pouvoir aux Soviets », ou l'insurrection. Pas de milieu.

---

* Cf. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 25, pp. 198-206. (*N.R.*)

« ...La bourgeoisie ne peut pas livrer Pétrograd aux Allemands, bien que Rodzianko le veuille, car ce ne sont pas les bourgeois qui combattent, mais nos héroïques matelots... »

Cet argument nous ramène lui aussi à cet « optimisme » *à l'égard de la bourgeoisie* que manifestent fatalement à chaque pas ceux qui n'ont pas confiance dans les forces révolutionnaires et les capacités du prolétariat.

Ce sont les héroïques matelots qui combattent, *mais* cela n'a pas empêché *deux* amiraux de *prendre la fuite* avant la prise de l'île d'Œsel ! !

C'est un fait. Les faits sont têtus. Les faits prouvent que des amiraux sont *capables* de trahir tout comme Kornilov. Le G.Q.G. n'a pas été remanié, le commandement est partisan de Kornilov, c'est un fait incontestable.

Si les korniloviens (Kérenski en tête, car c'est aussi un kornilovien) *veulent* livrer Pétrograd, ils peuvent le faire de deux et même de trois manières.

Premièrement, ils peuvent ouvrir le front de terre au nord, grâce à la trahison du commandement acquis à Kornilov.

Deuxièmement, ils peuvent « s'entendre » avec les impérialistes allemands et anglais pour laisser toute liberté d'action à la flotte allemande qui est *plus forte* que nous. En outre, les « amiraux en fuite » ont pu livrer *les plans* aux Allemands.

Troisièmement, par les lock-out et par le sabotage des arrivages de blé, ils peuvent réduire nos troupes au désespoir et à l'impuissance *totale*.

Aucune de ces trois voies ne saurait être écartée. Les faits ont prouvé que le parti bourgeois-cosaque de Russie a déjà frappé à ces trois portes, il a déjà cherché à les ouvrir.

Par conséquent ? Par conséquent, nous n'avons pas le droit d'*attendre* que la bourgeoisie ait étouffé la révolution.

Que les « visés » de Rodzianko ne soient pas bulles de savon, l'expérience l'a démontré. Rodzianko est un homme d'action. Il est soutenu par le *capital*. C'est un fait incontestable. Le capital est une force prodigieuse, tant que le prolétariat ne s'est pas emparé du pouvoir. *Pendant des dizaines d'années*, Rodzianko a fait loyalement la politique du capital.

Par conséquent ? Par conséquent, hésiter sur la question de l'insurrection comme seul moyen de sauver la révolution, c'est tomber dans cette lâche confiance en la bourgeoisie, confiance qui tient à la fois de l'esprit des Liber-Dan, des menchéviks, des socialistes-révolutionnaires et de la crédulité aveugle du « moujik » contre laquelle les bolchéviks ont surtout lutté.

Ou bien se croiser des bras inutiles sur une poitrine vide et attendre, en jurant d'avoir « foi » en l'Assemblée constituante, que Rodzianko et Cie livrent Pétrograd et étouffent la révolution, ou bien passer à l'insurrection. Pas de milieu.

Même la convocation de l'Assemblée constituante, prise isolément, ne changerait rien à la situation, car aucune « constitution », aucun vote d'assemblée, même souveraine, ne triompheront de la faim, ne triompheront de Guillaume. La convocation de l'Assemblée constituante et son *succès* dépendent du passage du pouvoir aux mains des Soviets ; cette vieille vérité bolchévique est confirmée de façon toujours plus concrète et toujours plus *cruelle* par la réalité.

« ...Nous nous renforçons chaque jour, nous pouvons entrer à l'Assemblée constituante comme une puissante opposition, pourquoi tout risquer sur une carte... »

Argument d'un philistin qui « a lu » que l'Assemblée constituante va être convoquée et qui se repose en toute confiance sur les voies constitutionnelles les plus légales, les plus loyales.

Il est seulement dommage que ni la question de la famine, ni la question de la reddition de Pétrograd ne puissent être résolues par l'*attente* de l'Assemblée constituante. Les naïfs ou les gens sans boussole, ou les paniquards oublient ce « détail ».

La faim n'attend pas. Le soulèvement paysan n'a pas attendu. La guerre n'attend pas. Les amiraux en fuite n'ont pas attendu.

Parce que nous, bolchéviks, *proclamerions* notre confiance dans la convocation de l'Assemblée constituante, la faim consentira-t-elle à attendre ? Les amiraux en fuite

consentiront-ils à attendre ? Les Maklakov et les Rodzianko consentiront-ils à mettre fin aux lock-out, au sabotage du transport du blé, à la collusion avec les impérialistes anglais et allemands ?

C'est *ce qui* semble en effet ressortir des paroles des champions des « illusions constitutionnelles » et du crétinisme parlementaire. La réalité vivante disparaît, et il ne reste que le *papier* concernant la convocation de l'Assemblée constituante, il ne reste que les élections.

Et les aveugles s'étonnent que le peuple affamé et les soldats trahis par les généraux et les amiraux soient indifférents aux élections ! O sagesse !

« ...Si les korniloviens recommençaient, alors nous leur montrerions à qui ils ont affaire ! Mais commencer nous-mêmes, à quoi bon risquer ?... »

Voilà qui est remarquablement convaincant, remarquablement révolutionnaire. L'histoire ne se répète pas, mais si nous lui tournons le *dos*, si, contemplant la première aventure Kornilov, nous répétons : « Ah ! si les korniloviens commençaient » ; si nous agissons ainsi, quelle magnifique stratégie révolutionnaire ! Comme elle ressemble au « petit bonheur la chance » ! Espérons que les korniloviens recommenceront mal à propos ! n'est-il pas vrai que c'est un « argument » puissant ? Que c'est une base sérieuse pour une politique prolétarienne ?

Et si les korniloviens de la deuxième vague avaient appris quelque chose ? S'ils avaient la patience d'*attendre* des émeutes de la faim, la rupture du front, la reddition de Pétrograd, *sans commencer* jusqu'à ce moment ? Qu'arriverait-il alors ?

On nous propose de fonder la tactique du parti prolétarien sur la répétition éventuelle d'une de leurs anciennes fautes par les korniloviens !

Oublions tout ce que les bolchéviks ont montré et *prouvé* des centaines de fois, ce qu'ont prouvé six mois d'histoire de notre révolution, à savoir qu'il *n'existe pas* objectivement d'autre issue, qu'il ne peut pas y avoir d'autre issue *que* la dictature des korniloviens ou la dictature du prolé-

tariat ; oublions cela, laissons tout cela et attendons ! Attendons quoi ? Attendons un miracle : attendons que le courant tumultueux, catastrophique des événements qui se sont déroulés du 20 avril au 29 août disparaisse (à l'occasion de la prolongation de la guerre et de l'aggravation de la famine) devant la convocation pacifique, tranquille, légale, sans heurt, de l'Assemblée constituante et l'exécution de ses décisions légales. La voilà bien la tactique « marxiste » ! Attendez, affamés, Kérenski a promis de convoquer l'Assemblée constituante !

« ...Dans la situation internationale, il n'y a rien, à proprement parler, qui nous oblige à agir sur-le-champ ; nous nuirions plutôt à la cause de la révolution socialiste en Occident si nous nous faisions fusiller... »

Cet argument est magnifique en vérité : Scheidemann « lui-même », Renaudel [81] « lui-même » ne saurait avec plus d'art tirer parti de la sympathie des ouvriers vis-à-vis des succès de la révolution socialiste internationale !

Réfléchissez donc : dans des conditions pénibles, infernales, avec le *seul* Liebknecht (enfermé au bagne, par surcroît), sans journaux, sans liberté de réunions, sans Soviets, au milieu de l'hostilité incroyable de *toutes* les classes de la population — jusqu'au dernier paysan aisé — à l'égard de l'idée de l'internationalisme, malgré l'organisation supérieure de la grande, de la moyenne et de la petite bourgeoisie impérialiste, les Allemands, c'est-à-dire les révolutionnaires internationalistes allemands, les ouvriers portant la vareuse de matelot, ont déclenché une mutinerie de la flotte, alors qu'ils n'avaient peut-être qu'une chance sur cent.

Et nous qui avons des dizaines de journaux, la liberté de réunion, qui avons la *majorité* dans les Soviets, nous qui sommes des internationalistes prolétariens possédant les positions les plus solides du monde entier, nous refuserions de soutenir par notre insurrection les révolutionnaires allemands. Nous raisonnerions comme les Scheidemann et les Renaudel : le plus sage est de ne pas nous soulever, car si on nous fusille tous tant que nous sommes, le monde

perdra des internationalistes d'une si belle trempe, si sensés, si parfaits ! !

Prouvons notre bon sens. Adoptons une résolution de sympathie à l'égard des *insurgés allemands* et renonçons à l'*insurrection* en Russie. Ce sera de l'internationalisme véritable, d'esprit rassis. Et comme l'internationalisme fleurira vite entre les peuples, si *partout* triomphe cette politique de sagesse !...

La guerre a imposé aux ouvriers de tous les pays les pires souffrances ; elle les a épuisés. Les explosions se multiplient en Italie, en Allemagne, en Autriche. Nous sommes *seuls* à avoir des Soviets de députés ouvriers et soldats et nous *resterions dans l'attente*, nous trahirions les internationalistes allemands comme nous trahissons les paysans russes qui, non pas par des paroles, mais par des actes, par un soulèvement contre les propriétaires fonciers, nous appellent à nous soulever contre le gouvernement Kérenski...

Laissons s'amonceler les nuages de la conspiration impérialiste des capitalistes de tous les pays qui sont prêts à étouffer la révolution russe, — attendons tranquillement qu'ils nous étouffent à coups de *roubles* ! Au lieu de fondre sur les conspirateurs et de rompre leur front par la victoire des Soviets de députés ouvriers et soldats, attendons l'Assemblée constituante où seront écrasés *par le vote* tous les complots internationaux, si Kérenski et Rodzianko convoquent en toute bonne foi l'Assemblée constituante. Avons-nous le droit de douter de la bonne foi de Kérenski et de Rodzianko ?

« ...Mais « tous » sont contre nous ! Nous sommes isolés ; le Comité exécutif central, les menchéviks internationalistes, les hommes de la *Novaïa Jizn*, les socialistes révolutionnaires de gauche ont lancé et lanceront des appels contre nous !... »

Argument de première force. Nous avons jusqu'ici combattu sans merci les hésitants pour leurs hésitations. Nous avons *sur ce point* acquis la sympathie du peuple. Nous avons *sur ce point* conquis les Soviets, sans lesquels l'insurrection ne pourrait être rapidement et sûrement victorieuse. Profitons maintenant des Soviets que nous avons

conquis *pour passer nous aussi au camp des hésitants.* Quelle magnifique carrière pour le bolchévisme !

L'essence même de la politique des Liber-Dan et des Tchernov, comme celle des « gauches » parmi les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, c'est l'*hésitation. Ce qui indique* que les *masses vont à gauche*, c'est que les socialistes-révolutionnaires de gauche et les menchéviks internationalistes ont une *énorme* importance politique. Ces deux faits : le passage de près de 40% respectivement des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires dans le camp de la gauche d'une part et, d'autre part, le soulèvement paysan, sont incontestablement liés entre eux.

Mais cela même dévoile la veulerie sans bornes de ceux qui s'avisent aujourd'hui de pleurnicher sous le prétexte que le Comité exécutif central, pourri jusqu'à la moelle, ou les socialistes-révolutionnaires de gauche et autres hésitants se sont prononcés contre nous. Car *ces* hésitations des dirigeants de la petite-bourgeoisie, les Martov, les Kamkov, les Soukhanov et Cie, il faut les mettre en parallèle avec le *soulèvement* paysan. Voilà un parallèle *réellement* politique. Avec qui marcher ? Avec la poignée de dirigeants hésitants de Pétrograd qui ont exprimé *indirectement l'évolution à gauche* des masses et qui à *chaque* tournant politique ont pleurniché, hésité honteusement, ont couru demander pardon aux Liber-Dan, aux Avksentiev et Cie, ou faut-il marcher *avec ces masses qui vont vers la gauche* ?

C'est ainsi, et ainsi seulement, que se pose la question.

A l'occasion de la trahison des Martov, des Kamkov, des Soukhanov envers le soulèvement paysan, on nous propose à nous aussi, parti ouvrier des internationalistes révolutionnaires, de le trahir. Voilà où aboutit la politique qui consiste à dire « amen » aux socialistes-révolutionnaires de gauche et aux menchéviks internationalistes.

Mais, nous avons dit : pour aider les hésitants, nous devons nous-mêmes cesser d'hésiter. Ces « chers » démocrates petits-bourgeois de gauche hésitaient aussi à se prononcer pour la coalition ! Nous les avons entraînés en fin de compte à notre suite parce que nous-mêmes nous n'hésitions pas. Et la vie nous a donné raison.

Par leurs hésitations, ces messieurs conduisaient irrémédiablement la révolution à sa perte. C'est nous seuls qui

l'avons sauvée. Et maintenant nous flancherions, alors que la famine frappe aux portes de Pétrograd, dont Rodzianko et consorts préparent la reddition ? !

« ...Mais nous n'avons pas même de liaison solide avec les cheminots et les postiers. Leurs représentants officiels sont les Planson [82]. Et pouvons-nous triompher sans la poste et sans les chemins de fer ?... »

Oui, oui, ici les Planson, là les Liber-Dan. Quelle confiance les *masses* leur ont-elles manifestée ? N'est-ce pas nous qui nous sommes toujours attachés à prouver que ces dirigeants trahissent les *masses* ? N'est-ce pas de ces dirigeants que les masses se sont détournées *pour nous suivre* aux élections de Moscou comme aux élections des Soviets ? La masse des cheminots et des postiers n'a-t-elle pas faim ? ne fait-elle pas la grève contre le gouvernement Kérenski et Cie ?

« Et avant le 28 février, avions-nous des liaisons avec ces syndicats ? » a demandé un camarade au « pessimiste ». Celui-ci a répondu en alléguant qu'il était impossible de comparer les deux révolutions. Mais cette allégation n'a fait que *renforcer* la position de celui qui posait la question. Car, sur la longue préparation de la révolution *prolétarienne contre la bourgeoisie* justement les bolchéviks se sont expliqués des milliers de fois (et ils n'en ont pas parlé pour l'oublier à la veille du moment décisif). C'est précisément par la *différenciation* entre les éléments prolétariens de la masse et les couches supérieures petites-bourgeoises et bourgeoises que se caractérise la vie politique et économique des syndicats des postes et des chemins de fer. Il ne s'agit pas du tout de s'assurer nécessairement par avance des « liaisons » avec tel ou tel syndicat, il s'agit que seule la victoire du soulèvement des prolétaires et des paysans *puisse* satisfaire les *masses* dans les armées de cheminots et de postiers.

« ...Il y a du pain pour deux ou trois jours à Pétrograd. Pouvons-nous donner du pain aux insurgés ?... »

C'est là une des innombrables remarques des sceptiques (les sceptiques sont *toujours* prêts à « douter », et rien

ne peut leur donner un démenti que l'expérience), une de ces remarques qui rejettent la faute du coupable sur l'innocent.

Ce sont les Rodzianko et Cie, c'est la bourgeoisie qui préparent la famine et qui spéculent sur la famine pour étouffer la révolution. On n'échappera et on *ne peut* échapper à la famine autrement que par le soulèvement des paysans contre les propriétaires fonciers à la campagne et par la victoire des ouvriers sur les capitalistes dans les villes et au centre. Faute de quoi, *on ne peut pas* prendre le blé chez les riches, ni le transporter malgré le sabotage qu'ils pratiquent, ni briser la résistance des employés corrompus et des capitalistes qui s'enrichissent, ni créer un contrôle rigoureux. C'est ce qu'a montré précisément l'histoire des organisations de ravitaillement et des déboires subis en cette matière par la « démocratie », qui *s'est plainte* des millions de fois du sabotage des capitalistes, *a pleurniché*, *a supplié*.

Il n'existe pas de force au monde, sauf celle de la révolution prolétarienne victorieuse, qui puisse passer des plaintes, des prières et des larmes à *l'action révolutionnaire*. Et plus la révolution prolétarienne sera retardée, plus les événements ou les hésitations des timorés et des gens sans boussole, l'ajourneront, plus elle coûtera de victimes, plus il sera difficile d'*organiser* l'arrivage et la répartition du pain.

Temporiser dans l'insurrection c'est la mort, voilà ce qu'il faut répondre à ceux qui ont le triste « courage » de voir la désorganisation s'accentuer, la famine approcher, et de *déconseiller* aux ouvriers l'insurrection (*c'est-à-dire de leur conseiller d'attendre et de s'en remettre encore une fois à la bourgeoisie*).

« ... La situation au front est encore elle aussi sans danger. Si même les soldats concluent eux-mêmes une trêve, ce n'est pas un grand malheur... »

Mais les soldats ne concluront pas une trêve. Il faut pour cela un pouvoir politique qu'il est impossible d'obtenir sans insurrection. Les soldats *déserteront* tout bonnement. Les rapports du front en témoignent. Il n'est

pas possible d'attendre sans risquer d'aider Rodzianko à s'entendre avec Guillaume et de favoriser la désorganisation *complète* avec la désertion générale des soldats, si (*déjà démoralisés*) ils en arrivent au désespoir et abandonnent tout au gré du vent.

« ... Mais si nous prenons le pouvoir et si nous n'obtenons pas d'armistice, ni de paix démocratique, alors les soldats peuvent ne pas accepter l'idée d'une guerre révolutionnaire. Alors ? »

Argument qui fait penser à l'aphorisme : un imbécile peut poser à lui seul dix fois plus de questions que dix sages ensemble ne sauraient en résoudre.

Nous n'avons jamais nié les difficultés que rencontre le *pouvoir* pendant une guerre impérialiste, mais nous n'en avons pas moins *prêché* la dictature du prolétariat et de la paysannerie pauvre. Et nous y renoncerions maintenant que le moment d'agir est arrivé ?

Nous avons toujours dit que la dictature du prolétariat dans un pays entraîne d'immenses changements à la fois dans la situation internationale, dans l'économie du pays, dans la situation de l'armée et dans son moral, et nous « oublierions » tout cela aujourd'hui pour nous laisser effrayer par les « difficultés » de la révolution ? ?

« ... Les masses, comme on l'annonce de partout, ne sont pas d'humeur à descendre dans la rue. Parmi les indices qui justifient le pessimisme se trouve aussi la diffusion très fortement accrue de la presse ultra-réactionnaire, de la presse des Cent-Noirs... »

Quand des gens se laissent effrayer par la bourgeoisie, il est naturel alors que tout se colore en jaune pour eux. D'abord, ils substituent au critère marxiste du mouvement un critère intellectuel-impressionniste ; *à la place* de l'analyse politique du développement de la lutte de classe et du cours des événements dans le pays dans son ensemble, dans la conjoncture internationale dans son ensemble, ils introduisent des impressions subjectives sur l'état d'esprit des masses ; ils oublient naturellement « à propos » que la fermeté de la ligne du parti, sa résolution inflexible sont *aussi* un *facteur* de cet état d'esprit, surtout dans les

moments les plus critiques de la révolution. Il est parfois très « opportun » d'oublier que, par leurs hésitations et par leur tendance à brûler aujourd'hui ce qu'ils adoraient hier, les dirigeants responsables font naître les hésitations les plus déplacées dans l'état d'esprit de certaines couches de la masse.

Ensuite — et c'est là l'essentiel en l'occurrence — en parlant de l'état d'esprit des masses, les gens veules oublient d'ajouter

que « tous » dépeignent cet état d'esprit comme un esprit de réflexion, d'expectative ;

que « tous » sont d'accord pour reconnaître que, à l'appel des Soviets et pour la défense des Soviets les ouvriers se lèveront comme un seul homme ;

que « tous » sont d'accord pour reconnaître le fort mécontentement des ouvriers devant l'indécision des directions centrales quant à « la lutte finale », qui apparaît clairement comme inéluctable ;

que « tous » définissent l'état d'esprit des plus larges masses comme proche de la démoralisation et apportent comme preuve l'accroissement de l'anarchisme sur ce terrain précisément ;

que « tous » reconnaissent également que parmi les ouvriers conscients il existe une répugnance certaine à descendre dans la rue pour la *seule* manifestation, *seulement* pour une lutte partielle, car on sent dans l'air l'approche non pas d'une lutte partielle, mais d'une lutte générale, car la stérilité de grèves, de manifestations et d'actions partielles se fait pleinement sentir et comprendre.

Et ainsi de suite.

Si nous abordons cet aspect de l'état d'esprit des masses du point de vue du développement de la lutte de classe et de la lutte politique et de la marche des événements au cours des six mois de notre révolution, alors on verra clairement combien ceux qu'effraye la bourgeoisie ont une vue erronée des choses. La situation ne se présente pas comme avant les 20-21 avril, avant le 9 juin, le 3 juillet, car il existait alors une *effervescence spontanée* que nous, en tant que parti, ne saisissions pas (20 avril), ou contenions et transformions en une manifestation pacifique (9 juin et 3 juillet). Car nous savions fort bien alors que

les Soviets n'étaient pas *encore* pour nous, que les paysans croyaient *encore* à la voie tracée par les Liber-Dan et les Tchernov, et non pas à la voie des bolchéviks (l'insurrection) ; que, par suite, la majorité du peuple ne pouvait pas être pour nous ; que, par suite, l'insurrection était prématurée.

Alors, pour la majorité des ouvriers conscients, la question de la lutte finale *n'était pas* encore apparue ; parmi tous les comités du parti, pas un seul comité ne posait cette question. Et parmi la très grande masse à demi-consciente il n'existait encore ni la tension, ni le courage du désespoir, mais une *effervescence* spontanée alliée à l'espoir puéril qu'une simple « intervention », qu'une simple manifestation « influerait » sur les Kérenski et sur la bourgeoisie.

Ce n'est pas ce qu'il faut pour une insurrection ; ce qu'il faut, c'est la volonté consciente, ferme, inébranlable de la part des éléments conscients de se battre jusqu'au bout, d'une part. Et d'autre part, il faut le désespoir réfléchi des larges masses qui *sentent* qu'il est impossible de rien sauver maintenant par des demi-mesures, que n'importe quelle « pression » resterait sans effet, que les affamés « balaieront tout, fracasseront tout même anarchiquement », *si* les bolchéviks ne savent pas les diriger dans la lutte décisive.

C'est précisément à ce mélange de réflexion enseignée par l'expérience chez les éléments conscients et de haine proche du désespoir à l'égard des lock-outeurs et des capitalistes chez les larges masses que le développement de la révolution a amené en fait *et* les ouvriers *et* la paysannerie.

C'est également ce qui explique le « succès » des gredins de la presse des Cent-Noirs qui singent le bolchévisme. Que la pire réaction éprouve une joie maligne à voir approcher la lutte décisive entre la bourgeoisie et le prolétariat, il en a toujours été ainsi, on l'a observé sans aucune exception dans toutes les révolutions, c'est absolument inévitable. Et si on se laisse effrayer par *cela* il faut renoncer non seulement à l'insurrection, mais encore à la révolution prolétarienne en général. Car, dans la société capitaliste, cette révolution *ne* peut *pas* se développer *sans* être accompa-

gnée de la joie mauvaise des Cent-Noirs et de l'espoir qu'ils ont de faire leur beurre.

Les ouvriers conscients savent fort bien que les Cent-Noirs travaillent la main dans la main avec la bourgeoisie et que la victoire décisive des ouvriers (victoire à laquelle les petits bourgeois ne croient pas, que les capitalistes redoutent, que les Cent-Noirs désirent parfois par joie maligne, car ils sont convaincus que les bolchéviks ne garderont pas le pouvoir) *écrasera* définitivement les Cent-Noirs, que les bolchéviks *sauront* conserver le pouvoir d'une main ferme, pour le plus grand bien de toute l'humanité épuisée et déchirée par la guerre.

Qui, en effet, s'il n'est pas fou, peut douter que les *Rodzianko* et les Souvorine n'agissent ensemble ? qu'entre eux les rôles ne soient répartis ?

Les faits n'ont-ils pas prouvé que Rodzianko mène Kérenski à la baguette et que l'« Imprimerie nationale de la République de Russie » (sans rire) publie aux frais de l'Etat les discours des Cent-Noirs à la « Douma d'Etat » ? Ce fait n'a-t-il pas été dévoilé *même* par les larbins du *Diélo Naroda* à plat ventre devant « leur homoncule » ? L'expérience de *toutes* les élections n'a-t-elle pas prouvé que le *Novoïé Vrêmia* [83], journal vendu, inspiré par les « intérêts » des propriétaires fonciers et du tsarisme, apporte le soutien le plus complet aux listes des cadets ?

N'avons-nous pas lu hier que le capital commercial et industriel (sans-parti, évidemment, sans-parti, cela va de soi, ce n'est pas avec les cadets que les Vikhliaev, les Rakitnikov, les Gvozdev et les Nikitine se coalisent, Dieu merci ! mais avec les milieux commerciaux et industriels *sans-parti* !) a déboursé aux cadets 300 000 roubles ?

Toute la presse des Cent-Noirs, si on regarde les choses non pas d'un point de vue sentimental, mais d'un point de vue de classe, est une *succursale* de la firme « Riabouchinski, Milioukov et Cie ». Le capital achète pour son usage d'une part les Milioukov, les Zaslavski, les Potressov et consorts et, d'autre part, les Cent-Noirs.

Il ne peut y avoir d'autre moyen d'en finir avec cet empoisonnement scandaleux du peuple, avec cette contamination que propage la presse cent-noir bon marché, que la *victoire du prolétariat.*

Et peut-on s'étonner que la masse épuisée, torturée par la faim et par la prolongation de la guerre, « se jette » sur ce poison des Cent-Noirs ? Peut-on concevoir une société capitaliste à la veille de sa faillite *sans* que le désespoir envahisse les masses opprimées ? Et le désespoir des masses, parmi lesquelles règne l'ignorance, peut-il *ne pas* s'exprimer par une consommation accrue de poisons de toutes sortes ?

Oui, la position de ceux qui, parlant de l'état d'esprit des masses, rejettent sur les masses leur propre veulerie, est désespérée. Les masses se divisent en éléments qui attendent consciemment et en éléments prêts à tomber inconsciemment dans le désespoir ; mais les masses opprimées et affamées *ne sont pas* veules.

« ... Le parti marxiste ne saurait, d'autre part, ramener la question de l'insurrection à un complot militaire »...

Le marxisme est une science d'une profondeur et d'une diversité extrêmes. Il n'est donc pas étonnant de rencontrer des *fragments* de citations de Marx, surtout si ces citations sont faites *mal à propos*, parmi les « agruments » de ceux qui rompent avec le marxisme. Un complot militaire relève du blanquisme *si* ce n'est pas le parti d'une classe déterminée qui l'organise, *si* ceux qui l'organisent n'ont pas fait état de la situation politique en général et de la situation internationale en particulier ; *si* les faits objectifs n'ont pas prouvé la sympathie de la majorité du peuple pour ce parti, *si* la marche des événements de la révolution n'a pas réfuté pratiquement les illusions conciliatrices de la petite bourgeoisie ; *si* la majorité n'a pas été conquise dans les organismes de lutte révolutionnaire à qui sont reconnus les « pleins pouvoirs » ou qui ont fait leurs preuves autrement, tels les « Soviets » ; *si*, dans l'armée (en admettant que les événements se passent en temps de guerre) n'a pas mûri un état d'esprit hostile au gouvernement qui prolonge une guerre injuste contre la volonté du peuple ; *si* les mots d'ordre de l'insurrection (tels que « tout le pouvoir aux Soviets », « la terre aux paysans », « proposition immédiate de paix démocratique à tous les peuples en guerre en même

temps qu'annulation immédiate des traités secrets et de la diplomatie secrète », etc.) n'ont pas acquis la plus large diffusion et la plus large popularité, *si* les ouvriers avancés ne sont pas convaincus de la situation désespérée des masses et de l'appui de la campagne, appui qui s'est manifesté par un sérieux mouvement paysan, ou par un soulèvement contre les propriétaires fonciers et contre le gouvernement qui les défend, *si* la situation économique du pays inspire de sérieux espoirs en vue d'une solution favorable de la crise par des voies pacifiques et parlementaires.

En voilà assez, peut-être ?

Dans ma brochure : *Les bolchéviks garderont-ils le pouvoir ?* (j'espère qu'elle paraîtra un de ces jours) j'ai introduit une citation de Marx qui se rapporte réellement à la question de l'insurrection et qui définit celle-ci comme un « art * ».

Je suis prêt à parier que si l'on propose aux bavards qui aujourd'hui crient en Russie au complot militaire d'ouvrir la bouche et si on les invite à expliquer la différence entre l'« art » de l'insurrection armée et un complot militaire digne de blâme, ou bien ils répéteront ce qui est dit plus haut, ou bien ils se couvriront de honte et provoqueront le rire général des ouvriers. Essayez donc, chers pseudo-marxistes !

Chantez-nous donc une petite chanson *contre* le « complot militaire » !

---

* Voir le présent tome, pp. 128-129. (*N.R.*)

POSTFACE

Les lignes précédentes étaient déjà écrites lorsque j'ai reçu, mardi à 8 heures du soir, les journaux du matin de Pétrograd avec l'article de M. V. Bazarov dans la *Novaïa Jizn*. Monsieur V. Bazarov affirme qu'« il circule par la ville une feuille manuscrite exprimant l'hostilité de deux bolchéviks notoires contre l'action à engager ».

Si cela est vrai, je prie les camarades entre les mains de qui cette lettre ne peut pas tomber avant mercredi midi, de *la publier* le plus vite possible.

Elle a été écrite non pas pour la presse, mais seulement en vue d'un entretien avec les membres du parti par correspondance. Mais si les héros de la *Novaïa Jizn* (qui ont voté avant hier pour les bolchéviks, hier pour les menchéviks et qui ont *presque* réuni les uns et les autres au congrès d'unification universellement connu) qui n'appartiennent pas au parti, lequel les a mille fois raillés pour leur méprisable veulerie, si des individus pareils reçoivent une *feuille* des mains de membres de notre parti qui mènent campagne contre l'insurrection, alors il n'est pas possible de se taire. Il faut mener campagne aussi *en faveur* de l'insurrection. Que les anonymes se démasquent définitivement et qu'ils reçoivent le châtiment qu'ils méritent pour leurs honteuses hésitations, ne fût-ce que sous la forme des railleries de tous les ouvriers conscients. Je n'ai plus qu'une heure à ma disposition avant d'envoyer cette lettre à Pétrograd ; c'est pourquoi je ne signalerai qu'en deux mots un des « procédés » des tristes héros de la stupide *Novaïa Jizn*. Monsieur V. Bazarov tente de mener une polémique avec le camarade Riazanov qui a dit et qui a mille fois raison de dire que « ceux qui pré-

parent l'insurrection, ce sont ceux qui créent dans les masses le désespoir et l'indifférence ».

Le triste héros d'une triste cause « réplique » :

« *Le désespoir et l'indifférence ont-ils jamais vaincu ?* »

O, lamentables benêts de la *Novaïa Jizn* ! Connaissent-ils dans l'histoire des exemples d'insurrection où les masses des classes opprimées ont triomphé dans un combat désespéré, si elles n'avaient pas été réduites au désespoir par des souffrances prolongées et par l'aggravation extrême de crises de toutes sortes ? Quand ces masses n'ont-elles pas été amenées à l'indifférence envers les préparlements de laquais, envers la parodie de la révolution, envers les manœuvres des Liber-Dan qui ravalent les Soviets, organes du pouvoir et de l'insurrection, au rôle de parlotes ?

Ou, peut-être, les lamentables benêts de la *Novaïa Jizn* ont-ils découvert parmi les masses de l'*indifférence*... à l'égard de la question du pain ? de la prolongation de la guerre ? de la terre aux paysans ?

Ecrit le 17 (30) octobre 1917.
Paru les 1, 2 et 3 novembre (19, 20 et 21 octobre) 1917 dans le journal « Rabotchi Pout » n°s 40, 41 et 42.
Signé : N. Lénine

Conforme au texte du journal

LETTRE AUX MEMBRES DU PARTI BOLCHÉVIK [84]

Camarades, je n'ai pas encore eu la possibilité de recevoir les journaux de Pétrograd du mercredi 18 octobre. Lorsqu'on m'a transmis par téléphone le texte intégral de l'article de Kaménev et Zinoviev dans la *Novaïa Jizn*, journal étranger à notre parti, j'ai refusé d'y croire. Mais les doutes étaient impossibles, et je suis obligé de profiter de cette occasion pour envoyer cette lettre aux membres du parti afin qu'ils l'aient jeudi soir ou vendredi matin, car se taire devant cet acte incroyable de *briseurs de grève* serait un crime.

Plus une question pratique est grave, plus les hommes qui agissent en briseurs de grève occupent une position responsable et « en vue », et plus leur action est dangereuse, plus il faut rejeter résolument ces briseurs de grève, plus il serait impardonnable de se laisser impressionner par les « mérites » passés des briseurs de grève.

Songez-y ! Dans le parti, on sait que depuis septembre nous discutons la question de l'insurrection. Personne n'a entendu parler d'une seule lettre ou d'une seule feuille rédigée par les personnes en question ! Et maintenant, à la veille, peut-on dire, du congrès des Soviets, deux bolchéviks en vue interviennent *contre* la majorité et, chose évidente, *contre le Comité central*. Ce n'est pas dit ouvertement, mais le mal n'en est que plus grand, car il est encore plus dangereux de parler par allusions.

Du texte de la déclaration de Kaménev et de Zinoviev, il ressort tout à fait clairement qu'ils s'élèvent contre le Comité central, sans quoi leur déclaration n'aurait pas

de sens ; mais au juste *quelle* décision du Comité central contestent-ils précisément ? Ils ne le disent pas.

Pourquoi ?

C'est clair : parce que le Comité central n'a pas publié cette décision.

Qu'en résulte-t-il ?

Sur une question extrêmement importante, vitale, à la veille de la journée critique du 20 octobre, deux « bolchéviks en vue » s'attaquent dans la presse *étrangère* au parti et, qui plus est, précisément dans un journal qui sur ce point *marche la main dans la main avec la bourgeoisie contre le parti ouvrier*, dans ce journal ils attaquent une décision *non* publiée du centre du parti !

Mais c'est mille fois plus vil et *un million de fois plus nuisible* que toutes les interventions, fût-ce celles de Plékhanov, dans la presse étrangère au parti en 1906-1907, et que le parti a si vigoureusement condamnées ! Alors il ne s'agissait que d'élections, tandis qu'aujourd'hui il s'agit de l'insurrection en vue de la prise du pouvoir !

Et sur cette question, *après* la décision prise par le centre, contester devant les Rodzianko et les Kérenski, dans un journal étranger au parti, une décision *non publiée*, peut-on imaginer pire conduite de briseurs de grève, de traîtres ?

Je me considérerais comme déshonoré, si en raison de mes relations passées avec d'anciens camarades, j'allais hésiter à les condamner. Je dis tout net que je ne les considère plus comme des camarades et que je lutterai de toutes mes forces au Comité central comme au congrès pour leur exclusion du parti.

Car un parti ouvrier que la vie met de plus en plus souvent face à face avec l'insurrection, n'est pas en mesure d'accomplir cette tâche difficile si des décisions non publiées par le centre, mais prises par lui, sont mises en cause dans la presse étrangère au parti et si l'on introduit dans les rangs des combattants l'hésitation et le trouble.

Que messieurs Zinoviev et Kaménev fondent leur propre parti avec quelques dizaines d'individus désorientés ou de candidats à l'Assemblée constituante. Les ouvriers ne rejoindront pas ce parti, car son premier mot d'ordre sera :

« Les membres du Comité central battus sur la question de la lutte décisive dans les sessions du Comité central sont autorisés à passer à la presse étrangère au parti pour attaquer les décisions non publiées du parti. »

Qu'ils se bâtissent un parti *sur ce modèle* ; notre parti ouvrier bolchévik ne peut qu'y gagner.

Quand tous les documents seront publiés, l'attitude de briseurs de grève de Zinoviev et de Kaménev apparaîtra plus clairement encore. En attendant, que soit posée devant les ouvriers la question suivante :

« Admettons que la direction du syndicat de Russie ait décidé, après un mois de discussions et à une majorité de plus de 80% qu'il faut préparer une grève, mais qu'il n'est pas temps de publier la date ou quoi que cé soit d'autre. Admettons qu'*après* la décision deux membres, alléguant faussement leur « opinion personnelle », se mettent non seulement à écrire à des groupes locaux, pour revenir sur cette décision, mais encore fassent paraître leurs lettres dans des journaux *étrangers* au parti. Admettons enfin qu'ils attaquent eux-mêmes dans ces journaux cette décision, bien qu'elle ne soit pas encore publiée et qu'ils se mettent à dénigrer la grève devant les capitalistes.

On se demande si les ouvriers hésiteraient à exclure de leurs rangs de pareils briseurs de grève. »

* *
*

Quant à la question de l'insurrection, aujourd'hui, si près du 20 octobre, je ne peux pas juger de loin jusqu'à quel point la cause a été compromise par l'intervention des briseurs de grève dans la presse étrangère au parti. Il est hors de doute que le tort ainsi causé est *pratiquement* très grand. Pour le réparer, il faut avant tout rétablir l'unité du front bolchévik par l'exclusion des briseurs de grève.

La faiblesse des arguments idéologiques invoqués contre l'insurrection apparaîtra d'autant plus clairement que nous les amènerons au grand jour. J'ai envoyé, ces jours derniers, un article à ce sujet au *Rabotchi Pout* ; et si la

rédaction ne juge pas possible de le faire paraître, les membres du parti pourront vraisemblablement en prendre connaissance en manuscrit *.

Ces arguments « idéologiques », si l'on peut dire, se ramènent à deux : d'abord à « attendre » l'Assemblée constituante. Attendons, nous arriverons peut-être, voilà tout l'argument. Peut-être qu'avec la famine, la désorganisation, les soldats à bout de patience, les mesures prises par Rodzianko pour livrer Pétrograd aux Allemands, avec les lock-out, nous arriverons quand même.

Au petit bonheur la chance, voilà toute la force de l'argument.

En second lieu, un pessimisme criant. Tout marche à souhait pour la bourgeoisie et pour Kérenski ; chez nous, tout va mal. Les capitalistes sont admirablement prêts, tout va mal chez les ouvriers. En ce qui concerne l'aspect militaire, les « pessimistes » crient à gorge déployée et les « optimistes » se taisent, car il n'est peut-être personne, en dehors des briseurs de grève, qui ait plaisir à dévoiler quelque chose devant Rodzianko et Kérenski.

Temps durs. Problème difficile. Trahison grave.

Et pourtant le problème sera résolu, les ouvriers serreront les rangs, le soulèvement paysan et l'impatience extrême des soldats au front feront leur œuvre ! Serrons encore les rangs, le prolétariat doit vaincre !

N. Lénine

Ecrit le 18 (31) octobre 1917.
Paru pour la première fois le 1er novembre 1927 dans la « Pravda » n° 250

Conforme au manuscrit

* Voir le présent tome, pp. 198-219. (*N.R.*)

LES TÂCHES DE NOTRE PARTI DANS L'INTERNATIONALE

(A PROPOS DE LA IIIe CONFÉRENCE DE ZIMMERWALD [85])

Dans le n° 22 du *Rabotchi Pout* du 28 septembre est paru le manifeste de la IIIe Conférence de Zimmerwald. Sauf erreur de notre part, il n'a été par ailleurs publié que dans le journal des menchéviks-internationalistes, l'*Iskra* [86] n° 1 du 26 septembre ; y étaient ajoutées des indications extrêmement brèves sur la composition de la IIIe Conférence de Zimmerwald et sur sa date (20-27 août, nouveau calendrier) ; pour ce qui est des autres journaux, il ne s'y trouvait ni manifeste, ni aucune information détaillée sur la conférence.

Nous disposons maintenant d'une certaine documentation relative à cette conférence : un article paru dans le journal des social-démocrates de gauche suédois *Politiken* (cet article a été traduit dans l'organe du parti social-démocrate finlandais *Työmies* [87]) et deux communications écrites, l'une d'un camarade polonais, l'autre d'un camarade russe qui ont participé à la conférence. En nous appuyant sur ces informations, nous parlerons d'abord de la conférence en général, puis nous en viendrons à l'analyse de la conférence et à l'analyse des tâches de notre parti.

I

A la conférence assistaient les représentants des partis et groupes suivants : 1) le parti social-démocrate « indépendant » allemand (« kautskistes ») ; 2) le parti suisse ; 3) le parti suédois *de gauche* (qui, on le sait, a rompu toute

attache avec le parti opportuniste de Branting) ; 4) des Norvégiens et 5) des Danois (dans nos matériaux, on n'indique pas s'il s'agit du parti officiel, opportuniste danois qui a le ministre Stauning à sa tête) ; 6) le parti social-démocrate finlandais ; 7) des Roumains ; 8) le P.O.S.D.R. bolchévik ; 9) le P.O.S.D.R. menchévik (Panine déclara par écrit qu'il ne prendrait pas part à la conférence, alléguant comme motif qu'elle n'était pas plénière ; Axelrod, lui, allait de temps en temps aux séances, *mais il ne signa pas le manifeste*) ; 10) des menchéviks-internationalistes ; 11) un groupe américain de « socialistes-internationalistes chrétiens » (?); 12) un « groupe de propagande social-démocrate » américain (selon toute apparence, c'est le même groupe dont il est fait mention dans ma brochure *Les tâches du prolétariat dans notre révolution* (*Projet de programme du parti prolétarien*, p. 24*, car précisément ce groupe commença en janvier 1917 à publier le journal *l'Internationaliste*[88]) ; 13) des social-démocrates polonais, unis par la « Direction de territoire »; 14)l'opposition autrichienne (« club Karl Marx », fermé par le gouvernement autrichien après l'exécution de Sturgkh par Friedrich Adler [89] ; ce club est mentionné par moi dans la même brochure, p. 25 **) ; 15) les « syndicats indépendants » bulgares (appartenant, comme l'ajoute une lettre en ma possession, non pas aux « tesniaki », c'est-à-dire non pas au parti internationaliste de gauche, mais aux « chiroki », c'est-à-dire au parti opportuniste bulgare) ; ce délégué arriva après la fin de la conférence, comme les délégués 16) du parti serbe.

Parmi les 16 partis et groupes, les numéros 3, 8, 12, 13 et 14 appartiennent à ce « troisième » courant dont parle la résolution de notre conférence des 24-29 avril 1917 (et ma brochure, p. 23 ***, où ce courant est appelé courant des « internationalistes véritables ») ; ensuite, plus près de ce courant « de gauche », ou entre lui et le « centre » kautskiste, se trouvent les groupes 4 et 16, bien qu'il soit difficile de définir leur position avec précision, — il est possible qu'ils appartiennent bien au « centre ». Ensuite les groupes

* Cf. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 24, p. 72. (*N.R.*)
** *Ibid.* (*N.R.*)
*** *Ibid*, pp. 70-73. (*N.R.*)

1, probablement 2, 6 et 7, le groupe 10 et vraisemblablement 15, appartiennent au « centre » kautskiste. Les groupes 5 (si c'est le parti de Stauning) et 9 sont des jusqu'auboutistes, des ministérialistes, des social-chauvins. Enfin, le groupe 11 est manifestement tout à fait fortuit.

On voit par là que la composition de la conférence a été extraordinairement disparate et même absurde, car elle réunissait des hommes qui *n'étaient pas* d'accord sur l'*essentiel* et qui par suite étaient *incapables* d'agir vraiment en harmonie, vraiment en commun, des hommes qui se sépareraient inévitablement les uns des autres dans l'orientation *fondamentale* de leur politique. Il est naturel que le « fruit » de la « collaboration » entre ces hommes soit ou bien des injures et la « zizanie », ou bien des résolutions élastiques, des compromis rédigés pour masquer la vérité. Nous en verrons tout de suite des exemples et des preuves *...

Ecrit en octobre 1917.
Paru pour la première fois en 1928 dans le recueil Lénine VII

Conforme au manuscrit

* Le manuscrit s'interrompt ici. (*N.R.*)

LETTRE
AU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.(b)R.

Chers camarades,

Un parti qui se respecte ne peut pas tolérer dans son sein les briseurs de grève ni leur activité. Cela est évident. Et plus on réfléchit aux interventions de Zinoviev et de Kaménev dans la presse étrangère au parti, plus il apparaît incontestable que leur conduite est, dans toute l'acception du terme, une action de briseurs de grève. La dérobade de Kaménev à la séance du Soviet de Pétrograd est quelque chose de tout à fait bas ; il est, vous le voyez, pleinement d'accord avec Trotski. Mais, est-il difficile de comprendre que Trotski *ne pouvait pas*, ne devait pas en dire plus qu'il n'en a dit devant les ennemis, qu'il n'en avait pas le droit ? Est-il difficile de comprendre que le *devoir* du parti qui cachait à l'ennemi *sa* décision (sur la nécessité de l'insurrection armée, tout à fait mûre à ce moment, sur la préparation complète, etc.), que cette décision *oblige*, dans les déclarations publiques, à rejeter non seulement la « faute », mais aussi l'initiative sur l'adversaire. Seuls des enfants seraient incapables de le comprendre. La dérobade de Kaménev est une fourberie, purement et simplement. Il faut en dire autant de la dérobade de Zinoviev. A tout le moins, sa lettre « de justification » (adressée, semble-t-il, à l'organe central du parti) est la seule chose que j'aie vue (car, l'opinion personnelle, l'« opinion prétendument personnelle » autour de laquelle la presse *bourgeoise* fait tant de bruit, je ne l'ai pas vue *jusqu'ici*, moi, membre du Comité central). Voici l'un des « argu-

ments » de Zinoviev : Lénine a envoyé ses lettres à différents camarades « *avant* qu'une décision quelconque n'ait été prise », et vous n'avez pas protesté. C'est ce qu'écrit littéralement Zinoviev, et il souligne lui-même de quatre traits le mot *avant*. Est-il difficile de comprendre qu'*avant* que l'organe central ait pris une décision sur la grève on peut faire de la propagande pour et contre la grève, mais qu'*après* la décision prise en faveur de la grève (après la décision supplémentaire de cacher cette décision à l'ennemi), faire après de la propagande contre la grève, c'est se conduire en briseur de grève ? Le premier ouvrier venu le comprendra. L'insurrection armée est débattue à la direction depuis septembre. Voilà le moment où Zinoviev et Kaménev pouvaient et *devaient* intervenir par écrit, afin que *tous*, en voyant leurs arguments, puissent mesurer leur complet désarroi. Cacher sa façon de voir au parti tout un mois *avant* que la décision soit prise et envoyer son opinion personnelle *après* cette décision, c'est se comporter en briseur de grève.

Zinoviev feint de ne pas comprendre cette différence, de ne pas comprendre qu'après la décision de grève, décision émanant du centre, seuls les briseurs de grève peuvent faire de la propagande contre cette décision devant les instances inférieures. Le premier ouvrier venu le comprendra.

Or, Zinoviev a précisément fait de la propagande et a saboté les décisions du centre aussi bien à l'assemblée de dimanche [90] où avec Kaménev il n'a pas obtenu une seule voix, que dans sa lettre actuelle. Car Zinoviev a l'impudence d'affirmer que « le parti n'a pas été consulté » et que de semblables questions « ne peuvent pas être tranchées par une dizaine d'hommes ». Réfléchissez-y. Tous les membres du Comité central savent que plus de dix membres du Comité central ont assisté à la séance décisive, que *la majorité de la session plénière* y assistait, que Kaménev lui-même déclara à cette séance : « Cette séance est décisive », que, en ce qui concerne les membres absents du Comité central, il était parfaitement connu qu'ils étaient *en majorité en désaccord* avec Zinoviev et Kaménev. Et voici qu'*après* la décision du Comité central prise à une séance que Kaménev lui-même a reconnue *décisive*, un

membre du Comité central a le front d'écrire : « le parti n'a pas été consulté ». « De semblables questions ne peuvent pas être tranchées par une dizaine d'hommes » ; c'est, dans toute l'acception du terme, une conduite de briseur de grève. Jusqu'au congrès du parti c'est le Comité central qui décide. Le Comité central a décidé. Kaménev et Zinoviev, qui n'ont rien écrit *avant* la décision, se sont mis à *contester* la décision du Comité central *après* qu'elle a été prise.

C'est, dans toute l'acception du terme, une conduite de briseurs de grève. Une fois la décision prise, aucune contestation *n'est admissible*, dès lors qu'il s'agit de préparer une grève immédiatement et *secrètement*. Zinoviev a le front de *nous* accuser aujourd'hui de « prévenir l'ennemi ». Où donc s'arrêtera l'effronterie ? Qui a en fait nui à notre action, qui a saboté la grève « en prévenant l'ennemi », sinon ceux qui ont écrit dans la presse *étrangère au parti* ?

Ecrire dans un journal qui, sur cette question *précise*, fait cause commune avec toute la bourgeoisie, *contre* une résolution « décisive » du parti !

Si on tolère cela, il n'y a plus de parti, le parti est liquidé.

Appeler « opinion personnelle » ce que Bazarov apprend et imprime dans un journal étranger au parti, c'est se moquer du parti.

La déclaration de Kaménev et de Zinoviev dans la presse étrangère au parti est d'autant plus vile que le parti ne peut pas démentir ouvertement leurs *mensonges calomnieux* : j'ignore les décisions prises quant à la date, écrit et imprime Kaménev, en son nom propre et au nom de Zinoviev. (Zinoviev est pleinement responsable de la conduite et de l'intervention de Kaménev, après une telle déclaration.)

Comment le Comité central peut-il démentir cette affirmation ?

Nous ne pouvons pas devant les capitalistes dire la vérité : que nous *avons décidé* la grève et que nous avons décidé de *cacher le choix du moment*.

Nous ne pouvons pas démentir le mensonge, la calomnie de Zinoviev et de Kaménev *sans nuire davantage encore*

à notre cause. Voilà en quoi consiste l'infamie sans borne, la trahison véritable de ces deux personnages : ils ont livré aux capitalistes le plan des partisans de la grève, car, puisque notre presse se tait, chacun devine *où* en sont les choses.

Kaménev et Zinoviev *ont livré* à Rodzianko et à Kérenski la décision du Comité central de leur parti sur l'insurrection armée et sur le secret gardé à l'égard de l'ennemi quant à la préparation de l'insurrection armée et au choix de la date pour cette insurrection. C'est un fait. On ne peut par aucun faux-fuyant démentir ce fait. Deux membres du Comité central ont, par un mensonge, par une calomnie, *livré* aux capitalistes la décision des ouvriers. Il ne peut, il ne doit y avoir qu'une réponse : une décision immédiate du Comité central :

« Ayant reconnu que l'intervention de Zinoviev et de Kaménev dans la presse étrangère au parti est dans toute l'acception du terme une action de briseurs de grève, le Comité central les exclut tous les deux du parti. »

Il m'est pénible d'écrire ces paroles sur d'anciens camarades qui m'étaient proches, mais je considérerais l'hésitation comme un crime en l'occurrence, car un parti de révolutionnaires qui ne châtierait pas des briseurs de grève notoires, *serait perdu.*

La question de l'insurrection armée, même si les briseurs de grève qui ont trahi notre cause auprès de Rodzianko et de Kérenski en ont reculé la date pour longtemps, n'est pas *écartée*, n'est pas écartée par le parti. Comment peut-on se préparer à l'insurrection armée et la préparer *en tolérant* parmi nous des briseurs de grève « notoires » ? Plus ils sont notoires et plus *ils sont dangereux*, plus il est indigne de leur « pardonner ». *On n'est trahi que par les siens* *, disent les Français. Seul *un des nôtres* peut être un traître.

Plus les briseurs de grève sont « *notoires* », plus il faut absolument les châtier sur-le-champ par l'exclusion.

C'est ainsi seulement qu'on peut assainir le parti ouvrier, qu'on peut l'épurer d'une douzaine de petits intellectuels avilis, serrer les rangs des révolutionnaires et aller

* En français dans le texte. (*N.R.*)

avec les ouvriers révolutionnaires au-devant des grandes, des plus grandes difficultés.

Nous ne pouvons pas publier la vérité : qu'*après* la réunion décisive du Comité central, Zinoviev et Kaménev ont eu l'impudence d'exiger à l'assemblée de dimanche que l'on revienne sur la *décision* et que Kaménev criait sans honte : « Le Comité central a fait faillite, car il n'a rien fait de la semaine » (je *ne* pouvais *pas* le démentir, car il n'était justement pas possible de dire *ce qui précisément avait été fait*), tandis que Zinoviev proposait d'un air innocent la résolution repoussée par l'assemblée : « Ne pas intervenir jusqu'à la conférence avec les bolchéviks qui doivent arriver le 20 pour le Congrès des Soviets. »

Réfléchissez-y : proposer à une assemblée de militants de la base, après que la grève a été décidée *par le centre*, de remettre la question et de la renvoyer (au congrès du 20, congrès qui a été ajourné par la suite... les Zinoviev font confiance aux Liber-Dan), de la renvoyer devant *une* assemblée que les statuts du parti ignorent, qui *n'a pas* d'autorité sur le Comité central, qui *ne* connaît *pas* Pétrograd !

Et Zinoviev a encore *après cela* l'impudence d'écrire : « On n'affermit guère ainsi l'unité du parti. »

Comment appeler cela autrement qu'une menace de scission ?

Je réponds à cette menace que j'irai jusqu'au bout, que j'obtiendrai la liberté de parole devant les ouvriers, et que, *quoi qu'il en coûte*, je flétrirai comme briseur de grève le briseur de grève Zinoviev. A la menace de scission, je réponds par une déclaration de guerre jusqu'au bout, par la lutte pour l'exclusion des deux briseurs de grève des rangs du parti.

Après *des mois* de discussion, la direction du syndicat a décidé que la grève est inévitable, qu'elle est mûre ; elle en cache la date aux patrons. Après cela, deux membres de la direction vont trouver les *militants de la base* pour contester cette décision et se font battre. Alors, ces deux individus s'adressent à la presse au vu et au su des capitalistes et trahissent par un mensonge calomnieux la décision de la direction, sabotant ainsi la grève pour une bonne

moitié ou la faisant différer jusqu'à un moment moins favorable, et avertissant l'ennemi.

Voilà, dans toute l'acception du terme, une action de briseurs de grève. Voilà pourquoi je réclame l'exclusion des deux briseurs de grève, en me réservant le droit (compte tenu de leur menace de scission) de *tout* publier quand cela sera possible.

Ecrit le 19 octobre (1er novembre) 1917.
Paru pour la première fois le 1er novembre 1927, dans la « Pravda » n° 250

Conforme à un double dactylographié

LE PARTI SOCIALISTE-RÉVOLUTIONNAIRE TROMPE UNE FOIS DE PLUS LES PAYSANS

Le parti socialiste-révolutionnaire a déclaré solennellement devant tout le pays, dans son journal principal, le *Diélo Naroda* des 18 et 19 octobre, que le nouveau projet de loi agraire du ministre de l'Agriculture constitue « un pas important vers la réalisation du programme agraire du parti » ; que « le Comité central du parti propose instamment à toutes les organisations du parti de faire une propagande énergique en faveur du projet de loi et de le diffuser parmi les masses ».

Cependant, ce projet de loi du ministre S. Maslov, membre du parti socialiste-révolutionnaire, reproduit dans ses passages essentiels par le «*Diélo Naroda*», *trompe les paysans.* Le parti socialiste-révolutionnaire a trompé les paysans : il a glissé de son propre projet agraire au plan des propriétaires fonciers, des cadets, au plan de « juste évaluation » et maintien de la grande propriété foncière. Le parti socialiste-révolutionnaire s'est engagé solennellement et devant tout le pays, à ses congrès de la première révolution russe (1905) et de la deuxième révolution russe (1917), à soutenir la revendication paysanne de *confiscation* des terres des propriétaires fonciers, c'est-à-dire la remise de ces terres aux paysans *sans indemnité.* Or, dans le projet actuel de monsieur S. Maslov, non seulement la propriété foncière est maintenue, mais encore les paiements effectués par les paysans pour les terres « affermées », d'après une « juste » évaluation, *reviennent aux propriétaires fonciers.*

Ce projet de loi de monsieur S. Maslov est purement et simplement une trahison du parti socialiste-révolutionnaire à l'égard des paysans, c'est le passage pur et simple de ce parti à la dévotion aux intérêts des propriétaires fonciers. Il faut tendre toutes nos forces, il faut employer tous nos efforts pour répandre aussi largement que possible parmi les paysans cette vérité.

Le *Diélo Naroda* du 18 octobre a publié les paragraphes 25-40 du projet de S. Maslov. Voici les traits fondamentaux, essentiels de ce projet :

1° Les terres des propriétaires fonciers n'entrent *pas toutes* au « fonds provisoire de fermage » qui est formé.

2° L'immatriculation des terres des propriétaires fonciers à ce fonds est effectuée par les *comités agraires* créés en vertu de la loi du 21 avril 1917 promulguée par le gouvernement du prince Lvov, le gouvernement des *propriétaires fonciers.*

3° Le taux du fermage payé par les paysans pour ces terres est établi par les comités agraires « en fonction du revenu net » et, déduction faite des paiements, revient « au possesseur », *c'est-à-dire au propriétaire foncier.*

C'est une triple tromperie des socialistes-révolutionnaires à l'égard des paysans, et c'est pourquoi il faut s'arrêter avec plus de détails sur chacun de ces trois points.

Les *Izvestia du Soviet des députés paysans de Russie* ont publié dans le n° 88 du 19 août « le mandat impératif modèle établi d'après les 242 mandats apportés par les députés au premier Congrès des Soviets de députés paysans de Russie à Pétrograd, en 1917 ».

Ce relevé de 242 mandats impératifs établi par les élus des paysans est le *meilleur* document, pour juger de *ce que veulent les paysans.* Ce relevé des mandats impératifs montre de la façon la plus concrète comment le projet de S. Maslov et du parti socialiste-révolutionnaire trompe les paysans.

Les paysans exigent l'abolition du droit de propriété privée du sol ; la transformation de *toutes* les propriétés foncières privées, etc., en bien national sans indemnité ; la transformation des terrains à rendement élevé (jardins, plantations, etc.) en « terrains modèles », la remise de ces derniers en « jouissance exclusive à l'Etat et aux communautés » ; la confiscation de « *tout* le cheptel vif et mort », etc.

Telles sont les revendications des paysans, exprimées nettement et clairement par les paysans eux-mêmes, d'après les 242 mandats impératifs locaux.

Au lieu de cela le parti socialiste-révolutionnaire, étant entré en « coalition » (c'est-à-dire en union, en accord) avec la bourgeoisie (avec les capitalistes) et avec les propriétaires fonciers, collaborant à un gouvernement de capitalistes et de propriétaires fonciers, a maintenant établi un projet qui *n'abolit pas la propriété foncière*, mais en remet *seulement une partie au fonds provisoire de fermage* ! !

D'après ce projet, *ne* peuvent *pas* être immatriculés au fonds de fermage les jardins, les plantations, les cultures betteravières et autres ! *Ne* peuvent *pas* être immatriculées au fonds de fermage les terres nécessaires « à la satisfaction des besoins du propriétaire lui-même, de sa famille, de ses employés et de ses ouvriers, ainsi qu'à l'entretien du bétail existant » !!

Donc, le riche propriétaire foncier qui possède une raffinerie de sucre, une féculerie, des huileries ou des moulins, des jardins et des plantations, des centaines de têtes de bétail et des dizaines d'employés et d'ouvriers, gardera *une grande exploitation, capitaliste par surcroît.* C'est avec cette impudence, avec ce cynisme que le parti socialiste-révolutionnaire a trompé les paysans !

L'immatriculation des terres des propriétaires fonciers, ou, comme le dit le projet, des « propriétés privées » au fonds de fermage sera effectuée par *les comités agraires* créés par la loi du 21 avril 1917 promulguée par le gouvernement de *propriétaires fonciers du prince Lvov* et consorts, par le gouvernement de Milioukov et de Goutchkov, des impérialistes qui ont dépouillé les masses populaires, et que les ouvriers et les soldats de Pétrograd ont vaincu par le mouvement des 20-21 avril, c'est-à-dire il y a six bons mois.

Il est clair que la loi de ce gouvernement de propriétaires fonciers sur les comités agraires est loin d'être démocratique (populaire). Bien au contraire, cette loi renferme toute une série de violations révoltantes de la démocratie. Ainsi, le paragraphe XI de cette loi confère aux « comités agraires provinciaux le droit de suspendre les décisions

des comités de canton et de district jusqu'à la décision définitive du comité agraire supérieur ». Or, les comités sont, d'après cette loi de fourberie en faveur des propriétaires fonciers, constitués de telle sorte que le comité de district est moins démocratique que le comité de canton ; le comité de province, moins démocratique que le comité de district ; le comité supérieur, moins démocratique que le comité de province !

Le comité de canton est entièrement élu par la population du canton. Dans le comité de district entrent, par exemple, conformément à la loi, le juge de paix et cinq membres des « comités exécutifs provisoires » (jusqu'à l'organisation d'une nouvelle autonomie administrative). Au comité de province entrent non seulement un membre du tribunal de la circonscription et un juge de paix, mais encore un représentant du ministère, *nommé* par le ministre, etc. Et au comité agraire supérieur entrent 27 membres « sur invitation du Gouvernement provisoire » ! Il comprend un représentant de chacun des onze partis politiques, la majorité (6 sur 11) étant donnée aux *cadets et aux partis qui se placent à leur droite*. Eh bien, n'est-ce pas là une escroquerie de la part de Lvov, de Chingarev (ils ont signé la loi) et de leurs amis ? N'est-ce pas bafouer la démocratie pour plaire aux propriétaires fonciers ?

Ce fait ne confirme-t-il pas pleinement la déclaration maintes fois répétée des bolchéviks que seuls *les Soviets de députés paysans*, élus par *la masse des travailleurs* et révocables à tout moment, sont à même d'exprimer correctement la volonté de la paysannerie et de la mettre en pratique ?

Les socialistes-révolutionnaires qui ont obtenu, grâce à la confiance aveugle des paysans, la majorité au Comité exécutif des Soviets de députés paysans de Russie, *ont trahi* les paysans, *ont trahi* les Soviets paysans, *se sont rangés aux côtés des propriétaires fonciers* et se sont accommodés de la loi du propriétaire foncier, le prince Lvov, sur les comités agraires. Voilà le deuxième mensonge essentiel des socialistes-révolutionnaires à l'égard des paysans.

Et c'est avec d'autant plus d'insistance que nous devons, nous, parti ouvrier, répéter la revendication des bol-

chéviks : dans les campagnes, tout le pouvoir aux Soviets des députés paysans et des députés d'ouvriers agricoles !

Les mandats des paysans exigent la confiscation, l'expropriation *sans indemnité* des propriétaires fonciers, la confiscation des haras, des entreprises privées d'élevage et d'aviculture, la remise en jouissance à l'Etat des terrains à rendement élevé, la confiscation de tout le cheptel vif et mort des propriétés foncières.

Au lieu de cela, le projet ministériel des socialistes-révolutionnaires gratifie les paysans du *maintien du fermage*, qui tombe comme par le passé dans la poche du propriétaire foncier :

« Le fermage, porte le paragraphe 33 du projet socialiste-révolutionnaire, est versé aux comités qui » (les versements au trésor, etc., une fois faits) « remettent le reste au propriétaire. »

Voilà comment les « socialistes-révolutionnaires », après avoir trompé les paysans par de somptueuses promesses, offrent aux paysans un projet de loi agraire conçu par *les propriétaires fonciers et par les cadets* !!

C'est tromper les paysans à fond.

Il ne reste absolument rien ici des revendications des paysans au sujet de la confiscation. Ce n'est pas la confiscation des grandes propriétés foncières ; c'est leur *renforcement* assuré par un gouvernement « républicain » *qui garantit* aux propriétaires fonciers le *maintien* du cheptel, des terres nécessaires à l'entretien des « employés et des ouvriers », et de la terre « destinée » (il suffit de la seule « destination » ! !) « par le propriétaire à la culture de la betterave sucrière et autres cultures industrielles », ainsi que du *loyer* pour toutes les autres terres remises au fonds de fermage. Les comités agraires se trouvent transformés en *collecteurs de fermage* pour messieurs les nobles propriétaires fonciers ! !

La grande propriété foncière n'est pas supprimée, mais consolidée par les socialistes-révolutionnaires. Leur passage aux côtés des propriétaires fonciers, leur trahison à l'égard des paysans apparaissent aujourd'hui aussi clairs que le jour.

Nous ne devons pas nous laisser tromper par les rusés cadets, par ces fidèles amis des capitalistes et des proprié-

taires fonciers. Les cadets font mine de trouver le projet socialiste-révolutionnaire extraordinairement « révolutionnaire », et ils mènent grand bruit *contre* lui dans tous les journaux bourgeois ; partout se glissent des remarques sur l'« *opposition* » des ministres bourgeois (et, naturellement, de leurs valets, tels que Kérenski) à ce « terrible » projet de loi. Tout cela n'est que comédie, jeu, marchandage de commerçant qui voit la servilité des socialistes-révolutionnaires et qui espère obtenir un nouveau rabais. En réalité, le projet de S. Maslov est un projet de « *propriétaire foncier* », rédigé *pour* s'entendre avec les propriétaires fonciers, *pour* les sauver.

Si le *Diélo Naroda*, dans les numéros que nous avons cités, appelle ce projet « un remarquable projet de loi agraire, qui marque le début (!) de la grande (! !) réforme qu'est la socialisation (! ! !) de la terre », c'est pur charlatanisme. Dans le projet, il n'y a pas trace de « socialisation » (si ce n'est peut-être l'aide « sociale » apportée au propriétaire foncier pour lui assurer sans faute le fermage), il n'y a absolument rien de « révolutionnaire » ni de « démocratique », rien en général que les « réformes » du type irlandais, habituelles au *réformisme bourgeois* en Europe.

C'est, nous le répétons, un projet *destiné à* sauver les propriétaires fonciers, *destiné à* « apaiser » le soulèvement paysan qui commence, par d'infimes concessions qui sauvegardent l'essentiel pour les propriétaires fonciers.

Présenter un projet aussi honteux au gouvernement de la part des socialistes-révolutionnaires, c'est faire éclater au grand jour l'hypocrisie incroyable de ceux qui reprochent aux bolchéviks de « saboter » l'Assemblée constituante en apportant leurs plans de remise du pouvoir aux Soviets. « Il ne reste que 40 jours jusqu'à l'Assemblée constituante », s'écrient hypocritement les cadets, les capitalistes, les propriétaires fonciers, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires ! Et, en sous-main, on présente au gouvernement un énorme projet de loi agraire *qui trompe* les paysans, *qui* les *asservit* aux propriétaires fonciers, *qui consolide* la grande propriété foncière.

Quand il faut soutenir les propriétaires fonciers contre le soulèvement paysan qui grandit, on « *peut* » alors 40 et

même 30 jours avant l'Assemblée constituante, faire passer un énorme projet de loi.

Mais quand on en vient à la question de la remise de tout pouvoir aux Soviets *pour qu'*ils remettent *toute* la terre aux paysans, pour qu'ils suppriment *immédiatement* le droit de propriété sur la terre des propriétaires fonciers, pour qu'ils proposent *immédiatement* une paix juste, alors, les cadets, les capitalistes, les propriétaires fonciers, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires poussent en chœur des hurlements contre les bolchéviks.

Que les paysans sachent donc comment le parti socialiste-révolutionnaire les a trompés, comment il les a livrés aux propriétaires fonciers.

Que les paysans sachent que seul le parti *ouvrier*, seuls les *bolchéviks* se dressent et se dresseront jusqu'au bout *contre* les capitalistes, *contre* les propriétaires fonciers, pour défendre les paysans *pauvres* et *tous* les travailleurs.

20 octobre (2 novembre) 1917

Paru le 6 novembre (24 octobre) 1917 dans le journal « Rabotchi Pout » n° 44. Signé : N. Lénine

Conforme au texte du journal

LETTRE AUX MEMBRES DU COMITÉ CENTRAL [91]

Camarades,

J'écris ces lignes dans la soirée du 24, la situation est critique au dernier point. Il est clair comme le jour que maintenant retarder l'insurrection, c'est la mort.

Je veux de toutes mes forces convaincre les camarades qu'aujourd'hui tout tient à un cheveu, qu'à l'ordre du jour se posent des questions que ne peuvent trancher ni conférences, ni congrès (quand bien même ce seraient des congrès des Soviets), mais uniquement les peuples, la masse, la lutte des masses en armes.

La poussée bourgeoise des korniloviens, la destitution de Verkhovski [92] montrent qu'il n'est pas possible d'attendre. Il faut à tout prix, ce soir, cette nuit, arrêter le gouvernement, après avoir désarmé les élèves-officiers (après les avoir battus s'ils résistent), etc.

On ne peut pas attendre ! ! On risque de tout perdre ! !

Voici l'effet immédiat de la prise du pouvoir : la défense du *peuple* (non du congrès, mais du peuple, de l'armée et des paysans au premier chef) contre le gouvernement des korniloviens qui a chassé Verkhovski et qui a monté un second complot Kornilov.

Qui doit prendre le pouvoir ?

Cela importe peu en ce moment : que le Comité révolutionnaire militaire [93] le prenne ou « une autre institution » qui déclarera qu'elle ne remettra le pouvoir qu'aux représentants authentiques des intérêts du peuple, des intérêts de l'armée (proposition immédiate de paix), des intérêts des paysans (il faut prendre la terre sur-le-champ, abolir la propriété privée), des intérêts des affamés.

Il faut que toutes les régions, tous les régiments, toutes les forces se mobilisent sur l'heure et envoient sans attendre des délégations au Comité révolutionnaire militaire, au Comité central bolchévik, et exigent impérieusement qu'en aucun cas le pouvoir ne soit laissé entre les mains de Kérenski et Cie jusqu'au 25, sous aucun prétexte ; il faut à tout prix régler cette affaire ce soir ou cette nuit.

L'histoire ne pardonnera pas l'ajournement aux révolutionnaires qui peuvent vaincre aujourd'hui (et qui vaincront aujourd'hui à coup sûr) ; ils risqueraient de perdre beaucoup demain, ils risqueraient de tout perdre.

En prenant le pouvoir aujourd'hui, nous le faisons non pas contre les Soviets, mais pour eux.

La prise du pouvoir est la tâche de l'insurrection ; son but politique apparaîtra clairement après.

Ce serait notre perte, ce serait du formalisme d'attendre le vote indécis du 25 octobre ; le peuple a le droit et le devoir de trancher de telles questions non pas par des votes, mais par la force ; le peuple a le droit et le devoir, dans les moments critiques de la révolution, de guider ses représentants, même les meilleurs, au lieu de les attendre.

C'est ce qu'a prouvé l'histoire de toutes les révolutions, et ce serait le plus grand des crimes de la part des révolutionnaires de laisser échapper le moment, tout en sachant que *le salut de la révolution*, la proposition de la paix, le salut de Pétrograd, la délivrance de la famine, la remise de la terre aux paysans dépendent d'eux.

Le gouvernement hésite. Il faut l'*achever* à tout prix !

Attendre pour agir, c'est la mort.

Écrit le 24 octobre (6 novembre) 1917.
Paru pour la première fois en 1924

Conforme à un double dactylographié

AUX CITOYENS DE RUSSIE ! [94]

Le Gouvernement provisoire est destitué. Le pouvoir de l'Etat est passé aux mains de l'organe du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd, le Comité révolutionnaire militaire qui est à la tête du prolétariat et de la garnison de Pétrograd.

La cause pour laquelle le peuple a lutté : proposition immédiate de paix démocratique, abolition du droit de propriété sur la terre des propriétaires fonciers, contrôle ouvrier de la production, création d'un gouvernement des Soviets, cette cause est assurée.

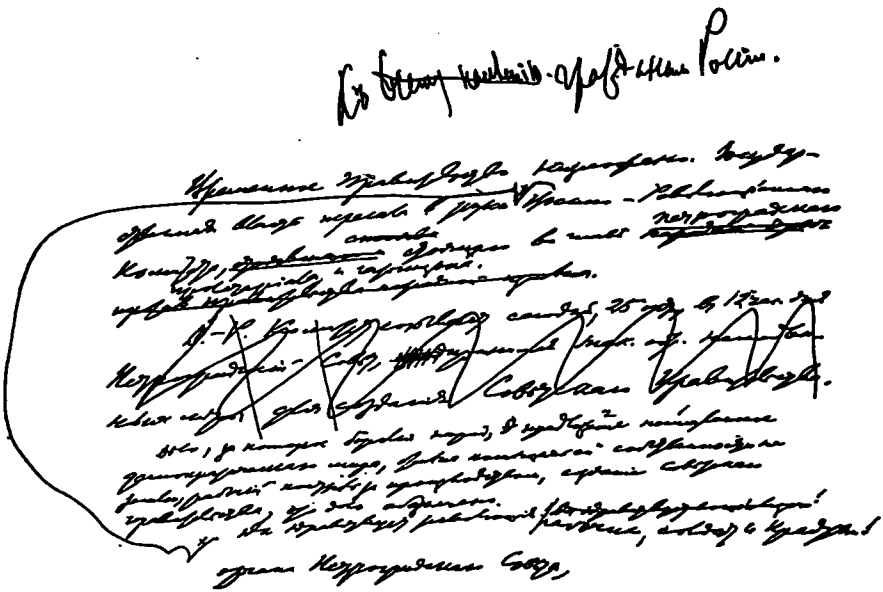
Vive la révolution des ouvriers, des soldats et des paysans !

Comité révolutionnaire militaire auprès du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd

25 octobre 1917;
10 heures du matin

« Rabotchi i Soldat » n° 8, 25 octobre (7 novembre) 1917

Conforme au texte du journal « Rabotchi i Soldat » collationné sur le manuscrit



Appel « Aux citoyens de Russie ! »,
écrit par V. Lénine le 25 octobre (7 novembre) 1917.
Réduction

SÉANCE DU SOVIET DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS DE PÉTROGRAD DU 25 OCTOBRE (7 NOVEMBRE) 1917 [95]

1

RAPPORT SUR LES TÂCHES QUI INCOMBENT AU POUVOIR DES SOVIETS

COMPTE RENDU DE PRESSE

Camarades, la révolution des ouvriers et des paysans, dont les bolchéviks n'ont cessé de montrer la nécessité, est réalisée.

Que signifie cette révolution ouvrière et paysanne ? Avant tout, le sens de cette révolution, c'est que nous aurons un gouvernement des Soviets, notre pouvoir à nous, sans la moindre participation de la bourgeoisie. Les masses opprimées créeront elles-mêmes le pouvoir. Le vieil appareil d'État sera radicalement détruit et il sera créé un nouvel appareil de direction dans la personne des organisations des Soviets.

Une nouvelle étape s'ouvre dans l'histoire de la Russie, et cette troisième révolution russe doit en fin de compte mener à la victoire du socialisme.

Une des tâches à notre ordre du jour est la nécessité de mettre immédiatement fin à la guerre. Mais pour mettre fin à cette guerre, étroitement liée au régime capitaliste existant, il est clair pour tous qu'il faut vaincre le capital lui-même.

Ce qui va nous aider dans cette lutte, c'est le mouvement ouvrier mondial qui commence déjà à se développer en Italie, en Angleterre et en Allemagne.

— Une paix juste, immédiate que nous proposerons à la démocratie internationale trouvera partout un vif écho dans les masses prolétariennes du monde. Pour renforcer cette confiance du prolétariat, il est nécessaire de publier immédiatement tous les accords secrets [96].

A l'intérieur de la Russie, une énorme partie de la paysannerie a dit : c'est assez jouer avec les capitalistes, — nous marchons avec les ouvriers. Nous gagnerons la confiance des paysans seulement par le décret qui abolira la propriété des propriétaires fonciers. Les paysans comprendront que le salut de la paysannerie ne se trouve que dans l'alliance avec les ouvriers. Nous établirons un véritable contrôle ouvrier sur la production.

Nous avons appris à travailler en parfaite intelligence. La révolution qui vient de se faire en témoigne. Nous possédons la force d'une organisation de masse qui triomphera de tout et qui conduira le prolétariat à une révolution mondiale.

Nous devons aujourd'hui nous consacrer en Russie à l'édification d'un Etat prolétarien socialiste.

Vive la révolution socialiste mondiale !

(Vifs applaudissements.)

2

RÉSOLUTION

Le Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd salue la révolution victorieuse du prolétariat et de la garnison de cette ville. Il souligne en particulier la cohésion, l'organisation, la discipline, l'unanimité complète que les masses ont manifestées dans cette insurrection exceptionnellement peu sanglante et exceptionnellement heureuse.

Le Soviet, profondément convaincu que le gouvernement ouvrier et paysan qui, en tant que gouvernement des Soviets, sera créé par la révolution et assurera au prolétariat des villes le soutien de toute la masse de la paysannerie pauvre, que ce gouvernement marchera d'un pas ferme vers le socialisme, seul moyen pour le pays de se sauver des calamités et des horreurs sans précédent de la guerre.

Le nouveau gouvernement ouvrier et paysan proposera sur-le-champ une paix juste et démocratique à tous les peuples belligérants.

Il abolira sur-le-champ la propriété de la terre dont jouissent les propriétaires fonciers et remettra la terre aux paysans. Il établira le contrôle ouvrier de la production et de la distribution des produits et il instaurera le contrôle national des banques, en les transformant en une seule entreprise d'Etat.

Le Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd appelle tous les ouvriers et toute la paysannerie à soutenir sans réserve et de toute leur énergie la révolution ouvrière et paysanne. Il exprime la conviction que les ou-

vriers des villes, unis aux paysans pauvres, feront preuve d'une discipline fraternelle inflexible et qu'ils créeront l'ordre révolutionnaire le plus rigoureux, indispensable à la victoire du socialisme.

Le Soviet est convaincu que le prolétariat des pays d'Europe occidentale nous aidera à mener la cause du socialisme à une victoire totale et durable.

« Izvestia du Comité exécutif central » n° 207, 26 octobre 1917

Conforme au texte du journal « Izvestia du Comité exécutif central »

DEUXIÈME CONGRÈS DES SOVIETS DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS DE RUSSIE [97]

25-26 OCTOBRE (7-8 NOVEMBRE) 1917

ЕЖЕДНЕВНАЯ ВЕЧЕРНЯЯ ГАЗЕТА

РАБОЧІЙ и СОЛДАТЪ

Органъ Петроградскаго Совѣта Рабочихъ и Солдатскихъ Депутатовъ.

[illegible] 15 к.
[illegible] 20 к.

№ 9. Четвергъ, 26 Октября (8 ноября нов. ст.) 1917 года. № 9.

Адресъ конторы и редакціи: Смольный Институтъ, 3-й этажъ, Комната № 30. (Тел. 110-38, 106-43, 96-60, соедин. съ ком. № 30)

РАБОЧИМЪ, СОЛДАТАМЪ и КРЕСТЬЯНАМЪ!

Второй Всероссійскій Съѣздъ Совѣтовъ Рабочихъ и Солдатскихъ Депутатовъ открылся. На немъ представлено громадное большинство Совѣтовъ. На съѣздѣ присутствуетъ и рядъ делегатовъ отъ крестьянскихъ Совѣтовъ. Полномочія соглашательскаго Ц. И. К. окончились. Опираясь на волю громаднаго большинства рабочихъ, солдатъ и крестьянъ, опираясь на совершившееся въ Петроградѣ побѣдоносное возстаніе рабочихъ и гарнизона, Съѣздъ беретъ власть въ свои руки.

Временное Правительство низложено. Большинство членовъ Временного Правительства уже арестовано.

Совѣтская власть предложитъ немедленный демократическій миръ всѣмъ народамъ и немедленное перемиріе на всѣхъ фронтахъ. Она обезпечиваетъ безвозмездную передачу помѣщичьихъ, удѣльныхъ и монастырскихъ земель въ распоряженіе крестьянскихъ комитетовъ, отстоитъ права солдата, проведя полную демократизацію арміи, установитъ рабочій контроль надъ производствомъ, обезпечитъ своевременный созывъ Учредительнаго Собранія, озаботится доставкой хлѣба въ города и предметовъ первой необходимости въ деревню, обезпечитъ всѣмъ націямъ, населяющимъ Россію, подлинное право на самоопредѣленіе.

Съѣздъ постановляетъ: вся власть на мѣстахъ переходитъ къ Совѣтамъ Рабочихъ, Солдатскихъ и Крестьянскихъ депутатовъ, которые и должны обезпечить подлинный революціонный порядокъ.

Съѣздъ призываетъ солдатъ въ окопахъ къ бдительности и стойкости. Съѣздъ Совѣтовъ увѣренъ, что революціонная армія сумѣетъ защитить революцію отъ всякихъ посягательствъ имперіализма, пока новое правительство не добьется заключенія демократическаго мира, который оно непосредственно предложитъ всѣмъ народамъ. Новое Правительство приметъ всѣ мѣры къ тому, чтобы обезпечить революціонную армію всѣмъ необходимымъ, путемъ рѣшительной политики реквизицій и обложенія имущихъ классовъ, а также улучшитъ положеніе солдатскихъ семей.

Корниловцы — Керенскій, Калединъ и др. дѣлаютъ попытки вести войска на Петроградъ. Нѣсколько отрядовъ, обманнымъ путемъ двинутыхъ Керенскимъ, перешли на сторону возставшаго народа.

Солдаты, окажите активное противодѣйствіе корниловцу Керенскому! Будьте на сторожѣ!

Желѣзнодорожники, останавливайте всѣ эшелоны, посылаемые Керенскимъ на Петроградъ!

Солдаты, рабочіе, служащіе,—въ вашихъ рукахъ судьба революціи и судьба демократическаго мира!

ДА ЗДРАВСТВУЕТЪ РЕВОЛЮЦІЯ!

Всероссійскій Съѣздъ Совѣтовъ
Рабочихъ и Солдатскихъ Депутатовъ.
Делегаты отъ Крестьянскихъ Совѣтовъ.

Première page du journal *Rabotchi i Soldat*
n° 9 du 26 octobre (8 novembre) 1917.
Réduction

1

AUX OUVRIERS, AUX SOLDATS ET AUX PAYSANS!

Le deuxième Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie est ouvert. Une énorme majorité des Soviets s'y trouve représentée. De nombreux délégués des Soviets paysans assistent également au congrès. Les pouvoirs du Comité exécutif central [98] conciliateur sont expirés. S'appuyant sur la volonté de l'immense majorité des ouvriers, des soldats et des paysans, s'appuyant sur l'insurrection victorieuse des ouvriers et de la garnison qui s'est accomplie à Pétrograd, le congrès prend en mains le pouvoir.

Le Gouvernement provisoire est renversé. La majorité des membres du Gouvernement provisoire est déjà arrêtée.

Le pouvoir des Soviets proposera une paix immédiate et démocratique à tous les peuples et un armistice immédiat sur tous les fronts. Il assurera la remise sans indemnité des terres des propriétaires fonciers, des apanages [99] et des monastères à la disposition des comités paysans ; il défendra les droits du soldat en procédant à la démocratisation totale de l'armée ; il établira le contrôle ouvrier de la production ; il assurera en temps voulu la convocation de l'Assemblée constituante ; il se préoccupera de fournir du pain aux villes et des objets de première nécessité à la campagne ; il assurera à toutes les nations qui peuplent la Russie le droit véritable de disposer d'elles-mêmes.

Le congrès décrète : tout le pouvoir sur le plan local passe aux Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, qui doivent assurer un ordre authentiquement révolutionnaire.

Le congrès appelle les soldats dans les tranchées à la vigilance et à la fermeté. Le Congrès des Soviets est con-

vaincu que l'armée révolutionnaire saura défendre la révolution contre toutes les atteintes de l'impérialisme, tant que le nouveau gouvernement n'aura pas obtenu la conclusion de la paix démocratique qu'il proposera immédiatement à tous les peuples. Le nouveau gouvernement prendra toutes mesures utiles pour assurer à l'armée révolutionnaire tout le nécessaire, grâce à une politique ferme de réquisition et de taxation des classes possédantes ; il améliorera aussi la situation des familles des soldats.

Les korniloviens — Kérenski, Kalédine et autres — font des tentatives pour mener des troupes sur Pétrograd. Quelques formations, acheminées en fraude par Kérenski, sont passées aux côtés du peuple insurgé.

Soldats, manifestez une opposition active au kornilovien Kérenski ! Soyez sur vos gardes !

Cheminots, arrêtez tous les trains militaires que Kérenski envoie sur Pétrograd !

Soldats, ouvriers, employés, — le sort de la révolution et le sort de la paix démocratique sont entre vos mains !

Vive la révolution !

Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie.
Délégués des Soviets paysans

Ecrit le 25 octobre (7 novembre) 1917.
Publié dans le journal « Rabotchi i Soldat » n° 9, 26 octobre (8 novembre) 1917

Conforme au texte du journal « Rabotchi i Soldat »

2

RAPPORT SUR LA PAIX DU 26 OCTOBRE (8 NOVEMBRE)

La question de la paix est une question brûlante, une question névralgique de l'heure actuelle. On a beaucoup parlé, beaucoup écrit sur cette question ; et probablement, vous en avez tous beaucoup discuté. Aussi permettez-moi de passer à la lecture d'une déclaration que devra publier le gouvernement élu par vous.

DÉCRET SUR LA PAIX

Le Gouvernement ouvrier et paysan, créé par la révolution des 24 et 25 octobre et s'appuyant sur les Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, propose à tous les peuples belligérants et à leurs gouvernements d'entamer des pourparlers immédiats en vue d'une paix juste et démocratique.

La paix juste ou démocratique, dont a soif l'écrasante majorité des classes ouvrières et laborieuses, épuisées, harassées, martyrisées par la guerre, dans tous les pays belligérants [100] — la paix qu'exigent de la façon la plus résolue et la plus instante les ouvriers et les paysans russes depuis le renversement de la monarchie tsariste, — cette paix, le gouvernement estime qu'elle ne peut être qu'une paix immédiate, sans annexions (c'est-à-dire sans mainmise sur les terres étrangères, sans rattachement par la force de nationalités étrangères) et sans contributions de guerre.

Telle est la paix dont le gouvernement de la Russie propose la conclusion immédiate à tous les peuples belligérants :

il se montre disposé à faire sur-le-champ, sans le moindre délai, toutes les démarches décisives, jusqu'à la ratification définitive de toutes les conditions de cette paix par les assemblées plénipotentiaires des représentants désignés par les peuples de tous les pays et de toutes les nations.

Par annexions ou conquêtes de terres étrangères, le gouvernement entend, conformément à la conscience du droit qu'ont les démocraties en général et les classes laborieuses en particulier, tout rattachement à un Etat grand ou puissant d'une nationalité petite ou faible, si l'accord et le désir de cette nationalité n'ont pas été exprimés avec précision, avec clarté et de plein gré, indépendamment de l'époque où ce rattachement par la force a été réalisé, indépendamment aussi du degré de développement ou de l'état arriéré de la nation rattachée par la force ou maintenue par la force dans les frontières d'un Etat donné. Indépendamment, enfin, du fait que cette nation se trouve en Europe ou dans de lointains pays d'outre-mer.

Si une nation est maintenue par la force dans les frontières d'un Etat donné, si, malgré le désir exprimé de sa part — peu importe que ce désir soit exprimé dans la presse, dans des assemblées populaires, dans les résolutions des partis ou dans des émeutes et des soulèvements contre le joug national, — on ne lui accorde pas le droit de trancher par un vote libre, sans la moindre contrainte, après l'évacuation totale de l'armée de la nation à laquelle elle est rattachée ou en général d'une nation plus forte, la question des formes de son existence politique, alors son rattachement est une annexion, c'est-à-dire une conquête et un acte de violence.

Poursuivre cette guerre pour savoir comment partager entre les nations fortes et riches les peuples faibles qu'elles ont conquis, c'est, selon le gouvernement, le plus grand des crimes contre l'humanité ; et il se déclare solennellement résolu à signer immédiatement des conditions de paix qui mettront fin à cette guerre, conditions déjà indiquées d'égalité et de justice pour tous les peuples sans exception !

En même temps, le gouvernement déclare qu'il ne considère pas le moins du monde ces conditions de paix comme un ultimatum, c'est-à-dire qu'il est d'accord pour examiner toutes les autres conditions de paix et insiste seulement

sur une proposition de paix aussi rapide que possible, émanant d'un quelconque pays belligérant ; il insiste aussi pour que la clarté soit complète, pour que soient absolument exclus toute équivoque et tout secret, lors de la proposition de paix.

Le gouvernement abolit la diplomatie secrète et exprime de son côté la ferme intention de mener les pourparlers en pleine franchise, devant le peuple entier ; il procède immédiatement à la publication complète des traités secrets ratifiés ou conclus par le gouvernement des propriétaires fonciers et des capitalistes depuis février jusqu'au 25 octobre 1917. Ces traités, dans la mesure où ils visent, comme cela s'est produit dans la majorité des cas, à l'obtention de profits et de privilèges par les propriétaires fonciers et les capitalistes russes, au maintien ou à l'accroissement des annexions des Grands-Russes, sont annulés immédiatement et sans condition par le gouvernement.

S'adressant aux gouvernements et aux peuples de tous les pays et leur proposant d'entamer ouvertement des pourparlers immédiats en vue de la conclusion de la paix, le gouvernement se déclare pour sa part prêt à mener ces pourparlers tant par messages écrits que par télégraphe, ou par des pourparlers entre les représentants des différents pays ou à une conférence de ces représentants. Pour faciliter ces pourparlers, le gouvernement désigne son représentant plénipotentiaire dans les pays neutres.

Le gouvernement propose à tous les gouvernements et aux peuples de tous les pays belligérants de conclure immédiatement un armistice, considérant pour sa part comme désirable que cet armistice soit conclu pour 3 mois au moins, c'est-à-dire pour une durée au cours de laquelle serait possible la conclusion définitive des pourparlers de paix avec la participation des représentants de tous les peuples et de toutes les nations sans exception, qui ont pris part à la guerre ou qui ont été forcés d'y prendre part, aussi bien que la convocation d'assemblées investies des pleins pouvoirs, formées des représentants désignés par les peuples de tous les pays, en vue d'une ratification définitive des conditions de paix.

Adressant cette proposition de paix aux gouvernements et aux peuples de tous les pays belligérants, le gouvernement provisoire des ouvriers et des paysans de Russie

s'adresse aussi en particulier aux ouvriers conscients des trois nations les plus avancées de l'humanité et des Etats les plus importants engagés dans la guerre actuelle : Angleterre, France et Allemagne. Les ouvriers de ces pays ont rendu les plus grands services à la cause du progrès et du socialisme : les magnifiques exemples du mouvement chartiste en Angleterre ; une série de révolutions historiques d'une importance majeure réalisées par le prolétariat français ; enfin la lutte héroïque contre la loi d'exception [101] et un long effort de ténacité et de discipline, qui constitue un exemple pour les ouvriers du monde entier, effort tendant à former des organisations prolétariennes de masse en Allemagne. Tous ces exemples d'héroïsme prolétarien et d'initiative historique sont pour nous la garantie que les ouvriers de ces pays accompliront les tâches qui leur incombent aujourd'hui, qu'ils libéreront l'humanité des horreurs de la guerre et de ses conséquences ; que ces ouvriers, par leur activité multiple, décisive, par leur énergie sans réserve nous aideront à mener avec succès jusqu'au bout la lutte pour la paix et, en même temps, la lutte pour l'affranchissement des masses laborieuses et exploitées de tout esclavage et de toute exploitation.

Le gouvernement ouvrier et paysan créé par la révolution des 24-25 octobre et s'appuyant sur les Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, doit entamer immédiatement des pourparlers de paix. Notre appel doit être adressé à la fois aux gouvernements et aux peuples. Nous ne pouvons pas laisser de côté les gouvernements, car alors la conclusion de la paix traînerait en longueur et un gouvernement populaire ne peut pas agir ainsi, mais nous n'avons pas le moins du monde le droit de ne pas nous adresser en même temps aux peuples. Partout il y a désaccord entre les gouvernements et les peuples ; aussi devons-nous aider les peuples à intervenir dans les questions de la guerre et de la paix. Naturellement, nous défendrons par tous les moyens tout notre programme de paix sans annexions et sans contributions de guerre. Nous ne nous en écarterons pas, mais nous devons arracher des mains de nos ennemis la possibilité de dire que leurs conditions sont différentes et que,

pour cette raison, il n'y a pas lieu d'entrer en pourparlers avec nous. Non, nous ne devons pas leur fournir ce prétexte et présenter nos conditions comme un ultimatum. C'est pourquoi nous indiquons la disposition portant que nous examinerons toutes les conditions, toutes les propositions de paix. Nous les examinerons, cela ne signifie pas que nous les accepterons. Nous les soumettrons à la discussion de l'Assemblée constituante qui aura tout pouvoir pour décider ce que l'on peut et ce que l'on ne peut pas consentir. Nous luttons contre le mensonge des gouvernements qui en paroles ne font tous que parler de paix, de justice, mais qui en fait mènent des guerres de conquête et de rapine. Il n'est pas un gouvernement qui dira tout ce qu'il pense. Quant à nous, nous sommes hostiles à la diplomatie secrète et nous agirons ouvertement devant le peuple tout entier. Nous ne fermons pas, nous n'avons pas fermé les yeux sur les difficultés. Il n'est pas possible de mettre fin à la guerre par un simple refus de le faire, il n'est pas possible de mettre fin à la guerre unilatéralement. Nous proposons un armistice de trois mois, nous ne refusons pas un délai plus court, pour permettre à l'armée épuisée de reprendre le souffle au moins pendant quelque temps ; en outre, il est nécessaire de convoquer dans tous les pays civilisés des assemblées nationales pour examiner les conditions.

En proposant de conclure immédiatement un armistice, nous nous adressons aux ouvriers conscients des pays qui ont beaucoup fait pour le développement du mouvement prolétarien. Nous nous adressons aussi aux ouvriers d'Angleterre où s'est produit le mouvement chartiste, aux ouvriers de France qui ont plus d'une fois dans leurs insurrections montré la force de leur conscience de classe, et aux ouvriers d'Allemagne qui ont mené la lutte contre la loi sur les socialistes et qui ont créé de puissantes organisations.

Dans le manifeste du 14 mars, nous avons proposé de renverser les banquiers [102] ; or, non seulement nous n'avons pas renversé les nôtres, mais encore nous avons conclu alliance avec eux. Aujourd'hui, nous avons renversé le gouvernement des banquiers.

Les gouvernements et la bourgeoisie feront tous leurs efforts pour s'unir et pour étouffer dans le sang la révolu-

tion ouvrière et paysanne. Mais trois ans de guerre ont suffisamment éduqué les masses. Le mouvement des Soviets dans d'autres pays, le soulèvement de la flotte allemande, étouffé par les junkers du bourreau Guillaume [103]. Enfin, il ne faut pas oublier que nous vivons non pas au fond de l'Afrique, mais en Europe où tout peut être rapidement connu.

Le mouvement ouvrier prendra le dessus et tracera la voie de la paix et du socialisme. (Applaudissements prolongés et ininterrompus.)

« Izvestia du Comité exécutif central » n° 208, 27 octobre 1917. « Pravda » n° 171, 10 novembre (28 octobre) 1917

Le rapport est conforme au texte de la « Pravda » ; le décret, au texte du journal « Izvestia du Comité exécutif central »

3

DISCOURS DE CONCLUSION POUR LE RAPPORT SUR LA PAIX DU 26 OCTOBRE (8 NOVEMBRE)

Je ne vais pas toucher au caractère général de la déclaration. Le gouvernement que votre congrès va créer pourra apporter aussi des modifications sur les points secondaires.

Je tiens à exprimer ma ferme opposition à donner à notre demande de paix le caractère d'un ultimatum. Un ultimatum peut se révéler néfaste à notre cause. Nous ne pouvons pas accepter qu'un léger écart de nos exigences offre aux gouvernements impérialistes la possibilité de dire qu'on ne peut pas entamer de pourparlers de paix, par suite de notre intransigeance.

Nous diffuserons partout notre appel, tout le monde le connaîtra. Cacher les conditions proposées par notre gouvernement ouvrier et paysan sera chose impossible.

Il est impossible de cacher notre révolution ouvrière et paysanne qui a renversé le gouvernement des banquiers et des propriétaires fonciers.

A un ultimatum, les gouvernements peuvent ne pas répondre ; au texte tel que nous l'avons rédigé ils devront répondre. Que chacun sache ce que pense son gouvernement. Nous ne voulons pas de secret. Nous voulons que le gouvernement soit toujours soumis au contrôle de l'opinion publique de son pays.

Que dira le paysan d'une province éloignée, si à cause de notre ton cassant il ne sait pas ce que veut un autre gouvernement. Il dira : camarades, pourquoi avez-vous exclu la possibilité de proposer toutes sortes de conditions de

paix ? Je les aurais examinées, étudiées, puis j'aurais donné mandat à mes représentants à l'Assemblée constituante sur l'accueil à leur réserver. Je suis prêt à me battre par la voie révolutionnaire pour des conditions justes, si les gouvernements ne sont pas d'accord, mais il peut exister pour quelques pays des conditions telles que je sois prêt à proposer à ces gouvernements de poursuivre eux-mêmes le combat. La pleine réalisation de nos idées dépend seulement du renversement du régime capitaliste. Voilà ce que pourrait nous dire un paysan, et il nous accuserait d'une intransigeance excessive dans les détails, alors que l'essentiel pour nous est de démasquer toute l'ignominie, toute la vilenie de la bourgeoisie et des bourreaux, avec ou sans couronne, qu'elle a mis à la tête du gouvernement.

Nous ne pouvons pas, nous ne devons pas donner aux gouvernements la possibilité de se retrancher derrière notre intransigeance et de cacher aux peuples les raisons pour lesquelles ils les envoient à l'abattoir. C'est une goutte, mais nous ne pouvons pas, nous ne devons pas renoncer à cette goutte qui effrite la pierre de l'emprise bourgeoise. Un ultimatum rendra plus aisée la position de nos adversaires. Mais nous montrerons au peuple toutes les conditions. Nous placerons les gouvernements devant nos conditions ; qu'ils donnent alors une réponse à leurs peuples. Nous enverrons nos propositions de paix pour avis à l'Assemblée constituante.

Il reste encore un point, camarades, auquel vous devez accorder une attention soutenue. Les traités secrets doivent être publiés. Les points relatifs aux annexions et aux contributions de guerre doivent être abrogés. Il existe différents points, camarades ; bien sûr, les gouvernements de rapine ne se sont pas seulement mis d'accord sur le pillage ; parmi ces accords, ils ont fait entrer aussi des accords économiques et divers autres points sur les relations du bon voisinage.

Nous ne nous lions pas par des traités. Nous ne nous laisserons pas entortiller par des traités. Nous dénonçons tous les points relatifs au pillage et aux actes de violence ; mais nous accepterons de tout cœur les points qui contiennent des conditions de bon voisinage et des accords économiques ; nous ne pouvons pas les rejeter. Nous proposons un

armistice de trois mois, nous choisissons un long délai parce que les peuples sont fatigués, parce que les peuples aspirent à se reposer de cette boucherie sanglante qui dure depuis plus de trois ans. Nous devons comprendre que les peuples ont besoin d'examiner les conditions de paix, de manifester leur volonté, avec la participation du parlement ; et pour cela il faut du temps. Nous exigeons un long armistice pour que l'armée dans les tranchées puisse se reposer du cauchemar des assassinats sans fin, mais nous ne refusons pas des propositions pour un armistice même plus court, nous les examinerons et nous devrons les accepter, même si on nous propose un armistice d'un mois ou d'un mois et demi. Notre proposition d'armistice ne doit pas non plus être impérative, car nous ne donnerons pas à nos ennemis la possibilité de cacher la vérité tout entière aux peuples, en se retranchant derrière notre intransigeance. Elle ne doit pas être impérative, car le gouvernement qui ne désire pas un armistice est un gouvernement criminel. Et si nous ne donnons pas à notre proposition d'armistice le ton d'un ultimatum, nous obligerons par là les gouvernements à se révéler des criminels aux yeux du peuple ; et les peuples ne prendront pas de gants avec ces criminels. On nous rétorque que l'absence d'un ultimatum de notre part révélera notre impuissance, mais il est temps de rejeter toute hypocrisie bourgeoise dans les propos sur la force du peuple. La force, telle que se la représente la bourgeoisie, c'est quand les masses marchent aveuglément au massacre, et obéissent à la baguette aux gouvernements impérialistes. Pour la bourgeoisie un Etat est fort seulement quand il peut de toute la puissance de son appareil gouvernemental jeter les masses là où le veulent les dirigeants bourgeois. Notre conception de la force est tout autre. Pour nous, un Etat est fort grâce à la conscience des masses. Il est fort quand les masses savent tout, quand elles peuvent juger de tout et vont à l'action consciemment. Nous ne devons pas craindre de dire la vérité sur la fatigue, car quel Etat n'est pas fatigué aujourd'hui, quel peuple n'en parle pas ouvertement ? Prenez l'Italie, où un mouvement révolutionnaire prolongé s'est développé sur le terrain de cette fatigue et a exigé la fin du massacre. Ne se produit-il pas en Allemagne des manifestations ouvrières de masse au cours

desquelles des mots d'ordre appellent à mettre fin à la guerre ? N'est-ce pas la fatigue qui a provoqué la mutinerie de la flotte allemande, étouffée de façon si impitoyable par le bourreau Guillaume et par ses valets ? Si des phénomènes de cette nature sont possibles dans un pays aussi discipliné que l'Allemagne, où l'on commence à parler de fatigue, de la cessation des hostilités, nous ne devons pas craindre d'en parler ouvertement, car c'est la vérité, tout aussi juste pour nous que pour tous les pays belligérants et même non belligérants.

« Pravda » n° 171,
10 novembre (28 octobre) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

4

RAPPORT SUR LA TERRE DU 26 OCTOBRE (8 NOVEMBRE)

Nous estimons que la révolution a montré et démontré à quel point il est important que la question de la terre soit posée clairement. Le déclenchement de l'insurrection armée, de la deuxième révolution, la révolution d'Octobre, prouve clairement que la terre doit être remise entre les mains des paysans. Un crime a été commis par le gouvernement aujourd'hui renversé et par les partis conciliateurs, menchévik et socialiste-révolutionnaire, qui, sous différents prétextes, ont ajourné la solution de la question agraire et ont de ce fait conduit le pays à la désorganisation et au soulèvement paysan. Leurs paroles sur les pogroms et sur l'anarchie dans les campagnes sentent l'hypocrisie et la duplicité des lâches. Où et quand les pogroms et l'anarchie ont-ils été provoqués par des mesures raisonnables ? Si le gouvernement avait agi raisonnablement et si ses mesures étaient allées au-devant des besoins de la paysannerie pauvre, la masse paysanne en serait-elle venue à se soulever ? Mais toutes les mesures prises par le gouvernement, approuvées par les Soviets des Avksentiev et des Dan, l'ont été contre les paysans qu'elles ont contraints au soulèvement.

Après avoir provoqué le soulèvement, le gouvernement s'est mis à crier aux pogroms et à l'anarchie, qu'il avait lui-même provoqués. Il voulait l'écraser par le fer et dans le sang, mais il a été lui-même balayé par le soulèvement armé des soldats, des marins et des ouvriers révolutionnai-

res. Le gouvernement de la révolution ouvrière et paysanne doit en premier lieu résoudre la question de la terre, — question qui peut apaiser et satisfaire les énormes masses de la paysannerie pauvre. Je vais vous lire les articles du décret que votre gouvernement des Soviets doit promulguer. Dans un des articles de ce décret, se trouve un mandat donné aux comités agraires, établi d'après les 242 mandats des Soviets locaux de députés paysans.

DÉCRET SUR LA TERRE

1. La propriété des propriétaires fonciers sur la terre est abolie immédiatement sans aucune indemnité.

2. Les domaines des propriétaires fonciers, ainsi que les terres des apanages, des monastères et de l'Eglise, avec tout leur cheptel mort et vif, toutes leurs constructions et dépendances, sont mis à la disposition des comités agraires de canton et des Soviets des députés paysans de district, jusqu'à l'Assemblée constituante.

3. Tout dommage causé à la propriété confisquée, qui appartient dorénavant au peuple tout entier, est déclaré crime grave passible du tribunal révolutionnaire. Les Soviets des députés paysans de district prennent toutes les mesures nécessaires pour que l'ordre le plus strict soit observé au cours de l'expropriation des domaines des propriétaires fonciers, pour que soient déterminées l'étendue et la nature des parcelles à confisquer, en vue d'établir un inventaire précis de tous les biens confisqués et d'assurer la protection révolutionnaire la plus rigoureuse de toute exploitation agricole qui passe entre les mains du peuple, avec toutes les constructions, tout l'outillage, tout le bétail, toutes les réserves de produits, etc.

4. Pour diriger les grandes transformations agraires, jusqu'à leur solution définitive par l'Assemblée constituante, il convient de tenir compte du mandat impératif ci-dessous, établi d'après les 242 mandats paysans locaux par la rédaction des *Izvestia du Soviet des députés paysans de Russie* [104] et publié dans le n° 88 de ces *Izvestia* (Pétrograd, n° 88, 19 août 1917).

Mandat impératif paysan sur la terre

« La question de la terre, dans toute son étendue, ne peut être résolue que par l'Assemblée constituante nationale.

La solution la plus juste de la question agraire doit être la suivante :

1) *Le droit à la propriété privée de la terre est aboli à jamais* : la terre ne sera plus susceptible d'être ni vendue, ni achetée, ni affermée, ni hypothéquée, ni aliénée de quelque autre façon que ce soit.

Toute la terre : *terre d'Etat, des apanages, de la couronne, des monastères, de l'Eglise, des possessions, des majorats* [105], *des propriétés privées, sociales et paysannes, etc., est aliénée sans indemnité*, elle devient bien national et est donnée en jouissance à tous ceux qui la travaillent.

A ceux qui ont à souffrir de cette transformation de la propriété est seulement reconnu le droit à un soutien social pendant le délai nécessaire pour qu'ils s'adaptent aux nouvelles conditions d'existence.

2) Tout le sous-sol : minerais, pétrole, houille, sel, etc., ainsi que les forêts et les eaux qui ont une importance nationale, passent en jouissance exclusive à l'Etat. Toutes les petites rivières, les petits lacs, les petites forêts, etc., passent en jouissance aux communes et sont administrés par les organes locaux de gestion autonome.

3) Les parcelles de terre qui ont des exploitations *à fort rendement* : jardins, plantations, pépinières, serres, etc., *ne sont pas soumises au partage, mais sont transformées en exploitations modèles* et passent en jouissance exclusive *à l'Etat ou aux communes*, selon leur dimension et leur importance.

La terre des enclos, à la ville et à la campagne, comprenant des jardins et des potagers, reste en jouissance aux propriétaires actuels, l'étendue de ces parcelles et le taux de l'impôt de jouissance étant déterminés conformément à la législation.

4) Les haras, les élevages de bétail et de volaille de race appartenant au trésor ou privés, etc., sont confisqués, deviennent bien national et passent en jouissance exclusive soit à l'Etat, soit aux communes, selon leur dimension et leur importance.

La question du rachat est du ressort de l'Assemblée constituante qui l'examinera.

5) Tout le cheptel d'exploitation, mort ou vif, des terres confisquées passe en jouissance exclusive à l'Etat ou aux communes, selon sa dimension et son importance, sans rachat.

La confiscation du cheptel ne frappe pas les petits paysans.

6) A tous les citoyens (sans distinction de sexe) de l'Etat russe qui désirent exploiter la terre par leur travail, avec l'aide de leur famille ou en société, est accordée la jouissance de la terre, seulement tant qu'ils sont capables de l'exploiter. Le travail salarié est interdit.

Si un membre d'une société agricole est accidentellement incapable de travailler pendant deux ans, la société agricole est tenue, jusqu'à ce qu'il ait recouvré sa capacité de travail pendant ce délai, de lui venir en aide, en exploitant la terre en commun.

Les agriculteurs qui, par suite de vieillesse ou d'infirmité, ont définitivement perdu la faculté de travailler personnellement la terre, perdent leur droit de jouissance, mais en compensation ils reçoivent de l'Etat une pension.

7) La jouissance de la terre doit être égale pour tous, c'est-à-dire que la terre est partagée entre les travailleurs, compte tenu des conditions locales, d'après une norme de travail ou de consommation.

Les formes de jouissance de la terre doivent être entièrement libres, par feu, par ferme, par commune, par artel, comme il en sera décidé dans les différents villages et bourgs.

8) Toute la terre, après aliénation, passe au fonds agraire national. Sa répartition entre les travailleurs est organisée par les organes locaux et centraux de gestion autonome, depuis les communes rurales et urbaines organisées démocratiquement sans classes jusqu'aux établissements centraux, régionaux.

Le fonds agraire est soumis à des redistributions périodiques, selon l'accroissement de la population et l'élévation du niveau de productivité et de culture de l'exploitation agricole.

Lors d'une modification des limites des lots, le noyau initial d'un lot doit rester intangible.

La terre des membres qui se retirent de l'exploitation revient au fonds agraire et les plus proches parents des membres ainsi partis ou les personnes désignées par eux ont un droit de priorité pour l'attribution de ces parcelles.

La valeur investie dans les engrais et les amendements (améliorations fondamentales), dans la mesure où ils n'ont pas été utilisés au moment du retour du lot au fonds agraire, doit être remboursée.

Si dans certaines localités, le fonds agraire disponible se révèle insuffisant pour satisfaire toute la population locale, la population en excès doit se déplacer.

L'Etat doit prendre en charge l'organisation du transfert de la population, ainsi que les dépenses nécessitées par ce transfert et la fourniture du cheptel, etc.

Le transfert s'opère comme suit : d'abord les paysans sans terre qui désirent partir, puis les membres tarés de la commune, les déserteurs, etc., etc., enfin, au sort ou par consentement. »

Tout ce qui est contenu dans ce mandat, en tant qu'expression de la volonté absolue de l'énorme majorité des paysans conscients de toute la Russie, est déclaré loi provisoire qui sera appliquée jusqu'à l'Assemblée constituante, autant que possible immédiatement, mais dans certaines de ses parties par paliers que devront déterminer les Soviets de députés paysans des districts.

---

5. Les terres des simples paysans et des simples Cosaques ne sont pas confisquées.

Des voix s'élèvent pour dire que le décret lui-même

et le mandat ont été établis par les socialistes-révolutionnaires. Soit. Qu'importe par qui ils ont été établis : mais nous, en tant que gouvernement démocratique, nous ne pouvons pas éluder les décisions prises par les couches populaires, quand bien même nous ne serions pas d'accord avec elles. En appliquant le décret dans la pratique, en l'appliquant sur les lieux, les paysans comprendront eux-mêmes où est la vérité. Et même si les paysans vont encore plus loin à la suite des socialistes-révolutionnaires, et même s'ils donnent à ce parti la majorité à l'Assemblée constituante, nous dirons encore : soit ! La vie est le meilleur des éducateurs, elle montrera qui a raison ; les paysans par un bout, et nous par l'autre bout, nous travaillerons à trancher cette question. La vie nous obligera à nous unir pour une même œuvre révolutionnaire, dans l'élaboration de nouvelles formes d'Etat. Nous devons suivre la vie, nous devons offrir aux masses populaires une entière liberté de création. L'ancien gouvernement, renversé par l'insurrection armée, voulait résoudre la question agraire avec l'aide de la vieille bureaucratie tsariste toujours en place. Mais au lieu de résoudre la question, la bureaucratie ne faisait que lutter contre les paysans. Les paysans ont appris plus d'une chose au cours de ces huit mois de notre révolution, ils veulent résoudre eux-mêmes toutes les questions concernant la terre. Aussi exprimons-nous notre opposition à tout amendement à ce projet de loi, nous ne voulons pas entrer dans tous les détails, car nous rédigeons un décret et non pas un programme d'action. La Russie est grande et les conditions locales y sont diverses ; nous voulons croire que la paysannerie saura elle-même, mieux que nous, résoudre correctement la question. Que ce soit dans notre esprit, que ce soit dans l'esprit du programme des socialistes-révolutionnaires, — ce n'est point là l'essentiel. L'essentiel, c'est que la paysannerie acquière la ferme conviction qu'il n'y a plus de propriétaires fonciers à la campagne, que les paysans eux-mêmes résolvent toutes les questions, qu'ils édifient eux-mêmes leur vie. (Applaudissements bruyants.)

« Izvestia du Comité exécutif central » n° 209, 28 octobre 1917. « Pravda » n° 171, 10 novembre (28 octobre) 1917

Le rapport est conforme à la « Pravda ». le décret aux « Izvestia du Comité exécutif central »

5

DÉCRET SUR LA FORMATION DU GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN

Le Congrès des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans de Russie décrète :

Pour diriger le pays jusqu'à convocation de l'Assemblée constituante, un gouvernement provisoire d'ouvriers et de paysans sera formé qui portera le nom de Conseil des Commissaires du peuple. L'administration des différentes branches de la vie de l'Etat est confiée à des commissions dont les membres devront assurer la mise en pratique du programme proclamé par le congrès, en étroite union avec les organisations de masse des ouvriers, des ouvrières, des matelots, des soldats, des paysans et des employés. Le pouvoir gouvernemental appartient à un collège formé par les présidents de ces commissions, c'est-à-dire au Conseil des Commissaires du peuple.

Le contrôle sur l'activité des commissaires du peuple et le droit de les destituer appartiennent au Congrès des Soviets des députés ouvriers, paysans et soldats de Russie et à son Comité exécutif central.

A l'heure actuelle, le Conseil des Commissaires du peuple est composé comme suit :

Président du Conseil : *Vladimir Oulianov (Lénine)* ;
Commissaire du peuple à l'Intérieur : *A. Rykov* ;
Agriculture : *V. Milioutine* ;
Travail : *A. Chliapnikov* ;
Guerre et Marine : comité composé de *V. Ovséenko (Antonov)*, *N. Krylenko et P. Dybenko* ;

Commerce et Industrie : *V. Noguine* ;
Instruction publique : *A. Lounatcharski* ;
Finances : *I. Skvortsov (Stépanov)* ;
Affaires étrangères : *L. Bronstein (Trotski)* ;
Ravitaillement : *I. Téodorovitch* ;
Justice : *G. Oppokov (Lomov)* ;
Postes et Télégraphe : *N. Avilov (Glébov)* ;
Président pour les nationalités : *J. Djougachvili (Staline)*.

Le poste de commissaire du peuple pour les chemins de fer reste temporairement à pourvoir.

Ecrit le 26 octobre (8 novembre) 1917.
Publié dans le journal « Rabotchi i Soldat » n° 10, 27 octobre (9 novembre) 1917

Conforme au texte du journal

PROJET DE RÈGLEMENT SUR LE CONTRÔLE OUVRIER [106]

1. Dans toutes les entreprises industrielles, commerciales, bancaires, agricoles et autres, qui emploient au moins 5 ouvriers et employés (en tout) ou dont le chiffre d'affaires est d'au moins 10 000 roubles par an, est établi le *contrôle ouvrier* de la production, de la conservation, de la vente et de l'achat de tous les produits et de toutes les matières brutes.

2. Le contrôle ouvrier est exercé par tous les ouvriers et tous les employés de l'entreprise, soit directement si l'entreprise est assez petite pour que ce soit possible, soit par les représentants élus qui doivent être élus *immédiatement* dans des assemblées générales, avec un procès-verbal des élections et la communication au gouvernement et aux Soviets locaux des députés ouvriers, soldats et paysans du nom des élus.

3. Sans autorisation des représentants élus par les ouvriers et les employés, l'arrêt d'une entreprise ou d'une production d'importance nationale (cf. § 7) est absolument interdit, ainsi que toute modification dans sa marche.

4. *Tous* les livres et documents sans exception doivent être ouverts à ces représentants élus, ainsi que *tous* les dépôts et réserves de matériaux, d'outillage et de produits, sans aucune exception.

5. Les décisions prises par les représentants élus des ouvriers et des employés sont obligatoires pour les propriétaires des entreprises et ne peuvent être abrogées que par les syndicats et par les congrès.

6. Dans toutes les entreprises d'importance nationale, *t o u s* les propriétaires et *t o u s* les représentants élus des ouvriers et des employés nommés pour exercer le contrôle ouvrier sont déclarés responsables devant l'Etat de l'ordre le plus strict, de la discipline et de la protection des biens. Ceux qui se seront rendus coupables de négligence, de dissimulation de réserves, de comptes, etc., seront punis de la confiscation de tous leurs biens et d'un emprisonnement pouvant atteindre 5 ans.

7. Sont reconnues entreprises d'importance nationale toutes les entreprises qui travaillent pour la défense, ainsi que celles qui sont liées de façon ou d'autre avec la production des denrées nécessaires à l'existence de la population.

8. Des règles plus détaillées sur le contrôle ouvrier seront établies par les Soviets locaux des députés ouvriers et par les conférences des comités d'usine et de fabrique et des comités d'employés dans les réunions générales de leurs représentants.

Ecrit entre le 26 et 27 octobre (8 et 9 novembre) 1917.
Paru pour la première fois en 1929, dans les 2e et 3e éditions des Œuvres de Lénine, t. XXII

Conforme au manuscrit

CONVERSATION PAR FIL DIRECT AVEC HELSINGFORS LE 27 OCTOBRE (9 NOVEMBRE) 1917

I

CONVERSATION AVEC LE PRÉSIDENT DU COMITÉ EXÉCUTIF DU SOVIET DES DÉPUTÉS DE L'ARMÉE, DE LA FLOTTE ET DES OUVRIERS DE LA FINLANDE, A. SCHÉINMAN

— Pouvez-vous parler au nom du comité régional de l'armée et de la flotte ?

— Naturellement, je le peux.

— Pouvez-vous diriger immédiatement sur Pétrograd le plus grand nombre possible de torpilleurs et autres vaisseaux armés ?

— Nous allons appeler tout de suite le président du Centre-Baltique, car c'est une affaire de caractère purement naval. — Qu'y a-t-il de nouveau à Pétrograd ?

— On sait que les troupes de Kérenski se sont approchées de Gatchina et s'en sont emparées ; et comme une partie des troupes de Pétrograd est épuisée, le renfort le plus rapide et le plus nombreux est d'une urgente nécessité.

— Et quoi d'autre ?

— Au lieu de la question « quoi d'autre ? » j'attendais une déclaration m'informant que vous êtes prêts à vous mettre en marche et à vous battre.

— Il est inutile, me semble-t-il, de le répéter ; nous avons déclaré notre résolution et, par conséquent, tout sera fait.

— Avez-vous des stocks de fusils et de mitrailleuses et en quelle quantité ?

— Voici le président de la section militaire du comité régional Mikhaïlov. Il vous parlera de l'armée de Finlande.

II

CONVERSATION AVEC LE PRÉSIDENT DE LA SECTION MILITAIRE DU COMITÉ RÉGIONAL DE L'ARMÉE, DE LA FLOTTE ET DES OUVRIÉRS DE LA FINLANDE, MIKHAILOV

— De combien de baïonnettes avez-vous besoin ?

— Nous avons besoin du plus grand nombre de baïonnettes possible, mais seulement avec des hommes sûrs et prêts à combattre. Combien avez-vous de ces hommes ?

— Dans les cinq mille. Nous pouvons en envoyer d'urgence qui se battront.

— Dans combien d'heures pouvez-vous répondre qu'ils seront à Pétrograd, en les envoyant le plus vite possible ?

— Au maximum dans vingt-quatre heures d'ici.

— Par voie de terre?

— Par chemin de fer.

— Et pouvez-vous leur assurer le ravitaillement ?

— Oui. Nous avons beaucoup de ravitaillement. Nous avons également 35 mitrailleuses ; nous pouvons les envoyer, sans inconvénient pour ici, ainsi qu'une petite quantité d'artillerie de campagne, avec leurs servants.

— Je vous prie instamment au nom du gouvernement de la République de procéder sur-le-champ à cet envoi et je vous prie également de me dire si vous savez quelque chose sur la formation d'un nouveau gouvernement, et comment ce gouvernement est accueilli chez vous par les Soviets.

— Jusqu'ici, nous ne connaissons l'existence d'un gouvernement que par les journaux. Le pouvoir passé aux mains des Soviets a été accueilli chez nous avec enthousiasme.

— Donc, les troupes d'infanterie seront immédiatement mises en marche et le transport du ravitaillement leur sera assuré ?

— Oui. Nous allons tout de suite organiser le départ et nous leur fournirons le ravitaillement. Voici, à l'appareil, le vice-président du Centre-Baltique, car Dybenko est parti ce soir à dix heures pour Pétrograd.

III

CONVERSATION AVEC LE PRÉSIDENT DU CENTRE-BALTIQUE, N. IZMAILOV

— Combien pouvez-vous envoyer de torpilleurs et autres vaisseaux armés ?

— Nous pouvons envoyer le cuirassé « République » et deux torpilleurs.

— Leur assurerez-vous également le ravitaillement ?

— Dans la flotte, nous avons du ravitaillement et il leur en sera fourni. Tous les torpilleurs envoyés et le cuirassé « République » — je le dis avec certitude, — rempliront leur tâche qui est de défendre la révolution. Ne doutez pas de l'envoi de forces armées. Tout sera exécuté strictement.

— Dans combien d'heures ?

— Au maximum dans 18 heures. Y a-t-il nécessité de les envoyer immédiatement ?

— Oui. Le gouvernement est absolument convaincu de la nécessité de les envoyer sur-le-champ et de faire entrer le cuirassé dans le Canal maritime le plus près possible de la côte.

— Comme le cuirassé est un gros vaisseau avec des canons de douze pouces, il ne peut se tenir près de la côte : on pourrait alors s'en emparer sans coup férir. Pour remplir cette tâche, on se sert de torpilleurs qui portent de l'artillerie légère et des mitrailleuses ; quant au cuirassé, il doit rester approximativement en rade ou à côté du croiseur « Aurore », car son artillerie tire à 25 verstes, — en principe, se sont les matelots qui, avec les cadres, rempliront cette tâche.

— Les torpilleurs doivent entrer dans la Néva, près du village de Rybatski, pour défendre le chemin de fer Nicolas et tous ses abords.

— Bien, tout sera exécuté. Qu'avez-vous encore à me dire ?

— Y-a-t-il la radiotélégraphie à bord du « République » et peut-elle communiquer avec Pétrograd, en cours de route ?

— Non seulement à bord du « République », mais aussi à bord des torpilleurs qui communiquent avec la Tour Eiffel. Je vous donne l'assurance que tout sera mené à bonne fin.

— Ainsi, nous pouvons compter que tous les bateaux désignés appareilleront immédiatement ?

— Oui, vous le pouvez. Nous allons d'urgence donner des ordres pour que les bateaux désignés soient à point nommé à Pétrograd.

— Avez-vous des stocks de fusils et de cartouches ? Envoyez-en le plus possible.

— Nous en avons, mais en petite quantité à bord des bateaux, — nous enverrons ce que nous avons.

— Au revoir. Salut.

— Au revoir. Qui a parlé ? Dites-moi votre nom.

— Lénine.

— Au revoir. Nous passons à l'exécution.

Paru pour la première fois en 1922 dans la revue « Proletarskaïa Révolioutsia » n° 10

Conforme à la bande du télégraphe

RÉUNION DES REPRÉSENTANTS DES RÉGIMENTS DE LA GARNISON DE PÉTROGRAD 29 OCTOBRE (11 NOVEMBRE) 1917 [107]

COMPTE RENDU DE PRESSE

1

RAPPORT SUR LA SITUATION ACTUELLE

Il convient de ne pas s'arrêter longuement sur la situation politique. La question politique est aujourd'hui très étroitement liée à la question militaire. Il n'est que trop clair que Kérenski a recruté les korniloviens ; en dehors d'eux, il n'a personne sur qui s'appuyer. A Moscou, ils se sont emparés du Kremlin ; mais la banlieue, où vivent les ouvriers et en général la partie pauvre de la population, n'est pas en leur pouvoir. Au front, Kérenski n'a personne pour lui. Même les éléments hésitants, comme par exemple les membres du syndicat des cheminots, se sont prononcés en faveur des décrets sur la paix et sur la terre.

L'immense majorité des paysans, des soldats et des ouvriers est pour une politique de paix.

Ce n'est pas la politique des bolchéviks, ce n'est pas, d'une manière générale, une politique « de parti », mais la politique des ouvriers, des soldats, des paysans, c'est-à-dire de la majorité du peuple. Nous n'appliquons pas le programme des bolchéviks et, dans la question agraire, notre programme est emprunté en entier aux mandats impératifs donnés par les paysans.

Ce n'est pas notre faute si les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks sont partis. Nous leur avons propo-

sé de partager le pouvoir, mais ils veulent attendre que la lutte soit terminée avec Kérenski.

Nous avons invité tout le monde à participer au gouvernement. Les socialistes-révolutionnaires de gauche [108] ont déclaré qu'ils voulaient soutenir la politique du gouvernement des Soviets. Ils n'ont pas même osé avouer leur désaccord avec le programme du nouveau gouvernement.

Dans les provinces, on fait confiance aux journaux du genre du *Diélo Naroda*. Ici, tout le monde sait que les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks sont partis parce qu'ils se trouvaient en minorité. La garnison de Pétrograd le sait. Elle sait que nous voulions un gouvernement soviétique de coalition. Nous n'avons exclu personne du Soviet. S'ils ne voulaient pas travailler en commun, tant pis pour eux. La masse des soldats et des paysans ne suivra pas les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires. Je suis convaincu qu'à n'importe quelle réunion d'ouvriers et de soldats, les neuf dixièmes se prononceront pour nous.

La tentative de Kérenski est une aventure tout aussi pitoyable que la tentative de Kornilov. Mais aujourd'hui l'heure est difficile. Des mesures énergiques sont indispensables pour remettre en ordre le ravitaillement, pour faire cesser les calamités de la guerre. Nous ne pouvons pas attendre, nous ne pouvons pas tolérer un seul jour le soulèvement de Kérenski. Si les korniloviens montent une nouvelle offensive, il leur sera répondu comme il a été répondu aujourd'hui au soulèvement des élèves-officiers. Que les élèves-officiers s'en prennent à eux-mêmes. Nous avons pris le pouvoir presque sans effusion de sang. S'il y a eu des victimes, c'est seulement de notre côté. Le peuple tout entier voulait précisément la politique que mène le nouveau gouvernement. Ce gouvernement l'a empruntée non pas aux bolchéviks, mais aux soldats du front, aux paysans des campagnes et aux ouvriers des villes.

Le décret sur le contrôle ouvrier doit paraître incessamment. Je le répète : la situation politique se confond aujourd'hui avec la situation militaire. Nous ne pouvons pas tolérer la victoire de Kérenski : il n'y aurait alors ni paix, ni terre, ni liberté. Je suis convaincu que les soldats et les ouvriers de Pétrograd qui viennent de réaliser une insurrection victorieuse, sauront écraser les korniloviens.

Il y a des insuffisances chez nous. Impossible de le nier. C'est pourquoi nous avons eu des pertes. Mais on peut remédier à ces insuffisances. Sans perdre une heure, sans perdre une minute, il faut nous organiser, organiser un état-major ; il est indispensable de le faire aujourd'hui même. Une fois organisés, nous saurons nous assurer la victoire en quelques jours et peut-être même plus vite.

Le gouvernement créé par la volonté des députés ouvriers, soldats et paysans ne supportera pas que les korniloviens se moquent de lui.

La tâche politique et la tâche militaire consistent à organiser un état-major, à concentrer les forces matérielles, à assurer aux soldats tout le nécessaire ; c'est ce qu'il faut faire sans perdre une heure, sans perdre une minute, pour que tout marche aussi victorieusement que jusqu'à présent.

2

INTERVENTION SUR LA QUESTION DE L'ARMEMENT DES UNITÉS

Fini le temps de la grande désorganisation. Un chef d'Etat-Major est désigné. Ce fait sera notifié. La période des hésitations est passée. L'absence d'ordre à l'armée et le manque de communications ont été durement ressentis par nous. Aujourd'hui, il y a dans les unités beaucoup de cohésion et d'allant. Il faut que vous vous mettiez vous-mêmes à l'œuvre, que vous vérifiez par vous-mêmes chaque action, que vous contrôliez si les missions ont été exécutées, si les rapports sont établis avec les organisations ouvrières, etc. Les ouvriers vous viendront en aide dans ce domaine. Je me permets de vous donner un conseil : vérifiez par la commission de contrôle ou par les représentants des régiments chaque compte rendu, sans vous reposer sur personne, vérifiez si les ordres ont été exécutés, si les renseignements concernant les stocks sont exacts. Mettez-vous vous-mêmes à l'œuvre, vérifiez tout vous-mêmes, tenez compte de chaque stock, de chaque mesure prise, — c'est la meilleure garantie du succès.

3

INTERVENTION SUR LA QUESTION DU RÉTABLISSEMENT DE L'ORDRE DANS LA VILLE

Je m'associe pleinement à l'opinion émise : les ouvriers doivent se charger d'une partie du travail pour protéger la ville. Dans ce travail en commun, les soldats apprendront aux ouvriers à manier les armes. Notre tâche, que nous ne devons pas perdre de vue un seul instant, c'est d'armer tout le peuple et de supprimer l'armée permanente. Si la population ouvrière est gagnée, le travail sera plus facile. La proposition des camarades de se réunir tous les jours est pratique. Il est juste que la révolution russe apporte beaucoup de nouveautés qu'aucune révolution ne présentait. Il n'existait pas d'organisme tel que les Soviets des députés ouvriers et soldats. Vous devez vous mêler aux ouvriers ; ils vous donneront tout ce que la bourgeoisie donnait à peine jusqu'ici. Chaque unité doit se préoccuper, avec les organisations ouvrières, de mettre en réserve tout ce qui est nécessaire pour votre guerre, sans attendre un ordre d'en haut. Il faut dès cette nuit s'atteler à cette tâche. Qu'on n'attende pas les instructions de l'Etat-Major, mais que les unités fassent elles-mêmes des propositions. Vous possédez une ressource que jamais la bourgeoisie n'a eue : elle n'a qu'une ressource : acheter, mais vous, vous pouvez vous appuyer sur les ouvriers qui produisent tout ce qu'il vous faut.

« Pravda » n° 174, 13 novembre (31 octobre) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

RADIOGRAMME DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE DU 30 OCTOBRE (12 NOVEMBRE) 1917

A tous, à tous.

Le Congrès des Soviets de Russie a désigné le nouveau Gouvernement des Soviets. Le gouvernement de Kérenski est renversé et arrêté. Kérenski est en fuite. Toutes les institutions sont entre les mains du Gouvernement des Soviets. Le 29 octobre a commencé le soulèvement des élèves-officiers, libérés sur parole le 25 octobre. Ce soulèvement a été étouffé le jour même. Kérenski et Savinkov, en compagnie des élèves-officiers et d'une partie des Cosaques, se sont, par la fraude, frayé un chemin jusqu'à Tsarskoïé Sélo. Le Gouvernement des Soviets a mobilisé des forces pour écraser une nouvelle attaque kornilovienne contre Pétrograd. La flotte est appelée à rejoindre la capitale, le cuirassé « République » en tête. Les élèves-officiers et les cosaques de Kérenski hésitent. Il nous arrive des prisonniers du camp de Kérenski, convaincus que les cosaques sont trompés et que s'ils comprennent de quoi il s'agit, ils ne tireront pas. Le Gouvernement des Soviets prend des mesures pour prévenir une effusion de sang. Si l'on ne réussit pas à éviter une effusion de sang, si les détachements de Kérenski commencent malgré tout à tirer, le Gouvernement des Soviets ne reculera pas devant des mesures impitoyables pour écraser la nouvelle attaque de Kornilov et Kérenski.

Nous informons, à titre de renseignements, que le Congrès des Soviets qui s'est déjà séparé, a pris deux importants décrets : 1) sur la remise immédiate de toutes les terres des propriétaires fonciers entre les mains des comités paysans et 2) sur une proposition de paix démocratique.

Le Président du Gouvernement des Soviets
Vladimir Oulianov (Lénine)

« Izvestia du Comité exécutif central » n° 212, 31 octobre 1917

Conforme au texte des « Izvestia du Comité exécutif central »

ESQUISSE
DE RÈGLEMENT POUR LES EMPLOYÉS

1. Tous les employés des entreprises d'Etat, des entreprises publiques ou de l'industrie privée importantes (avec au moins 5 ouvriers salariés) sont tenus de remplir les tâches qui leur sont confiées et de ne pas abandonner leur place sans autorisation spéciale du gouvernement, des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans ou des syndicats.

2. Toute infraction au règlement indiqué au paragraphe 1, ainsi que toute négligence dans la remise des travaux ou des comptes au gouvernement et aux organismes du pouvoir ou dans le service du public et de l'économie nationale, est punie de la confiscation de tous les biens du contrevenant et d'un emprisonnement qui peut atteindre 5 ans.

Ecrit à la fin d'octobre 1917.
Paru pour la première fois en 1928, dans le Recueil Lénine VIII

Conforme au manuscrit

INTERVENTIONS À LA SÉANCE DU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.(b)R. 1er (14) NOVEMBRE 1917

PROCÈS-VERBAL

1

Le camarade Lénine estime qu'il faut mettre fin sur-le-champ à la politique de Kaménev. Il ne s'agit pas d'avoir en ce moment des conversations avec le Vikjel [109]. Il faut diriger des troupes sur Moscou. Il propose une résolution sur le Vikjel. Le Vikjel ne fait pas partie du Soviet et il est impossible de l'y admettre ; les Soviets sont des organismes exprimant la volonté des masses alors que le Vikjel n'a pas leur soutien.

2

Le camarade Lénine estime que les pourparlers devaient être une sorte de couverture diplomatique pour les actions militaires. La seule décision qui soit juste, ce serait de réduire à néant les hésitations des hésitants et d'être soi-même résolu. Il faut aller au secours des Moscovites ; alors, notre victoire est assurée.

3

Le camarade Lénine. C'est une question fondamentale, et il est temps d'en finir avec les hésitations. Il est clair que le Vikjel est partisan des Kalédine et des Kornilov. Il

n'est pas possible d'hésiter. Nous avons pour nous la majorité des ouvriers, des paysans et de l'armée. Personne ici n'a prouvé que les masses soient contre nous ; on est soit avec les agents de Kalédine, soit avec les masses. Nous devons nous appuyer sur les masses, nous devons envoyer des propagandistes dans les campagnes. On a proposé au Vikjel de fournir des troupes à Moscou, il a refusé, nous devons en appeler aux masses, et elles le répudieront.

Paru pour la première fois en 1922, dans la revue « Prolétarskaïa Révolioutsia » n° 10

Conforme à l'exemplaire manuscrit du procès-verbal

RÉSOLUTION DU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.(b)R. SUR LA QUESTION DE L'OPPOSITION À L'INTÉRIEUR DU COMITÉ CENTRAL 2 (15) NOVEMBRE 1917

Le Comité central reconnaît à la séance d'aujourd'hui une importance historique ; aussi est-il indispensable de définir nettement les deux positions qui se sont manifestées ici.

1. Le Comité central reconnaît que l'opposition qui s'est formée au sein du Comité central s'écarte complètement de toutes les positions fondamentales du bolchévisme et de la lutte prolétarienne de classe en général, en répétant les propos non marxistes sur l'impossibilité de la révolution socialiste en Russie, sur la nécessité de céder aux ultimatums et aux menaces de départ émanant d'une minorité notoire de l'organisation des Soviets, en sapant ainsi la volonté et la décision du IIe Congrès des Soviets de Russie et en sabotant de cette façon la dictature naissante du prolétariat et de la paysannerie pauvre.

2. Le Comité central impute à cette opposition toute la responsabilité du freinage du travail révolutionnaire et des hésitations criminelles à l'heure actuelle, l'invite à porter ses controverses et son scepticisme à la presse, après s'être mise à l'écart du travail pratique auquel elle ne croit pas. Car, dans cette opposition, à part la peur suscitée par la bourgeoisie et l'état d'esprit des éléments fatigués (et non révolutionnaires) de la population, il n'y a rien.

3. Le Comité central confirme qu'il n'est pas possible, sans trahir le mot d'ordre du pouvoir aux Soviets, de répu-

dier un gouvernement purement bolchévik, quand la majorité du IIe Congrès des Soviets de Russie a, sans exclure personne de ce Congrès, confié le pouvoir à ce gouvernement.

4. Le Comité central confirme qu'on ne peut pas, sans trahir le mot d'ordre du pouvoir aux Soviets de députés ouvriers, soldats et paysans, en venir à un marchandage mesquin pour que se rattachent aux Soviets des organisations qui ne sont pas du type des Soviets, c'est-à-dire des organisations qui ne sont pas des associations volontaires de l'avant-garde révolutionnaire des masses en lutte pour renverser les propriétaires fonciers et les capitalistes.

5. Le Comité central confirme que céder aux ultimatums et aux menaces de la minorité des Soviets équivaut à renoncer définitivement non seulement au pouvoir des Soviets, mais encore à la démocratie, car de telles concessions équivalent à la crainte de la majorité d'user de sa majorité, équivalent à accepter l'anarchie et la reprise des ultimatums émis par n'importe quelle minorité.

6. Le Comité central confirme que sans exclure personne du IIe Congrès des Soviets de Russie, il est maintenant encore entièrement prêt à faire revenir ceux qui en sont sortis, et à reconnaître une coalition de ceux-ci dans les limites des Soviets ; il confirme que, par suite, les propos qui prétendent que les bolchéviks ne veulent partager le pouvoir avec personne, sont absolument faux.

7. Le Comité central confirme qu'à la date de la formation du gouvernement actuel, quelques heures avant sa formation, le Comité central a invité à sa séance trois représentants des socialistes-révolutionnaires de gauche et leur a officiellement proposé de participer au gouvernement. Le refus des socialistes-révolutionnaires de gauche, bien que temporaire et conditionnel, fait retomber entièrement et exclusivement la responsabilité de l'échec d'un accord avec eux sur ces socialistes-révolutionnaires de gauche.

8. Le Comité central rappelle qu'une résolution déposée par la fraction bolchévique a été adoptée par le IIe Congrès des Soviets de Russie, exprimant la volonté de compléter le Soviet en y faisant entrer les soldats des tranchées et les paysans des localités, des villages ; que, par conséquent, sont absolument mensongères les affirmations selon lesquelles le gouvernement bolchévik serait hostile à une

coalition avec les paysans. Au contraire, le Comité central déclare que la loi agraire de notre gouvernement, qui reproduit fidèlement le mandat impératif des socialistes-révolutionnaires, a prouvé en fait la volonté entière et tout à fait sincère des bolchéviks de réaliser une coalition avec l'énorme majorité de la population de la Russie.

9. Le Comité central confirme enfin que, en dépit de toutes les difficultés, la victoire du socialisme, tant en Russie qu'en Europe, ne sera assurée que par la poursuite constante de la politique du gouvernement actuel. Le Comité central déclare avoir une foi entière en la victoire de cette révolution socialiste et invite tous les sceptiques et tous les hésitants à abandonner toutes leurs hésitations et à soutenir de toute leur âme et de leur énergie sans réserve l'activité de ce gouvernement.

Lénine

Conforme au manuscrit

Publié sans les trois premiers points le 17 (4) novembre 1917 dans la « Pravda » n° 180. Paru pour la première fois en entier en 1932, dans les 2e et 3e éditions des Œuvres de V. Lénine, t. XXX

ULTIMATUM DE LA MAJORITÉ DU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.(b)R. À LA MINORITÉ

La majorité du Comité central du P.O.S.D.R. (bolchévik), approuvant dans sa totalité la politique que le Conseil des Commissaires du peuple a poursuivie jusqu'à l'heure actuelle, estime nécessaire d'adresser à la minorité du Comité central la déclaration catégorique qui suit :

La politique de notre parti à l'heure actuelle est définie dans la résolution proposée par le camarade Lénine et adoptée hier, 2 novembre, par le Comité central *. Cette résolution dénonce comme trahison envers la cause du prolétariat toute tentative pour imposer à notre parti de s'écarter du pouvoir, dès lors que le Congrès des Soviets de Russie a confié ce pouvoir aux représentants de notre parti, sur la base de notre programme, au nom de millions d'ouvriers, de soldats et de paysans. Cette ligne fondamentale de notre tactique qui découle de l'ensemble de notre lutte contre la conciliation et qui nous a guidés dans l'insurrection contre le gouvernement Kérenski, constitue aujourd'hui l'essence révolutionnaire du bolchévisme et elle est de nouveau approuvée par le Comité central, — elle présente un caractère absolument obligatoire pour tous les membres du parti et, au premier chef, pour la minorité du Comité central.

Cependant, les représentants de la minorité, aussi bien avant la séance d'hier du Comité central qu'après cette séance, ont mené et mènent une politique nettement dirigée contre la ligne fondamentale de notre parti et démoralisant

* Voir le présent tome, pp. 288-290. (*N.R.*)

nos propres rangs, en semant les hésitations à l'heure où la plus grande fermeté, la plus grande ténacité sont indispensables.

C'est ainsi qu'hier, à la séance du Comité exécutif central, le groupe bolchévik avec la participation directe des membres du Comité central qui font partie de la minorité, a ouvertement voté contre la résolution du Comité central (sur la question de la représentation numérique de notre parti au sein du gouvernement et sur la désignation des personnes). Une infraction aussi inouïe à la discipline commise par des membres du Comité central à l'insu du Comité central, après de longs débats au Comité central, provoqués par ces mêmes représentants de l'opposition, nous montre à l'évidence que l'opposition se propose de venir à bout des institutions du parti par l'usure, en sabotant le travail du parti, à l'heure où le sort du parti, où le sort de la révolution dépendent du résultat immédiat de ce travail.

Nous ne pouvons ni ne voulons porter la responsabilité d'un tel état de fait.

Nous adressons à la minorité du Comité central la présente déclaration et nous exigeons une réponse catégorique, sous forme écrite, à cette question : la minorité s'engage-t-elle à se soumettre à la discipline du parti et à mener la politique formulée dans la résolution du camarade Lénine et adoptée par le Comité central ?

En cas de réponse négative ou incertaine à cette question, nous poserons sans attendre au Comité de Pétrograd, au Comité de Moscou, à la fraction bolchévique du Comité exécutif central, à la conférence de Pétrograd-ville et à un congrès extraordinaire du parti, l'alternative suivante :

Ou bien le parti doit confier à l'opposition actuelle la tâche de former un nouveau pouvoir avec ses alliés, au nom desquels elle sabote aujourd'hui notre travail, — auquel cas nous nous considérerons comme entièrement libres à l'égard de ce nouveau pouvoir qui ne peut rien apporter d'autre que les hésitations, l'impuissance et le chaos.

Ou bien, — ce dont nous ne doutons pas, — le parti approuvera la seule ligne révolutionnaire possible, exprimée dans la décision d'hier du Comité central, auquel cas le parti doit résolument inviter les représentants de l'opposi-

tion à porter leur travail de désorganisation à l'extérieur du parti. Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir d'autre issue. Il va de soi que la scission serait un fait extrêmement regrettable. Mais, une scission honnête et franche est aujourd'hui de beaucoup préférable au sabotage intérieur, à la non-exécution de nos propres résolutions, à la désorganisation et à la prostration. Pour notre part en tout cas, nous ne doutons pas un instant que si nous remettons au jugement des masses nos désaccords (qui répètent au fond nos désaccords avec les groupes de la *Novaïa Jizn* et de Martov), nous assurerons à notre politique le soutien sans réserve et l'attachement à toute épreuve des ouvriers, des soldats et des paysans révolutionnaires, et nous condamnerons à brève échéance à l'isolement et à l'impuissance l'opposition hésitante.

Écrit le 3 (16) novembre 1917.
Paru pour la première fois en 1922 dans la revue « Prolétarskaïa Révolioutsia » n° 7

Conforme à un double dactylographié

PROJET DE RÉSOLUTION SUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE [110]

Par liberté de la presse, la bourgeoisie entendait la liberté pour les riches de publier des journaux, pour les capitalistes de mettre la main sur la presse, mainmise qui conduisait en fait partout, dans tous les pays, sans en excepter les plus libres, à la vénalité de la presse.

Par liberté de la presse, le gouvernement ouvrier et paysan entend la libération de la presse du joug du capital, la transformation en propriété de l'Etat des papeteries et des imprimeries, l'attribution à chaque groupe de citoyens qui atteint un effectif donné (10 000, par exemple) d'un droit égal à l'usage d'une part correspondante des stocks de papier et d'une main-d'œuvre correspondante pour l'impression.

Comme premier pas pour atteindre ce but indissolublement lié à la libération des travailleurs du joug du capital, le Gouvernement provisoire ouvrier et paysan désigne une Commission d'enquête pour rechercher les liens qui existent entre les publications périodiques et le capital, la source de leurs fonds et de leurs recettes, leurs donateurs, les moyens qu'elles emploient pour combler leur déficit, et toute l'exploitation des journaux, en général. Toute dissimulation de livres, de comptes et autres documents à l'égard de la Commission d'enquête, ainsi que tout témoignage notoirement mensonger sera passible du tribunal révolutionnaire.

Tous les propriétaires de journaux, tous les actionnaires, ainsi que tous les employés sont tenus de fournir immédiatement un rapport écrit et des renseignements sur les

questions soulevées à la *Commission d'enquête* chargée de rechercher les liens entre la presse et le capital et la dépendance de la presse vis-à-vis du capital, à l'Institut Smolny, à Pétrograd.

La Commission d'enquête est formée des personnes suivantes * :

La Commission a le droit de compléter son effectif, de convoquer des experts et des témoins, d'exiger que tous les livres soient mis à sa disposition, etc.

Ecrit le 4 (17) novembre 1917.
Paru pour la première fois le 7 novembre 1932 dans la « Pravda » n° 309

Conforme au manuscrit

* Une place est laissée dans le manuscrit pour la liste des noms. (*N.R.*)

SÉANCE DU COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE RUSSIE EN DATE DU 4 (17 NOVEMBRE) 1917

1

DISCOURS SUR LA QUESTION DE LA PRESSE

Le camarade Karéline a cherché à nous persuader que la voie sur laquelle il se trouve mène au socialisme, mais aller de cette façon au socialisme, c'est marcher à reculons. Trotski avait raison : c'est au nom de la liberté de la presse que fut organisée l'insurrection des élèves-officiers et fut déclarée la guerre à Pétrograd et à Moscou. Cette fois-ci les socialistes-révolutionnaires sont intervenus, mais pas en tant que socialistes et révolutionnaires. Cette semaine, tous les télégraphes étaient entre les mains de Kérenski. Le Vikjel était de leur côté. Mais ils n'avaient pas de troupes. Il se trouva que l'armée était pour nous. Une infime minorité a déclenché la guerre civile. Celle-ci n'est pas terminée. Les hommes de Kalédine marchent sur Moscou ; et sur Pétrograd, la troupe de choc. Nous ne voulons pas de la guerre civile. Nos troupes ont fait preuve d'une grande patience. Elles ont attendu sans tirer et au début, trois des nôtres ont été tués par la troupe de choc. A l'égard de Krasnov, on n'a pris que des mesures bénignes. Il n'a été soumis qu'aux arrêts à domicile. Nous sommes contre la guerre civile. Néanmoins, si elle se prolonge, que devons-nous faire ? Trotski avait raison quand il demandait au nom de qui vous parlez. Nous avons demandé à Krasnov s'il

se portait garant que Kalédine ne poursuivrait pas la guerre. Il a évidemment répondu qu'il ne le pouvait pas. Comment pourrions-nous mettre fin à des poursuites contre un ennemi qui n'a pas mis fin à ses agissements hostiles ?

Quand on nous proposera des conditions de paix, nous entrerons en pourparlers. Mais, pour l'instant, la paix nous est proposée par ceux dont elle ne dépend pas. Ce ne sont que belles paroles. Car la *Retch* est l'organe des amis de Kalédine. Nous admettons pleinement la sincérité des socialistes-révolutionnaires, mais derrière eux se trouvent néanmoins Kalédine et Milioukov.

Soldats et ouvriers, plus vous serez fermes, plus nous obtiendrons. Au contraire, on nous dira : « Ils ne sont pas encore forts, s'ils relâchent Milioukov. » Nous avons déjà déclaré que nous interdirions les journaux bourgeois, si nous prenions le pouvoir en main. Tolérer l'existence de ces journaux, c'est renâcler au socialisme. Celui qui dit : « Autorisez les journaux de la bourgeoisie », ne comprend pas que nous marchons à vive allure vers le socialisme. N'avait-on pas interdit les journaux tsaristes après le renversement du tsarisme ? Maintenant, nous avons secoué le joug de la bourgeoisie. Ce n'est pas nous qui avons inventé la révolution sociale, — ce sont les membres du congrès des Soviets qui l'ont proclamée, — personne n'a protesté, tous ont accepté le décret dans lequel elle fut proclamée. La bourgeoisie a proclamé la liberté, l'égalité et la fraternité. Les ouvriers disent : « Ce n'est pas ce qu'il nous faut. » On nous dit : « Nous reculons. » Non, camarades, les socialistes-révolutionnaires sont revenus à Kérenski. On nous dit que dans notre résolution il y a du nouveau. Naturellement, nous apportons du nouveau parce que nous marchons vers le socialisme. Quand les socialistes-révolutionnaires sont intervenus à la première et à la seconde Douma, on les a aussi raillés parce qu'ils parlaient un langage nouveau.

Les publications privées doivent être reconnues comme monopole. Les membres du syndicat des typographes considèrent les choses du point de vue de leur pain. Nous le leur donnerons, mais sous une autre forme. Nous ne pouvons pas donner à la bourgeoisie la possibilité de nous calomnier. Il faut tout de suite désigner une commission d'enquête sur la dépendance des journaux bourgeois à l'égard des

banques. De quelle liberté ces journaux ont-ils besoin ? N'est-ce pas de la liberté d'acheter une grande quantité de papier et d'employer une grande quantité de barbouilleurs de papier ? Nous devons nous dégager de cette liberté de la presse qui est dans la dépendance du capital. Cette question a une importance de principe. Si nous marchons à la révolution sociale, nous ne pouvons ajouter aux bombes de Kalédine les bombes du mensonge.

Il y a naturellement des défauts dans notre projet de loi. Mais les Soviets l'appliqueront partout, selon les conditions locales. Nous ne sommes pas des bureaucrates et nous ne voulons pas l'appliquer à la lettre partout, comme c'était le cas dans les anciennes chancelleries. Je me rappelle que les socialistes-révolutionnaires disaient : comme on sait infiniment peu de chose à la campagne. On y puise tout dans le *Rousskoïé Slovo*. Et nous voici coupables d'avoir laissé les journaux dans les mains de la bourgeoisie. Il faut aller de l'avant, vers une société nouvelle, et traiter les journaux bourgeois comme nous avons traité les journaux des Cent-Noirs en février et en mars.

2

RÉPONSE À L'INTERPELLATION DES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES DE GAUCHE

Lénine intervient pour répondre à l'interpellation présentée par les socialistes-révolutionnaires de gauche [111]. Il rappelle qu'aux premiers jours de la révolution, les bolchéviks ont proposé aux représentants des socialistes-révolutionnaires de gauche d'entrer dans le nouveau gouvernement, mais que la collaboration avec les bolchéviks fut repoussée par leur propre fraction, car les socialistes-révolutionnaires de gauche ne veulent pas, en ces journées difficiles et critiques, partager la responsabilité avec leurs voisins de gauche.

Le pouvoir nouveau ne pouvait pas dans son activité tenir compte de toutes les barrières qui pouvaient se dresser sur sa route si l'on observait strictement toutes les formes. L'heure était trop sérieuse pour qu'on pût tolérer du retard. On ne pouvait pas perdre de temps à aplanir toutes les aspérités, ce qui, en n'ajoutant qu'une retouche extérieure, n'aurait rien changé au fond dans les nouvelles mesures. D'ailleurs, le deuxième Congrès des Soviets de Russie lui-même, écartant toutes les difficultés de forme, adopta au cours d'une grande séance deux lois d'importance capitale. Que ces lois, du point de vue de la société bourgeoise, comportent des vices de forme, soit ! Mais ne l'oublions pas, le pouvoir est aux mains des Soviets qui peuvent apporter les corrections nécessaires. L'inaction criminelle du gouvernement Kérenski a amené le pays et la révolution tout près de leur perte ; la temporisation c'est la mort ; et, en promulguant des lois qui vont au-devant de l'attente et des espoirs des larges masses populaires, le nouveau pouvoir

pose des jalons sur la voie où se développent de nouvelles formes de vie. Les Soviets locaux peuvent, selon les conditions de lieu et de temps, modifier, élargir et compléter les principes de base établis par le gouvernement. L'initiative créatrice des masses, tel est le facteur fondamental de la nouvelle société. Que les ouvriers se mettent à établir le contrôle ouvrier dans leurs usines et dans leurs fabriques, qu'ils fournissent à la campagne les produits fabriqués, qu'ils les échangent contre du blé. Il ne doit pas se trouver un seul produit, pas une seule livre de pain qui échappe au contrôle, car le socialisme, c'est avant tout le contrôle. Le socialisme n'est pas le résultat de décrets venus d'en haut. L'automatisme administratif et bureaucratique est étranger à son esprit ; le socialisme vivant, créateur, est l'œuvre des masses populaires elles-mêmes.

3

INTERVENTION À PROPOS DE L'INTERPELLATION DES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES DE GAUCHE

I

Lénine insiste sur les accusations précises, portées contre le Conseil des Commissaires du peuple. Le Conseil des Commissaires du peuple n'a été informé des ordres de Mouraviev [112] que par les journaux, le commandant en chef ayant le droit de promulguer de sa propre autorité les dispositions qui ne souffrent pas de retard. Etant donné que ce décret ne renfermait rien qui soit contraire à l'esprit du nouveau pouvoir, mais que par sa rédaction il pouvait conduire à des malentendus regrettables, le Comité exécutif central l'a abrogé. Puis, vous critiquez le décret sur la terre. Mais ce décret va au-devant des revendications du peuple. Vous nous reprochez la schématisation. Mais, où sont vos projets, vos amendements, vos résolutions ? Où sont les fruits de votre activité législative ? Vous étiez libres de faire preuve d'initiative. Mais nous ne les voyons pas. Vous dites que nous sommes des extrémistes, mais vous, qui êtes-vous ? Des apologistes de l'obstruction parlementaire, de ce qu'on appelait naguère l'esprit de chicane. Si vous êtes mécontents, convoquez un nouveau congrès, agissez, mais ne parlez pas de désagrégation du pouvoir. Le pouvoir appartient à notre parti qui s'appuie sur la confiance des larges masses populaires. Que quelques-uns de nos camarades aient défendu un programme qui n'a rien de commun avec le

bolchévisme, soit ! Mais les masses ouvrières de Moscou ne suivront pas Rykov ni Noguine. Le camarade Prochian a dit qu'en Finlande où les socialistes-révolutionnaires de gauche étaient en contact avec les masses, ils ont jugé indispensable la collaboration la plus étroite de toute l'aile gauche du socialisme révolutionnaire. Si les socialistes-révolutionnaires de gauche ne se joignent pas à nous ici, ils montrent par là une seule chose : qu'ici ils ont subi le même sort que leurs prédécesseurs, les jusqu'auboutistes. Ils se sont coupés des masses.

II

Lénine et Trotski se référant à l'exemple des congrès du parti et à la nécessité de se soumettre à la discipline du parti, déclarent qu'ils participeront au vote.

4

DISCOURS ET RÉSOLUTION À PROPOS DE LA DÉCLARATION D'UN GROUPE DE COMMISSAIRES DU PEUPLE SUR LEUR DÉPART DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE

I

Le camarade Lénine, répondant aux orateurs qui ont pris la parole avant lui, signale que l'expression : « L'Occident se tait honteusement [113] » est inadmissible dans la bouche d'un internationaliste. Il faut être aveugle pour ne pas voir la fermentation qui s'est emparée des masses ouvrières en Allemagne et en Occident. Les dirigeants du prolétariat allemand, les intellectuels socialistes, là comme partout ailleurs, sont en majorité des jusqu'auboutistes. Mais les masses prolétariennes, contre la volonté de leurs dirigeants, sont prêtes à répondre à notre appel. La discipline féroce qui règne dans l'armée et dans la flotte allemande n'a pas empêché l'intervention des éléments d'opposition. Les matelots révolutionnaires de la flotte allemande, sachant d'avance que leurs tentatives étaient vouées à l'échec, marchèrent héroïquement à leur perte certaine, ne fût-ce que pour réveiller par leur mort l'esprit de la révolte qui sommeille encore dans le peuple. Le groupe « Spartacus [114] » développe de plus en plus intensément sa propagande révolutionnaire. Le nom de Liebknecht, lutteur

infatigable pour les idéals du prolétariat, devient chaque jour plus populaire en Allemagne.

Nous croyons à la révolution en Occident. Nous savons qu'elle est inévitable, mais il n'est naturellement pas possible de la créer sur commande. Aurions-nous pu en décembre de l'année dernière prévoir exactement l'approche des journées de février ? En septembre, savions-nous avec certitude qu'un mois plus tard la démocratie révolutionnaire en Russie accomplirait la plus grande révolution du monde ? Nous savions que l'ancien pouvoir se trouvait sur un volcan. A beaucoup d'indices, nous devinions ce grand travail souterrain qui s'accomplissait dans les profondeurs de la conscience populaire. Nous sentions que l'air était chargé d'électricité. Nous savions qu'elle éclaterait inévitablement en un orage purificateur. Mais prophétiser le jour et l'heure de cet orage, nous ne le pouvions pas. C'est le même tableau que nous voyons aujourd'hui en Allemagne. Là aussi grandit le mécontentement sourd des masses populaires, et il débordera inévitablement sous la forme d'un mouvement populaire. Nous ne pouvons décréter la révolution, mais nous pouvons la favoriser. Nous organiserons dans les tranchées la fraternisation, nous aiderons les peuples d'Occident à commencer une révolution socialiste invincible. Le camarade Zaks a parlé ensuite de décréter le socialisme. Mais le pouvoir actuel n'appelle-t-il pas les masses elles-mêmes à créer de meilleures formes de vie ? L'échange des produits de l'industrie de transformation contre du blé, le contrôle rigoureux et l'inventaire de la production, voilà le début du socialisme. Oui, nous aurons une république du travail. Que celui qui ne veut pas travailler ne mange pas.

Continuons : en quoi se manifeste l'isolement de notre parti ? Dans le fait que certains intellectuels se détachent de nous ? Mais nous trouvons de jour en jour un soutien de plus en plus grand dans la paysannerie. Celui-là seul vaincra et gardera le pouvoir qui croit au peuple, qui puise sa vigueur dans le génie créateur du peuple.

Ensuite le camarade Lénine propose au C.E.C. la résolution suivante :

En confiant au Conseil des Commissaires du peuple le soin de désigner pour la prochaine séance les candidatures

des Commissaires du peuple pour l'Intérieur, le Commerce et l'Industrie, le Comité exécutif central propose au camarade Kolégaïev d'occuper le poste de Commissaire du peuple à l'Agriculture.

«Izvestia du Comité exécutif central» n° 218, 7 novembre 1917

Conforme au texte des « Izvestia du Comité exécutif central » ; la résolution à propos de la déclaration d'un groupe de Commissaires du peuple est conforme au texte paru dans le recueil « Procès-verbaux des séances du C.E.C. de Russie des Soviets des députés ouvriers, paysans et cosaques (2e législature)». Ed. du C.E.C., 1918

DISCOURS À LA SÉANCE DU SOVIET DE PÉTROGRAD DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS ET DES DÉLÉGUÉS DU FRONT LE 4 (17) NOVEMBRE 1917

COMPTE RENDU DE PRESSE

Ne pouvant faire un long rapport, je me bornerai à vous informer brièvement de la situation du nouveau gouvernement, de son programme et de ses tâches.

Vous savez combien était unanime l'exigence d'une politique de paix, d'une proposition immédiate de paix. Il n'est pas un seul ministre bourgeois, ni dans toute l'Europe ni chez nous, qui n'ait promis la paix ; les soldats de la Russie se sont convaincus du caractère mensonger de ces discours ; on leur a promis une politique de paix, mais on n'a pas proposé la paix ; bien au contraire, on les a lancés à l'attaque. Nous avons estimé que le premier devoir de notre gouvernement était de proposer une paix immédiate ; c'est chose faite.

Le camarade Lénine explique à quelles conditions la paix a été proposée par le nouveau gouvernement et poursuit en ces termes : si les Etats gardent leurs colonies, cela signifie que cette guerre ne se terminera jamais. Quelle est donc l'issue ? Une seule : la victoire de la révolution ouvrière et paysanne sur le capital. Nous n'avons jamais dit qu'on pouvait finir la guerre du jour au lendemain, en mettant la crosse en l'air. La guerre est faite parce que

des milliards de capitaux se sont affrontés et se sont partagé le monde entier ; si l'on n'anéantit pas le pouvoir du capital, il est impossible de mettre fin à la guerre.

Evoquant le passage du pouvoir aux mains des Soviets, le camarade Lénine déclare qu'il observe aujourd'hui un nouveau phénomène : les paysans refusent de croire que tout le pouvoir appartienne aux Soviets ; ils attendent encore on ne sait quoi du gouvernement, oubliant que le Soviet est une institution d'Etat, et non une institution privée. Nous proclamons que nous voulons un nouvel Etat, que le Soviet doit remplacer l'ancienne bureaucratie, que tout le peuple doit apprendre à gouverner. Dressez-vous de toute votre taille, tenez ferme, et alors les menaces ne nous intimideront pas. Les élèves-officiers ont tenté de fomenter un soulèvement, mais nous avons eu raison d'eux ; à Moscou, ils ont organisé un massacre et fusillé des soldats devant le mur du Kremlin. Mais, quand le peuple eut remporté la victoire, il rendit aux ennemis non seulement les honneurs de la guerre, mais encore leurs armes.

Le Vikjel nous menace d'une grève, mais nous ferons appel aux masses et nous leur demanderons si elles veulent par une grève vouer à la famine les soldats au front et le peuple à l'arrière ; je suis convaincu que les prolétaires des chemins de fer ne marcheront pas contre nous. On nous reproche de procéder à des arrestations. Oui, c'est un fait ; aujourd'hui nous avons arrêté le directeur de la Banque d'Etat. On nous reproche de pratiquer la terreur, mais ce n'est pas la terreur des révolutionnaires français qui guillotinaient des gens désarmés, et j'espère que nous n'irons pas jusque-là. Je l'espère parce que nous sommes forts. Quand nous appréhendions des gens, nous leur disions qu'ils seraient relâchés s'ils s'engageaient à ne pas saboter. Et l'on prend de tels engagements. Notre défaut, c'est que les Soviets n'ont pas encore appris à gouverner, nous tenons trop de meetings. Que les Soviets se divisent en sections et qu'ils se mettent à gouverner. Aller au socialisme, telle est notre tâche. Ces jours-ci, les ouvriers ont obtenu une loi sur le contrôle de la production [115], en vertu de laquelle les comités d'usine deviennent une institution d'Etat. Les

ouvriers doivent sans tarder mettre cette loi en vigueur. Ils donneront aux paysans des tissus, du fer, et recevront en échange du blé. Je viens de voir un camarade d'Ivanovo-Voznessensk qui m'a dit que c'était là le principal. Le socialisme, c'est le contrôle. Si vous voulez tenir compte de chaque morceau de fer, de chaque morceau de tissu, vous aurez le socialisme. Pour la production, il nous faut des ingénieurs et nous apprécions beaucoup leur travail. Nous les rétribuerons volontiers. Nous n'avons pas l'intention pour le moment de les priver de leur situation privilégiée. Quiconque veut travailler nous est précieux, mais il s'agit de travailler comme un égal sous le contrôle ouvrier et non comme un chef. Nous n'avons pas l'ombre de rancune contre les individus, et nous les aiderons à changer de situation.

En ce qui concerne les paysans, nous disons : il faut aider le paysan travailleur, ne pas vexer le paysan moyen, contraindre le paysan riche. Après la révolution du 25 octobre, on nous a menacés de nous anéantir. Des gens qui ont pris peur, ont voulu se dérober au pouvoir, mais on n'a pas pu nous anéantir. On n'y a pas réussi parce que nos ennemis ne peuvent s'appuyer que sur les élèves-officiers, alors que nous avons le peuple pour nous. Sans l'élan unanime des soldats et des ouvriers, le pouvoir ne serait jamais tombé des mains de ceux qui le détenaient. Le pouvoir est passé aux Soviets. Les Soviets sont l'expression de la liberté totale du peuple. Nous, Gouvernement soviétique, avons reçu nos pleins pouvoirs du congrès des Soviets et nous continuerons à agir comme nous avons agi jusqu'ici, convaincus que nous sommes d'avoir votre soutien. Nous n'avons exclu personne. Si les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires sont partis, c'est un crime de leur part. Nous avons proposé aux socialistes-révolutionnaires de gauche de participer au gouvernement, mais ils ont refusé. Nous ne voulons pas marchander le pouvoir, nous ne voulons pas de marchandages sans fin. Nous ne permettrons pas à la Douma de la ville, ce centre de korniloviens, de s'emparer du pouvoir. On dit que nous sommes isolés. La bourgeoisie a créé autour de nous une atmosphère de mensonges et de calomnies, mais je n'ai pas encore vu un soldat qui n'ait salué avec enthousiasme le passage du pouvoir aux Soviets. Je

n'ai pas vu de paysan qui se soit prononcé contre les Soviets. L'alliance de la paysannerie pauvre et des ouvriers est indispensable ; elle assurera le triomphe du socialisme dans le monde entier. (Les membres du Soviet se lèvent et acclament Lénine.)

« Pravda » n° 181, le 18 (5) novembre 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

APPEL À LA POPULATION

Aux camarades ouvriers, soldats, paysans, à tous les travailleurs !

La révolution ouvrière et paysanne a définitivement triomphé à Pétrograd, après avoir dispersé et arrêté les derniers restes des cosaques peu nombreux trompés par Kérenski. La révolution a triomphé aussi à Moscou. Avant l'arrivée à Moscou des quelques convois de troupes venus de Pétrograd, les élèves-officiers et autres korniloviens avaient signé les conditions de paix, leur désarmement et la dissolution du Comité du Salut public [116].

Du front et des campagnes affluent chaque jour, à chaque instant, des informations sur le soutien que l'énorme majorité des soldats dans les tranchées et des paysans dans les districts apportent au nouveau gouvernement et à ses décrets concernant la proposition de paix et la remise immédiate de la terre aux paysans. La victoire de la révolution des ouvriers et des paysans est assurée, car déjà la majorité du peuple la soutient.

Il va de soi que les propriétaires fonciers et les capitalistes, les *h a u t s* fonctionnaires et employés étroitement liés à la bourgeoisie, en un mot, tous les riches et tous ceux qui se rangent de leur côté, accueillent en ennemis la révolution nouvelle, s'opposent à sa victoire, menacent de mettre fin à l'activité des banques, sabotent ou paralysent le fonctionnement des différentes institutions, entravent la révolution de toutes les manières, la freinent ouvertement ou non. Tout ouvrier conscient se rendait parfaitement compte que nous nous heurterions inévitablement à une résistance de ce genre ; toute la presse bolchévique l'a indiqué main-

tes fois. Les classes travailleuses ne se laisseront pas intimider un seul instant par cette résistance, elles ne trembleront pas le moins du monde devant les menaces et les grèves des partisans de la bourgeoisie.

Nous avons pour nous la majorité du peuple. Nous avons pour nous la majorité des travailleurs et des opprimés du monde entier. Nous avons pour nous la cause de la justice. Notre victoire est assurée.

La résistance des capitalistes et des hauts fonctionnaires et employés sera brisée. Nul ne sera privé par nous de ses biens, sans une loi spéciale de l'Etat sur la nationalisation des banques et des cartels. Cette loi est en préparation. Pas un travailleur ne perdra un copeck ; bien au contraire, il sera aidé. A part le recensement et le contrôle les plus stricts, à part la perception sans dissimulation des impôts établis, le gouvernement n'entend prendre aucune autre mesure.

Au nom de ces légitimes revendications, l'immense majorité du peuple s'est ralliée au gouvernement provisoire ouvrier et paysan.

Camarades travailleurs ! Rappelez-vous qu'à présent c'est *vous-mêmes* qui dirigez l'Etat. Nul ne vous aidera si vous ne vous unissez pas vous-mêmes et si vous ne prenez *toutes les affaires* de l'Etat entre *vos* mains. *Vos* Soviets sont désormais les organismes du pouvoir d'Etat, nantis des pleins pouvoirs, des organismes ayant pouvoir de décision.

Rassemblez-vous autour de vos Soviets. Renforcez-les. Mettez-vous vous-mêmes à l'œuvre à la base, sans attendre personne. Instaurez l'ordre révolutionnaire le plus rigoureux, écrasez sans pitié les tentatives d'anarchie venant des ivrognes, de la racaille, des élèves-officiers contre-révolutionnaires, des korniloviens et autres.

Etablissez le contrôle le plus sévère de la production et tenez l'inventaire des denrées alimentaires. Arrêtez et livrez au tribunal révolutionnaire du peuple quiconque osera porter atteinte à la cause du peuple, qu'il s'agisse du sabotage de la production (détérioration, freinage, travail de sape), de la dissimulation des stocks de blé et de vivres, du retard des arrivages de blé, de la désorganisation des chemins de fer, des postes, du télégraphe, du téléphone, ou de toute résistance, quelle qu'elle soit, à la grande cause de la

paix, à la remise de la terre aux paysans, à la réalisation du contrôle ouvrier de la production et de la répartition.

Camarades ouvriers, soldats, paysans, camarades travailleurs ! Prenez *t o u t* le pouvoir et confiez-le à *v o s* Soviets. Gardez comme la prunelle de vos yeux la terre, le blé, les fabriques, l'outillage, les denrées alimentaires, les moyens de transport — tout cela sera désormais *t o t a l e m e n t* votre bien, le bien du peuple tout entier. En accord avec la majorité des paysans et avec leur approbation en suivant les voies indiquées par l'expérience *p r a t i q u e* des paysans et des ouvriers, nous marcherons graduellement mais avec résolution vers la victoire du socialisme que les ouvriers d'avant-garde des pays les plus civilisés consolideront, qui donnera aux peuples une paix durable et les délivrera de toute oppression et de toute exploitation.

Pétrograd, le 5 novembre 1917

V. Oulianov (Lénine)

Président du Conseil des Commissaires du peuple

« Pravda » (édition du soir) du 19 (6) novembre 1917

Conforme au manuscrit

RÉPONSE AUX QUESTIONS DES PAYSANS [117]

En réponse aux nombreuses questions des paysans nous expliquons que le pouvoir dans l'Etat est désormais passé intégralement aux Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans. La révolution ouvrière a vaincu à Pétrograd et à Moscou, elle triomphe dans tout le reste de la Russie. Le gouvernement ouvrier et paysan assure l'alliance de la masse des paysans, des paysans pauvres, de la majorité des paysans avec les ouvriers contre les propriétaires fonciers, contre les capitalistes.

C'est pourquoi les Soviets des députés paysans, au premier chef les Soviets de district, puis les Soviets de province, sont dorénavant, jusqu'au jour où l'Assemblée constituante statuera sur ce point, les représentants locaux de l'Etat. La propriété foncière *a été abolie* par le IIe Congrès des Soviets de Russie. Le décret sur la terre est déjà promulgué par le Gouvernement provisoire actuel, le Gouvernement des ouvriers et des paysans. En vertu de ce décret, les domaines des propriétaires fonciers passent tous sans exception entre les mains des Soviets des députés paysans.

Les Comités agraires de canton doivent sur l'heure prendre en main toutes les terres des propriétaires fonciers, en les soumettant au contrôle le plus rigoureux, en observant un ordre parfait, en gardant strictement les anciennes propriétés foncières désormais devenues patrimoine national que, pour cette raison, le peuple lui-même doit protéger.

Toutes les dispositions des comités agraires de canton, adoptées avec l'approbation des Soviets de district des députés paysans, ont force *de loi* et doivent être appliquées immédiatement et formellement.

Le gouvernement ouvrier et paysan, désigné par le IIe Congrès des Soviets de Russie, a pris le nom de Conseil des Commissaires du peuple.

Le Conseil des Commissaires du peuple appelle les paysans à prendre eux-mêmes en main tout le pouvoir dans les localités. Les ouvriers soutiendront les paysans totalement, sans réserve et par tous les moyens, mettront au point la production de machines et d'outillage, et demandent aux paysans de prêter leur concours en assurant les arrivages de blé.

V. Oulianov (Lénine)

Président du Conseil des Commissaires du peuple

Pétrograd, le 5 novembre 1917

« Izvestia du Comité exécutif central » n° 219, 8 novembre 1917

Conforme au manuscrit

LE COMITÉ CENTRAL DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE (BOLCHÉVIK) DE RUSSIE

Aux camarades Kaménev, Zinoviev, Riazanov et Larine

Le Comité central a déjà présenté une fois un ultimatum aux représentants les plus en vue de votre politique (à Kaménev et à Zinoviev) en exigeant leur soumission totale aux décisions du Comité central et à la ligne qu'il suit, le renoncement complet au sabotage du travail du C.C. et à leur activité désorganisatrice *.

En quittant le Comité central mais en restant dans les rangs du parti, les porte-parole de votre politique ont pris par là même l'engagement de se conformer aux décisions du Comité central. Cependant, non contents de critiquer à l'intérieur du parti, vous semez l'hésitation parmi ceux qui participent à une insurrection encore inachevée et, violant la discipline du parti, vous continuez à saper, en dehors du parti, dans les Soviets, dans les institutions municipales, dans les syndicats, etc., les décisions du Comité central, et à freiner son activité.

Ceci étant, le Comité central se voit obligé de renouveler son ultimatum et de vous inviter soit à prendre immédiatement l'engagement écrit de vous soumettre aux décisions du Comité central et de suivre en tous points sa politique, soit de vous abstenir de toute activité publique au nom du parti

* Voir le présent tome, pp. 291-293. (*N.R.*)

et d'abandonner toute fonction dans le mouvement ouvrier jusqu'au congrès du parti.

Le refus de prendre l'un de ces engagements mettra le Comité central dans l'obligation de poser la question de votre exclusion immédiate du parti.

Ecrit le 5 ou le 6 (18-19) novembre 1917.
Paru pour la première fois en 1927, dans la brochure « Le Parti contre les briseurs de grève Zinoviev et Kaménev en octobre 1917 »

Conforme au manuscrit

LE COMITÉ CENTRAL DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE (BOLCHÉVIK) DE RUSSIE

À TOUS LES MEMBRES DU PARTI ET À TOUTES LES CLASSES LABORIEUSES DE RUSSIE

Camarades,

Tout le monde sait qu'au IIe Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie, la majorité des délégués appartenait au Parti bolchévik.

Ce fait est essentiel pour comprendre la révolution qui vient de s'accomplir et de triompher, tant à Pétrograd et à Moscou que dans toute la Russie. C'est précisément ce fait qu'oublient et qu'éludent sans cesse tous les partisans des capitalistes et leurs complices inconscients qui sapent le principe fondamental de la nouvelle révolution, à savoir : *Tout le pouvoir aux Soviets.* Il ne saurait y avoir en Russie d'autre gouvernement que le *Gouvernement soviétique.* Le pouvoir des Soviets a triomphé en Russie et le passage du gouvernement des mains d'un parti à un autre au sein des Soviets est assuré sans aucune révolution, par une simple décision des Soviets, par un simple renouvellement des députés aux Soviets. Le IIe Congrès des Soviets de Russie a donné la majorité au Parti bolchévik. C'est pourquoi seul le gouvernement constitué par ce Parti est un gouvernement soviétique. Tout le monde sait que le Comité central du Parti bolchévik, quelques heures avant de former le nouveau gouvernement et avant de proposer la liste de ses membres au IIe Congrès des Soviets de Russie, avait invité à sa séance les trois membres les plus en vue du groupe socialiste-révolutionnaire de gauche, les camarades Kamkov, Spiro et

Karéline, et *leur avait proposé* de participer au nouveau gouvernement. Nous regrettons vivement que les camarades socialistes-révolutionnaires de gauche s'y soient refusés ; nous estimons qu'un tel refus est inadmissible de la part de révolutionnaires et de partisans des travailleurs, nous sommes prêts à tout instant à inclure au gouvernement les socialistes-révolutionnaires de gauche ; toutefois nous déclarons que, en qualité de parti de la majorité au IIe Congrès des Soviets de Russie, nous avons devant le peuple le droit et le *devoir* de former le gouvernement.

Tout le monde sait que le Comité central de notre Parti a proposé au IIe Congrès des Soviets de Russie une liste purement bolchévique de Commissaires du peuple et que *le Congrès a approuvé la formation de ce gouvernement purement bolchévik.*

Aussi les déclarations fallacieuses prétendant que le gouvernement bolchévik *n'est pas* un gouvernement soviétique sont un simple mensonge ; elles n'émanent et ne peuvent émaner que des ennemis du peuple, des ennemis du pouvoir des Soviets. Bien au contraire, après le IIe Congrès des Soviets de Russie, jusqu'à la convocation du IIIe Congrès, jusqu'aux nouvelles élections aux Soviets, ou jusqu'à la formation d'un nouveau gouvernement par le Comité exécutif central, — *seul* le gouvernement bolchévik peut être reconnu aujourd'hui comme gouvernement *soviétique.*

* *
*

Camarades, quelques membres du Comité central de notre Parti et du Conseil des Commissaires du peuple, Kaménev, Zinoviev, Noguine, Rykov, Milioutine et d'autres, ont démissionné hier, le 4 novembre, du Comité central de notre Parti, et les trois derniers, du Conseil des Commissaires du peuple. Dans un Parti aussi grand que le nôtre, malgré l'orientation révolutionnaire prolétarienne de notre politique, il ne pouvait manquer de se trouver des camarades insuffisamment fermes et persévérants dans la lutte contre les ennemis du peuple. Les tâches qui se posent aujourd'hui à notre Parti sont immenses, les difficultés énormes ; aussi quelques membres de notre Parti, qui occupaient auparavant des postes de confiance, ont-ils bronché devant l'assaut

de la bourgeoisie et déserté nos rangs. Toute la bourgeoisie et tous ses auxiliaires exultent, à cette occasion, d'une joie mauvaise, crient à la débâcle du gouvernement bolchévik dont ils prophétisent la fin.

Camarades, ne croyez pas à ce mensonge. Les camarades partis ont agi en déserteurs ; non seulement ils ont abandonné leurs postes, mais encore ils ont enfreint la résolution expresse du Comité central de notre Parti qui leur enjoignait, avant de donner leur démission, d'attendre au moins les décisions des organisations de Pétrograd et de Moscou de notre Parti. Nous condamnons résolument cette désertion. Nous sommes profondément convaincus que tous les ouvriers, tous les soldats et tous les paysans conscients, qui adhèrent à notre Parti ou qui sympathisent avec lui, condamneront avec non moins de résolution la conduite des déserteurs.

Mais nous déclarons que la désertion de quelques membres haut placés de notre Parti n'ébranlera pas un instant, pas le moins du monde, l'unité des *masses* qui suivent notre Parti et, par conséquent, n'ébranlera pas notre Parti.

Rappelez-vous, camarades, que deux des déserteurs, Kaménev et Zinoviev, dès avant l'insurrection à Pétrograd, avaient agi comme déserteurs et briseurs de grève : non seulement ils ont voté contre l'insurrection à la séance décisive du Comité central du 10 octobre 1917, mais encore, *après* la décision prise par le Comité central, ils ont mené campagne contre l'insurrection parmi les militants du parti. Tout le monde sait que les journaux qui craignaient de se ranger du côté des ouvriers et qui penchaient plutôt vers la bourgeoisie (*Novaïa Jizn*, par exemple) firent alors chorus avec la presse bourgeoise, et crièrent à la « désagrégation » de notre Parti, à l'« échec de l'insurrection », etc. Mais la vie a eu tôt fait de démentir le mensonge et la calomnie des uns, les doutes, les hésitations, la lâcheté des autres. La « tempête » qu'on voulait soulever à propos des manœuvres de Kaménev et de Zinoviev pour compromettre l'insurrection de Pétrograd, fut *une tempête dans un verre d'eau* ; et le grandiose élan des masses, l'héroïsme de millions d'ouvriers, de soldats et de paysans à Pétrograd et à Moscou, au front, dans les tranchées et dans les campagnes, écarta les déserteurs avec autant de facilité qu'un train rejette des éclats de bois.

Honte aux sceptiques, aux hésitants, à tous ceux qui doutent, à tous ceux qui se sont laissé intimider par la bourgeoisie ou qui ont cédé aux cris de ces auxiliaires déclarés ou non. *Il n'y a pas l'ombre* d'une hésitation *dans les masses* d'ouvriers et de soldats de Pétrograd, de Moscou et d'ailleurs. Unanime et ferme, comme un seul homme, notre Parti monte la garde autour du pouvoir des Soviets, autour des intérêts de tous les travailleurs, avant tout des ouvriers et des paysans pauvres !

Des écrivassiers bourgeois et ceux qui se sont laissé intimider par la bourgeoisie nous accusent en chœur d'être intransigeants, intraitables, de ne pas vouloir partager le pouvoir avec un autre parti. Ce n'est pas vrai, camarades ! *Nous avons proposé* et proposons aux socialistes-révolutionnaires de gauche de partager le pouvoir avec nous. Ce n'est pas notre faute s'ils *ont refusé*. Nous avions engagé des pourparlers au cours desquels nous avons fait de multiples concessions même après la clôture du IIe Congrès des Soviets ; nous sommes allés jusqu'à admettre, éventuellement, des représentants d'une fraction de la Douma de Pétrograd, ce repaire de korniloviens qui sera tout le premier balayé par le peuple, si ces misérables, si les rejetons des capitalistes et des gros propriétaires fonciers, si les élèves-officiers tentent de nouveau de s'opposer à la volonté du peuple, comme ils ont essayé de le faire dimanche dernier à Pétrograd et comme ils veulent le faire une fois de plus (à preuve le complot de Pourichkévitch et les documents saisis chez lui hier, le 3 novembre). Mais ces messieurs qui se tiennent derrière les socialistes-révolutionnaires de gauche et qui agissent par leur truchement dans l'intérêt de la bourgeoisie, ont interprété notre attitude bienveillante comme une faiblesse de notre part, et ils en ont profité pour nous signifier de nouveaux ultimatums. A la réunion du 3 novembre, les sieurs Abramovitch et Martov nous ont présenté l'ultimatum suivant : pas de pourparlers tant que notre gouvernement n'aura pas mis fin aux arrestations et à l'interdiction des journaux bourgeois.

Notre Parti et le Comité exécutif central du congrès des Soviets ont *repoussé* cette sommation qui émane visiblement des partisans de Kalédine, de la bourgeoisie, de Kérenski et de Kornilov. Le complot de Pourichkévitch et l'ap-

parition à Pétrograd, le 5 novembre, d'une délégation d'une unité du 17e corps d'armée qui menace de marcher sur Pétrograd (menace ridicule, puisque les détachements avancés de ces korniloviens sont déjà défaits et ont fui devant Gatchina, et que la plupart ont refusé de marcher contre les Soviets), tous ces événements ont montré de qui émanait *en fait* l'ultimatum des sieurs Abramovitch et Martov, qui ces gens-là servaient *en réalité*.

Que tous les travailleurs fassent preuve de calme et de fermeté ! Jamais notre Parti ne cédera aux sommations de la minorité des Soviets, d'une minorité qui s'est laissé intimider par la bourgeoisie et qui, en fait, en dépit de ses « bonnes intentions », se comporte comme un fantoche entre les mains des korniloviens.

Nous nous en tenons fermement au principe du pouvoir aux Soviets, c'est-à-dire du pouvoir de la *majorité* issue du dernier congrès des Soviets ; nous avons accepté et nous *acceptons toujours* de partager le pouvoir avec la minorité des Soviets, à la condition que celle-ci s'engage loyalement, honnêtement à se soumettre à la majorité et à appliquer le programme *approuvé par l'ensemble* du IIe Congrès des Soviets de Russie, et qui consiste dans un acheminement graduel, mais résolu et inflexible, vers le socialisme. Mais nous ne nous soumettrons à aucun ultimatum de la coterie intellectuelle qui n'a pas les masses avec elle, qui *en fait* n'est suivie que par les partisans de Kornilov, de Savinkov, par les élèves-officiers, etc.

Que tous les travailleurs demeurent donc calmes et fermes ! Notre Parti, le parti de la majorité aux Soviets, unanime, veille sur leurs intérêts ; et notre Parti rallie, comme auparavant, des millions d'ouvriers dans les villes, de soldats dans les tranchées, de paysans dans les campagnes, tous prêts à assurer, coûte que coûte, la victoire de la paix et la victoire du socialisme !

Ecrit les 5 et 6 (18-19) novembre 1917.
Paru le 20 (7) novembre 1917 dans la « Pravda » n° 182

Conforme au texte du journal

ENTRETIEN DU GOUVERNEMENT AVEC LE QUARTIER GÉNÉRAL PAR FIL DIRECT LE 9 (22) NOVEMBRE 1917 [118]

— C'est le commandant suprême ?

— Ici Diterichs.

— Ayez l'obligeance d'appeler la personne chargée du commandement suprême. Si le général Doukhonine ne remplit pas ces fonctions, veuillez appeler celui qui le remplace actuellement. A notre connaissance, le général Doukhonine ne s'est pas encore démis de ses fonctions.

Le Quartier Général répond : — Le général en chef Doukhonine qui remplit les fonctions de commandant suprême vous a attendus jusqu'à une heure du matin ; il dort en ce moment. L'appareil ne fonctionnait pas, puis il a été occupé sur la ligne du Grand Quartier Général.

— Pouvez-vous nous dire si vous avez reçu le radio-télégramme du Conseil des Commissaires du peuple, expédié à 4 heures, et ce qui a été fait pour exécuter les instructions du Conseil ?

Le Quartier Général : — Nous avons reçu un télégramme officiel d'une importance majeure, sans numéro et sans date ; c'est pourquoi le général Doukhonine s'est informé auprès du général Manikovski pour avoir les garanties nécessaires confirmant l'authenticité de la dépêche.

— Quelle a été la réponse de Manikovski ? A quelle heure la demande a-t-elle été envoyée et par quel moyen : radio, téléphone ou télégraphe ?

Le Quartier Général : — La réponse n'est pas encore arrivée, nous avons demandé il y a une heure d'en hâter l'expédition.

— Je vous prie de me dire exactement à quelle heure et par quel moyen a été envoyée la première demande de renseignements. N'est-il pas possible de faire plus vite ?

Le Quartier Général : — Le télégramme a été envoyé au général Manikovski par téléphone et par radio, je vais vous dire tout de suite à quelle heure. Il a été transmis à 19 heures 50 minutes.

— Pourquoi cette demande ne m'a-t-elle pas été adressée en même temps, à moi, Commissaire du peuple à la guerre [119], puisque le commandant suprême savait, à la suite d'une conversation qu'il a eue avec moi, que le général Manikovski n'est chargé que d'assurer la continuité du travail technique d'équipement et de ravitaillement, alors que c'est moi qui assume la direction politique du ministère de la guerre et la responsabilité de cette activité.

Le Quartier Général : — Je ne peux rien vous dire à ce propos.

— Nous déclarons de façon catégorique que la responsabilité du retard dans une affaire d'Etat de cette importance retombe entièrement sur le général Doukhonine et nous exigeons formellement : Primo, l'envoi immédiat de parlementaires et secundo, la présence personnelle du général Doukhonine à l'appareil demain matin à 11 heures précises. Si le retard conduit à la famine, au désordre ou à la défaite, ou à des soulèvements anarchiques, toute la responsabilité retombera sur vous, et les soldats en seront informés.

Le Quartier Général : — Je le transmettrai au général Doukhonine.

— Quand ? — Tout de suite ? — Alors, nous attendrons Doukhonine.

Le Quartier Général : — Je vais le réveiller.
— Ici le général Doukhonine, commandant suprême par intérim.

— Ici les Commissaires du peuple, nous attendons votre réponse.

— Convaincu par la bande télégraphique de votre conversation avec le Grand Quartier Général, qu'on vient de me remettre, que vous m'avez adressé votre dépêche avant de prendre une décision sur le fond du télégramme signé Oulianov-Lénine, Trotski et Krylenko, Commissaires du peuple, il m'est absolument indispensable d'avoir les renseignements suivants : 1) le Conseil des Commissaires du peuple a-t-il reçu une réponse quelconque à son message aux Etats

belligérants au sujet du décret sur la paix ? 2) comment se proposait-on d'agir vis-à-vis de l'armée roumaine qui fait partie de notre front ? 3) envisage-t-on d'entamer des pourparlers en vue d'un armistice séparé et avec qui, avec les Allemands seulement ou aussi avec des Turcs, ou les pourparlers seront-ils menés par nous en vue d'un armistice général ?

— Le texte du télégramme qui vous a été adressé est parfaitement clair et précis ; il y est question d'entamer immédiatement des pourparlers d'armistice avec tous les pays belligérants et nous repoussons résolument le droit de retarder cette affaire d'importance d'Etat, en posant des questions préliminaires, quelles qu'elles soient, nous insistons sur l'envoi immédiat de parlementaires et sur la transmission d'heure en heure d'informations sur la marche des pourparlers.

Le Quartier Général : — Mes questions ont un caractère purement technique : si elles ne sont pas résolues, il est impossible de mener les pourparlers.

— Vous n'êtes pas sans savoir qu'au cours des pourparlers surgiront de nombreuses questions techniques, plus exactement, des questions de détail, sur lesquelles nous vous donnerons une réponse au fur et à mesure qu'elles se poseront ou seront posées par l'adversaire ; c'est pourquoi, une fois encore, nous exigeons impérativement que vous engagiez immédiatement, sans conditions, des pourparlers formels d'armistice avec tous les pays belligérants, aussi bien avec les pays alliés qu'avec les pays qui sont en état d'hostilité avec nous. Veuillez donner une réponse précise.

— Ce qui est clair pour moi, c'est qu'il vous est impossible d'engager des pourparlers directs avec les puissances. A plus forte raison sont-ils impossibles pour moi en votre nom. Seul le gouvernement central, soutenu par l'armée et par le pays, peut avoir assez de poids et de crédit pour l'adversaire, afin de conférer à ces pourparlers l'autorité nécessaire, et d'aboutir à des résultats. J'estime aussi que la Russie a intérêt à la conclusion la plus rapide possible d'une paix générale.

— Refusez-vous catégoriquement de nous donner une réponse précise et d'exécuter nos instructions ?

— La réponse précise sur les raisons qui m'empêchent d'exécuter les instructions de votre télégramme, je l'ai déjà donnée, et je répète une fois de plus que la paix nécessaire à la Russie ne peut être obtenue que par le gouvernement central. *Doukhonine.*

— Au nom du Gouvernement de la République de Russie, sur mandat du Conseil des Commissaires du peuple, nous vous relevons du poste que vous occupez, pour la désobéissance aux ordres du Gouvernement et pour votre conduite qui apporte aux masses laborieuses de tous les pays et en particulier aux armées des souffrances inouïes. Nous vous ordonnons, sous peine de poursuites, conformément aux lois du temps de guerre, de continuer à expédier les affaires courants jusqu'à l'arrivée au Quartier Général du nouveau commandant en chef ou de la personne à qui il donnera pleins pouvoirs. Le sous-lieutenant Krylenko est nommé commandant en chef.

Lénine, Staline, Krylenko

« Rabotchi i Soldat », n° 20, 9 (22) novembre 1917

Conforme au texte du journal « Rabotchi i Soldat »

RADIO-MESSAGE À TOUS

À TOUS LES COMITÉS DE RÉGIMENT, DE DIVISION, DE CORPS D'ARMÉE, D'ARMÉE ET AUTRES, À TOUS LES SOLDATS DE L'ARMÉE RÉVOLUTIONNAIRE ET À TOUS LES MARINS DE LA FLOTTE RÉVOLUTIONNAIRE [120]

La nuit du 7 novembre, le Conseil des Commissaires du peuple a envoyé un radio-message au commandant en chef Doukhonine, lui prescrivant de proposer immédiatement et formellement un armistice à tous les pays belligérants, tant aux pays alliés qu'aux pays qui sont en état d'hostilité avec nous.

Ce radiotélégramme est parvenu au Quartier Général le 8 novembre, à 5 heures 5 du matin. Il enjoignait à Doukhonine de tenir constamment le Conseil des Commissaires du peuple au courant de la marche des pourparlers et de ne signer l'acte d'armistice qu'après sa confirmation par le Conseil des Commissaires du peuple. Simultanément, une proposition semblable pour la conclusion d'un armistice était officiellement remise aux plénipotentiaires des pays alliés à Pétrograd.

Dans la soirée du 8 novembre, on n'avait pas encore reçu de réponse de Doukhonine ; aussi, le Conseil des Commissaires du peuple chargea-t-il Lénine, Staline et Krylenko d'interroger Doukhonine par fil direct sur les raisons de ce retard.

L'entretien se poursuivit le 9 novembre de 2 heures à 4 heures et demie du matin. Doukhonine fit de multiples tentatives pour se dérober aux explications sur sa conduite et pour éviter de donner une réponse précise aux instructions du gouvernement, mais quand on lui signifia l'ordre catégorique d'entamer des pourparlers immédiats et formels d'armistice, il répondit par un refus. Alors, au nom du

gouvernement de la République de Russie et sur mandat du Conseil des Commissaires du peuple, Doukhonine fut informé qu'il était relevé de ses fonctions pour désobéissance aux ordres du gouvernement et pour sa conduite qui apporte aux masses laborieuses de tous les pays et en particulier aux armées des souffrances inouïes. En même temps, Doukhonine recevait l'ordre d'expédier les affaires courantes, jusqu'à l'arrivée du nouveau commandant en chef ou de la personne à qui il donnerait pleins pouvoirs. Le sous-lieutenant Krylenko est nommé commandant en chef.

Soldats ! La cause de la paix est entre vos mains. Vous ne laisserez pas les généraux contre-révolutionnaires saper la noble cause de la paix, soyez vigilants afin d'éviter des exécutions sommaires indignes d'une armée révolutionnaire et pour empêcher ces généraux d'échapper au jugement qui les attend. Vous maintiendrez l'ordre révolutionnaire et militaire le plus strict.

Que les régiments qui se trouvent sur les lignes élisent sur-le-champ des plénipotentiaires pour entamer des pourparlers d'armistice avec l'adversaire.

Le Conseil des Commissaires du peuple vous en donne le droit.

Informez-nous par tous les moyens possibles de chaque progrès des pourparlers. Seul le Conseil des Commissaires du peuple est en droit de signer le traité définitif d'armistice.

Soldats ! La cause de la paix est entre vos mains. Soyez vigilants, maîtres de vous, énergiques, et la cause de la paix triomphera !

Au nom du gouvernement de la République de Russie,

V. Oulianov (Lénine)

Président du Conseil des Commissaires du peuple

N. Krylenko

Commissaire du peuple à la guerre et commandant suprême.

Écrit le 9 (22) novembre 1917.
Paru le 9 (22) novembre 1917 dans le journal « Rabotchi i Soldat » n° 20

Conforme au texte du journal

PRÉFACE À LA BROCHURE « COMMENT LES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES ONT TROMPÉ LE PEUPLE ET CE QUE LE NOUVEAU GOUVERNEMENT BOLCHÉVIK A DONNÉ AU PEUPLE »

Il incombe aujourd'hui à la paysannerie de Russie de prendre entre ses mains les destinées du pays.

La victoire de la révolution ouvrière dans les deux capitales et dans l'énorme majorité des villes et des villages de Russie a assuré aux paysans la *possibilité* de prendre entre *leurs* mains la refonte du système agraire. Les paysans n'ont pas encore tous compris, mais ils comprendront vite que *leurs* Soviets des députés paysans sont bien le pouvoir réel, authentique, suprême *de l'Etat*.

Quand les paysans le comprendront, leur alliance avec les ouvriers, l'alliance de la majorité des paysans, des travailleurs, des paysans pauvres sera consolidée. *Cette* alliance, et non celle des paysans avec les capitalistes, est seule capable de sauvegarder effectivement les intérêts des travailleurs dans les Soviets aussi bien qu'à l'Assemblée constituante.

Sans aucun doute, les paysans comprendront très vite que pour se voir délivrés des horreurs de la guerre et du joug des propriétaires fonciers et des capitalistes il leur faut absolument réaliser l'alliance *non pas* avec les riches, mais avec les travailleurs des villes, et en premier lieu avec les ouvriers des usines et des fabriques.

Pour que les paysans le comprennent plus vite, il est nécessaire, entre autres, qu'ils confrontent, mettent en re-

gard et comparent de façon plus précise, plus documentée, les promesses et les projets de loi des socialistes-révolutionnaires et la loi sur la terre du nouveau gouvernement, ouvrier et paysan.

C'est à cette confrontation qu'est consacrée la présente brochure : les lecteurs y trouveront les *documents* nécessaires à quiconque veut aborder cette question en connaissance de cause. Le document principal concernant les socialistes-révolutionnaires est le projet de loi sur la terre du ministre socialiste-révolutionnaire Maslov. Ce projet de loi, je l'ai emprunté intégralement au *Diélo Naroda* (le journal de Tchernov). Je reproduis également mon article du *Rabotchi Pout* sur ce sujet *.

La loi sur la terre du gouvernement ouvrier et paysan est elle aussi réimprimée intégralement **.

Camarades paysans ! Cherchez la vérité sur les différents partis et vous la trouverez. Rassemblez vous-mêmes les projets de loi des divers partis sur la terre, et comparez-les.

Lisez attentivement le projet de loi sur la terre du ministre socialiste-révolutionnaire et la loi sur la terre publiée par l'actuel gouvernement bolchévik qui a reçu les pleins pouvoirs du IIe Congrès des Soviets de Russie. Nous ne doutons pas un instant du jugement définitif que porteront les paysans.

N. Lénine

Pétrograd, le 9 novembre 1917

Edité en 1917, en brochure, à l'imprimerie « Seleki Vestnik » à Pétrograd

Conforme au texte de la brochure

* Voir le présent tome, pp. 233-239. (*N.R.*)
** *Ibid.*, pp. 266-268. (*N.R.*)

SÉANCE DU COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE RUSSIE DU 10 (23) NOVEMBRE 1917

1

RAPPORT SUR LES POURPARLERS AVEC DOUKHONINE

Le texte intégral de nos pourparlers avec Doukhonine ayant été publié, je peux me borner à de courtes déclarations. Pour nous, il était évident que nous avions affaire à un adversaire de la volonté du peuple et à un ennemi de la révolution. Doukhonine usa de divers subterfuges et faux-fuyants qui avaient pour but de faire traîner les choses. On exprimait des doutes sur l'authenticité de notre télégramme, et pour avoir des renseignements à ce sujet on s'adressait au général Manikovski et non à Krylenko. C'est ainsi que les généraux ont fait perdre au moins vingt-quatre heures au moment où se posait une question aussi importante, aussi essentielle que celle de la paix. C'est seulement quand nous déclarâmes que nous nous adresserions aux soldats que le général prit l'appareil. Nous exigeâmes de Doukhonine qu'il entamât des pourparlers immédiats d'armistice, et rien d'autre. Nous n'avions pas donné à Doukhonine le droit de conclure un armistice. Non seulement cette question n'était pas de sa compétence mais encore chacun de ses actes, dans la conduite des pourparlers, devait être contrôlé par les commissaires du peuple.

La presse bourgeoise nous reproche, paraît-il, de proposer un armistice séparé, de ne pas tenir compte des intérêts de l'armée roumaine. C'est un pur mensonge. Nous proposons d'engager immédiatement des pourparlers de paix et de conclure un armistice avec tous les pays sans exception. Nous savons que nos radiotélégrammes parviennent en Europe. Ainsi, notre radiotélégramme annonçant notre victoire sur Kérenski * a été capté par la radio autrichienne et a été transmis. Les Allemands ont fait du brouillage pour le retarder. Nous pouvons communiquer par radio avec Paris et quand un traité de paix sera établi, nous aurons les moyens de faire connaître au peuple français qu'il peut être signé et qu'il dépend du peuple français de conclure un armistice en deux heures. Nous verrons ce que dira alors Clemenceau. Notre parti n'a jamais déclaré qu'il pouvait instaurer une paix immédiate. Il a dit qu'il ferait une proposition immédiate de paix et qu'il publierait les accords secrets. C'est chose faite et la lutte pour la paix commence. Cette lutte sera difficile et opiniâtre. L'impérialisme international mobilise toutes ses forces contre nous, mais si puissantes soient-elles nous avons de grandes chances de réussir ; dans cette lutte révolutionnaire pour la paix nous lierons la lutte pour la paix et la fraternisation révolutionnaire. La bourgeoisie voudrait réaliser l'entente des gouvernements impérialistes contre nous.

* Voir le présent tome, pp. 281-282. (*N.R.*)

2

QUELQUES MOTS DE CONCLUSION

Le camarade Tchoudnovski disait qu'il « s'est permis » de soumettre l'action des commissaires à une vive critique. Il ne peut pas être ici question de savoir si l'on peut ou si l'on ne peut pas se permettre une vive critique. Cette critique est le devoir d'un révolutionnaire et les commissaires du peuple ne se considèrent pas comme infaillibles.

Le camarade Tchoudnovski a déclaré qu'une paix honteuse est inacceptable pour nous, mais il n'a su proférer un seul mot, avancer un seul fait prouvant que cette paix fût inacceptable pour nous. Nous avons dit : la paix ne peut être signée que par le Conseil des Commissaires du peuple. Quand nous sommes entrés en pourparlers avec Doukhonine, nous savions que nous avions affaire à un ennemi ; et quand il est question d'un ennemi, on ne peut pas temporiser. Nous ne savions pas quels seraient les résultats des pourparlers. Mais nous étions résolus. Il était nécessaire de décider sur-le-champ, au fil direct. Il fallait prendre des mesures immédiates contre un général qui refusait d'obéir. Mais nous ne pouvions pas appeler le Comité exécutif central à l'appareil ; il n'y a là aucune infraction aux prérogatives du Comité exécutif central. Dans la guerre, on n'attend pas l'issue de la bataille, or il s'agissait d'une guerre contre des généraux contre-révolutionnaires, et pour les dénoncer nous avons fait appel aussitôt aux soldats. Nous avons destitué Doukhonine, mais nous ne sommes pas des formalistes ni des bureaucrates, nous savons que la seule destitution était insuffisante. Il marche contre nous et nous en appelons contre lui à la masse des soldats. Nous

leur donnons le droit d'entamer des pourparlers d'armistice. Mais nous ne concluons pas d'armistice. Les soldats sont prévenus qu'ils doivent mettre sous bonne garde les généraux contre-révolutionnaires *. J'estime que n'importe quel régiment est assez bien organisé pour maintenir l'ordre révolutionnaire nécessaire. Si les soldats en ouvrant des pourparlers d'armistice sont victimes d'une trahison, d'une attaque pendant la fraternisation, ils auront le devoir de fusiller les traîtres sur l'heure, sans autre forme de procès.

Dire que nous avons maintenant affaibli notre front en cas d'offensive allemande est monstrueux. Tant que Doukhonine n'a pas été démasqué et destitué, l'armée n'avait pas la certitude de faire une politique internationale de paix. Aujourd'hui, cette certitude existe : on ne peut combattre Doukhonine qu'en faisant appel à l'esprit d'organisation et d'initiative de la masse des soldats. La paix ne peut être conclue seulement d'en haut. Il faut s'efforcer d'obtenir la paix d'en bas. Nous n'avons pas la moindre confiance dans les généraux allemands, mais nous avons confiance dans le peuple allemand. Sans la participation active des soldats, une paix conclue par les commandants en chef n'est pas solide. Je suis contre la proposition de Kaménev, non parce que je suis contre elle en principe, mais parce qu'elle est insuffisante, trop faible. Je n'ai rien contre la commission, mais je propose de ne pas déterminer d'avance ses fonctions ; je suis contre les mesures peu énergiques et je propose que sur ce point nous ne nous liions pas les mains.

« Pravda » n° 188, 26 (13) novembre 1917

Conforme au texte du livre : «Procès-verbaux des séances du Comité exécutif central, des Soviets des députés ouvriers, soldats, paysans et cosaques de Russie (2e législature) ». Moscou 1918

* Voir le présent tome, pp. 324-325. (*N.R.*)

LE CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE AU COMITÉ MILITAIRE RÉVOLUTIONNAIRE

La désorganisation du ravitaillement, engendrée par la guerre et par l'incurie, est aggravée au plus haut point par les spéculateurs, les profiteurs de guerre et leurs complices dans les chemins de fer, dans les services de navigation, dans les compagnies de transports, etc.

Au milieu des calamités nationales les plus grandes, des rapaces, par soif du lucre, sacrifient criminellement la santé et la vie de millions de soldats et d'ouvriers.

On ne saurait tolérer un jour de plus une pareille situation.

Le Conseil des Commissaires du peuple prescrit au Comité militaire révolutionnaire de prendre les mesures les plus énergiques pour en finir avec la spéculation et le sabotage, la dissimulation des stocks, le retard prémédité des livraisons, etc.

Conformément aux décisions spéciales du Comité militaire révolutionnaire, toute personne coupable d'actions de cette nature est passible *d'arrestation immédiate et d'incarcération à la prison de Cronstadt*, en attendant d'être déférée devant le tribunal militaire révolutionnaire.

Toutes les organisations populaires doivent être mobilisées dans la lutte contre les pillards du ravitaillement.

V. Oulianov (Lénine)

Président du Conseil des Commissaires du peuple

Ecrit en novembre, pas plus tard que le 10 (23), 1917.
Publié le 12 novembre 1917 dans le journal « Izvestia du Comité exécutif central » n° 223

Conforme au texte du journal

CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DES SOVIETS DES DÉPUTÉS PAYSANS DE RUSSIE [121]

DU 10 AU 25 NOVEMBRE (23 NOVEMBRE-8 DÉCEMBRE) 1917

1

DÉCLARATION À LA FRACTION BOLCHÉVIQUE DU CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DES SOVIETS DES DÉPUTÉS PAYSANS DE RUSSIE [122]

Nous demandons catégoriquement aux députés bolchéviks d'exiger impérativement un *v o t e* à mains levées sur la question de l'invitation *i m m é d i a t e* des représentants du Gouvernement.

Si la *lecture* de cette proposition et sa mise aux voix sont rejetées en séance plénière, toute la fraction bolchévique doit quitter la séance en guise de protestation.

Lénine

Ecrit le 12 (25) novembre 1917.
Paru pour la première fois en 1933, dans le Recueil Lénine XXI

Conforme au manuscrit

2

DISCOURS SUR LA QUESTION AGRAIRE DU 14 (27) NOVEMBRE

COMPTE RENDU DE PRESSE

Sur mandat de la fraction bolchévique, le camarade Lénine expose le point de vue du Parti bolchévik sur la question agraire.

Le parti socialiste-révolutionnaire a subi un échec dans ce domaine en prêchant la confiscation des terres des propriétaires fonciers et en refusant de passer aux actes.

La grande propriété foncière est le fondement du servage, aussi la confiscation des terres des propriétaires fonciers est-elle la première mesure de la révolution en Russie. Mais la question de la terre ne peut être résolue indépendamment des autres tâches de la révolution. Afin de poser celles-ci convenablement, il est nécessaire d'analyser les étapes que la révolution a franchies. La première est le renversement de l'autocratie et l'instauration du pouvoir de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers. Les intérêts de ces derniers se sont étroitement liés à ceux de la bourgeoisie et des banques. La deuxième étape est le renforcement des Soviets et la politique d'entente avec la bourgeoisie. L'erreur des socialistes-révolutionnaires de gauche a été de ne pas s'opposer alors à la politique conciliatrice, sous prétexte que les masses n'étaient pas assez évoluées. Le parti étant l'avant-garde d'une classe, sa mission est d'entraîner les masses à sa suite, et non pas de refléter le niveau moyen de ces masses. Mais, pour entraîner les hésitants, il faut que les

camarades socialistes-révolutionnaires de gauche cessent eux-mêmes d'hésiter.

Camarades socialistes-révolutionnaires de gauche, en juillet a commencé la rupture des masses populaires avec la politique conciliatrice ; mais les socialistes-révolutionnaires de gauche tendent jusqu'à présent largement la main aux Avksentiev, en ne tendant aux ouvriers que leur petit doigt. Si la politique conciliatrice devait se prolonger, la révolution périrait. Les tâches de la révolution ne peuvent être menées à bien que si la paysannerie soutient les ouvriers. La politique conciliatrice est une tentative des masses ouvrières, paysannes et de soldats de satisfaire leurs besoins au moyen de réformes, de concessions de la part du capital, sans révolution socialiste. Mais il est impossible de donner au peuple la paix, la terre sans renverser la bourgeoisie, sans le socialisme. La révolution doit rompre avec cette politique, mais rompre avec la politique conciliatrice signifie s'engager dans la voie de la révolution socialiste.

Le camarade Lénine poursuit en prenant la défense des instructions données aux comités de canton [123] et parle de la nécessité de briser avec les équipes dirigeantes dans le genre des comités militaires, du Comité exécutif des députés paysans, etc. Nous avons emprunté aux paysans notre loi sur les comités de canton. Les paysans veulent la terre, des instruments pour la travailler, l'interdiction du travail salarié. Mais cela, on ne saurait l'obtenir sans renverser le capital. Nous leur avons dit : vous voulez les terres, mais elles sont hypothéquées et appartiennent au capital russe et international. Vous jetez un défi au capital, vous suivez dans cette action une autre voie que la nôtre, mais nous vous accordons que nous allons et devons aller vers la révolution sociale. En ce qui concerne l'Assemblée constituante, l'orateur a déclaré que l'activité de cette assemblée dépendrait de l'état d'esprit du pays ; et il a ajouté : « je dirais, moi : l'état d'esprit, c'est bien, mais n'oublie pas ton fusil ».

Le camarade Lénine s'arrête ensuite sur la question de la guerre. Quand l'orateur parle de la destitution de Doukhonine et de la nomination de Krylenko au poste de commandant en chef, on entend des rires. Cela vous paraît risible, dit-il, mais les soldats vous blâmeront pour ces rires.

S'il y a ici des gens qui trouvent risible que nous ayons destitué un général contre-révolutionnaire et que nous ayons nommé Krylenko qui est parti mener les pourparlers [124] à l'encontre de ce général, nous n'avons rien à nous dire, ces gens-là et nous. Avec ceux qui n'admettent pas la lutte contre les généraux contre-révolutionnaires, nous n'avons rien de commun, nous préférerons abandonner le pouvoir, entrer, peut-être, dans la clandestinité, mais nous n'aurons rien de commun avec ces gens-là.

« Pravda » n° 190, 28 (15) novembre 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

3

PROJET DE RÉSOLUTION

Le Congrès paysan soutient entièrement et sans réserve la loi (le décret) sur la terre du 26 octobre 1917, ratifiée par le IIe Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie, et promulguée par le Conseil des Commissaires du peuple, en sa qualité de gouvernement ouvrier et paysan provisoire de la République de Russie. Le Congrès paysan exprime sa résolution inébranlable de lutter énergiquement pour que cette loi soit appliquée, il appelle tous les paysans à la soutenir et à la mettre eux-mêmes immédiatement en pratique dans leurs localités ; il les convie aussi à élire aux postes et aux charges responsables uniquement des gens qui ont prouvé, non en paroles, mais par leurs actes, leur dévouement sans bornes aux intérêts des paysans travailleurs et exploités, leur volonté et leur capacité de défendre ces intérêts contre toute résistance des propriétaires fonciers, des capitalistes et de leurs partisans ou de leurs complices.

Le Congrès paysan exprime en même temps sa conviction que la mise en pratique des mesures impliquées par la loi sur la terre n'est possible que par le succès de la révolution ouvrière socialiste qui a commencé le 25 octobre, car seule la révolution socialiste est en état d'assurer à la fois la remise sans indemnité de la terre à la paysannerie laborieuse, la confiscation du cheptel des propriétaires fonciers et la défense pleine et entière des intérêts des salariés agricoles ; elle seule peut également amorcer dans l'immédiat l'abolition totale de tout le système d'esclavage

capitaliste, répartir équitablement et selon un plan les produits de l'agriculture et de l'industrie dans les différentes régions et entre les habitants, dominer les banques (sans cette condition, il est impossible que le peuple devienne maître de la terre même après l'abolition de la propriété privée de la terre) ; elle seule peut assurer aux travailleurs et aux exploités l'aide de l'Etat dans tous les domaines.

C'est pourquoi le Congrès paysan, apportant un soutien sans réserve à la révolution du 25 octobre, en tant que révolution socialiste, exprime sa résolution inébranlable de mettre en pratique les mesures de transformation socialiste de la République de Russie, en procédant progressivement, comme il se doit, mais sans aucune hésitation.

La condition nécessaire de la victoire de la révolution socialiste, qui seule garantit le succès durable et la pleine application de la loi sur la terre, est l'alliance étroite de la paysannerie laborieuse et exploitée avec la classe ouvrière, le prolétariat, dans tous les pays avancés. Dans la République de Russie, toute l'organisation et toute la direction de l'Etat doivent désormais reposer de haut en bas sur une telle alliance. En repoussant toutes les tentatives, directes ou indirectes, déclarées ou cachées, faites pour revenir à la politique d'entente avec la bourgeoisie et avec les promoteurs de la politique bourgeoise que la vie a condamnée, cette alliance pourra seule assurer la victoire du socialisme dans le monde entier.

Écrit le 14 (27) novembre 1917.
Publié dans le journal « Izvestia du Comité exécutif central » n° 226, 15 novembre 1917

Conforme au texte du journal

4

DISCOURS À PROPOS DE LA DÉCLARATION DU REPRÉSENTANT DU VIKJEL LE 18 NOVEMBRE (1er DÉCEMBRE)

COMPTE RENDU DE PRESSE

Camarades,

La déclaration du Vikjel n'est, sans aucun doute, rien d'autre qu'un malentendu. Pouvez-vous admettre, ne fût-ce qu'un instant, que des troupes, conscientes de leur devoir révolutionnaire, qui combattent pour les intérêts du peuple, se mettent aux approches du Quartier Général à saccager à tort et à travers, sans présenter leurs revendications, sans expliquer pourquoi elles sont venues, ne serait-ce qu'aux soldats qui montaient la garde ? Vous comprenez, camarades, qu'une telle conduite est inconcevable. L'armée révolutionnaire, consciente de ses actes, veut que ses exigences soient connues de ceux à qui elle s'adresse. En présentant des revendications, on faisait davantage, on indiquait, on expliquait que la résistance serait une résistance à la volonté du peuple, un crime grave, non seulement un crime ordinaire, mais un crime moral contre la liberté du peuple, contre ses intérêts et contre ses aspirations les plus nobles. L'armée révolutionnaire ne tire jamais le premier coup de feu, elle ne se dresse farouchement que contre les envahisseurs et les tortionnaires du peuple. S'il en était autrement, le mot révolution perdrait son sens. Je ne peux pas m'empêcher d'attirer l'attention sur le fait que le Vikjel, en portant des accusations gratuites, proclame

en même temps sa « neutralité ». Le Vikjel n'a nul droit de le faire. Pendant les journées de lutte révolutionnaire, où chaque minute est précieuse, où les divergences, la neutralité permettent à l'adversaire de prendre la parole et de se faire écouter quand même, si on ne s'empresse d'aider le peuple dans sa lutte pour ses droits les plus sacrés, une telle position ne peut absolument pas être qualifiée de neutralité ; ce n'est pas de la neutralité, c'est ce qu'un révolutionnaire appelle l'incitation au crime. (Applaudissements.) En adoptant cette position, vous poussez les généraux à intervenir ; en ne nous apportant pas votre soutien, vous êtes contre le peuple.

Le général Doukhonine ne cherche qu'une chose : ajourner l'armistice. En lui prêtant votre concours, vous sapez l'armistice. Réfléchissez à la lourde responsabilité qui retombe sur vous et à la façon dont le peuple se comportera à votre égard.

Le camarade Lénine poursuit en disant qu'en certains endroits on sabote le télégraphe. Le gouvernement est privé d'informations alors que des rumeurs absurdes sont répandues par les ennemis. Par exemple, les bataillons polonais seraient intervenus contre le gouvernement. En réalité, les Polonais ont maintes fois déclaré qu'ils ne se mêlaient pas des affaires russes, et ne s'en mêleraient pas ; on a reçu également une déclaration où ils se prononcent pour l'armistice.

« Izvestia du Comité exécutif central » n° 230, 19 novembre 1917

Conforme au texte des « Izvestia du Comité exécutif central »

5

QUELQUES MOTS DE CONCLUSION SUR LA QUESTION AGRAIRE LE 18 NOVEMBRE (1er DÉCEMBRE)

COMPTE RENDU DE PRESSE

Le camarade Lénine commence par indiquer que l'accusation d'anarchisme portée contre les bolchéviks par les socialistes-révolutionnaires de gauche est dénuée de fondement.

En quoi les socialistes se distinguent-ils des anarchistes ? Ces derniers n'admettent pas le pouvoir alors que les socialistes, y compris les bolchéviks, sont partisans du pouvoir dans la période de transition entre l'état actuel et le socialisme vers lequel nous allons.

Nous autres, bolchéviks, nous sommes partisans d'un pouvoir ferme, mais d'un pouvoir qui serait celui des ouvriers et des paysans.

Tout pouvoir d'Etat est une contrainte, mais jusqu'ici ce pouvoir était celui d'une minorité, celui du propriétaire foncier et du capitaliste contre l'ouvrier et le paysan.

Nous sommes partisans d'un pouvoir qui serait le pouvoir inébranlable de la majorité des ouvriers et des paysans, contre les capitalistes et les propriétaires fonciers.

Après avoir indiqué que dans la résolution des socialistes-révolutionnaires de gauche sur la terre, le nouveau gouvernement est désigné comme un gouvernement socialiste populaire, le camarade Lénine examine en détail ce qui peut unir étroitement les bolchéviks et les socialistes-révolutionnaires de gauche.

L'alliance des paysans et des ouvriers est la base d'une entente entre les socialistes-révolutionnaires de gauche et les bolchéviks.

C'est bien une coalition honnête, une honnête alliance, mais il en sera ainsi également au sommet, entre les dirigeants socialistes-révolutionnaires de gauche et les dirigeants bolchéviks, si les premiers expriment plus nettement leur conviction que la révolution actuelle est une révolution socialiste. Cette révolution est socialiste. L'abolition de la propriété privée de la terre, l'introduction du contrôle ouvrier, la nationalisation des banques sont autant de mesures qui mènent au socialisme. Ce n'est pas encore le socialisme, mais ce sont des mesures qui nous y mènent à pas de géant. Nous ne promettons pas aux paysans et aux ouvriers un pays de cocagne du jour au lendemain, mais nous disons : l'alliance étroite des ouvriers et des paysans exploités, la lutte ferme, sans défaillance, pour le pouvoir des Soviets nous conduisent au socialisme ; et tout parti qui veut être authentiquement populaire doit proclamer clairement et résolument que notre révolution est socialiste.

C'est seulement dans le cas où les socialistes-révolutionnaires de gauche se prononceront sans équivoque sur ce point que notre alliance avec eux pourra s'affermir et s'élargir.

On nous dit que nous sommes contre la socialisation de la terre et que, pour cette raison, nous ne pourrons pas nous mettre d'accord avec les socialistes-révolutionnaires de gauche.

Nous répondons : oui, nous sommes contre la socialisation de la terre que demandent les socialistes-révolutionnaires, mais cela ne nous empêchera pas de nous allier honnêtement aux socialistes-révolutionnaires de gauche.

Aujourd'hui ou demain, les socialistes-révolutionnaires de gauche proposeront leur ministre à l'agriculture, et s'il applique la loi sur la socialisation, nous ne voterons pas contre. Nous nous abstiendrons.

En terminant son discours, le camarade Lénine a souligné que seule l'alliance des ouvriers et des paysans permettra d'obtenir la terre et la paix.

La question suivante a été posée, entre autres, au camarade Lénine : Que feront les bolchéviks à l'Assemblée

constituante si les socialistes-révolutionnaires de gauche, en minorité, proposent une loi sur la socialisation de la terre ? Les bolchéviks s'abstiendront-ils dans ce cas ? Non, naturellement. Les bolchéviks voteront pour cette loi, après avoir fait la réserve qu'ils agissent ainsi pour soutenir les paysans contre leurs ennemis.

« Pravda » n° 195,
4 décembre (21 novembre) 1917

Conforme au text
de la « Pravda »

L'ALLIANCE DES OUVRIERS AVEC LES PAYSANS TRAVAILLEURS ET EXPLOITÉS

LETTRE À LA RÉDACTION DE LA « PRAVDA »

Aujourd'hui, samedi 18 novembre, au cours de mon intervention au congrès paysan, on m'a posé publiquement une question à laquelle j'ai répondu aussitôt. Il importe que cette question et ma réponse soient immédiatement portées à la connaissance du public ; car si, d'un point de vue formel, je n'ai parlé qu'en mon nom, au fond, j'ai parlé au nom de tout le Parti bolchévik.

Voici les faits.

Traitant de l'alliance des ouvriers bolchéviks avec les socialistes-révolutionnaires de gauche, à qui aujourd'hui de nombreux paysans font confiance, je me suis efforcé de démontrer dans mon discours que cette alliance *pouvait* être une « coalition honnête », une alliance honnête, *car il n'existe pas* de divergence fondamentale d'intérêts entre les ouvriers salariés et les paysans travailleurs et exploités. Le socialisme peut satisfaire *pleinement* les intérêts des uns et des autres. *S e u l* le socialisme le peut. D'où la possibilité et la nécessité d'une « coalition honnête », entre les prolétaires et les paysans travailleurs et exploités. Au contraire, une « coalition » (une alliance) entre les classes laborieuses et exploitées d'une part, et la bourgeoisie de l'autre, *n e* peut *p a s* être une « coalition honnête », en raison de la divergence radicale des intérêts de ces classes.

Imaginez, disais-je, qu'il y ait au gouvernement une majorité de bolchéviks et une minorité de socialistes-révolutionnaires de gauche, admettons même qu'il n'y

ait qu'un seul socialiste-révolutionnaire de gauche, le commissaire à l'agriculture. Les bolchéviks peuvent-ils dans ce cas réaliser une coalition honnête ?

Oui, car tout en étant intransigeants dans la lutte contre les éléments contre-révolutionnaires (y compris les socialistes-révolutionnaires de droite et les jusqu'auboutistes), les bolchéviks seraient tenus de *s'abstenir* dans un vote sur les questions qui touchent à des points purement socialistes-révolutionnaires du programme agraire ratifié par le IIe Congrès des Soviets de Russie. Tel est, par exemple, l'article concernant la jouissance égalitaire de la terre et la redistribution de la terre entre les petits exploitants.

En s'abstenant dans le vote sur ce point, les bolchéviks ne trahissent pas le moins du monde leur programme. En effet, en cas de victoire du socialisme (contrôle ouvrier des usines, et puis leur expropriation, nationalisation des banques, création d'un Conseil supérieur économique pour régler toute l'économie nationale du pays), dans ce cas, les ouvriers *se doivent d'accepter* les mesures de transition proposées par les petits paysans travailleurs et exploités, si ces mesures *ne portent pas atteinte* à la cause du socialisme. Même Kautsky, alors qu'il était encore marxiste (de 1899 à 1909), a maintes fois reconnu que les mesures de transition vers le socialisme ne pouvaient être identiques dans le pays de grande et de petite agriculture.

Nous autres, bolchéviks, nous devrions nous abstenir au Conseil des Commissaires du peuple ou au Comité exécutif central lors du vote de ce paragraphe, car, étant donné l'accord des socialistes-révolutionnaires de gauche (ainsi que des paysans qui sont avec eux) sur le contrôle ouvrier, sur la nationalisation des banques, etc., la jouissance égalitaire du sol ne serait qu'une des mesures *de transition* vers le socialisme intégral. Il serait absurde d'*imposer* au prolétariat ces mesures de transition ; il est tenu, au nom de la victoire du socialisme, à *faire des concessions* aux petits paysans travailleurs et exploités, sur le choix de ces mesures de transition, puisqu'elles ne feraient aucun *tort* à la cause du socialisme.

Un socialiste-révolutionnaire de gauche (c'était, si je ne me trompe, le camarade Féofilaktov) me posa alors la question suivante :

« Si, à l'Assemblée constituante, les paysans veulent faire voter la loi sur la jouissance égalitaire de la terre, si la bourgeoisie est contre eux, si la décision dépend des bolchéviks, comment se comporteront ces derniers ?»

J'ai répondu : quand la cause du socialisme sera assurée par l'application du contrôle ouvrier, par la nationalisation des banques, etc., l'alliance des ouvriers avec les paysans travailleurs et exploités déterminera dans ce cas le parti du prolétariat à voter pour les paysans contre la bourgeoisie. A mon avis, les bolchéviks auront alors le droit, lors du vote, de faire une déclaration expresse, de spécifier leur désaccord, etc. ; mais s'abstenir en pareil cas serait trahir leurs alliés *dans la lutte pour le socialisme*, sous prétexte d'un désaccord partiel avec eux. Jamais les bolchéviks ne trahiraient les paysans dans une telle situation. Jamais la jouissance égalitaire de la terre et autres mesures semblables *n e* porteront atteinte au socialisme, si le pouvoir est entre les mains d'un gouvernement ouvrier et paysan, si le contrôle ouvrier est appliqué, si les banques sont nationalisées, si un organisme économique supérieur, ouvrier et paysan, est créé et dirige (réglemente) *t o u t e* l'économie nationale, etc.

Telle a été ma réponse.

N. Lénine.

Ecrit le 18 novembre (1er décembre) 1917.
Paru le 2 décembre (19 novembre) 1917 dans la « Pravda », n° 194

Conforme au texte du journal

PROJET DE DÉCRET SUR LE DROIT DE RAPPEL DES ÉLUS [125]

Toute institution élue ou assemblée de représentants ne peut être considérée comme véritablement démocratique et effectivement représentative de la volonté du peuple que dans le cas où le droit de rappel des élus par leurs électeurs est reconnu et appliqué. Ce principe fondamental de la véritable démocratie, propre à toutes les assemblées représentatives sans exception, s'applique aussi à l'Assemblée constituante.

Etant plus démocratique que le système majoritaire, la représentation proportionnelle exige des mesures plus complexes pour réaliser le droit de rappel, c'est-à-dire la soumission effective des élus au peuple. Mais, refuser pour cette raison d'exercer le droit de rappel, en retarder l'application, le limiter serait trahir la démocratie et renoncer entièrement aux principes essentiels et aux tâches de la révolution socialiste qui a commencé en Russie. La représentation proportionnelle n'exige qu'un changement de forme et nullement la restriction du droit de rappel.

Etant donné que la représentation proportionnelle repose sur la reconnaissance du rôle des partis et sur des élections faites par les partis organisés, tout changement important dans le rapport des forces des classes et dans l'attitude des classes vis-à-vis des partis, en particulier les scissions au sein des grands partis, entraînent inévitablement la nécessité de nouvelles élections dans la circonscription électorale où la non-conformité entre la volonté et les forces des différentes classes d'une part et l'appartenance des élus aux différents partis d'autre part, est manifeste

et indubitable. Dans ce cas, la véritable démocratie exige absolument que la fixation des nouvelles élections ne dépende pas uniquement de l'institution rééligible, c'est-à-dire que les intérêts des élus désireux de conserver leurs mandats ne puissent s'opposer à l'accomplissement de la volonté du peuple de rappeler ses représentants.

Pour ces motifs, le Comité exécutif central des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans de Russie arrête :

Les Soviets des députés ouvriers et soldats ainsi que les Soviets des députés paysans de chaque circonscription électorale ont le droit de fixer de nouvelles élections dans toutes les institutions représentatives des villes, des zemstvos et toutes autres, sans en excepter l'Assemblée constituante. Les Soviets ont également le droit de fixer la date des nouvelles élections. Les nouvelles élections se déroulent, selon les formes habituelles, sur la base stricte de la représentation proportionnelle.

Ecrit le 19 novembre (2 décembre) 1917.
Paru en 1918 dans le recueil « Les procès-verbaux des séances du Comité exécutif central des Soviets des députés des ouvriers, des soldats, des paysans et des cosaques (2e législature) », édité par le Comité exécutif central

Conforme au manuscrit

RAPPORT SUR LE DROIT DE RAPPEL PRÉSENTÉ À LA SÉANCE DU COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE RUSSIE LE 21 NOVEMBRE (4 DÉCEMBRE) 1917

La question des nouvelles élections est celle de la réalisation effective du principe démocratique. Dans tous les pays avancés, il est reconnu — et ce principe appliqué — que seuls les élus peuvent légiférer au nom de l'État. Mais tout en accordant le droit d'appeler les élus à faire marcher la machine de l'Etat, la bourgeoisie, à dessein, n'a pas accordé le droit de rappeler les députés, le droit de contrôle effectif.

Cependant, le droit de rappel est le trait marquant de toutes les périodes révolutionnaires de l'histoire, de tous les changements de constitution.

La représentation démocratique existe et est reconnue partout où fonctionne un régime parlementaire, mais ce droit se réduit pour le peuple à celui de voter une fois tous les deux ans ; or, il arrive souvent que grâce aux voix populaires sont élus ceux qui contribuent à écraser le peuple qui n'a pas le droit démocratique de destituer les députés, de prendre des mesures efficaces pour suspendre leur activité.

Dans les pays qui gardent les anciennes traditions démocratiques comme dans certains cantons suisses ou dans certains Etats d'Amérique, ce droit démocratique de rappel des députés est resté en vigueur.

Chaque fois qu'il se produit un grand bouleversement, il est évident que le peuple est appelé non seulement à

mettre à profit la législation existante, mais à en créer une nouvelle, conforme aux besoins nouveaux. C'est pourquoi, à la veille de la convocation de l'Assemblée constituante, il est indispensable de réviser les nouveaux règlements électoraux.

Les Soviets ont été fondés par les travailleurs eux-mêmes, par leur énergie et leur force créatrice révolutionnaire ; là est le gage unique de leur dévouement sans bornes aux intérêts des masses. En envoyant ses représentants au Soviet, chaque paysan peut aussi les rappeler, et c'est en quoi réside l'esprit véritablement populaire des Soviets.

Chez nous, différents partis se succédaient au pouvoir ; la dernière fois, le passage au pouvoir d'un parti à un autre s'est accompli au cours d'une révolution, révolution assez orageuse, alors que, si le droit de rappel avait existé, il aurait suffi d'un simple vote.

Nous disons : la liberté. Ce qui naguère s'appelait la liberté, c'était la liberté pour la bourgeoisie de tromper à l'aide de ses millions, la liberté de s'imposer grâce à cette duperie. Nous avons définitivement rompu avec la bourgeoisie et avec cette liberté-là. L'Etat est une institution établie pour contraindre. Autrefois, c'était la contrainte exercée par une poignée de richards à l'égard de tout le peuple. Nous voulons transformer l'Etat en une institution qui contraigne à réaliser la volonté du peuple. Nous voulons organiser la contrainte dans l'intérêt des travailleurs.

Ne pas octroyer le droit de rappeler les membres de l'Assemblée constituante, c'est méconnaître la volonté révolutionnaire du peuple et usurper ses droits. Nous avons des élections à représentation proportionnelle, vraiment les plus démocratiques qui soient. Instituer dans ces conditions le droit de rappel présente des difficultés, mais ces difficultés sont purement techniques et peuvent être surmontées sans peine. En tout cas il n'y a pas de contradiction entre la représentation proportionnelle et le droit de rappel.

Le peuple vote non pour des personnes, mais pour un parti. Les partis sont nombreux en Russie, et aux yeux du peuple chacun d'eux a une physionomie politique déterminée. Aussi toute scission au sein d'un parti ne peut manquer d'engendrer le chaos, si le droit de rappel n'est pas prévu. Le parti socialiste-révolutionnaire exerçait une grande influence. Mais après la présentation des listes,

il s'y est produit une scission. Il n'est pas possible de changer les listes ni d'ajourner l'Assemblée constituante. En fait, le peuple a voté pour un parti qui n'existait plus. C'est ce qu'a prouvé le deuxième congrès paysan [126], congrès de gauche. La paysannerie a été trompée non par des personnalités, mais par la scission au sein de ce parti. Une telle situation exige un correctif. Il est nécessaire d'appliquer le principe démocratique direct, conséquent et immédiat, c'est-à-dire d'instituer le droit de rappel.

Il est à craindre que les élections soient irrégulières. Tandis que la proclamation du droit de procéder à de nouvelles élections, compte tenu du haut degré de conscience des masses, dont témoigne la comparaison des révolutions de 1905 et de 1917, n'a rien de redoutable.

On a dit au peuple que le Soviet est un organe compétent, — il l'a cru, il en a fait une réalité. Il faut continuer dans cette voie démocratique et instituer le droit de rappel.

Le droit de rappel doit être accordé aux Soviets, qui incarnent l'idée d'État, l'idée de contrainte. Alors le passage du pouvoir d'un parti à un autre peut s'effectuer pacifiquement, simplement par de nouvelles élections.

« Pravda » n° 196, 5 décembre (22 novembre) 1917 et « Soldatskaïa Pravda » n° 87, 24 novembre 1917

Conforme au texte du journal « Soldatskaïa Pravda »

DISCOURS PRONONCÉ AU PREMIER CONGRÈS DE LA MARINE DE GUERRE DE RUSSIE [127] LE 22 NOVEMBRE (5 DÉCEMBRE) 1917

PROCÈS-VERBAL

Au nom du Conseil des Commissaires du peuple, le camarade Lénine salue à travers ce congrès l'armée des marins, combattants d'avant-garde qui ont fait preuve de vaillance dans la lutte pour l'émancipation des classes laborieuses.

Ensuite, le camarade Lénine examine le moment présent. Après avoir fait remarquer que la politique conciliatrice pratiquée par le gouvernement Kérenski, — qui ne visait pas à satisfaire les besoins des larges masses populaires, et avait pour principe de sauvegarder l'inviolabilité absolue des intérêts de la bourgeoisie, de la classe des oppresseurs, devait inéluctablement mener à la faillite de ce gouvernement, l'orateur déclare :

Mais, à côté du Gouvernement provisoire il y avait les Soviets des députés ouvriers et soldats, issus de l'activité révolutionnaire du peuple insurgé et qui, au cours des événements, ont groupé autour d'eux des couches de plus en plus larges des masses laborieuses. C'est seulement grâce aux Soviets que le peuple a créé et appuyé en Russie un gouvernement véritablement populaire, ce qu'aucune révolution en Europe n'avait réussi. Devant les masses opprimées se posait une tâche ardue au plus haut point : édifier elles-mêmes leur Etat. Vous voyez avec quelle force la bourgeoisie s'est ruée sur nous, comment on s'emploie à saper notre activité par des sabotages, quels flots de mensonges

et de calomnies on déverse sur nous à tout propos et hors de propos.

On répand sur nous une grêle d'accusations : nous agirions par la terreur et la violence. Mais ces attaques ne nous troublent pas. Nous disons : nous ne sommes pas des anarchistes, nous sommes des partisans de l'Etat. Oui, mais l'Etat capitaliste doit être détruit, le pouvoir capitaliste doit être anéanti. Notre tâche est d'édifier un nouvel Etat, un Etat socialiste. C'est dans ce sens que nous travaillerons inlassablement et aucun obstacle ne nous intimidera ni nous arrêtera. Les premières mesures prises par le nouveau gouvernement en ont déjà fourni la preuve. Mais le passage à un nouveau régime est un processus extrêmement complexe et pour faciliter ce passage, un pouvoir politique ferme est indispensable. Jusqu'ici le pouvoir a été entre les mains des monarques et des suppôts de la bourgeoisie. Tous leurs efforts, toute leur politique visaient à tenir les masses populaires sous la contrainte. Quant à nous, nous disons : il faut un pouvoir inébranlable, il faut de la violence et de la contrainte, mais nous les dirigerons contre les capitalistes, qui ne sont qu'une poignée, contre la classe bourgeoise. Pour notre part, nous répondrons toujours par des mesures de contrainte aux tentatives de résistance au pouvoir des Soviets, tentatives d'ailleurs insensées, vouées à l'échec. Et dans tous les cas, la responsabilité en retombera sur ceux qui opposent cette résistance.

Passant ensuite à la question de l'organisation de l'appareil d'Etat qui, dans l'intérêt du peuple, doit être exempt de toute bureaucratie, qui doit assurer pour les forces créatrices du pays la plus vaste possibilité de se manifester, le camarade Lénine dit :

— La bourgeoisie et les milieux intellectuels bourgeois sabotent par tous les moyens le pouvoir populaire. Les masses laborieuses ne doivent compter que sur elles-mêmes. Sans aucun doute, les tâches qui s'imposent au peuple sont extrêmement difficiles. Mais il faut avoir foi en ses propres forces, il faut que tout ce qui a germé au sein du peuple, tout ce qui est susceptible de s'épanouir, s'incorpore aux organisations actuelles et à celles que les masses laborieuses vont créer. Dispersées, les masses sont impuissantes ; unies, elles sont fortes. Les masses ont pris conscience de

leurs forces et, sans se laisser troubler par les persécutions de la bourgeoisie, ont commencé à gérer elles-mêmes l'Etat. Au début, des difficultés peuvent surgir, une préparation insuffisante peut se faire sentir. Mais il faut apprendre pratiquement à administrer le pays, se rendre maître de ce qui était naguère le monopole de la bourgeoisie. A cet égard, nous voyons dans la marine un exemple éclatant des possibilités créatrices des masses laborieuses ; à cet égard, la flotte s'est révélée comme un détachement d'avant-garde.

Ensuite, le camarade Lénine éclaircit les questions les plus importantes de l'heure — celles de la terre, de la politique ouvrière, du problème des nationalités et de la paix, et il examine en détail chacune d'elles.

Le IIe Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie a pris un décret sur la terre, dans lequel les bolchéviks reprennent intégralement les principes indiqués dans les mandats des paysans. Ce décret s'écarte du programme des social-démocrates, car les mandats s'inspirent du programme des socialistes-révolutionnaires, mais cela prouve que le pouvoir populaire ne voulant pas imposer sa volonté au peuple s'efforce d'aller au-devant d'elle.

Quelle que soit la solution de la question agraire, quel que soit le programme qui servira de base à la réalisation du passage de la terre aux paysans, — cela n'empêchera pas l'alliance étroite des paysans et des ouvriers. La seule chose importante c'est que le droit de propriété sur la terre doit être aboli, puisque telle est l'aspiration séculaire des paysans.

Après avoir ensuite indiqué que la question agraire est étroitement liée à la question de l'industrie, que parallèlement à la révolution agraire il faut briser radicalement les rapports capitalistes, l'orateur souligne l'importance extrême de l'alliance solide des ouvriers et des paysans.

Le développement de la révolution russe a montré que la politique servile de conciliation avec les propriétaires fonciers et les capitalistes a crevé comme une bulle de savon. Ce qui doit dominer, c'est la volonté de la majorité ; cette volonté sera réalisée par l'union des travailleurs, par une honnête coalition entre les paysans et les ouvriers, sur la base de leurs intérêts communs. Les partis changent et

disparaissent, mais les travailleurs demeurent, et l'orateur invite à se préoccuper avant tout de la solidité de cette alliance.

Que la marine, dit-il, consacre toutes ses forces à faire de cette alliance la base de la vie de l'Etat ; si cette alliance est inébranlable, rien n'empêchera le passage au socialisme.

Quand on aborde la question nationale, dit Lénine, il faut noter surtout la diversité des nationalités en Russie, où les Grands-Russes ne constituent qu'environ 40% de la population et où la majorité appartient à d'autres nationalités. Sous le tsarisme, l'oppression à l'égard de ces dernières était d'une cruauté et d'une stupidité incroyables, elle accumulait chez les nationalités, privées de droits égaux, la haine la plus profonde contre les monarques. Rien d'étonnant si cette haine envers ceux qui interdisaient même l'usage de la langue maternelle et condamnaient les masses populaires à l'analphabétisme se reportait sur tous les Grands-Russes. On pensait que ces derniers voulaient, en tant que privilégiés, garder pour eux les prérogatives que Nicolas II et Kérenski leur conservaient pieusement.

On nous dit que la Russie sera morcelée, désagrégée en républiques distinctes, mais nous n'avons rien à craindre de ce côté. Quel que soit le nombre de républiques indépendantes, nous ne nous en laisserons pas effrayer. Pour nous ce qui importe, ce n'est pas l'endroit où passe la frontière de l'Etat, c'est de préserver l'union des travailleurs de toutes les nations pour lutter contre la bourgeoisie de quelque nation que ce soit. (Vifs applaudissements.)

Si la bourgeoisie finlandaise achète aux Allemands des armes pour les braquer contre ses ouvriers, nous proposerons à ces derniers l'union avec les travailleurs russes. Laissons la bourgeoisie manigancer de sordides querelles, des marchandages pour des questions de frontières, les ouvriers de tous les pays et de toutes les nations ne se diviseront pas sur ce terrain immonde. (Vifs applaudissements.)

Aujourd'hui, nous faisons la « conquête » de la Finlande (j'emploie un mot détestable), non comme le font les capitalistes, les rapaces internationaux, mais, en offrant à la

Finlande la liberté totale de s'unir à nous ou à d'autres pays, nous garantissons le soutien total aux travailleurs de toutes les nationalités contre la bourgeoisie de tous les pays. Cette union repose non sur des traités, mais sur la solidarité entre les exploités contre les exploiteurs.

Nous sommes témoins aujourd'hui d'un mouvement national en Ukraine, et nous disons : nous sommes partisans sans réserve de la liberté totale, illimitée du peuple ukrainien. Nous devons venir à bout de ce passé sanglant et sordide, où la Russie des oppresseurs capitalistes jouait le rôle de bourreau des autres peuples. Nous balayerons ce passé dont nous ne laisserons pas pierre sur pierre. (Vifs applaudissements.)

Nous dirons aux Ukrainiens : en tant qu'Ukrainiens, vous pouvez organiser chez vous la vie à votre guise. Mais nous tendrons une main fraternelle aux ouvriers ukrainiens et nous leur dirons : avec vous, nous lutterons contre votre bourgeoisie et contre la nôtre. Seule l'union socialiste des travailleurs de tous les pays écartera tout prétexte de persécutions et de discordes nationalistes. (Vifs applaudissements.)

— Je passe à la question de la guerre. Nous avons entrepris une lutte résolue contre la guerre provoquée par le conflit entre les rapaces à la chasse de profits. Tous les autres partis ont jusqu'ici parlé de cette lutte, mais ils ne sont pas allés au-délà de paroles hypocrites. Aujourd'hui, la lutte pour la paix est commencée. Cette lutte est difficile. Celui qui pensait qu'il était aisé d'obtenir la paix, qu'il suffisait d'y faire une simple allusion pour que la bourgeoisie nous l'apporte sur un plateau, celui-là est un homme bien naïf. Ceux qui prêtaient ce point de vue aux bolchéviks trompaient le peuple. Les capitalistes se sont pris à la gorge pour partager le butin. Il est clair que supprimer la guerre, c'est vaincre le capital, et c'est dans cet esprit que le pouvoir des Soviets a amorcé la lutte. Nous avons publié et nous continuerons à publier les traités secrets. Aucune haine, aucune calomnie ne nous arrêtera sur cette voie. Messieurs les bourgeois fulminent parce que le peuple voit pour quelle raison on l'a mené à la boucherie. Ils cherchent à effrayer le pays par la perspective d'une nouvelle guerre, dans laquelle la Russie serait isolée. Mais cette haine furieuse que

la bourgeoisie manifeste à notre égard, à l'égard de notre mouvement en faveur de la paix, ne nous arrêtera pas. Qu'elle essaie d'opposer les peuples les uns aux autres pour une quatrième année de guerre ! Elle n'y parviendra pas. Ce n'est pas seulement chez nous, c'est aussi dans tous les pays belligérants que mûrit la lutte contre les gouvernements impérialistes. Même en Allemagne, que les impérialistes ont pendant des dizaines d'années tenté de transformer en camp retranché, où tout l'appareil gouvernemental vise à tuer dans l'œuf la moindre manifestation d'indignation populaire, là aussi on en est arrivé à une mutinerie ouverte dans la flotte. Il faut connaître le degré inouï de l'arbitraire policier en Allemagne pour comprendre la portée de ce soulèvement. Mais la révolution ne se fait pas sur commande ; elle est engendrée par l'explosion de l'indignation des masses populaires. S'il a été si facile de venir à bout de la clique de dégénérés, tels que Romanov et Raspoutine [128], il est infiniment plus difficile de lutter contre la bande puissante et organisée des impérialistes allemands, couronnés ou non. Mais on peut et on doit travailler, la main dans la main, avec la classe révolutionnaire des travailleurs de tous les pays. C'est dans cette voie que s'est engagé le Gouvernement soviétique quand il a publié les traités secrets et a montré que les gouvernements de tous les pays sont des brigands. C'est une propagande par des actes et non en paroles. (Vifs applaudissements.)

Abordant dans la conclusion la question des pourparlers de paix, l'orateur déclare :

Lorsque les Allemands ont répondu évasivement à notre demande de ne pas transférer leurs troupes sur les fronts d'Occident et d'Italie, nous avons rompu les pourparlers que nous renouvellerons dans quelque temps. Quand nous en aurons ouvertement informé le monde entier, il ne se trouvera pas un seul ouvrier allemand qui ne sache que nous ne sommes pas responsables de la rupture des pourparlers. Au cas où la classe ouvrière allemande marcherait avec son gouvernement d'impérialistes rapaces, et que nous soyons obligés de poursuivre la guerre, le peuple russe, qui a su verser son sang sans murmurer, qui, sans savoir pourquoi ni à quelles fins, a exécuté les ordres d'un gouvernement qui l'écrasait, ce peuple irait alors sans aucun doute au

combat avec une énergie décuplée, avec un héroïsme décuplé, car il s'agirait de lutter pour le socialisme, pour la liberté, contre laquelle seraient dirigées les baïonnettes de la bourgeoisie internationale. Mais nous avons foi en la solidarité internationale des masses laborieuses qui surmonteront tous les obstacles et toutes les barrières sur la route du socialisme. (Vifs applaudissements.)

« Izvestia du Comité exécutif central » n° 235, 25 novembre 1917

Conforme à l'exemplaire dactylographié du procès-verbal, collationné sur le texte des « Izvestia du Comité exécutif central »

PRÉFACE À LA BROCHURE « MATÉRIAUX SUR LA QUESTION AGRAIRE »

La présente brochure réunit (sur l'initiative d'un camarade bolchévik et non de l'auteur) mes principaux articles et discours sur la question agraire susceptibles d'intéresser un large public. Ils embrassent la période qui va de la fin d'avril à la fin d'octobre 1917. On y a ajouté : la résolution de la Conférence d'Avril du P.O.S.D.R. (bolchévik)* et le décret sur la terre pris le 26 octobre 1917, par le IIe Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie**. Les *projets* de ces deux documents ont été rédigés par moi-même.

Dans leur ensemble ces documents et articles offrent un tableau précis de l'évolution et de l'application des idées bolchéviques pendant les six mois de la révolution.

Je peux encore renvoyer à mon article paru dans le journal *Rabotchi* (Pétersbourg, 11 septembre (29 août) 1917,n°6): « Pages du journal d'un publiciste. Paysans et ouvriers » ***, qui analyse en détail le mandat général des paysans, imprimé dans le n° 88 des *Izvestia du Soviet des députés paysans*

---

* Cf. Œuvres, Paris-Moscou, t. 24, pp. 332-336. (*N.R.*)
** Voir le présent tome, pp. 266-268. (*N.R.*)
*** Cf. Œuvres, Paris-Moscou, t. 25, pp. 300-308. (*N.R.*)

de Russie du 19 août, inclus dans le décret sur la terre du 26 octobre 1917. Deux mois avant la révolution du 25 octobre, l'article en question explique la nécessité de « modifier fondamentalement la manière dont l'ouvrier doit s'adresser au paysan ».

N. Lénine

Pétersbourg, le 27 novembre 1917

Paru en décembre 1917 dans la brochure : N. Lénine, « Matériaux sur la question agraire », Pétersbourg, Ed. « Priboï »

Conforme au texte de la brochure

SOMMAIRE DU PROGRAMME DES POURPARLERS DE PAIX [129]

1) Pourparlers politiques et économiques.

2) Thème fondamental des pourparlers politiques et principe essentiel : « *sans annexions ni contributions* ».

3) La notion d'annexion :

(a) la définition de l'annexion limitée aux territoires rattachés après la déclaration de la guerre actuelle *n'est pas* valable *.

(b) sont déclarés territoires annexés tous ceux dont la population, au cours des dernières décennies (depuis la deuxième moitié du XIXe siècle), a exprimé son mécontentement du rattachement de son territoire à un autre Etat, ou de sa situation dans un Etat donné, — que ce mécontentement soit exprimé dans la presse, dans les décisions des diètes, des municipalités, des assemblées et autres organismes du même genre, dans les actes politiques ou diplomatiques, suscités par le mouvement national sur ces territoires, dans des conflits, collisions, troubles nationaux, etc. [130]

1) Reconnaissance officielle pour toute nation (non souveraine), intégrée à un pays belligérant donné, du droit à la libre disposition d'elle-même, allant jusqu'à la séparation et à la formation d'un Etat indépendant ; 2) le droit de libre disposition se réalise par un referendum de toute la population du territoire qui décide de son sort ; 3) les frontiè-

---

*** On rejette la définition de l'annexion selon laquelle seules les terres rattachées après la déclaration de la guerre sont considérées comme annexées.**

res géographiques de ce territoire sont établies par les représentants démocratiquement élus de ce dernier ainsi que des territoires limitrophes ; 4) conditions préalables qui garantissent l'exercice du droit de la nation à disposer librement d'elle-même :

a) retrait des troupes au-delà des limites du territoire qui décide de son sort ;

b) installation sur le territoire désigné des réfugiés ainsi que des habitants expulsés par les autorités depuis le début de la guerre ;

c) création sur le territoire en question d'une administration provisoire formée de représentants démocratiquement élus de la nation qui décide de son sort, et ayant le droit (entre autres) d'appliquer le point *b* ;

d) création auprès de l'administration provisoire de commissions des parties contractantes avec le droit de contrôle réciproque ;

e) les dépenses nécessaires à la mise en pratique des points *b* et *c* sont prélevées sur un fonds spécial fourni par le pays occupant.

Ecrit le 27 novembre (10 décembre) 1917.
Paru pour la première fois en 1929 dans le Recueil Lénine XI

Conforme au manuscrit

DÉCRET SUR L'ARRESTATION DES CHEFS DE LA GUERRE CIVILE CONTRE LA RÉVOLUTION [131]

Les membres des organismes dirigeants du parti cadet, en tant que parti ennemi du peuple, sont passibles d'être arrêtés et déférés devant les tribunaux révolutionnaires.

Les Soviets locaux sont chargés d'exercer une surveillance spéciale sur le parti cadet, en raison de sa participation à la guerre civile menée contre la révolution par Kornilov et Kalédine.

Le décret entre en vigueur aussitôt après sa signature.

V. Oulianov (Lénine)

Président du Conseil des Commissaires du peuple

Pétrograd, le 28 novembre 1917,
10 h 30 du soir.

« Pravda » n° 23 (édition du soir), 12 décembre (29 novembre) 1917 et « Izvestia du Comité exécutif central » n° 239, 29 novembre 1917

Conforme au manuscrit

LA RÉORGANISATION DE LA BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE DE PÉTROGRAD

Pour participer à la révolution d'une manière consciente, intelligente et avec succès, il faut s'instruire.

En raison du tort causé à l'instruction publique par le tsarisme, depuis de longues années, les bibliothèques de Pétrograd fonctionnent on ne peut plus mal.

Il est indispensable de réaliser sans retard et sans faute les transformations essentielles suivantes, fondées sur les principes adoptés depuis longtemps dans les Etats libres d'Occident, en particulier en Suisse et aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord.

1) La Bibliothèque publique (ancienne Bibliothèque impériale) doit procéder immédiatement *à l'échange* de livres avec *toutes* les bibliothèques publiques de Pétrograd et des provinces aussi bien qu'avec les bibliothèques *étrangères* (Finlande, Suède, *etc.*).

2) L'envoi de livres *d'une bibliothèque à une autre* doit être *gratuit* aux termes d'une loi.

3) La salle de lecture de la Bibliothèque doit être ouverte tous les jours, *sans* excepter les jours de fête et les dimanches, de 8 heures du matin à 11 heures du soir, comme cela se fait dans les pays civilisés pour les *riches* dans les bibliothèques et salles de lecture *privées*.

4) On doit immédiatement transférer à la Bibliothèque publique le nombre d'employés nécessaire (en utilisant plus largement le travail des femmes, étant donné que les hommes sont réclamés par l'armée) des services du Ministère de l'Instruction publique, où les 9/10 du personnel sont employés à un travail non seulement inutile, mais encore nuisible.

Ecrit en novembre 1917.
Paru pour la première fois en 1933 dans le Recueil Lénine XXI

Conforme au manuscrit

SÉANCE DU COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE RUSSIE DU 1er (14) DÉCEMBRE 1917

1

DISCOURS SUR LA QUESTION DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE [132]

Si l'on considère l'Assemblée constituante en dehors de la lutte de classe, qui a abouti à la guerre civile, nous ne connaissons pas d'institution plus parfaite pour traduire la volonté du peuple. Mais il ne faut pas vivre dans les nuages. L'Assemblée constituante devra agir dans une ambiance de guerre civile, déclenchée par les éléments bourgeois, partisans de Kalédine.

Après leur tentative de faire traîner l'insurrection à Moscou, après l'échec de Kérenski qui a essayé de lancer des troupes contre Pétrograd, après la tentative stérile d'organiser l'équipe contre-révolutionnaire des cadres de l'armée, ils tentent maintenant à provoquer un soulèvement dans la région du Don. Cette tentative est sans espoir, car les cosaques travailleurs sont contre les kalédiniens.

Répondant à ceux qui reprochent aux bolchéviks de persécuter le parti cadet, le camarade Lénine déclare : on ne saurait séparer la lutte de classe et l'adversaire politique. Quand on dit que le parti cadet n'est pas fort, c'est une contrevérité. Le Comité central du parti cadet est l'état-major politique de la classe bourgeoise. Les cadets ont attiré à eux toutes les classes possédantes ; des éléments

situés plus à droite ont fusionné avec eux. Tous, ils soutiennent le parti cadet.

On nous propose de convoquer l'Assemblée constituante telle qu'elle a été conçue. Non, messieurs, merci ! On l'a conçue contre le peuple. Nous avons fait la révolution pour avoir la garantie que l'Assemblée constituante ne sera pas utilisée contre le peuple, pour que cette garantie soit entre les mains du gouvernement. Dans notre décret, nous disons clairement, sans ambiguïté, à quel moment l'Assemblée constituante [133] sera convoquée. Nous y avons donné une réponse précise à cette question. Ne cherchez pas à lire dans nos cœurs, nous ne cachons rien. Nous avons dit : quand il y aura 400 députés, nous convoquerons l'Assemblée constituante. Ce n'est pas notre faute si les élections ont eu lieu plus tard qu'on ne les avait fixées. Dans certaines localités, les Soviets eux-mêmes en ont reculé la date. Etant donné que les élections devaient avoir lieu à des dates différentes, il fallait déterminer le nombre de députés suffisant pour inaugurer l'Assemblée constituante. Ce nombre n'étant pas prévu par la loi, on a voulu en profiter pour convoquer l'Assemblée quel que soit le nombre de députés. Dans quelle situation serait le pouvoir qui tolérerait un tel état de choses ? Le pouvoir des Soviets a bien agi en fixant le nombre de députés qui permettrait de convoquer l'Assemblée constituante conformément au règlement. Voilà ce qu'a fait le pouvoir des Soviets. Quiconque n'est pas d'accord doit critiquer le décret. Si au lieu de critiques nous entendons des allusions, de vagues suspicions, nous les rejetons.

Quand la classe révolutionnaire mène la lutte contre les classes possédantes qui opposent une résistance, elle doit écraser cette résistance ; et nous écraserons la résistance des possédants par tous les moyens qui leur servaient à écraser le prolétariat, — on n'en a pas inventé d'autres.

Vous disiez qu'il fallait isoler la bourgeoisie. Mais sous le couvert d'un mot d'ordre démocratique de pure forme, celui de l'Assemblée constituante, — les cadets déclenchent en fait la guerre civile. Ils disent : « Nous voulons siéger à l'Assemblée constituante et en même temps organiser la guerre civile », et vous y répondez par des phrases sur l'isolement.

Nous ne nous bornons pas à prendre en défaut ceux qui violent les formes, nous lançons une accusation politique directe contre un parti politique. C'est ainsi qu'ont agi les révolutionnaires français. C'est notre réponse à ceux des paysans qui ont voté sans savoir pour qui ils votaient. Que le peuple sache que l'Assemblée constituante ne sera pas telle que la voulait Kérenski. Nous avons institué le droit de rappel des députés, et l'Assemblée constituante ne sera pas celle que la bourgeoisie avait conçue. Quelques jours à peine avant la convocation de l'Assemblée constituante, la bourgeoisie organise la guerre civile et intensifie le sabotage, en sapant l'armistice. Nous ne nous laisserons pas duper par des mots d'ordre de pure forme. Ces gens-là veulent siéger à l'Assemblée constituante et en même temps organiser la guerre civile. Qu'on analyse, quant au fond, notre accusation contre le parti cadet, qu'on prouve que le parti cadet n'est pas l'état-major d'une guerre civile manifestement sans espoir, qui noie le pays dans le sang. Cela, le camarade Steinberg s'est bien gardé de l'affirmer. Il a oublié tout ce qui a été révélé sur les liens entre les cadets et Kornilov ; ce n'est pas nous, c'est Tchernov, notre adversaire politique, qui a fait cette révélation. On nous propose de frapper le lampiste. Nous ne dissimulerons pas l'accusation politique que nous portons contre l'état-major de toute une classe en frappant quelques individus.

Ensuite, le camarade Lénine examine l'objection suivant laquelle les bolchéviks seraient, eux aussi, déclarés ennemis du peuple. On nous a menacés de nous déclarer ennemis du peuple, mais on ne l'a pas fait. On n'a pas osé. Nous disions alors à ces gens : « Oui, si vous le pouvez, essayez. Essayez de dire au peuple que le parti des bolchéviks, en tant que parti, en tant que courant politique, est l'ennemi du peuple ». Ils n'ont pas osé le faire. Ils s'en sont pris à des individus, ils ont calomnié. Nous leur disions : vous ne pouvez pas dire que nous sommes des ennemis du peuple, vous n'avez pas l'ombre d'une objection de principe contre les bolchéviks, vous ne pouvez que répandre des calomnies. Notre accusation contre un parti met fin aux procédés mesquins de lutte politique. Nous dirons la vérité au peuple. Nous dirons au peuple que ses

intérêts dépassent ceux d'une institution démocratique. Il ne faut pas revenir aux anciennes illusions qui subordonnent les intérêts du peuple à une démocratie de pure forme. Les cadets s'écrient : « Tout le pouvoir à l'Assemblée constituante », mais en fait cela signifie pour eux : « Tout le pouvoir à Kalédine. » Voilà ce qu'il faut dire au peuple et le peuple nous approuvera.

« Pravda » n° 207, 19 (6) décembre 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

2

RÉSOLUTION SUR LE DÉCRET RELATIF AU PARTI CADET

Après avoir entendu les explications des représentants du Conseil des Commissaires du peuple au sujet du décret proclamant que les cadets sont des ennemis du peuple, et qui prescrit l'arrestation des membres de leurs organismes dirigeants ainsi que la surveillance de ce parti dans son ensemble par les Soviets, le Comité exécutif central confirme la nécessité de la lutte la plus résolue contre la contre-révolution bourgeoise, dirigée par le parti cadet qui a déclenché une guerre civile acharnée contre les fondements mêmes de la révolution ouvrière et paysanne.

Le Comité exécutif central continuera à assurer le Conseil des Commissaires du peuple de son soutien dans cette voie, et repousse les protestations des groupes politiques qui, par leurs hésitations, sapent la dictature du prolétariat et des paysans pauvres.

« Izvestia du Comité exécutif central » n° 243, 3 décembre 1917

Conforme au texte des « Izvestia du Comité exécutif central »

DISCOURS AU IIe CONGRÈS DES SOVIETS DES DÉPUTÉS PAYSANS DE RUSSIE LE 2 (15) DÉCEMBRE 1917 [134]

Camarades, au précédent Congrès extraordinaire des députés paysans, je m'étais présenté au nom de la fraction bolchévique et non du Conseil des Commissaires du peuple ; c'est en cette même qualité que j'interviens aujourd'hui, car il importe pour moi que l'opinion du Parti bolchévik soit connue de vous, congrès des députés paysans.

A mon arrivée ici, j'ai entendu une partie du discours du dernier orateur ; se tournant vers moi, il vous a dit que je veux vous disperser à coups de baïonnettes. Camarades, les progrès de la Russie sont tels qu'aucun individu ne saurait la gouverner. Vous savez que depuis le jour où l'armée a su se servir de ses armes pour conquérir la liberté, depuis le jour où les paysans, vêtus de capotes de soldats, peuvent se rassembler et s'entendre avec les paysans qui n'en portent point, il n'est pas de force au monde qui puisse dompter la volonté du peuple, la volonté des paysans et des ouvriers.

Camarades, je voudrais vous dire quel sens nous donnons à la révolution du 25 octobre. Camarades, on a affirmé ici qu'une nouvelle vague révolutionnaire balayerait peut-être les Soviets. Je soutiens qu'il n'en sera rien. Je suis fermement convaincu que jamais les Soviets ne périront ; la révolution du 25 octobre nous l'a prouvé. Les Soviets ne périront jamais parce qu'ils ont surgi dès la première révolution, celle de 1905, ils ont surgi aussi après la révolution

de Février et non sur l'initiative d'un individu quelconque, mais par la volonté des masses populaires, d'en bas. Il ne peut y avoir ici aucune restriction, aucune question de forme, parce qu'ils ont été constitués de par la volonté du peuple et que le peuple est libre de rappeler ses représentants à tout moment. Les Soviets sont au-dessus de tous les parlements, au-dessus de toutes les Assemblées constituantes. (B r u i t, c r i s : « mensonge ! ») Le Parti bolchévik a toujours dit que les Soviets sont l'organe suprême. On ne peut prétendre que c'est un mensonge, car les révolutions qui ont renversé la monarchie en Europe ont instauré la république bourgeoise par l'intermédiaire des Assemblées constituantes. Jamais et nulle part il n'y a eu une révolution telle que la nôtre. On dit que la révolution du 25 octobre n'a donné qu'un « gouvernement bolchévik ». Je pourrais répliquer qu'au Conseil des Commissaires du peuple, il n'y a pas que des bolchéviks. Ceux qui parmi vous se souviennent du Ier Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats, doivent savoir que les bolchéviks étaient alors en minorité ; or maintenant, ayant compris pratiquement à quoi mène la politique conciliatrice, le peuple a donné la majorité au Parti bolchévik au IIe Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats. Quand la presse ennemie hurle, quand on me dit que les baïonnettes peuvent être dirigées contre les Soviets, cela me fait rire. Les baïonnettes sont entre les mains des ouvriers, des soldats et des paysans, qui ne les tourneront jamais contre les Soviets. La contre-révolution aura beau braquer ses baïonnettes contre les Soviets, elles n'ont rien de redoutable pour eux.

A propos de l'Assemblée constituante, je dois dire qu'elle ne peut être utile qu'à la condition que le peuple lui-même s'épanouisse librement et édifie une vie nouvelle. Et je vous le demande : en est-il ainsi ?

Je vous rappellerai une vérité connue de tous : « ce n'est pas l'homme qui est fait pour le samedi, mais le samedi pour l'homme ». Vous savez, camarades, comment se sont déroulées les élections à l'Assemblée constituante. C'est un des modes électoraux les plus avancés, car on élit les représentants des partis et non des individus. C'est un pas en avant, parce que ce ne sont pas des personnes qui font la révolution, mais les partis. Lors des élections, il y avait un parti

socialiste-révolutionnaire qui a la majorité à l'Assemblée constituante. A présent, il n'en est pas ainsi. Peut-être direz-vous que c'est là également l'œuvre des bolchéviks. Non, camarades, c'est une loi universelle. Toujours et partout, lentement et difficilement, le peuple se partage en deux camps : le camp des déshérités, des humiliés, le camp de ceux qui luttent pour un meilleur avenir pour tous les travailleurs, et le camp de ceux qui d'une manière ou d'une autre soutiennent les propriétaires fonciers et les capitalistes. Lors des élections, le peuple a voté pour ceux qui n'exprimaient pas sa volonté, ses désirs. Vous dites que nous avons déclaré ennemi du peuple tout le parti des cadets. Oui, nous l'avons fait, traduisant ainsi la volonté du IIe Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats. Et maintenant, au seuil de la paix, à la fin d'un carnage effroyable qui dure depuis trois ans, nous sommes persuadés que c'est là l'exigence de tous les travailleurs et de tous les pays. Le renversement de l'impérialisme en Europe s'effectue lentement, difficilement ; aujourd'hui, les impérialistes de tous les pays verront que le peuple est fort et qu'il renversera tous ceux qui se dressent sur son chemin. Que des gens trament d'une main un soulèvement contre les ouvriers et les paysans, contre les Soviets, et que de l'autre ils montrent leur auguste mandat à l'Assemblée constituante, nous ne saurions le tolérer. En juillet, on nous disait : « nous vous déclarerons ennemis du peuple ». Nous répondions : « essayez ». Messieurs les bourgeois et leurs partisans auraient bien voulu dire cela ouvertement au peuple ; mais ils ne l'ont pas fait, ils ont eu recours à toutes sortes d'insinuations et de calomnies immondes. Lorsque la bourgeoisie a déclenché la guerre civile, — nous en avons été témoins, — elle a provoqué le soulèvement des élèves-officiers ; nous, les vainqueurs, nous avons été généreux envers les vaincus. Bien plus : nous avons même respecté leur dignité militaire. Et maintenant, au moment où l'Assemblée constituante est convoquée, nous disons que nous l'inaugurerons à l'arrivée de 400 députés. Nous voyons que le complot des cadets se prolonge, qu'ils organisent un soulèvement contre les Soviets au nom du coffre-fort, du lucre, de la richesse ; nous déclarons ouvertement qu'ils sont les ennemis du peuple. A l'heure où les conditions de

paix vont être connues, où nous allons avoir un armistice, où les membres des comités agraires ne seront plus arrêtés, où les domaines des propriétaires fonciers vont être confisqués, où le contrôle va être établi dans les usines et dans les fabriques, ces gens-là trament un complot contre nous, contre les Soviets. Nous disons alors que leur parti, le parti cadet, est celui de la bourgeoisie, c'est le parti des ennemis du peuple et nous lutterons contre lui.

« Izvestia du Comité exécutif central » n° 244, 6 décembre 1917

Conforme à l'exemplaire dactylographié du procès-verbal

MANIFESTE AU PEUPLE UKRAINIEN ET ULTIMATUM À LA RADA D'UKRAINE [138]

Se fondant sur les intérêts de l'unité et de l'union fraternelle des ouvriers et de tous les travailleurs, des masses exploitées dans la lutte pour le socialisme, se fondant sur la reconnaissance de ces principes dans les nombreuses décisions des organismes de la démocratie révolutionnaire, des Soviets, et spécialement sur les décisions du IIe Congrès des Soviets de Russie, le Gouvernement socialiste de Russie, le Conseil des Commissaires du peuple, confirme une fois de plus le droit à disposer d'elles-mêmes pour toutes les nations qui étaient opprimées par le tsarisme et par la bourgeoisie grand-russe, y compris le droit de se séparer de la Russie.

Pour ces raisons, nous, Conseil des Commissaires du peuple, nous reconnaissons la République populaire d'Ukraine, nous lui reconnaissons le droit de se séparer entièrement de la Russie, ou de conclure avec la République de Russie un traité sur des relations fédératives ou autres relations semblables.

Tout ce qui touche aux droits nationaux et à l'indépendance nationale du peuple ukrainien, nous le reconnaissons, nous, Conseil des Commissaires du peuple, immédiatement, sans restrictions ni conditions.

Nous n'avons pas fait contre la République bourgeoise de Finlande, qui reste encore bourgeoise, un seul geste visant à limiter les droits nationaux et l'indépendance nationale du peuple finlandais ; et nous ne ferons rien qui soit susceptible de limiter l'indépendance d'une nation, quelle qu'elle soit, parmi celles qui faisaient partie ou désirent faire partie de la République de Russie.

Nous accusons la Rada d'Ukraine de mener, sous le couvert de phrases patriotiques, une politique bourgeoise de double jeu qui s'exprime depuis longtemps par le refus de reconnaître les Soviets et le pouvoir des Soviets en Ukraine (entre autres, la Rada a refusé de convoquer immédiatement, à la demande des Soviets ukrainiens, un congrès des Soviets d'Ukraine). Ce double jeu, qui nous empêche de reconnaître la Rada en qualité de représentant plénipotentiaire des masses laborieuses et exploitées de la République d'Ukraine, l'a conduite ces derniers temps à prendre des mesures qui, en fait, suppriment toute possibilité d'entente.

La désorganisation du front a été, en premier lieu, une de ces mesures.

La Rada transfère les détachements ukrainiens et les rappelle du front par des ordres *unilatéraux*, détruisant ainsi le front commun uni, *avant* la délimitation de frontière, qui ne peut être tracée que par l'accord concerté des gouvernements des deux républiques.

En second lieu, la Rada a procédé au désarmement des troupes soviétiques qui se trouvaient en Ukraine.

En troisième lieu, la Rada apporte son soutien au complot des cadets et des gens de Kalédine ainsi qu'au soulèvement contre le pouvoir des Soviets. Alléguant d'une façon notoirement mensongère les prétendus droits à l'autonomie « du Don et du Kouban », masquant ainsi l'action contre-révolutionnaire des gens de Kalédine, contraire aux intérêts et aux revendications de l'immense majorité des travailleurs cosaques, la Rada laisse passer à travers son territoire des troupes qui rejoignent Kalédine, *tout en refusant le passage aux troupes qui marchent contre Kalédine*.

En s'engageant dans la voie de la trahison inouïe de la révolution, en appuyant les ennemis les plus acharnés de l'indépendance nationale des peuples de Russie, aussi bien que du pouvoir des Soviets, les ennemis des masses laborieuses et exploitées — les cadets et les gens de Kalédine —, la Rada d'Ukraine nous aurait obligés à lui déclarer la guerre, sans la moindre hésitation, même si elle était déjà un organisme formellement reconnu, indiscutable, du pouvoir suprême de la République bourgeoise indépendante d'Ukraine.

A l'heure actuelle, étant donné toutes ces circonstances, le Conseil des Commissaires du peuple pose [136] à la Rada d'Ukraine, devant les peuples des Républiques d'Ukraine et de Russie, les questions suivantes :

1) La Rada d'Ukraine s'engage-t-elle à renoncer à ses tentatives de désorganiser le front commun ?

2) La Rada d'Ukraine s'engage-t-elle à ne laisser passer à l'avenir aucun détachement militaire dans la direction du Don, de l'Oural ou d'autres lieux, sans l'accord du commandant suprême ?

3) La Rada d'Ukraine s'engage-t-elle à prêter son concours aux troupes révolutionnaires dans leur lutte contre le soulèvement des cadets et des kalédiniens contre-révolutionnaires ?

4) La Rada d'Ukraine s'engage-t-elle à mettre un terme à ses tentatives de désarmer les régiments des Soviets et la Garde rouge des ouvriers en Ukraine et à rendre immédiatement les armes à ceux à qui elles ont été retirées ?

Au cas où une réponse satisfaisante à ces questions ne serait pas reçue dans les 48 heures, le Conseil des Commissaires du peuple considérera la Rada d'Ukraine en état de guerre déclarée contre le pouvoir des Soviets en Russie et en Ukraine.

Ecrit le 3 (16) décembre 1917.
Paru le 18 (5) décembre dans le journal « Pravda » n° 206 et le 6 décembre 1917 dans les « Izvestia du Comité exécutif central » n° 244

Conforme au manuscrit

RAPPORT SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE DES OUVRIERS DE PÉTROGRAD ET SUR LES TÂCHES DE LA CLASSE OUVRIÈRE À LA SÉANCE DE LA SECTION OUVRIÈRE DU SOVIET DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS DE PÉTROGRAD LE 4 (17) DÉCEMBRE 1917

COMPTE RENDU DE PRESSE

La révolution du 25 octobre a montré l'extrême maturité politique du prolétariat qui s'est révélé capable de s'opposer fermement à la bourgeoisie. Mais la victoire complète du socialisme implique une organisation formidable, pénétrée de la conscience que le prolétariat est appelé à devenir la classe dominante.

Le prolétariat est en face des tâches qu'impose la transformation socialiste du régime politique car toutes les demi-mesures, quelque facile qu'il soit d'apporter des arguments en leur faveur, sont insignifiantes, la situation économique du pays étant arrivée à un point où on ne saurait les admettre. Dans notre combat gigantesque contre l'impérialisme et le capitalisme, les demi-mesures ne peuvent trouver place.

Vaincre ou être vaincu — telle est la question.

Les ouvriers doivent le comprendre et ils le comprennent ; c'est ce qui ressort clairement du fait qu'ils rejettent les compromis. Plus la révolution est profonde, plus il faut de militants actifs pour substituer au capitalisme l'appareil du socialisme. Même en l'absence de tout sabotage, la petite bourgeoisie ne saurait y suffire. C'est seulement par l'initiative des masses populaires que cette tâche peut être

réalisée. C'est pourquoi on ne doit pas penser aujourd'hui, surtout en ce moment, à améliorer sa propre situation, mais on doit penser à devenir la classe dominante. Il ne faut pas espérer que le prolétariat des campagnes ait l'intelligence claire et ferme de ses intérêts. Seule la classe ouvrière peut l'avoir et chaque prolétaire, conscient de la grande perspective, doit se sentir un chef et entraîner les masses derrière lui.

Le prolétariat est appelé à devenir la classe dominante, appelée à guider tous les travailleurs, la classe politiquement dominante.

Il faut lutter contre le préjugé selon lequel seule la bourgeoisie est capable de gouverner l'Etat. Le prolétariat doit assumer la charge de gérer l'Etat.

Les capitalistes font tout ce qu'ils peuvent pour empêcher la classe ouvrière de remplir ses tâches. Toutes les organisations ouvrières — syndicats, comités d'usines, etc., — ont à livrer une lutte décisive sur le plan économique. La bourgeoisie gâche tout, sabote tout pour saper la révolution ouvrière. L'organisation de la production incombe entièrement à la classe ouvrière. Rompons une fois pour toutes avec le préjugé qui veut que les affaires de l'Etat, la gestion des banques, des usines soit une tâche inaccessible pour les ouvriers. Mais tout cela ne peut être réalisé que par un immense travail d'organisation, de tous les instants.

Il est indispensable d'organiser l'échange des produits, la comptabilité, le contrôle systématique — telle est la mission de la classe ouvrière, et la vie des usines et des fabriques leur a donné les connaissances nécessaires pour l'accomplir.

Que chaque comité d'usine se sente mobilisé non seulement pour les affaires de son entreprise, mais encore comme cellule organisatrice pour normaliser toute la vie de l'Etat.

Il est facile de promulguer un décret sur l'abolition de la propriété privée, mais seuls les ouvriers eux-mêmes doivent et peuvent l'appliquer. Qu'il se produise des erreurs, soit ! ce sont les erreurs d'une nouvelle classe qui crée une vie nouvelle.

Il n'y a pas, il ne peut y avoir de plan concret pour l'organisation de la vie économique.

Personne ne peut en donner. Seule la masse peut le faire d'en bas, à partir de son expérience. Naturellement, des indications seront fournies, des chemins seront tracés, mais il faut commencer à la fois par en haut et par en bas.

Les Soviets doivent se transformer en organismes réglementant toute la production de la Russie, mais pour qu'ils ne deviennent pas des états-majors sans troupes, il est indispensable de militer à la base... *

La masse ouvrière doit organiser le contrôle et la production sur une vaste échelle nationale. C'est dans l'organisation de la masse laborieuse et non d'un certain nombre d'individus que réside le gage du succès ; et si nous atteignons ce but, si nous mettons sur pied la vie économique, toutes les forces qui s'opposent à nous se trouveront balayées d'elles-mêmes.

« Pravda » n° 208, le 20 (7) décembre 1917 et « Soldatskaïa Pravda » n° 104, 14 décembre 1917

Conforme au texte de la « Soldatskaïa Pravda »

* Quelques mots ont été omis par suite du manque de netteté des notes. (*N.R.*)

A PROPOS DE LA CONVOCATION DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

A cause du retard apporté aux élections à l'Assemblée constituante, retard causé surtout par la faute de l'ancienne Commission électorale de Russie, en raison aussi de la formation par des groupes contre-révolutionnaires d'une commission spéciale de l'Assemblée constituante, opposée au Commissariat créé par le pouvoir des Soviets, des bruits circulent d'après lesquels l'Assemblée constituante, telle qu'elle est actuellement composée, ne serait pas du tout convoquée. Le Conseil des Commissaires du peuple estime nécessaire de déclarer que ces bruits, répandus sciemment et perfidement par les ennemis des Soviets des députés paysans, ouvriers et soldats, sont de purs mensonges. Conformément au décret du Conseil des Commissaires du peuple, ratifié par le Comité exécutif central des Soviets, l'Assemblée constituante sera convoquée dès que la moitié de ses membres, soit 400, aura été enregistrée en bonne et due forme à la chancellerie du Palais de Tauride.

Président du Conseil des Commissaires du peuple

V. Oulianov (Lénine)

« Pravda » n° 207,
19 (6) décembre 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

PROJET D'APPEL À LA PAYSANNERIE DU IIe CONGRÈS DES SOVIETS DES DÉPUTÉS PAYSANS DE RUSSIE [137]

Le IIe Congrès paysan de Russie adresse à la paysannerie de toutes les nations et de tous les peuples de Russie un appel ardent, l'invite à tendre toutes les forces de son intelligence et de sa volonté, toute la puissance de sa multitude et de son énergie, afin de réveiller les endormis, de donner courage aux hésitants, et à dire bien haut, dans tous les coins du pays, dans chaque village, dans chaque quartier des grandes villes, son mot décisif, son mot imposant, en ce moment de la grande révolution russe qui est peut-être le plus grave, le plus lourd de responsabilités.

Camarades paysans ! Nous formons l'énorme majorité de la population de notre pays. Nous sommes le gros de la masse des travailleurs et des exploités. Nous sommes le gros de la masse des combattants qui luttent pour la satisfaction des revendications justes et légitimes des travailleurs, en premier lieu des revendications relatives à la terre, des combattants qui luttent contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation exercées par les propriétaires fonciers et les capitalistes.

Camarades paysans ! Nous formons le gros de notre armée qui a subi les souffrances inhumaines de plus de trois années d'une guerre fomentée par les tsars et par les capitalistes, de cette armée à qui est échue aussi la grande et noble mission, encore que pénible, de combattant d'avant-garde, aux côtés des ouvriers, pour la liberté, pour la terre, pour la paix, pour délivrer totalement les travailleurs de toute oppression, de toute exploitation.

Camarades paysans ! Méditez notre message, notre appel lancé par les députés des paysans aux paysans de toutes les nations de la Russie, lisez notre appel dans chaque village, dans chaque isba, examinez-le à toutes les réunions, à toutes les assemblées, dans toutes les institutions rurales sans exception, prenez vous-mêmes sur place des décisions fermes, inébranlables. Car c'est avant tout de vos décisions, des décisions de la majorité du peuple, des décisions des paysans eux-mêmes, que dépend le sort de notre patrie.

L'heure décisive va sonner. Le combat suprême est imminent. Tout le pays, toutes les nations de notre république se sont divisés en deux grands camps.

L'un est celui des propriétaires fonciers et des capitalistes, des richards et de leurs valets, des hauts fonctionnaires et de leurs amis qui commandent au peuple, et des partisans de la guerre.

L'autre camp est celui des ouvriers et des paysans travailleurs et exploités, du peuple pauvre et de ses amis, des simples soldats et des partisans de la paix, de la lutte résolue, hardie, implacable et pleine d'abnégation contre les oppresseurs du peuple, des partisans de la lutte révolutionnaire pour la paix.

Entre ces deux camps, la lutte s'est accentuée ; dans quelques régions du pays, elle s'est transformée déjà en une guerre civile ouverte, déclarée, en une guerre entre les armées des Soviets et la poignée de ceux qui comptent sur leur richesse pour renverser le pouvoir des Soviets, le pouvoir et le gouvernement des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans.

Camarades paysans ! Bien des choses dépendent aujourd'hui de vos paroles fermes et inflexibles qui font autorité ; c'est d'elles que dépend la fin de cette guerre civile, la possibilité de la remise pacifique, sans indemnité, de toute la terre aux travailleurs, et la victoire pacifique du socialisme en Russie. Dressez-vous, camarades paysans, comme un seul homme, élevez la voix, proclamez vos revendications, rédigez *vos mandats impératifs* dans chaque village, vous pouvez vous faire écouter, vous vous ferez écouter de tous !

Camarades paysans ! Vous devez avant tout condamner résolument ceux des députés du IIe Congrès paysan de Rus-

sie qui *ont rompu* avec ce Congrès. Condamnez les scissionnistes. Condamnez les briseurs de l'unité des paysans, de l'unité du peuple travailleur, de l'unité des paysans et des ouvriers. Ils ont commis un crime sans précédent, ces scissionnistes, ces diviseurs de la paysannerie, ces transfuges dans le camp des riches, dans le camp des propriétaires fonciers et des capitalistes. Ces gens-là se disent des «socialistes-révolutionnaires » de l'aile droite et du centre, des partisans d'Avksentiev et de Tchernov. Ils ont trahi la doctrine et le programme des socialistes-révolutionnaires ; ils sont passés du côté des ennemis du socialisme, des étrangleurs de la révolution. Ils ont rompu avec les gardiens loyaux de la doctrine, du programme et des revendications des socialistes-révolutionnaires, avec le parti des « socialistes-révolutionnaires internationalistes de gauche », resté fidèle aux intérêts de la paysannerie laborieuse. Ces émules d'Avksentiev et de Tchernov ont quitté le IIe Congrès paysan de Russie, en refusant de se soumettre à la décision de la majorité des paysans, pour obéir à la volonté des richards et des capitalistes contre les paysans, pour porter atteinte à la cause de la paix, pour empêcher le passage immédiat, sans indemnité, de toutes les terres aux mains du peuple laborieux, pour sauver la politique, funeste aux paysans, d'Avksentiev, de Tchernov, de Maslov et de leurs semblables.

Blâmez ces traîtres à la cause paysanne. Par cette condamnation, vous sauverez beaucoup d'hésitants et de faibles, vous sauverez la Russie des tentatives insensées de guerre civile. Ces tentatives sont insensées, car en dehors de fleuves de sang versés en vain, rien ne sera changé, rien au monde ne brisera la volonté unanime des ouvriers, des soldats et des paysans, rien ne brisera la décision du IIe Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie, ni celle du IIe Congrès des députés paysans de Russie.

Blâmez ces traîtres à la cause paysanne. Que chaque village exprime sa confiance dans les décisions de ces deux congrès, les congrès des Soviets d'ouvriers, de soldats et de paysans. Que chaque village *r a p p e l l e* de l'Assemblée constituante ceux des députés du parti socialiste-révolutionnaire, ou des Soviets et organismes paysans qui n'ont pas déclaré hautement et n'ont pas prouvé par des actes leur pleine reconnaissance de ces décisions.

Camarades paysans ! Vous savez tous que c'est seulement *par le mensonge* qu'ont pu entrer et que sont entrés effectivement à l'Assemblée constituante des élus paysans adversaires des décisions du IIe Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie et du IIe Congrès des députés paysans de Russie. Ces gens qui se disent souvent « socialistes-révolutionnaires » ont en fait trompé les paysans qui ne connaissaient pas encore la vérité sur la politique d'Avksentiev, de Tchernov et de Maslov, politique de concessions aux propriétaires fonciers, politique conciliatrice à l'égard des capitalistes, politique d'arrestation des membres des comités paysans agraires dans les localités. Ces Avksentiev, ces Maslov, ces Tchernov ont dupé les paysans, car les listes communes du parti socialiste-révolutionnaire étaient définitivement établies avant le 17 octobre, alors que la vérité s'est révélée aux yeux de toute la Russie *après* le 17 octobre.

Cette vérité a été révélée aux yeux de toute la Russie par le IIe Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie les 25 et 26 octobre 1917. Ensuite, elle l'a été par le pouvoir des Soviets, par le Gouvernement des Soviets, qui a le premier publié les honteux accords secrets, qui a le premier commencé une lutte réellement révolutionnaire pour la paix, qui a le premier montré *par des actes* ce que cette lutte doit être et qui a déjà remporté un premier succès : l'armistice sur un front.

Cette vérité a été révélée par le Gouvernement des Soviets qui a promulgué le décret sur la terre, se rangeant ainsi sans réserve aux côtés des paysans, écartant toute possibilité d'entraves extérieures contre le plein pouvoir des paysans dans les localités.

Cette vérité a été mise à nu par le IIe Congrès paysan de Russie qui, dans sa résolution expresse, circonstanciée, a démasqué, le premier, aux yeux des paysans, le rôle odieux du comité exécutif Avksentiev-Tchernov. Inauguré le 30 novembre 1917, le Congrès [138] sera clôturé le 8 décembre.

Vous voyez, camarades paysans, qu'en établissant les listes du 17 octobre et que lors des élections du 12 novembre, à l'Assemblée constituante, la paysannerie *ne pouvait pas* encore connaître la vérité sur la terre et sur la paix, *ne pouvait pas* distinguer ses amis de ses enne-

mis, les loups déguisés en moutons. Vous voyez que c'est *seulement par le mensonge* que peuvent intervenir au nom des paysans les socialistes-révolutionnaires qui s'opposent aux décisions du IIe Congrès des députés ouvriers et soldats de Russie et du IIe Congrès des députés paysans de Russie.

Ne tolérez donc pas, camarades paysans, que le sang puisse être versé *à cause de ce mensonge* ! Elevez votre ferme protestation contre ceux qui ont abandonné le IIe Congrès des députés paysans de Russie. Dans chaque province, dans chaque district, dans chaque canton, dans chaque village, rédigez vos *mandats impératifs*, exprimez votre protestation contre ceux qui ont quitté le congrès, *désignez par leurs noms* les députés élus par la paysannerie dans les localités et qui *n'ont pas* accepté les décisions de ces congrès, exigez le départ de ces députés de l'Assemblée constituante, car c'est seulement en trompant le peuple qu'ils peuvent se faire passer pour des élus du peuple.

Camarades paysans ! L'Assemblée constituante doit exprimer la volonté du peuple. Celui qui a quitté le IIe Congrès des députés paysans de Russie, celui qui est allé contre sa volonté, celui qui a divisé les paysans, celui qui a abandonné les paysans pour les richards, celui-là est un traître et non l'élu du peuple ; celui-là n'a pas sa place à l'Assemblée constituante. Celui-là n'apporte pas la paix, la terre aux travailleurs, il apporte au peuple la révolte insensée, criminelle des riches contre le pouvoir des Soviets. Le peuple ne tolérera pas le mensonge. Le peuple ne supportera pas qu'on aille contre sa volonté. Le peuple n'abandonnera pas le pouvoir des Soviets pour complaire aux riches. Le peuple ne laissera pas mettre en pièces par les riches la cause de la *paix* qu'il a prise en mains, la cause de la remise immédiate *des terres*, sans restriction et sans indemnité, entre les mains des travailleurs.

Il n'existe que deux issues pour le pays :

ou bien la guerre civile menée par les kalédiniens, les cadets, les korniloviens (et leurs alliés cachés, les Avksentiev, les Tchernov, les Maslov) contre le pouvoir des Soviets, guerre sanglante, guerre sans espoir pour ses instigateurs, guerre qui n'enlèvera pas le pouvoir aux Soviets, qui cau-

sera seulement plus d'exaspération, plus de victimes, plus de flots de sang, qui freinera les grandes transformations socialistes et aggravera la situation dans les provinces affamées ;

ou bien, l'aveu honnête de la vérité évidente pour tous, à savoir, que ceux qui s'opposent aux décisions du IIe Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie, ainsi qu'aux décisions du IIe Congrés des députés paysans de Russie n'ont pu entrer à l'Assemblèe constituante au nom des paysans que par le mensonge et qu'il est pour cette raison nécessaire de procéder à de *nouvelles élections* pour ces députés.

Il n'y a pas de troisième voie. Ou bien, l'extermination sanglante des riches, des partisans d'Avksentiev, de Tchernov, de Maslov. Ou bien, ils doivent accepter de nouvelles élections des députés de la paysannerie dès qu'interviendront à l'Assemblée constituante, au nom des paysans, les adversaires des décisions prises par les deux congrès, le IIe Congrès des députés ouvriers et soldats de Russie et le IIe Congrès des députés paysans de Russie.

La parole est à vous, camarades paysans !

La parole décisive est à vous !

Par les paroles fermes de *tous* les paysans, par les *mandats impératifs pris sur place* par *tous* les paysans, vous *pouvez* instaurer la paix dans tout le pays, entre toutes les nations de la Russie, vous pouvez mettre fin à la guerre civile, vous pouvez garantir une Assemblée constituante licite, véritable et non mensongère, vous pouvez accélérer et faciliter la cessation de la guerre par une paix juste, hâter la remise de toutes les terres aux travailleurs, renforcer l'alliance des paysans et des ouvriers, accélérer la victoire du socialisme.

C'est à vous de prononcer la parole décisive, camarades paysans ! Vive la remise de la terre aux travailleurs ! Vive la paix ! Vive le socialisme !

IIe Congrès des députés paysans de Russie

Ecrit le 6-7(19-20) décembre 1917.
Paru pour la première fois en 1938, dans le Recueil Lénine IV

Conforme au manuscrit

NOTE À F. DZERJINSKI [139] CONTENANT UN PROJET DE DÉCRET SUR LA LUTTE CONTRE LES CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES ET SABOTEURS

Au camarade Dzerjinski.

A propos de votre rapport d'aujourd'hui sur les mesures de lutte contre les saboteurs et les contre-révolutionnaires. Ne pourrait-on mettre sur pied un décret *de ce genre* :

La lutte contre les contre-révolutionnaires et les saboteurs.

La bourgeoisie, les propriétaires fonciers et toutes les classes riches font des efforts exaspérés pour briser la révolution appelée à assurer les intérêts des ouvriers, des travailleurs et des masses exploitées.

La bourgeoisie ne recule pas devant les pires forfaits, elle soudoie la lie de la société, la pègre, elle l'alcoolise pour préparer des pogroms. Les tenants de la bourgeoisie, en particulier les hauts fonctionnaires, les employés de banques, etc., sabotent le travail, organisent des grèves pour saper les mesures du gouvernement visant à réaliser les transformations socialistes. Ils en arrivent même à saboter le ravitaillement, ce qui fait peser la menace de famine sur des millions de personnes.

Des mesures expresses de lutte contre les contre-révolutionnaires et les saboteurs étant indispensables, le Conseil des Commissaires du peuple décrète :

1. Les personnes qui appartiennent aux classes riches (c'est-à-dire qui ont un revenu mensuel de 500 roubles et plus, les propriétaires d'immeubles dans les villes, les

détenteurs d'actions et de sommes dépassant 1 000 roubles) ainsi que les employés des banques, des sociétés anonymes, des établissements d'Etat et des institutions publiques sont tenus dans un délai de trois jours * de remettre aux comités de locataires une déclaration en triple exemplaire sur leurs revenus, leurs fonctions et leurs occupations, portant leur signature et l'indication de leur adresse.

2. Les comités de locataires contresignent ces déclarations et gardent un exemplaire, remettant les deux autres à la municipalité et au Commissariat du peuple aux affaires intérieures (adresse ...**).

3. Les personnes coupables d'infraction à cette loi (refus de déclarations ou fausses déclarations, etc.), ainsi que les membres des comités de locataires coupables de désobéissance au règlement sur le dépôt, le collectage et la présentation de ces déclarations aux institutions ci-dessus désignées, seront punies d'une amende allant jusqu'à 5 000 roubles pour chaque infraction, par un emprisonnement allant jusqu'à un an, ou par l'envoi au front, selon la gravité du délit.

4. Sont passibles des mêmes peines les personnes coupables de sabotage ou d'abandon du travail dans les banques, dans les entreprises d'Etat et publiques, dans les sociétés anonymes, dans les chemins de fer, etc.

5. Comme première mesure en vue d'introduire l'obligation générale du travail, il est décrété que les personnes désignées au paragraphe 1 sont tenues premièrement d'avoir constamment sur elles les copies de ces déclarations accompagnées d'un certificat des comités de locataires, ainsi que des autorités ou des organismes élus (comités d'usines et de fabriques, comités de ravitaillement, comités des chemins de fer, syndicats d'employés, etc.) ; le certificat doit spécifier le service ou le travail qu'accomplit la personne en question, si elle vit en famille comme membre inapte au travail, etc.

6. En second lieu, ces personnes sont tenues dans un délai d'une semaine, à partir du jour de la promulgation de la

* Dans son manuscrit au-dessus des mots « dans un délai de trois jours », Lénine a mis « dans un délai de vingt-quatre heures ». (*N.R.*)

** Dans son manuscrit, Lénine a laissé un espace pour l'adresse. (*N.R.*)

présente loi, de se munir de carnets de travailleurs-consommateurs (modèle ci-joint), pour y inscrire chaque semaine leurs recettes et leurs dépenses et pour y porter les attestations des comités ou des institutions relatives au genre des fonctions que remplit la personne en question.

7. Les personnes qui ne répondent pas aux conditions du paragraphe 1 présenteront aux comités de locataires une déclaration en un seul exemplaire sur leurs revenus, leur lieu de travail et seront tenues de garder par-devers elles une copie de cette déclaration contresignée par le comité de locataires.

Ecrit le 7 (20) décembre 1917.
Paru pour la première fois en 1924 dans la revue « Krasny Arkhiv » n° 5

Conforme au manuscrit

DISCOURS À LA SÉANCE DU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.(b)R. DU 11 (24) DÉCEMBRE 1917 [140]

PROCÈS-VERBAL

Le camarade Lénine propose : 1) de relever de ses fonctions le bureau de la fraction à l'Assemblée constituante ; 2) d'exposer à la fraction notre attitude à l'égard de l'Assemblée constituante sous forme de thèses ; 3) de rédiger une adresse à la fraction, pour lui rappeler les statuts du parti sur la soumission de tous les organismes représentatifs au Comité central ; 4) de désigner un membre du Comité central pour diriger la fraction ; 5) d'élaborer le statut de la fraction.

Paru pour la première fois en 1929 dans les « Procès-verbaux du Comité central du P.O.S.D.R. Août 1917-février 1918 »

Conforme au manuscrit du procès-verbal

PROJET DE RÉSOLUTION SUR LE BUREAU PROVISOIRE DE LA FRACTION BOLCHÉVIQUE À L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

Attendu que le bureau provisoire de la fraction social-démocrate bolchévique à l'Assemblée constituante n'a rien fait pour remplir sa tâche principale, à savoir l'élaboration d'une résolution de principe sur l'attitude de notre parti à l'égard de l'Assemblée constituante ;

que de nombreuses déclarations, propositions et votes divers de la majorité des membres du bureau provisoire (ou de tous les membres ?) ont montré que ces interventions n'étaient nullement social-démocrates et exprimaient un point de vue démocrate-bourgeois sur l'Assemblée constituante, sans tenir compte des conditions réelles de la lutte de classe et de la guerre civile,

— la fraction décide de relever de ses fonctions le bureau provisoire et d'en élire un nouveau.

Écrit le 11 ou le 12 (24 ou 25) décembre 1917.
Paru pour la première fois

Conforme au manuscrit

THÈSES SUR L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

1. Il était parfaitement légitime que la social-démocratie révolutionnaire inscrivît à son programme la convocation de l'Assemblée constituante, parce qu'elle est, en république bourgeoise, la forme supérieure de la démocratie, et parce que la république impérialiste dirigée par Kérenski, en créant le parlement, préparait une falsification des élections et une série d'atteintes à la démocratie.

2. En revendiquant la convocation de l'Assemblée constituante, la social-démocratie révolutionnaire, dès le début de la révolution de 1917, a souligné à maintes reprises que la république des Soviets est une forme de démocratie supérieure à celle de la république bourgeoise habituelle avec Assemblée constituante.

3. Pour passer du régime bourgeois au régime socialiste, pour instaurer la dictature du prolétariat, la République des Soviets (des députés ouvriers, soldats et paysans) n'est pas seulement une forme plus élevée d'institutions démocratiques (par rapport à la république bourgeoise ordinaire, couronnée par une Assemblée constituante), mais c'est la seule forme capable d'assurer le passage le moins douloureux possible au socialisme.

4. Dans notre révolution, l'Assemblée constituante est convoquée d'après les listes présentées à la mi-octobre 1917, dans des conditions qui rendent impossible, par les élections à cette Assemblée, l'expression fidèle de la volonté du peuple en général et des masses laborieuses en particulier.

5. D'abord, la représentation proportionnelle ne traduit véritablement la volonté du peuple que lorsque les listes présentées par les partis correspondent réellement à la ré-

partition effective du peuple dans les groupements politiques reflétés par ces listes. Or, l'on sait que chez nous, le parti qui avait, de mai à octobre, le plus de partisans dans le peuple, spécialement parmi les paysans, le parti des socialistes-révolutionnaires, avait présenté des listes uniques à l'Assemblée constituante à la mi-octobre 1917, mais il s'est scindé en novembre 1917 après les élections à l'Assemblée constituante et avant la convocation de cette dernière.

Par conséquent, même au point de vue formel, la composition de l'Assemblée constituante ne correspond et ne peut correspondre à la volonté de la masse des électeurs.

6. Une autre raison plus importante encore, non pas formelle ou juridique, mais sociale et économique, une raison de classe, du divorce entre la volonté du peuple et surtout celle des classes laborieuses, d'une part, et la composition de l'Assemblée constituante de l'autre, c'est que les élections à l'Assemblée constituante se sont déroulées alors que l'immense majorité du peuple ne pouvait encore connaître toute l'étendue et toute la portée de la Révolution d'Octobre, de la révolution soviétique, prolétarienne et paysanne, qui a commencé le 25 octobre 1917, c'est-à-dire après la présentation des listes des candidats à l'Assemblée constituante.

7. La Révolution d'Octobre, en conquérant le pouvoir pour les Soviets, en arrachant à la bourgeoisie la suprématie politique pour la transmettre au prolétariat et à la paysannerie pauvre, traverse sous nos yeux les étapes successives de son développement.

8. Elle a débuté par la victoire du 24-25 octobre dans la capitale, au moment où le IIe Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie, cette avant-garde des prolétaires et de la partie politiquement la plus active de la paysannerie, donnait la prépondérance au Parti bolchévique et l'a porté au pouvoir.

9. La révolution gagne ensuite, au cours des mois de novembre et de décembre, toute la masse de l'armée et de la paysannerie, ce qui se traduit notamment par la destitution et le renouvellement des anciens organismes dirigeants (comités militaires, comités paysans de province, Comité exécutif central du Soviet des députés paysans de Russie, etc.) qui représentaient une étape déjà dépassée de la ré-

volution, la période d'entente avec la bourgeoisie, l'étape bourgeoise et non prolétarienne de la révolution, organismes qui pour cette raison devaient inévitablement quitter la scène sous la poussée de masses populaires plus profondes et plus larges.

10. Ce puissant mouvement des masses exploitées pour renouveler les centres dirigeants de leurs organisations continue encore aujourd'hui, à la mi-décembre 1917, et le congrès des cheminots dont les travaux se poursuivent en est une étape.

11. Le groupement des forces des classes aux prises en Russie diffère donc foncièrement, en novembre et décembre 1917, de celui qui a pu trouver son expression dans les listes des candidats à l'Assemblée constituante, présentées par les partis à la mi-octobre 1917.

12. Les récents événements d'Ukraine (en partie aussi de Finlande et de Biélorussie, ainsi que du Caucase) indiquent également un nouveau groupement des forces de classes qui s'opère dans la lutte entre le nationalisme bourgeois de la Rada d'Ukraine, de la Diète finlandaise, etc., d'une part, et le pouvoir des Soviets, la révolution prolétarienne et paysanne dans chacune de ces républiques nationales, de l'autre.

13. Enfin la guerre civile, commencée par le soulèvement contre-révolutionnaire des cadets et des kalédiniens contre le pouvoir des Soviets, contre le gouvernement ouvrier et paysan, a définitivement exaspéré la lutte de classes et a supprimé toute possibilité de résoudre par une voie démocratique formelle les questions les plus brûlantes que l'histoire posait devant les peuples de Russie, et en premier lieu, devant sa classe ouvrière et sa paysannerie.

14. Seule la victoire totale des ouvriers et des paysans sur le soulèvement des bourgeois et des grands propriétaires fonciers (qui a trouvé son expression dans le mouvement des cadets et des kalédiniens), seul l'écrasement militaire impitoyable de ce soulèvement d'esclavagistes est capable de sauvegarder la révolution prolétarienne et paysanne. Le cours des événements et le développement de la lutte de classes dans la révolution ont fait que le mot d'ordre « tout le pouvoir à l'Assemblée constituante », qui ne tient compte ni des conquêtes de la révolution ouvrière et paysanne, ni

du pouvoir des Soviets, ni des décisions du IIe Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie, du IIe Congrès des députés paysans de Russie, etc., *est devenu pratiquement* le mot d'ordre des cadets, des kalédiniens et de leurs complices. Le peuple tout entier s'est rendu compte que l'Assemblée constituante, si elle se séparait du pouvoir des Soviets, serait infailliblement condamnée à la mort politique.

15. La question de la paix est une des questions les plus brûlantes de la vie du peuple. La lutte véritablement révolutionnaire pour la paix n'a été entreprise en Russie qu'après la victoire de la révolution du 25 octobre, et cette victoire a eu pour premiers fruits la publication des traités secrets, la conclusion d'un armistice et le début des pourparlers publics en vue d'une paix générale sans annexions ni contributions.

C'est aujourd'hui seulement que les larges masses populaires ont en fait, totalement et ouvertement, la possibilité de voir pratiquer la politique de la lutte révolutionnaire pour la paix, et d'en étudier les résultats.

Lors des élections à l'Assemblée constituante, les masses populaires étaient privées de cette possibilité.

Il est évident que, de ce côté aussi, le divorce est inévitable entre la composition de l'Assemblée constituante et la volonté réelle du peuple quant à la cessation de la guerre.

16. Il résulte de l'ensemble de ces faits que l'Assemblée constituante, convoquée d'après les listes des partis qui existaient avant la révolution prolétarienne et paysanne, sous la domination de la bourgeoisie, entre nécessairement en conflit avec la volonté et les intérêts des classes laborieuses et exploitées qui ont déclenché le 25 octobre la révolution socialiste contre la bourgeoisie. Il est naturel que les intérêts de cette révolution l'emportent sur les droits formels de l'Assemblée constituante, même si ces derniers n'étaient infirmés du fait que la loi sur l'Assemblée constituante ne reconnaît pas au peuple le droit de rappeler ses députés et de procéder à de nouvelles élections à n'importe quel moment.

17. Toute tentative, directe ou indirecte, de considérer l'Assemblée constituante d'un point de vue juridique, purement formel, dans le cadre de la démocratie bourgeoi-

se habituelle, sans tenir compte de la lutte de classe et de la guerre civile, équivaut à trahir la cause du prolétariat et à se rallier au point de vue de la bourgeoisie. Mettre en garde, tous et chacun, contre cette erreur dans laquelle tombent quelques dirigeants bolchéviks qui n'ont pas su apprécier à leur juste valeur l'insurrection d'Octobre et les tâches de la dictature du prolétariat, tel est le devoir impérieux de la social-démocratie révolutionnaire.

18. L'unique chance de résoudre sans douleur la crise due au désaccord entre les élections à l'Assemblée constituante d'une part, la volonté du peuple et les intérêts des classes laborieuses et exploitées de l'autre, c'est la réalisation la plus large et la plus rapide possible par le peuple du droit de procéder à de nouvelles élections à l'Assemblée constituante, c'est l'adhésion de cette dernière à la loi du Comité exécutif central sur ces nouvelles élections, c'est une déclaration de l'Assemblée constituante reconnaissant sans réserve le pouvoir des Soviets, la révolution soviétique, sa politique relative à la paix, à la terre et au contrôle ouvrier, l'adhésion ferme de l'Assemblée constituante au camp des adversaires de la contre-révolution des cadets et des kalédiniens.

19. Sans quoi la crise ouverte autour de l'Assemblée constituante ne peut être dénouée que par la voie révolutionnaire, par les mesures révolutionnaires les plus énergiques, les plus promptes, les plus vigoureuses et les plus décidées que prendra le pouvoir des Soviets pour frapper la contre-révolution des cadets et de Kalédine, quels que soient les mots d'ordre et les institutions (fût-ce même la qualité de membres de l'Assemblée constituante), dont cette contre-révolution se réclamera. Toute tentative de lier les mains au pouvoir des Soviets dans cette lutte équivaudrait à favoriser la contre-révolution.

Écrit le 11 ou 12 (24 ou 25) décembre 1917.
Paru le 26 (13) décembre 1917 dans la « Pravda » n° 213

Conforme au texte du manuscrit comparé à la copie dactylographiée portant les corrections de Lénine

DISCOURS PRONONCÉ AU CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DES CHEMINOTS DE RUSSIE LE 13 (26) DÉCEMBRE 1917[141]

— Permettez-moi de saluer votre congrès au nom du Conseil des Commissaires du peuple et d'exprimer l'espoir que l'organisation des cheminots répondra à la volonté de l'immense majorité des ouvriers et des paysans de Russie. La Révolution d'Octobre, accomplie par les ouvriers, les paysans et les soldats, est sans conteste une révolution socialiste. Contre elle se sont dressées toutes les forces de la bourgeoisie et des hauts fonctionnaires, habituées à l'ancien régime et incapables de comprendre que cette révolution transformera tout l'ancien régime. Regardez quel vacarme ces gens-là mènent en prétendant que la majorité de la Russie ne reconnaît pas le pouvoir des Soviets. Vous savez ce que vaut ce vacarme. On nous inonde de télégrammes annonçant que les troupes marchent sur Pétrograd contre la Révolution d'Octobre victorieuse. Nous les jetons à la corbeille, sachant que nous n'aurons pas à attendre longtemps le démenti de ces nouvelles. Par la bouche des Avksentiev, les organisations dirigeantes du premier congrès paysan ont déclaré, au nom des masses paysannes, qu'elles étaient contre le pouvoir des « usurpateurs ». Quant à nous, nous disions : « Qu'ils lancent leurs injures ; nous verrons bien ce que diront les paysans quand nous commencerons à leur remettre les domaines confisqués aux propriétaires fonciers. » Vous voyez que le IIe Congrès paysan a donné la victoire au pouvoir des Soviets. Il s'est établi un contact étroit entre le Soviet des députés paysans (IIe législature) et nous. Nous avons organisé avec eux le pouvoir des Soviets ouvriers,

soldats et paysans. Il en sera de même, assurément, pour la masse des cheminots. Vous savez combien est pénible pour le pays la désorganisation des chemins de fer, aggravée par le sabotage des hauts fonctionnaires. Vous savez que cette désorganisation rend impossibles les échanges réguliers entre la ville et la campagne, si nécessaires pour résoudre le problème du ravitaillement. Et pour assurer les communications ferroviaires, votre aide nous est indispensable, camarades. C'est seulement par nos efforts conjugués que nous saurons venir à bout du désordre et renforcer le pouvoir des ouvriers, des soldats et des paysans. Le pouvoir des Soviets ne se maintient que grâce à l'appui des larges masses laborieuses. Nous sommes convaincus que le congrès actuel des cheminots consolidera le pouvoir des Commissaires du peuple, en créant une organisation qui nous aidera dans la lutte pour la paix, pour la terre. Ainsi donc, camarades, je termine en renouvelant une fois encore mes salutations et mes vœux d'un travail fécond. (Accompagné par des applaudissements nourris de presque tous les congressistes, le camarade Lénine quitte la salle des séances. Par acclamation, le congrès l'élit président d'honneur.)

« Pravda » n° 214, 27 (14) décembre 1917 et « Izvestia du Comité exécutif central » n° 251, 14 décembre 1917

Conforme au texte des « Izvestia du Comité exécutif central »

POUR LE PAIN ET POUR LA PAIX [142]

Deux questions sont passées au premier plan ce mois-ci avant toutes les autres questions politiques : celle du pain et celle de la paix ! La guerre impérialiste, la guerre menée par les plus grandes, les plus riches banques d'Angleterre et d'Allemagne, cette guerre faite pour la domination du monde, pour le partage du butin, pour la spoliation des peuples, petits et faibles, cette guerre effroyable, cette guerre criminelle a dévasté tous les pays, a épuisé tous les peuples, a placé l'humanité devant ce dilemme : ou bien sacrifier toute la civilisation et périr, ou bien secouer le joug capitaliste par la voie révolutionnaire, jeter bas la domination de la bourgeoisie, conquérir le socialisme et une paix solide.

Si le socialisme ne triomphe pas, la paix entre les Etats capitalistes ne sera qu'un armistice, une trêve, la préparation d'une nouvelle boucherie entre les peuples. La paix et le pain — telles sont les revendications majeures des ouvriers et des exploités. La guerre a exacerbé ces revendications au dernier point. Elle a voué à la famine les pays les plus civilisés, les plus avancés. Par ailleurs, en tant qu'immense processus historique, la guerre a accéléré d'une façon incroyable le développement social. Devenu impérialisme, c'est-à-dire capitalisme des monopoles, le capitalisme s'est transformé sous l'influence de la guerre en capitalisme monopoliste d'Etat. Nous avons aujourd'hui atteint ce degré d'évolution de l'économie mondiale, prélude du socialisme.

C'est pourquoi la révolution socialiste qui a éclaté en Russie n'est que le début de la révolution socialiste mon-

diale. La paix et le pain, le renversement de la bourgeoisie, les moyens révolutionnaires pour guérir les plaies causées par la guerre, la victoire totale du socialisme — tels sont les objectifs de la lutte.

Pétrograd, le 14 décembre 1917

Ecrit en russe le 14 (27) décembre 1917.
Signé : L é n i n e.
Paru pour la première fois en allemand en mai 1918 dans le journal « Jugend-Internationale » n° 11.
Signé : W. Lenin.
Paru pour la première fois en russe (traduit de l'allemand) en 1927 dans les « Notes de l'Institut Lénine », II.
Le fac-similé du premier alinéa est paru en 1919 dans l'édition « Det röda Russland 1917. 7/II, 1919 » (Stockholm)

Le premier alinéa est conforme au fac-similé, le reste à la traduction du texte allemand

DISCOURS SUR LA NATIONALISATION DES BANQUES PRONONCÉ À LA SÉANCE DU COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE RUSSIE LE 14 (27) DÉCEMBRE 1917 [143]

PROCÈS-VERBAL

L'orateur précédent a tenté de nous effrayer en disant que nous marchons à notre perte certaine, que nous roulons à l'abîme. Mais ces tentatives d'intimidation ne sont pas nouvelles pour nous. Le journal qui exprime l'opinion de la fraction à laquelle appartient cet orateur, — la *Novaïa Jizn*, — écrivait à la veille des journées d'octobre que notre révolution n'aboutirait qu'à des pogroms et à des soulèvements anarchistes. Aussi, les discours prétendant que nous suivons une voie fausse ne font-ils que refléter la psychologie bourgeoise avec laquelle ne peuvent rompre même des gens qui n'ont aucun intérêt en la matière. (Exclamations des internationalistes : « Démagogie ! ») Non, ce n'est pas de la démagogie, mais vos discours perpétuels sur « la hache », la voilà, la vraie démagogie !

Toutes les mesures proposées par le décret ne sont que des moyens d'assurer un contrôle effectif.

Vous parlez de la complexité de l'appareil, de sa fragilité, de l'obscurité de la question, — c'est là une vérité élémentaire connue de tous. Si cette vérité ne fait que freiner toutes les initiatives socialistes, nous disons que celui qui s'engage dans cette voie est un démagogue, et un démagogue dangereux.

Nous voulons commencer l'inspection des coffres-forts ; or, on nous dit, au nom de savants spécialistes, qu'il ne s'y trouve que des documents et des titres. Qu'y a-t-il donc de mal à ce que les représentants du peuple les contrôlent ?

S'il en est ainsi, pourquoi donc ces mêmes savants spécialistes qui nous critiquent se cachent-ils ? Quelles que soient les décisions du Conseil, ils nous déclarent qu'ils sont d'accord avec nous, mais seulement en principe. C'est la méthode de tous les intellectuels bourgeois, de tous les conciliateurs qui mènent tout à la ruine en étant toujours d'accord sur le principe et en désaccord dans la pratique.

Si vous êtes si avisés en toutes choses et si riches d'expérience, pourquoi donc ne nous aidez-vous pas ? Pourquoi sur notre route ardue, ne trouvons-nous que sabotage de votre part ?

Vous vous appuyez sur une théorie scientifique juste, mais pour nous la théorie sert de fondement à l'action afin qu'elle soit entreprise avec assurance et non pour inspirer une peur stérile. Certes, il est difficile de prendre des initiatives et nous abordons souvent des choses délicates, cependant nous en sommes venus à bout, nous en venons à bout et nous en viendront à bout.

Si un livre ne servait qu'à freiner l'action et à faire craindre éternellement tout nouveau pas, il serait sans valeur.

En dehors des socialistes-utopistes, personne n'a affirmé qu'on pouvait vaincre sans rencontrer de résistance, sans instaurer la dictature du prolétariat et sans empoigner le vieux monde d'une main de fer.

En principe, vous l'avez acceptée, cette dictature, mais quand on traduit ce mot en russe et qu'on l'appelle « main de fer », quand on l'applique en fait, vous mettez en garde contre la fragilité et la complexité des choses.

Vous refusez obstinément de voir que cette main de fer crée tout en détruisant. Si nous passons du principe à l'action, nous marquons incontestablement un point.

Pour établir le contrôle, nous avons convoqué les banquiers et élaboré avec leur concours des mesures sur lesquelles ils étaient d'accord, afin d'obtenir des prêts dûment enregistrés et contrôlés. Mais, parmi les employés de banques, il s'est trouvé des gens dévoués aux intérêts du peuple, qui nous ont dit : « Ils vous trompent, hâtez-vous de mettre

fin à leur activité criminelle qui vise directement à vous nuire ». Et nous nous sommes hâtés.

Nous savons qu'il s'agit d'une mesure compliquée. Même ceux d'entre nous qui ont une formation économique ne se chargeront pas de l'appliquer. Nous ferons appel à des spécialistes qui s'occupent de ces questions, mais seulement lorsque les clés seront entre nos mains. Alors nous pourrons choisir des conseillers techniques même parmi les anciens millionnaires. Qui veut travailler — qu'il soit le bienvenu, à condition toutefois qu'on ne transforme pas chaque initiative révolutionnaire en lettre morte, — nous ne nous laisserons pas prendre à ce piège. Ces mots, dictature du prolétariat, nous les prononçons sérieusement et nous en ferons une réalité.

Nous voulions nous entendre avec les banques, nous leur accordions des prêts pour le financement des entreprises, mais elles ont organisé un sabotage monstre ; aussi l'expérience nous a-t-elle amenés à pratiquer le contrôle par d'autres moyens.

Le camarade socialiste-révolutionnaire de gauche a dit que ses amis voteraient en principe pour la nationalisation immédiate des banques, pour élaborer ensuite, dans le plus bref délai, des mesures pratiques. Mais il y a là un malentendu car notre projet ne renferme que des principes. Le Conseil supérieur de l'économie nationale l'attend déjà pour l'examiner ; mais ne pas approuver le décret amènerait immédiatement les banques à prendre toutes les mesures possibles pour aggraver la désorganisation économique.

Appliquer le décret est d'une extrême urgence ; sinon, l'opposition et le sabotage nous perdront. (Applaudissements qui se transforment en ovation.)

« Pravda » n° 216,
29 (6) décembre 1917.
« Izvestia du Comité exécutif central » n° 254,
16 décembre 1917

Conforme au texte du recueil :
« Procès-verbaux des séances du Comité exécutif central des Soviets des députés ouvriers, soldats, paysans et cosaques de Russie (2e législature) »,
Moscou 1918

PROJET DE DÉCRET SUR LA NATIONALISATION DES BANQUES ET LES MESURES QU'ELLE COMPORTE [144]

La situation critique du ravitaillement, la menace de famine causée par la spéculation, par le sabotage des capitalistes et des fonctionnaires, ainsi que par le désordre économique général, imposent des mesures révolutionnaires exceptionnelles pour lutter contre ces maux.

Afin que tous les citoyens de l'Etat, et en premier lieu toutes les classes laborieuses, guidés par leurs Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, puissent engager cette lutte et normaliser la vie économique du pays, immédiatement et dans tous les domaines, sans s'arrêter devant rien et en agissant par les voies les plus révolutionnaires, les règles suivantes sont édictées :

PROJET DE DÉCRET SUR LA NATIONALISATION DES BANQUES ET LES MESURES QU'ELLE COMPORTE

1. Toutes les sociétés par actions sont déclarées propriété de l'Etat.

2. Les membres des conseils d'administration et les directeurs des sociétés anonymes, ainsi que tous les actionnaires appartenant aux classes riches (c'est-à-dire qui ont plus de 5 000 roubles de biens ou plus de 500 roubles de revenus par mois), sont tenus de continuer à assurer la gestion des entreprises, dans un ordre parfait, en appliquant la loi sur

le contrôle ouvrier, en présentant toutes les actions à la Banque d'Etat, et les comptes rendus hebdomadaires de leur activité aux Soviets locaux des députés ouvriers, soldats et paysans.

3. Les emprunts d'Etat, extérieurs et intérieurs, sont annulés.

4. Les intérêts des petits porteurs d'obligations ou d'actions diverses, appartenant aux classes laborieuses de la population, sont entièrement sauvegardés.

5. L'obligation générale du travail est instituée. Tous les citoyens des deux sexes, de 16 à 55 ans, sont tenus d'exécuter les travaux qui leur seront assignés par les Soviets locaux des députés ouvriers, soldats et paysans ou par d'autres organismes du pouvoir des Soviets.

6. A titre de première mesure d'application de l'obligation générale du travail, il est décrété que les personnes appartenant aux classes riches (cf. § 2) devront avoir et tenir à jour des livrets de travail et de consommation ou des livrets de travail et de budget, et les présenter aux organisations ouvrières compétentes ou aux Soviets locaux et à leurs organismes, pour y noter chaque semaine l'exécution du travail que chacun aura assumé.

7. Afin de tenir un compte exact des denrées alimentaires, ainsi que des autres produits indispensables, et de les répartir judicieusement, tous les citoyens sont tenus d'adhérer à une société de consommation. Les services de ravitaillement, les comités d'approvisionnement et autres organisations semblables, ainsi que les syndicats des chemins de fer et des transports, exerceront le contrôle sur l'application de cette loi, sous la direction des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans. Les personnes appartenant aux classes riches sont spécialement tenues d'exécuter les tâches qui leur seront assignées par les Soviets, en vue de l'organisation et de la gestion des sociétés de consommation.

8. Les syndicats des ouvriers et des employés des chemins de fer sont tenus d'élaborer d'urgence et de commencer immédiatement à réaliser les mesures exceptionnelles en vue d'assurer une meilleure organisation des transports, surtout du transport des denrées alimentaires, du combustible et autres produits indispensables, en donnant suite

avant tout aux bons et aux commandes des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, ensuite à ceux des établissements mandatés par les Soviets et du Conseil supérieur de l'économie nationale.

De même, les syndicats des cheminots, en collaboration avec les Soviets locaux, sont chargés de combattre avec la dernière énergie, sans reculer devant des mesures révolutionnaires, les petits spéculateurs et de poursuivre sans pitié toute espèce de spéculation.

9. Les organisations ouvrières, les syndicats d'employés et les Soviets locaux sont tenus de procéder d'urgence à la reconversion des entreprises qui se ferment ou sont démobilisées, de les employer, ainsi que des chômeurs, à des travaux utiles ainsi qu'à la production des articles indispensables, de rechercher commandes, matières premières et combustible. Sans apporter le moindre retard à cette activité et à l'échange des produits de la campagne contre ceux des villes, sans attendre des ordres spéciaux des instances supérieurs, les syndicats et les Soviets locaux doivent se conformer strictement aux indications et aux prescriptions du Conseil supérieur de l'économie nationale.

10. Les personnes appartenant aux classes riches sont tenues de garder à la Banque d'Etat, dans ses succursales ou dans les caisses d'épargne, toutes leurs disponibilités ; il leur sera délivré 100 à 125 roubles au plus par semaine, pour leurs besoins personnels (selon les dispositions des Soviets locaux) ; quant aux besoins de la production et du commerce, ils ne peuvent être satisfaits que sur mandat écrit des services du contrôle ouvrier.

Afin de surveiller l'application effective du présent décret, des règlements seront mis en vigueur pour l'échange du papier-monnaie actuellement en cours ; ceux qui se rendront coupables de fraude à l'égard de l'Etat et du peuple verront tous leurs biens confisqués.

11. Sont passibles de la même peine, ainsi que d'un emprisonnement, de l'envoi au front ou aux travaux forcés tous ceux qui auront enfreint la présente loi, les saboteurs, les fonctionnaires en grève, ainsi que les spéculateurs. Les Soviets locaux et les institutions qui en relèvent sont tenus d'élaborer d'urgence les mesures les plus révolutionnaires de lutte contre ces véritables ennemis du peuple.

12. Les syndicats et les autres organisations des travailleurs, en collaboration avec les Soviets locaux, forment avec la participation des personnes les plus dignes de foi et recommandées par les organisations du Parti et autres, des groupes volants de contrôleurs pour veiller à l'application de cette loi, pour vérifier la quantité et la qualité du travail et pour traduire devant les tribunaux révolutionnaires quiconque aura violé ou tourné la loi.

Les ouvriers et les employés des entreprises nationalisées sont tenus de bander toutes leurs forces et de prendre des mesures exceptionnelles pour améliorer l'organisation du travail, pour renforcer la discipline, pour élever le rendement. Les organismes du contrôle ouvrier doivent présenter chaque semaine au Conseil supérieur de l'économie nationale des rapports sur les résultats obtenus dans ce domaine. Les coupables de manquements et de négligences en répondront devant le tribunal révolutionnaire.

Ecrit au plus tôt le 14 (27) décembre 1917. Paru pour la première fois en novembre 1918 dans la revue « Economie nationale » n° 11

Conforme au manuscrit

QUESTIONS POSÉES AUX DÉLÉGUÉS DU CONGRÈS GÉNÉRAL DE L'ARMÉE POUR LA DÉMOBILISATION [145]

1) L'éventualité d'une offensive allemande dans un proche avenir est-elle probable ou non ?

a) du point de vue des ressources en hommes et en matériel pour une offensive d'hiver ;

b) sous l'angle du moral de la masse des soldats allemands ; ce moral est-il susceptible d'empêcher l'offensive ou tout au moins de la retarder ?

2) Peut-on présumer que les Allemands, au cas où nous romprions immédiatement les pourparlers de paix, où leurs troupes passeraient aussitôt à l'offensive, soient capables de nous infliger une défaite décisive ? Sont-ils à même de s'emparer de Pétrograd ?

3) Y a-t-il lieu de craindre que la nouvelle d'une rupture des négociations de paix provoque dans le gros de l'armée l'anarchie et la désertion, ou peut-on être assuré que l'armée tiendra fermement le front, même après une telle nouvelle ?

4) Notre armée est-elle assez forte pour résister à l'offensive allemande, si celle-ci est déclenchée le 1er janvier ? Au cas contraire, dans combien de temps notre armée pourrait-elle opposer une résistance à l'offensive allemande ?

5) En cas d'offensive allemande brusquée, notre armée pourrait-elle se replier en bon ordre en sauvant l'artillerie ? Dans l'affirmative, serait-il possible à cette condition de retarder pour longtemps l'avance des Allemands à l'intérieur de la Russie ?

6) Conclusion générale : du point de vue de l'état de l'armée, convient-il de nous efforcer de faire traîner les pourparlers de paix, ou bien la rupture immédiate et brutale, dans un esprit révolutionnaire, en raison de la politique annexionniste des Allemands, est-elle préférable, afin de préparer résolument le terrain en vue d'une guerre révolutionnaire ?

7) Convient-il d'entreprendre immédiatement un travail d'agitation intense contre la politique annexionniste des Allemands et en faveur d'une guerre révolutionnaire ?

8) Est-il possible de procéder dans un délai très bref (5 à 10 jours par exemple) à une consultation de nombreuses unités de l'armée de campagne afin d'obtenir des réponses plus complètes, sous une forme mieux appropriée, aux questions posées ci-dessus ?

9) Peut-on espérer que le désaccord avec les Ukrainiens s'atténuera et qu'il fera même place à une union étroite, dès que la nouvelle de la politique annexionniste des Allemands sera connue, ou bien faut-il s'attendre à voir les Ukrainiens profiter de l'aggravation de la situation des Grands-Russes pour accentuer leur lutte contre ces derniers ?

10) Si l'armée pouvait voter, se prononcerait-elle en faveur d'une paix immédiate avec annexions (perte de toutes les régions occupées) et à des conditions économiques extrêmement pénibles pour la Russie, ou bien en faveur d'une tension extrême des forces en vue d'une guerre révolutionnaire, c'est-à-dire pour la riposte aux Allemands ?

Ecrit le17(30) décembre 1917.
Paru pour la première fois en 1927, dans les «Notes de l'Institut Lénine». II

Conforme au texte des notes

PROJET DE RÉSOLUTION DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE [146]

1. Propagande active contre la politique annexionniste des Allemands.
2. Attribution de fonds supplémentaires pour cette propagande.
3. Transfert des pourparlers de paix à Stockholm.
4. Poursuivre les pourparlers de paix et s'opposer à leur accélération par les Allemands.
5. Mesures énergiques pour réorganiser l'armée en réduisant ses effectifs et en renforçant la capacité de défense.
6. Mesures d'urgence contre une percée en direction de Pétrograd.
7. Propagande en faveur d'une guerre révolutionnaire.

Ecrit le 18 (31) décembre 1917.
Paru pour la première fois en 1929 dans le Recueil Lénine XI

Conforme au manuscrit

RÉSOLUTION DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE SUR LES POURPARLERS AVEC LA RADA D'UKRAINE LE 19 DÉCEMBRE 1917

Après avoir entendu le rapport du camarade Prochian qui, en qualité de délégué du Congrès paysan, a eu un entretien avec Vinnitchenko, Grouchevski, Porch et autres représentants officiels de la Rada d'Ukraine,

— après avoir pris en considération le fait que ces représentants officiels de la Rada ont accepté, en principe, d'entamer des pourparlers en vue d'un accord avec le Conseil des Commissaires du peuple, sur la base de la reconnaissance par ce dernier de l'indépendance de la République populaire d'Ukraine, et de la reconnaissance par la Rada des tendances contre-révolutionnaires de Kalédine et de ses complices,

— après avoir pris en considération le fait que le Conseil des Commissaires du peuple a toujours reconnu, sans réserve, le droit de toute nation, entre autres de la nation ukrainienne, à une existence nationale indépendante,

— que toute tentative pour écarter un conflit avec la Rada d'Ukraine est incontestablement souhaitable, à la condition que la Rada reconnaisse les tendances contre-révolutionnaires de Kalédine et n'entrave pas la lutte contre ce dernier,

— exprimant sa conviction que seuls les Soviets des paysans pauvres, des ouvriers et des soldats d'Ukraine peuvent créer en Ukraine un pouvoir sous lequel les conflits entre peuples frères seront impossibles,

le Conseil des Commissaires du peuple, estimant en même temps opportun d'entamer des négociations avec la Rada en vue d'éliminer les conflits provoqués par la politique de cette dernière à l'égard du front d'ensemble et du soulèvement contre-révolutionnaire de Kalédine, décide :

de proposer à la Rada d'Ukraine des pourparlers en vue d'un accord, reposant sur les principes énoncés, et de désigner la ville de Smolensk ou de Vitebsk où il serait vraisemblablement le plus commode de mener ces pourparlers.

Ecrit le 19 décembre 1917 (1er janvier 1918).
Publié dans les journaux « Pravda » n° 220 et « Izvestia du Comité exécutif central » n° 257, 21 décembre 1917

Conforme au manuscrit

CEUX QUI SONT EFFRAYÉS PAR LA FAILLITE DE L'ANCIEN ET CEUX QUI LUTTENT POUR LE NOUVEAU

« Les bolchéviks sont depuis deux mois déjà au pouvoir et, au lieu du paradis socialiste, nous voyons l'enfer du chaos, de la guerre civile, d'une désorganisation encore plus grande. » Voilà ce qu'écrivent, ce que disent et ce que pensent les capitalistes et leurs tenants, conscients ou à demi-conscients.

Nous répondons : les bolchéviks ne sont au pouvoir que depuis deux mois, et un progrès immense vers le socialisme est déjà réalisé. C'est ce que ne voit pas celui qui ne veut pas voir ou qui ne sait pas envisager les événements historiques dans leur enchaînement. On ne veut pas voir qu'en quelques semaines les institutions non démocratiques dans l'armée, à la campagne, dans les fabriques ont été détruites presque de fond en comble. Or, il n'y a pas, il ne peut y avoir d'autre voie vers le socialisme, en dehors de cette destruction. On ne veut pas voir qu'en quelques semaines le mensonge impérialiste qui régnait en politique extérieure, faisait traîner la guerre et masquait les conquêtes et les rapines par des traités secrets, a fait place à une politique de paix véritablement révolutionnaire et démocratique, qui a déjà abouti à un résultat concret aussi important que l'armistice et a centuplé le rayonnement de notre révolution. On ne veut pas voir que le contrôle ouvrier et la nationalisation des banques sont amorcés, et que ce sont là précisément les premiers pas vers le socialisme.

Ils ne savent pas comprendre les perspectives historiques, ceux qui sont écrasés par la routine du capitalisme, abasourdis par la faillite formidable de l'ancien régime, par

les craquements et le fracas, par le « chaos » (chaos apparent) dû à l'écroulement, à l'effondrement des édifices séculaires du tsarisme et de la bourgeoisie, ceux qui sont effrayés par l'exacerbation de la lutte de classes, par sa transformation en guerre civile, la seule légitime, la seule juste, la seule sacrée, — non au sens que les popes donnent à ce mot, mais dans son sens humain, la guerre sacrée des opprimés contre les oppresseurs pour renverser ces derniers et pour affranchir les travailleurs de toute oppression. Au fond, tous ces bourgeois atterrés, consternés, terrifiés, ces petits bourgeois et ces « commis de la bourgeoisie » s'en tiennent, souvent sans en avoir conscience, à la vieille idée absurde, sentimentale, plate, propre à la gent intellectuelle, de l'« introduction du socialisme », acquise « par ouï-dire », en attrapant au vol des bribes de la doctrine socialiste, en reprenant à leur compte les déformations de cette doctrine, dues à des ignorants, à des pseudo-savants, en nous attribuant à nous, marxistes, cette idée et même un plan pour « introduire » le socialisme.

De telles idées, pour ne pas parler de plans, nous sont étrangères, à nous, marxistes. Nous avons toujours su, toujours dit, toujours répété qu'on ne peut pas « introduire » le socialisme, qu'il apparaît au cours de la lutte de classes la plus intense, la plus aiguë, la plus âpre, la plus farouche, et au cours de la guerre civile, qu'entre le capitalisme et le socialisme s'étend une longue période « d'enfantement douloureux », que la violence est toujours l'accoucheuse de la vieille société, qu'à la période de transition de la société bourgeoise à la société socialiste correspond un Etat spécial (c'est-à-dire un système spécial de violence organisée à l'égard d'une classe donnée), à savoir : la dictature du prolétariat. Mais la dictature du prolétariat présuppose et exprime un état de guerre latent, des mesures militaires pour lutter contre les adversaires du pouvoir prolétarien. La Commune a été une dictature du prolétariat ; Marx et Engels lui ont reproché de n'avoir pas utilisé avec *assez* d'énergie sa force armée pour écraser la résistance des exploiteurs, et estimaient que c'était là une des causes de sa chute [147].

Au fond, toutes ces clameurs des intellectuels à propos de la répression de la résistance des capitalistes ne sont au-

tre chose qu'une survivance de l'ancienne politique « conciliatrice », pour parler « poliment ». Mais si l'on parle avec la franchise prolétarienne, il faudra dire : c'est encore la servilité devant le sac d'argent, — tel est le fond des vociférations contre la violence ouvrière actuelle, employée (malheureusement avec encore trop peu de force et d'énergie) contre la bourgeoisie, contre les saboteurs, contre les contre-révolutionnaires. « La résistance des capitalistes est brisée », proclamait le brave Péchékhonov, ministre conciliateur, en juin 1917. Ce bonhomme ne soupçonnait même pas que la résistance devait être effectivement *brisée*, qu'elle le *sera* et qu'une telle action s'appelle précisément, en langage scientifique, la dictature du prolétariat, que toute une période historique est caractérisée par l'écrasement de la résistance des capitalistes, donc par la *violence* systématique à l'égard de toute une classe (la bourgeoisie) et de ses complices.

L'esprit de lucre, l'esprit de lucre sordide, haineux, forcené des possédants, la terreur et la servilité de leurs parasites, telle est l'origine sociale des hurlements que pousse à présent la gent intellectuelle de la *Retch* à la *Novaïa Jizn*, contre les violences du prolétariat et de la paysannerie révolutionnaires. Telle est la signification objective de leurs vociférations, de leurs lamentations, de leurs cris de cabotins sur la « liberté » (la liberté pour les capitalistes d'opprimer le peuple), etc., etc. Ils seraient « disposés » à reconnaître le socialisme, si l'humanité sautait au socialisme d'un seul coup, d'un seul bond sensationnel, sans bruit, sans lutte, sans grincements de dents de la part des exploiteurs, sans leurs multiples tentatives de sauvegarder l'ancien état de choses ou de le restaurer par un détour, en sourdine, sans « ripostes » réitérées de la violence révolutionnaire prolétarienne à de telles tentatives. Ces pique-assiette intellectuels de la bourgeoisie sont « prêts », selon le proverbe allemand bien connu, à laver la peau à condition qu'elle reste toujours sèche.

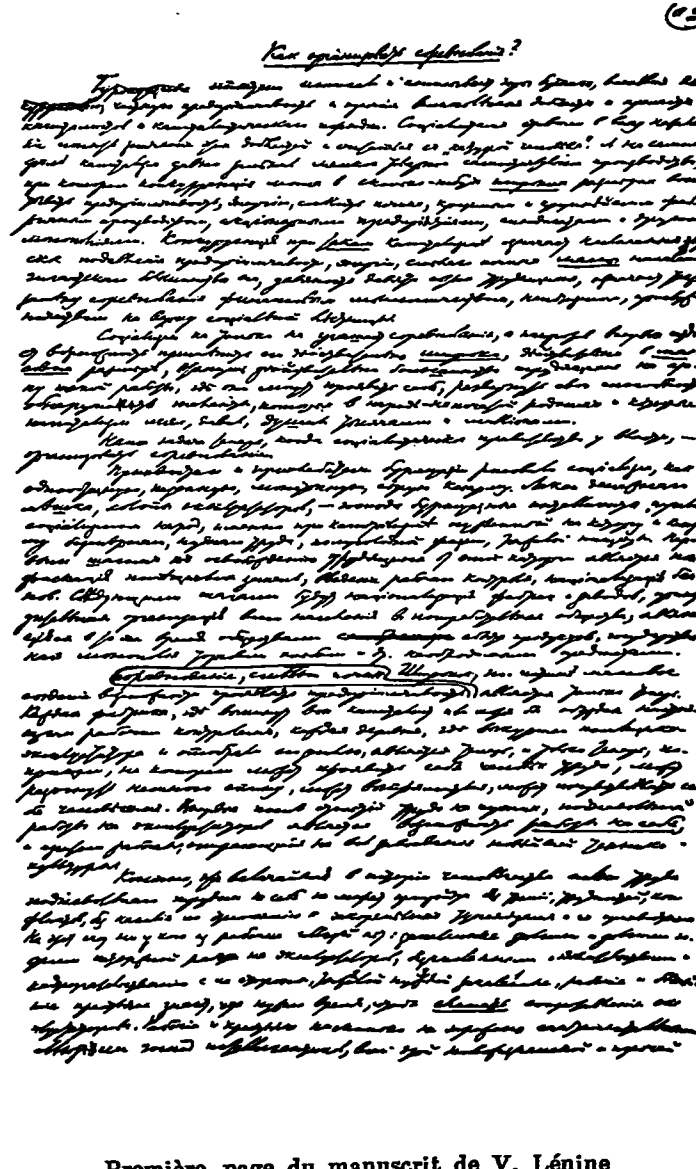
Quand la bourgeoisie et ses fonctionnaires, employés, médecins, ingénieurs et autres gens habitués à la servir, ont recours à des mesures extrêmes de résistance, cela épouvante les intellectuels. Ils tremblent de peur et poussent des glapissements encore plus perçants sur la nécessité de revenir à

la « politique conciliatrice ». Mais nous et tous les amis sincères de la classe opprimée, nous ne pouvons que nous réjouir de ces mesures extrêmes de résistance de la part des exploiteurs, car nous attendons la virilité du prolétariat, sa maturité pour le pouvoir non des palabres et des exhortations, non de l'école des sermons doucereux et des déclamations sentencieuses, mais de l'école de la vie, de l'école de la lutte. Pour devenir la classe dirigeante et pour triompher définitivement de la bourgeoisie, le prolétariat doit *acquérir cette connaissance*, car il ne peut nulle part la trouver toute faite. Or, il faut s'instruire dans la lutte. Seule la lutte sérieuse, persévérante, farouche, nous instruit. Plus la résistance des exploiteurs sera acharnée, et plus leur écrasement par les exploités sera énergique, inflexible, impitoyable, efficace. Plus les tentatives et les efforts des exploiteurs pour sauvegarder l'ancien régime seront nombreux, et plus promptement le prolétariat apprendra à chasser ses ennemis de classe de leurs derniers refuges, à extirper les racines de leur domination, à faire disparaître le terrain même sur lequel ont pu (et devaient) surgir l'esclavage du salariat, la misère des masses, la cupidité et l'impudence des ploutocrates.

A mesure que croît la résistance de la bourgeoisie et de ses larbins, croît la force du prolétariat et de la paysannerie qui se joint à lui. Les exploités se trempent, mûrissent, progressent, s'instruisent, dépouillent « le vieil homme » du salariat asservissant à mesure qu'augmente la résistance de leurs ennemis, les exploiteurs. La victoire sera pour les exploités, car ils ont pour eux la vie, la force du nombre, la force de la masse, les sources intarissables de l'abnégation, de l'idéal, de l'honnêteté de ce qu'on appelle le « simple peuple », des ouvriers et des paysans qui prennent leur essor, qui s'éveillent pour édifier un monde nouveau et dont les réserves d'énergie et de talents sont gigantesques. La victoire est à eux.

Écrit du 24 au 27 décembre 1917 (6-9 janvier 1918).
Paru pour la première fois le 22 janvier 1929, dans la « Pravda » n° 18.
Signé : Lénine

Conforme au manuscrit



Première page du manuscrit de V. Lénine « Comment organiser l'émulation ? ». — Décembre 1917.
Réduction

COMMENT ORGANISER L'ÉMULATION ?

Les écrivains bourgeois ont noirci et noircissent des monceaux de papier en portant aux nues la concurrence, l'initiative privée et autres magnifiques prouesses et appâts des capitalistes et de leur régime. On a reproché aux socialistes de méconnaître ces vertus et de ne pas vouloir compter avec la « nature humaine ». Or, en fait, le capitalisme a depuis longtemps remplacé la petite production marchande indépendante, où la concurrence pouvait, dans des proportions plus ou moins *larges*, développer l'esprit d'entreprise, l'énergie, les initiatives hardies, par la grande et la très grande production industrielle, les sociétés par actions, les cartels et autres monopoles. Sous un *tel* capitalisme, la concurrence signifie l'écrasement incroyablement féroce de l'esprit d'entreprise, de l'énergie, des initiatives hardies de la *masse* de la population, de son immense majorité, des quatre-vingt-dix-neuf pour cent des travailleurs ; c'est aussi substituer à l'émulation l'escroquerie financière, le népotisme, la soumission servile à l'égard des maîtres du régime.

Loin d'éteindre l'émulation, le socialisme crée au contraire pour la première fois la possibilité de la stimuler réellement *sur une vaste échelle*, d'une façon véritablement *massive*, d'ouvrir à la majorité des travailleurs un champ d'action où ils pourraient faire leurs preuves, déployer leurs facultés, révéler leurs talents, qui sont une source intarissable et intacte dans le peuple, et que le capitalisme écrasait, étouffait, broyait par milliers et par millions.

Maintenant qu'un gouvernement socialiste est au pouvoir notre tâche est d'organiser l'émulation.

Les sous-fifres et les parasites de la bourgeoisie ont dépeint le socialisme sous les espèces d'une caserne grise,

uniforme, austère et monotone. Les laquais du sac d'écus, les valets des exploiteurs — messieurs les intellectuels bourgeois — ont fait du socialisme un « épouvantail » pour le peuple qui, précisément en régime capitaliste, est condamné à une vie de bagne et de caserne, à un travail écrasant et abrutissant, à la sous-alimentation, à une misère noire. Pour délivrer les travailleurs de ce bagne, il faut avant tout confisquer les domaines des grands propriétaires fonciers, instituer le contrôle ouvrier, nationaliser les banques. Ensuite, on devra nationaliser les fabriques et les usines, organiser obligatoirement toute la population dans les sociétés de consommation qui sont en même temps des sociétés pour l'écoulement des produits, établir le monopole d'Etat sur le commerce du blé et autres articles indispensables.

C'est aujourd'hui seulement qu'il devient possible sur une échelle vraiment massive de manifester l'esprit d'entreprise, de développer l'émulation, de donner libre cours à des initiatives hardies. Chaque fabrique dont on a chassé le capitaliste, ou du moins où il est tenu en bride par un véritable contrôle ouvrier, chaque village dont on a délogé le grand propriétaire foncier exploiteur en lui confisquant son domaine, est aujourd'hui, et aujourd'hui seulement, un champ d'action où le travailleur peut faire ses preuves, redresser un peu l'échine, se tenir droit, se sentir un homme. Pour la première fois, après des siècles de travail au profit d'autrui, de travail forcé pour le compte des exploiteurs, apparaît la possibilité de *travailler pour soi*, et ce, en bénéficiant de toutes les conquêtes de la technique et de la culture modernes.

Certes, cette substitution — événement capital dans l'histoire de l'humanité — du travail pour soi au travail forcé ne peut s'effectuer sans heurts, sans difficultés, sans conflits, sans violence à l'égard des parasites endurcis et de leurs valets. Sur ce point, aucun ouvrier ne se fait d'illusions : trempés par de longues, de très longues années de travaux forcés pour le compte des exploiteurs et par les innombrables vexations et brimades de leur part, aguerris par une dure misère, les ouvriers et les paysans pauvres savent qu'il faut du temps pour *briser* la résistance des exploiteurs. Les ouvriers et les paysans ne sont pas le moins du monde contaminés par les illusions sentimentales de la gent intel-

lectuelle, de toute cette lie de la *Novaïa Jizn* et d'ailleurs, qui « vociféraient » à en perdre la voix contre les capitalistes « tonnant » et « gesticulant », pour en arriver à fondre en larmes et à jouer les petits chiens battus le jour où il s'est agi de passer *aux actes*, de mettre à exécution les menaces, de procéder concrètement au *renversement* des capitalistes.

Le grandiose remplacement du travail forcé par le travail pour soi, par le travail organisé méthodiquement à l'échelle gigantesque de l'Etat (et aussi, dans une certaine mesure, à l'échelle internationale, mondiale) exige également — outre les mesures « *militaires* » pour réprimer la résistance des exploiteurs — d'immenses efforts *d'organisation*, de la part du prolétariat et de la paysannerie pauvre. Cette tâche est inséparable de l'écrasement militaire, implacable, des esclavagistes d'hier (les capitalistes) et de la meute de leurs laquais, ces messieurs les intellectuels bourgeois. Nous avons toujours été les organisateurs et les chefs, c'est nous qui commandions. Voilà ce que disent et pensent les esclavagistes d'hier et leurs commis intellectuels. Nous voulons rester ce que nous étions, nous n'allons pas obéir à la « plèbe », aux ouvriers et paysans, nous ne nous soumettrons pas à eux, nous nous servirons de notre savoir pour défendre les privilèges du sac d'écus et la domination exercée sur le peuple par le capital.

Ainsi parlent, pensent et agissent les bourgeois et les intellectuels bourgeois. Du point de vue de l'*intérêt égoïste*, leur attitude est parfaitement compréhensible : les pique-assiette et les parasites des seigneurs féodaux, les popes, les clercs, les fonctionnaires dépeints par Gogol, les « intellectuels » qui haïssaient Biélinski [148] avaient « du mal », eux aussi, à renoncer au servage. Mais la cause des exploiteurs et de leur valetaille intellectuelle est une cause désespérée. Leur résistance, les ouvriers et les paysans sont en train de la briser, avec encore, malheureusement, trop peu de fermeté, de résolution implacable — *et ils finiront par la briser complètement*.

« Ils » pensent que la « plèbe », les « simples » ouvriers et les paysans pauvres ne viendront pas à bout de la grande tâche, vraiment héroïque au sens historique du terme, que la révolution socialiste a assignée aux travailleurs en matière d'organisation. « On ne pourra pas se passer de nous » :

ainsi se consolent les intellectuels accoutumés à servir les capitalistes et l'Etat capitaliste. Leur calcul cynique est voué à l'échec : dès à présent, des gens instruits se détachent d'eux, passent aux côtés du peuple, aux côtés des travailleurs qu'ils aident à briser la résistance des laquais du capital. Quant aux organisateurs de talent, ils sont nombreux dans la paysannerie et dans la classe ouvrière ; ils commencent tout juste à prendre conscience d'eux-mêmes, à s'éveiller, à se tourner vers un grand travail vivant et créateur, à entreprendre de leur propre initiative l'édification de la société socialiste.

Une des tâches les plus importantes de notre temps, sinon la plus importante, consiste à stimuler aussi largement que possible cette initiative spontanée des ouvriers, de tous les travailleurs et exploités en général, dans leur labeur fécond *d'organisation*. Il faut détruire à tout prix ce vieux préjugé *absurde*, barbare, infâme et odieux, selon lequel seules les prétendues « classes supérieures », seuls les riches ou ceux qui sont passés par l'école des classes riches, peuvent administrer l'Etat, organiser l'édification de la société socialiste.

C'est là un préjugé. Il est entretenu par une routine pourrie, par l'encroûtement, par l'habitude de l'esclave, et plus encore par la cupidité sordide des capitalistes, qui ont intérêt à administrer en pillant et à piller en administrant. Non, les ouvriers n'oublieront pas un seul instant qu'ils ont besoin de la force du savoir. Le zèle extraordinaire qu'ils mettent à s'instruire, surtout aujourd'hui, atteste qu'à cet égard il n'y a pas, il ne peut y avoir d'erreur au sein du prolétariat. Mais pour ce qui est du travail *d'organisation*, il est à la portée du *commun* des ouvriers et des paysans, pourvu qu'ils sachent lire et écrire, qu'ils connaissent les hommes et soient munis d'une expérience pratique. Parmi la « plèbe », dont les intellectuels bourgeois parlent avec hauteur et mépris, ces hommes sont *légion*. Au sein de la classe ouvrière et de la paysannerie, ces talents constituent une source intarissable et encore intacte.

Les ouvriers et les paysans sont encore « timides ». Ils ne se sont pas encore faits à l'idée qu'aujourd'hui *ce sont eux* la classe *dominante* ; ils ne sont pas encore assez résolus. La révolution ne pouvait pas susciter *d'emblée* ces qualités chez

des millions et des millions d'hommes que la faim et la misère avaient contraints toute leur vie durant à travailler sous la trique. Mais la force, la vitalité, l'invincibilité de la Révolution d'Octobre 1917 tiennent précisément au fait qu'elle *éveille* ces qualités, renverse toutes les vieilles barrières, rompt les liens vétustes, et engage les travailleurs dans la voie où ils créent *eux-mêmes* la vie nouvelle.

Le recensement et le contrôle, telle est la tâche économique *essentielle* de tout Soviet des députés ouvriers, soldats et paysans, de toute société de consommation, de toute association ou comité de ravitaillement, de tout comité d'usine ou de tout organe de contrôle ouvrier en général.

Il est indispensable de lutter contre la vieille habitude de considérer la mesure de travail et les moyens de production du point de vue de l'homme asservi qui se demande comment se débarrasser d'un fardeau qui lui pèse, comment arracher ne serait-ce qu'un morceau *à la bourgeoisie*. Cette lutte, les ouvriers avancés, conscients, l'ont déjà commencée en ripostant résolument aux nouveaux venus dans les fabriques, nombreux surtout depuis la guerre et qui voudraient traiter aujourd'hui la fabrique *appartenant au peuple*, devenue propriété du peuple, comme autrefois, en pensant uniquement à « arracher un plus gros morceau et filer ». Tout ce qu'il y a de conscient, d'honnête, de pensant dans la paysannerie et dans les masses laborieuses se dressera dans cette lutte aux côtés des ouvriers avancés.

Le recensement et le contrôle, *à condition* qu'ils soient assurés par les Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, en leur qualité de pouvoir suprême de l'Etat, ou d'après les indications et au nom de *ce* pouvoir — le recensement et le contrôle généralisés, universels, absolus, de la quantité de travail et de la répartition des produits, — tel est *le fond même* de la transformation socialiste, une fois la domination politique du prolétariat acquise et assurée.

Le recensement et le contrôle, indispensables pour passer au socialisme, ne peuvent être que l'œuvre des masses. Seule la participation bénévole et consciencieuse de la *masse* des ouvriers et des paysans, dans l'enthousiasme révolutionnaire, au recensement et au contrôle sur *les riches, les filous, les parasites et les voyous*, peut vaincre ces survivances de la maudite société capitaliste, ces déchets de l'hu-

manité, ces membres irrémédiablement pourris et gangrenés, cette infection, cette peste, cette plaie que le capitalisme a légués au socialisme.

Ouvriers et paysans, travailleurs et exploités ! La terre, les banques, les fabriques et les usines sont devenues la propriété du peuple tout entier ! Entreprenez *vous-mêmes* le recensement et le contrôle de la production et de la répartition des produits ! Là, et là *seulement*, est la voie conduisant à la victoire du socialisme, le gage de sa victoire, le gage de la victoire sur toute exploitation, sur toute indigence et misère ! Car il y a en Russie assez de blé, de fer, de bois, de laine, de coton et de lin pour tous, pourvu que le travail et les produits soient convenablement répartis, pourvu qu'on établisse un contrôle *efficace, pratique* de cette répartition, et qu'il soit exercé par tout le peuple ; pourvu que l'on triomphe *non seulement* en politique, mais aussi dans la vie *économique quotidienne*, des ennemis du peuple : des riches et de leurs écornifleurs, puis des filous, des fainéants et des voyous.

Pas de quartier pour ces ennemis du peuple, ces ennemis du socialisme, ces ennemis des travailleurs. Guerre à mort aux riches et à leurs pique-assiette, les intellectuels bourgeois ; guerre aux filous, aux fainéants et aux voyous. Les uns et les autres sont frères jumeaux, la progéniture du capitalisme, les rejetons de la société des seigneurs et des bourgeois, où une poignée d'individus spoliait et bafouait le peuple, société où l'indigence et la misère poussaient des milliers et des milliers d'hommes dans la voie de la canaillerie, de la vénalité, de la filouterie, de l'oubli de la dignité humaine, société qui inculquait nécessairement aux travailleurs le désir d'échapper à l'exploitation, fût-ce par un subterfuge, de se tirer d'affaire, de se débarrasser, ne serait-ce que pour une minute, d'un travail rebutant ; d'arracher un morceau de pain par n'importe quel moyen, à n'importe quel prix, pour ne pas souffrir de la faim, pour ne pas se sentir soi-même et ne pas sentir les siens affamés.

Les riches et les filous sont les deux faces d'une même médaille ; ce sont les deux catégories principales de *parasites* nourris par le capitalisme ; ce sont les principaux ennemis du socialisme, des ennemis qu'il faut placer sous la surveillance particulière de toute la population, et contre qui

il faut sévir implacablement à la moindre infraction aux règles et aux lois de la société socialiste. Toute faiblesse, toute hésitation, toute sentimentalité à cet égard seraient le plus grand des crimes envers le socialisme.

Afin de mettre la société socialiste à l'abri de ces parasites, il faut organiser le recensement et le contrôle bénévoles, énergiques, soutenus par l'enthousiasme révolutionnaire de tout le peuple, par les millions d'ouvriers et de paysans, et portant sur la quantité de travail, sur la production et la répartition. Pour organiser ce recensement et ce contrôle, *parfaitement accessibles*, parfaitement à la portée de tout ouvrier et de tout paysan honnête, sensé, ordonné, il faut faire appel à leurs propres talents d'organisateurs, issus d'eux-mêmes ; il importe de susciter entre eux — et d'organiser à l'échelle de l'Etat — l'*émulation* en cette matière ; il faut que les ouvriers et les paysans comprennent nettement la différence entre le conseil nécessaire de l'homme instruit et le contrôle nécessaire exercé par le « simple » ouvrier et le « simple » paysan sur l'*incurie*, si fréquente parmi les gens « instruits ».

Cette incurie, cette négligence, ce laisser-aller, ce manque de soin, cette nervosité, cette tendance à remplacer l'action par la discussion, le travail par des bavardages, ce penchant à tout entreprendre sans rien mener à son terme, est un des traits propres au « gens instruits » et qui ne découlent pas le moins du monde d'un mauvais naturel, encore moins de mauvaises intentions, mais de toutes leurs habitudes de vie, de leurs conditions de travail, de leur surmenage, de la séparation anormale entre le travail intellectuel et le travail manuel, et ainsi de suite.

Parmi les erreurs, les insuffisances, les bévues de notre révolution, un rôle non négligeable revient aux erreurs, etc., engendrées par ces particularités fâcheuses — mais inévitables à l'heure actuelle — propres à nos intellectuels, et par l'*absence* d'un contrôle suffisant de la part *des ouvriers* sur le travail *d'organisation* des intellectuels.

Les ouvriers et les paysans sont encore « timides » ; ils doivent se débarrasser de cette timidité et ils s'en débarrasseront *à coup sûr*. On ne saurait se passer des conseils, des indications des hommes instruits, des intellectuels, des spécialistes. Tout ouvrier, tout paysan tant soit peu sensé

le comprend parfaitement, et nos intellectuels ne peuvent se plaindre d'un manque d'attention et d'estime cordiale de la part des ouvriers et des paysans. Mais les conseils et les indications, c'est une chose, l'organisation *pratique* du recensement et du contrôle en est une autre. Les intellectuels donnent une foule de conseils et de directives admirables ; mais ils se révèlent ridiculement, *absurdement*, honteusement « manchots », incapables d'*appliquer* ces conseils et ces indications, de *contrôler pratiquement* la transformation des paroles en actes.

C'est là qu'on ne peut en aucun cas se passer de l'aide et du *rôle dirigeant* des organisateurs praticiens issus du « peuple », issus des ouvriers et des paysans travailleurs. « Ce ne sont pas les dieux qui font cuire la poterie » — telle est la vérité que les ouvriers et les paysans doivent s'enfoncer avant toutes choses dans la tête. Ils doivent comprendre qu'aujourd'hui tout dépend de la *pratique*, que nous en sommes précisément à l'heure historique où la théorie se transforme en pratique, se vivifie par la pratique, se corrige par la pratique, se vérifie par la pratique et où sont particulièrement vraies les paroles de Marx : « Tout pas fait en avant, toute progression réelle importe plus qu'une douzaine de programmes [149] ». Toute mesure pratique prise pour mater réellement les riches et les filous, pour les éliminer, pour les soumettre à un recensement et à une surveillance sans faiblesse, a plus d'importance qu'une douzaine d'excellentes dissertations sur le socialisme. Car, « la théorie est grise, mon ami, mais l'arbre de la vie est éternellement vert [150] ».

Il faut mettre en train l'émulation des organisateurs-praticiens ouvriers et paysans. On doit lutter contre tout poncif, toute tentative d'uniformiser par en haut, ce à quoi les intellectuels sont si enclins. Le centralisme démocratique et socialiste n'a rien de commun ni avec le poncif ni avec l'uniformisation par en haut. L'unité sur les points fondamentaux, capitaux, essentiels, est assurée au contraire par la *diversité* dans les détails, les particularités locales, la façon d'*aborder* l'action, les *procédés* d'application du contrôle, les *moyens* utilisés pour éliminer et mettre hors d'état de nuire les parasites (les riches et les filous, les incapables et les commères hystériques de la gent intellectuelle, etc).

La Commune de Paris a fourni un grand exemple d'initiative, d'indépendance, de liberté de mouvement, d'élan vigoureux parti d'en bas, le tout allié à un centralisme librement consenti, étranger à la routine. Nos Soviets suivent la même voie. Mais ils sont encore « timides », ils n'ont pas encore pris tout leur élan, ils ne se sont pas encore engagés à fond dans leur nouveau, leur grand, leur fécond travail d'édification d'un régime socialiste. Il faut que les Soviets se mettent à l'œuvre avec plus de hardiesse et d'initiative. Il importe que toutes les « communes » — fabriques, villages, coopératives de consommation, comités de ravitaillement — entrent en *émulation* dans l'organisation pratique du recensement et du contrôle du travail et de la répartition des produits. Le programme de ce recensement et de ce contrôle est simple, clair, intelligible à tous : que chacun ait du pain, porte des chaussures solides et des vêtements en bon état, ait un logement chaud et travaille consciencieusement ; que pas un filou (pas un seul tire-au-flanc non plus) ne se promène en liberté, mais qu'il soit en prison ou qu'il purge une peine très sévère de travaux forcés ; que pas un riche enfreignant les règlements et les lois du socialisme ne puisse échapper au sort du filou, lequel sort doit en toute justice être le sien. « Qui ne travaille pas ne mange pas », voilà le commandement *pratique* du socialisme. Voilà ce qu'il faut réaliser *pratiquement*. Voilà les succès *pratiques* dont doivent se prévaloir nos « communes » et nos organisateurs ouvriers et paysans, à plus forte raison nos organisateurs intellectuels (*à plus forte raison*, car ces derniers ont *trop*, *beaucoup trop*, l'habitude de s'enorgueillir de leurs directives et de leurs résolutions générales).

Des milliers de formes et de procédés pratiques de recensement et de contrôle visant les riches, les filous et les parasites doivent être mis au point et éprouvés pratiquement par les communes elles-mêmes, par les petites cellules à la campagne et à la ville. La diversité est ici un gage de vitalité, une promesse de succès dans la poursuite d'un même but unique : *débarrasser* la terre russe de tous les insectes nuisibles, des puces (les filous), des punaises (les riches) et ainsi de suite. Ici, on mettra en prison une dizaine de riches, une douzaine de filous, une demi-douzaine d'ouvriers qui tirent au flanc (à la manière de voyous, comme le font de nombreux

typographes à Pétrograd, surtout dans les imprimeries des partis). Là, on les enverra nettoyer les latrines. Ailleurs, on les munira, au sortir du cachot, d'une carte jaune afin que le peuple entier puisse surveiller ces gens *malfaisants* jusqu'à ce qu'ils se soient corrigés. Ou encore, on fusillera sur place un individu sur dix coupables de parasitisme. Enfin, on imaginera des combinaisons de divers moyens et, par exemple, à l'aide de la libération conditionnelle, on obtiendra le prompt amendement des éléments parmi les riches, les intellectuels bourgeois, les filous et les voyous susceptibles de s'amender. Plus l'expérience générale sera variée, meilleure et plus riche elle sera ; et plus les progrès du socialisme seront sûrs et rapides, plus facilement la pratique — car elle seule peut le faire — élaborera *les meilleurs* procédés et moyens de lutte.

Dans quelle commune, dans quel quartier de grande ville, dans quelle fabrique, dans quel village *n'y a-t-il plus* d'affamés, *plus* de chômeurs, *plus* de riches parasites, *plus* de misérables laquais de la bourgeoisie, de saboteurs, qui se disent des intellectuels ? Où a-t-on fait le plus pour augmenter la productivité du travail, pour construire des maisons confortables destinées aux pauvres, pour installer les pauvres dans les maisons des riches ? Pour fournir équitablement une bouteille de lait à chaque enfant des familles pauvres ? Telles sont les questions autour desquelles doit se déployer l'*émulation* des communes, communautés, sociétés mutuelles de consommation et de production, des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans. Tel est le terrain où les *organisateurs de talent* doivent se signaler *pratiquement*, afin d'accéder à des fonctions supérieures dans l'administration de l'Etat. Ces organisateurs sont nombreux dans le peuple. Mais ils sont refoulés. Il faut les aider à manifester leurs capacités. C'est eux *et eux seuls* qui pourront, avec le soutien des masses, sauver la Russie et sauver la cause du socialisme.

Ecrit du 24 au 27 décembre 1917 (6-9 janvier 1918).
Paru pour la première fois le 20 janvier 1929, dans la « Pravda » n° 17.
Signé : V. Lénine

Conforme au manuscrit

PROJET
DE DÉCRET SUR LES COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION

La guerre provoquée par la lutte entre les capitalistes pour le partage de leur butin a entraîné des ravages sans précédent. Les spéculations criminelles et la course au profit, notamment parmi les classes riches, ont encore aggravé cette situation et infligé à des centaines de milliers, à des millions d'êtres humains les tourments de la famine et du chômage. La nécessité de mesures extraordinaires de secours aux affamés et de lutte impitoyable contre les spéculateurs détermine le gouvernement ouvrier et paysan à instituer les règles ci-après qui ont force de loi dans la République de Russie :

Tout citoyen doit appartenir à une coopérative locale de consommation (de village, de canton, de bourg, de quartier, de rue, etc.).

Le groupement des familles en coopérative de consommation est libre sous la seule réserve que les 2/3 au moins des familles de chaque coopérative appartiennent aux classes pauvres (c'est-à-dire soient des ouvriers, des paysans n'employant aucun ouvrier salarié, etc.).

Chaque coopérative de consommation s'occupe de l'achat et de la répartition des denrées et aussi de l'écoulement des produits locaux. Les directions des sociétés de consommation forment des *comités de ravitaillement*, et aucun transport de produits n'est autorisé sans un certificat écrit du comité de ravitaillement compétent.

Les coopératives de consommation existantes sont nationalisées et sont tenues d'englober toute la population sans exception d'une localité donnée.

Les particuliers peuvent acheter des denrées non seulement dans le dépôt local, mais aussi dans les dépôts généraux, à la condition expresse d'un enregistrement dans les livres de la coopérative locale de consommation.

Le transport, l'achat et la vente des produits sans certificats des comités de ravitaillement entraînent la confiscation de tous les biens du coupable, un emprisonnement de six mois au moins et les travaux forcés.

Les certificats pour le transport, l'achat et la vente des denrées doivent être établis en deux exemplaires, signés par trois membres au moins de la direction du comité de ravitaillement compétent ; un exemplaire sera obligatoirement gardé dans les dossiers de la direction.

Chaque certificat doit porter l'indication de la coopérative de consommation expéditrice et de la société destinataire.

Les bureaux du télégraphe transmettent les télégrammes des comités de ravitaillement en priorité.

Tous les comités de ravitaillement agissent sous le contrôle et d'après les instructions des Soviets locaux des députés ouvriers, soldats et paysans.

Chacun est libre d'acquérir par l'intermédiaire de la coopérative de consommation à laquelle il appartient n'importe quels produits, sans aucune limitation autre que celles pouvant être établies pour les marchandises importées de l'étranger.

Les denrées destinées à être écoulées sont obligatoirement livrées au comité de ravitaillement local à des prix libres, à l'exception des cas où les prix sont établis par la loi. Les sommes provenant du paiement des produits sont inscrites au compte courant du propriétaire à la filiale locale (rurale, cantonale, municipale, d'usine, etc.), de la Banque populaire.

Chaque Soviet des députés ouvriers, soldats et paysans est tenu de former des groupes de contrôleurs, d'inspecteurs et d'instructeurs chargés d'aider la population à organiser des coopératives de consommation (comités de ravitaille-

ment) et de vérifier leur comptabilité, ainsi que l'ensemble de leur fonctionnement.

Des instructions seront publiées ultérieurement à l'intention des comités de ravitaillement quant à la tenue de la comptabilité et la correspondance.

Ecrit du 24 au 27 décembre 1917 (6-9 janvier) 1918.
Paru pour la première fois le 22 janvier 1929, dans les « Izvestia du Comité exécutif central » n° 18

Conforme au manuscrit

RÉSOLUTION DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE SUR LA RÉPONSE DE LA RADA D'UKRAINE AU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE

Le Conseil des Commissaires du peuple considère que la réponse de la Rada est si vague et si évasive qu'elle frise la dérision. La cause principale du désaccord avec la Rada a été clairement indiquée par le Conseil des Commissaires du peuple dans son premier message proposant des pourparlers de paix à la Rada *. Il était dit dans ce document qu'un soutien direct ou indirect des troupes de Kalédine par la Rada nous donnerait une raison légitime d'engager contre elle une action militaire. Autour de Kalédine se rassemblent les éléments contre-révolutionnaires parmi les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie, venus de tous les coins de la Russie. Contre Kalédine se dresse manifestement la majorité des paysans et des travailleurs cosaques, même dans la région du Don. La reconnaissance du pouvoir des Soviets par la majorité de la population de Russie et, en premier lieu, par la majorité des masses laborieuses de toutes les nationalités, est un fait évident pour tous. En Ukraine même, le mouvement révolutionnaire des classes laborieuses en faveur d'une remise totale du pouvoir aux Soviets prend de plus en plus d'ampleur et constitue

* Voir le présent tome, pp. 379-381. (*N.R.*)

une promesse de victoire sur la bourgeoisie ukrainienne dans un proche avenir.

En refusant de dire si elle cessera de soutenir, directement ou non, les troupes de Kalédine, la Rada rompt les pourparlers de paix dont nous avions pris l'initiative et assume toute la responsabilité de la prolongation de la guerre civile, déchaînée par les classes bourgeoises de différentes nationalités, guerre absolument sans espoir pour elles, car l'immense majorité des ouvriers, des paysans et des soldats appuie résolument la République socialiste des Soviets.

Quant aux revendications nationales des Ukrainiens, l'indépendance de leur république populaire, son droit d'exiger des relations fédératives, elles sont reconnues pleinement par le Conseil des Commissaires du peuple et ne soulèvent pas la moindre contestation.

Rédigé le 30 décembre 1917 (12 janvier 1918).
Publié le 31 décembre 1917 (13 janvier 1918) dans les journaux « Pravda » n° 227 et « Izvestia du Comité exécutif central » n° 264

Conforme au manuscrit

DISCOURS PRONONCÉ LE 1er (14) JANVIER 1918 LORS DU DÉPART POUR LE FRONT DES PREMIERS DÉTACHEMENTS DE L'ARMÉE SOCIALISTE [151]

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

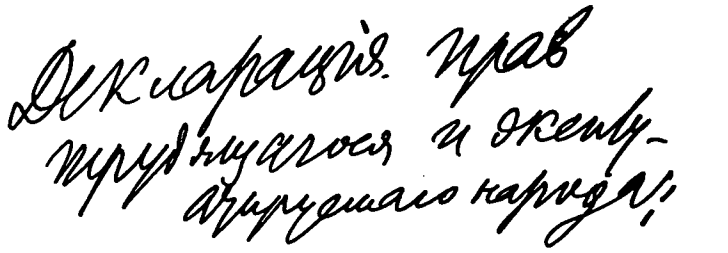
Camarades, je salue en vous la détermination du prolétariat russe de lutter pour le triomphe de la révolution russe, pour le triomphe de ses grands mots d'ordre non seulement sur notre sol, mais aussi parmi tous les peuples du monde. Je salue en vous ces premiers volontaires, héros de l'armée socialiste, qui créeront une puissante armée révolutionnaire. Et cette armée est appelée à défendre les conquêtes de la révolution, notre pouvoir populaire, les Soviets des députés soldats, ouvriers et paysans, l'ensemble de notre nouveau régime authentiquement démocratique, contre tous les ennemis du peuple qui usent de tous les moyens pour étrangler la révolution. Ces ennemis, ce sont les capitalistes du monde entier ; ils organisent à l'heure actuelle une campagne contre la révolution russe, espoir de la délivrance pour tous les travailleurs. Nous devons montrer que nous sommes une force capable de surmonter tous les obstacles sur la voie de la révolution mondiale. Que les camarades qui partent pour les tranchées soutiennent les faibles, convainquent les hésitants et animent par leur propre exemple tous ceux que la lassitude envahit. Déjà les peuples s'éveillent, déjà ils entendent le vibrant appel de notre révolution et bientôt nous ne serons plus seuls, notre armée s'augmentera des forces pro-

létariennes des autres pays. (Les paroles du camarade Lénine furent couvertes par des acclamations et des applaudissements prolongés... Aux sons de l'«Internationale», les volontaires de l'armée socialiste accompagnèrent le camarade Lénine jusqu'à son automobile.)

« Pravda » n° 3
(édition du soir),
17 (4) janvier 1918

Conforme au texte de la « Pravda »

(1



Première page du manuscrit de V. Lénine
« Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité ».
— Début de janvier 1918.
Réduction

DÉCLARATION DES DROITS DU PEUPLE TRAVAILLEUR ET EXPLOITÉ [152]

L'assemblée constituante décrète :

I. 1. La Russie est proclamée République des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans. Tout le pouvoir au centre et dans les provinces appartient à ces Soviets.

2. La République soviétique de Russie est fondée sur la libre union des nations libres, en tant que fédération de Républiques soviétiques nationales.

II. S'assignant comme tâche essentielle l'abolition de toute exploitation de l'homme par l'homme, l'élimination totale de la division de la société en classes, l'écrasement impitoyable de la résistance des exploiteurs, l'organisation socialiste de la société et la victoire du socialisme dans tous les pays, l'Assemblée constituante décrète en outre :

1. La propriété privée de la terre est abolie. Toute la terre, avec tous les bâtiments, le cheptel et autre matériel servant à la production agricole, est déclarée patrimoine de tout le peuple travailleur.

2. La loi soviétique sur le contrôle ouvrier et le Conseil supérieur de l'économie nationale est confirmée, en vue d'assurer le pouvoir du peuple travailleur sur les exploiteurs et en tant que première mesure préparant la remise complète des fabriques, usines, mines, chemins de fer et autres moyens de production et de transport, en propriété à l'Etat ouvrier et paysan.

3. La remise de toutes les banques en propriété à l'Etat ouvrier et paysan est confirmée comme l'une des conditions de l'affranchissement des masses laborieuses du joug du capital.

4. Afin de supprimer les couches parasitaires de la société, le service du travail obligatoire pour tous est institué.

5. Pour assurer la plénitude du poivoir aux masses laborieuses et éliminer toute possibilité de restauration du pouvoir des exploiteurs, il est décrété l'armement des travailleurs, la formation d'une Armée Rouge socialiste des ouvriers et des paysans et le désarmement complet des classes possédantes.

III. 1. Exprimant sa ferme volonté d'arracher l'humanité aux griffes du capital financier et de l'impérialisme qui ont inondé la terre de sang dans la guerre actuelle, la plus criminelle qui ait jamais été, l'Assemblée constituante se rallie sans réserve à la politique pratiquée par le pouvoir des Soviets : dénoncer les traités secrets, organiser la fraternisation la plus large avec les ouvriers et les paysans des armées actuellement en guerre et obtenir, coûte que coûte, par des mesures révolutionnaires, une paix démocratique entre les peuples, sans annexions ni contributions de guerre, fondée sur le droit des nations à disposer librement d'elles-mêmes.

2. D'autre part, l'Assemblée constituante insiste sur la rupture complète avec la politique barbare de la civilisation bourgeoise qui a édifié la prospérité des exploiteurs d'un petit nombre de nations élues sur l'asservissement de centaines de millions de travailleurs en Asie, dans les colonies en général et dans les petits pays.

L'Assemblée constituante salue la politique du Conseil des Commissaires du peuple qui a proclamé l'indépendance complète de la Finlande, commencé le retrait des troupes de la Perse et proclamé la liberté pour l'Arménie de disposer d'elle-même [153].

3. L'Assemblée constituante considère comme un premier coup porté au capital bancaire et financier international la loi soviétique sur l'annulation des emprunts contractés par les gouvernements du tsar, des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie ; elle exprime la conviction que le pouvoir des Soviets marchera d'un pas ferme dans cette voie, jusqu'à la victoire complète de l'insurrection ouvrière internationale contre le joug du capital.

IV. Elue sur la base de listes de partis établies avant la Révolution d'Octobre, alors que le peuple ne pouvait

pas encore se dresser de toute sa masse contre les exploiteurs, alors qu'il ne connaissait pas toute la force de la résistance qu'ils opposeraient pour défendre leurs privilèges de classe, alors qu'il n'avait pas encore entrepris pratiquement l'édification de la société socialiste, l'Assemblée constituante considérerait comme absolument erroné, même du point de vue formel, de s'opposer au pouvoir des Soviets.

Quant au fond, l'Assemblée constituante estime qu'aujourd'hui, au moment de la lutte suprême du peuple contre ses exploiteurs, ces derniers ne sauraient trouver place dans aucun des organes du pouvoir. Le pouvoir doit appartenir tout entier et exclusivement aux masses laborieuses et à leur représentation plénipotentiaire : les Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans.

Apportant son soutien au pouvoir des Soviets et aux décrets du Conseil des Commissaires du peuple, l'Assemblée constituante estime que sa mission se borne à établir les bases fondamentales de la transformation socialiste de la société.

En même temps, soucieuse de créer une alliance vraiment libre et volontaire et, partant, d'autant plus étroite et solide, entre les classes laborieuses de toutes les nations de Russie, l'Assemblée constituante borne sa tâche à l'établissement des principes fondamentaux d'une fédération des Républiques soviétiques de Russie, en laissant aux ouvriers et aux paysans de chaque nation la liberté de décider en toute indépendance, dans leur propre congrès des Soviets investi de pleins pouvoirs, s'ils désirent participer au gouvernement fédéral et aux autres institutions fédérales soviétiques, et sous quelles conditions.

Conforme au manuscrit

Ecrit en janvier 1918, pas plus tard que le 3 (16).
Paru le 17 (4) janvier 1918, dans la « Pravda » n° 2 et les « Izvestia du C.E.C. » n° 2

AU CONGRÈS GÉNÉRAL DE L'ARMÉE SUR LA DÉMOBILISATION

Chers camarades,

Le camarade Podvoïski m'a transmis votre proposition et je vous prie de m'excuser et de ne pas prendre en mauvaise part l'obligation où je me trouve de me borner à vous adresser une lettre. Je salue chaleureusement la conviction que *la grande tâche de la création d'une armée socialiste*, en liaison avec toutes les difficultés du moment que nous traversons et en dépit de ces difficultés, *sera accomplie par vous avec succès.* Nous traversons peut-être une des périodes critiques de la révolution, une période où le pouvoir des Soviets est menacé à la fois par l'ennemi extérieur (les impérialistes d'Allemagne et d'autres pays) et l'ennemi intérieur (la contre-révolution qui se cache aussi derrière le mot d'ordre « tout le pouvoir à l'Assemblée constituante »).

Nous surmonterons cette crise comme les autres. Cela ne fait pas l'ombre d'un doute ! Le pouvoir conquis par les Soviets restera aux mains des Soviets. La révolution socialiste est commencée. Elle poursuivra sa route vers la victoire, en Russie comme dans le monde entier.

Avec mes meilleurs vœux de succès et de cœur au travail.

Votre *Lénine*

(La lettre est saluée par des applaudissements nourris et prolongés.)

Écrit le 3 (14-16) janvier 1918.
Paru le 6 (19) janvier 1918 dans le n° 4 du journal « Armia i Flot Rabotchéi i Krestianskoï Rossii »

Conforme au texte du journal

CONVERSATION PAR FIL DIRECT AVEC L. TROTSKI, PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION DE PAIX SOVIÉTIQUE À BREST-LITOVSK LE 3 (16) JANVIER 1918

1

— Ici, Lénine. Je viens seulement de recevoir votre lettre. Staline n'est pas ici et je n'ai pas encore pu la lui montrer. Votre plan m'apparaît discutable. N'est-il pas possible d'ajourner, quelque peu seulement, son application définitive, et de n'adopter la décision finale qu'après la séance spéciale du Comité exécutif central qui aura lieu ici ? Dès que Staline sera de retour, je lui montrerai à lui aussi votre lettre. *Lénine.*

— Je voudrais prendre conseil de Staline avant de répondre à votre question. La délégation du Comité exécutif central ukrainien de Kharkov qui m'a assuré que la Rada de Kiev est à l'agonie, part aujourd'hui pour vous rencontrer. *Lénine.*

2

5 (18) janvier 1918.

Staline vient d'arriver ; nous allons examiner la question ensemble et nous vous donnerons aussitôt notre réponse.

Lénine

3

Transmettez à Trotski. Prière de surseoir et de venir à Pétrograd. *Lénine. Staline.*

Paru pour la première fois en 1929 dans la revue « Prolétarskaïa Révolioutsia » n° 5

Conforme au texte de la bande télégraphique

DÉCRET
DU COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE RUSSIE EN DATE DU 3 (16) JANVIER 1918

Sur la base de toutes les conquêtes de la Révolution d'Octobre et conformément à la Déclaration du peuple travailleur et exploité, adoptée à la séance du Comité exécutif central du 3 janvier courant, tout le pouvoir dans la République de Russie appartient aux Soviets et aux institutions soviétiques. C'est pourquoi toute tentative, quelles que soient la personne ou l'institution dont elle émane, pour usurper telles ou telles autres fonctions du pouvoir, sera considérée comme un acte contre-révolutionnaire. Toute tentative de cette nature sera réprimée par tous les moyens dont dispose le pouvoir des Soviets, y compris le recours à la force armée.

« Pravda » n° 2,
17 (4) janvier 1918
et « Izvestia du C.E.C. »
n° 2, 4 janvier 1918

Conforme au texte de la « Pravda »

DÉCLARATION DE LA FRACTION DU P.O.S.D.R. (BOLCHÉVIK) LUE À LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE LE 5 (18) JANVIER 1918[154]

L'énorme majorité de la Russie laborieuse — les ouvriers, les paysans et les soldats — a exigé de l'Assemblée constituante qu'elle reconnaisse les conquêtes de la Grande Révolution d'Octobre, les décrets soviétiques sur la terre, la paix, le contrôle ouvrier et, avant tout, qu'elle reconnaisse le pouvoir des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans. Le Comité exécutif central de Russie, selon la volonté de cette énorme majorité des classes laborieuses de Russie, a proposé à l'Assemblée constituante de reconnaître cette volonté comme ayant force de loi pour elle. Cependant, la majorité de l'Assemblée constituante, accédant aux prétentions de la bourgeoisie, a repoussé cette proposition, jetant ainsi un défi à toute la Russie laborieuse.

A l'Assemblée constituante, c'est le parti des socialistes-révolutionnaires de droite, le parti de Kérenski, d'Avksentiev, de Tchernov, qui a obtenu la majorité. Ce parti qui se prétend socialiste et révolutionnaire, dirige la lutte des éléments bourgeois contre la révolution ouvrière et paysanne ; il est en fait un parti bourgeois et contre-révolutionnaire.

Dans sa composition actuelle l'Assemblée constituante est le produit du rapport de forces qui s'était établi avant la Grande Révolution d'Octobre. L'actuelle majorité contre-révolutionnaire de l'Assemblée constituante, élue sur

des listes de partis aujourd'hui périmées, n'est qu'un reflet d'une étape déjà franchie de la révolution et tente de se mettre en travers du mouvement ouvrier et paysan.

Les débats qui se sont déroulés tout au long de la journée ont montré jusqu'à l'évidence que, tout comme au temps de Kérenski, le parti des socialistes-révolutionnaires de droite nourrit le peuple de promesses. En paroles, il lui promet tout ; mais, en fait, il a décidé de lutter contre le pouvoir des Soviets ouvriers, paysans et soldats, contre les mesures socialistes, contre la remise de la terre et de tout le matériel aux paysans sans rachat, contre la nationalisation des banques, contre l'annulation de la Dette publique.

Pour ne pas couvrir un seul instant les crimes des ennemis du peuple, nous déclarons quitter l'Assemblée constituante afin de laisser au pouvoir des Soviets le soin de résoudre définitivement la question de l'attitude à adopter vis-à-vis de la partie contre-révolutionnaire de l'Assemblée constituante.

« Pravda » n° 5 (édition du soir), 19 (6) janvier 1918

Conforme au texte de la « Pravda »

DES GENS DE L'AUTRE MONDE

« J'ai perdu ma journée, mes amis. » C'est ce que dit une vieille sentence latine, qu'on se rappelle involontairement en pensant à la journée perdue du 5 janvier.

Après le travail vivant, réel des Soviets, parmi les ouvriers et les paysans qui font *œuvre utile*, qui abattent les arbres et arrachent les racines de l'exploitation qu'ils ont connue au temps des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, il a fallu tout d'un coup se transporter dans un « monde étranger », auprès de je ne sais quelles gens venues de l'autre monde, du camp de la bourgeoisie et de ses champions, de ses parasites, de ses laquais et de ses défenseurs volontaires et involontaires, conscients et inconscients. Du monde de la lutte des masses laborieuses et de leur organisation soviétique contre les exploiteurs, il a fallu passer au monde des phrases suaves, des déclamations bien léchées et parfaitement vides, des promesses sans cesse réitérées, fondées comme par le passé sur la politique d'entente avec les capitalistes.

On eût dit que l'Histoire, soit par inadvertance, soit par erreur, avait fait machine arrière, et qu'au lieu de nous trouver au mois de janvier 1918, nous étions, pour un jour, en mai ou en juin 1917 !

C'est effrayant ! Tomber du monde des hommes vivants dans une société de cadavres, respirer une odeur cadavéreuse, réentendre les mêmes momies Tchernov et Tsérétéli et leur verbiage « social », à la Louis Blanc [155], voilà qui est insupportable.

Le camarade Skvortsov a eu raison lorsque, en deux ou trois phrases brèves, martelées, simples, tranquilles et en même temps d'une dureté impitoyable, il a dit aux socia-

listes-révolutionnaires de droite : « Tout est fini entre nous. Nous poursuivons jusqu'au bout la Révolution d'Octobre contre la bourgeoisie. Nous ne sommes pas, vous et nous, du même côté de la barricade. »

En réponse, un déluge de phrases bien léchées de Tchernov et de Tsérétéli, éludant avec soin une seule (une seule !) question, celle du pouvoir des Soviets, de la Révolution d'Octobre. « Pas de guerre civile, pas de sabotage » ; c'est ainsi que Tchernov, au nom des socialistes-révolutionnaires de droite, adjure la révolution. Et les socialistes-révolutionnaires de droite qui, pareils à des morts dans leurs tombes, dormaient depuis six mois — de juin 1917 à janvier 1918, se dressent et applaudissent avec acharnement, avec opiniâtreté. C'est si facile et si agréable, en effet, de résoudre par des adjurations les problèmes que pose la révolution. « Pas de guerre civile, pas de sabotage, reconnaissance par tous de l'Assemblée constituante. » En quoi, au fond, ces paroles se distinguent-elles de cet autre appel : « Réconciliation des ouvriers et des capitalistes » ? Absolument en rien. Ce ne sont pas les adjurations du douceâtre, du mielleux Tchernov, ni les sermons ennuyeux, aux relents de brochure mal comprise, mal méditée et déformée, de Tsérétéli qui feront disparaître les Kalédine et les Riabouchinski, avec leurs amis impérialistes de tous les pays, ou qui les amèneront à modifier leur politique.

Il faut ou bien triompher des Kalédine et des Riabouchinski, ou bien sacrifier la révolution. Ou bien la victoire sur les exploiteurs dans la guerre civile, ou bien la mort de la révolution. C'est ainsi que la question s'est posée dans *toutes* les révolutions, aussi bien dans la révolution anglaise du XVIIe siècle que dans la révolution française du XVIIIe siècle et dans la révolution allemande du XIXe. Comment serait-il pensable que la question puisse se poser *autrement* dans la révolution russe du XXe siècle ? Comment donc les loups deviendraient-ils des agneaux ?

Il n'existe ni chez Tsérétéli ni chez Tchernov la moindre intention, le moindre désir de reconnaître le fait de la lutte des classes qui s'est transformée en guerre civile, non pas par hasard, d'un seul coup, par le caprice ou la mauvaise volonté de qui que ce soit, mais inévitablement, à travers le long processus du développement révolutionnaire.

C'est une journée pénible, ennuyeuse, assommante qui s'est déroulée dans les salles élégantes du Palais de Tauride lequel, même par son aspect extérieur, se distingue de Smolny à peu près comme le parlementarisme bourgeois élégant, mais mort, se distingue de l'appareil prolétarien des Soviets, simple, encore désordonné et inachevé à beaucoup d'égards, mais actif et plein de vitalité. Là-bas, dans le vieux monde du parlementarisme bourgeois, les dirigeants de classes hostiles et de groupes hostiles au sein de la bourgeoisie *ont fait des passes d'armes.* Ici, dans le monde nouveau de l'Etat socialiste, prolétarien et paysan, les classes opprimées font grossièrement, maladroitement... *

Ecrit le 6 (19) janvier 1918.
Paru pour la première fois le 21 janvier 1926, dans le n° 17 de la « Pravda »

Conforme au manuscrit

* Le manuscrit s'interrompt ici. (*N.R.*)

PROJET DE DÉCRET SUR LA DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE [156]

La révolution russe a, dès son origine, placé au premier plan les Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, en tant qu'organisation de masse de toutes les classes laborieuses et exploitées, seule capable de diriger la lutte de ces classes en vue de leur complet affranchissement politique et économique.

Au cours de la première période de la révolution russe, les Soviets se sont multipliés, ont grandi et se sont renforcés ; leur propre expérience les a débarrassés des illusions de la politique d'entente avec la bourgeoisie et des formes mensongères du parlementarisme démocratique bourgeois ; ils sont arrivés dans la pratique à la conclusion que l'affranchissement des classes opprimées n'est pas possible sans avoir rompu avec ces formes et avec toute politique de conciliation. Cette rupture fut la Révolution d'Octobre, qui remit tout le pouvoir aux Soviets.

L'Assemblée constituante, élue sur des listes dressées avant la Révolution d'Octobre, était l'expression de l'ancien rapport des forces politiques, datant de l'époque où les conciliateurs et les cadets étaient au pouvoir. En votant alors pour les candidats du parti socialiste-révolutionnaire, le peuple ne pouvait pas choisir entre les socialistes-révolutionnaires de droite, partisans de la bourgeoisie, et les socialistes-révolutionnaires de gauche, partisans du socialisme. Ainsi, cette Assemblée constituante qui devait être le couronnement de la république parlementaire bourgeoise, ne pouvait que se mettre en travers de la voie de la Révolution d'Octobre et du pouvoir des Soviets.

En donnant le pouvoir aux Soviets et, par leur intermédiaire, aux classes laborieuses et exploitées, la Révolution d'Octobre a provoqué la résistance désespérée des exploiteurs ; et, dans l'écrasement de cette résistance, elle s'est pleinement affirmée comme le début de la révolution socialiste. Les classes laborieuses ont pu se convaincre par leur expérience que le vieux parlementarisme bourgeois avait fait son temps, qu'il était absolument incompatible avec les tâches posées par la réalisation du socialisme, que seules des institutions de classe (telles que les Soviets) et non des institutions nationales sont capables de vaincre la résistance des classes possédantes et de jeter les fondements de la société socialiste. Tout refus de reconnaître la plénitude du pouvoir des Soviets et la république des Soviets conquise par le peuple, toute attitude favorable au parlementarisme bourgeois et à l'Assemblée constituante, serait aujourd'hui un pas en arrière et signifierait la faillite de toute la Révolution ouvrière et paysanne d'Octobre.

L'Assemblée constituante qui s'est réunie le 5 janvier a, grâce à ces circonstances, donné la majorité au parti socialiste-révolutionnaire de droite, au parti de Kérenski, d'Avksentiev et de Tchernov. Bien entendu, ce parti a refusé de mettre en discussion la proposition parfaitement précise, claire, qui n'admettait aucune équivoque, de l'organe suprême du pouvoir soviétique, le Comité exécutif central des Soviets : reconnaître le programme du pouvoir des Soviets, reconnaître la « Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité », reconnaître la Révolution d'Octobre et le pouvoir des Soviets. Par là même, l'Assemblée constituante a rompu tout lien entre elle et la République des Soviets de Russie. Cette Assemblée constituante devait être inévitablement abandonnée par les groupes bolchévik et socialiste-révolutionnaire de gauche, qui constituent aujourd'hui, notoirement, l'immense majorité dans les Soviets et jouissent de la confiance des ouvriers et de la majorité des paysans.

En réalité, les partis socialiste-révolutionnaire de droite et menchévik mènent, hors de l'enceinte de l'Assemblée constituante, une lutte des plus acharnées contre le pouvoir des Soviets ; ils appellent ouvertement dans leurs

organes au renversement de ce pouvoir ; ils qualifient d'arbitraire et d'illégale la répression par la force des classes laborieuses, de la résistance des exploiteurs, répression nécessaire pour s'affranchir de l'exploitation ; ils défendent les saboteurs qui servent le capital ; ils vont jusqu'à lancer des appels non déguisés à la terreur que des « groupes inconnus » ont déjà commencé à pratiquer. Il est clair que le reste de l'Assemblée constituante ne pourrait, de ce fait, que jouer le rôle de paravent destiné à masquer la lutte des contre-révolutionnaires pour le renversement du pouvoir des Soviets.

C'est pourquoi le Comité exécutif central décrète : l'Assemblée constituante est dissoute.

Ecrit le 6 (19) janvier 1918.
Paru le 7 janvier 1918 dans les « Izvestia du Comité exécutif central » n° 5

Conforme au manuscrit

DISCOURS SUR LA DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE PRONONCÉ À LA SÉANCE DU COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DU 6 (19) JANVIER 1918

Camarades, le conflit entre le pouvoir des Soviets et l'Assemblée constituante a été préparé par toute l'histoire de la révolution russe, qui a dû faire face à des tâches sans précédent imposées par la transformation socialiste de la société. Après les événements de 1905, il était hors de doute que le tsarisme vivait ses derniers jours et n'a réussi à se tirer de l'abîme que grâce au retard et à l'ignorance des campagnes. La révolution de 1917 s'est produite dans des circonstances particulières : d'une part, le parti impérialiste bourgeois s'était transformé, par la force des événements, en parti républicain ; d'autre part, il était apparu des organisations démocratiques, les Soviets, créées pour la première fois en 1905, car, déjà à cette époque, les socialistes avaient compris que l'organisation de ces Soviets inaugurait quelque chose de grand, de nouveau, d'inconnu jusqu'alors dans l'histoire des révolutions. Les Soviets, que le peuple a su créer de sa seule initiative, sont une forme de démocratie sans équivalent dans aucun autre pays.

La révolution a mis deux forces au premier plan : l'union des masses pour renverser le tsarisme et l'organisation du peuple travailleur. Quand j'entends les adversaires de la Révolution d'Octobre crier à la chimère et à l'utopie des idées du socialisme, je leur pose habituellement une question simple et claire : que représentent les Soviets ? Qu'est-ce qui a provoqué l'apparition de ces institutions populaires, inconnues jusqu'ici dans l'histoire des révo-

lutions ? A cette question aussi, je n'ai reçu et ne pouvais recevoir de qui que ce soit une réponse précise. Défenseurs routiniers du régime bourgeois, ils sont amenés à combattre ces puissantes organisations, dont l'apparition n'a encore jamais été observée dans aucune révolution au monde. Quiconque lutte contre les grands propriétaires fonciers va aux Soviets des députés paysans. Les Soviets comprennent tous ceux qui, ne voulant pas rester inactifs, suivent la voie du travail créateur. Ils ont couvert de leur réseau tout le pays ; et plus ce réseau des Soviets populaires sera serré, moins l'exploitation des représentants du peuple travailleur sera possible, car l'existence des Soviets est incompatible avec l'épanouissement du régime bourgeois : là est l'origine de toutes ces contradictions des représentants de la bourgeoisie qui mènent la lutte contre nos Soviets exclusivement au nom de leurs propres intérêts.

Le passage du capitalisme au régime socialiste s'accompagne d'une lutte longue et tenace. Après avoir renversé le tsarisme, la Révolution russe devait constamment aller de l'avant, sans se limiter à la victoire de la révolution bourgeoise, car la guerre et les calamités sans précédent qu'elle a causées aux peuples exténués ont créé un terrain propice à l'explosion de la révolution sociale. C'est pourquoi rien n'est plus ridicule que de dire que le développement ultérieur de la révolution, la révolte ultérieure des masses ont été provoqués par tel ou tel parti, par telle ou telle personnalité ou, comme ils le proclament, par la volonté d'un « dictateur ». L'incendie de la révolution s'est embrasé exclusivement en raison des souffrances incroyables de la Russie et de l'ensemble des conditions créées par la guerre, qui a placé de façon brutale et décisive le peuple travailleur devant cette alternative : ou bien faire un pas hardi, décidé et intrépide, ou bien périr, mourir de faim.

Et la flamme révolutionnaire s'est manifestée par la création des Soviets, ce rempart de la révolution des travailleurs. Le peuple russe d'un bond gigantesque est passé du tsarisme aux Soviets. C'est un fait irréfutable et sans aucun précédent. Et tandis que les parlements bourgeois de tous les pays et de tous les Etats, prisonniers du cadre du capitalisme et de la propriété, n'ont jamais et nulle part apporté le moindre soutien au mouvement révolution-

naire, les Soviets, attisant l'incendie de la révolution, dictent au peuple cet ordre impératif : lutte, prends tout en main et organise-toi. Il est hors de doute que, dans le cours du développement de la révolution, développement dû à la force des Soviets, il y aura toutes sortes d'erreurs et d'échecs. Mais ce n'est un secret pour personne que tout mouvement révolutionnaire s'accompagne constamment de manifestations temporaires de chaos, de marasme économique et de désordres. La société bourgeoise, c'est toujours la guerre, c'est toujours le carnage ; et ceci a provoqué et aggravé le conflit entre l'Assemblée constituante et les Soviets ; et tous ceux qui nous reprochent de « disperser » aujourd'hui l'Assemblée constituante après l'avoir naguère défendue n'ont pas un grain de bon sens et ne font que des phrases pompeuses et vides. Car, naguère, comparée au tsarisme et à la république de Kérenski, l'Assemblée constituante valait mieux pour nous que leurs fameux organismes du pouvoir ; mais, à mesure que naissaient les Soviets, ceux-ci, bien entendu, en tant qu'organisations révolutionnaires du peuple tout entier, devenaient incomparablement supérieurs à tous les parlements du monde ; ce que je soulignais déjà en avril. En détruisant radicalement la propriété bourgeoise et foncière, en favorisant la révolution définitive qui balaie tous les vestiges du régime bourgeois, les Soviets nous ont poussés sur la voie qui a conduit le peuple à édifier sa propre vie. Nous nous sommes déjà attelés à cette grande œuvre d'édification, et nous avons bien fait. Il est hors de doute que la révolution socialiste ne peut être présentée d'un seul coup au peuple sous un aspect bien net, bien lisse, irréprochable ; elle ne peut pas ne pas s'accompagner de la guerre civile et de manifestations de sabotage et de résistance. Ceux qui veulent vous prouver le contraire sont ou bien des menteurs, ou bien des maniaques qui vivent dans du coton. (Vifs applaudissements.) Les événements du 20 avril, jour où le peuple est intervenu seul, de sa propre initiative, sans ordres quels qu'ils fussent émanant de « dictateurs » ou de partis, contre le gouvernement de conciliation, ont montré dès cette date toute la faiblesse et l'inconsistance des fondements de la bourgeoisie. Les masses ont senti leur force et, pour leur complaire, on a com-

mencé ce célèbre chassé-croisé ministériel qui avait pour but de tromper le peuple ; mais celui-ci eut tôt fait de voir clair dans ce jeu, surtout après que Kérenski, les poches bourrées d'accords secrets de brigandage avec les impérialistes, eut lancé l'offensive. Toute l'activité des conciliateurs apparut peu à peu clairement au peuple trompé, qui commençait à perdre patience ; et le résultat de tout cela, ce fut la Révolution d'Octobre. Le peuple s'est instruit à ses dépens, à travers les tortures, les exécutions, les fusillades en masse, et c'est en vain que les bourreaux cherchent à le convaincre que les bolchéviks ou je ne sais quels « dictateurs » sont responsables du soulèvement des travailleurs. C'est ce que prouve la scission au sein des masses populaires, dans les congrès, les assemblées, les conférences, etc. Le peuple, jusqu'ici, n'a pas encore fini de s'assimiler la Révolution d'Octobre. Cette révolution a montré dans les faits comment le peuple doit procéder pour prendre possession de la terre et comment il doit faire passer les richesses naturelles, les moyens de transport et les moyens de production aux mains de l'Etat ouvrier et paysan. Tout le pouvoir aux Soviets, avons-nous dit ; et c'est pour cela que nous luttons. Le peuple voulait convoquer l'Assemblée constituante, nous l'avons convoquée. Mais il a tout de suite senti ce qu'elle était, la fameuse Assemblée constituante. Et aujourd'hui, nous avons exécuté la volonté du peuple, volonté qui proclame : tout le pouvoir aux Soviets. Quant aux saboteurs, nous les briserons. Quand je suis passé de la vie bouillonnante de Smolny au Palais de Tauride j'ai eu l'impression de me trouver parmi des cadavres et des momies desséchées. Usant de tous les moyens existants pour lutter contre le socialisme, recourant à la violence, au sabotage, ces hommes ont transformé jusqu'à la grande fierté de l'humanité — la connaissance — en un instrument d'exploitation du peuple travailleur ; et bien que, par ce moyen, ils aient quelque peu entravé la marche vers la révolution socialiste, ils n'ont cependant pas réussi à saper celle-ci et ils n'y réussiront jamais. Car, doués d'une grande puissance, les Soviets ont commencé à détruire les fondements périmés du régime bourgeois, non pas comme de grands seigneurs, mais à la manière des prolétaires, des paysans.

Et la remise de tout le pouvoir à l'Assemblée constituante n'est autre chose que la politique de conciliation avec la néfaste bourgeoisie. Les Soviets de Russie placent les intérêts des masses laborieuses bien au-dessus des intérêts de la perfide politique de conciliation, parée de vêtements nouveaux. Il s'exhalait une odeur de vieillerie, de suranné, de moisi, des discours de Tchernov et de Tsérétéli, ces hommes qui ont fait leur temps et qui continuent comme auparavant à réclamer dans leurs écœurantes litanies la fin de la guerre civile. Mais tant qu'il existera un Kalédine et que le mot d'ordre : Tout le pouvoir à l'Assemblée constituante! dissimulera le mot d'ordre : A bas le pouvoir des Soviets ! nous n'échapperons pas à la guerre civile, car pour rien au monde nous n'abdiquerons le pouvoir des Soviets ! (Vifs applaudissements.) Et quand l'Assemblée constituante a de nouveau affirmé son intention d'ajourner l'étude de toutes les questions et de toutes les tâches urgentes, venues à maturité, que les Soviets lui ont soumises, nous avons répondu à ces gens qu'ils ne saurait y avoir une minute de retard. Et, par la volonté du pouvoir des Soviets, l'Assemblée constituante, qui n'a pas reconnu le pouvoir du peuple, est dissoute. Les Riabouchinski ont perdu leur mise, et leur résistance ne fera qu'aggraver la guerre civile, en en provoquant une nouvelle explosion.

L'Assemblée constituante est dissoute et la République révolutionnaire des Soviets triomphera quoi qu'il advienne. (Vifs applaudissements qui tournent en ovation.)

« Pravda » n° 6,
22 (9) janvier 1918

Conforme au texte de la « Pravda »

CONTRIBUTION À L'HISTOIRE D'UNE PAIX MALHEUREUSE

Ce n'est pas le moment de parler d'histoire, dira-t-on peut-être. Et on pourrait en effet l'admettre s'il n'existait pas là un lien pratique, direct et indissoluble, entre le passé et le présent. Mais la question de cette paix malheureuse, de cette paix extrêmement dure, est si brûlante qu'il faut nous y arrêter pour l'élucider. C'est pourquoi je publie sur cette question les thèses dont j'ai donné lecture le 8 janvier 1918, à Pétrograd, devant une soixantaine de militants les plus en vue de notre parti.

Ces thèses, les voici :

7/I 1918

THÈSES SUR LA CONCLUSION IMMÉDIATE D'UNE PAIX SÉPARÉE ET ANNEXIONNISTE [157]

1. L'état de la révolution russe est tel, à l'heure présente, que presque tous les ouvriers et l'immense majorité des paysans sont incontestablement en faveur du pouvoir des Soviets et de la révolution socialiste qu'il a commencée. Le succès de la révolution socialiste en Russie est assuré.

2. En même temps, la guerre civile provoquée par la résistance furieuse des classes possédantes, qui ont parfaitement conscience de se trouver devant la dernière et décisive bataille pour le maintien de la propriété privée de la terre et des moyens de production, n'a pas encore atteint son point culminant. La victoire du pouvoir des

Soviets dans cette guerre est assurée, mais avant que la résistance de la bourgeoisie soit écrasée, il se passera inévitablement quelque temps encore, il faudra inévitablement une assez grande tension de forces, il y aura inévitablement une période de profond marasme économique et de chaos, comme dans toute guerre et surtout dans toute guerre civile.

3. En outre, cette résistance, considérée sous ses formes moins virulentes et non armées (sabotage, corruption des éléments déclassés, corruption des agents de la bourgeoisie qui s'insinuent dans les rangs des socialistes pour perdre la cause du socialisme, etc., etc.) s'est révélée si opiniâtre et susceptible de revêtir des formes si diverses que la lutte contre elle se prolongera inévitablement quelque temps encore ; il n'est guère probable qu'elle se termine dans ses formes principales, avant quelques mois. Or, sans une victoire décisive sur cette résistance passive et camouflée de la bourgeoisie et de ses partisans, le succès de la révolution socialiste est impossible.

4. Enfin, les tâches d'organisation qu'impose la transformation socialiste en Russie sont si vastes et si ardues qu'il faut aussi un temps assez long pour les réaliser, étant donné le grand nombre de compagnons de route petits-bourgeois du prolétariat socialiste et le niveau peu élevé de sa culture.

5. Toutes ces circonstances, prises dans leur ensemble, sont telles qu'il faut pour le succès du socialisme en Russie que s'écoule un certain laps de temps, quelques mois au moins, pendant lequel le gouvernement socialiste doit avoir les mains tout à fait libres pour triompher de la bourgeoisie d'abord dans son propre pays et pour mettre sur pied un travail d'organisation de masse en largeur et en profondeur.

6. L'état présent de la révolution socialiste en Russie doit être placé à la base de toute définition des tâches internationales de notre pouvoir des Soviets, car la situation internationale, en cette quatrième année de guerre, est telle qu'on ne peut absolument pas prévoir le moment probable de l'explosion révolutionnaire et du renversement d'un quelconque gouvernement impérialiste d'Europe (y compris le gouvernement allemand). Il est hors de doute

que la révolution socialiste en Europe doit venir et qu'elle viendra. Tous nos espoirs en la victoire *définitive* du socialisme reposent sur cette conviction et sur cette prévision scientifique. Notre action de propagande en général et l'organisation de la fraternisation en particulier doivent être renforcées et élargies. Mais ce serait une erreur de fonder la tactique du gouvernement socialiste de Russie sur des hypothèses : la révolution socialiste se produira-t-elle ou non en Europe et notamment en Allemagne dans les six mois à venir ? (ou dans tout autre délai de même ordre). Comme il est absolument impossible de déterminer la chose, toutes les tentatives de ce genre équivaudraient, objectivement, à un jeu de hasard.

7. Les pourparlers de paix de Brest-Litovsk ont montré de toute évidence qu'à l'heure actuelle, au 7 janvier 1918, le parti militaire l'a incontestablement emporté au sein du gouvernement allemand (qui mène en laisse les autres gouvernements de la quadruple alliance). Pratiquement le parti militaire a déjà adressé un ultimatum à la Russie (il faut s'attendre, il est nécessaire de s'attendre d'un jour à l'autre à ce qu'il soit officiellement signifié). Cet ultimatum, le voici : ou bien la poursuite de la guerre, ou bien une paix annexionniste, c'est-à-dire la paix à condition que nous rendions tous les territoires que nous avons occupés, tandis que les Allemands conserveront *t o u s* les territoires qu'ils ont occupés et nous imposeront (sous couleur d'indemnité pour l'entretien des prisonniers) une contribution d'un montant approximatif de 3 milliards de roubles, payables en plusieurs annuités.

8. Le gouvernement socialiste de Russie se trouve placé devant une alternative qui exige de toute urgence une solution : ou bien accepter à présent cette paix annexionniste ou bien engager sur-le-champ une guerre révolutionnaire. Toute solution moyenne est en fait impossible. Aucun nouvel atermoiement n'est plus praticable, car nous avons *d é j à* fait tout le possible et l'impossible pour faire traîner artificiellement les pourparlers.

9. Si nous examinons les arguments en faveur d'une guerre révolutionnaire immédiate, nous trouvons d'abord celui-ci : une paix séparée serait aujourd'hui, objectivement,

un accord avec les impérialistes allemands, un « arrangement impérialiste », etc. ; par conséquent, ce serait une rupture totale avec les principes fondamentaux de l'internationalisme prolétarien.

Mais cet argument est manifestement faux. Les ouvriers qui perdent une grève et signent un accord pour la reprise du travail à des conditions désavantageuses pour eux et avantageuses pour les capitalistes ne trahissent pas le socialisme. Ceux-là seuls trahissent le socialisme, qui troquent des avantages pour une partie des ouvriers contre des avantages pour les capitalistes ; seuls des accords de cette nature sont inadmissibles dans leur principe.

Celui qui appelle défensive et juste la guerre contre l'impérialisme allemand, tout en recevant en fait le soutien des impérialistes anglo-français et en cachant au peuple les accords secrets conclus avec eux, celui-là trahit le socialisme. Celui qui, ne cachant rien au peuple et ne concluant aucun traité secret avec les impérialistes, consent à signer des conditions de paix désavantageuses pour une nation faible, et avantageuses pour les impérialistes d'un groupe alors qu'à ce moment donné il n'a pas la force de poursuivre la guerre, celui-là ne commet pas la moindre trahison envers le socialisme.

10. Un autre argument en faveur de la guerre immédiate, c'est qu'en concluant la paix, nous sommes objectivement des agents de l'impérialisme allemand, car nous lui permettons de retirer les troupes de notre front, nous libérons des millions de prisonniers, etc. Mais cet argument est lui aussi manifestement faux, car, à l'heure actuelle, la guerre révolutionnaire ferait objectivement de nous des agents de l'impérialisme anglo-français, en lui procurant des forces auxiliaires qui l'aideraient à atteindre ses objectifs. Les Anglais ont carrément offert à notre commandant en chef Krylenko cent roubles par mois et par soldat au cas où nous poursuivrions la guerre. Même si nous n'acceptons pas un seul copeck des Anglo-Français, nous les aiderons tout de même objectivement, en retenant une partie des troupes allemandes.

A cet égard, dans les deux cas, nous ne nous dégageons pas totalement de l'une ou de l'autre liaison impérialiste ;

et il est évident d'ailleurs qu'on ne peut pas s'en dégager totalement sans renverser l'impérialisme mondial. La juste conclusion à tirer de là, c'est qu'à partir de la victoire du gouvernement socialiste dans un pays, il faut trancher les questions non pas du point de vue de la préférence à donner à tel ou tel impérialisme, mais exclusivement du point de vue des conditions les plus favorables au développement et au renforcement de la révolution socialiste qui a déjà commencé.

Autrement dit : le principe qui doit maintenant servir de base à notre tactique n'est pas de savoir lequel des deux impérialismes il est préférable d'aider aujourd'hui, mais de savoir quel est le moyen le plus sûr et le plus efficace d'assurer à la révolution socialiste la possibilité de s'affermir ou tout au moins de se maintenir dans un seul pays, jusqu'au moment où d'autres pays viendront se joindre à lui.

11. On dit que les social-démocrates allemands hostiles à la guerre sont devenus aujourd'hui des « défaitistes » et qu'ils nous demandent de ne pas céder à l'impérialisme allemand. Mais nous n'avons admis le défaitisme que par rapport à la bourgeoisie impérialiste *nationale* ; quant à la victoire sur l'impérialisme étranger, victoire accessible grâce à une alliance formelle ou une alliance de fait avec un impérialisme « ami », nous l'avons toujours repoussée, comme une méthode inadmissible dans son principe et, d'une façon générale, inopérante.

Ce dernier argument n'est par conséquent qu'une variante du précédent. Si les social-démocrates allemands de gauche nous proposaient d'ajourner la paix séparée pour un laps de temps *déterminé*, en nous garantissant une action révolutionnaire en Allemagne dans l'intervalle, la question *pourrait* alors se poser pour nous autrement. Or, non seulement les Allemands de gauche ne parlent pas en ces termes, mais au contraire, ils déclarent formellement : « Tenez tant que vous pourrez, mais décidez la question en tenant compte de la situation de la révolution socialiste *russe*, car nous ne pouvons rien promettre de positif quant à la révolution allemande. »

12. On dit que nous avons nettement « promis » la guerre révolutionnaire, dans toute une série de déclara-

tions du parti, et que conclure une paix séparée serait trahir notre parole.

C'est faux. Nous avons parlé de la *nécessité*, pour un gouvernement socialiste à l'époque de l'impérialisme, de « *préparer et mener* » la guerre révolutionnaire * ; nous en avons parlé pour combattre le pacifisme abstrait, la théorie de la négation totale de la « défense de la patrie » à l'époque de l'impérialisme, et enfin les instincts bassement égoïstes d'une partie des soldats ; mais nous n'avons pas pris l'engagement de déclencher la guerre révolutionnaire sans tenir compte des possibilités de la faire à tel ou tel moment.

Aujourd'hui aussi nous devons à tout prix *préparer* la guerre révolutionnaire. Nous tenons cette promesse, comme nous l'avons fait d'ailleurs pour toutes celles qu'on pouvait tenir sur-le-champ : nous avons dénoncé les traités secrets, proposé à tous les peuples une paix équitable ; nous avons fait traîner par tous les moyens et à maintes reprises les pourparlers de paix pour donner à d'autres peuples le temps de se joindre à nous.

Mais la question de savoir si l'on peut mener *tout de suite, sans attendre*, une guerre révolutionnaire, il faut la résoudre en tenant compte exclusivement des conditions matérielles de sa réalisation et des intérêts de la révolution socialiste qui a déjà commencé.

13. En résumant l'appréciation portée sur les arguments en faveur d'une guerre révolutionnaire immédiate, il faut conclure qu'une telle politique répondrait peut-être au besoin qui porte l'homme à rechercher ce qui est beau, ce qui a de l'effet et de l'éclat, mais qu'elle ne tiendrait aucun compte du rapport objectif des forces de classe et des facteurs matériels au moment présent de la révolution socialiste déjà commencée.

14. Il est hors de doute que notre armée, à l'heure actuelle et dans les semaines qui viennent (et vraisemblablement dans les mois à venir), est absolument hors d'état de repousser avec succès une offensive allemande, 1° par suite de l'extrême fatigue et de l'épuisement de la majorité des soldats, étant donné l'incroyable désorganisation

* Cf. Œuvres, Paris-Moscou, t. 21, pp. 418-419. (*N.R.*)

du ravitaillement et de la relève des troupes surmenées, etc. ; 2° par suite du très mauvais état des effectifs de chevaux, ce qui mènerait inévitablement notre artillerie à sa perte ; 3° par suite de l'impossibilité absolue de défendre le littoral entre Riga et Reval, ce qui est pour l'ennemi une chance certaine de conquérir le reste de la Livonie, puis l'Estonie et de prendre à revers une grande partie de nos troupes, et enfin de s'emparer de Pétrograd.

15. Ensuite, il est également hors de doute que la majorité paysanne de notre armée se prononcerait sans réserve à l'heure actuelle en faveur d'une paix annexionniste, et non d'une guerre révolutionnaire immédiate, car la réorganisation socialiste de l'armée, l'intégration dans ses rangs des détachements de la Garde rouge, etc., ne font que commencer.

Etant donné la démocratisation totale de l'armée, ce serait une aventure que de mener une guerre contre la volonté de la majorité des soldats ; quant à la création d'une armée socialiste ouvrière et paysanne, vraiment solide, idéologiquement ferme, elle exige à tout le moins des mois et des mois.

16. La paysannerie pauvre de Russie est capable de soutenir la révolution socialiste dirigée par la classe ouvrière, mais elle n'est pas capable d'entreprendre tout de suite, à l'heure actuelle, une guerre révolutionnaire sérieuse. Méconnaître ce rapport objectif des forces de classe dans cette question serait une erreur fatale.

17. Par suite, la question de la guerre révolutionnaire se présente aujourd'hui de la façon suivante :

Si la révolution allemande éclatait et triomphait dans les trois ou quatre mois prochains, alors la tactique de la guerre révolutionnaire immédiate ne mènerait peut-être pas notre révolution socialiste à sa perte.

Mais si la révolution allemande ne se produit pas dans les mois qui viennent et que la guerre continue, voici quel sera fatalement le cours des événements : de très graves défaites obligeront la Russie à conclure une paix séparée encore plus désavantageuse, et cette paix, au lieu d'être conclue par le gouvernement socialiste, le sera par quelque autre (par exemple, par le bloc de la Rada bourgeoise avec les partisans de Tchernov ou quelque chose d'ap-

prochant). Car l'armée paysanne, épuisée au dernier point par la guerre, renversera le gouvernement ouvrier socialiste dès les premières défaites, et ce serait vraisemblablement une question de semaines et non de mois.

18. Devant cette situation, ce serait une tactique tout à fait inadmissible que de risquer sur une carte le destin de la révolution socialiste déjà commencée en Russie, en tablant uniquement sur l'espoir que la révolution allemande éclatera peut-être dans un délai très proche, très court, d'ici quelques semaines. Ce serait une politique d'aventure. Nous n'avons pas le droit de courir ce risque.

19. Et la révolution allemande ne sera nullement entravée, étant donné ses conditions objectives, si nous concluons une paix séparée. Il est probable que les fumées de l'ivresse chauvine l'affaibliront pour un temps, mais la situation de l'Allemagne restera extrêmement pénible, la guerre avec l'Angleterre et l'Amérique traînera en longueur, l'impérialisme agressif sera complètement et définitivement démasqué des deux côtés. L'exemple de la République socialiste des Soviets de Russie sera un modèle vivant pour les peuples de tous les pays, et la force de propagande, la force d'impulsion révolutionnaire de ce modèle sera prodigieuse. D'un côté, le régime bourgeois et la guerre de conquête, définitivement démasquée, entre deux groupes de forbans ; de l'autre, la paix et la République socialiste des Soviets.

20. En concluant une paix séparée, nous nous affranchissons, autant qu'il est *possible* de le faire *à l'heure actuelle*, des deux groupes impérialistes ennemis, en profitant de leur hostilité et de la guerre qui les empêchent de s'entendre contre nous ; nous en profitons, car nous avons ainsi pendant une certaine période les mains libres pour poursuivre et consolider la révolution socialiste. La réorganisation de la Russie sur la base de la dictature du prolétariat, sur la base de la nationalisation des banques et de la grande industrie, de *l'échange* en nature *des produits* entre les villes et les coopératives de consommation des petits paysans, est parfaitement possible du point de vue économique, à condition que

quelques mois de travail pacifique nous soient assurés. Et cette réorganisation rendra le socialisme invincible en Russie comme dans le monde entier, tout en créant la base économique solide d'une puissante Armée Rouge ouvrière et paysanne.

21. Une véritable guerre révolutionnaire serait à l'heure actuelle la guerre de la République socialiste contre les pays bourgeois, avec pour but précis, entièrement approuvé par l'armée socialiste, le renversement de la bourgeoisie dans les autres pays. Or, il est *notoire* qu'à l'heure *présente* nous ne pouvons pas encore nous assigner ce but. Nous combattrions aujourd'hui, objectivement, pour la libération de la Pologne, de la Lituanie et de la Courlande. Mais aucun marxiste ne saurait nier, sans rompre avec les principes fondamentaux du marxisme et du socialisme en général, que l'intérêt du socialisme passe avant le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Notre République socialiste a fait tout ce qu'elle a pu, et elle continue à le faire pour que la Finlande, l'Ukraine, etc., puissent réaliser leur droit de libre disposition. Mais si la situation concrète est désormais telle que l'existence de la République socialiste est mise aujourd'hui en danger du fait que le droit de quelques nations (Pologne, Lituanie, Courlande, etc.) à disposer librement d'elles-mêmes est violé, il va de soi que la sauvegarde de la république socialiste prime tout.

C'est pourquoi celui qui dit : « Nous ne pouvons pas signer une paix honteuse, infâme, etc., trahir la Pologne, etc. », ne s'aperçoit pas qu'en concluant la paix à condition que la Pologne soit libérée, il ne ferait que renforcer *davantage encore* l'impérialisme allemand contre l'Angleterre, contre la Belgique, la Serbie et les autres pays. Une paix posant comme condition la libération de la Pologne, de la Lituanie, de la Courlande, serait une paix « patriotique » *du point de vue de la Russie*, mais n'en resterait pas moins une paix *avec les annexionnistes*, avec les impérialistes allemands.

21 janvier 1918. A ces thèses, il convient d'ajouter :

22. Les grèves de masse en Autriche et en Allemagne, puis la formation de Soviets des députés ouvriers à Berlin et à Vienne, enfin le début d'engagements armés et de

conflits de rue à Berlin les 18-20 janvier, tout cela nous oblige à reconnaître comme un fait acquis que la révolution a commencé en Allemagne.

Il résulte de ce fait que nous pouvons encore pendant une certaine période retarder et faire traîner les pourparlers de paix.

Les thèses furent rédigées le 7 (20) janvier, la thèse 22, le 21 janvier (3 février) ; l'introduction, en février 1918, pas plus tard que le 11 (24).
Publié (sans la thèse 22) le 24(11) février 1918 dans la « Pravda » n° 34.
Signé : N. Lénine

Conforme au texte de la « Pravda » pour l'introduction, au manuscrit, pour les thèses

POSTFACE AUX THÈSES SUR LA CONCLUSION IMMÉDIATE D'UNE PAIX SÉPARÉE ET ANNEXIONNISTE

* *
*

Les thèses précédentes ont été lues par moi, le 8 janvier 1918, à une réunion non officielle groupant un petit nombre de militants du parti. Leur mise en discussion a montré qu'il existe trois opinions dans le parti sur cette question : près de la moitié des participants se sont prononcés en faveur de la guerre révolutionnaire (on a parfois qualifié cette opinion de point de vue « de Moscou », car le bureau de la région de Moscou de notre parti a été la première organisation qui l'ait adopté) ; puis, un quart environ partageaient l'opinion de Trotski qu'il fallait « proclamer la fin de l'état de guerre, démobiliser l'armée et renvoyer les soldats dans leurs foyers, mais sans signer la paix » ; et enfin près d'un quart des participants étaient de mon avis.

La situation qui s'est créée au sein du parti me rappelle tout à fait celle de l'été 1907, époque où l'énorme majorité des bolchéviks préconisait le boycott de la IIIe Douma, où je soutenais, avec Dan, que nous devions y participer et où cela me valait les attaques les plus acharnées pour mon opportunisme. Objectivement, la question se pose aujourd'hui d'une façon tout à fait identique : de même qu'à ce moment-là, la majorité des militants du parti, s'appuyant sur les meilleurs motifs révolutionnaires et sur les meilleures traditions du parti, se laisse entraîner par un mot d'ordre « à panache », *sans saisir la nouvelle* situation sociale, économique et politique, sans tenir compte du *changement des conditions* qui exige un changement

rapide, brutal, de la tactique. Et, de même qu'alors, toute mon argumentation doit se concentrer sur cette explication : le marxisme exige qu'on tienne compte des conditions objectives et de leur modification ; il faut poser la question concrètement, en fonction de ces conditions ; le changement fondamental aujourd'hui consiste dans la création de la République des Soviets de Russie ; ce qui prime tout à la fois pour nous *et du point de vue du socialisme international*, c'est de sauvegarder cette république qui a déjà commencé la révolution socialiste ; à l'heure actuelle, le mot d'ordre de guerre révolutionnaire lancé par la Russie serait une phrase creuse et un geste vain, ou bien équivaudrait objectivement à tomber dans le piège que nous tendent les impérialistes ; ceux-ci veulent nous *entraîner* à poursuivre la guerre *impérialiste*, tant que nous sommes encore faibles, et *écraser* aux moindres frais la jeune République des Soviets.

« Je suis partisan de l'ancienne position de Lénine », s'est écrié un des jeunes Moscovites (la jeunesse est un des plus grands mérites qui distingue ce groupe d'orateurs). Et le même orateur m'a reproché de répéter, comme il a dit, les vieux arguments des jusqu'auboutistes sur l'improbabilité d'une révolution en Allemagne.

Le malheur, c'est précisément que les Moscovites veulent rester sur une vieille position *tactique* et refusent obstinément de voir qu'elle *s'est modifiée* et qu'il s'est créé une *nouvelle* position *objective*.

Dans leur ardeur à répéter les vieux mots d'ordre, les Moscovites n'ont même pas tenu compte du fait que nous, bolchéviks, sommes tous aujourd'hui partisans d'aller jusqu'au bout. Car, après avoir renversé la bourgeoisie, après avoir déchiré et dévoilé les traités secrets, après avoir proposé à tous les peuples une paix véritablement... *

Écrit entre le 8 et le 11 (le 21 et le 24) janvier 1918.
Paru pour la première fois en 1929, dans le Recueil Lénine XI

Conforme au manuscrit

* Le manuscrit s'interrompt ici (*N.R.*)

TROISIÈME CONGRÈS DES SOVIETS DES DÉPUTÉS OUVRIERS, SOLDATS ET PAYSANS DE RUSSIE[158]

10-18 (23-31) JANVIER 1918

Paru les 12, 13, 14 et 20 janvier 1918, dans les « Izvestia du Comité exécutif central » n°s 8, 9, 10 et 15, les 26 (13), 27 (14) janvier, 2 février (20 janvier) 1918 dans la « Pravda » n°s 9, 10 et 15
Projet de décret sur la suppression dans la législation soviétique des références à l'Assemblée constituante paru pour la première fois en 1931 dans le Recueil Lénine XVIII

Conforme au texte du journal.
Conforme au manuscrit

1
RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE
11 (24) JANVIER

Camarades, je dois, au nom du Conseil des Commissaires du peuple, vous présenter un rapport sur son activité pendant les 2 mois et 15 jours qui se sont écoulés depuis la création du pouvoir des Soviets et du gouvernement des Soviets de Russie.

2 mois et 15 jours, c'est en tout et pour tout cinq jours de plus que la durée d'existence du pouvoir précédent des ouvriers sur tout un pays ou sur les exploiteurs et les capitalistes : le pouvoir des ouvriers parisiens à l'époque de la Commune de Paris en 1871.

C'est à ce pouvoir des ouvriers que nous devons penser avant tout en jetant un regard rétrospectif et en le comparant au pouvoir des Soviets constitué le 25 octobre. Cette comparaison entre la dictature du prolétariat d'alors et celle d'aujourd'hui nous montre tout de suite le pas de géant accompli par le mouvement ouvrier international et la situation infiniment plus favorable dans laquelle se trouve le pouvoir des Soviets en Russie, malgré les conditions incroyablement complexes, créées par la guerre et la ruine économique.

Après s'être maintenus 2 mois et 10 jours, les ouvriers parisiens qui avaient pour la première fois instauré la Commune, cet embryon du pouvoir des Soviets, ont péri, fusillés par l'équivalent français des cadets, des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires de droite, complices de Kalédine. C'est au prix de sacrifices inouïs que les ou-

vriers français ont fait la première expérience d'un gouvernement ouvrier, dont l'immense majorité des paysans français ne connaissaient ni le sens ni le but.

Nous nous trouvons dans des conditions beaucoup plus favorables, parce que les soldats, les ouvriers et les paysans russes ont su créer un appareil, le gouvernement soviétique, qui a fait connaître au monde entier les formes de leur lutte. Voilà en quoi réside avant tout la différence entre la situation des ouvriers et des paysans russes d'une part, et le pouvoir des prolétaires parisiens d'autre part. Ceux-ci n'avaient pas d'appareil et le pays ne les a pas compris ; tandis que nous, dès le début, nous nous sommes appuyés sur le pouvoir des Soviets et, pour cette raison, nous n'avons jamais douté que le pouvoir des Soviets jouissait de la sympathie et de l'appui le plus ardent, le plus dévoué, de l'immense majorité des masses et que de ce fait, il était invincible.

Certaines gens, sceptiques à l'égard du pouvoir des Soviets et qui souvent, consciemment ou inconsciemment, le vendaient et le trahissaient au nom de l'entente avec les capitalistes et les impérialistes, ont rebattu les oreilles de tout un chacun en criant que le pouvoir du prolétariat tout seul ne pouvait se maintenir en Russie. Comme si un seul bolchévik ou un seul de leurs partisans pouvait oublier un instant, que le seul pouvoir susceptible de durer en Russie est celui qui saura grouper la classe ouvrière, la majorité des paysans, toutes les classes laborieuses et exploitées en une force unique indissolublement unie, luttant contre les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie.

Nous n'avons jamais douté que seule l'alliance des ouvriers et des paysans pauvres, des semi-prolétaires mentionnés dans le programme de notre parti, peut rassembler en Russie la majorité de la population et assurer au pouvoir un soutien solide. Au lendemain du 25 octobre, nous avons réussi d'emblée, en l'espace de quelques semaines, à surmonter toutes les difficultés et à fonder un pouvoir sur cette alliance solide.

Oui, camarades ! Lorsque le parti socialiste-révolutionnaire ancienne manière, tel qu'il était quand les paysans ne savaient pas encore distinguer qui, dans son sein, était véritablement partisan du socialisme, lançait le mot d'ordre

de la jouissance égalitaire de la terre, sans se soucier de savoir par qui cette tâche serait réalisée, en alliance ou non avec la bourgeoisie, nous disions que c'était une duperie. Et ces éléments qui se rendent maintenant compte qu'ils n'entraînent personne, qu'ils ne sont que du vent, prétendaient pouvoir réaliser la jouissance égalitaire de la terre en alliance avec la bourgeoisie ; c'est en cela que consistait la plus grande duperie. Mais lorsque la révolution russe eut fait l'expérience de la collaboration des masses laborieuses avec la bourgeoisie, au moment le plus grave de la vie du peuple, où la guerre ruinait et continue à ruiner ce dernier en condamnant des millions d'êtres humains à mourir de faim et en montrant par ses conséquences ce qu'apporte pratiquement l'entente avec la bourgeoisie, lorsque les Soviets eux-mêmes eurent fait concrètement l'expérience de cette entente, alors il devint évident que la doctrine de ceux qui cherchaient à rallier la paysannerie laborieuse au grand mouvement socialiste des ouvriers du monde entier, contenait une grande semence socialiste, saine et riche d'avenir.

Dès que cette question est devenue claire, dans la pratique, pour la paysannerie, il est arrivé ce dont personne n'avait jamais douté, comme le montrent maintenant les Soviets et les congrès paysans : lorsque l'heure est venue de réaliser concrètement le socialisme, les paysans ont été à même de voir nettement ces deux lignes politiques fondamentales — l'alliance avec la bourgeoisie ou l'alliance avec les masses laborieuses. Ils ont alors compris que le véritable interprète des aspirations et des intérêts de la paysannerie, c'est le parti des socialistes-révolutionnaires de gauche. Et en concluant avec ce parti notre alliance gouvernementale, nous avons dès le début fait en sorte que cette alliance repose sur les principes les plus clairs et les plus évidents. Si les paysans russes veulent réaliser la socialisation de la terre en alliance avec les ouvriers qui procéderont à la nationalisation des banques et établiront le contrôle ouvrier, ils sont nos collaborateurs fidèles, nos alliés les plus sûrs et les plus précieux. Il n'y a pas un seul socialiste, camarades, qui ne reconnaisse cette vérité évidente que le socialisme est séparé du capitalisme par la période transitoire de la dictature du prolétariat,

période longue, plus ou moins difficile, et dont les formes dépendront pour beaucoup de la prédominance de la petite ou de la grande propriété, de la petite ou de la grande culture. Il va de soi que le passage au socialisme dans un petit pays tel que l'Estonie, où tout le monde sait lire et écrire et où prédominent les grosses exploitations agricoles, ne saurait ressembler au passage au socialisme dans un pays petit-bourgeois par excellence, tel que la Russie. Il faut tenir compte de ces considérations.

Tout socialiste conscient dira qu'on ne peut imposer le socialisme aux paysans par la contrainte, qu'il faut compter uniquement sur la force de l'exemple et sur l'assimilation par la masse paysanne des enseignements de la vie pratique. Quelle est la façon dont elle juge plus commode de passer au socialisme ? Voilà le problème qui se pose pratiquement aujourd'hui à la paysannerie russe. Comment peut-elle, pour sa part, soutenir le prolétariat socialiste et amorcer le passage au socialisme ? Ce passage, les paysans l'ont déjà amorcé, et nous avons pleine confiance en eux.

L'alliance que nous avons conclue avec les socialistes-révolutionnaires de gauche est fondée sur une base solide et se renforce chaque jour, à chaque heure. Si les premiers temps nous pouvions craindre au Conseil des Commissaires du peuple que la lutte fractionnelle ne mît un frein au travail, je dois dès maintenant déclarer, après deux mois d'expérience d'un travail en commun, que sur la plupart des questions nous parvenons à une décision unanime.

Nous savons que c'est seulement lorsque l'expérience indique aux paysans quel doit être, par exemple, le caractère des échanges entre la ville et la campagne, qu'ils établissent eux-mêmes, d'en bas, leurs rapports avec la ville en se laissant guider par leur propre expérience. D'autre part, l'expérience de la guerre civile montre clairement aux représentants des paysans que la dictature du prolétariat et l'écrasement implacable de la domination des exploiteurs sont la seule voie qui mène au socialisme. (Applaudissements.)

Camarades, chaque fois que nous abordons ce sujet, à cette assemblée ou au Comité exécutif central, il m'arrive de temps à autre d'entendre l'exclamation : « dictateur »,

lancée par la droite de l'assemblée. Oui, « lorsque nous étions des socialistes », tout le monde acceptait la dictature du prolétariat ; ils en parlaient même dans leurs programmes ; ils s'indignaient contre le préjugé fort répandu selon lequel il serait possible de faire changer d'avis à la population en lui démontrant qu'il ne faut pas exploiter les masses laborieuses, què c'est un péché et une honte, et qu'alors ce serait le paradis sur terre. Non, ce préjugé utopique est depuis longtemps réfuté en théorie, et nous avons la tâche de le réfuter dans la pratique.

Il ne faut pas s'imaginer que messieurs les socialistes nous présenteront le socialisme sur un plateau, gentiment attifé, cela ne sera pas. Il n'y a encore jamais eu une seule question relevant de la lutte des classes que l'histoire ait résolue autrement que par la violence. La violence, lorsqu'elle émane des travailleurs, des masses exploitées, et qu'elle est dirigée contre les exploiteurs, — oui, nous en sommes partisans. (Tonnerre d'applaudissements.) Et nous ne nous laissons nullement impressionner par les clameurs des gens qui, consciemment ou inconsciemment, se rangent aux côtés de la bourgeoisie, ou bien sont si terrorisés par elle, si accablés par sa domination qu'en voyant maintenant cette lutte des classes extrêmement aiguë, ils ont perdu toute contenance, se sont mis à larmoyer, ont oublié tous leurs principes et nous demandent l'impossible, exigeant de nous, socialistes, que nous arrivions à la victoire complète sans lutter contre les exploiteurs et sans écraser leur résistance.

Dès l'été 1917, messieurs les exploiteurs avaient compris qu'il s'agissait des « dernières et décisives batailles », que le dernier bastion de la bourgeoisie, son principal instrument d'oppression des masses laborieuses, leur serait arraché si les Soviets prenaient le pouvoir.

Voilà pourquoi la Révolution d'Octobre a engagé cette lutte constante et systématique pour mettre fin à la résistance des exploiteurs et pour les obliger, si pénible que ce soit même pour les meilleurs d'entre eux, à admettre l'idée qu'il n'y aura plus de domination des classes exploiteuses, que désormais c'est le simple moujik qui commandera et qu'ils devront lui obéir, et qu'ils devront s'y résigner, si désagréable que cela leur paraisse.

Nous aurons à surmonter ici maintes difficultés ; cela entraînera pour nous beaucoup de sacrifices et d'erreurs ; il s'agit d'une entreprise nouvelle, sans précédent dans l'histoire et qui n'est traitée dans aucun livre. Il va sans dire que c'est la transition la plus difficile que l'histoire ait jamais connue, mais il n'y avait aucun moyen d'opérer autrement cette transition décisive. Et le fait qu'il s'est créé en Russie un pouvoir des Soviets a montré que l'expérience révolutionnaire la plus riche appartient à la masse révolutionnaire elle-même, qui fournit des millions de gens pour seconder les quelques dizaines de membres du Parti, et qui, pratiquement, prend elle-même à la gorge ses exploiteurs.

Voilà pourquoi la guerre civile a pris à l'heure actuelle le dessus en Russie. On nous oppose le mot d'ordre : « Finissons-en avec la guerre civile. » J'ai eu l'occasion de l'entendre de la bouche des représentants de la droite de l'« Assemblée constituante ». Finissons-en avec la guerre civile... Qu'est-ce que cela veut dire ? La guerre civile contre qui ? Contre Kornilov, Kérenski, Riabouchinski, qui dépensent des millions pour corrompre les déclassés et les fonctionnaires ? Contre les saboteurs qui, consciemment ou inconsciemment, peu importe, se laissent corrompre ? Il ne fait pas de doute que, parmi ces derniers, il se trouve des gens peu compréhensifs, qui se laissent faire inconsciemment parce qu'ils ne peuvent même pas s'imaginer que l'on puisse et que l'on doive détruire jusqu'en ses fondements l'ancien régime bourgeois et commencer à édifier sur ses ruines une société entièrement nouvelle, une société socialiste. Il est hors de doute que ces gens-là existent, mais est-ce que cela change quelque chose à la situation ?

Voilà pourquoi les représentants des classes possédantes sont prêts à jouer leur va-tout, voilà pourquoi c'est leur dernière et décisive bataille ; ils ne reculeront devant aucun crime pour abattre le pouvoir des Soviets. Toute l'histoire du socialisme, et notamment du socialisme français, si riche en mouvements révolutionnaires, ne nous montre-t-elle pas que lorsque les masses laborieuses prennent elles-mêmes le pouvoir en main, les classes dirigeantes se livrent à une orgie de crimes et d'exécutions sommaires

pour défendre leurs sacs d'écus. Aussi, lorsque ces gens viennent nous parler de guerre civile, nous leur répondons par un sourire ironique, et lorsqu'ils vont répandre leur mot d'ordre parmi la jeunesse des écoles, nous leur disons : vous les trompez !

Ce n'est pas par hasard que la lutte des classes en est arrivée à sa forme ultime, au stade où la classe des exploités prend en mains tous les instruments du pouvoir afin d'exterminer définitivement son ennemi de classe, la bourgeoisie, afin de balayer de la terre russe non seulement les fonctionnaires, mais aussi les grands propriétaires fonciers, comme l'ont fait les paysans russes dans certaines provinces.

On nous dit que le sabotage des fonctionnaires et des grands propriétaires fonciers auquel se heurte le Conseil des Commissaires du peuple prouve qu'ils ne désirent pas aller au socialisme. Comme s'il n'était pas évident que toute cette bande de capitalistes et d'escrocs, de déclassés et de saboteurs n'est qu'une seule et même bande soudoyée par la bourgeoisie et qui s'oppose au pouvoir des travailleurs. Certes, si quelqu'un estimait possible de faire d'emblée un bond du capitalisme au socialisme, ou de persuader la majorité de la population qu'on pouvait y arriver par l'entremise de l'Assemblée constituante, si quelqu'un croyait à cette fable démocratique bourgeoise, il peut continuer à y croire en toute tranquillité, mais qu'il ne s'en prenne pas à la réalité si elle démolit sa fable.

Celui qui a compris ce qu'est la lutte des classes, ce que signifie le sabotage organisé par les fonctionnaires, celui-là sait que nous ne pouvons pas d'un bond arriver au socialisme. Restent les bourgeois, les capitalistes qui espèrent pouvoir reprendre leur domination et qui défendent leurs sacs d'écus ; restent les déclassés, cette couche de gens tarés, complètement écrasés par le capitalisme et incapables de s'élever à l'idée de la lutte prolétarienne. Restent les employés, les fonctionnaires qui pensent que défendre le vieux régime, c'est défendre les intérêts de la société. Peut-on concevoir la victoire du socialisme autrement que comme la faillite totale de ces couches, la fin complète de la bourgeoisie russe aussi bien qu'européenne ? Penserions-nous par hasard que messieurs les Riabouchinski ne comprennent pas leurs intérêts de classe ? C'est eux

qui paient les saboteurs pour que ceux-ci ne travaillent pas. Peut-on croire qu'ils agissent isolément ? N'agissent-ils pas de concert avec les capitalistes français, anglais et américains en accaparant les valeurs ? Nous verrons bien seulement si ces achats leur serviront à quelque chose, si ces monceaux de valeurs qu'ils sont en train d'accaparer ne deviendront pas un fatras de vieux papier inutile et bon à rien ?

Voilà pourquoi, camarades, à tous ceux qui nous accusent de faire régner la terreur, la dictature, la guerre civile (bien que nous soyons encore loin de la véritable terreur, car nous sommes plus forts qu'eux, nous avons les Soviets et il nous suffira de nationaliser les banques et de confisquer les biens pour forcer leur obéissance), à tous ceux qui nous accusent de fomenter la guerre civile, nous répondons : oui, nous avons proclamé ouvertement ce que n'a jamais pu proclamer aucun autre gouvernement. Le premier gouvernement au monde qui puisse parler ouvertement de la guerre civile, c'est le gouvernement des masses d'ouvriers, de paysans et de soldats. Oui, nous avons engagé et nous poursuivons la guerre contre les exploiteurs. Plus franchement nous le dirons, et plus vite cette guerre prendra fin, plus vite toutes les masses laborieuses et exploitées nous comprendront, plus vite elles comprendront que le pouvoir des Soviets défend la cause véritable, la cause vitale, de tous les travailleurs.

Je ne pense pas, camarades, que nous puissions, dans cette lutte, arriver à une victoire rapide, mais nous possédons une très riche expérience. En deux mois, nous avons obtenu des résultats considérables. Nous avons connu l'essai d'offensive de Kérenski contre le pouvoir des Soviets et la faillite complète de cette tentative. Nous avons connu l'organisation du pouvoir des Kérenski ukrainiens ; là-bas, la lutte n'est pas encore terminée, mais il est évident pour quiconque l'observe et a entendu ne fût-ce que quelques rapports véridiques faits par des représentants du pouvoir des Soviets, que les éléments bourgeois de la Rada d'Ukraine vivent leurs derniers jours. (Applaudissements.) Il n'est plus possible de douter que le pouvoir soviétique de la République populaire d'Ukraine triomphera de la Rada bourgeoise.

Quant à Kalédine, si tant est qu'il existe chez lui une certaine base sociale contre le pouvoir soviétique, c'est l'exploitation des travailleurs, c'est la dictature de la bourgeoisie. Le congrès paysan a montré de toute évidence que l'entreprise de Kalédine est sans espoir, que les masses laborieuses sont contre lui. L'expérience du pouvoir des Soviets, la propagande par les faits, par l'exemple des organisations soviétiques, commence à porter ses fruits, et l'appui intérieur dont Kalédine disposait sur le Don s'écroule maintenant du dedans plus encore que du dehors.

Voilà pourquoi nous pouvons, en regardant le front de la guerre civile en Russie, affirmer en toute certitude que la victoire du pouvoir des Soviets est complète et pleinement assurée. Et si ce pouvoir des Soviets est victorieux, camarades, c'est parce qu'il a, dès le début, appliqué les principes depuis toujours préconisés par le socialisme, en s'appuyant méthodiquement et résolument sur les masses, en s'assignant pour tâche d'éveiller à une vie véritable, d'amener à un effort d'initiative socialiste les couches les plus opprimées, les plus accablées, de la société. Voilà pourquoi l'ancienne armée, l'armée du dressage de caserne et des supplices infligés aux soldats, a fait son temps. Elle a été détruite et il n'en reste plus la moindre trace. (*Applaudissements.*) La démocratisation complète de l'armée est réalisée.

Je me permettrai de raconter un cas qui m'est arrivé. Cela se passait dans un wagon du chemin de fer de Finlande, où j'ai eu l'occasion d'entendre une conversation entre plusieurs Finlandais et une petite vieille. Je ne pouvais pas prendre part à la conversation, car je ne connais pas le finnois, mais l'un des hommes s'adressa à moi et me dit : « Savez-vous qu'elle vient de raconter une chose intéressante, cette vieille ? Elle a dit : Maintenant, on n'a plus à craindre l'homme au fusil. Etant dans le bois, j'ai rencontré un homme armé d'un fusil, mais au lieu de me prendre le fagot que j'avais ramassé, il m'a encore ajouté quelques branches. »

En écoutant cela, je me suis dit que des centaines de journaux, quel que soit le nom dont ils s'affublent — socialistes, pseudo-socialistes ou autres, — que des centaines de voix, aussi tonitruantes soient-elles, peuvent bien nous

crier : « dictateurs », « espèces de bruts » et autres aménités. Nous savons qu'une autre voix se fait entendre maintenant dans les masses populaires. Elles se disent : désormais il ne faut plus craindre l'homme armé d'un fusil, parce qu'il défend les travailleurs et sera impitoyable dans l'écrasement de la domination des exploiteurs. (Applaudissements.) Voilà ce que le peuple a senti, et voilà pourquoi elle est invincible, la propagande faite par des gens simples, peu instruits, racontant que les gardes rouges dirigent toutes leurs forces contre les exploiteurs. Cette propagande touchera des millions et des dizaines de millions de gens et créera sur une base solide ce que la Commune française du XIXe siècle avait commencé à créer tout en n'y parvenant que pendant une courte période, écrasée qu'elle fut par la bourgeoisie ; elle créera l'Armée Rouge socialiste préconisée par tous les socialistes, fondée sur l'armement général du peuple. Elle créera de nouveaux éléments de la Garde Rouge, qui permettront d'éduquer les masses laborieuses en vue de la lutte armée.

Si, en parlant de la Russie, on disait : elle ne peut faire la guerre car elle n'a pas d'officiers, nous ne devons pas oublier ce que disaient ces mêmes officiers bourgeois en voyant les ouvriers se battre contre Kérenski et Kalédine : « Oui, ces gardes rouges sont techniquement au-dessous de tout, mais avec un peu d'instruction, ils auraient une armée invincible. » Car, pour la première fois dans l'histoire de la lutte universelle, l'armée se compose de gens qui n'y arrivent pas avec un bagage de connaissances livresques mais que guident les idées de lutte pour l'affranchissement des exploités. Et lorsque le travail que nous avons commencé sera terminé, la République des Soviets de Russie sera invincible. (Applaudissements.)

Camarades, ce chemin que le pouvoir des Soviets a parcouru en ce qui concerne l'armée socialiste, il l'a également fait en ce qui concerne un autre instrument des classes dominantes, un instrument encore plus subtil, encore plus complexe, à savoir, la justice bourgeoise, qui prétendait défendre l'ordre, mais était en réalité un instrument aveugle et subtil d'oppression impitoyable des exploités, qui défendait les intérêts du sac d'écus. Le pouvoir des

Soviets en a disposé selon les principes légués par toutes les révolutions prolétariennes : il l'a tout de suite livrée à la destruction. Qu'on pousse des cris parce qu'au lieu de réformer l'ancienne justice nous l'avons tout de suite livrée à la destruction. Nous avons par là déblayé le terrain pour une véritable justice du peuple. Et, en agissant moins par des mesures de répression que par l'exemple des masses, par le prestige des travailleurs, sans formalités, nous avons transformé le tribunal, d'instrument d'exploitation en un instrument d'éducation s'appuyant sur les bases solides de la société socialiste. Il ne fait aucun doute que cette société ne peut être réalisée d'emblée.

Voilà les mesures les plus importantes prises par le pouvoir des Soviets dans la voie indiquée par l'expérience de toutes les plus grandes révolutions populaires du monde entier. Il n'y a pas eu une seule révolution où les masses laborieuses n'aient commencé à s'engager dans cette voie, afin de créer un nouveau pouvoir d'Etat. Malheureusement, elles n'ont fait que commencer, mais n'ont pu mener cette tâche à bien et ne sont pas parvenues à créer un pouvoir d'Etat de type nouveau. Nous, nous l'avons créé : chez nous, la République socialiste des Soviets est déjà réalisée.

Je ne me fais aucune illusion ; je sais que nous sommes entrés seulement dans la période *de transition* vers le socialisme, que nous n'avons pas encore atteint le socialisme. Mais vous aurez raison de dire que notre Etat est une République socialiste des Soviets. Autant au moins que ceux qui qualifient de démocratiques de nombreuses républiques bourgeoises d'Occident, alors que c'est un fait notoire qu'aucune de ces républiques, aussi démocratique soit-elle, ne l'est complètement. Elles accordent des petits bouts de démocratie, limitent dans des bagatelles les droits des exploiteurs, mais les masses laborieuses y restent tout aussi opprimées que partout ailleurs. Néanmoins, nous disons que le régime bourgeois comprend aussi bien les vieilles monarchies que les républiques constitutionnelles.

Il en est de même pour nous. Nous sommes loin même de terminer la période de transition du capitalisme au socialisme. Nous ne nous sommes jamais leurrés de l'espoir de la terminer sans le concours du prolétariat international.

Nous n'avons jamais eu d'illusions là-dessus et nous savons combien est difficile le chemin qui mène du capitalisme au socialisme ; mais nous avons le devoir de dire que notre république des Soviets est une république socialiste, parce que nous nous sommes engagés dans cette voie ; et ces mots ne seront pas des mots en l'air.

Nous avons commencé à prendre beaucoup de mesures qui ruinent la domination des capitalistes. Nous savons que notre pouvoir devait unifier l'activité de toutes les institutions en la subordonnant à un seul principe, et ce principe nous le traduisons ainsi : « La Russie est proclamée République socialiste des Soviets. » (Applaudissements.) Ce sera une vérité s'appuyant sur ce que nous devrons accomplir et que nous avons déjà amorcé ; ce sera le meilleur moyen de conjuguer tous nos efforts, de proclamer notre programme, de faire appel aux travailleurs et exploités de tous les pays. Certains d'entre eux ne savent pas du tout ce qu'est le socialisme, tandis que les autres — et c'est encore plus grave — entendent par socialisme cette espèce de salade de réformes bourgeoises à la Tchernov et à la Tsérétéli, que nous avons goûtée et dont nous avons fait l'expérience pendant dix mois de révolution pour nous convaincre que ce n'est pas du socialisme, mais une contrefaçon.

Voilà pourquoi les « libres » pays d'Angleterre et de France ont mis tout en œuvre pour ne pas laisser passer, durant les dix mois de notre révolution, un seul numéro des journaux des bolchéviks et des socialistes-révolutionnaires de gauche. Ils étaient obligés d'en user ainsi parce que, dans tous les pays, ils voyaient se dresser devant eux la masse des ouvriers et des paysans qui saisissaient d'instinct tout ce que faisaient les ouvriers russes. Car il n'y a pas eu une seule réunion où les nouvelles au sujet de la révolution russe et le mot d'ordre du pouvoir aux Soviets n'aient été accueillis par des applaudissements en rafale. Partout se manifeste déjà une contradiction entre les masses laborieuses et exploitées et les directions de leurs partis. Ce vieux socialisme de bonzes n'est pas encore enterré comme le sont chez nous, en Russie, Tchkhéidzé et Tsérétéli, mais il est déjà tué dans tous les pays du monde, il est déjà mort.

Et, en face de ce vieux monde bourgeois, se dresse déjà un nouvel Etat : la République des Soviets, la république des classes laborieuses, exploitées, qui sont en train de briser les vieilles cloisons bourgeoises. De nouvelles formes d'Etat sont créées qui ont rendu possible la répression des exploiteurs, la répression de la résistance de cette infime poignée, forte de son sac d'écus et de ses connaissances d'hier. Leurs connaissances, ces professeurs, ces instituteurs, ces ingénieurs les convertissent en un instrument d'exploitation des travailleurs. Ils disent : je veux que mes connaissances servent la bourgeoisie ; sinon, je ne travaillerai pas. Mais leur pouvoir est battu en brèche par la révolution ouvrière et paysanne, et contre eux se dresse un Etat où les masses elles-mêmes élisent librement leurs représentants.

Maintenant, oui, nous pouvons dire que nous possédons une organisation du pouvoir qui indique clairement le passage à l'abolition complète de tout pouvoir, de tout Etat. Cela sera possible lorsqu'il n'y aura plus aucune trace d'exploitation, c'est-à-dire dans une société socialiste.

Quelques mots maintenant sur les mesures que le gouvernement soviétique socialiste de Russie a commencé à appliquer. La nationalisation des banques fut une des premières mesures visant non seulement à faire disparaître de la terre russe les grands propriétaires fonciers, mais aussi à saper dans ses fondements la domination de la bourgeoisie et la possibilité, pour le capital, d'opprimer des millions et des dizaines de millions de travailleurs. Les banques sont des centres importants de l'économie capitaliste moderne. C'est là que se trouvent concentrées d'énormes richesses, c'est de là qu'elles sont réparties dans tout l'immense pays, c'est là le nerf central de toute la vie capitaliste. Ce sont des organes subtils et complexes, qui se sont développés durant des siècles ; et c'est contre eux que furent dirigés les premiers coups du pouvoir des Soviets qui s'est d'abord heurté à une résistance acharnée au sein de la Banque d'Etat. Mais cette résistance n'a pas arrêté le pouvoir des Soviets. Nous avons réussi à réaliser l'essentiel dans l'organisation de la Banque d'Etat ; cette chose essentielle est entre les mains des ouvriers et des paysans ; et, partant de ces mesures essentielles qu'il faudra

encore développer pendant longtemps, nous avons commencé à mettre la main sur les banques privées.

Nous n'avons pas agi comme nous l'auraient probablement recommandé les conciliateurs : attendre d'abord l'Assemblée constituante, puis élaborer peut-être un projet de loi, le présenter à l'Assemblée constituante en annonçant ainsi notre intention à messieurs les bourgeois, afin qu'ils puissent trouver une échappatoire, un moyen d'éviter cette chose désagréable. Il eût fallu, peut-être, pour « agir en hommes d'Etat », les inviter à collaborer avec nous, pour promulguer des lois dignes de ce nom ?

C'eût été renier le socialisme. Nous avons agi le plus simplement du monde : sans craindre les reproches des gens « instruits » ou plutôt des partisans non instruits de la bourgeoisie, qui trafiquent des derniers restes de leurs connaissances, nous avons dit : nous avons des ouvriers et des paysans armés. Ils doivent occuper ce matin toutes les banques privées. (Applaudissements.) Et c'est seulement après qu'ils l'auront fait, lorsque le pouvoir sera déjà entre nos mains, que nous aviserons les mesures à prendre. Le matin, les banques furent occupées, et le soir, le Comité exécutif central décidait : « Les banques sont déclarées propriété nationale. » C'était l'étatisation, la socialisation des banques, leur passage au pouvoir des Soviets.

Personne parmi nous ne croyait possible de briser ou de transformer en quelques jours l'ingénieux et subtil appareil des banques, qui s'était développé durant des siècles sur la base du système économique capitaliste. Nous n'avons jamais affirmé cela. Et quand les savants ou les pseudo-savants hochaient la tête et jouaient les prophètes, nous leur répondions : vous pouvez nous prédire tout ce qu'il vous plaira. Nous ne connaissons qu'une seule voie de la révolution prolétarienne : s'emparer des positions de l'ennemi, faire pratiquement l'apprentissage du pouvoir, en utilisant l'expérience des erreurs commises. Nous ne sous-estimons nullement les difficultés qui se présentent sur notre chemin, mais l'essentiel est déjà fait. La source des richesses capitalistes, quant à leur répartition, est tarie. Après quoi il a été extrêmement facile de procéder à l'annulation des emprunts d'Etat, au renversement du joug

financier. De même, après l'organisation du contrôle ouvrier, il nous a été tout à fait facile de passer à la confiscation des usines. Quand on nous reprochait de diviser la production par ateliers en introduisant le contrôle ouvrier, nous repoussions ces bêtises. En introduisant le contrôle ouvrier, nous savions qu'il ne pourrait être de sitôt étendu à toute la Russie, mais nous voulions montrer que nous ne reconnaissions qu'une seule voie, celle des transformations venant d'en-bas, où les ouvriers eux-mêmes élaborent à la base les nouveaux principes du système économique. Ce qui demandera beaucoup de temps.

Partant du contrôle ouvrier nous allions vers la création du Conseil supérieur de l'économie nationale. Seule une telle mesure, jointe à la nationalisation des banques et des chemins de fer, mesure qui sera réalisée ces jours prochains, nous permettra de nous attaquer à l'édification de la nouvelle économie socialiste. Nous savons très bien que notre tâche est difficile, mais nous affirmons que celui-là seul est socialiste dans la pratique, qui s'y attaque en s'en remettant à l'expérience et à l'instinct des masses laborieuses. Elles commettront maintes erreurs, mais l'essentiel est fait. Elles savent qu'en s'adressant au pouvoir des Soviets elles ne trouveront que soutien contre les exploiteurs. Il n'est pas une seule mesure tendant à faciliter leur travail, qui ne soit soutenue entièrement et sans réserve par le pouvoir des Soviets. Celui-ci ne sait pas tout et ne peut être partout à temps, et il doit sans cesse faire face à des tâches difficiles. Très souvent des délégations d'ouvriers et de paysans viennent trouver le gouvernement pour lui demander, par exemple, comment disposer de telle ou telle terre. Et il m'est arrivé souvent à moi-même de me trouver dans une situation embarrassante lorsque je voyais qu'ils n'étaient guère fixés eux-mêmes. Je leur disais alors : vous êtes le pouvoir, faites tout ce que vous voudrez, prenez tout ce dont vous avez besoin, nous vous soutiendrons ; mais veillez à la production, veillez à ce qu'elle soit utile. Passez aux travaux utiles, vous commettrez des erreurs, mais vous finirez par apprendre. Et les ouvriers ont déjà commencé à apprendre, ils ont déjà commencé à lutter contre les saboteurs. Les gens ont fait de l'éducation une barrière entravant la

marche en avant des travailleurs ; cette barrière sera abattue.

Il est hors de doute que la guerre corrompt les gens tant à l'arrière que sur le front, en rétribuant au-delà de toute mesure ceux qui travaillent pour la guerre, en attirant à ce travail tous ceux qui ont pu s'embusquer, les éléments déclassés et semi-déclassés, qui n'ont qu'un seul désir : « rafler » et se retirer. Mais ces éléments, la pire séquelle de l'ancien régime capitaliste, propagent tous ses vices, éléments que nous devons rejeter, écarter, en entraînant dans les fabriques et les usines les meilleurs éléments prolétariens pour constituer avec eux des cellules de la future Russie socialiste. Chose qui n'est point facile ; elle est génératrice de nombreux conflits, heurts et frictions. Et nous, Conseil des Commissaires du peuple, et moi personnellement, nous avons eu à affronter leurs plaintes et leurs menaces, mais nous les écoutions avec calme, sachant que nous avions maintenant un arbitre à qui nous adresser. Cet arbitre, ce sont les Soviets des députés ouvriers et soldats. (Applaudissements.) Leur jugement est sans appel, nous nous en remettons toujours à lui.

Le capitalisme crée intentionnellement des catégories parmi les ouvriers, pour rallier à la bourgeoisie des couches supérieures infinies de la classe ouvrière ; les conflits avec celles-ci seront inévitables. Nous n'arriverons pas au socialisme sans lutte. Mais nous sommes prêts à la lutte, nous l'avons commencée et nous la mènerons à son terme, avec l'aide de l'appareil qui a nom Soviets. Si nous soumettons les conflits qui surgiront à l'arbitrage du Soviet des députés ouvriers et soldats, il nous sera facile de régler les problèmes, quels qu'ils soient. Car, aussi fort que puisse être le groupe des ouvriers privilégiés, le jugement d'un organe représentant tous les ouvriers, je le répète, sera pour eux sans appel. Ce règlement ne fait que commencer. Les ouvriers et les paysans n'ont pas encore suffisamment confiance en leurs propres forces ; une tradition séculaire les a trop habitués à attendre des ordres d'en haut. Ils ne se sont pas encore complètement faits à l'idée que le prolétariat est la classe dominante, et l'on compte encore parmi eux des éléments terrorisés, comprimés, qui s'imaginent devoir passer par l'ignoble école de la bourgeoisie. Ce

préjugé, le plus ignoble de tous les préjugés bourgeois, s'est maintenu plus longtemps que les autres, mais il est en train de disparaître et disparaîtra définitivement. Et nous sommes persuadés qu'à chaque pas en avant du pouvoir des Soviets, il y aura de plus en plus de gens définitivement libérés du vieux préjugé bourgeois selon lequel un simple ouvrier ou un simple paysan ne peut gouverner l'Etat. Il le peut et il apprendra à le faire s'il s'y met ! (Applaudissements.)

Notre tâche d'organisation consistera précisément à trouver parmi les masses populaires des dirigeants et des organisateurs. Ce travail immense, gigantesque, est maintenant à l'ordre du jour. On ne pourrait même pas songer à le réaliser s'il n'y avait pas le pouvoir des Soviets, appareil de sélection capable de promouvoir les gens.

Nous n'avons pas seulement une loi sur le contrôle, nous avons aussi quelque chose qui est même plus précieux : des tentatives de la part du prolétariat pour traiter avec les syndicats patronaux en vue d'assurer aux ouvriers la gestion de branches entières de l'industrie. Un contrat de ce genre est en cours d'élaboration, il est déjà presque conclu entre les ouvriers des cuirs et peaux et la Société des industriels tanneurs et peaussiers de Russie. J'attache à ces contrats une très grande importance [159], car ils montrent que les ouvriers commencent à prendre conscience de leur force.

Camarades, je n'ai pas parlé dans mon rapport de deux questions particulièrement épineuses et difficiles : la paix et le ravitaillement, parce qu'elles figurent à l'ordre du jour et seront traitées séparément.

Dans mon bref rapport je m'étais fixé comme tâche de montrer sous quel jour moi-même et le Conseil des Commissaires du peuple dans son ensemble, nous voyons l'histoire de ce que nous avons vécu au cours de ces deux mois et demi, de montrer où en est le rapport des forces de classe dans cette nouvelle période de la révolution russe, comment s'est formé le nouveau pouvoir d'Etat et quelles sont les tâches sociales qui se posent à lui.

Pour réaliser le socialisme, la Russie s'est engagée dans la bonne voie, en nationalisant les banques et en remettant

toute la terre, intégralement, entre les mains des masses laborieuses. Nous connaissons fort bien les difficultés que nous trouverons sur notre chemin, mais la comparaison avec les révolutions passées nous donne la certitude d'obtenir des succès immenses et d'être dans la voie qui nous assurera la victoire complète.

Et les masses des pays plus avancés, divisés par la guerre de brigandage et dont les ouvriers sont passés par une plus longue école de démocratisation, seront à nos côtés. Lorsqu'on nous parle des difficultés de notre œuvre, lorsqu'on nous dit que la victoire du socialisme n'est possible qu'à l'échelle mondiale, nous ne voyons là qu'une manœuvre désespérée de la bourgeoisie et de ses partisans conscients ou inconscients pour déformer la vérité la plus incontestable. Certes, la victoire définitive du socialisme est impossible dans un seul pays. Notre détachement d'ouvriers et de paysans, qui soutient le pouvoir des Soviets, est un détachement de cette armée universelle qui est maintenant divisée par la guerre mondiale, mais qui cherche à se grouper ; et les prolétaires accueillent avec sympathie, par des applaudissements, chaque nouvelle, chaque bribe d'information sur notre révolution, chaque nom qui s'y rattache, parce qu'ils savent que ce qui est en train de s'accomplir en Russie, c'est leur affaire commune, l'affaire de l'insurrection prolétarienne, de la révolution socialiste internationale. L'exemple vivant, l'action commencée dans un pays quelconque, est plus efficace que toutes les proclamations et toutes les conférences : c'est ce qui enthousiasme les masses laborieuses de tous les pays.

Si la grève d'octobre 1905 — ces premiers pas de la révolution victorieuse — a immédiatement eu des répercussions en Europe occidentale et a déclenché, en 1905, un mouvement parmi les ouvriers autrichiens, si nous avons pu apprécier pratiquement, dès cette époque, la valeur d'exemple d'une révolution, d'une action entreprise par les ouvriers d'un pays quelconque, nous voyons maintenant que dans tous les pays du monde la révolution socialiste mûrit de jour en jour, d'heure en heure.

Si nous commettons des erreurs, des fautes, si nous nous heurtons à des difficultés, cela n'a pas d'importance pour les ouvriers des autres pays. Ce qui compte à leurs yeux,

c'est notre exemple : voilà ce qui les unit. Ils disent : nous lutterons ensemble et nous vaincrons, envers et contre tout. (Applaudissements.)

Ayant observé, durant des dizaines d'années, la marche du mouvement ouvrier et la montée de la révolution socialiste mondiale, Marx et Engels, les grands fondateurs du socialisme, ont vu clairement que pour passer du capitalisme au socialisme, il faudra de longues douleurs d'enfantement, une longue période de dictature du prolétariat, la destruction de tout ce qui a vieilli, l'élimination impitoyable de toutes les formes du capitalisme et la collaboration des ouvriers de tous les pays, qui devront conjuguer tous leurs efforts afin d'assurer la victoire jusqu'au bout. Et ils disaient qu'à la fin du XIXe siècle « le Français commencera et l'Allemand achèvera » [160] ; le Français commencera parce qu'au cours de dizaines d'années de révolution il a su développer en lui, dans l'action révolutionnaire, cet esprit d'initiative et d'abnégation qui a fait de lui l'avant-garde de la révolution socialiste.

Nous voyons aujourd'hui une autre combinaison de forces dans le socialisme international. Nous disons que le mouvement commence plus facilement dans les pays qui n'appartiennent pas au nombre des pays exploiteurs, pouvant piller avec plus de facilité et ayant les moyens de corrompre les couches supérieures de leurs ouvriers. Ces partis pseudo-socialistes d'Europe occidentale, presque tous ministrables, dans le genre de ceux de Tchernov et de Tsérétéli, ne réalisent rien et n'ont aucune base solide. Nous avons vu l'exemple de l'Italie ; nous avons pu, ces jours-ci, suivre la lutte héroïque des ouvriers autrichiens contre les forbans impérialistes [161]. Même si ces forbans réussissent à enrayer momentanément le mouvement, ils ne peuvent l'arrêter tout à fait, car il est invincible.

L'exemple de la République des Soviets lui indiquera pendant longtemps son chemin. Notre République socialiste des Soviets se dressera fermement comme le flambeau du socialisme international, comme un exemple pour toutes les masses laborieuses. Là-bas, c'est le massacre, la guerre, l'effusion de sang, des millions de victimes, l'exploitation du capital ; ici, c'est une véritable politique de paix et la République socialiste des Soviets.

Les événements se sont déroulés autrement que Marx et Engels ne l'avaient prévu ; c'est à nous, aux classes laborieuses et exploitées de Russie, qu'ils ont conféré le rôle honorable d'avant-garde de la révolution socialiste internationale, et nous voyons maintenant clairement la perspective du développement de la révolution : le Russe a commencé, l'Allemand, le Français, l'Anglais achèveront, et le socialisme triomphera. (Applaudissements.)

2

DISCOURS DE CONCLUSION APRÈS LA DISCUSSION SUR LE RAPPORT DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE 12 (25) JANVIER

Je m'étonne, après avoir écouté les objections des orateurs de droite à mon rapport, qu'ils n'aient encore jusqu'à présent rien appris, et aussi qu'ils aient oublié tout ce qu'ils appellent à tort le « marxisme ». L'un des orateurs qui m'ont répondu a déclaré que nous avions été partisans de la dictature de la démocratie, que nous avions recconnu le pouvoir de la démocratie. Cette affirmation est saugrenue, absurde et dénuée de fondement au point de n'être plus qu'un assemblage de mots sans suite. C'est comme si l'on disait : neige métallique ou quelque chose d'approchant. (R i r e s.) La démocratie est une forme de l'État bourgeois, défendue par tous les traîtres au vrai socialisme, lesquels sont maintenant à la tête du socialisme officiel et affirment que la démocratie est en contradiction avec la dictature du prolétariat. Tant que la révolution n'avait pas dépassé le cadre du régime bourgeois, nous étions pour la démocratie ; mais dès que nous avons vu apparaître dans le cours de la révolution les premières lueurs du socialisme, nous nous sommes rangés sur des positions consistant à défendre fermement, résolument, la dictature du prolétariat.

Et il est étrange que des gens qui ne peuvent ou ne veulent pas comprendre cette simple vérité sur la définition des mots « démocratie » et « dictature du prolétariat », osent prendre la parole devant une aussi nombreuse assemblée et

lui débiter toutes ces vieilles sornettes qui parsèment les discours de MM. nos contradicteurs. La démocratie, c'est du parlementarisme formel et, en fait, ce sont des constantes et cruelles vexations, un joug intolérable, inhumain que la bourgeoisie fait peser sur le peuple travailleur. Ne peuvent objecter à cela que ceux qui, loin d'être les représentants véritables de la classe ouvrière, sont de pitoyables maniaques vivant dans du coton. Toujours éloignés de la vie réelle, ils sont restés endormis sur un oreiller sous lequel ils avaient soigneusement fourré un vieux livre fripé dont personne n'a que faire et qui leur sert de guide et de manuel dans leur effort pour implanter le socialisme officiel. Mais l'intelligence de dizaines de millions de créateurs fournit quelque chose d'infiniment plus élevé que les prévisions les plus vastes et les plus géniales. La scission du socialisme authentique, révolutionnaire, ne date pas d'aujourd'hui, mais du début de la guerre. Pas un pays, pas un Etat où cette scission significative ne se soit produite, où il n'y ait cette lézarde dans la doctrine socialiste. Félicitons-nous de cette scission !

Quand on nous accuse de combattre les « socialistes », nous pouvons seulement dire qu'à l'époque du parlementarisme, les partisans de ce régime n'ont plus rien de commun avec le socialisme ; car, pourris, vieillis, dépassés, ils se sont finalement rangés aux côtés de la bourgeoisie. Les « socialistes », qui, pendant la guerre provoquée par les convoitises impérialistes des forbans internationaux, ont invoqué à grands cris la « défense nationale », ne sont pas des socialistes ; ce sont des laquais, des parasites de la bourgeoisie.

Ceux qui parlent tant de la dictature de la démocratie ne font que jongler avec d'absurdes phrases creuses où il n'entre pas trace de science économique ni de compréhension politique.

Un de mes contradicteurs a dit ici que la Commune de Paris pouvait s'enorgueillir de ce qu'il n'y eut, pendant l'insurrection des ouvriers parisiens, aucun acte de violence ni d'arbitraire ; mais il ne fait aucun doute que la Commune, qui demeure immortelle dans l'histoire pour avoir été la première à réaliser concrètement l'idée de la dictature du prolétariat, est tombée uniquement parce qu'elle

ne recourut pas suffisamment, le moment venu, à la force armée.

Traitant brièvement de la lutte contre les représentants de la bourgeoisie, des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, l'orateur, vivement applaudi, déclare catégoriquement : — Quoi qu'on en dise, la volonté du peuple révolutionnaire obligera finalement la bourgeoisie à capituler ou à périr.

Traçant un parallèle entre l'anarchisme et le bolchévisme, le camarade Lénine déclare que maintenant, à l'époque de la démolition radicale de l'ordre bourgeois, les idées anarchistes prennent enfin des contours vivants. Mais pour renverser le joug du régime bourgeois, il faut un ferme pouvoir révolutionnaire des classes laborieuses : le pouvoir de l'Etat révolutionnaire. C'est ce qui fait le fond du communisme. Maintenant que la masse elle-même prend les armes et engage une lutte impitoyable contre les exploiteurs, maintenant que s'exerce un nouveau pouvoir populaire n'ayant rien de commun avec le pouvoir parlementaire, nous avons affaire, non plus au vieil Etat dont les traditions et les formes ont fait leur temps, mais à quelque chose de neuf, qui se fonde sur la puissance créatrice des couches inférieures de la société. Et tandis que certains anarchistes, subissant encore l'emprise d'opinions dépassées, parlent avec appréhension des Soviets, un courant nouveau, tout frais, de l'anarchisme se range nettement du côté des Soviets, qu'il voit pleins de vitalité et capables de s'assurer la sympathie des masses et de stimuler leur effort créateur.

Votre péché et votre aveuglement, dit l'orateur tourné vers ses « contradicteurs », c'est de n'avoir pas su vous mettre à l'école de la révolution. Dès le 4 avril je disais dans cette même salle que les Soviets constituaient la forme supérieure de la démocratie *. Ou les Soviets périront et la révolution sera perdue sans rémission, ou les Soviets vivront, et alors il est ridicule de parler d'une révolution démocratique bourgeoise à l'heure où se préparent l'épanouissement complet de la société socialiste et la faillite du capitalisme. Les bolchéviks parlaient de révolution démo-

* Cf. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 24, pp. 9-16. (*N.R.*)

cratique bourgeoise en 1905, mais maintenant que les Soviets ont accédé au pouvoir, maintenant que les ouvriers, les soldats et les paysans se sont dit, en pleine guerre, dans une situation qu'on ne peut comparer à nulle autre, tant elle comporte de privations et d'horreurs, au milieu des ruines, devant le spectre d'une famine mortelle : « Prenons tout le pouvoir et mettons-nous à bâtir de nos propres mains la vie nouvelle », — à ce moment, dis-je, il ne peut absolument pas être question d'une révolution démocratique bourgeoise. Cela, les bolchéviks l'ont dit en maintes résolutions et décisions dans leurs congrès, leurs réunions et leurs conférences, dès le mois d'avril de l'an dernier.

Quant à ceux qui prétendent que nous n'avons encore rien fait, que nous sommes tout ce temps restés inactifs, que la souveraineté du pouvoir des Soviets n'a porté aucun fruit, nous ne pouvons que répondre : — Jetez donc un coup d'œil dans les profondeurs du peuple travailleur, au cœur des masses. Vous verrez quel travail d'organisation s'y accomplit, quel élan créateur ; vous y verrez jaillir la source d'une vie rénovée et sanctifiée par la révolution. Les paysans prennent la terre dans les campagnes, les ouvriers s'emparent des usines et des fabriques, partout se forment les organisations les plus diverses.

Le pouvoir des Soviets veut mettre un terme à la guerre, et nous sommes convaincus qu'il y arrivera plus tôt que ne le promettaient les représentants du gouvernement Kérenski. Car la fin de la guerre est maintenant fonction du facteur révolutionnaire qui a déchiré les traités et annulé les emprunts. La guerre s'achèvera en relation avec le mouvement révolutionnaire international.

L'orateur termine en parlant brièvement des saboteurs contre-révolutionnaires ; ce sont des éléments achetés par la bourgeoisie. Celle-ci jette d'abondantes aumônes aux fonctionnaires saboteurs qui, au nom du triomphe de la réaction, ont déclaré la guerre au pouvoir des Soviets. Le fait que le peuple abat sa lourde hache de paysan et d'ouvrier sur la bourgeoisie leur apparaît comme un vrai cataclysme annonçant la fin de toutes choses. Si nous avons commis des fautes, c'est pour avoir été trop humains, trop généreux envers les représentants du régime impérialiste bourgeois, dont la duplicité à notre égard a été monstrueuse.

Tout dernièrement, des publicistes de la *Novaïa Jizn* sont venus me déclarer, au non des employés de banque, qui, désireux de mettre fin au sabotage et reprendre leurs fonctions, entendent se soumettre entièrement au pouvoir des Soviets. « Mieux vaut tard que jamais », leur ai-je répondu *. Mais, soit dit entre nous, s'ils s'imaginent qu'en acceptant de négocier avec eux, nous céderons un pouce de nos positions révolutionnaires, ils se trompent lourdement.

Le monde n'a rien vu de semblable à ce qui se passe maintenant en Russie, dans cet immense pays découpé en plusieurs Etats distincts, formé d'une foule de nationalités et de peuples différents : un immense travail d'organisation dans tous les districts et toutes les régions ; l'organisation des couches inférieures de la société, l'activité spontanée des masses, leur œuvre créatrice, qui se heurtent à l'opposition des divers représentants bourgeois de l'impérialisme. Ces ouvriers et ces paysans ont abordé une tâche d'une ampleur titanesque. En collaboration avec les Soviets, ils détruiront à fond l'exploitation capitaliste et, au bout du compte, le joug de la bourgeoisie sera à jamais renversé.

* Voir le présent tome, p. 526. (*N.R.*)

3

PROJET DE DÉCRET SUR LA SUPPRESSION DANS LA LÉGISLATION SOVIÉTIQUE DES RÉFÉRENCES À L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

DÉCRET

Plusieurs lois, décrets et arrêtés du pouvoir soviétique font mention de l'Assemblée constituante et de son caractère législatif.

Après la dissolution de l'Assemblée constituante prononcée par le Comité exécutif central et entérinée par le Congrès des Soviets, toutes ces mentions deviennent automatiquement caduques et sans valeur.

C'est pourquoi le IIIe Congrès des Soviets de Russie décide de faire disparaître dans toutes les rééditions des décrets et lois du pouvoir soviétique toutes les mentions de l'Assemblée constituante qui devait se réunir.

Écrit le 18 (31) janvier 1918

4

DISCOURS DE CLÔTURE DU CONGRÈS
18 (31) JANVIER

Camarades, avant la clôture du IIIe Congrès des Soviets, il faut déterminer sans aucun parti pris le rôle capital que ce congrès aura joué dans l'histoire de la révolution internationale, dans l'histoire de l'humanité. On est pleinement fondé à dire que le IIIe Congrès des Soviets a inauguré une ère nouvelle dans l'histoire mondiale ; et, désormais, dans les conditions de la révolution mondiale, on a de plus en plus conscience de sa portée. En consacrant l'organisation du nouveau pouvoir d'Etat créé par la Révolution d'Octobre, ce congrès a posé, pour le monde entier, pour les travailleurs de tous les pays, les jalons de la future édification socialiste.

La nouvelle structure étatique de la République socialiste des Soviets, en tant que fédération des libres républiques des différentes nations peuplant la Russie, est aujourd'hui un fait définitivement reconnu de notre politique intérieure. Et tout le monde, y compris même, j'en suis convaincu, nos ennemis, voit maintenant que le nouveau régime, le pouvoir des Soviets, n'est pas une invention arbitraire, ni le fruit d'une manœuvre de parti, mais le résultat du développement de la vie elle-même, le produit du mûrissement spontané de la révolution mondiale. Rappelez-vous que toutes les grandes révolutions ont toujours essayé de détruire jusqu'en ses fondements le vieux régime capitaliste ; qu'elles se sont toujours efforcées non seulement de conquérir des droits politiques, mais encore d'arracher la direction même de l'Etat aux classes dirigeantes

à tous les exploiteurs et oppresseurs des travailleurs, afin de mettre à jamais un terme à toute exploitation et à toute oppression. Les grandes révolutions se sont précisément efforcées de briser ce vieil appareil de l'Etat des exploiteurs, mais, jusqu'à présent, elles n'y ont jamais complètement réussi. Et voici qu'en raison des particularités de sa situation économique et politique, la Russie a été la première à réaliser ce passage du pouvoir aux travailleurs eux-mêmes. Nous allons bâtir maintenant, sur un terrain déblayé des décombres de l'histoire, l'édifice imposant et radieux de la société socialiste. Un nouveau type d'Etat inconnu dans l'histoire et appelé, de par la volonté de la révolution, à nettoyer la terre de toute exploitation, de toute violence, de tout esclavage, sera mis sur pied.

Voyons maintenant ce que le nouveau principe socialiste de gestion de l'Etat a donné sur le plan de notre politique intérieure. Vous vous rappelez, camarades, comment, il n'y a pas longtemps encore, la presse bourgeoise criait sans discontinuer que nous détruisions l'Etat russe, que nous ne savions pas administrer et que c'était la raison par laquelle toutes les nationalités, la Finlande, l'Ukraine, etc., se séparaient de nous. Possédée d'une joie mauvaise, la presse bourgeoise annonçait presque chaque jour la « sécession » de quelque nouveau pays. Nous, camarades, nous comprenions mieux qu'elle les causes profondes de ce phénomène. Elles résidaient dans la méfiance des masses laborieuses envers le gouvernement impérialiste et conciliateur de MM. Kérenski et Cie. Nous gardions le silence, fermement convaincus que nos justes principes et notre gestion démontreraient mieux que des paroles à tous les travailleurs quels sont nos buts et nos aspirations véritables.

Et nous avions raison. Nous voyons maintenant que nos idées ont triomphé en Finlande et en Ukraine et triomphent dans la région du Don, éveillant la conscience de classe des travailleurs qu'elles organisent en une ferme union. Nous avons agi sans diplomates, sans recourir aux vieux procédés des impérialistes, et pourtant un résultat grandiose est acquis : la révolution l'a emporté et les peuples vainqueurs s'unissent à nous en une puissante fédération révolutionnaire. Contrairement à la loi cruelle

de la Rome antique, nous régnons sans diviser, mais en créant entre tous les travailleurs les liens indissolubles des intérêts vivants, de la conscience de classe. Et notre union, notre nouvel Etat est plus solide qu'un pouvoir fondé sur la violence et unifiant par le fer et le mensonge, selon les besoins des impérialistes, des Etats au sein d'agrégats artificiellement formés. Par exemple, tout récemment, à peine les ouvriers et les paysans finlandais se sont-ils emparés du pouvoir, qu'ils se sont tournés vers nous, pour exprimer leur fidélité à la révolution prolétarienne mondiale, dans un message de salutations, où s'affirme leur inébranlable résolution de marcher avec nous dans la voie de l'Internationale [162]. Voilà le fondement de notre fédération, et je suis profondément convaincu que différentes fédérations de nations libres vont, de plus en plus, se grouper autour de la Russie révolutionnaire. Cette fédération grandira grâce à des adhésions entièrement volontaires, qui n'auront besoin ni de mensonge ni de fer, et elle sera invincible. Le meilleur gage de son invincibilité est dans les lois, dans le régime politique que nous sommes en train de créer chez nous. Vous venez d'entendre lecture de la loi sur la socialisation de la terre [163]. Cette loi n'est-elle pas un gage de l'unité désormais indissoluble des ouvriers et des paysans, unité qui nous permettra de surmonter tous les obstacles semés sur la route du socialisme ?

Ces obstacles, je ne le dissimule pas, sont énormes. La bourgeoisie mettra tout en œuvre et jouera son va-tout pour rompre notre unité. Il se trouvera des menteurs, des provocateurs, des traîtres, des inconscients peut-être pour la servir, mais désormais nous ne craignons rien, car nous avons créé notre nouvel Etat, car nous assumons nous-mêmes sa direction. Nous réprimerons avec la dernière énergie toute tentative contre-révolutionnaire. Mais la solidité de l'ordre nouveau réside avant tout dans les mesures d'organisation que nous allons appliquer au nom du socialisme. Un immense travail nous attend à cet égard. Rappelez-vous, camarades, que les forbans impérialistes mondiaux qui ont jeté les nations dans la guerre ont désorganisé à fond toute la vie économique de l'univers. C'est un lourd héritage qu'ils

nous ont laissé : nous avons à reconstruire ce qu'ils ont détruit.

Les travailleurs n'avaient évidemment pas d'expérience en matière d'administration, mais cela ne nous effraie pas. La terre, devenue aujourd'hui le bien de tous, s'est offerte au prolétariat victorieux, et il saura organiser la production et la consommation nouvelles suivant les principes socialistes. Auparavant, tout l'esprit humain, tout le génie de l'homme ne créait que pour donner aux uns tous les biens de la technique et de la culture, et priver les autres de l'indispensable : de l'instruction et du progrès. Maintenant, toutes les merveilles de la technique, toutes les conquêtes de la culture vont devenir le patrimoine du peuple entier et, désormais, jamais l'esprit ni le génie humains ne seront transformés en moyens de violence, en moyens d'exploitation. Nous le savons, — et cette immense tâche historique ne vaut-elle pas la peine qu'on y travaille, qu'on y consacre toutes ses forces ? Les travailleurs mèneront à bien cette tâche historique de titans, car ils portent en eux les grandes forces latentes de la révolution, de la renaissance et du renouvellement.

Nous ne sommes plus seuls. Des événements significatifs se sont produits ces jours derniers, non seulement en Ukraine et dans la région du Don, non seulement dans le royaume de nos Kalédine et de nos Kérenski, mais aussi en Europe occidentale. Vous connaissez les dépêches sur la situation de la révolution allemande. Les flammes de la révolution dominent de plus en plus haut le vieux régime mondial pourri. On n'énonçait pas une théorie étrangère à la vie ou une fantaisie d'homme de cabinet en disant que, par la création du pouvoir des Soviets, nous allions susciter dans d'autres pays des tentatives de même nature. Car, je le répète, il n'y avait pas pour les travailleurs d'autre issue à ce massacre sanglant. Ces tentatives deviennent, dès à présent, des conquêtes durables de la révolution internationale. Et nous terminons ce congrès historique des Soviets sous le signe de la révolution mondiale grandissante. Le jour n'est pas loin où les travailleurs de tous les pays fusionneront en un seul Etat embrassant tous les hommes, pour bâtir d'un commun effort le nouvel édifice socialiste. Le chemin vers cet avenir passe par les Soviets, l'une des

formes de la révolution mondiale qui commence. (Tonnerre d'applaudissements.)

En vous saluant je vous convie à bâtir ce nouvel édifice. Vous allez regagner vos villes et vos villages, et là, vous consacrerez toutes vos forces à l'organisation et à l'affermissement de notre immense victoire. (Les délégués se lèvent et, par leurs vifs applaudissements, saluent le camarade Lénine.)

ORDRE À L'ÉTAT-MAJOR DE LA GARDE ROUGE

12 janvier 1918.

Devant la menace de famine imminente qui pèse sur Pétrograd et compte tenu de la décision du Conseil des Commissaires du peuple prescrivant l'inspection des voies ferrées à Petrograd et dans les environs, afin de déterminer s'il ne se trouve pas sur les voies des wagons de blé, il est ordonné à l'Etat-Major de la Garde Rouge de prêter son concours à cette inspection et d'appréhender les spéculateurs et les saboteurs.

A cette fin il est ordonné de former sans retard le nombre nécessaire de détachements, qui devront se présenter dès demain matin, 13 janvier, au Commissariat des chemins de fer et se mettre à la disposition du camarade Nevski ou de son suppléant, pour procéder avec lui aux opérations suivantes :

1. visiter les gares et se faire délivrer par les chefs de gare et autres chefs de service, une attestation écrite certifiant qu'il ne se trouve pas chez eux un seul wagon de blé ou de produits alimentaires (dans les gares et sur les voies) ;

2. vérifier si, effectivement, il n'y a pas de wagons de blé, etc. ; procéder à cette vérification avec les cheminots ;

3. en cas de déclarations mensongères ou d'informations inexactes, arrêter les chefs de service (avec l'accord des comités de cheminots) et les déférer au tribunal révolutionnaire.

Le Président du Conseil des Commissaires du peuple

V. Oulianov (Lénine)

Paru pour la première fois en 1931, dans le Recueil Lénine XVIII

Conforme au manuscrit

CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DES CHEMINOTS DE RUSSIE DES 5-30 JANVIER (18 JANVIER-12 FÉVRIER) 1918[164]

1

RAPPORT DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE 13 (26) JANVIER

Camarades, je n'ai pas la possibilité, et je le regrette, de vous présenter un rapport en forme. J'espère que ceux d'entre vous qui s'intéressent particulièrement à la situation ont pu, grâce aux journaux d'une part et aux impressions personnelles qu'ils ont pu recueillir au congrès des Soviets, d'autre part, se faire une idée complète et précise de la situation actuelle du pouvoir des Soviets, de ses rapports avec les autres institutions et des tâches qui se posent à lui. Permettez-moi donc de me borner à quelques brèves remarques complémentaires. Pour définir les tâches et la situation du pouvoir des Soviets, je dois m'arrêter sur les rapports qu'il entretient avec l'organisation du prolétariat des chemins de fer, des cheminots.

Vous savez, camarades, que le pouvoir des Soviets est entré en conflit avec l'Assemblée constituante et que toutes les classes possédantes — propriétaires fonciers, bourgeoisie, partisans de Kalédine et consorts, nous reprochent maintenant à cor et à cri la dissolution de l'Assemblée constituante par le pouvoir des Soviets. Mais plus ces reproches se font bruyants dans les rares journaux bourgeois, et plus haut se fait aussi entendre la voix des ouvriers, des soldats,

des travailleurs et des exploités. Les paysans déclarent qu'ils n'ont jamais douté que le pouvoir des Soviets soit au-dessus de tout autre pouvoir et que jamais ni les ouvriers, ni les soldats, ni les paysans ne livreront à personne et à aucune institution, les Soviets qu'ils ont élus et créés, qu'ils contrôlent et vérifient. Le pouvoir des Soviets est entré en conflit avec l'Assemblée constituante, d'abord, vous le savez tous, parce que celle-ci avait été élue sur des listes établies dès avant la Révolution d'Octobre. Elue au suffrage universel, direct, égal et au scrutin secret avec représentation proportionnelle. Ce mode d'élection est le plus parfait de tous, mais il ne peut donner une expression exacte de la volonté du peuple qu'à la condition que les partis qui, dans ce système, ont seuls le droit et la possibilité de présenter des listes, répondent réellement à l'état d'esprit, aux aspirations, aux intérêts des groupes de la population qui les élisent. En effet, avec le scrutin d'arrondissement où chaque circonscription électorale élit son représentant ou son député, le peuple peut très facilement corriger sur-le-champ ses erreurs, en tenant compte de son état d'esprit ou des modifications politiques. Tandis qu'avec la représentation proportionnelle, chaque parti, considéré comme un tout, doit établir ses listes électorales longtemps avant les élections ; c'est ainsi que les partis ont dû établir leurs listes dès septembre et au début d'octobre pour les élections à l'Assemblée constituante, appelée à se réunir le 12 novembre. Vous vous rappelez tous que la loi avait fixé une date-limite pour la présentation des candidatures par tous les partis et qu'ensuite les listes ne pouvaient plus être modifiées. C'est ainsi que le plus grand parti de la Russie, le parti qui avait certainement été le plus important pendant l'été et l'automne, le parti socialiste-révolutionnaire, a dû présenter ses listes au début d'octobre 1917 au nom de tout le parti, ce qu'il a fait. Ces listes présentées au début d'octobre portaient les noms des candidats du parti socialiste-révolutionnaire ; comme s'il y avait eu un parti socialiste-révolutionnaire formant un tout unique. Or, depuis l'établissement des listes, depuis que les ouvriers et les paysans russes ont fait la révolution, créé leurs Soviets et parcouru un long chemin difficile et douloureux, la politique d'entente avec Kérenski a pris fin.

Mais celui-ci était, lui aussi, considéré comme un socialiste-révolutionnaire ; il passait pour socialiste et pour révolutionnaire, alors qu'en réalité il était un impérialiste, qui cachait dans sa poche des traités secrets, des traités avec les impérialistes français et anglais, les traités signés par le tsar renversé en février, — ceux-là mêmes qui vouaient le peuple russe au massacre pour que le capitaliste russe pût conquérir Constantinople, les Dardanelles, l'Arménie ou un lambeau de la Galicie. Quant aux éléments les plus déchaînés, tels que le célèbre Milioukov, ils avaient même confectionné à l'avance des cartes d'après lesquelles un lambeau de la Prusse orientale devait être également détaché et donné au peuple russe comme prix du sang de millions d'ouvriers et de soldats. Voilà ce qu'était en réalité la république bourgeoise impérialiste de Russie dirigée par Kérenski, qui demeurait membre du parti socialiste-révolutionnaire et continuait à être considéré comme tel.

A la fin d'octobre se réunit le IIe Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie : à ce moment, le peuple en avait déjà assez de cette politique d'entente avec les impérialistes ; l'offensive de juin nous avait coûté des centaines de milliers de victimes et avait montré avec éclat pourquoi la guerre durait, comment ces traités secrets vouaient les soldats au massacre, comment les « mots » de paix n'étaient que des mots. C'est pourquoi le IIe Congrès des Soviets de Russie renversa ce gouvernement bourgeois impérialiste et établit le pouvoir des Soviets. Il se trouva que les élections à l'Assemblée constituante eurent lieu le 12 novembre ; elles obligèrent les ouvriers, les soldats et surtout les paysans à voter d'après les vieilles listes, car il n'y en avait pas d'autres et l'on ne pouvait pas en dresser d'autres. Aussi, quand on nous dit maintenant : « Vous avez dissous l'Assemblée constituante qui représentait la volonté de la majorité du peuple », quand les plumitifs et les journaux bourgeois avec des socialistes de l'acabit de Kérenski nous le répètent sur tous les tons, nous leur répondons : « Pourquoi ne trouvez-vous pas un seul mot bien net à dire au peuple sur l'argument que je viens de donner et qui figure dans le décret de dissolution de l'Assemblée constituante ? » Nous ne pouvons pas

considérer l'Assemblée constituante comme l'interprète de la volonté du peuple parce qu'elle a été élue sur de vieilles listes. Les ouvriers et plus encore les paysans ont voté pour le parti socialiste-révolutionnaire comme pour un parti unique, alors que ce parti s'étant scindé après les élections est apparu au peuple, une fois les élections faites, comme composé de deux partis : celui des socialistes-révolutionnaires de droite qui ont rallié la bourgeoisie, et celui des socialistes-révolutionnaires de gauche qui se sont mis avec la classe ouvrière, avec les travailleurs et se sont montrés partisans du socialisme. Le peuple pouvait-il choisir entre les socialistes-révolutionnaires de droite et de gauche, quand il y avait l'Assemblée constituante ? — Non, il ne le pouvait pas. Et c'est pourquoi, même du point de vue de la composition des listes électorales et du déroulement des élections, même de ce point de vue formel, nous disons que personne ne peut nous démentir quand nous affirmons que l'Assemblée constituante ne pouvait pas exprimer exactement la volonté du peuple. Ce n'est pas la faute de la révolution si elle s'est produite après l'établissement des listes et avant les élections à l'Assemblée constituante. Ce n'est pas la faute de la révolution si le parti socialiste-révolutionnaire a si longtemps maintenu le peuple et surtout les paysans dans l'ignorance, s'il les a trompés par de belles phrases, si nous n'avons pu voir qu'après le 25 octobre, quand s'est réuni le IIe Congrès paysan, qu'il ne pouvait pas y avoir de réconciliation entre les socialistes-révolutionnaires de droite et de gauche. Ensuite se sont réunis divers congrès de soldats et de paysans, congrès dont le dernier en date est celui des cheminots.

Et nous avons vu partout le même spectacle : l'immense majorité de ceux qui sont réellement des travailleurs et des exploités se range tout entière, définitivement et sans réserve, du côté du pouvoir des Soviets ; tandis que les milieux dirigeants bourgeois, les employés, les cadres des administrations, les paysans cossus se rangent tous aux côtés des classes possédantes, du côté de la bourgeoisie, et formulent le mot d'ordre : « Tout le pouvoir à l'Assemblée constituante », à la Constituante élue avant la révolution, élue par un peuple qui ne savait pas comment distin-

guer les socialistes-révolutionnaires de droite des socialistes-révolutionnaires de gauche. Non, la révolution des classes laborieuses passe avant les vieilles listes électorales, les intérêts des travailleurs et des exploités, opprimés avant la révolution, doivent l'emporter, et si l'Assemblée constituante va à l'encontre du pouvoir des Soviets, à l'encontre de la majorité évidente des travailleurs, alors : A bas l'Assemblée constituante et vive le pouvoir des Soviets ! (Applaudissements.) Et maintenant, camarades, nous acquérons chaque jour la conviction que le pouvoir des Soviets trouve un appui grandissant auprès des pauvres, des travailleurs et des exploités dans tous les domaines de l'économie nationale et sur tous les points du pays ; quoi que puissent déblatérer sur notre compte les journaux bourgeois et aussi les journaux socialistes, si l'on peut dire, dans le genre de ceux des socialistes-révolutionnaires de droite, du parti de Kérenski, quoi qu'ils puissent déblatérer sur notre compte en affirmant que notre pouvoir est contre le peuple et ne s'appuie pas sur le peuple, c'est là un mensonge flagrant. Nous avons justement reçu aujourd'hui une confirmation particulièrement frappante à cet égard : une information du Don (apportée cette nuit par une dépêche), selon laquelle un congrès de Cosaques s'est réuni à Voronèje pendant qu'un autre, comprenant les représentants de 20 régiments et de 5 batteries, se tenait à la stanitsa Kamenskaïa. Les Cosaques du front se sont également réunis en congrès parce qu'ils voient se rassembler autour de la bande de Kalédine les officiers, les élèves-officiers et les rejetons de propriétaires fonciers, mécontents de ce qu'en Russie le pouvoir passe aux Soviets et désireux de voir la région du Don se constituer en territoire autonome. Un parti de Kalédine — Kalédine se donne le titre d'ataman en chef, — se crée dans la région du Don. Il a fallu disperser ce congrès des Cosaques du front [165], qui a répondu à cette mesure : premièrement, en se joignant au congrès de Voronèje ; deuxièmement, en déclarant la guerre à Kalédine ; troisièmement, en arrêtant les atamans, et quatrièmement, en occupant toutes les gares importantes.

Que MM. les Riabouchinski qui ont distribué des millions là-bas autant qu'ici, pour que les saboteurs touchent leurs appointements et suscitent des difficultés au régime

des Soviets, que MM. les Riabouchinski et MM. les capitalistes de France et d'Angleterre, et avec eux le roi de Roumanie, s'affligent et déplorent leur triste sort : leur dernière carte est abattue même dans la région du Don, qui compte le plus de gros paysans vivant du travail salarié, exploitant le travail d'autrui, en lutte constante contre la population paysanne immigrée, amenée de loin dans ce pays par la misère, — même dans cette contrée où les paysans exploiteurs sont plus nombreux que partout ailleurs, même là-bas ce rassemblement des élèves-officiers, des officiers et des grands propriétaires qui ont décidé de combattre le pouvoir des Soviets a provoqué l'indignation, même là-bas nous découvrons cette division que personne ne veut voir et que l'on nous impute à crime. « Les bolchéviks proclament la guerre civile. » Peut-être est-ce nous qui avons inventé Kalédine, peut-être les bolchéviks ont-ils inventé Riabouchinski ? Mais nous savons qu'ils formaient, déjà au temps du tsar, l'appui principal du régime ; nous savons qu'ils n'ont fait que s'embusquer dans l'ombre et qu'ils veulent faire de la république russe une république bourgeoise pareille à celles de la plupart des autres pays, où, en dépit de la liberté et des élections, le peuple travailleur est aussi opprimé, sinon davantage, que dans n'importe quelle monarchie. Quand on nous dit que les bolchéviks allument une guerre fratricide, la guerre civile, quand on les maudit pour cette guerre civile fratricide et criminelle qu'ils ont provoquée, nous répondons : « Qu'y a-t-il de fratricide dans cette guerre ? Les Riabouchinski et les Kalédine sont-ils les frères des travailleurs ? Il est étrange que ni les matelots, ni les soldats, ni les ouvriers, ni les paysans ne l'aient su et ne l'aient pas remarqué. Il est étrange qu'ils s'obstinent à dire : les Riabouchinski et les Kalédine n'ont qu'à se soumettre au pouvoir des Soviets. »

La folle et absurde tentative de soulèvement fomentée à Pétrograd et à Moscou par les élèves-officiers et les officiers a avorté parce que, dans leur immense majorité, les ouvriers et les soldats sont sans réserve aux côtés du pouvoir des Soviets. Les conjurés savaient que les soldats, une fois engagés dans la bataille, prenaient les armes pour ne les rendre à personne. Le peuple s'est uni et organisé pour

prendre en mains ses propres destinées : c'est pour cela qu'il a commancé la révolution. Nos adversaires voyaient et savaient très bien qu'ici, à Pétrograd, le peuple est tout entier pour le pouvoir des Soviets ; et, quand ils ont été défaits à Pétrograd et Moscou, ils se sont précipités dans la région du Don pour y conspirer, comptant bénéficier dans cette conspiration contre-révolutionnaire visant les masses laborieuses, de l'appui de la Rada bourgeoise de Kiev qui achève ses derniers jours parce que personne ne lui fait plus confiance. Quand ils ont partout déclaré la guerre civile aux travailleurs, on s'est mis à nous reprocher de commencer la guerre civile, et l'on nous a dit : Vous allumez la guerre civile, finissons-en avec la guerre civile! Nous répondons : Finissons-en avec les Riabouchinski, les Kalédine et tous leurs complices ! (Applaudissements.)

C'est pourquoi, camarades, quand la bourgeoisie lance une accusation aussi grave, quand elle affirme que nous détruisons la démocratie, que nous avons ruiné la foi dans les formes et les institutions démocratiques si chères au mouvement révolutionnaire en Russie et qui l'ont si longtemps soutenu et nourri, quand elle prétend que nous avons détruit la forme supérieure de la démocratie, l'Assemblée constituante, nous répondons : Non, c'est faux. Sous la république du socialiste Kérenski, la république des chefs impérialistes, des chefs de la bourgeoisie avec des traités secrets en poche, qui poussait les soldats à la guerre (qualifiée de guerre juste), l'Assemblée constituante à ce moment valait évidemment mieux que le Préparlement où Kérenski, d'accord avec Tchernov et Tsérétéli, pratiquait la même politique. Depuis le début de la révolution, depuis avril 1917, nous avons déclaré ouvertement et nettement que les Soviets constituent une forme de démocratie de beaucoup supérieure, de beaucoup plus parfaite et plus rationnelle que l'Assemblée constituante puisqu'ils représentent la démocratie des travailleurs *. L'Assemblée constituante réunit toutes les classes, c'est dire qu'elle comprend aussi les classes d'exploiteurs, les classes possédantes, la bourgeoisie et les gens qui ont reçu une instruction aux

* Cf. Lénine, Paris-Moscou, Œuvres, t. 24, pp. 9-16. (*N.R.*)

frais du peuple, aux frais des exploités, et qui se sont détachés du peuple pour se joindre aux capitalistes, pour faire de leur savoir un instrument d'oppression du peuple, parce qu'ils font de leur savoir, des plus hautes conquêtes du savoir, des armes contre les travailleurs. Et nous disons : quand la révolution commence, c'est la révolution des travailleurs et des exploités, et tout le pouvoir dans l'Etat appartient exclusivement à l'organisation des travailleurs, à l'organisation des exploités ; cette démocratie est infiniment supérieure à l'ancienne. Les Soviets ne sont pas l'invention d'un parti. Vous savez parfaitement qu'il n'y avait pas de parti capable de les inventer. C'est la révolution de 1905 qui les a fait naître. Si peu qu'ils aient alors existé, il fut évident, dès cette époque, qu'ils formaient la seule base solide de la lutte du peuple contre l'autocratie. Dès que les Soviets s'effaçaient pour faire place à des institutions représentatives nationales, nous avons vu comment, dans ces institutions, dans toutes les Doumas, dans tous les congrès et assemblées, les cadets, les capitalistes, les exploiteurs se mettaient en avant et commençaient à s'entendre avec le tsar, tandis que les organes du mouvement populaire périclitaient et que la révolution allait à sa perte. C'est pourquoi, lorsque la révolution de 1917, ne se bornant pas à ressusciter les Soviets, en couvrit tout le pays, ils enseignèrent aux ouvriers, aux soldats et aux paysans que ceux-ci pouvaient et devaient prendre tout le pouvoir, à la différence de ce qui se passe dans les parlements bourgeois, où chaque citoyen a des droits égaux à ceux des autres. Les pauvres n'auront pas la vie plus douce parce que l'ouvrier se proclamera l'égal de Riabouchinski, et le paysan l'égal du grand propriétaire foncier possesseur de 12 000 déciatines. C'est pourquoi la meilleure forme de la démocratie, la meilleure république démocratique, c'est le pouvoir sans grands propriétaires fonciers et sans riches.

Du fait que nous sommes en guerre, que nous connaissons une débâcle économique sans précédent, la famine, que nous sommes menacés de la mort pure et simple de millions d'hommes, le peuple russe a acquis une plus prompte expérience et a arrêté sa décision en quelques mois. Au mois d'avril, le 20 de ce mois, quand Lindé, blessé,

amena les soldats dans les rues de Pétrograd pour renverser le gouvernement de Milioukov et Goutchkov, le peuple s'est convaincu, au cours d'un long chassé-croisé ministériel pendant lequel tous les partis s'alignaient sur les cadets et formulaient des programmes plus beaux, plus séduisants et plus magnifiques en promesses les uns que les autres, qu'il n'en résultait rien, qu'on lui promettait la paix mais qu'en réalité on le poussait à l'offensive : des dizaines de milliers de soldats périrent en juin 1917 parce qu'il y avait un traité secret conclu par le tsar avec les impérialistes européens et confirmé par Kérenski. C'est à partir de cette expérience, de sa propre expérience, et non pas grâce à la propagande, que le peuple a comparé le pouvoir socialiste des Soviets et la république bourgeoise et qu'il s'est convaincu que les intérêts des travailleurs et des exploités ne peuvent être défendus par les vieilles réformes et les vieilles institutions de l'impérialisme bourgeois, mais seulement par le pouvoir des Soviets, où ouvriers, soldats, paysans, cheminots, tous les travailleurs sont libres d'élire leurs représentants ; ils sont libres aussi de rappeler leurs députés s'ils ne satisfont pas aux exigences et aux désirs du peuple. On ne siège pas aux Soviets pour discuter sur les lois et prononcer de brillants discours parlementaires, mais pour donner vie aux libertés et renverser le joug de l'exploitation. Les ouvriers bâtiront eux-mêmes l'État sur de nouvelles bases, ils bâtiront la vie nouvelle de la nouvelle Russie, dans laquelle les exploiteurs n'auront pas de place. Voilà ce qui a suscité les Soviets, voilà pourquoi nous avons dit que l'expérience de la révolution russe a montré aux hommes et confirmé ce que nous indiquions depuis longtemps, à savoir que le pouvoir des Soviets constitue une forme de démocratie de beaucoup supérieure aux républiques bourgeoises, celles qui se sont formées dans les Etats européens d'Occident. Dans une vraie démocratie, les travailleurs, les ouvriers, peuvent et doivent dominer les non-travailleurs, les couches exploiteuses de la société. Les ouvriers, les soldats, les paysans et les cheminots peuvent eux-mêmes être les maîtres, procéder aux échanges de produits entre les villes et les campagnes, établir de justes salaires, sans grands propriétaires fonciers et sans capitalistes.

C'est pourquoi la République soviétique de Russie s'est maintenant entièrement constituée en république socialiste qui a confisqué la terre aux grands propriétaires fonciers, établi le contrôle ouvrier dans les fabriques et les usines, mis la main sur les banques, — la main de l'ouvrier, la main des organisations socialistes ; elle a donné au peuple le moyen de gérer lui-même les immenses richesses que les capitalistes ont accumulées et concentrées, et qui seront désormais employées, non pour opprimer les travailleurs, mais pour accroître le bien-être et développer la culture de l'ensemble des travailleurs. Voilà la mission qui incombe à la République des Soviets. Voilà pourquoi le peuple, les classes laborieuses de l'étranger ont tant de sympathie pour nous, en dépit de la censure militaire des tsars, en dépit des persécutions des Kérenski de l'étranger, en dépit des journaux socialistes. Les journaux bourgeois mentent cyniquement sur notre pays ; nos journaux sont traqués, pas un numéro de la *Pravda* n'entre là-bas. Mais un de mes camarades vient de rentrer de Suisse, de ce pays où j'ai dû, naguère, tirer si longtemps le diable par la queue ; ce camarade dit que dans la libre Suisse on ne sait pas que les libres républiques de la libre Europe ne laissent pas entrer chez elles un seul numéro de nos journaux, qu'on y lit uniquement les multiples mensonges des journaux bourgeois, qui ne savent qu'abreuver les bolchéviks d'injures. Malgré cela, dans tous les pays, les ouvriers ont compris que le pouvoir des Soviets en Russie est véritablement un gouvernement de travailleurs. Il n'y a pas dans l'Europe d'aujourd'hui, ni en Angleterre, ni en France, ni en Allemagne, ni dans les autres pays, un ouvrier qui n'applaudisse aux nouvelles sur la révolution russe, parce que tous y voient l'espérance, parce qu'elle est la torche qui mettra le feu à toute l'Europe.

La révolution russe n'a été si simple que parce que la Russie subissait le joug le plus barbare, celui du tsarisme, et parce qu'aucun autre pays n'était aussi éprouvé et épuisé par la guerre.

Si le peuple russe a réussi le premier à brandir le flambeau de la révolution socialiste, il sait qu'il n'est pas seul dans cette lutte et qu'il la mènera à bien avec l'aide de ses plus fidèles camarades et amis. Peut-être nous faudra-t-il

encore pas mal de temps ; nous ne savons pas combien il s'en écoulera jusqu'au moment où la révolution socialiste fleurira aussi dans d'autres pays. Vous savez comment se produisent les révolutions, en général, dans les autres Etats. Chacun de vous a vécu 1917 et sait que, trois mois avant le début de la révolution, nul ne savait qu'elle viendrait. Nous savons que des grèves ouvrières gagnent déjà l'Autriche. Quand les partis européens avec leurs Tchernov et leurs Tsérétéli ont commencé à perdre toute influence sur la marche des événements, quand ils ont commencé à se sentir tout à fait isolés, on s'est mis à parler là-bas de la proclamation de la loi martiale et, en Allemagne, de la dictature militaire ; les grèves ont maintenant cessé à Vienne, et les journaux reparaissent. Notre représentant à Stockholm, Vorovski, m'a télégraphié qu'à n'en pas douter le mouvement est enrayé, mais qu'on n'arrivera cependant pas à l'étouffer complètement et qu'il se relèvera. C'est là une des conséquences de l'ouverture des pourparlers de paix à Brest-Litovsk, et nous avons tenu la promesse que nous avions faite. Les traités secrets sont annulés et rendus publics, nous les avons cloués au pilori devant vous. Nous avons montré que ces engagements des anciens capitalistes, qu'on les appelle traités secrets ou emprunts, ne sont plus pour nous que des chiffons de papier ; et nous les rejetons, parce qu'ils nous empêchent, nous, les masses laborieuses, de bâtir la société socialiste. Les Allemands ont présenté à Brest-Litovsk des exigences éhontées, — promettant verbalement de reconnaître une paix juste et manifestant en réalité les mêmes appétits de brigands et de rapaces, — et les masses laborieuses commencent maintenant à en prendre conscience. La prolongation actuelle de la guerre est artificielle ; les masses le voient clairement. Elles disent qu'on peut faire cesser la guerre, puisque les ouvriers et les paysans russes y sont parvenus, et que l'on peut prendre l'offensive contre les gouvernements. Si, le 17 octobre 1905, la première grande grève du peuple tout entier fut réprimée par l'autocratie, elle provoqua néanmoins en Autriche, à Vienne et à Prague, divers événements, des manifestations ouvrières, et c'est alors que les Autrichiens conquirent le suffrage universel. La révolution russe de 1905 fut écrasée par le tsarisme,

mais elle a donné aux ouvriers d'Europe occidentale la foi dans les grandes réformes à venir, c'est-à-dire dans ce qui se passe aujourd'hui.

Vous avez tous entendu, à l'ouverture du IIIe Congrès des Soviets, nombre de représentants des partis de l'étranger qui nous ont dit avoir observé le mouvement ouvrier en Angleterre, en Suisse et en Amérique et qui ont été unanimes à déclarer que la révolution socialiste en Europe est à l'ordre du jour. La bourgeoisie y est plus forte et plus intelligente que nos Kérenski ; elle a eu le temps de s'organiser pour qu'il soit plus difficile aux masses de se soulever. Les ouvriers y jouissent d'un certain bien-être, c'est pourquoi il est plus difficile d'y faire brèche dans les vieux partis socialistes qui existent depuis des dizaines d'années, qui ont pris des forces et acquis une certaine autorité aux yeux du peuple. Mais cette autorité-là se dissipe déjà, les masses sont en effervescence et l'on ne saurait douter que, dans un avenir peut-être très proche ou peut-être éloigné, la révolution socialiste soit à l'ordre du jour dans tous les pays, car la fin du joug capitaliste est venue.

Quand on nous dit que les bolchéviks ont lancé une invention utopique, l'instauration du socialisme en Russie, et que la chose est irréalisable, nous répondons : mais alors comment se fait-il que des utopistes et des songe-creux aient pu gagner la sympathie de la majorité des ouvriers, des paysans et des soldats ? La majorité des ouvriers, des paysans et des soldats ne s'est-elle pas rangée de notre côté parce qu'elle a fait elle-même l'expérience de la guerre et de ses résultats, parce qu'elle a vu qu'il n'y a pas d'issue dans la vieille société, que les capitalistes ont déclenché, avec toutes les merveilles de la technique et de la culture, une guerre d'extermination, et que les hommes en sont arrivés à la férocité, à la sauvagerie, à la famine. Voilà ce que les capitalistes ont fait, et voilà pourquoi la question se pose : périr ou démolir de fond en comble cette vieille société bourgeoise. Voilà ce qui fait l'importance de notre révolution. Voilà pourquoi dans la petite Estonie voisine, où le peuple n'est pas sans culture, un congrès d'ouvriers agricoles s'est réuni ces jours derniers et a élu des mandataires qui ont pris en mains toutes les exploitations modernes. C'est une révolution

universelle. Les ouvriers agricoles qui, dans l'économie capitaliste, sont au dernier degré de l'échelle sociale, dressent l'inventaire de ces exploitations modernes. Voici ensuite la Finlande où la Diète a parlé au nom de la nation, où la bourgeoisie a exigé que nous reconnaissions l'indépendance du pays ; nous ne retiendrons pas par la force dans les frontières de la Russie ou dans un seul Etat de Russie les nations que le tsarisme y retenait sous le joug. Nous avions compté rallier les autres nations : l'Ukraine, la Finlande, non par la contrainte, non en nous imposant, mais par le fait qu'elles créeraient leur propre monde socialiste, leurs propres républiques soviétiques. Nous voyons maintenant qu'on s'attend d'un jour à l'autre en Finlande à une révolution ouvrière ; dans cette Finlande qui, depuis douze ans, depuis 1905, jouissait déjà d'une liberté complète à l'intérieur et avait le droit d'élire des institutions démocratiques. A partir de 1905-1917, les flammèches du brasier que les bolchéviks sont censés avoir artificiellement attisé sont tombées dans ce pays qui se distingue par sa haute culture, sa structure économique et son passé, et nous y assistons au début de la révolution socialiste. Ce fait démontre que nous ne sommes pas aveuglés par la lutte de parti, que nous n'avons pas agi selon un plan arrêté à l'avance, mais que c'est seulement la situation sans issue de l'humanité tout entière après la guerre, qui a donné naissance à cette révolution et rendu la révolution socialiste invincible.

Camarades, permettez-moi de terminer en indiquant que la même chose s'est produite dans votre congrès des cheminots. Nous avons vu combien a été difficile la lutte contre vos organisations dirigeantes. Vous autres, cheminots, vous vous êtes convaincus par votre propre expérience que c'est la masse des prolétaires du rail qui a supporté toutes les difficultés de l'organisation des chemins de fer. Ce n'est pas par un concours de circonstances, ce n'est pas par hasard qu'on était arrivé à cette situation sans issue : ou bien le fonctionnement des chemins de fer était sciemment entravé par la bourgeoisie, cédant aux manœuvres corruptrices des millionnaires qui dépensaient à cet effet des centaines de milliers de roubles et étaient prêts à tout pour détruire le pouvoir des Soviets ; ou bien il était con-

trecarré parce que la bourgeoisie se refusait à un changement de régime, considérant que Dieu lui-même a ordonné qu'il y ait des maîtres et des pauvres, ces derniers travaillant pour les maîtres et devant accepter d'aise toutes les misères et toutes les vexations. De fait, les chefs de service pensaient que le régime existant s'était effectivement établi par la grâce de Dieu, qu'il ne pouvait en exister d'autre et que, si l'on y touchait, on tomberait dans le chaos. Mais il n'en est rien. L'union des masses laborieuses prime tout, elles sauront établir leur discipline fraternelle et mettre à profit toutes les conquêtes de la technique et de la culture pour organiser rationnellement les chemins de fer et l'échange de produits entre les villes et les campagnes, pour aider les ouvriers et les paysans à organiser l'économie nationale dans la Russie tout entière de façon que les masses laborieuses puissent profiter des produits de leur travail sans grands propriétaires fonciers ni capitalistes. Ainsi les connaissances scientifiques et techniques ne serviront plus à enrichir une petite minorité, ni à remplir un gros sac d'écus, mais à améliorer le fonctionnement de tout le système des chemins de fer. Cela est extrêmement important pour nous. Vous savez ce qu'il y a de corruption, de fraude, de spéculation autour de chaque nœud ferroviaire, vous savez que les exploiteurs dépensent des millions pour saboter les transports, pour garer les wagons de façon à les rendre introuvables. Tout cela se fait pour aggraver la famine et dresser le peuple contre le pouvoir des Soviets. Mais vous savez tous que si la majorité des organisations de cheminots s'unit et s'assigne pour tâche le soutien du pouvoir des Soviets, alors seulement les filous, les saboteurs, les capitalistes et les exploiteurs, tous ces résidus de la société bourgeoise, seront balayés par une lutte implacable, alors seulement il sera possible d'organiser une bonne gestion des chemins de fer et d'affranchir complètement les ouvriers, les soldats et les paysans de la domination des oppresseurs ; alors seulement nous arriverons au socialisme. (Vifs applaudissements de toute la salle.)

2

RÉPONSES AUX QUESTIONS ÉCRITES

Camarades, les questions écrites que j'ai là se divisent en deux groupes : l'un concerne l'Assemblée constituante, l'autre, la famine et la débâcle économique. Je répondrai successivement aux unes et aux autres, en groupant les questions dans la mesure où elles se rapportent plus ou moins à un même sujet. Pour ce qui est de l'Assemblée constituante, on nous demande s'il fallait la dissoudre et s'il ne faudrait pas réunir une nouvelle Constituante ? Ou s'il n'eût pas été préférable de consulter le peuple par voie de référendum avant de dissoudre la Constituante ? Non, camarades, ni un référendum ni une nouvelle Constituante ne seraient d'aucune utilité. Car telle est la nature bes partis en Russie ; nous avons vu avec qui sympathisent les capitalistes et avec qui, les ouvriers et les paysans. Le pouvoir des Soviets n'a pas été créé par un décret personnel ou par décision d'un parti, car il est au-dessus des partis, car il résulte de l'expérience révolutionnaire, de l'expérience de millions d'hommes. Ce n'est pas par hasard que les Soviets sont nés en 1905 et qu'ils ont grandi en 1917 et constitué une république nouvelle, telle que les pays d'Europe n'en connaissent pas et n'en connaîtront jamais, tant que le capital y régnera. Mais la République des Soviets vaincra partout et portera ainsi au capital un coup décisif. Je dois dire que l'Assemblée constituante et le référendum sont bâtis sur les anciens modèles du parlementarisme bourgeois, et que le suffrage universel doit compter et composer avec ce dernier, du fait de la domination du capital. Mais les représentants du pouvoir des Soviets ne sont pas faits pour croiser le fer dans des joutes

parlementaires et échanger de brillants discours tout en assurant la ferme domination du capital et de l'appareil bureaucratique. Le pouvoir des Soviets est né des masses laborieuses elles-mêmes ; il ne produit pas un parlement, mais une assemblée de représentants des travailleurs, qui édicte des lois immédiatement exécutées et appliquées, et qui s'assigne pour tâche de lutter contre les exploiteurs. L'Assemblée constituante ancien modèle et les référendums du même genre s'assignaient la tâche suivante : réaliser l'unité de volonté de toute la nation et créer la possibilité de vivre en bonne intelligence pour les loups et les agneaux, pour les exploiteurs et les exploités. Non, nous ne voulons pas de cela. Nous savons ce que c'est pour l'avoir éprouvé nous-mêmes. Nous en avons assez. Et nous sommes convaincus que la majorité des ouvriers, des paysans et des soldats en ont assez. A une époque où la guerre nous oblige à des efforts héroïques pour nous arracher à l'étreinte du capital ou périr, on voudrait nous obliger à faire une expérience qui a déjà eu lieu dans les pays d'Europe et qui nous donnerait le vieux capitalisme bourgeois sous prétexte de représenter toute la nation, au lieu d'une représentation des masses laborieuses. Nous n'avons pas besoin d'une représentation bourgeoise, mais d'une représentation des exploités et des opprimés, qui combatte impitoyablement les exploiteurs. Voilà quelles sont les intentions du pouvoir des Soviets, qui n'envisage ni parlement ni référendum. Il est au-dessus de tout cela, il offre aux travailleurs la possibilité, s'ils ne sont pas contents de leur parti, d'élire d'autres délégués, de transmettre le pouvoir à un autre parti et de changer de gouvernement sans la moindre révolution, parce que l'expérience de Kérenski-Kalédine et de la Rada bourgeoise a montré que la lutte contre le pouvoir des Soviets est impossible. Et s'il se trouve maintenant en Russie quelques dizaines de personnes pour combattre ce pouvoir, ces hurluberlus ne sont pas nombreux. Ils disparaîtront dans quelques semaines, et le pouvoir des Soviets triomphera comme organisation de la classe opprimée pour le renversement des oppresseurs et l'éviction des exploiteurs.

J'en arrive maintenant au terrible fléau de l'heure présente, à la famine dont nous sommes menacés. Quelle

est la cause principale de la débâcle économique ? La cause principale du marasme qui menace de la famine dans les villes et les localités industrielles réside dans la domination des saboteurs, dans le chaos économique qu'ils entretiennent et dont ils nous rendent responsables. Nous savons très bien qu'il y a assez de blé en Russie et qu'il se trouve dans le royaume de Kalédine, dans la lointaine Sibérie et dans les provinces fertiles en cette denrée. Je dois dire que jamais les classes exploitées ne pourront s'émanciper si elles ne créent un pouvoir révolutionnaire ferme et implacable. A propos des saboteurs je dirai, camarades, que nous connaissons les adresses des permanences où les fonctionnaires saboteurs venaient recevoir, contre signature, trois mois de traitements versés à l'avance, grâce aux cinq millions fournis par Riabouchinski ; d'autres sommes provenaient des impérialistes anglo-français et roumains. Voilà ce que c'est que le sabotage : l'action de vendus, de hauts fonctionnaires, ne poursuivant qu'une seule fin : la chute du pouvoir des Soviets, bien que nombre d'entre eux n'en aient pas conscience. Le sabotage, c'est l'aspiration au retour de l'ancien paradis pour les exploiteurs et de l'ancien enfer pour les travailleurs. Mais, pour empêcher les saboteurs d'arriver à leurs fins, nous devons briser leur résistance.

On nous parle ensuite de la rémunération du travail des employés des chemins de fer. Ce n'est là qu'un malentendu. Il s'agit d'un seul commissaire du peuple qui a peut-être donné à cette histoire l'interprétation que l'on sait et publié ce décret, mais il l'a modifié à la première indication du Conseil des Commissaires du peuple [166]. Dire que telle était l'intention du pouvoir des Soviets, c'est montrer qu'on n'est pas au courant.

Que devons-nous faire pour remédier à la famine et à l'anarchie ? D'abord, briser la résistance des capitalistes et réduire les saboteurs à l'impuissance. Quand les partisans de la *Novaïa Jizn* et d'autres organes prétendus socialistes disent qu'après deux mois et demi le sabotage n'a pas cessé, je demande : pourquoi donc ne nous aidez-vous pas à mettre un terme à ce sabotage ? Les banques sont déjà passées sous la direction des Soviets. Le fait suivant s'est produit hier : un écrivain de profession,

Finn-Enotaïevski, est venu me trouver et m'a déclaré au nom de 50 000 hommes que les banques sont prêtes à travailler en se soumettant entièrement au pouvoir des Soviets. (Vifs applaudissements.) J'ai répondu au délégué des employés de banque : « Ce n'est pas trop tôt, allez ! » Nous ne refuserons pas d'entrer en pourparlers avec une organisation, qu'il s'agisse de celle des employés de banque ou de toute autre, pour peu que cette reconnaissance du pouvoir des Soviets soit réellement le fait de la majorité des travailleurs et qu'elle ne soit pas seulement verbale, mais effective. Voilà ce que sont venus nous dire les employés de banque, accoutumés à se livrer à des tripotages sans nom de la spéculation et à prélever à l'occasion le copeck du rouble, si bien que des millions de bénéfices gonflent leurs poches.

Ils nous proposent maintenant d'ouvrir des pourparlers, mais ce ne seront pas les mêmes qu'avec Kérenski. Nous ne parlerons pas de la réforme des banques. Nous avons d'abord occupé les banques par la force armée, après quoi nous entrons en pourparlers et nous édictons des ordonnances et des arrêtés. L'important pour nous est de briser, dès le début, la résistance des saboteurs et de n'engager qu'ensuite les négociations. Voilà la seule façon de combattre la famine et l'anarchie, qui puisse venir à bout des horreurs du capitalisme et de la désorganisation. Vous savez quel marasme sans précédent s'est abattu sur le monde entier, et notamment sur la Russie où le tsarisme nous a légué la corruption, la violence, la haine et les vexations à l'égard des travailleurs. Et l'on se plaint maintenant d'anarchie. Songez-y vous-mêmes : les hommes qui ont passé trois ans dans les tranchées et sont harassés par la guerre peuvent-ils encore combattre pour que les capitalistes russes s'enrichissent, parce que les capitalistes russes ont besoin de Constantinople ? Ils voient à chaque instant que des gens dépensent des millions pour renverser le pouvoir des Soviets et rentrer en possession de la terre.

Camarades, de telles transformations ne sauraient s'achever en un jour. La révolution socialiste a commencé ; maintenant tout dépend de la naissance d'une discipline fraternelle, qui ne sera pas celle d'une caserne, qui ne sera

pas celle des capitalistes, mais celle des masses laborieuses. Quand les cheminots prendront le pouvoir en main, aidés par l'organisation armée, ils vaincront le sabotage et la spéculation et se donneront pour tâche de poursuivre tous ceux qui se livrent à la corruption et nuisent au bon fonctionnement des chemins de fer. Ces gens-là doivent être poursuivis comme ayant à répondre du plus grand crime contre le pouvoir populaire. L'issue de la lutte contre les capitalistes, les saboteurs, les filous et les Riabouchinski ne dépend que d'une organisation de ce genre, de l'organisation soviétique, de sa cohésion et de son énergie. Voilà le chemin qu'il faut suivre pour vaincre la famine, parce qu'il y a de tout en Russie : du fer, du pétrole et du blé, en un mot tout ce qu'il faut pour vivre humainement. Si nous réussissons à vaincre les exploiteurs, le pouvoir et la gestion des Soviets s'établiront en Russie, — et il en sera ainsi. (V i f s a p p l a u d i s s e m e n t s.)

Paru pour la première fois en 1918 dans le livre « Travaux du Congrès extraordinaire des cheminots de Russie, qui s'est tenu à Pétrograd du 5 au 30 janvier 1918 »

Conforme au texte du livre

CONFÉRENCE DU PRÉSIDIUM DU SOVIET DE PÉTROGRAD AVEC LES REPRÉSENTANTS DES ORGANES DU RAVITAILLEMENT 14 (27) JANVIER 1918 [167]

1

INTERVENTIONS SUR LES MESURES À PRENDRE CONTRE LA FAMINE

I

Il résulte des renseignements fournis par Vladimirov que l'ancien rationnement doit être maintenu. Il faut prendre des mesures pour faire l'inventaire de ce qui se trouve à Pétrograd.

II

Toutes ces informations font ressortir la monstrueuse inactivité des ouvriers de Pétrograd. Les ouvriers et les soldats de Pétrograd doivent comprendre que personne, en dehors d'eux-mêmes, ne leur viendra en aide. Les abus sont évidents, la spéculation est monstrueuse, mais qu'ont fait les soldats et les ouvriers, au sein des masses, pour la combattre ?! Si l'on ne suscite pas l'initiative des masses, on n'arrivera à rien. Il faut réunir une assemblée plénière du Soviet et décider des perquisitions sur une grande échelle à Pétrograd et dans les gares de marchandises. Chaque usine et chaque compagnie devront fournir des détachements

pour les perquisitions, qui ne seront pas faites par des volontaires, mais par tout le monde, obligatoirement, sous peine de perdre sa carte de pain. Tant que nous ne recourrons pas à la terreur contre les spéculateurs, — tant que nous ne les fusillerons pas sur place, — nous n'arriverons à rien. En outre, les pillards devront être également traités avec rigueur, c'est-à-dire fusillés sur place.

Les éléments cossus de la population doivent être privés de pain pendant trois jours, car ils ont des réserves de pain et d'autres denrées et peuvent se ravitailler au prix fort chez les spéculateurs.

Paru pour la première fois en 1924 dans la revue « Krasnaïa Liétopis » n° 1 (10)

Conforme à l'exemplaire manuscrit du procès-verbal

2

PROJET DE RÉSOLUTION

Réunir en séance plénière le Soviet de Pétrograd et, pour lutter contre les spéculateurs et conjurer la famine, appliquer les mesures révolutionnaires suivantes :

1. Faire participer toute la masse des soldats et des ouvriers à la formation de plusieurs milliers de détachements (de 10 à 15 personnes, ou peut-être plus) tenus de consacrer chaque jour un certain nombre d'heures (trois à quatre heures, par exemple) au ravitaillement.

2. Les régiments et les usines qui ne fourniront pas régulièrement le nombre requis de détachements seront privés de cartes de pain et feront l'objet de mesures révolutionnaires de pression et de coercition.

3. Les détachements perquisitionneront aussitôt : 1° dans les gares, où ils visiteront les wagons de blé et en dresseront l'inventaire ; 2° sur les voies et dans les nœuds ferroviaires autour de Pétrograd ; 3° dans tous les entrepôts et dans les logements.

Des instructions pour les perquisitions, l'inventaire et les réquisitions seront mises au point par le présidium du Soviet de Pétrograd avec la participation de délégués des Soviets d'arrondissement ou par une commission désignée à cet effet.

4. Les détachements fusilleront sur place les spéculateurs pris en flagrant délit et dont la culpabilité sera tout à fait certaine. Les membres des détachements dont la malhonnêteté aura été démontrée subiront la même peine.

5. Sur l'ensemble des détachements révolutionnaires chargés de prendre des mesures extrêmes pour conjurer la famine, on prélèvera les plus sûrs et les mieux armés, qui

seront envoyés dans toutes les gares et dans tous les districts des principales provinces fournissant du blé. Ces détachements, aidés de cheminots mandatés par les comités locaux des chemins de fer, seront chargés : 1° de contrôler l'acheminement des trains chargés de blé ; 2° de contrôler le collectage et le stockage du blé ; 3° d'appliquer les mesures révolutionnaires les plus rigoureuses contre les spéculateurs et pour la réquisition des réserves de blé.

6. Toutes les fois qu'ils dresseront un procès-verbal de réquisition, d'arrestation, ou d'exécution, les détachements révolutionnaires requerront six témoins au moins, pris obligatoirement dans la population pauvre du proche voisinage.

Paru pour la première fois en 1924 dans la revue « Krasnaïa Liétopis » n° 1 (10)

Conforme au manuscrit

PROJET DE DÉCRET SUR LA NATIONALISATION DE LA MARINE MARCHANDE MARITIME ET FLUVIALE [168]

1

PROJET DE DÉCRET

1. Le Conseil des Commissaires du peuple constate que le Comité central [169] et le Centre-Volga sont pleinement d'accord quant à la nécessité de nationaliser immédiatement et sans indemnité tous les bâtiments de la flotte maritime et fluviale utilisés à des fins commerciales.

2. En conséquence, le Conseil des Commissaires du peuple décide la réalisation immédiate de cette nationalisation et charge une commission spéciale, composée de représentants du Commissariat de la marine marchande, de deux représentants du Comité central, de deux représentants du Centre-Volga et du Président à désigner par le Conseil suprême de l'économie nationale, de mettre au point les principes ci-dessous indiqués du décret de nationalisation et de les soumettre d'ici deux jours au Conseil des Commissaires du peuple.

3. La nationalisation de toute la marine est décrétée.

4. Le soin de maintenir l'ordre sur les bateaux, d'assurer leur conservation, etc., incombe directement aux équipages, et ensuite aux syndicats du personnel navigant de chaque bassin ou de chaque mer.

5. Jusqu'au congrès et jusqu'à l'unification, le Comité central et le Centre-Volga sont reconnus provisoirement

Administrations centrales de toute la marine nationalisée.

Si l'unification ne se réalise pas volontairement, le pouvoir des Soviets l'assurera par voie de contrainte.

6. L'activité des Administrations centrales est entièrement subordonnée aux directives des organismes du pouvoir local et central des Soviets.

2

ADDITIF AU PROJET

Ajouter encore au décret *immédiat* de nationalisation :

a) l'arrestation de tous les membres des conseils d'administration (consignés à domicile),

b) une aggravation de peine pour toute tentative de destruction de bateaux, etc.

Rédigé le 18 (31) janvier 1918.
Paru pour la première fois en 1945 dans le Recueil Lénine XXXV

Conforme au manuscrit

INTERVENTIONS AU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.(b)R. 19 JANVIER (1er FÉVRIER) 1918

PROCÈS-VERBAL

1

Le camarade Lénine demande quelle conférence il s'agit de réunir [170]. Il faut, à son avis, avoir une franche explication avec les partisans de la guerre révolutionnaire, car on peut interpréter leur *Zwischenruf** comme une accusation selon laquelle, dans le parti, un groupe suspecte l'autre de faire de la diplomatie à propos de la paix ; en réalité, il n'y a pas la moindre diplomatie, puisqu'il a été tout à fait ouvertement déclaré dans la décision sur l'armistice que la partie contractante qui voudrait la dénoncer devait annoncer sa décision sept jours avant la reprise des hostilités. C'est pourquoi nous faisons traîner en longueur la conclusion de la paix. Comment la décision a-t-elle été prise au IIIe Congrès des Soviets ? Sur proposition du Comité exécutif central ; celui-ci s'était prononcé conformément à la décision de la fraction, laquelle avait repris la décision du Comité central. Lénine pense que, pour faire changer d'avis les camarades partisans de la guerre révolutionnaire, le mieux serait qu'ils se rendent sur le front où ils se convaincraient sur place de l'impossibilité absolue de faire la guerre. Il ne voit pas de raison de réunir une conférence, pour cette raison supplémentaire que les décisions de celle-ci ne sau-

* Interruption d'un délégué parlant de sa place. (*N.R.*)

raient engager le Comité central; peut-être est-il nécessaire, dans ces conditions, de réunir un congrès [171], afin que le parti nous donne des directives précises. En faisant traîner les pourparlers de paix, nous donnons à la fraternisation la possibilité de continuer ; mais, en concluant la paix, nous pourrions tout de suite procéder à l'échange des prisonniers de guerre et renvoyer ainsi en Allemagne quantité d'hommes qui ont vu notre révolution à l'œuvre, qui ont été à son école et pourront mieux travailler à la susciter en Allemagne. En outre, Lénine estime que nous devrions, pour savoir exactement ce qui se passe en Allemagne, envoyer des aviateurs à Berlin, ce qui, de l'avis des aviateurs eux-mêmes, est parfaitement faisable.

2

Le camarade Lénine propose, dans une motion d'ordre, d'inviter Boukharine à donner des informations précises sur la situation au sein du Comité de Pétrograd.

3

Le camarade Lénine fait une proposition concrète. Il montre aux partisans d'une conférence que celle-ci ne fermera pas la lézarde qui s'est creusée. Un congrès du Parti s'impose ; une conférence ne ferait que sonder l'opinion du Parti, alors qu'il est indispensable de la déterminer avec précision. Il propose pour cette raison de convoquer une réunion, dans laquelle toutes les opinions, tous les points de vue, seront représentés, chacun par trois personnes. Cette réunion devra élaborer un accord.

4

Le camarade Lénine est d'avis que la réunion ait lieu dans deux ou trois jours, mais sans publication de thèses, car nous ne devons pas les faire connaître à l'Allemagne. Ne pas trancher la question de la conférence jusqu'à la réunion ; par contre, laisser pendante jusqu'au congrès la question de la paix, et cela sans publication de thèses, serait absurde.

5

Le camarade Lénine propose d'organiser une réunion à l'intention de ceux des membres du IIIe Congrès des Soviets qui sont en instance de départ, mais de ne leur remettre aucun texte écrit.

6

Le camarade Lénine indique que le programme du Parti ne saurait être prêt pour le 15 février, et propose :

de convoquer la réunion pour le 20 janvier, avec la composition suivante : 1° Le Comité central. 2° Les représentants des opinions nettement exprimées, à savoir : Lénine, Sokolnikov, Boukharine, Obolenski, Stoukov. Si Smirnov, Obolenski, Stoukov et Piatakov ont des divergences entre eux, ils envoient deux délégués, dans le cas contraire un seul. 3° Le Comité de Pétrograd représenté par Feningstein. 4° Un Letton.

Charger Boukharine et Lomov de s'entretenir avec les Moscovites et Piatakov. Chaque groupe présente ses thèses [172].

Les 1re et 6e interventions ont paru pour la première fois en 1922 dans les Œuvres de Lénine (V. Oulianov), t. XV ; les interventions 2 à 5 en 1922 dans le recueil « Procès-verbaux du C.C. du P.O.S.D.(b)R. Août 1917-février 1918 »

Conforme à l'exemplaire manuscrit du procès-verbal

PAR RADIO, À TOUS, À LA DÉLÉGATION DE PAIX À BREST-LITOVSK, EN PARTICULIER

Nous sommes, nous aussi, extrêmement émus par l'absence de liaison télégraphique [173], ce dont les Allemands semblent être responsables. La Rada de Kiev est tombée. Tout le pouvoir en Ukraine est aux mains des Soviets. Le pouvoir du Comité exécutif central de Kharkov est incontestable en Ukraine ; le bolchévik Kotsioubinski a été nommé commandant en chef des troupes de la République d'Ukraine. En Finlande, les affaires des contre-révolutionnaires bourgeois sont dans un état désespéré, l'irritation des ouvriers à leur égard est incroyable. Sur le Don, 46 régiments cosaques se sont proclamés gouvernement, à un congrès tenu à la stanitsa Kamenskaïa, et se battent contre Kalédine. Parmi les ouvriers de Pétrograd, la formation d'un Soviet des députés ouvriers à Berlin a suscité un grand élan d'enthousiasme. Le bruit court que Karl Liebknecht est libéré et qu'il sera bientôt à la tête du gouvernement allemand. Demain, à la séance du Soviet de Pétrograd, sera posée la question d'un message à adresser aux Soviets des ouvriers de Berlin et de Vienne.

Lénine

Écrit le 21 janvier (3 février) 1918. Paru pour la première fois en 1929 dans le Recueil Lénine XI

Conforme au manuscrit

RADIOGRAMME À TOUS, À TOUS

A TOUS

Un certain nombre de journaux étrangers communiquent des informations mensongères sur le chaos et la terreur qui régneraient à Pétrograd, etc.

Toutes ces informations sont absolument fausses. Le calme le plus absolu règne à Pétrograd et à Moscou. Aucune arrestation de socialistes n'a été opérée. Kiev est entre les mains du pouvoir soviétique ukrainien. La Rada bourgeoise de Kiev est tombée, ses membres se sont enfuis. L'autorité du pouvoir des Soviets ukrainiens de Kharkov est totalement reconnue. Dans la région du Don, 46 régiments cosaques se sont soulevés contre Kalédine. Orenbourg a été pris par les autorités des Soviets, et le chef des Cosaques, Doutov, est défait et s'est enfui. En Finlande, la victoire du gouvernement ouvrier finlandais se consolide rapidement et les troupes de la garde blanche contre-révolutionnaire sont refoulées vers le nord ; la victoire des ouvriers sur elles est assurée.

Le ravitaillement s'améliore à Pétrograd ; aujourd'hui, 22/1 1918 (ancien calendrier), les ouvriers de Pétrograd viennent en aide aux Finlandais en leur envoyant 10 wagons de produits alimentaires.

Les informations en provenance d'Allemagne sont maigres. Il est clair que les Allemands cachent la vérité sur le mouvement révolutionnaire dans ce pays. Trotski télégraphie de Brest-Litovsk à Pétrograd que les Allemands font traîner les pourparlers. La presse bourgeoise allemande,

obéissant visiblement à des consignes, répand des informations mensongères sur la Russie, cherchant à effrayer le public.

Hier, 21/1 1918, un décret a été publié sur la séparation complète de l'Eglise et de l'Etat et sur la confiscation de tous les biens de l'Eglise.

Ecrit le 22 janvier (4 février) 1918.
Paru pour la première fois en 1929 dans le Recueil Lénine XI

Conforme au manuscrit

DISCOURS DEVANT LES PROPAGANDISTES ENVOYÉS EN PROVINCE LE 23 JANVIER (5 FÉVRIER) 1918

Camarades, vous savez tous que la majorité des ouvriers, des soldats et des paysans de la Grande-Russie, comme aussi des autres nations qui composaient la Russie, — autrefois par la contrainte, à présent comme des parties de la libre République de Russie, — ont reconnu le pouvoir des Soviets. Et il ne nous reste plus que quelques combats à mener contre les misérables vestiges des troupes contre-révolutionnaires de Kalédine, lequel semble être réduit dans sa région du Don à se sauver devant les Cosaques révolutionnaires.

En ce moment où s'effondre le dernier rempart de la contre-révolution, nous pouvons dire avec assurance que le pouvoir des Soviets se renforce. Et il se renforcera. Chacun le comprend parfaitement, car l'expérience a montré concrètement que seul ce pouvoir — les ouvriers, les soldats et les paysans eux-mêmes, unis dans leurs Soviets, — peut engager la Russie dans la voie d'une libre coexistence de tous les travailleurs.

Nous avons devant nous deux ennemis puissants : le premier, c'est le capital international. Il est là, observant avec fureur le renforcement du pouvoir des Soviets qu'il déteste. Il ne fait aucun doute que ces milliardaires ne peuvent pas ne pas faire la guerre pour s'emparer d'un morceau supplémentaire arraché à quelqu'un d'autre. Il en fait aucun doute non plus que, pour le moment, ils sont encore plus forts que la République des Soviets.

Mais il est apparu que tout en étant plus forts que nous, les capitalistes commencent cependant à envoyer des représentants auprès de nos commissaires, qu'ils iront peut-être jusqu'à reconnaître le pouvoir des Soviets et même jusqu'à accepter l'annulation des emprunts, — ce coup terrible, le plus douloureux de tous, porté à leur poche bien gonflée. Et ces discours des représentants de l'oligarchie financière internationale montrent que les capitalistes du monde entier sont dans une impasse. Ils seraient heureux de pouvoir se dépêtrer de la guerre et s'abattre de toutes leurs forces sur la République des Soviets tant haïe qui a allumé l'incendie dans toute l'Europe et l'Amérique, mais ils ne le peuvent pas.

Notre révolution a été engendrée par la guerre ; sans la guerre, nous verrions tous les capitalistes du monde s'unir : s'unir pour nous combattre. Une seule pensée les domine : pourvu que les étincelles de notre incendie ne tombent pas sur leurs toits. Mais on ne peut pas se barricader contre la Russie par une muraille de Chine. Il n'est pas une seule organisation ouvrière dans le monde qui n'accueille dans l'enthousiasme nos décrets sur la terre, sur la nationalisation des banques, etc.

Peut-être devrons-nous dans l'avenir soutenir une lutte acharnée, mais sachez avec certitude, camarades, que dans la plupart des pays les ouvriers opprimés par leurs capitalistes s'éveillent déjà ; et quelle que soit la fureur des Kalédine de tous les pays, même s'ils arrivaient provisoirement à porter un coup à la Russie, leur situation n'en serait pas raffermie pour autant. Quant à notre situation à nous, elle est parfaitement solide, car les ouvriers de tous les pays sont derrière nous. (Applaudissements.)

Notre second ennemi, c'est le marasme économique. Et nous devons d'autant plus lutter contre le marasme que la situation des Soviets s'est affermie. Votre rôle, camarades, est justement de développer cette lutte. Votre voyage, le voyage des propagandistes des deux partis gouvernementaux qui dirigent actuellement le pouvoir des Soviets, prend une grande importance. Et il me semble qu'au fin fond des provinces vous aurez à faire un travail acharné, mais fécond, pour renforcer le pouvoir des Soviets, porter les idées révolutionnaires dans les campagnes, surmonter le marasme

économique et affranchir les paysans travailleurs du joug des koulaks.

Nous devrons fournir un effort pénible et persévérant pour guérir les plaies de la guerre. La bourgeoisie des autres pays européens est mieux préparée que nous. Elle y a organisé une répartition rationnelle des produits alimentaires, ce qui fait que la vie, là-bas, est plus facile ; la relève des soldats du front s'y effectuait normalement. Tout cela n'a été à la portée ni du pouvoir tsariste, ni du pouvoir hésitant, conciliateur et bourgeois, de Kérenski.

Voilà pourquoi la Russie se trouve actuellement dans une passe particulièrement difficile. Elle doit s'organiser, elle doit lutter contre la lassitude des uns, contre la canaillerie de ceux qui accroissent le marasme pour en tirer profit, — nous devons accomplir notre tâche : construire sur des ruines les fondements de la société socialiste.

Vous aurez à effectuer, camarades, un travail difficile mais fécond, comme je l'ai déjà dit : il vous faudra organiser la vie économique dans les campagnes et renforcer le pouvoir des Soviets. Mais vous avez des auxiliaires, car nous savons que chaque ouvrier et chaque paysan vivant de son propre travail se rend compte que seul le pouvoir des Soviets peut le sauver de la famine et de la mort. Nous pouvons, en effet, sauver la Russie. Les chiffres prouvent qu'il y a du blé en Russie, et nous en aurions s'il avait été recensé en temps opportun et équitablement réparti. Si vous jetez un coup d'œil sur l'immense Russie et sur la désorganisation des chemins de fer, vous vous convaincrez qu'il nous faut un contrôle renforcé et la répartition du blé existant, autrement nous succomberons tous à la famine. Nous ne pouvons réussir qu'à une condition : que chaque ouvrier, chaque paysan, chaque citoyen comprenne qu'il est seul à même de se venir en aide. Personne ne vous aidera, camarades. Toute la bourgeoisie, les fonctionnaires, les saboteurs marchent contre vous, car ils savent que si le peuple répartit entre les travailleurs ce patrimoine national qui était jusqu'à présent aux mains des capitalistes et des koulaks, il débarrassera la Russie des parasites et des mauvaises herbes. C'est pourquoi ils ont rassemblé toutes leurs forces contre

les travailleurs, en commençant par Kalédine et Doutov et en finissant par le sabotage, la corruption des déclassés et de ceux qui sont simplement fatigués et ne peuvent pas s'opposer, prisonniers qu'ils sont d'une vieille habitude, aux habitudes d'exploiteurs de la bourgeoisie. Aujourd'hui, ils soudoient les soldats peu conscients, ignorants, pour organiser la mise à sac des débits d'alcool... Demain, les chefs de service des chemins de fer pour intercepter les chargements destinés à la capitale ; ensuite, les propriétaires de navires pour qu'ils n'acheminent pas des péniches de blé, etc. Mais lorsque le peuple aura compris que seule l'organisation lui permettra de s'unir et de créer une discipline fraternelle, — alors les manigances de la bourgeoisie ne lui feront plus courir aucun danger.

Voilà votre mission, c'est là que vous devez créer l'union, l'organisation et établir le pouvoir des Soviets. Là-bas, dans les campagnes, vous trouverez des paysans « bourgeois », des koulaks, qui tenteront de saboter le pouvoir des Soviets. Vous n'aurez pas de peine à lutter contre eux, car la masse sera avec vous. Elle verra que le centre n'envoie pas dans les villages des expéditions punitives, mais des propagandistes, qui apportent la lumière dans les campagnes, afin d'unir dans chaque village ceux qui travaillent de leurs mains et ne vivent pas aux dépens d'autrui.

Prenons la question de la terre : la terre a été déclarée patrimoine du peuple, et toutes les formes de propriété sont abolies. Un grand pas a été fait ainsi vers la suppression de l'exploitation.

La lutte va se déchaîner maintenant entre les richards et les paysans travailleurs, et il faut aider les paysans pauvres non par des livres, mais par l'expérience de leur propre lutte. Nous n'avons pas confisqué la terre aux grands propriétaires fonciers pour qu'elle devienne la propriété des richards et des koulaks. Elle doit revenir aux paysans pauvres, qui éprouveront à votre égard un sentiment de sympathie.

Il faut aussi faire en sorte que les instruments et les machines agricoles ne soient pas aux mains des koulaks et des richards. Ils doivent appartenir au pouvoir des Soviets et être mis temporairement à la disposition des masses

laborieuses par l'intermédiaire des Comités de canton. Et les masses laborieuses doivent veiller elles-mêmes à ce que ces machines ne servent pas à enrichir les koulaks, mais ne soient utilisées que pour cultiver leur propre terre.

Chaque paysan vous aidera dans votre tâche difficile. Expliquez dans les campagnes qu'il est nécessaire de restreindre les droits des koulaks et des exploiteurs. Il faut une répartition rationnelle et égale des produits, pour que le peuple travailleur jouisse des produits du travail populaire. Et, à chaque richard qui allongera sa patte avide vers le bien du peuple, il faut opposer dix travailleurs.

Les recettes des Soviets se montent à 8 milliards, les dépenses à 28 milliards. Il est évident que, dans ces conditions, nous ferons tous faillite si nous n'arrivons pas à désembourber cette charrette de l'Etat que le pouvoir tsariste a enfoncée dans le marais.

La guerre extérieure est terminée ou va se terminer. C'est une affaire réglée. Maintenant c'est la guerre intérieure qui commence. La bourgeoisie a entassé son butin dans ses malles et pense tranquillement : « Ce n'est rien, nous pouvons attendre. » Le peuple doit prendre ces accapareurs au collet et les contraindre à restituer le produit de leur vol. Voilà ce que vous devez réaliser là où vous irez. Ne les laissez pas se cacher, sinon nous courrons à une faillite totale. Ce n'est pas à la police de les contraindre, — la police est morte et enterrée, — c'est au peuple lui-même à le faire, et il n'existe pas d'autre moyen de lutter contre eux.

Il avait raison, le vieux bolchévik qui expliquait à un Cosaque ce qu'est le bolchévisme.

Le Cosaque lui ayant demandé : C'est vrai que vous êtes des pillards, vous autres bolchéviks ? le vieux répondit : Oui, nous pillons ce qui a été pillé [174].

Nous sombrerons dans cette mer si nous ne sortons pas de ces cassettes tout le butin qui y a été entassé pendant des années d'exploitation éhontée, criminelle.

Nous ferons bientôt adopter par le Comité exécutif central un nouvel impôt sur les possédants, mais vous devez vous-mêmes l'appliquer sur place, afin que la main du tra-

vailleur se referme sur chaque billet de 100 roubles amassé au cours de la guerre. Ce n'est pas l'arme à la main que vous aurez à vous battre : la guerre armée est terminée, cette guerre-là commence.

La force des exploiteurs ne renversera pas notre révolution si nous nous mettons maintenant à l'œuvre d'une façon organisée, car, derrière nous et avec nous, il y a le prolétariat du monde entier.

«Pravda» n° 18,
le 6 février (24 janvier) 1918

Conforme au texte
de la « Pravda »

BREST-LITOVSK. LA DÉLÉGATION RUSSE DE LA PAIX. À TROTSKI

RÉPONSE [178]

28/I. 6 h. 30 du soir.

Notre point de vue vous est connu, il n'a fait que s'affermir depuis quelque temps et surtout après la lettre d'Ioffé. Nous répétons une fois de plus qu'il ne reste rien de la Rada de Kiev, et que les Allemands seront forcés de reconnaître ce fait, à moins qu'ils ne l'aient déjà reconnu.

Informez-nous plus souvent.

Lénine

Écrit le 28 janvier (10 février) 1918. Paru pour la première fois en 1929 dans le Recueil Lénine XI

Conforme au manuscrit

DISCOURS PRONONCÉ À LA SÉANCE DU CONGRÈS DES COMITÉS AGRAIRES ET DE LA SECTION PAYSANNE DU IIIe CONGRÈS DES SOVIETS LE 28 JANVIER (10 FÉVRIER) 1918 [176]

COMPTE RENDU DE PRESSE

Nous accomplissons en ce moment une grande œuvre : nous affermissons la conquête des masses laborieuses, l'union des ouvriers, des soldats et des paysans. Dès le précédent congrès paysan, où les hommes de droite avaient la majorité, je disais que si la paysannerie reconnaissait toutes nos revendications, nous soutiendrions, de notre côté, toutes les siennes, dont la principale était la socialisation du sol *. Nous pouvons dire maintenant que c'est chose faite. Nous possédons la première loi au monde abolissant toute propriété du sol. Nous avons actuellement le pouvoir, le pouvoir des Soviets. Ce pouvoir, formé par le peuple lui-même, crée un terrain favorable à la grande cause de la paix de tous les peuples. La guerre est déjà finie et la démobilisation a été proclamée sur tous les fronts. Il y a encore la guerre contre la bourgeoisie, qui mobilise toutes ses forces pour combattre le pouvoir des Soviets. Nous en finissons déjà avec notre contre-révolution russe. Il se poursuit maintenant sur tous les fronts une lutte dont nous sortons presque toujours vainqueurs. Nous avons encore un ennemi : cet ennemi, c'est le capital international.

Cf. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 24, pp. 498-516. (*N.R.*)

La lutte contre lui sera encore longue mais nous vaincrons grâce à notre propre organisation et à l'appui donné à notre révolution par le prolétariat international. Une grande lutte, une lutte de classe, nous attend encore à l'intérieur du pays. C'est la lutte économique contre la bourgeoisie, qui soutient directement ou indirectement nos ennemis et cherchera à maintenir sa domination économique sur les masses laborieuses.

Nous n'avons pas d'argent, et c'est là notre faiblesse, en voilà la cause, voilà le mal dont souffre notre pays. Il y a encore beaucoup d'argent dans les villes, et dans les campagnes chez les gros koulaks. Cet argent atteste l'exploitation du travail du peuple et doit revenir au peuple. Et nous sommes convaincus que les paysans travailleurs déclareront une guerre sans merci aux koulaks qui les oppriment, et qu'ils nous aideront dans notre lutte pour un avenir meilleur du peuple et pour le socialisme.

Paru le 15 (2) février 1918 dans le n° 26 du journal « Izvestia des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans de la ville et de la région de Moscou »

Conforme au texte du journal

INTERVENTIONS AU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.(b)R. 18 FÉVRIER 1918 (SÉANCE DU MATIN) [177]

PROCÈS-VERBAL

1

Question figurant à l'ordre du jour: l'offensive allemande. A. Lomov (G. Oppokov) propose de remettre la discussion.

Le camarade Lénine est contre, mais suggère une limitation du temps de parole (5 minutes aux orateurs des fractions).

2

Décision ayant été prise de discuter la question, N. Boukharine propose d'accorder la parole à un plus grand nombre d'orateurs.

Le camarade Lénine intervient contre cette proposition et suggère de ramener la question au point de savoir s'il faut ou non envoyer un télégramme proposant la paix et de donner la parole pour et contre..

La suggestion de Lénine est adoptée.

3

L. Trotski se prononce contre l'envoi d'un télégramme proposant la paix.

Le camarade Lénine (pour la proposition de paix). Le vote d'hier a été particulièrement caractéristique : tout le monde a reconnu la nécessité de la paix s'il ne se produit

pas de mouvement en Allemagne et si une offensive est déclenchée [178]. On se demande si les Allemands ne méditent pas une offensive pour renverser le Gouvernement soviétique. La situation nous impose d'agir. Si l'offensive de l'impérialisme devient tout à fait manifeste, nous serons tous pour la défense et on pourra l'expliquer au peuple. Si l'offensive commence maintenant et si nous nous mettons, après cela, à donner des explications aux masses, nous créerons une confusion plus grande qu'en négociant tout de suite la prolongation de l'armistice. Il n'y a pas une heure à perdre, car les masses ne comprendraient pas cette façon de poser la question. Ou nous faisons la guerre révolutionnaire pour la socialisation du sol, et alors les masses nous comprendront, ou nous négocions la paix.

Les 1re et 2e interventions ont paru pour la première fois en 1928 dans la revue « Prolétarskaïa Révolioutsia » n° 2 ; la 3e intervention parue pour la première fois en 1922 dans les Œuvres de N. Lénine (V. Oulianov), t. XV

Conforme à l'exemplaire manuscrit du procès-verbal

DISCOURS AU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.(b)R., 18 FÉVRIER 1918 (SÉANCE DU SOIR) [179]

PROCÈS-VERBAL

1

Le camarade Lénine. La question est capitale. La proposition d'Ouritski est étonnante. Le Comité central a voté contre la guerre révolutionnaire ; or, nous n'avons ni guerre ni paix et nous nous laissons entraîner dans une guerre révolutionnaire. On ne peut pas jouer avec la guerre. Nous perdons des wagons, et la situation de nos transports s'aggrave. On ne peut plus attendre, la situation est tout à fait nette. Le peuple ne comprendra pas ce qui se passe : si c'est la guerre, il ne fallait pas démobiliser ; maintenant les Allemands vont tout prendre. Le jeu nous a menés dans une impasse telle que la faillite de la révolution est inévitable si nous continuons à pratiquer une politique de juste milieu. Ioffé a écrit de Brest-Litovsk qu'on ne voit pas en Allemagne le moindre commencement de révolution : dans ce cas, les Allemands peuvent tirer avantage de leur progression. Il n'est plus possible d'attendre. Attendre, c'est livrer la révolution russe aux démolisseurs. Si les Allemands disaient qu'ils exigent le renversement du pouvoir bolchévik, il faudrait naturellement se battre ; aucun atermoiement n'est plus possible. Il ne s'agit plus du passé mais du présent. Interroger les Allemands, ce serait confectionner un chiffon de papier. Ce n'est pas de la politique. La seule chose à faire, c'est de proposer aux Allemands la reprise des négociations. Une solution moyenne

est désormais impossible. Si l'on se décide pour la guerre révolutionnaire, il faut la proclamer et mettre fin à la démobilisation, mais on ne peut pas continuer ainsi. Pendant que nous rédigeons des petits papiers, ils s'emparent des dépôts, des wagons, et nous sommes près de crever. La menace qui pèse sur nous aujourd'hui, c'est que, jouant avec la guerre, nous livrons la révolution aux Allemands.

L'histoire dira que vous avez livré la révolution. Nous pouvions signer une paix qui n'eût aucunement menacé la révolution. Nous n'avons rien, nous n'aurons même pas le temps de procéder à des destructions au cours de notre retraite. Nous avons fait ce que nous avons pu, nous avons aidé la révolution en Finlande, nous ne le pouvons plus maintenant. Ce n'est plus le moment d'échanger des notes, il faut sortir de l'expectative. Il est trop tard pour « tâter le terrain », car il est évident maintenant que l'Allemand peut prendre l'offensive. Il est impossible d'argumenter contre les partisans de la guerre révolutionnaire, mais on peut et on doit argumenter contre les partisans de l'expectative. Il faut proposer la paix aux Allemands.

2

Le camarade Lénine. Boukharine n'a pas remarqué qu'il s'est placé sur les positions de la guerre révolutionnaire. Le paysan ne veut pas la guerre et n'ira pas se battre. Peut-on lui dire maintenant d'aller faire la guerre révolutionnaire ? Mais si on le voulait, il ne fallait pas démobiliser l'armée. La guerre paysanne permanente est une utopie. La guerre révolutionnaire ne doit pas être une phrase. Si nous ne sommes pas prêts, nous devons signer la paix. Du moment que nous avons démobilisé l'armée, il est ridicule de parler de guerre permanente. La comparaison avec la guerre civile est hors de propos. Le moujik ne fera pas la guerre révolutionnaire, et il renversera quiconque en parlera ouvertement. La révolution n'a pas encore commencé en Allemagne et nous savons que, chez nous aussi, la révolution n'a pas triomphé d'un seul coup. On a dit ici qu'ils prendront la Lettonie et l'Estonie, mais nous pouvons les céder au nom de la révolution. S'ils exigent le retrait des troupes de Finlande, d'accord, qu'ils prennent la Finlande

révolutionnaire. La révolution ne sera pas perdue parce que nous aurons abandonné la Finlande, la Lettonie et l'Estonie. Les perspectives que Ioffé évoquait hier pour nous effrayer, n'impliquent nullement la perte de la révolution.

Je propose de déclarer que nous signons la paix proposée hier par les Allemands ; et s'ils exigent en outre que nous renoncions à intervenir dans les affaires de l'Ukraine, de la Finlande, de la Lettonie et de l'Estonie, il faudra y consentir aussi, indiscutablement. Nos soldats ne valent rien ; les Allemands veulent du blé, ils le prendront et ils battront en retraite après avoir rendu impossible l'existence du pouvoir des Soviets. Dire que la démobilisation cesse, c'est se condamner à être balayé.

Paru pour la première fois en 1922 dans les Œuvres de N. Lénine (V. Oulianov), t. XV

Conforme à l'exemplaire manuscrit du procès-verbal

PROJET DE RADIOGRAMME AU GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND[180]

Le Conseil des Commissaires du peuple élève une protestation à propos de l'offensive lancée par le gouvernement allemand contre la République Soviétique de Russie qui avait proclamé la fin de l'état de guerre et commencé à démobiliser l'armée sur tous les fronts. Le gouvernement ouvrier et paysan de la Russie pouvait d'autant moins s'attendre à une semblable attitude que l'armistice n'a été dénoncé par aucune des parties contractantes ni directement ni indirectement, ni le 10 février ni à aucun autre moment, comme les deux parties y étaient cependant tenues par l'accord du 2 (15) décembre 1917.

Le Conseil des Commissaires du peuple se voit obligé, face à cette situation, de déclarer qu'il est prêt à signer formellement la paix aux conditions exigées à Brest-Litovsk par le gouvernement allemand.

Le Conseil des Commissaires du peuple se déclare en outre prêt, si le gouvernement allemand formule ses conditions précises de paix, à faire savoir dans les douze heures si ces conditions sont, pour nous, acceptables ou non.

Ecrit dans la nuit du 18 au 19 février 1918.
Radiogramme paru le 19 (6) février 1918 dans l'édition du soir du journal « Pravda » n° 30

Conforme au manuscrit

CONVERSATION AVEC LE SOVIET DE MOSCOU PAR FIL DIRECT LE 20 FÉVRIER 1918

A 2 h 15 de l'après-midi, le camarade Lénine, président du Conseil des Commissaires du peuple, a été appelé au fil par un membre du Comité exécutif le camarade Feldman. Le mandataire de la fraction bolchévique a interrogé le camarade Lénine :

1. Sur les faits qui s'étaient produits depuis le télégramme de Berlin.
2. Sur les mesures prises par le Conseil des Commissaires du peuple dans les circonstances actuelles.
3. Il a demandé s'il n'y avait pas eu, en dehors du télégramme de Hoffmann, une autre réponse de Berlin.

A la première question le camarade Lénine a répondu :

Il n'y a pas d'armée ; les Allemands attaquent sur tout le front depuis Riga. Dvinsk et Réjitsa sont prises ; ils marchent sur Loutsk et sur Minsk. Quiconque s'attache aux faits, et non aux phrases, doit conclure la paix et continuer à consolider et approfondir la révolution à l'intérieur.

A la deuxième question :

Tant que l'offensive ne sera pas terminée, ordre a été donné, partout où c'est possible, de résister, de détruire au cours de la retraite absolument tout, jusqu'au dernier morceau de pain.

A la troisième question :

Non, il n'y en a pas eu.

Paru le 21 (8) février 1918 dans le n° 29 du journal « Izvestia des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, de la ville et de la région de Moscou »

Conforme au texte du journal

NOTES

1. Les lettres de Lénine *Les bolchéviks doivent prendre le pouvoir* et *Le marxisme et l'insurrection* furent discutées à la séance du 15 (28) septembre 1917 du Comité central, qui décida de convoquer le plus tôt possible une réunion du C.C. pour y débattre les questions de tactique. La proposition de ne conserver qu'un seul exemplaire des lettres de Lénine fut mise aux voix. Par 6 votes contre 4 et 6 abstentions la réunion adopta cette proposition. Kaménev, qui s'opposait à ce que le parti se fixe comme but la révolution socialiste, soumit à la séance un projet de résolution dirigé contre les propositions de passer à l'insurrection armée présentées par Lénine. Le C.C. repoussa la résolution de Kaménév. — P. 10.

2. Les dates citées ont trait aux événements suivants : le *6 mai* fut annoncée la composition du premier Gouvernement provisoire de coalition ; le *31 août*, le Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd adopta une résolution bolchevique qui exigea la création d'un gouvernement des Soviets ; la convocation de la Conférence démocratique fut fixée au *12 septembre* par le Comité exécutif central des Soviets des députés ouvriers et soldats et par le Comité exécutif du Soviet des députés paysans de Russie — tous deux socialistes-révolutionnaires et menchéviks. La Conférence se tint à Pétrograd du 14 au 22 septembre (27 septembre-5 octobre) 1917. Au sujet de la Conférence démocratique voir le présent tome, pp. 36-44, 45-52. — P. 10.

3. *Socialistes-révolutionnaires* (s.-r.), parti petit-bourgeois fondé fin 1901-début 1902, à la suite de l'unification de différents cercles et groupes populistes (« L'Union des socialistes-révolutionnaires », parti des socialistes-révolutionnaires, et autres). Leur programme idéologique était un amalgame éclectique de populisme et de révisionnisme. Pendant la première guerre mondiale les s.-r. adoptèrent une position social-chauvine.

   Après la victoire de la révolution de février 1917, les s.-r., faisant bloc avec les menchéviks, appuyèrent fortement le Gouvernement provisoire, ce gouvernement contre-révolutionnaire de la bourgeoisie et des gros propriétaires terriens ; les leaders des s.-r. (Avksentiev, Kérenski et Tchernov) entrèrent dans le

Gouvernement provisoire. Les s.-r. ne soutinrent pas l'exigence de la paysannerie d'en finir avec la grande propriété foncière ; les ministres s.-r. envoyaient des expéditions punitives contre les paysans qui s'emparaient des terres de propriétaires fonciers.

Fin novembre 1917, l'aile gauche des s.-r. se constitua en un parti indépendant, celui des s.-r. de gauche. S'efforçant de maintenir leur influence au sein des masses paysannes, les s.-r. de gauche reconnurent en paroles le pouvoir des Soviets et entrèrent en accord avec les bolchéviks. Peu après, ils engagèrent la lutte contre le pouvoir des Soviets.

Pendant la période de l'intervention militaire étrangère et de la guerre civile, les s.-r. se dépensèrent au service de la contre-révolution, aidèrent les interventionnistes et les gardes blancs, tramèrent des complots contre-révolutionnaires, organisèrent des actes terroristes contre les leaders de l'Etat soviétique et du Parti communiste ; après la fin de la guerre civile, les s.-r. poursuivirent leur activité hostile à l'Etat soviétique, à l'intérieur du pays et dans le camp des émigrés gardes blancs. — P. 10.

4. *La Conférence démocratique de Russie* fut convoquée par le comité exécutif central des Soviets où prédominaient les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, sous prétexte de décider la question du pouvoir, le vrai but étant de trouver un dérivatif à la poussée révolutionnaire grandissante des masses. Fixée au 12 (25) septembre, elle fut ajournée et se tint à Pétrograd du 14 au 22 septembre (27 septembre-5 octobre) 1917. Y participaient plus de 1 500 représentants. Les leaders des menchéviks et des s.-r. firent tout le possible pour réduire le nombre des représentants des ouvriers et des paysans au profit des organisations petites-bourgeoises et bourgeoises, qui se trouvèrent ainsi en majorité à cette conférence.

Le C.C. du P.O.S.D.(b.)R., à sa séance du 3 (16) septembre, décida de prendre part à la Conférence, et envoya aux organisations de base du Parti une circulaire indiquant qu'il fallait « réunir tous les efforts afin d'assurer la présence à la Conférence du groupe le plus nombreux et le plus uni possible des représentants de notre Parti ». En acceptant de participer à la Conférence, les bolchéviks voulaient en utiliser la tribune pour mettre en accusation les menchéviks et les s.-r.

Dans sa lettre au Comité central, aux comités de Pétrograd et de Moscou du P.O.S.D.(b)R., intitulée « Les bolchéviks doivent prendre le pouvoir » et dans la lettre au Comité central du P.O.S.D.(b)R. « Le marxisme et l'insurrection » (voir le présent tome, pp. 10-12, 13-19), Lénine détermina l'attitude des bolchéviks à l'égard de la Conférence démocratique.

La Conférence décida de former un Préparlement (Conseil provisoire de la République), qui devait donner l'impression que le régime parlementaire était instauré en Russie. Or, selon l'arrêté adopté par le Gouvernement provisoire lui-même, le Préparlement ne devait jouer qu'un rôle consultatif auprès

du gouvernement. A la réunion des bolchéviks participants à la Conférence démocratique, convoquée par le Comité central du Parti, il fut décidé par 77 voix contre 50 de prendre part au Préparlement.

Dans ses articles « Les champions de la fraude et les erreurs des bolchéviks », « Notes d'un publiciste », « Les erreurs de notre Parti » et « La crise est mûre » (voir le présent tome, pp. 24-31, 45-52, 68-72) Lénine critiqua les erreurs tactiques commises par les bolchéviks vis-à-vis de la Conférence démocratique : il exigea carrément que les bolchéviks quittent le Préparlement, en soulignant la nécessité de concentrer tous les efforts sur la préparation de l'insurrection. Le Comité central examina la proposition de Lénine et prit la décision de retirer ses représentants du Préparlement, à l'encontre de l'opposition de Kaménev, Rykov et d'autres défaitistes qui préconisaient la participation au Préparlement. Le 7 (20) octobre, le jour de l'ouverture du Préparlement, les bolchéviks donnèrent lecture d'une déclaration et quittèrent le Préparlement. — P. 10.

5. Le Gouvernement provisoire avait annoncé la convocation de l'Assemblée constituante dans une déclaration du 2 (15) mars 1917 ; les élections avaient été fixées, par un décret du Gouvernement provisoire en date du 14 (27) juin, au 17 (30) septembre 1917. Cependant, en août, le gouvernement provisoire avait reporté les élections au 12 (25) novembre 1917.

Les élections à l'Assemblée constituante eurent lieu à la date fixée, le 12 (25) novembre 1917, après la Révolution d'Octobre. Elles se firent d'après les listes dressées avant la Révolution et en accord avec le règlement adopté par le Gouvernement provisoire. Ce fut à une époque où une partie considérable de la population n'avait pas encore compris la portée de la révolution socialiste accomplie. Les s.-r. de droite ne tardèrent pas à en profiter et recueillirent, dans les provinces et régions éloignées de la capitale et des centres industriels, la majorité des voix. L'Assemblée constituante fut convoquée par le gouvernement des Soviets le 5 (18) janvier 1918 à Pétrograd. Ayant repoussé la « Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité » proposée par le Comité exécutif central de Russie, et de reconnaître le pouvoir des Soviets, l'Assemblée constituante, en majorité contre-révolutionnaire, fut dissoute le 6 (19) janvier 1918, par décision du Comité central exécutif de Russie. Sur l'Assemblée constituante, voir le présent tome, pp.395-399, 454-456, 457-461. — P. 11.

6. Cf. F. Engels, *Révolution et contre-révolution en Allemagne*. Cet ouvrage fut écrit par Engels et publié en 1851-1852, sous forme d'une série d'articles, dans le journal *New York Daily Tribune*. Les articles furent signés par Marx. Celui-ci avait eu l'intention d'écrire lui-même quelque chose sur ce sujet, mais absorbé par ses recherches économiques, il confia ce thème à Engels. Au cours de son travail, Engels consultait toujours Marx,

qui relisait les articles avant impression. Ce n'est que plus tard, lorsque fut publiée la correspondance de Marx et Engels, que ce fait devint connu. — P. 12.

7. *Blanquisme*, courant du mouvement socialiste français dont le chef fut Louis-Auguste Blanqui (1805-1881), éminent représentant du communisme utopique. Les blanquistes croyaient que l'humanité « se libérera de l'esclavage salarié non par la lutte de classe du prolétariat, mais grâce au complot d'une petite minorité d'intellectuels » (voir Lénine, Œuvres, 4e édition russe, t. 10, p. 360). Substituant les actions d'une poignée de conspirateurs à l'activité d'un parti révolutionnaire ils ne tenaient pas compte de la situation concrète, nécessaire pour la victoire de l'insurrection, et négligeaient la liaison avec les masses. — P. 13.

8. Lénine fait allusion aux manifestations qui se déroulèrent à Pétrograd les 3 et 4 (16 et 17) juillet 1917. Comme il fallait s'y attendre, l'offensive des troupes russes sur le front échoua. Soldats, marins et ouvriers indignés par les agissements du Gouvernement provisoire qui avait ordonné cette offensive condamnée à l'avance, descendirent dans la rue. Les premiers à agir furent les soldats du 1er régiment de mitrailleurs de Pétrograd, dans le quartier Vyborgskaïa Storona, le 3 (16) juillet. La manifestation risquait de se transformer en une insurrection armée.

A cette époque, le Parti bolchévik se prononçait contre l'insurrection armée, estimant que la crise révolutionnaire n'était pas encore mûre. A la séance convoquée le 3 (16) juillet à 4 heures de l'après-midi, le Comité central décida de renoncer aux actions et manifestations. La même décision fut prise par la IIe conférence des bolchéviks de Pétrograd-ville qui se tenait au même moment. Les délégués à la conférence se rendirent dans les usines et les quartiers pour détourner les masses de manifester. Mais le mouvement avait déjà pris de l'envergure, et il ne fut plus possible de l'arrêter.

Tenant compte de l'état d'esprit des masses, le Comité central, en accord avec le Comité de Pétersbourg et l'Organisation militaire, résolut, tard dans la soirée du 3 (16) juillet, de prendre part à l'action, afin de lui conférer un caractère pacifique et organisé. Lénine était alors absent de Pétrograd ; malade à force de surmenage, il était parti pour se reposer quelques jours. Informé des événements, il revint d'urgence dans la capitale le 4 (17) juillet au matin pour diriger directement l'action qui prenait de l'ampleur.

Le même jour, plus de 500 000 personnes manifestèrent sur les mots d'ordre bolchéviks : « Tout le pouvoir aux Soviets ! » et autres. Les manifestants exigèrent du Comité exécutif central des Soviets qu'il prenne le pouvoir. Mais les s.-r. et les menchéviks refusèrent.

Avec le consentement du Comité exécutif central où prédominaient les s.-r. et les menchéviks, le Gouvernement pro-

visoire lança contre les manifestants désarmés des détachements d'élèves-officiers et de cosaques qui ouvrirent le feu. Le Gouvernement provisoire fit rappeler du front des troupes contre-révolutionnaires pour écraser l'action des masses.

A une réunion du Comité central et du Comité de Pétrograd qui se déroula dans la nuit du 4 au 5 juillet, sous la direction de Lénine, la décision fut prise de faire cesser d'une manière organisée les manifestations. Ce fut une décision lucide du Parti qui sut se battre en retraite à un moment opportun pour préserver de la débâcle le gros des forces révolutionnaires. Les s.-r. et les menchéviks se firent pratiquement les complices de la répression. La manifestation réprimée, ils s'attaquèrent, de concert avec la bourgeoisie, au Parti bolchévik. La *Pravda*, la *Soldatskaïa Pravda* et les autres journaux bolchéviks furent interdits par le Gouvernement provisoire. L'imprimerie « Troud », organisée avec l'argent d'ouvriers, fut saccagée. Le Gouvernement provisoire procéda au désarmement des ouvriers ; arrestations en masse, perquisitions et massacres se multiplièrent. Les troupes révolutionnaires furent retirées de la garnison de Pétrograd et envoyées au front.

Après les journées de juillet, le pouvoir passa entièrement entre les mains du Gouvernement provisoire contre-révolutionnaire, les Soviets ne jouant plus qu'un rôle subordonné. La dualité des pouvoirs avait pris fin. La période pacifique de la révolution était terminée. Les bolchéviks avaient désormais pour tâche de préparer l'insurrection armée en vue de renverser le gouvernement provisoire. — P. 14.

9. C'est-à-dire Pétrograd et Moscou. — P. 14.

10. Il s'agit de la rébellion contre-révolutionnaire fomentée par la bourgeoisie et les gros propriétaires fonciers en août 1917. Le complot fut dirigé par le général de l'armée tsariste Kornilov, commandant en chef. Les rebelles comptaient s'emparer de Pétrograd, détruire le Parti bolchévik, dissoudre les Soviets et instaurer dans le pays une dictature militaire pour opérer ensuite le rétablissement de la monarchie. Kérenski, chef du Gouvernement provisoire, participa au complot, mais lorsque la rébellion commença, il tira son épingle du jeu, craignant d'être lui aussi balayé avec les contre-révolutionnaires. Il proclama Kornilov en rébellion contre le Gouvernement provisoire.

Le soulèvement avait commencé le 25 août (7 septembre). Kornilov dirigea le 3e corps de cavalerie sur Pétrograd. Dans la capitale même, les organisations contre-révolutionnaires de Kornilov se préparaient aussi à la rébellion.

Tout en soulevant les masses contre Kornilov, le Parti bolchévik ne cessa pas de dénoncer le Gouvernement provisoire et ses complices socialistes-révolutionnaires et menchéviks, comme l'exigeait Lénine. A l'appel du C.C. du Parti bolchévik, les ouvriers de Pétrograd, les soldats et marins révolutionnaires se dressèrent contre les rebelles. Les ouvriers de Pétrograd com-

mencèrent rapidement à former des détachements de la Garde Rouge. Des comités révolutionnaires apparurent dans certaines régions. L'offensive des troupes de Kornilov fut stoppée. Grâce au travail de propagande mené par les bolchéviks, les soldats korniloviens se débandaient.

Le putsch de Kornilov fut étouffé par les ouvriers et les paysans organisés par le Parti bolchévik. Sous la pression des masses, le Gouvernement provisoire fut obligé de lancer un mandat d'arrêt contre Kornilov et ses complices et de les traduire devant le tribunal. — P. 14.

11. *Cadets*, membres du parti constitutionnel-démocrate, principal parti de la bourgeoisie monarchiste libérale en Russie. Le parti fut fondé en octobre 1905 ; il comprenait des représentants de la bourgeoisie, des propriétaires fonciers venus des zemstvos et des intellectuels bourgeois. Milioukov, Mouromtsev, Maklakov, Chingarev, Strouvé étaient parmi leurs chefs de file. Par la suite, les cadets devinrent le parti de la bourgeoisie impérialiste. Pendant la première guerre mondiale, ils soutinrent activement la politique extérieure annexionniste du gouvernement du tsar. Au cours de la révolution de février, ils essayèrent de sauver la monarchie. Occupant une situation prépondérante dans le Gouvernement provisoire bourgeois, les cadets menèrent une politique antipopulaire, contre-révolutionnaire.

Après la victoire de la Révolution d'Octobre, les cadets furent des ennemis irréconciliables du pouvoir soviétique, prenant part à toutes les interventions contre-révolutionnaires et campagnes des interventionnistes. Ils ne cessèrent pas leur activité contre-révolutionnaire dans l'émigration, après la défaite des interventionnistes et des gardes blancs. — P. 15.

12. *Théâtre Alexandra*, théâtre de Pétrograd où siégea la Conférence démocratique.

Forteresse Pierre-et-Paul, forteresse située sur la Néva, en face du Palais d'Hiver ; sous le tsarisme servait de lieu de détention des prisonniers politiques ; possédait un énorme arsenal et était un point stratégique important de Pétrograd. De nos jours, musée d'histoire de la révolution. — P. 18.

13. La *division sauvage* fut formée pendant la guerre de 1914-1918 à partir de volontaires recrutés parmi les peuples montagnards du Caucase du Nord. Le général Kornilov essaya de les utiliser comme fer de lance de son offensive contre Pétrograd. — P. 18.

14. La « *Gazette de la Bourse* », « *Birjévyé Viédomosti* » [Nouvelles boursières], journal bourgeois, fondé en 1880, à Pétersbourg ; parut d'abord trois fois par semaine, puis quatre, et enfin quotidiennement. Depuis 1902, parut deux fois par semaine. Son nom devint le synonyme de l'absence de principe et de la vénalité. Après la révolution de février, le journal excella à calomnier le Parti bolchévik et Lénine. A la fin d'octobre 1917, il fut interdit par le Comité militaire révolutionnaire auprès du Soviet de Pétrograd. — P. 20.

15. La « *Retch* » [La Parole], quotidien, organe central du parti des cadets, commença à paraître à Pétrograd le 23 février (8 mars) 1906. Après la révolution de février 1917 soutint activement la politique intérieure et étrangère du Gouvernement provisoire, mena une campagne de persécution contre Lénine et le Parti bolchévik. Le journal fut interdit le 26 octobre (8 novembre) 1917 par le Comité militaire révolutionnaire auprès du Soviet de Pétrograd. Parut ensuite jusqu'en août 1918, sous le titre de *Nacha Retch*, *Svobodnaïa Retch*, *Vek*, *Novaïa Retch*, *Nach Vek*. — P. 21.

16. Lénine fait allusion aux événements suivants. Le *20 avril (3 mai)*, les journaux publièrent la note adressée aux puissances alliées par le ministre des Affaires étrangères Milioukov et dans laquelle il confirmait que le Gouvernement provisoire respecterait tous les traités du gouvernement tsariste et poursuivrait la guerre jusqu'à la victoire finale. La politique impérialiste du Gouvernement provisoire provoqua une profonde indignation des masses travailleuses. Le 21 avril (4 mai), à l'appel du Parti bolchévik, les ouvriers de Pétrograd cessèrent le travail et manifestèrent pour la paix. Il y eut plus de 100 000 manifestants, ouvriers et soldats. Des manifestations eurent lieu aussi à Moscou, dans l'Oural, en Ukraine, à Cronstadt. Des résolutions de protestation contre la note de Milioukov affluèrent des Soviets de nombreuses villes à l'adresse du Soviet de Pétrograd.

Les manifestations d'avril marquèrent le début d'une crise politique. Sous la poussée des masses, les ministres Milioukov et Goutchkov démissionnèrent. Le 5 (18) mai fut formé le premier gouvernement de coalition, dont faisaient partie, aux côtés de dix ministres capitalistes, les leaders des partis conciliateurs: les s.-r. Kérenski et Tchernov, les menchéviks Tsérétéli et Skobélev. Le gouvernement bourgeois fut sauvé par les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks qui passèrent ouvertement aux côtés de la bourgeoisie. — P. 21.

17. La « *Rabotchaïa Gazéta* » [Le Journal des ouvriers], quotidien, organe des menchéviks, parut à Pétrograd du 7 (20) mars au 30 novembre (13 décembre) 1917. Depuis le 30 août (12 septembre), organe du C.C. menchévik. Le journal soutenait le gouvernement provisoire bourgeois, luttait contre le Parti bolchévik et son chef Lénine. Il accueillit avec hostilité la Révolution d'Octobre et l'instauration du pouvoir des Soviets. — P. 22.

18. « *Diélo Naroda* » [La Cause du peuple], organe du parti socialiste-révolutionnaire ; parut quotidiennement à Pétrograd de mars 1917 à juillet 1918, en changeant plusieurs fois de titre. Prônait le jusqu'auboutisme et la conciliation. La publication de ce journal reprit en octobre 1918 à Samara (quatre numéros) et en mars 1919 à Moscou (10 numéros). Il fut interdit pour son activité contre-révolutionnaire. — P. 22.

19. « *Prolétarskoïé Diélo* » [La Cause prolétarienne], quotidien, organe de la fraction bolchévique du Soviet des députés ouvriers

et soldats de Cronstadt ; parut en 1917 à la place du journal bolchévik de Cronstadt *Golos Pravdy* [La Voix de la Vérité], interdit pendant les journées de juillet par le Gouvernement provisoire. — P. 22.

20. « *Pravda* » [La Vérité], quotidien bolchévik légal. Son premier numéro parut le 22 avril (5 mai) 1912 à Pétrograd.

C'est Lénine qui dirigeait l'orientation de la *Pravda*, y envoyait des articles presque tous les jours, donnait des directives à la rédaction, veillait à lui conférer un esprit révolutionnaire de combat.

Une grande part du travail d'organisation du parti incombait à la rédaction de la *Pravda*. Le comité de rédaction organisait des rencontres avec les représentants des cellules locales, recueillait des renseignements sur le travail du Parti dans les fabriques et usines et transmettait les directives du Comité central et du comité de Pétersbourg.

La *Pravda* était constamment en butte aux persécutions policières. Le 8 (21) juillet 1914 le journal fut interdit.

L'édition de la *Pravda* reprit après la révolution de février. A partir du 5 (18) mars 1917, elle commença à paraître en qualité d'organe du Comité central et du Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R.

A son retour de l'étranger, Lénine entra à la rédaction, la *Pravda* lutta dès lors pour la réalisation du plan de Lénine de passage de la révolution démocratique bourgeoise à la révolution socialiste.

De juillet à octobre 1917, la *Pravda* en butte aux poursuites du Gouvernement provisoire changea plusieurs fois de nom et parut sous le titre de *Listok Pravdy*, [La Feuille de la Vérité], *Prolétari* [Le Prolétaire], *Rabotchi* [l'Ouvrier], *Rabotchi Pout* [la Voie Ouvrière].

Après la victoire de la Révolution d'Octobre, à partir du 27 octobre (9 novembre) 1917, le journal reprit son ancien nom de *Pravda*. — P. 24.

21. Le 9 (22) juin 1917, le Ier Congrès des Soviets de Russie interdit la manifestation qui avait été fixée par le Comité central bolchévik au 10 (23) juin 1917. La décision sur la manifestation fut prise le 8 (21) juin, à une séance du Comité central et du Comité de Pétrograd du P.O.S.D.(b)R., à laquelle assistaient les représentants des arrondissements de la ville, des formations militaires, des syndicats et des comités d'usine. Cette manifestation devait faire connaître au Ier Congrès des Soviets de Russie la volonté des ouvriers et des soldats de Pétrograd qui exigeaient la remise de la totalité du pouvoir aux Soviets. Les menchéviks et les s.-r. prirent position contre la manifestation qui se préparait, ils firent adopter par le Congrès une décision interdisant la manifestation.

Le Comité central du Parti bolchévik réuni en séance dans la nuit du 9 (22) au 10 (23) juin, ne voulant pas aller contre cette décision du Congrès des Soviets, décommanda, sur proposition

de Lénine, la manifestation. Les membres du Comité de Pétersbourg et du Comité central, les militants du Parti se rendirent dans les fabriques, les usines et les casernes pour détourner les ouvriers et soldats de la manifestation. Le travail d'explication du Parti aboutit aux résultats escomptés : les ouvriers et les soldats admirent que le moment était inopportun pour manifester.

Cependant, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, en majorité au Congrès, reportèrent la manifestation au 18 juin (1er juillet) comptant en faire un témoignage de confiance au Gouvernement provisoire.

Le Comité central et le Comité de Pétersbourg du Parti, dirigés par Lénine, engagèrent une large campagne de préparation à la manifestation, afin qu'elle exprime l'opinion des masses. Le 17 (30) juin, à la veille de la manifestation, la *Pravda* publiait l'appel du Comité central, du Comité de Pétrograd et de l'Organisation militaire révolutionnaire près le C.C. du P.O.S.D.(b)R., du Conseil central des comités d'usine. L'appel invitait à passer en revue les forces de la révolution.

Le 18 (1er juillet) juin, environ 500 000 ouvriers et soldats de Pétrograd participèrent à la manifestation. L'immense majorité d'entre eux défilèrent avec les mots d'ordre des bolchéviks. Seul un petit groupe portait les slogans des partis conciliateurs appelant à faire confiance au Gouvernement provisoire. La manifestation montra l'esprit révolutionnaire grandissant des masses, l'influence et l'autorité croissantes du Parti bolchévik. C'était pour ce dernier une grande victoire. Elle révéla que le Gouvernement provisoire n'avait plus de crédit auprès des masses et que ces dernières n'accordaient plus confiance à la politique de conciliation avec la bourgeoisie, pratiquée par les s.-r. et les menchéviks. — P. 25.

22. *La Conférence de Moscou*, convoquée par le Gouvernement provisoire pour mobiliser les forces de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers, s'ouvrit le 12 (25) août 1917. La composition de la « Conférence d'Etat » de Moscou définissait son essence contre-révolutionnaire. La majorité de ses participants était constituée par les représentants des marchands et des industriels, des grands propriétaires fonciers et des banquiers, des membres de la Douma tsariste.

La délégation des Soviets était composée de menchéviks et de socialistes-révolutionnaires. Les généraux Kornilov, Alexéïev, Kalédine et autres proposèrent à la Conférence un programme d'écrasement de la révolution. Kérenski dans son discours menaça de briser le mouvement révolutionnaire et de réprimer par la force armée les tentatives faites par les paysans pour s'emparer des terres des grands propriétaires fonciers. Le Comité central du Parti bolchévik appela le prolétariat à protester contre la Conférence de Moscou. Le jour de l'ouverture de la Conférence, les bolchéviks organisèrent à Moscou une grève générale d'une journée à laquelle participèrent plus de 400 000

ouvriers. Des meetings de protestation et des grèves eurent lieu dans d'autres villes. — P. 25.

23. « *Edinstvo* » [L'Unité], quotidien qui parut à Pétrograd de mars à novembre 1917, ainsi qu'en décembre 1917 et en janvier 1918 sous un autre nom. Son rédacteur en chef était Georges Plékhanov. Ce journal rassemblait l'extrême-droite des menchéviks jusqu'auboutistes et soutenait sans réserve le Gouvernement provisoire bourgeois. Il menait une lutte acharnée contre le Parti bolchévik. — P. 27.

24. Le « *Dien* » [Le Jour], quotidien d'orientation libérale-bourgeoise, fut publié à Pétersbourg à partir de 1912, avec la participation des menchéviks-liquidateurs, qui s'assurèrent le contrôle total de sa rédaction après février 1917. Interdit par le Comité militaire révolutionnaire auprès du Soviet de Pétrograd le 26 octobre (8 novembre) 1917. — P. 27.

25. *Buchanan, George William* (1854-1924), diplomate anglais. Ambassadeur en Russie (1910-1918), accorda son aide aux réactionnaires russes dans leur lutte contre-révolutionnaire. En août 1917 soutint la rébellion de Kornilov. — P. 29.

26. «*Izvestia* » du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd, quotidien, parut à partir du 28 février (13 mars) 1917.

Après la formation, au Ier Congrès des Soviets de Russie, du Comité exécutif central des Soviets des députés ouvriers et soldats, le journal devint l'organe du Comité exécutif central et parut à partir du 1er (14) août 1917 (n° 132) sous le titre d'*Izvestia du Comité exécutif central et du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd*. A partir du 29 septembre (12 octobre) (n° 184) il prend le titre d'*Izvestia du Comité exécutif central des Soviets des députés ouvriers et soldats*. Pendant tout ce temps, le journal se trouva entre les mains des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires et mena une lutte acharnée contre le Parti bolchévik.

Après le IIe Congrès des Soviets de Russie, les *Izvestia* devinrent l'organe officiel du pouvoir des Soviets, la composition de son comité de rédaction fut profondément modifiée. Il publia les premiers importants documents du pouvoir soviétique, des articles et discours de Lénine. En décembre 1922, après la formation de l'U.R.S.S., les *Izvestia* devinrent l'organe du Comité exécutif central de l'U.R.S.S. et du Comité exécutif central de Russie. Par une décision du Soviet suprême de l'U.R.S.S. en date du 24 janvier 1938, les *Izvestia du Comité exécutif central de l'U.R.S.S. et du Comité exécutif central de Russie* furent réorganisés et à partir du 26 janvier 1938 ont commencé à paraître sous le titre d'*Izvestia des Soviets des députés des travailleurs*. — P. 34.

27. L'article « Les champions de la fraude et les erreurs des bolchéviks » fut publié pour la première fois dans le journal *Ra-*

botchi Pout (n° 19) le 7 octobre (24 septembre) 1917 sous une forme abrégée et sous le titre « Les champions de la fraude ». La partie dans laquelle Lénine critique les erreurs des bolchéviks à l'égard de la Conférence démocratique, ainsi que les fautes de Zinoviev et de Kaménev, n'a pas été publiée. C'est sans doute ce fait que Lénine, indigné, avait en vue lorsqu'il écrivait dans le chapitre VI de l'article « La crise est mûre » devant être remis aux membres du Comité central, du Comité de Pétersbourg, du Comité de Moscou et des Soviets : « ... l'organe central *b i f f e* dans mes articles les indications que je donne sur les erreurs criantes des bolchéviks... » (voir le présent tome, p. 76).

Dans les première, deuxième et troisième éditions des Œuvres de Lénine cet article fut reproduit d'après le journal *Rabotchi Pout* ; dans la présente édition l'article est conforme au texte intégral du manuscrit. — P. 36.

28. Les *Liber-Dan*, appelation ironique donnée aux leaders menchéviks Liber et Dan et à leurs partisans, après la parution de l'article de Démian Bedny « Liber-Dan », dans le n° 141 du journal bolchévik de Moscou *Social-Démocrate*, du 25 août (7 septembre) 1917. — P. 36.

29. Le 3 (16) juin 1907, le tsar publia un manifeste portant la dissolution de la IIe Douma d'État et établissant une nouvelle loi électorale qui réduisait encore plus la représentation des ouvriers et des paysans, au profit des gros propriétaires fonciers et de la bourgeoisie commerciale et industrielle. Ce fut une violation grossière du Manifeste du 17 octobre 1905 et de la Loi fondamentale de 1906 qui stipulait que le Gouvernement n'avait pas le droit de promulguer des lois sans approbation préalable de la Douma d'Etat. Dans la IIIe Douma, élue d'après la nouvelle loi, qui se réunit le 1er (14) novembre 1917, la majorité revenait aux Cent-Noirs et aux octobristes. — P. 39.

30. Le « *Rabotchi Pout* » [La Voie ouvrière], organe central du Parti bolchévik ; quotidien, parut du 3 (16) septembre au 2 octobre (8 novembre) 1917 à la place de la *Pravda* interdite par le Gouvernement provisoire. A partir du 27 octobre (9 novembre) reprit le titre antérieur de *Pravda*. — P. 43.

31. Le « *Social-Démocrate* », quotidien, organe du Bureau régional de Moscou, du comité de Moscou et aussi, plus tard, du comité de district de Moscou du Parti bolchévik. Parut de mars 1917 à mars 1918 ; par suite du transfert à Moscou du Gouvernement soviétique et du Comité central du Parti, le journal fusionna avec la *Pravda*. — P. 43.

32. La « *Rousskaïa Volta* » [La Volonté russe], quotidien bourgeois, fondé par le ministre tsariste de l'Intérieur, Protopopov, et existant grâce aux subsides des grandes banques ; parut à Pétrograd à partir de décembre 1916. Après la révolution de

février 1917 mena une campagne de calomnie contre les bolchéviks. Lénine l'appelait l'un des journaux bourgeois les plus infâmes. Interdit par le Comité militaire révolutionnaire le 25 octobre (7 novembre) 1917. — P. 44.

33. *La Douma de Boulyguine*, institution « représentative » consultative que le gouvernement tsariste avait promis de réunir en 1905. Le projet de loi instituant une Douma consultative et précisant le règlement électoral furent élaborés par une commission présidée par Boulyguine, ministre de l'Intérieur, et publiés le 6 (19) août 1905. Les bolchéviks boycottèrent activement la Douma de Boulyguine. Le gouvernement ne réussit pas à la convoquer. Elle fut balayée par la grève politique générale d'octobre. — P. 48.

34. Voir la note 29. — P. 48.

35. *Stolypine, Piotr Arkadiévitch* (1862-1911), homme politique de la Russie tsariste, grand propriétaire foncier. De 1906 à 1911, président du Conseil des ministres et ministre de l'Intérieur. Le nom de Stolypine se trouve attaché à toute une période de réaction brutale. Stolypine voulait conserver le tsarisme à l'aide de réformes octroyées à l'avantage des bourgeois et des gros propriétaires fonciers. — P. 48.

36. *Tit Titytch*, riche marchand campé par Ostrovski dans sa comédie *Payer les pots cassés*. — P. 49.

37. Voir la note 2. — P. 49.

38. Les « *Izvestia du Soviet des députés paysans de Russie* », quotidien, organe officiel du Soviet des députés paysans de Russie ; parut à Pétrograd du 9 (22) mai au décembre 1917. Exprimait les vues de l'aile droite du parti socialiste-révolutionnaire. Accueillit avec hostilité la Révolution d'Octobre ; interdit pour son orientation contre-révolutionnaire — P. 58.

39. « *Rousskoïé Slovo* » [La Parole russe], quotidien, commença à paraître à Moscou en 1895 (le premier numéro, dit expérimental, parut en 1894) ; se proclamant formellement sans-parti, il défendait en réalité les intérêts de la bourgeoisie russe d'un point de vue libéral modéré. En 1917 soutint pleinement le Gouvernement provisoire et déchaîna une campagne de dénigrement contre Lénine et le Parti bolchévik. Interdit en novembre 1917 pour la publication d'informations calomnieuses dirigées contre le pouvoir soviétique. A partir de janvier 1918, il parut pour un court délai sous le titre *Novoïé Slovo* et *Nachê Slovo* [La nouvelle parole, Notre parole]. Interdit définitivement en juillet 1918. — P. 61.

40. *Le fort Ino*, ouvrage fortifié situé à la frontière de la Finlande, qui défendait en même temps que Cronstadt les abords de Pétrograd. — P. 64.

41. Il s'agit de Karl Wiik, député de la Diète finlandaise ; dans sa villa, à la station de Malmi Lénine passa une journée, en route pour Helsingfors. — P. 66.

42. Le recueil *Matériaux pour une révision du programme du Parti*, publié en 1917 par le Bureau régional de la région industrielle de Moscou du P.O.S.D.R., contenait des articles de V. Milioutine, V. Sokolnikov, A. Lomov et V. Smirnov. La préface indiquait que ces matériaux furent publiés à l'occasion de la prochaine convocation du Congrès du Parti qui devait examiner la question de la révision du programme. Lénine dans son article « Pour une révision du programme du Parti» (voir le présent tome, pp. 149-181) examina en détail et critiqua les articles de V. Sokolnikov et de V. Smirnov. — P. 67.

43. L'article « La crise est mûre » écrit à Vyborg, contenait six chapitres, le chapitre VI, le dernier, devant être « distribué aux membres du Comité central, du Comité de Pétersbourg, du Comité de Moscou et des Soviets » et non pas publié. Seuls les chapitres V et VI existent en manuscrit. Le journal *Rabotchi Pout* qui publia pour la première fois dans le n° 30, le 20 (7) octobre 1917, cet ouvrage, n'en inséra que quatre chapitre, l'un étant omis. Le chapitre V figura à la place du chapitre IV, ce qui put être relevé plus tard après confrontation du texte du journal avec le manuscrit du chapitre V.

Les périodiques bolchéviks donnèrent une large diffusion à l'article « La crise est mûre ». — P. 68.

44. Lénine a en vue les mutineries qui éclatèrent parmi les matelots de la flotte allemande en août 1917. Une organisation révolutionnaire des matelots, comptant à la fin de juillet 1917 quelque quatre mille membres, dirigea le mouvement. Les marins Maxe Reichspietsch et Albin Köbis du « Friedrich der Grosse » furent à la tête de l'organisation. Celle-ci adopta la résolution de lutter pour une paix démocratique et de préparer une insurrection. Début août commencèrent des actions ouvertes dans la flotte. Les matelots du bâtiment de ligne « Prinze-régent Luitpold », qui mouillait à Wilhelmshaven, quittèrent le navire pour libérer leurs camarades arrêtés pour avoir participé à la grève qui avait eu lieu précédemment. Le 16 août, les chauffeurs du bâtiment « La Westphalie » refusèrent le travail. Presque simultanément l'équipage du « Nuremberg » se révolta en pleine mer. Les troubles gagnèrent d'autres navires à Wilhelmshaven. Les mutineries furent férocement réprimées. Les chefs du mouvement, Reichspietsch et Köbis furent fusillés, d'autres participants actifs condamnés à de lourds peines de travaux forcés. — P. 68.

45. Il s'agit de l'intervention de l'officier Doubassov, venu du front, à la séance du Soviet de Pétrograd, le 21 septembre (4 octobre) 1917. Il déclara : « Quoi qu'on dise ici, les soldats ne se battront plus. » — P. 74.

46. Les « *Rousskié Viédomosti* » [L'Information russe), journal paraissant à Moscou depuis 1863, exprimait les opinions des intellectuels libéraux modérés. A partir de 1905, organe des cadets ; interdit en 1918, comme divers autres organes contre-révolutionnaires. — P. 74.

47. Il s'agit de la grève des ouvriers et des employés de chemins de fer russes qui exigeaient une augmentation de salaire. La grève commença dans la nuit du 23 au 24 septembre (du 6 au 7 octobre) 1917. Le Gouvernement provisoire sonna l'alarme. La presse bourgeoise s'acharna contre les grévistes.

Le Comité central du P.O.S.D.(b)R. examina la question de la grève des cheminots à sa séance du 24 septembre (7 octobre). Dans son message « Aidons les cheminots » publié dans le *Rabotchi Pout*, il dénonçait la politique contre-révolutionnaire du Gouvernement provisoire, et appelait tous les prolétaires à entourer les cheminots d'une atmosphère de sympathie, à les préserver contre les persécutions et les attaques des provocateurs contre-révolutionnaires, à ne pas permettre que la grève soit isolée et écrasée. La grève se termina dans la nuit du 26 au 27 (9 au 10 octobre) 1917, après que le Gouvernement provisoire eut en partie satisfait les revendications des cheminots. — P. 75.

48. Il s'agit de la position de Kaménev, Zinoviev et Trotski et de quelques autres. Kaménev et Zinoviev s'élevèrent contre le plan de Lénine d'insurrection armée, cherchant à démontrer que la classe ouvrière de Russie n'était pas capable de réaliser la révolution socialiste. Ils rejoignirent la position des menchéviks, défenseurs de la république bourgeoise. Trotski insista pour que l'on remette l'insurrection jusqu'à la convocation du IIe Congrès des Soviets de Russie, ce qui signifiait en réalité la torpiller, en donnant le temps au Gouvernement provisoire de concentrer les forces suffisantes pour écraser toute action. — P. 76.

49. L'article « Les bolchéviks garderont-ils le pouvoir ? » fut écrit par Lénine à Vyborg, fin septembre-1er (14) octobre 1917, publié pour la première fois dans la revue *Prosvéchtchénié* n° 1-2, en octobre 1917.

« *Prosvéchtchénié* » [l'Instruction], revue mensuelle théorique éditée par les bolchéviks, parut légalement à Pétersbourg, à partir de décembre 1911 jusqu'à juin 1914. Son tirage atteignait 5 000 exemplaires.

La revue fut fondée sur le conseil de Lénine. Y collaboraient, entre autres, V. Vorovski, A. Oulianova-Elizarova, N. Kroupskaïa, M. Olminski. Invité par Lénine, Gorki y était chargé de la rubrique littéraire. Lénine dirigeait la revue de Paris, de Cracovie et de Poronin, rédigeait des articles, correspondait régulièrement avec les membres du comité de rédaction.

Prosvéchtchénié dénonçait les opportunistes : liquidateurs, otzovistes, trotskistes, ainsi que les nationalistes bourgeois ; éclairait la lutte de la classe ouvrière dans les conditions du nouvel essor révolutionnaire, propagea les mots d'ordre bolché-

viks lors de la campagne de préparation aux élections à la IVe Douma d'Etat ; intervint contre le révisionnisme et le centrisme dans les partis de la IIe Internationale. La revue joua un grand rôle dans l'éducation internationaliste marxiste des ouvriers d'avant-garde de Russie.

La revue fut interdite par le gouvernement tsariste à la veille de la première guerre mondiale, en juin 1914; sa publication ne fut reprise qu'en automne 1917, il n'en parut qu'un seul numéro (double). — P. 81.

50. La « *Novaïa Jizn* » [La Vie nouvelle], quotidien d'orientation menchévique, qui parut à Pétrograd d'avril 1917 à juillet 1918, organe du groupe des social-démocrates dits « internationalistes », qui rassemblait les menchéviks partisans de Martov et certains intellectuels proches des menchéviks.—P. 84.

51. Il s'agit d'un épisode qui eut lieu à une séance du Ier Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie, le 4 (17) juin 1917. Le ministre du Gouvernement provisoire, le menchévik Tsérétéli déclara qu'il n'existait pas en Russie de parti politique capable d'assumer seul le pouvoir. Lénine au nom du Parti bolchévik lui répliqua de sa place : « Si, ce parti existe ! » Ayant obtenu la parole, Lénine déclara que le Parti bolchévik « est prêt, à tout instant, à assumer la plénitude du pouvoir » (cf. Œuvres, Paris-Moscou, t. 25, p. 147). — P. 84.

52. Lénine cite la poésie de Nékrassov, grand poète russe, *Heureux est le poète au cœur plein de bonté.* — P. 89.

53. *La dame bien*, personnage des *Ames mortes* de Gogol, écrivain russe. — P. 91.

54. Le « *Znamia Trouda* » [Le Drapeau du travail], quotidien, organe du Comité de Pétrograd du parti socialiste-révolutionnaire ; commença à paraître le 23 août (5 septembre) 1917. A partir du n° 59 (le 1er (14) novembre 1917) parut comme organe du Comité de Pétrograd du parti des socialistes-révolutionnaires et de la fraction des s.-r. de gauche du Comité exécutif central du IIe Congrès des Soviets de Russie. A partir du 28 décembre 1917 (10 janvier 1918) (le n° 105), devint organe central du parti des socialistes-révolutionnaires de gauche. Interdit en juillet 1918 pendant l'émeute des s.-r. de gauche. — P. 92.

55. La « *Volia Naroda* » [La Volonté du peuple], quotidien, organe de l'aile droite du parti socialiste-révolutionnaire, parut à Pétrograd à partir du 29 avril 1917 ; interdit en novembre 1917 ; reparut plus tard sous différents titres ; interdit définitivement en février 1918. — P. 95.

56. Voir la lettre de K. Marx à L.Kugelmann du 12 avril 1871. — P. 115.

57. Voir la lettre de F. Engels à F.-A. Sorge du 22 février 1888. — P. 123.

58. Paroles appartenant à Moltchaline, personnage de la comédie de l'écrivain russe Griboïédov *Le malheur d'avoir trop d'esprit.* — P. 130.

59. Les dates citées dans le texte par Lénine correspondent respectivement : le 28 février (13 mars) à la Révolution démocratique bourgeoise de Février ; le 30 septembre (13 octobre) au jour prévu initialement par le Gouvernement provisoire pour la convocation de l'Assemblée constituante ; le 29 novembre (11 décembre) 1917 à la date finalement retenue. — P. 133.

60. Lénine cite un passage tiré de l'article de N. Soukhanov « Le tonnerre retentit de nouveau », publié dans le journal *Novaïa Jizn.*

Depuis août 1917, l'Institut Smolny fut le siège des fractions bolchéviques du Comité exécutif central de Russie et du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd ; en octobre s'y installa également le Comité militaire révolutionnaire. — P. 134.

61. Cette lettre, écrite par Lénine, fut discutée à la séance du Comité de Pétrograd du P.O.S.D.(b)R., le 5 (18) octobre 1917. La séance fut présidée par M. Kalinine. Volodarski et Lachévitch intervinrent contre la politique de Lénine d'insurrection armée. Lachévitch déclara, en particulier, qu'il ne fallait pas forcer les événements et qu'il fallait attendre la convocation du Congrès des Soviets. Kalinine, Rakhja, Lacis et autres défendirent énergiquement la ligne de Lénine. La majorité des assistants soutinrent les recommandations exposées dans la lettre.

La lettre fut discutée également au Comité de Moscou du Parti bolchévik, à une réunion des responsables. Le 7 (20) octobre, le Comité de Moscou adopta une résolution formulant la tâche d'engager immédiatement la lutte pour la prise du pouvoir. Le 10 (23) octobre la Conférence des bolchéviks de Moscou-ville adopta une résolution dans laquelle elle déclara que seul le renversement du gouvernement Kérenski et son remplacement par un gouvernement des ouvriers et des paysans rendront possible la réalisation des mesures révolutionnaires telles que la remise de la terre aux paysans, la conclusion d'une paix équitable entre les peuples, la lutte effective contre la désorganisation économique. La conférence chargeait le Comité de Moscou d'adopter les mesures susceptibles de « mettre en état d'alerte les forces révolutionnaires ». — P. 138.

62. Ces thèses furent écrites par Lénine, qui se trouvait dans la clandestinité, pour le congrès extraordinaire du Parti, fixé au 17 (30) octobre 1917, et pour la IIIe conférence des bolchéviks de Pétrograd-ville. Par décision du Comité central du Parti, en date du 5 (18) octobre, le congrès fut ajourné. Les thèses furent

discutées à la IIIe Conférence des bolchéviks de Pétrograd-ville.

La IIIe Conférence de Pétrograd-ville eut lieu du 7 au 11 (20-24) octobre 1917. 92 délégués avec voix délibérative et 40 délégués avec voix consultative y assistaient. La conférence élut Lénine président d'honneur. Les thèses écrites par Lénine déterminèrent les résolutions adoptées par la conférence. La résolution adoptée sur la situation présente formula la nécessité de remplacer le gouvernement Kérenski par un gouvernement révolutionnaire ouvrier et paysan, car seul un tel gouvernement était capable de remettre la terre aux paysans et de faire sortir le pays du marasme et de la guerre. La résolution disait que : « nous sommes à la veille de l'insurrection prolétarienne générale » et exprimait l'espoir du succès d'une telle insurrection. La conférence discuta la question relative aux élections à l'Assemblée constituante et désigna les candidats de Pétrograd à l'Assemblée constituante, dont Lénine. A la séance du 11 (24) octobre, il fut donnée lecture de la « Lettre à la Conférence de la ville de Pétrograd » écrite par Lénine (cf. le présent tome, pp. 144-147). La conférence eut une importance exceptionnelle pour la préparation de la Grande Révolution socialiste d'Octobre. — P. 140.

63. *La convocation du Congrès régional des Soviets des députés soldats du Nord* fut initialement fixée au 8 (21) octobre 1917, à Helsingfors. Le 5 (18) octobre le Comité central du P.O.S.D.(b)R. décida de réunir le Congrès à Pétrograd, le 10 (23) octobre. Le Congrès eut lieu du 11 au 13 (du 24 au 26) octobre 1917. 94 délégués (dont 51 bolchéviks) représentaient les Soviets de Pétrograd, Moscou, Novgorod, Staraïa Roussa, Borovitchi, Reval, Youriev, Arkhangelsk, Cronstadt, Gatchina, Tsarskoïé Sélo, Sestroretsk, Vyborg, Helsingfors et d'autres villes. Le Comité exécutif central menchévik-socialiste-révolutionnaire déclara que le Congrès des Soviets de la région du Nord était non point un Congrès régional des Soviets mais simplement une conférence non officielle de certains Soviets ; les délégués menchéviks quittèrent ostensiblement le Congrès. L'ordre du jour du Congrès était le suivant : 1) Rapports des Soviets locaux ; 2) La situation présente ; 3) La question agraire ; 4) La situation politique et militaire du pays ; 5) Le Congrès des Soviets de Russie ; 6) L'Assemblée constituante ; 7) La question d'organisation.

Lénine attribuait une très grande importance au Congrès. Le 8 (21) octobre, il rédigea *Lettre aux camarades bolchéviks participant au Congrès des Soviets de la région du Nord* (cf. le présent tome, pp 185-191). Le groupe bolchévik au Congrès discuta la lettre de Lénine dans la matinée du 11 (24) octobre. Il fut dit dans la résolution adopté sur la situation présente que seul le passage immédiat de tout le pouvoir aux Soviets dans la capitale, aussi bien qu'en province, pouvait sauver le pays et la révolution. Le Congrès adopta un message aux paysans les invitant à soutenir le prolétariat en lutte pour le pouvoir. Le

Congrès élut un Comité pour la région du Nord, composé de 17 membres dont 11 bolchéviks et 6 socialistes-révolutionnaires de gauche. Les décisions du Congrès eurent une grande portée pour la mobilisation de toutes les forces en vue de la victoire de la Révolution socialiste. — P. 145.

64. La section des soldats du Soviet de Pétrograd adopta le 6 (19) septembre 1917 une résolution protestant énergiquement contre le transfert éventuel du gouvernement provisoire de Pétrograd à Moscou. On y lisait que si « le Gouvernement provisoire n'est pas à même de défendre Pétrograd, il est tenu alors ou bien de signer la paix ou bien de céder sa place à un autre gouvernement ». — P. 145.

65. Il s'agit de la VIIe Conférence de Russie (Conférence d'Avril) du P.O.S.D.(b)R. qui eut lieu à Pétrograd du 24 au 29 avril (du 7 au 12 mai) 1917. — P. 151.

66. « *Spartak* », revue théorique du Bureau régional de Moscou, du Comité de Moscou et (à partir du n° 2) du Comité de district de Moscou du P.O.S.D.(b)R. ; parut du 20 mai (2 juin) au 29 octobre (11 novembre) 1917. — P. 151.

67. *Rodbertus-Jagetzow, Johann Karl* (1805-1875), représentant de l'économisme vulgaire allemand, homme politique, théoricien des junkers prussiens embourgeoisés.

Rodbertus était d'avis que les contradictions entre le travail et le capital pouvaient être résolues à l'aide de réformes réalisées par l'Etat des junkers prussiens. Ignorant l'origine de la plus-value et l'essence de la contradiction fondamentale du capitalisme, Rodbertus voyait la cause des crises économiques dans la sous-consommation des masses populaires et il expliquait l'existence de la rente foncière par l'absence dans l'agriculture de dépenses de matières premières. — P. 158.

68. Cf. F. Engels, « Critique du projet de programme social-démocrate de 1891 » *in* K. Marx et F. Engels, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Editions Sociales, Paris 1950. — P. 161.

69. *Le groupe « Spartacus »* (Internationale), organisation révolutionnaire des social-démocrates de gauche allemands, formée au début de la première guerre mondiale par Karl Liebknecht, Rosa Luxembourg, Franz Mehring, Clara Zetkin, Julian Marchlewski, L. Jogisches (Tyszka).

Les *Thèses sur les tâches de la social-démocratie internationale* du groupe « Spartacus » avaient été rédigées par R. Luxembourg, avec participation de K. Liebknecht, F. Mehring et C. Zetkin. Elles furent adoptées en janvier 1916 à la Conférence nationale des social-démocrates de gauche d'Allemagne. A cette conférence, le groupe se constitua en organisation distincte et prit le nom de l'« Internationale ».

A partir de 1916, le groupe « Internationale », outre les tracts politiques qu'il éditait en 1915, procéda à la publication et à la diffusion illégale des *Lettres politiques* signées « Spartacus » (parurent régulièrement jusqu'à octobre 1918) ; c'est à ce moment que le groupe prit aussi le nom de groupe « Spartacus ». Les spartakistes menaient une propagande révolutionnaire dans les masses, organisaient des manifestations de protestation contre la guerre, dirigeaient des grèves, dénonçaient le caractère impérialiste de la guerre et la trahison des chefs de la social-démocratie. Mais ils ne s'étaient pas affranchis de toute erreur en ce qui concerne d'importantes questions théoriques et politiques : ils niaient, en particulier, la possibilité des guerres de libération nationale à l'époque de l'impérialisme, n'étaient pas conséquents à l'égard du mot d'ordre de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, sous-estimaient le rôle du parti du prolétariat en tant qu'avant-garde de la classe ouvrière, craignaient la scission avec les opportunistes. Lénine critiqua à maintes reprises les erreurs des social-démocrates de gauche allemands, les aidant à choisir une voie juste (cf. « A propos de la brochure de Junius », « Le programme militaire de la révolution prolétarienne », Œuvres, Paris-Moscou, tt. 22, 23).

En août 1917, les spartakistes adhérèrent au Parti centriste des social-démocrates indépendants d'Allemagne, tout en conservant leur autonomie d'organisation. En novembre 1918, alors que l'Allemagne était en proie à la révolution, les spartakistes rompirent avec les Indépendants et constituèrent la Ligue Spartacus, dont ils publièrent le 14 décembre 1918 le programme. Au Congrès constitutif des 30 décembre 1918-1er janvier 1919, les spartakistes fondèrent le Parti communiste d'Allemagne. — P. 162.

70. *Tribunistes*, membres du Parti social-démocrate de Hollande, qui faisait paraître le journal *De Tribune*. D. Wijnkoop, G. Gorter, A. Pannekoek et G. Rolland-Holst étaient les leaders des tribunistes. Ils ne constituaient pas un parti révolutionnaire conséquent mais représentaient l'aile gauche du mouvement ouvrier de Hollande. Au cours de la première guerre mondiale, ils maintinrent pour l'essentiel des positions internationalistes.

En 1918, les tribunistes formèrent le Parti communiste de Hollande. — P. 177.

71. La *Ligue de propagande socialiste* (L.P.S.) d'Amérique était une organisation indépendante qui se constitua en 1915 à Boston au sein du Parti socialiste. La « Ligue » adopta les positions de la gauche de Zimmerwald et regroupa les éléments révolutionnaires du Parti socialiste.

Après la Révolution socialiste d'Octobre, la « Ligue » créa un Comité d'information bolchévique qui dénonça la calomnie et les mensonges répandus par la presse bourgeoise et réformiste

sur le compte de la République des Soviets. Pendant l'intervention étrangère, la « Ligue » agit sous le mot d'ordre « Bas les mains devant la Russie soviétique ! ». — P. 177.

72. Le *Parti socialiste ouvrier d'Amérique* fut créé en 1876 par la fusion des sections américaines de la Ire Internationale et d'autres organisations socialistes. La fusion eut lieu au Congrès d'unification de Philadelphie. La majorité des membres du parti étaient composés d'immigrés, qui ne furent jamais liés profondément aux ouvriers américains de souche. Au début, la direction du Parti se trouva entre les mains des lassalliens et commit des erreurs de caractère sectaire et dogmatique. Une partie de ses dirigeants tenait pour tâche primordiale l'activité parlementaire et sous-estimait l'importance de la direction de la lutte économique des masses, d'autres glissaient au trade-unionisme et à l'anarchisme. Les erreurs idéologiques et tactiques de la direction affaiblirent le parti et furent la cause de la séparation de certains groupes. Marx et Engels critiquaient sévèrement la ligne tactique sectaire des socialistes américains.

Vers les années 90, la direction passa à l'aile gauche du parti dirigée par D. de Léon. La nouvelle direction, elle aussi, n'était pas exempte d'erreurs de caractère anarcho-syndicaliste. Le parti renonçait à la lutte pour les revendications partielles de la classe ouvrière, se tenait à l'écart des syndicats réformistes et perdait de plus en plus ses liens, déjà insuffisants, avec le mouvement ouvrier de masse. Au cours de la première guerre mondiale (1914-1918), le Parti ouvrier socialiste d'Amérique pencha vers l'internationalisme. Influencés par la Grande Révolution socialiste d'Octobre, les éléments les plus révolutionnaires du Parti socialiste ouvrier d'Amérique prirent part à la formation du Parti communiste d'Amérique. Actuellement, le Parti socialiste ouvrier est une organisation peu nombreuse n'exerçant aucune influence sur le mouvement ouvrier des Etats-Unis. — P. 177.

73. Cf. F. Engels, « Révolution et contre-révolution en Allemagne », *in La révolution démocratique bourgeoise en Allemagne*, Editions Sociales, Paris 1951. — P. 183.

74. Il s'agit d'importantes actions déclenchées par les travailleurs en août 1917 à Turin, contre la guerre. Elles commencèrent le 21 août par une manifestation provoquée par de graves difficultés de ravitaillement. Le lendemain, les ouvriers décrétèrent la grève, qui devint générale, des barricades surgirent dans les rues de la ville. Le mouvement prit un caractère politique et fut dirigé contre la guerre. Le 23 août, les faubourgs de Turin étaient aux mains des insurgés. Le gouvernement fit donner la troupe contre les grévistes et introduisit l'état de siège. Le 27 août, les ouvriers reprirent le travail. — P. 185.

75. *Cent-Noirs*, bandes monarchistes créées par la police tsariste pour combattre le mouvement révolutionnaire. Les Cent-Noirs

assassinaient les révolutionnaires, attaquaient les intellectuels progressistes, organisaient des pogromes. — P. 189.

76. Le 10 (23) octobre 1917, le Comité central tint une séance à laquelle prit part Lénine retour de Vyborg. A cette séance, présidée par Sverdlov, Lénine présenta un rapport sur la situation politique. Le Comité central adopta la résolution proposée par Lénine qui mettait à l'ordre du jour la question de l'insurrection armée. Seuls Zinoviev et Kaménev s'élevèrent contre cette résolution. A la séance du Comité central Trotski ne vota pas contre la résolution sur l'insurrection. Mais il considérait que l'insurrection devait être remise jusqu'à la convocation du IIe Congrès des Soviets, ce qui en réalité donnait le temps au Gouvernement provisoire de concentrer les forces suffisant pour écraser toute action. Le C.C. s'opposa résolument aux faibles. La séance du Comité central du 10 (23) octobre eut une immense portée historique. La résolution fut adoptée par dix voix contre deux ; elle donnait la consigne à tout le Parti bolchévik de préparer immédiatement l'insurrection armée. Un Bureau politique fut élu avec, à sa tête, Lénine pour assurer la direction politique de l'insurrection. — P. 192.

77. Il s'agit de la communication de Sverdlov à la séance du Comité central du 10 (23) octobre 1917 sur le troisième point de l'ordre du jour : « Minsk et le Front du Nord ». Sverdlov informa le C.C. de la possibilité technique d'une intervention armée à Minsk et de la proposition de venir en aide à Pétrograd en envoyant un corps révolutionnaire. — P. 193.

78. La séance élargie du Comité central du P.O.S.D.(b)R. en date du 16 (29) octobre 1917 se tint à la Douma d'arrondissement Lesnovski, dont le président était M. Kalinine. Lénine présenta un rapport exposant la résolution du C.C. sur l'insurrection armée, adoptée, à la séance du 10 (23) octobre. Kaménev et Zinoviev y intervinrent de nouveau contre l'insurrection, cherchant à prouver que les forces des bolchéviks étaient insuffisantes pour commencer l'action et qu'il fallait attendre la convocation de l'Assemblée constituante. F. Dzerjinski, M. Kalinine, A. Rakhja, Y. Sverdlov, N. Skrypnik et autres soutinrent énergiquement la résolution du C.C. Ils critiquèrent durement la position capitularde de Kaménev et Zinoviev. La résolution de Lénine fut adoptée par 19 voix, contre 2 et 4 abstentions. Le Comité central constitua, à huis clos, un Centre militaire révolutionnaire pour diriger l'insurrection. Il fut indiqué dans la décision du C.C. que le Centre militaire révolutionnaire faisait partie du Comité militaire révolutionnaire près le Soviet de Pétrograd. — P. 195.

79. Lénine fait allusion à la séance élargie du Comité central en date du 16 (29) octobre 1917. Se trouvant illégalement à Pétrograd, Lénine cache sa participation à la séance et change la vraie date en celle du 15 (28) octobre ; pour des considérations de sécurité, Lénine se réfère à un camarade qui l'aurait informé sur cette séance. — P. 198.

80. En septembre 1917, les soulèvements des paysans de la province de Tambov s'intensifièrent. Les paysans s'emparaient des terres des gros propriétaires fonciers, saccageaient et incendiaient leurs domaines, mettaient la main sur les réserves de céréales. Durant le mois de septembre, les paysans révoltés de 68 provinces et régions de la Russie pillèrent 82 domaines, dont 32 dans la seule province de Tambov : on enregistra au total dans la province de Tamhov 166 soulèvements paysans. Le plus grand nombre de révoltes se produisit dans le district de Kozlov. Les propriétaires fonciers, pris de panique, firent arriver pour la vente de grandes quantités de blé dans les gares de chemins de fer, de sorte que celles-ci se trouvèrent littéralement envaillies par les céréales. Pour écraser le soulèvement, le commandant de la région militaire de Moscou expédia des troupes dans la province de Tambov. L'état de siège fut décrété dans la province. Mais la lutte révolutionnaire des paysans pour la terre ne cessa de s'élargir et de gagner en force. — P. 200.

81. *Scheidemann Philipp* (1865-1939), un des leaders de l'aile extrême-droite opportuniste de la social-démocratie allemande ; prit part à l'écrasement sanglant du mouvement ouvrier allemand en 1918-1921.

Renaudel Pierre (1871-1935), un des leaders opportunistes du Parti socialiste français. — P. 207.

82. *Planson A.A.*, socialiste-populiste, membre du premier Comité exécutif central, un des dirigeants du Vikjel (syndicat des cheminots de Russie), organisation qui se trouvait entre les mains des conciliateurs. — P. 210.

83. Le « *Novoïé Vrémia* » [Temps nouveaux], quotidien, parut à Pétersbourg de 1868 à 1917 ; appartenant à différents éditeurs, il changea plusieurs fois de tendance politique. A partir de 1905, il devint l'organe des Cent-Noirs. Après la révolution de février 1917, le journal prit une orientation contre-révolutionnaire et s'acharna contre les bolchéviks. Interdit le 26 octobre (8 novembre) 1917 par le Comité militaire révolutionnaire près le Soviet de Pétrograd. Lénine qualifia *Novoïé Vrémia* de modèle de la presse vénale. — P. 215.

84. La *Lettre aux membres du Parti bolchévik* et la *Lettre au Comité central du P.O.S.D.(b)R.* (cf. le présent tome, pp. 227-232) reflètent la lutte de Lénine contre Zinoviev et Kaménev qui essayaient de torpiller la décision du C.C. sur l'insurrection armée. Battus à la séance du C.C. du 10 (23) octobre 1917, où fut discutée cette question, Zinoviev et Kaménev remirent le 11 (24) octobre une déclaration au Comité central et adressèrent une lettre intitulée « Sur la situation présente » aux comités de Pétersbourg, de Moscou-ville, de la région de Moscou, de la région de Finlande du P.O.S.D.(b)R. et aux fractions bolchéviques des Comités exécutifs centraux des Soviets et du Congrès des Soviets de la région du Nord. Dans cette lettre ils s'élevèrent

contre la décision de préparer l'insurrection armée, adoptée par le C.C. Leur opposition à l'insurrection armée n'ayant été soutenue ni à la séance élargie du Comité de Pétersbourg du 15 (28) octobre, où lecture fut donnée de leur lettre, ni à la réunion élargie du C.C. du 16 (29) octobre, où ils se déclarèrent une nouvelle fois opposés à l'insurrection, Zinoviev et Kaménev commirent une trahison ouverte : ils publièrent le 18 (31) octobre, dans le journal semi-menchévik *Novaïa Jizn*, une note titrée « L'avis de L. Kaménev sur l'« action », où celui-ci exprimait, en son nom et en celui de Zinoviev, son désaccord avec la décision du Comité central sur l'insurrection armée, révélant ainsi à l'ennemi cette décision secrète, d'une importance capitale. Le même jour, Lénine rédigea la « Lettre aux membres du Parti bolchévik », et le 19 octobre (1er novembre) la « Lettre au Comité central du P.O.S.D.(b)R. ». Dans ces lettres Lénine qualifia cet acte de trahison de la révolution, taxant Kaménev et Zinoviev de « jaunes » et exigea leur exclusion du parti.

La lettre de Lénine au Comité central du parti fut discutée à la séance du C.C. du 20 octobre (2 novembre). F. Dzerjinski qui intervint le premier proposa : « exiger de Kaménev qu'il cesse complètement toute activité politique ». Quant à Zinoviev, il indiqua que celui-ci, dans la clandestinité, ne pouvait de toute façon pas participer à la vie du Parti. Jacob Sverdlov indiqua que la conduite de Kaménev n'avait aucune justification, mais que le Comité central n'avait pas le droit de l'exclure du Parti. Il proposa d'accepter la démission de Kaménev du Comité central. Staline intervint à deux reprises à cette séance. D'abord il proposa de remettre l'examen de cette question à la séance plénière du Comité central, mais lorsque cette proposition ne fut pas adoptée, il déclara que « l'exclusion du Parti n'est pas une recette », et proposa d'obliger Zinoviev et Kaménev à se soumettre aux décisions du C.C. sans les exclure du C.C.

Kaménev fut exclu du C.C. Zinoviev et lui étaient tenus de ne faire aucune déclaration contre les décisions du C.C. ni contre la ligne élaborée par lui. Il fut décidé aussi qu'aucun membre du C.C. n'interviendrait contre les décisions adoptées par le C.C.

Lénine ne fut pas d'accord avec la décision du C.C. concernant Zinoviev et Kaménev, il la qualifia de compromis. — P. 220.

85. *La IIIe Conférence de Zimmerwald* se tint à Stockholm du 5 au 12 septembre 1917. La caractéristique de la composition disparate de la conférence réunissant « ... des hommes qui se séparaient inévitablement les uns des autres dans l'orientation *fondamentale* de leur politique » fut donnée par Lénine dans le présent article. Le C.C. du P.O.S.D.(b)R. fut représenté à la conférence par V. Vorovski et N. Sémachko.

V. Vorovski prononça à la conférence un discours ardent au nom du Comité central, du Bureau du C.C. du P.O.S.D.(b)R.

à l'étranger et de la social-démocratie polonaise. Il soumit à une critique tranchante les menchéviks et leurs partisans, et exigea l'adoption d'une résolution qui ferait état de la situation en Russie. Cependant, la majorité centriste de la conférence refusa d'adopter une telle résolution en déclarant qu'elle avait été mal informée des affaires russes.

Le manifeste issu de cette conférence appelait les ouvriers et les ouvrières de tous les pays à décréter une grève générale en signe de protestation contre la guerre. Le manifeste ne faisait aucune allusion aux mots d'ordre de la social-démocratie révolutionnaire, ni à la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, ni à la nécessité, pour chaque peuple, de travailler à la défaite militaire de son propre gouvernement. La IIIe Conférence de Zimmerwald confirma pleinement la conclusion de Lénine sur la faillite de l'union zimmerwaldienne et sur la nécessité immédiate de rompre avec elle, ainsi que sur l'organisation d'une IIIe Internationale communiste. Ce fut la dernière conférence de cette union.

Lénine cite la date de la conférence qu'indiquait par erreur le journal menchévik *Iskra*. — P. 224.

86. L'« *Iskra* », [l'Etincelle], journal des menchéviks internationalistes ; parut à Pétrograd du 26 septembre (9 octobre) au 4 (17) décembre 1917.
Les *menchéviks internationalistes*, aile peu nombreuse du parti menchévik, qui adopta pendant la première guerre mondiale une position internationaliste non conséquente. Ses représentants les plus en vue furent entre autres : Martov, Larine, Martynov. En avril-juin 1917, les menchéviks internationalistes éditèrent un mensuel l'*Internationale*.

Les menchéviks internationalistes occupaient une position centriste. Ils critiquaient les social-chauvins, mais ne se décidaient pas à rompre définitivement avec leur organisation, et se prononçaient contre les thèses fondamentales de la tactique léniniste du Parti bolchévik concernant les questions de la guerre, de la paix et de la révolution.

Après la victoire de la Révolution d'Octobre, une partie des menchéviks internationalistes passa dans le camp des ennemis déclarés du pouvoir soviétique et s'enfuit à l'étranger. L'autre partie reconnut le pouvoir des Soviets et travailla dans les institutions soviétiques. Des représentants isolés de ce groupement adhérèrent au Parti bolchévik. — P. 224.

87. « *Politiken* », l'organe de la social-démocratie suédoise de gauche, qui, en 1917, fondèrent le Parti social-démocrate de gauche de Suède : le journal commença à paraître à Stockholm le 27 avril 1916 ; à partir de novembre 1917 prit le titre de *Folkets Dagblatt Politiken* (Le quotidien politique populaire) ; y collaborèrent des zimmerwaldiens de gauche d'Allemagne, de Russie, de France et d'autres pays. En 1921, le Parti social-démocrate de gauche adhéra au Komintern, et prit le nom de Parti com-

muniste, le journal devint son organe. Après la scission du Parti communiste en octobre 1929, le journal passa entre les mains de son aile droite. Cessa de paraître en mai 1945.

« *Työmies* » (Ouvrier), journal du Parti social-démocrate de Finlande ; parut à Helsingfors de mai 1895 à 1918. — P. 224.

88. « *L'Internationaliste* », organe hebdomadaire de l'aile gauche des socialistes des Etats-Unis ; parut au début de 1917 à Boston grâce aux soins de la Ligue de propagande socialiste d'Amérique ; des internationalistes des Etats-Unis et d'autres pays faisaient partie de son Comité de rédaction. — P. 225.

89. *Sturgkh Karl* (1859-1916), homme d'Etat autrichien réactionnaire ; chef du gouvernement d'Autriche-Hongrie en 1911-1916 ; son gouvernement participa activement à la préparation et au déclenchement de la guerre impérialiste. A la veille de la guerre il dissout le parlement autrichien et au début de la guerre celui de Hongrie et établit une dictature militaire absolue ; combattit avec férocité le mouvement antimilitariste et révolutionnaire en essor dans le pays. En octobre 1916, Sturgkh fut assassiné par le social-démocrate autrichien Friedrich Adler. — P. 225.

90. Parlant de l'assemblée de dimanche, Lénine a en vue ici et plus bas la réunion élargie du C.C. du P.O.S.D.(b) R. du 16 (29) octobre 1917. A cette réunion, Zinoviev et Kaménev se prononcèrent contre la décision adoptée à la séance du C.C. du 10 (23) octobre, sur l'insurrection armée. — P. 228.

91. *Lettre aux membres du Comité central du P.O.S.D.(b)R.* fut écrite par Lénine le 24 octobre (6 novembre) au soir. Très tard dans la même soirée, Lénine arriva illégalement à Smolny et assuma la direction de l'insurrection armée. — P. 240.

92. *Verkhovski Alexandre Ivanovitch* (1886-1941), dernier ministre de la Guerre du Gouvernement provisoire bourgeois. Le 19 octobre (1er novembre) 1917 donna sa démission en signe de protestation contre le refus du Préparlement d'adopter sa proposition de démobiliser une grande partie de l'armée et diverses mesures. — P. 240.

93. *Le Comité révolutionnaire militaire près le Soviet de Pétrograd* fut créé le 12 (25) octobre 1917, sur indication du Comité central du Parti bolchévik ; il se composait des représentants du C.C. du Parti bolchévik, du Comité de Pétersbourg, du Soviet de Pétrograd, des comités d'usine, des syndicats et des organisations militaires. Travaillant sous la direction immédiate du C.C. du Parti et en contact étroit avec l'Organisation militaire des bolchéviks, le C.R.M. dirigeait la formation des détachements de la Garde Rouge et l'armement des ouvriers. La préparation de l'insurrection armée en conformité avec les directives du C.C. du Parti bolchévik était sa tâche essentielle. L'activité très vaste du C.R.M. visait à organiser les forces de combat suscep-

tibles d'assurer la victoire de la Révolution socialiste. Le Centre révolutionnaire militaire créé le 16 (29) octobre 1917 à une séance du C.C. du Parti bolchévik et dont Lénine orientait quotidiennement l'activité, était l'organe dirigeant du C.R.M. Après la victoire de la Révolution et la formation du gouvernement soviétique, au IIe Congrès des Soviets, le C.R.M. centra son activité sur la lutte contre les ennemis de la révolution et sur la sauvegarde de l'ordre révolutionnaire. A mesure que se créait et se consolidait l'appareil soviétique, le Comité révolutionnaire militaire remit ses fonctions l'une après l'autre aux commissariats du peuple nouvellement formés. Le 5 (18) décembre 1917, le C.R.M. fut liquidé. — P. 240.j

94. « *Aux citoyens de Russie !* » Cet appel fut rédigé par Lénine au nom du comité révolutionnaire militaire près le Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd. Le 25 octobre (7 novembre) 1917, l'appel fut publié dans le journal *Rabotchi i Soldat*, puis reproduit par *Dérévenskaïa Biednota*, les *Izvestia du C.E.C.* et autres journaux.

« *Rabotchi i Soldat* », quotidien du soir, organe du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd, parut du 17 (30) octobre 1917 à février 1918. — P. 242.

95. *La séance du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd* (extraordinaire) s'ouvrit le 25 octobre (7 novembre) 1917 à 14 h 35. Le Comité révolutionnaire militaire informa le Soviet du renversement du gouvernement provisoire et de la victoire de la révolution. Lénine présenta un rapport sur les tâches du pouvoir des Soviets. Le Soviet adopta à la majorité une résolution rédigée par Lénine (cf. le présent tome, pp. 247-248.). — P. 245.

96. Il est question des documents de la diplomatie secrète, et plus précisément des accords secrets passés par le gouvernement tsariste, puis par le Gouvernement provisoire bourgeois de la Russie avec ceux de Grande-Bretagne, de France, d'Allemagne, du Japon et d'autres Etats impérialistes. A partir du 10 (23) novembre 1917, la *Pravda* et les *Izvestia du Comité exécutif central* publièrent les documents de la diplomatie secrète. En décembre 1917, on entreprit leur édition sous forme de brochures, sous le titre de *Recueil des documents secrets tirés des archives de l'ancien ministère des Affaires étrangères.* De décembre 1917 à février 1918, on édita sept de ces *Recueils.* La publication des accords secrets eut une grande importance pour la propagande révolutionnaire dans la lutte du gouvernement soviétique pour la conclusion d'une paix démocratique universelle, une paix sans annexions, ni contributions, pour la mise en évidence du caractère impérialiste de la première guerre mondiale. — P. 246.

97. *Deuxième Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie*, se tint du 25 au 26 octobre (7-8 novembre) 1917, à Pétrograd. Les délégués des Soviets des députés paysans de certains provinces et districts participèrent à ses travaux. Sur les

649 délégués présents au moment de l'ouverture du Congrès 390 étaient des bolchéviks, 160 des socialistes-révolutionnaires, 72 des menchéviks, 14 des menchéviks internationalistes. Des délégués arrivèrent encore après l'ouverture du Congrès.

Le Congrès s'ouvrit le 25 octobre à 22 h 40 à Smolny, au moment où les détachements de la Garde Rouge, les marins et les soldats révolutionnaires de la garnison de Pétrograd prenaient d'assaut le Palais d'Hiver où s'était retranché, sous la protection des élèves-officiers et des bataillons de choc, le Gouvernement provisoire. Lénine, absorbé par la direction de l'insurrection, n'assista pas à la première séance du Congrès. 14 bolchéviks furent élus au présidium et entre autres Lénine, Antonov-Ovséenko, Krylenko, Lounatcharski ; sept s.-r. de gauche (dont Kamkov, Karéline, Spiridonova) et un représentant du Parti socialiste ukrainien. Les menchéviks et les s.-r. de droite ne voulurent pas participer à la présidence. Les leaders de l'aile droite des menchéviks et des s.-r. appelèrent les assistants à entamer des pourparlers avec le Gouvernement provisoire afin de former un gouvernement de coalition, et qualifièrent la révolution socialiste en cours de complot. Voyant que la majorité était aux bolchéviks, les menchéviks, s.-r. et bundistes quittèrent le Congrès. A 4 heures, le 26 octobre (8 novembre), les congressistes entendirent le rapport sur la prise du Palais d'Hiver et l'arrestation du gouvernement provisoire et adoptèrent l'appel « Aux ouvriers, aux soldats et aux paysans ! » écrit par Lénine. L'appel faisait état du passage du pouvoir aux Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans. La séance fut levée à cinq heures passées.

A la séconde séance, qui s'ouvrit le 26 octobre (8 novembre) à 21 heures, Lénine prit la parole à deux reprises. Son premier rapport fut consacré au problème de la paix et le deuxième à celui de la terre. Le Congrès adopta les décrets historiques sur la paix et sur la terre, écrits par Lénine, et constitua le premier gouvernement ouvrier et paysan : le Conseil des Commissaires du peuple, dont Lénine fut élu président. Les s.-r. de gauche refusèrent de participer au gouvernement soviétique de sorte que ce dernier se trouva entièrement bolchévik. Le congrès élut le Comité exécutif central de Russie, composé de 101 membres, dont 62 bolchéviks, 29 socialistes-révolutionnaires de gauche, etc.

Le Congrès admit cependant que le Comité exécutif central de Russie pouvait admettre en son sein les représentants des Soviets des députés paysans et des organisations militaires, ainsi que des représentants des groupes qui avaient quitté le congrès. La clôture du congrès eut lieu à 5 h passées. — P. 249.

98. Il s'agit du Comité exécutif central élu au Ier Congrès des Soviets de Russie qui se tint du 3 au 24 juin (du 16 juin au 7 juillet) 1917 ; il se composait pour la plupart de socialistes-révolutionnaires de droite et de menchéviks, qui appuyaient le Gouvernement provisoire. — P. 253.

99. Voir la note 105. — P. 253.

100. Il est question des pays participant à la première guerre mondiale de 1914-1918 qui opposa les pays de l'Entente (France, Grande-Bretagne, Russie, auxquels se joignirent par la suite l'Italie et les Etats-Unis), et en outre la Belgique, la Serbie, la Roumanie, le Japon, la Chine, à l'Allemagne, à l'Autriche-Hongrie, à la Turquie et à la Bulgarie. — P. 255.

101. *La loi d'exception contre les socialistes* fut adoptée en Allemagne en 1878, par le gouvernement de Bismarck afin d'écraser le mouvement ouvrier et socialiste. Selon cette loi, toutes les organisations social-démocrates, les organisations ouvrières de masse, la presse ouvrière, furent interdites, les publications socialistes confisquées et les social-démocrates poursuivis et déportés. Cependant, les représailles ne purent abattre le parti social-démocrate, qui adopta des formes clandestines de travail : il éditait à l'étranger son organe central, le journal *Sozial-Demokrat* et convoquait régulièrement les congrès du parti (1880, 1883 et 1887) ; en Allemagne, les organisations et groupes du parti se reformaient dans la clandestinité et avaient à leur tête un C.C. clandestin. En même temps, le parti usait largement des possibilités légales pour renforcer ses liens avec les masses ; son influence grandissait ; le nombre de voix recueillies par les social-démocrates lors des élections au Reichstag fit plus que tripler en 1890 par rapport à 1878. Karl Marx et Friedrich Engels aidèrent grandement les social-démocrates allemands. En 1880, la loi d'exception contre les socialistes fut abolie sous la pression croissante des masses. — P. 258.

102. Lénine a en vue l'appel du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd, « Aux peuples du monde » publié dans les *Izvestia du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd*, n° 15, du 15 mars 1917. — P. 259.

103. Voir la note 44. — P. 260.

104. Voir la note 38. — P. 266.

105. *Terres des apanages et de la couronne*, terres appartenant aux membres de la famille du tsar. *Terres des possessions*, terres que le gouvernement réservait aux propriétaires d'usines pour qu'elles soient réparties entre les paysans qui travaillaient dans ces usines uniquement pour bénéficier d'un lot de terre. *Terres des majorats*, grandes propriétés foncières transmises, indivises, de génération en génération, par voie d'héritage, au fils aîné ou au membre le plus âgé de la famille. — P. 267.

106. Presque au lendemain de la victoire de la Révolution socialiste d'Octobre fut entreprise l'élaboration d'un projet réglementant le contrôle ouvrier sur la production. Le « Projet de règlement sur le contrôle ouvrier » écrit par Lénine le 26 ou 27 octobre (8 ou 9 novembre) 1917 avait été discuté au Conseil central des

comités d'usine de Pétrograd, avec la participation de Lénine, et fut adopté pour l'essentiel. Le 27 octobre, le projet avait été discuté à une séance du Conseil des Commissaires du peuple, qui chargea Milioutine et Larine de rédiger dans le délai de deux jours un projet détaillé de règlement sur le contrôle ouvrier. Cependant, le projet élaboré par eux contredisait les tâches du contrôle ouvrier révolutionnaire telles que les concevait Lénine. Ainsi, le projet de Milioutine et de Larine ne contenait pas le point capital qui rendait impératives les décisions des organismes du contrôle ouvrier pour les propriétaires d'entreprises. Le projet de règlement sur le contrôle ouvrier de Lénine servit de base au projet de décret qui fut mis au point par la suite. Il fut publié avec des compléments et des précisions le 1er (14) novembre 1917 dans le *Journal du Gouvernement provisoire des ouvriers et des paysans*, n° 3, et portait le titre : « Projet de règlement sur le contrôle ouvrier » (proposé à l'examen de la Commission du Travail). Au cours de son examen, on proposa de remplacer les organismes de contrôle ouvrier qui apparurent spontanément par des organismes gouvernementaux, de n'introduire le contrôle ouvrier que dans les grandes usines et fabriques ou dans les chemins de fer, et ainsi de suite. Lénine défendit énergiquement la nécessité d'encourager les ouvriers à introduire partout le contrôle ouvrier. L'élaboration définitive du projet fut confiée à une Commission formée par le Conseil exécutif central de Russie, le 8 (21) novembre. Le 14 (27) novembre le Comité exécutif central de Russie discuta le projet présenté par la Commission et adopta le décret sous l'appellation suivante : « Règlement sur le contrôle ouvrier », qui s'inspirait des principes fondamentaux formulés par Lénine. Le décret fut publié le 16 (27) novembre dans le n° 227 des *Izvestia du C.E.C.* — P. 272.

107. *La réunion des représentants des régiments de la garnison de Pétrograd, 29 octobre (11 novembre) 1917*, convoquée par le Comité révolutionnaire militaire, fut consacrée à la question de la défense de Pétrograd contre les forces contre-révolutionnaires. Elle groupait 40 personnes. Son ordre du jour comprenait les points suivants : 1. Information ; 2. Constitution d'un état-major ; 3. Armement des unités ; 4. Instauration de l'ordre dans la ville. La communication sur la situation au front fut suivie d'une intervention de Lénine sur la situation politique. Lénine prit également part à la discussion d'autres questions inscrites à l'ordre du jour. Les participants à la conférence informèrent les délégués de l'état des choses sur place. La conférence adopta à l'unanimité un appel aux soldats de Pétrograd les invitant à lutter pour les conquêtes de la Révolution. — P. 278.

108. Le *Parti des socialistes-révolutionnaires de gauche* (internationalistes) prit corps à son Ier congrès, tenu du 19 au 28 novembre (2-11 décembre) 1917 à partir de l'aile gauche du parti s.-r. qui s'était formée pendant la première guerre mondiale et qui avait à sa tête M. Spiridonova, B. Kamkov et M. Natanson

(Bobrov). L'aile gauche des s.-r. vit grossir ses rangs après les événements de juillet 1917. Ce processus était le résultat de l'évolution des paysans vers la gauche. Au mois d'août, le comité de Pétersbourg du parti des s.-r. et le journal *Znamia Trouda*, qui devint par la suite l'organe central du parti, rejoignirent les socialistes-révolutionnaires de gauche.

Au IIe Congrès des Soviets de Russie, ils constituaient la majorité de la fraction s.-r. La question de la participation au congrès provoqua la scission de la fraction. Les s.-r. de droite, en vertu des instructions de leur C.C., quittèrent le congrès. Les s.-r. de gauche y restèrent et votèrent avec les bolchéviks les questions essentielles inscrites à l'ordre du jour du congrès. Jugeant nécessaire de former un bloc avec les s.-r. de gauche qui comptaient à cette époque de nombreux partisans dans la paysannerie, les bolchéviks leur proposèrent de faire partie du gouvernement soviétique. Les s.-r. refusèrent, préconisant la formation d'un « gouvernement socialiste homogène» qui comprendrait les menchéviks, les s.-r. de droite et d'autres groupes et partis. Après de longues hésitations, les s.-r. de gauche, soucieux de sauvegarder leur influence dans la paysannerie, acceptèrent de collaborer avec les bolchéviks. A l'issue des pourparlers entre les bolchéviks et les s.-r. de gauche qui eurent lieu en novembre et au début de décembre 1917, un accord fut réalisé sur la participation de ces derniers au gouvernement. Les s.-r. de gauche s'engagèrent à suivre la politique générale du Conseil des Commissaires du peuple ; ils firent partie de plusieurs départements des commissariats du peuple.

Tout en acceptant de coopérer avec les bolchéviks, les s.-r. de gauche n'étaient pas d'accord avec ces derniers sur les questions fondamentales de la construction du socialisme et se prononçaient contre la dictature du prolétariat. En janvier-février 1918, le C.C. du parti des s.-r. de gauche engagea la lutte contre la conclusion du traité de paix de Brest-Litovsk. Après sa signature et sa ratification par le IVe Congrès des Soviets, en mars, les s.-r. de gauche quittèrent le Conseil des Commissaires du peuple, tout en gardant leurs postes dans les départements des Commissariats et les organes locaux du pouvoir. En juillet, le C.C. des s.-r. de gauche fit assassiner l'ambassadeur d'Allemagne à Moscou, Mirbach, et organisa un soulèvement armé contre le pouvoir soviétique pour torpiller la paix de Brest-Litovsk et faire renaître la guerre entre la Russie des Soviets et l'Allemagne. Après l'écrasement de l'émeute de juillet, le Ve Congrès des Soviets de Russie décida de chasser des Soviets les s.-r. de gauche qui partageaient les vues de leurs dirigeants. Privés de tout soutien des masses, le parti des s.-r. de gauche engagea la lutte armée contre le pouvoir soviétique. Une fraction des s.-r. de gauche qui préconisait la coopération avec les bolchéviks forma le parti des « communistes populistes » et le parti des « communistes révolutionnaires ». De nombreux membres de ces partis adhérèrent par la suite au Parti communiste. — P. 279.

109. Il s'agit de la participation des bolchéviks aux pourparlers du Vikjel (Comité exécutif du syndicat des cheminots de Russie) sur la composition du gouvernement.

Après la victoire de la Révolution d'Octobre, le Vikjel, qui était dirigé par les menchéviks et les s.-r., devint un centre de la contre-révolution à Pétrograd. Le 29 octobre (11 novembre), le Vikjel adopta une résolution sur la nécessité de former un « gouvernement socialiste homogène » comprenant les représentants de tous les partis « depuis les bolchéviks jusqu'aux socialistes-populistes ». Des pourparlers sur la composition du gouvernement s'ouvrirent le même jour au Vikjel. Y prirent part des représentants des menchéviks-jusqu'auboutistes, des menchéviks internationalistes, des s.-r. de droite, des s.-r. de gauche, de l'Union des employés des PTT, de la Douma de Pétrograd, du Conseil exécutif du Soviet des députés paysans, etc. Le C.C. du Parti bolchévik estima possible la participation aux pourparlers en soulignant que les négociations sur l'élargissement du gouvernement et du Conseil exécutif central de Russie devaient se baser exclusivement sur la reconnaissance du programme d'action du pouvoir soviétique adopté au IIe Congrès des Soviets. Le C.C. du parti délégua Kaménev et Sokolnikov à cette conférence. Le Conseil exécutif central y envoya D. Riazanov et d'autres de ses représentants.

Les menchéviks et les s.-r. espéraient occuper les postes responsables au gouvernement de coalition et s'en servir pour la lutte contre la dictature du prolétariat. A la conférence et aux séances de la commission de conciliation désignée par la conférence, ils exigèrent de cesser la résistance aux troupes de Kérenski, de remplacer le Conseil exécutif central de Russie par un « Conseil populaire » dans lequel le rôle prépondérant reviendrait aux représentants du Conseil exécutif du Soviet des députés paysans de Russie, des doumas municipales et d'autres organisations dirigées par les conciliateurs. Ils proposèrent de former un gouvernement présidé par Tchernov ou Avksentiev. Les représentants des bolchéviks à la conférence adoptèrent une attitude conciliatrice et ne protestèrent pas contre la discussion des propositions des menchéviks et des s.-r.

La question des pourparlers avec le Vikjel et l'attitude des délégués bolchéviks furent examinées en réunion du C.C. du parti le 1er (14) novembre. La majorité des participants désapprouva la politique de conciliation et proposa soit d'interrompre les pourparlers soit d'y signifier un ultimatum. Kaménev, Milioutine, Rykov, Riazanov insistèrent sur la poursuite des pourparlers. La résolution adoptée par le C.C. soulignait que les partis conciliateurs menaient des pourparlers dans le but de saper le pouvoir des Soviets. Par conséquent, le C.C. n'autorisait ses délégués à prendre part à la séance où devait se décider la question du pouvoir qu'à la seule fin de dénoncer l'inconsistance des tentatives de former un gouvernement de coalition et de rompre définitivement les pourparlers. Dans la soirée du 1er (14) novembre, la marche des pourparlers fut

examinée à une séance du Comité exécutif central de Russie qui adopta la résolution formulée par le groupe bolchévik dans l'esprit de la décision votée par le C.C. le 1er (14) novembre. Pourtant, le groupe d'opposition comprenant Kaménev, Zinoviev, Rykov, Milioutine, Larine, Riazanov et d'autres, qui adoptèrent une attitude opportuniste de droite, contrecarrait la décision du C.C. Le 2 (15) novembre, le C.C. adopta une résolution sur la question de l'opposition à l'intérieur du C.C. (voir le présent tome, pp. 288-290). A la séance du Comité exécutif central de Russie tenue dans la nuit du 2 (15) au 3 (16) novembre, après l'intervention des s.-r. de gauche qui insistaient sur la révision de la décision prise par le C.E.C.R. sur les conditions de l'accord, Kaménev et Zinoviev réussirent à faire voter une résolution qui contredisait la résolution du C.C. du 2 (15) novembre et qui prévoyait un remaniement du gouvernement ne laissant aux bolchéviks que la moitié des sièges. Les opposants votèrent au Conseil exécutif central pour cette résolution.

Après l'ultimatum que la majorité du C.C. présenta le 3 (16) novembre à l'opposition minoritaire (voir le présent tome, pp. 291-293), Kaménev, Zinoviev, Rykov, Milioutine et Noguine quittèrent le C.C. ; les trois derniers et Téodorovitch démissionnèrent du Conseil des Commissaires du peuple. Ils furent soutenus par Riazanov, Larine et certains autres responsables des Soviets. Le 5 ou le 6 (18 ou 19) novembre, le C.C. invita de nouveau Kaménev, Zinoviev, Riazanov, Larine, qui critiquaient les décisions du C.C. dans les organisations sans-parti, à cesser immédiatement leur activité désorganisatrice (voir le présent tome, pp. 315-316). Le 7 (20) novembre, le C.C. du parti publia dans la *Pravda* un appel à tous les membres du parti et à toutes les classes laborieuses de Russie dans lequel il qualifia les opposants de jaunes de la révolution, de traîtres aux principes du bolchévisme (voir le présent tome, pp. 317-321). — P. 286.

110. *Le Projet de résolution sur la liberté de la presse* fut rédigé par Lénine à l'occasion des débats ouverts à ce sujet au Comité exécutif central de Russie le 4 (17) novembre 1917.

Le 26 octobre (8 novembre) 1917, le Comité révolutionnaire militaire ordonna l'interdiction, pour propagande contre-révolutionnaire, de plusieurs journaux bourgeois, dont *Retch*, *Dien*. Le lendemain, le Conseil des Commissaires du peuple promulgua le décret sur la presse.

Le 4 (17) novembre, à la séance du Conseil exécutif central de Russie, Larine et les s.-r. de gauche Kolégaev, Karéline, Prochian et d'autres se prononcèrent contre le décret.

Lénine prononça un discours sur l'opportunité des mesures prises par le Comité révolutionnaire militaire et le Conseil des Commissaires du peuple (voir le présent tome, pp. 296-298). Par la majorité de 34 voix (24 contre et une abstention) le Conseil exécutif central de Russie adopta une résolution de la fraction bolchévique qui approuvait la politique du Conseil des Commissaires du peuple en matière de presse. Le projet de réso-

lution, rédigé par Lénine, ne fut pas discuté par le Conseil exécutif central de Russie. — P. 294.

111. L'interpellation du groupe des s.-r. de gauche fut présentée à Lénine, en tant que président du Conseil des Commissaires du peuple, à la séance du Conseil exécutif central, le 4 (17) novembre 1917, au sujet de la promulgation par le Conseil des Commissaires du peuple de plusieurs décrets non ratifiés par le Conseil exécutif central de Russie. Le groupe des s.-r. de gauche trouva insatisfaisantes les explications données par Lénine. Au nom de la fraction bolchévique M. Ouritski proposa une résolution exprimant une confiance entière au Conseil des Commissaires du peuple. Avant le vote de la résolution, les socialistes-révolutionnaires de gauche déclarèrent que les commisaires du peuple, étant mis en cause, ne devaient pas participer au vote. Le Conseil exécutif central adopta à la majorité une résolution approuvant l'activité du Conseil des Commissaires du peuple. — P. 299.

112. Il s'agit de l'ordre n° 1 du commandant en chef des troupes de la défense de Pétrograd Mouraviev, pris le 1er (14) novembre 1917, qui appelait les soldats, les marins et la Garde Rouge à châtier impitoyablement et sans délai, de leur propre chef, les éléments criminels. La rédaction insuffisamment précise de cet ordre pouvant entraîner de graves malentendus, le Comité exécutif central de Russie proposa, à sa séance du 2 (15) novembre 1917, au Commissariat du peuple à l'Intérieur d'en décider l'annulation. — P. 301.

113. Lénine a en vue l'intervention du s.-r. de gauche Zaks en faveur des opportunistes de droite Noguine, Rykov, Milioutine qui exigeaient la création d'un « gouvernement socialiste homogène ». Dans son intervention, Zaks prétendait que la révolution socialiste de Russie pourrait rester isolée parce que « l'Europe occidentale se tait honteusement ». — P. 303.

114. Voir la note 69. — P. 303.

115. Lénine a en vue le « Projet de loi sur le contrôle ouvrier présenté à l'examen de la Commission du travail » adopté par le Conseil des Commissaires du peuple et publié le 1er (14) novembre 1917 dans le *Journal du Gouvernement provisoire des ouvriers et paysans*, n° 3. (Voir la note 106.) — P. 307.

116. Le *Comité du Salut public* fut créé le 25 octobre (7 novembre) 1917 auprès de la Douma municipale de Moscou pour la lutte armée contre le pouvoir des Soviets. Il prit la tête de l'émeute contre-révolutionnaire des élèves-officiers commencée le 28 octobre (10 novembre). Le 2 (15) novembre, l'émeute fut écrasée et le Comité de salut capitula devant le Comité révolutionnaire militaire de Moscou. — P. 310.

117. *La Réponse aux questions des paysans* fut rédigée par Lénine en liaison avec les nombreuses démarches des délégués paysans au Conseil des Commissaires du peuple. Tapée à la machine, la *Réponse*, signée de la main de Lénine, était remise aux délégués paysans.

La *Réponse* fut publiée notamment par les journaux *Dérévenskaïa Biednota*, les *Izvestia du Conseil exécutif* et éditée sous forme de tract, sous le titre « Instruction aux paysans ». La *Réponse aux questions des paysans* fut un document important qui devait réglementer l'œuvre de la suppression par voie révolutionnaire de la propriété foncière. — P. 313.

118. Les circonstances dans lesquelles se déroula la conversation entre les membres du gouvernement soviétique et le Quartier Général, installé à Moguilev, sont exposées par Lénine dans le radio-message à tous les comités de régiment, de division, de corps d'armée, d'armée, et autres, à tous les soldats et marins, en date du 9 (22) novembre 1917 et dans le compte rendu sur les pourparlers avec Doukhonine exposé à la séance du Conseil exécutif central de Russie du 10 (23) novembre (voir le présent tome, pp. 326-327, 330-331).

Le 20 novembre (3 décembre) le Quartier Général, qui était l'un des centres de lutte contre le pouvoir des Soviets, fut occupé par les troupes révolutionnaires. — P. 322.

119. La conversation fut menée du nom de Krylenko, Commissaire du peuple à la guerre. — P. 323.

120. Le message du gouvernement soviétique appelant les soldats à prendre l'initiative des pourparlers d'armistice trouva un vaste écho dans l'armée. Des divisions, des corps d'armée, des armées et même des fronts entiers (par exemple, le Front de l'Ouest) envoyaient des parlementaires chez les troupes ennemies et concluaient des accords d'armistice qui prévoyaient le cessez-le-feu, l'arrêt du transfert des troupes, de la construction des ouvrages d'art, etc. Ces accords, appelés les « paix des soldats » restèrent en vigueur jusqu'à la conclusion de l'armistice général. — P. 326.

121. Le *Congrès extraordinaire des Soviets des députés paysans de Russie* fut convoqué conformément à une résolution du Comité exécutif central de Russie. Le congrès eut lieu du 10 au 25 novembre (23 novembre-8 décembre) 1917 à Pétrograd. Le comité exécutif socialiste-révolutionnaire de droite, élu en mai 1917 par le Premier congrès des députés paysans, tenta de faire échouer, le congrès pour isoler ainsi les députés paysans des bolchéviks. Ces tentatives furent déjouées, grâce à l'action résolue des bolchéviks, soutenus par les délégués des Soviets locaux des paysans et la minorité des socialistes-révolutionnaires de gauche du Comité exécutif paysan.

260 délégués étaient présents à la première séance du Congrès ; le 18 novembre (1er décembre) le congrès regroupait déjà

330 délégués avec voix délibérative, dont 195 socialistes-révolutionnaires de gauche, 37 bolchéviks, 65 socialistes-révolutionnaires de droite et du centre. Le nombre de délégués ne cessa de grandir par la suite.

A l'issue de lutte acharnée qui mit aux prises l'aile gauche et l'aile droite, les socialistes-révolutionnaires de droite quittèrent le congrès. Les flottements des socialistes-révolutionnaires de gauche compliquèrent la lutte des bolchéviks contre les s.-r. de droite. La résolution du Congrès sur la question du pouvoir émanant des s.-r. de gauche comportait l'exigence des s.-r. et des menchéviks de former un « gouvernement » comprenant les représentants de tous les partis socialistes, depuis les socialistes-populistes jusqu'aux bolchéviks. Mais dans cette même résolution le Congrès reconnaissait que le gouvernement était appelé à « réaliser le programme du IIe Congrès des Soviets ». La résolution proposait également la fusion du Comité exécutif des Soviets des députés paysans avec le Comité exécutif central de Russie.

Les tentatives des s.-r. de droite de créer une scission au Congrès échouèrent. A sa séance du 15 (28) novembre, le Congrès examina et approuva le compte rendu du présidium du Congrès sur les conditions de la fusion du Comité exécutif central de Russie et le Comité exécutif paysan, élaborées en commun avec le présidium du Comité exécutif central. A cette occasion, Jacob Sverdlov salua le congrès au nom du Comité exécutif central de Russie. Tous les délégués du congrès se rendirent à Smolny, où, à six heures du soir, se déroula la séance commune du Comité exécutif central, du Congrès extraordinaire des Soviets des députés paysans et du Soviet de Pétrograd. Les délégués examinèrent le rapport sur la fusion du Comité exécutif central de Russie et du Comité exécutif, élu par le Congrès extraordinaire des Soviets des députés paysans, et adoptèrent la résolution qui ratifiait les décrets du IIe Congrès sur la paix, la terre et le décret du Comité exécutif central de Russie sur le contrôle ouvrier.

Sur la question agraire, le congrès adopta une résolution des s.-r. de gauche qui se basait sur le principe de la jouissance égalitaire du sol.

Le congrès chargea le bureau de convoquer pour le 26 novembre (9 décembre) le IIe Congrès des députés paysans. Tous les délégués du Congrès extraordinaire firent automatiquement partie au IIe Congrès.

Lénine intervint trois fois au congrès. Ces interventions dans lesquelles il expliqua le point de vue des bolchéviks sur la question agraire et sur les conditions de l'accord avec les socialistes-révolutionnaires de gauche eurent une grande importance pour les travaux du Congrès et la cohésion de son aile gauche. — P. 335.

122. *La Déclaration à la fraction bolchévique du Congrès extraordinaire des Soviets des députés paysans de Russie* fut rédigée par

suite du refus des socialistes-révolutionnaires de gauche de donner la parole à Lénine, en tant que président du Conseil des Commissaires du peuple, comme l'exigeait la fraction bolchévique. Les s.-r. considéraient qu'une telle intervention déciderait par avance la question du pouvoir. Sur la proposition des s.-r. de gauche, le Congrès repoussa la revendication des bolchéviks. Lénine intervint au Congrès non pas comme président du Conseil des Commissaires du peuple, mais à titre de délégué de la fraction bolchévique. — P. 337.

123. Il s'agit des instructions sur l'activité des comités agraires de canton ratifiées par le Ier Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie le 23 juin (6 juillet) 1917 et publiées le 3 (16) novembre 1917 comme loi « Sur les comités de canton ». — P. 339.

124. Il s'agit de l'ouverture des pourparlers de paix avec l'Allemagne.

Après la publication du Décret sur la paix, adopté au IIe Congrès des Soviets de Russie, le gouvernement soviétique prit plusieurs mesures pratiques pour conclure une paix démocratique entre les divers belligérants. Le 7 (20) novembre 1917, le Conseil des commissaires du peuple par un arrêté spécial obligea le Commandant en chef Doukhonine à proposer aux commandements des armées ennemies de cesser le feu et à ouvrir des pourparlers de paix. Il y était dit que le Conseil des Commissaires du peuple « estime nécessaire de faire une proposition formelle d'armistice à tous les pays bélligérants que ce soit nos alliés ou les pays qui nous font la guerre » (Les *Izvestia du Conseil exécutif central*, n° 221 du 10 novembre 1917). Mais les généraux contre-révolutionnaires, liés aux missions militaires des pays de l'Entente, faisaient tout pour empêcher la conclusion de l'armistice. Le 8 (21) novembre, le Commissariat du peuple aux Affaires étrangères adressa une note aux ambassadeurs des puissances alliées dans laquelle il proposa de conclure immédiatement un armistice sur tous les fronts et d'ouvrir des pourparlers de paix. Le 9 (22) novembre, les ambassadeurs des pays de l'Entente, réunis à l'ambassade des Etats-Unis à Pétrograd, décidèrent de ne pas tenir compte de cette note du Gouvernement soviétique.

Devant le refus des impérialistes de l'Entente de soutenir l'initiative de paix du Gouvernement soviétique, face à leurs tentatives d'empêcher la conclusion de la paix, le Conseil des Commissaires du peuple fut obligé d'engager des pourparlers de paix séparés avec l'Allemagne. Le 14 (27) novembre, le Quartier Général allemand se déclara prêt à ouvrir les pourparlers. Sur la proposition du Gouvernement soviétique, l'ouverture des pourparlers fut ajournée de cinq jours, pour donner encore une fois la possibilité aux gouvernements des pays de l'Entente de préciser leur attitude envers la signature de la paix. Le 15 (28) novembre, le Gouvernement soviétique appela les gouvernements et les peuples de tous les pays belligérants à s'associer

aux pourparlers de paix. Les puissances alliées ne répondirent pas à cet appel.

Le 19 novembre (2 décembre), la délégation du Gouvernement soviétique, conduite par A. Ioffé, arriva dans la zone neutre pour se rendre ensuite à Brest-Litovsk où se trouvaient la délégation du bloc austro-allemand et les représentants de la Bulgarie et de la Turquie. A l'issue des pourparlers qui eurent lieu les 20-22 novembre (3-5 décembre), on convint de suspendre les hostilités pour dix jours. Profitant de ce répit, le Gouvernement soviétique tenta encore une fois de transformer les pourparlers séparés avec l'Allemagne en des pourparlers sur une paix démocratique générale. Le 24 novembre (7 décembre), le Gouvernement soviétique adressa de nouveau une note aux ambassadeurs des puissances alliées pour les inviter à prendre part aux pourparlers. La note fut laissée sans réponse. Le 2 (15) décembre, les pourparlers reprirent. Le même jour fut conclu un armistice pour 28 jours. L'accord sur l'armistice prévoyait la convocation d'une conférence pour la paix qui s'ouvrit le 9 (22) décembre à Brest-Litovsk. — P. 340.

125. *Le Projet de décret sur le droit de rappel des élus* fut déposé par la fraction bolchévique à la séance du 21 novembre (4 décembre) 1917 du Comité exécutif central de Russie. L'opportunité du décret fut démontrée par Lénine dans le discours qu'il prononça à la séance du C.E.C.R. (voir le présent tome, pp. 353-355). Le projet fut adopté à la majorité contre deux voix et une abstention. Ensuite le projet fut renvoyé pour être complété à à une commission de conciliation avec la participation des socialistes-révolutionnaires de gauche. Dans le projet rédigé par Lénine furent incluses des clauses d'après lesquelles seuls les congrès des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans pouvaient décider de nouvelles élections, les Soviets ne pouvant organiser de nouvelles élections que dans le cas où plus de la moitié des électeurs d'une circonscription électorale l'exigeait. Le projet de décret élaboré par la commission de conciliation fut adopté à l'unanimité par le Comité exécutif central de Russie et publié le 23 novembre (6 décembre) dans les *Izvestia du Comité exécutif central* n° 233.

Conformément au décret sur le droit de rappel, plusieurs congrès de paysans et de soldats adoptèrent la décision de rappeler de l'Assemblée constituante des députés du parti des cadets, des s.-r. de droite et des menchéviks, dont Avksentiev, Gotz, Milioukov et d'autres. — P. 351.

126. Lénine fait allusion au *Congrès extraordinaire des Soviets des députés paysans de Russie* qui eut lieu du 10 au 25 novembre (23 novembre-8 décembre) 1917. Voir la note 121. — P. 355.

127. *Le Ier Congrès de la marine de guerre de Russie* se tint du 18 au 25 novembre (1er-8 décembre) 1917. A l'ordre du jour figuraient les questions suivantes : la situation présente et le pouvoir ; l'activité du Centre-flotte : la réforme dans l'administration

navale, etc. Lénine présenta au Congrès le rapport sur la situation présente. Le congrès désapprouva l'activité du Centre-flotte qui avait trahi ses mandataires et salua le Comité révolutionnaire de la marine de guerre qui procéda à la dissolution du Centre-flotte. Il approuva le schéma organisant l'administration navale et élut vingt délégués au Comité exécutif central de Russie du Soviet des députés ouvriers, soldats et paysans. Le congrès salua le Conseil des Commissaires du peuple et lança un appel à toute la Russie. — P. 356.

128. *Romanov* : Nicolas II (1868-1918), dernier empereur de Russie qui régna de 1894 jusqu'à la Révolution démocratique bourgeoise de février 1917. Fut fusillé le 17 juillet 1918 à Ekatérinbourg (Sverdlovsk) en vertu d'un arrêté du Soviet régional des députés ouvriers et soldats de l'Oural.
Raspoutine G. E. (1872-1916), aventurier qui jouissait d'une grande influence à la cour de Nicolas II. Il était issu d'une famille de paysans de la province de Tobolsk. Son nom était devenu le symbole de l'obscurantisme, de la tyrannie, de la corruption morale qui caractérisaient la clique gouvernante de la Russie tsariste. Raspoutine fut tué à Pétrograd par un groupe de monarchistes qui croyaient sauver ainsi la dynastie et étouffer la révolution montante. — P. 361.

129. Le « *Sommaire du programme des pourparlers de paix* » fut rédigé sans doute à l'occasion de l'examen au Conseil des Commissaires du peuple, le 27 novembre (10 décembre) 1917, des instructions à donner à la délégation soviétique, chargée de mener des pourparlers de la paix avec l'Allemagne à la conférence de paix de Brest-Litovsk. La décision prise portait : « Instruction pour les pourparlers : se baser sur le « Décret sur la paix ».

La conférence de Brest-Litovsk s'ouvrit le 9 (22) décembre 1917. Y prenaient part les délégations de la Russie soviétique et de la quadruple Alliance (Allemagne, Autriche-Hongrie, Bulgarie, Turquie). A la première séance, la délégation soviétique donna lecture de la déclaration sur les conditions de la paix. En paroles, les représentants de l'Alliance acceptèrent de mener les pourparlers à ces conditions, mais pratiquement les velléités annexionnistes de l'Allemagne se manifestèrent dès l'ouverture des pourparlers. Le 5 (18) janvier 1918, les représentants de la quatruple Alliance exposèrent à la délégation soviétique les revendications territoriales de leurs gouvernements. La Russie devrait céder à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie un territoire de plus de 150 000 kilomètres carrés, comprenant la Pologne, la Lituanie, une partie de l'Estonie et de la Lettonie, ainsi que de vastes superficies peuplées d'Ukrainiens et de Biélorusses.

Malgré le caractère exorbitant de ces exigences, Lénine insistait sur la conclusion de la paix. Il estimait que pour consolider le pouvoir soviétique il était nécessaire d'obtenir un répit,

que devant la répugnance de la population à continuer la guerre, devant la ruine générale et l'épuisement de l'armée, la poursuite de la guerre pourrait être fatale pour le pouvoir soviétique. Cette position de Lénine et de ses partisans fut critiquée par Trotski et le groupe des « communistes de gauche » comprenant notamment Boukharine, Lomov (Oppokov), Ioffé, Piatakov, Ossinski (Obolenski). Les « communistes de gauche » exigeaient de rompre les pourparlers. Ils lancèrent le slogan provocateur de « guerre révolutionnaire », menèrent une lutte acharnée contre Lénine et ses partisans. Les « communistes de gauche » furent soutenus par certaines organisations du parti à Moscou, Pétrograd, dans l'Oural. Le Bureau de la région de Moscou du P.O.S.D.(b)R. au sein duquel les « communistes de gauche » eurent momentanément la majorité vota le 28 décembre 1917 (10 janvier 1918) une résolution exigeant la rupture des pourparlers avec l'Allemagne. Trotski qui présidait la délégation soviétique à la seconde étape des pourparlers occupa une position de capitulation. Il proposait de faire à Brest-Litovsk une déclaration proclamant « la fin de l'état de guerre, la démobilisation de l'armée, sans signer la paix ». Trotski et les « communistes de gauche » cherchaient à imposer au parti une politique qui ne pouvait qu'aboutir à la perte de l'Etat soviétique.

Le 8 (21) janvier 1918, Lénine présenta à une conférence des membres du C.C. et de militants du parti ses « Thèses sur la conclusion immédiate d'une paix séparée et annexionniste » dans lesquelles il prouvait la nécessité de la paix (voir le présent tome, pp. 464-473). Pourtant, il n'y avait pas d'unanimité parmi les membres du C.C. sur la question de la paix. Lénine obtint néanmoins la décision de faire durer au maximum les pourparlers. A la veille du départ de la délégation à Brest-Litovsk, Lénine donna à Trotski des instructions à ce sujet, mais il l'engagea en même temps à signer la paix dans le cas où les Allemands présenteraient l'ultimatum.

Les pourparlers de paix reprirent le 17 (30) janvier. Le 27 janvier (9 février), la délégation du bloc austro-allemand signa un accord secret avec la Rada centrale, organisation nationaliste bourgeoise d'Ukraine, qui livrait pratiquement l'Ukraine à l'Allemagne. Ayant ainsi consolidé ses positions, la délégation allemande exigea aux séances des 27 et 28 janvier (9 et 10 février) d'accélérer les pourparlers. Le 28 janvier (10 février), la délégation soviétique demanda à Lénine des instructions. Il réaffirma ses instructions antérieures (voir le présent tome, p. 548). En violation flagrante de ces instructions, Trotski déclara à Brest-Litovsk que la Russie ne signerait pas la paix, qu'elle cesserait la guerre et démobiliserait ses armées. Après cette déclaration les pourparlers furent rompus. Le 18 février les Allemands reprirent l'offensive sur tous les fronts.

Aux séances du C.C., tenues le 17 et au matin du 18 février, la proposition de Lénine d'ouvrir immédiatement les pourparlers avec l'Allemagne fut repoussée à la majorité des voix. A la séance extraordinaire du C.C. convoquée le 18 février, au soir,

lorsque l'offensive allemande devint un fait indubitable, Lénine réussit, après une lutte opiniâtre contre Trotski et les « communistes de gauche », à rallier la majorité en faveur de la paix.

Le 19 février, au matin, le gouvernement allemand reçut le radiogramme annonçant l'accord du Gouvernement soviétique à signer la paix aux conditions dictées par les Allemands à Brest-Litovsk (voir le présent tome, p. 559). Le commandement allemand retardait sa réponse. L'offensive des Allemands se poursuivit sur tous les fronts. Ils s'emparèrent pendant cette semaine de plusieurs villes et créèrent une menace directe contre Pétrograd.

Le 23 février au matin arriva enfin la réponse du commandement allemand qui dictait des conditions encore plus pénibles. Le 23 février, à l'issue de l'examen du nouvel ultimatum allemand par le C.C. du parti, celui-ci, à l'issue d'une discussion extrêmement tendue, décida, à la majorité des voix, d'accepter la proposition de Lénine de conclure immédiatement la paix aux conditions dictées par l'Allemagne. Dans la nuit du 23 au 24 février, le Conseil exécutif central de Russie et ensuite le Conseil des Commissaires du peuple décidèrent d'accepter les conditions de l'Allemagne et annoncèrent leur décision au gouvernement allemand.

Les « communistes de gauche » ne cessèrent pour autant leur lutte contre le traité de paix, mais la masse des membres de base du parti approuvait la position de Lénine et de ses partisans. Consultées par le Conseil des Commissaires du peuple et du Comité exécutif central de Russie, la majorité des organisations soviétiques de base optèrent pour la paix. La paix fut signé le 3 mars. A la majorité des voix, le VIIe Congrès du parti, convoqué d'urgence, approuva l'attitude de Lénine sur la question de la paix. Le IVe Congrès extraordinaire des Soviets qui eut lieu du 14 au 16 mars ratifia le traité de Brest-Litovsk.

Après la révolution de novembre 1918 en Allemagne qui renversa Guillaume II, le gouvernement soviétique annula le traité de Brest-Litovsk. — P. 365.

130. La suite du texte fut écrite par Staline. — P. 365.

131. Le *Décret sur l'arrestation des chefs de la guerre civile contre la révolution* fut adopté par le Conseil des Commissaires du peuple, le 28 novembre (11 décembre) 1917, après une manifestation contre-révolutionnaire organisée le même jour par les cadets, à Pétrograd. Les cadets cherchaient à provoquer un soulèvement contre-révolutionnaire et ouvrirent de leur propre chef la session de l'Assemblée constituante en dépit du décret du Conseil des Commissaires du peuple du 26 novembre (9 décembre) 1917 spécifiant que l'Assemblée ne pourrait être ouverte que par une personne déléguée par le Conseil des Commissaires du peuple et en présence de 50% des députés de l'Assemblée constituante. — P. 367.

132. Ce discours fut prononcé à l'occasion de l'examen de l'interpellation sur l'arrestation des cadets membres de la Commission de Russie pour l'élection de l'Assemblée constituante, déposée par la fraction des s.-r. de gauche à la séance du Conseil exécutif central de Russie, le 25 novembre (8 décembre). Les socialistes-révolutionnaires de gauche demandaient dans leur interpellation d'expliquer pourquoi avait été violée l'immunité des députés de l'Assemblée constituante, organe suprême du pouvoir. Après l'intervention de Lénine et la clôture des débats, par une majorité de 150 voix contre 98 et trois abstentions fut adoptée la résolution de Lénine approuvant le décret du Conseil des Commissaires du peuple sur l'arrestation des chefs de la guerre civile contre la révolution (voir le présent tome, p. 367). — P. 370.

133. Lénine a en vue le décret « Sur la convocation de l'Assemblée constituante » promulgué par le Conseil des commissaires du peuple le 26 novembre (9 décembre) 1917 et publié le 27 novembre par les *Izvestia du Comité exécutif central* n° 237. La promulgation de ce décret fut rendue nécessaire par la publication, le 17 (30) novembre, par plusieurs journaux de droite, de l'arrêté d'un groupe d'anciens ministres du Gouvernement provisoire se prévalant toujours de ce titre et fixant la réunion de l'Assemblée constituante au 28 novembre (11 décembre) à 2 heures de l'après-midi au palais de Tauride. — P. 371.

134. Le *Deuxième Congrès des députés paysans de Russie* se tint à Pétrograd du 26 novembre au 10 décembre (9-23 décembre) 1917. Outre les délégués invités par le Comité exécutif paysan des s.-r. de droite, tous les délégués du Congrès extraordinaire des députés paysans prirent part à ce congrès. 790 délégués avec voix délibérative participèrent au congrès, parmi lesquels 305 socialistes-révolutionnaires du centre et de droite, 350 socialistes-révolutionnaires de gauche, 91 bolchéviks. Le congrès se déroula dans une atmosphère tendue. Les socialistes-révolutionnaires de droite tentèrent de rallier le congrès à leur cause, d'isoler des bolchéviks les socialistes-révolutionnaires de gauche, qui adoptèrent une position conciliatrice. Une lutte particulièrement âpre se développa sur la question de l'Assemblée constituante et sur le décret du Conseil des Commissaires du peuple qualifiant les cadets d'ennemis du peuple.

Le 2 (15) décembre Lénine intervint au congrès sur ces questions. Au début, à une majorité insignifiante des voix, le congrès adopta la résolution des s.-r. de droite exigeant la remise du pouvoir à l'Assemblée constituante et la désapprobation de l'arrestation d'un groupe de cadets par décision du Conseil des commissaires du peuple. La fraction bolchévique insista sur le réexamen de cette résolution. Par la suite le congrès adopta la résolution formulée par les s.-r. de gauche. Les divergences amenèrent une scission du congrès. Les socialistes-révolutionnaires de droite quittèrent le congrès. Les

socialistes-révolutionnaires de gauche qui constituaient la majorité au congrès poursuivirent les travaux. Le congrès ratifia les décisions du Congrès extraordinaire des députés paysans de Russie et se rallia aux décisions du IIe Congrès des Soviets de Russie. Le congrès élut un nouveau Comité exécutif des Soviets des députés paysans et le chargea de réaliser, avec le Comité exécutif central de Russie, les exigences essentielles des paysans sur la terre et la paix. — P. 375.

135. La *Rada centrale d'Ukraine*, organisation nationaliste bourgeoise contre-révolutionnaire créée à Kiev en avril 1917 à un congrès national d'Ukraine par un bloc de partis et de groupes bourgeois et petits-bourgeois nationalistes. La Rada avait pour président M. Grouchevski, un idéologue de la bourgeoisie ukrainienne, et pour vice-président V. Vinnitchenko. La bourgeoisie des villes et de la campagne, ainsi que l'intelligentsia petite-bourgeoise nationaliste constituaient la base sociale de la Rada.

La Rada centrale tenta de renforcer le pouvoir de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers ukrainiens, de fonder, en s'appuyant sur le mouvement de libération nationale, un Etat bourgeois d'Ukraine. En exploitant les mots d'ordre de la lutte pour la libération nationale, elle chercha à rallier à sa cause les masses populaires, à les isoler du mouvement révolutionnaire de Russie, à les subjuguer à la bourgeoisie ukrainienne et à empêcher la victoire de la révolution socialiste en Ukraine. La Rada soutenait le Gouvernement provisoire malgré les divergences qui les opposaient sur la question de l'octroi de l'autonomie à l'Ukraine.

Après la victoire de la Révolution socialiste la Rada, un des centres de la contre-révolution, se proclama organe suprême de la « République populaire d'Ukraine » et entra en lutte ouverte contre le pouvoir des Soviets.

Au Ier Congrès des Soviets d'Ukraine, tenu en décembre 1917 à Kharkov, l'Ukraine fut proclamée république soviétique. Le congrès proclama le renversement de la Rada. Le Conseil des Commissaires du peuple de la R.S.F.S.R. reconnut le Gouvernement soviétique d'Ukraine comme l'unique gouvernement légitime et décida de lui prêter une assistance immédiate dans la lutte contre la Rada. Des soulèvements armés éclatèrent dans toute l'Ukraine en décembre 1917 et en janvier 1918 contre la Rada centrale, pour le rétablissement du pouvoir des Soviets. En janvier 1918, les troupes soviétiques passèrent à l'offensive en Ukraine et le 26 janvier (8 février) occupèrent Kiev, renversant la domination de la Rada bourgeoise.

Chassée du territoire de l'Ukraine soviétique, privée de tout soutien des masses, la Rada centrale entra en collusion avec les impérialistes allemands pour renverser le pouvoir soviétique et restaurer le régime bourgeois en Ukraine. Au cours des pourparlers de paix menés par la République soviétique et l'Allemagne, la Rada envoya à Brest-Litovsk sa propre délégation

qui signa une paix séparée, livrant à l'Allemagne le blé, le charbon, les matières premières d'Ukraine en échange de l'aide militaire que l'Allemagne prêterait à la Rada pour la lutte contre les Soviets. En mars 1918, la Rada rentra à Kiev avec les occupants autrichiens et allemands dont elle fut un serviteur zélé. Convaincus de l'impuissance totale de la Rada à écraser le mouvement révolutionnaire en Ukraine et à assurer le ravitaillement, les Allemands la dispersèrent à la fin d'avril. — P. 379.

136. Le reste du texte fut écrit par Trotski, avec des rectifications apportées par Lénine et Staline. — P. 381.

137. Le *Projet d'appel à la paysannerie du IIe Congrès des Soviets des députés paysans de Russie* fut rédigé par Lénine les 6-7 (19-20) décembre 1917. Après son examen par les membres du présidium du congrès la lecture en fut donnée, au nom du présidium, à la séance du soir du 8 (21) décembre. Sur l'exigence des s.-r. de gauche, plusieurs passages de l'appel furent atténués. Sous cette forme, l'appel fut adopté par le congrès et publié au nom du Comité exécutif du Soviet des députés paysans de Russie dans le journal *Golos Troudovogo Krestianstva* [La Voix de la paysannerie laborieuse], n° 22, sous le titre « Appel à la paysannerie laborieuse ». — P. 386.

138. *Le IIe Congrès des Soviets des députés paysans de Russie* se tint du 26 novembre au 10 décembre (9-23 décembre) 1917 à Pétrograd. — P. 389.

139. La question de la lutte contre le sabotage et la contre-révolution intérieure fut posée par Lénine à la séance du Conseil des Commissaires du peuple du 6 (19) décembre 1917 à la suite de la résistance acharnée opposée par les hauts fonctionnaires des administrations publiques à toutes les mesures du pouvoir soviétique pour parer à l'éventualité d'une grève de leur part. Dzerjinski fut chargé de constituer une commission qui mettrait au point les méthodes de lutte contre le sabotage. Le compte rendu de Dzerjinski fut entendu à la séance du Conseil des Commissaires du peuple du 7 (20) décembre. De toute évidence, le projet de décret fut rédigé par Lénine sur la base de ce rapport. A la même séance fut organisée la Commission extraordinaire de Russie (la Tchéka) appelée à combattre la contre-révolution et le sabotage. Dzerjinski en fut nommé président. — P. 392.

140. A la séance du C.C. du P.O.S.D.(b)R. tenue le 11 (24) décembre 1917 fut examinée une seule question, celle de l'attitude de la fraction bolchévique à l'Assemblée constituante « vu que dans la fraction prédominent les opinions de l'aile droite et se font jour des divergences avec le C.C. ». (*Comptes rendus du Comité central du P.O.S.D.R. Août 1917-février 1918*, Moscou 1958, p. 160.)

Le bureau provisoire de la fraction s'opposait à la ligne du C.C. à l'égard de l'Assemblée constituante. Exprimant un point de vue démocrate-bourgeois, le bureau estimait que la convocation de l'Assemblée représentait l'étape finale de la révolution et proposait de n'exercer aucun contrôle sur cette convocation. Le C.C. du parti décida d'élaborer des thèses sur l'Assemblée constituante et décréta la réunion de la fraction à 4 heures de l'après-midi à Smolny le 12 (25) décembre pour discuter le rapport du C.C. et les thèses, ainsi que pour élire un nouveau bureau. Lénine fit la lecture des « Thèses sur l'Assemblée constituante » qu'il rédigea sur l'indication du C.C. (voir le présent tome, pp. 397-401). Après des discussions prolongées, les thèses furent acceptées à l'unanimité par la fraction. Le 13 (26) décembre elles furent publiées dans la *Pravda*. — P. 395.

141. *Le Congrès extraordinaire des cheminots de Russie* se tint du 12 (25) décembre au 30 décembre 1917 (12 janvier 1918) à Pétrograd sur l'initiative des syndicats des cheminots de Moscou et de Pétrograd en présence de 300 délégués dont plus de la moitié étaient des bolchéviks. Lénine qui prononça une allocution de salutation le lendemain de l'ouverture du Congrès en fut élu président d'honneur. L'assistance entendit le rapport sur la situation présente, une intervention du représentant du Vikjel, des rapports sur la situation alimentaire, sur les questions syndicales, sur l'organisation des Soviets locaux des députés des cheminots. La majorité écrasante des délégués adopta la plate-forme du IIe Congrès des Soviets de Russie. Le Congrès vota une motion de défiance au Vikjel dont l'attitude était favorable à la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Le congrès désigna 78 représentants au congrès général des cheminots prévu par le Vikjel pour le 19 décembre 1917 (1er janvier 1918).— P. 402.

142. L'article « Pour le pain et pour la paix » fut écrit par Lénine le 14 (27) décembre 1917 sur la demande de Höglund, social-démocrate suédois de gauche, séjournant à l'époque à Pétrograd sur mission du Parti social-démocrate suédois de gauche. L'article parut pour la première fois en langue allemande en mai 1918 dans le *Jugend Internationale*, organe de l'Union internationale des organisations socialistes de la jeunesse, qui adhérait à la gauche de Zimmerwald et parut à Zürich de septembre 1915 à mai 1918.

En novembre 1919, le fac-similé de l'article fut publié dans l'édition spéciale du *Det röda Ryssland. 1917 7/11 1919* (La Révolution russe. 1917. 7.11.1919), publié par la maison d'éditions socialiste de gauche « Fram » de Stockholm à l'occasion du deuxième anniversaire de la Révolution d'Octobre. — P. 404.

143. Ce discours fut prononcé par Lénine à la séance du Comité exécutif central de Russie du 14 (27) décembre 1917 où fut examiné le projet de décret sur la nationalisation des banques.

Les préparatifs pour la nationalisation des banques commencèrent au lendemain de la victoire de la révolution socialiste. La Banque d'Etat fut occupée le 25 octobre (7 novembre) 1917. Ayant brisé le sabotage des fonctionnaires bourgeois, le pouvoir soviétique se rendit bientôt pratiquement maître de la Banque d'Etat et établit le contrôle des banques privées comme étape transitoire sur la voie de leur nationalisation. Le sabotage des financiers obligea le Gouvernement soviétique à accélérer la nationalisation des banques privées. Le matin du 14 (27) décembre, par ordre du gouvernement, des détachements d'ouvriers et de gardes rouges occupèrent les locaux de toutes les banques et établissements de crédit de Pétrograd. Le même jour, à une séance du Conseil exécutif central de Russie furent votés les décrets « Sur la nationalisation des banques » et « Sur l'inspection des coffres-forts des banques ».

Les deux décrets furent publiés le 15 (28) décembre dans les *Izvestia du C.E.C.* n° 252. — P. 406.

144. *Le Projet de décret sur la nationalisation des banques et sur les mesures qu'elle comporte* fut soumis par Lénine à l'approbation du Conseil supérieur de l'économie nationale vers la mi-décembre 1917. Publié pour la première fois dans la revue l'*Economie nationale* n° 11 de novembre 1918. Le dernier paragraphe du projet est publié pour la première fois d'après le manuscrit.

L'*Economie nationale*, organe du Conseil supérieur de l'économie nationale ; parut de mars 1918 à décembre 1922. — P. 409.

145. Ces questions furent posées par Lénine le 17 (30) décembre 1917 à la conférence des délégués du Congrès général de l'armée pour la démobilisation, désignés par le congrès pour prendre part au travaux de la commission pour la démobilisation de l'armée près le Commissariat du peuple à la guerre. Les Archives ne possèdent pas des réponses à ces questions ni de résumés des réponses. De toute évidence, ces réponses permirent à Lénine de conclure qu'il était impossible de poursuivre la guerre contre les Allemands, et de déterminer la tactique du parti lors des pourparlers de paix avec l'Allemagne. Les réponses furent examinées à la séance du Conseil des Commissaires du peuple tenue le 18 (31) décembre où fut entendu le rapport de N. Krylenko sur la situation au front et sur l'état de l'armée. Le Conseil des Commissaires du peuple admit que les réponses au questionnaire élucidaient parfaitement le problème et adopta le projet de résolution proposé par Lénine (voir le présent tome, p. 395).

Le manuscrit du questionnaire établi par Lénine ne fut pas retrouvé. Le texte du document que nous publions fut cité dans une lettre adressée par D. Vitebski, délégué de la conférence, à l'Institut Lénine en 1924.

Le *Congrès général de l'armée pour la démobilisation* s'ouvrit à Pétrograd le 15 (28) décembre 1917 et se termina le

3 (16) janvier 1918. Au congrès assistaient des délégués désignés par les Soviets des députés ouvriers et soldats, les comités des fronts et des corps d'armée, des troupes du génie, les unités d'artillerie, des états-majors, etc. A l'ouverture du congrès 234 délégués étaient présents, dont 119 bolchéviks et 45 socialistes-révolutionnaires de gauche. Les menchéviks et les s.-r. de droite se rallièrent autour d'un « groupe non fractionnel ». Par la suite le nombre des délégués atteignit 272. Le congrès se posa pour tâche de régulariser la démobilisation spontanée de l'armée et de discuter la question de la création d'une nouvelle armée de l'Etat socialiste. Au fond le congrès assuma les fonctions d'un organe provisoire de direction de la démobilisation de l'armée.

A la séance du 28 décembre 1917 (10 janvier 1918) où fut examinée la question de la formation de l'armée socialiste, la fraction bolchévique déposa un projet de décision portant création d'une armée des ouvriers et des paysans. Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires de droite critiquèrent ce projet. Après quelques hésitations, les socialistes-révolutionnaires de gauche approuvèrent le projet des bolchéviks qui rallia 153 voix (40 contre, 13 asbtentions).

Lénine, très pris, ne put prendre la parole au congrès, comme il était prévu initialement. Le 3 (16) janvier, jour de la fermeture des travaux, il adressa au congrès une lettre de salutations (voir le présent tome, p. 448). — P. 413.

146. Le projet de résolution fut adopté par le Conseil des Commissaires du peuple le 18 (31) décembre 1917. — P. 415.

147. Cf. les lettres de K. Marx à W. Liebknecht du 6 avril 1871 et à L. Kügelmann du 12 avril 1871. — P. 419.

148. *Bielinski Vissarion* (1811-1848), révolutionnaire démocrate russe, critique littéraire, publiciste, philosophe matérialiste. Biélinski exerça une grande influence sur la pensée sociale et le mouvement de libération en Russie. — P. 427.

149. Cf. la lettre de K. Marx à W. Bracke du 5 mai 1875. — P. 432.

150. Lénine cite les paroles de Méphistophelès du *Faust* de Gœthe. — p. 432.

151. Le départ des premiers détachements de l'armée socialiste pour le front, le 1er (14) janvier 1918, fut l'occasion d'un meeting au manège Mikhaïlovski, à Pétrograd. Alors qu'il rentrait à Smolny, Lénine essuya un coup de feu : la balle traversa le pare-brise de sa voiture et passa au-dessus de sa tête. Le communiste suisse Fritz Pletten qui accompagnait Lénine fut légèrement blessé. — P. 440.

152. Le projet de la *Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité* fut soumis le 3 (16) janvier 1918 au Comité exécutif

central de Russie. Le projet fut approuvé par la majorité de voix (deux contre et une abstention) et remis pour rédaction définitive à une commission de conciliation. La *Déclaration* adoptée par le Comité exécutif central le 4 (17) janvier fut publiée dans les *Izvestia du C.E.C.* Le 5 (18) janvier, la *Déclaration* fut rendue publique par Sverdlov à la première séance de l'Assemblée constituante pour être intérinée par cette dernière. La majorité contre-révolutionnaire de la Constituante déclina la proposition d'examiner la *Déclaration*. Le 12 (25) janvier la *Déclaration* fut ratifiée par le IIIe Congrès des Soviets de Russie. Par la suite elle fut mise à la base de la Constitution soviétique.

Le paragraphe 2 du manuscrit de Lénine comporte des rectifications apportées par Staline. Le paragraphe qui commence par les mots « quant au fond, l'Assemblée constituante estime... » a été écrit par Boukharine et revu par Lénine. — P. 445.

153. Le 6 (19) décembre 1917, la Diète de Finlande adopta une déclaration sur l'indépendance de la Finlande. Conformément à la politique nationale de l'Etat soviétique, le 18 (31) décembre 1917, le Conseil des Commissaires du peuple adopta le décret sur l'indépendance politique de la Finlande. Pendant la séance, Lénine remit personnellement le texte du décret au premier ministre Peh Swinhufwud, qui conduisait la délégation gouvernementale finlandaise. Le 22 décembre 1917 (4 janvier 1918), le Conseil exécutif central de Russie ratifia le décret sur l'indépendance de la Finlande.

Le 19 décembre 1917 (1er janvier 1918), en vertu de l'accord passé entre la Russie, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Turquie et la Bulgarie le 2 (15) décembre à Brest-Litovsk, le Gouvernement soviétique proposa au gouvernement de l'Iran d'élaborer en commun un plan de retrait des troupes russes de ce pays.

Le 29 décembre 1917 (11 janvier 1918), le Conseil des Commissaires du peuple vota le décret sur « l'Arménie turque » qui fut publié dans la *Pravda* du 31 décembre 1917 (13 janvier 1918). — P. 446.

154. Après le refus de la majorité contre-révolutionnaire de l'Assemblée constituante de discuter la *Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité*, les groupes parlementaires des bolchéviks et des s.-r. de gauche insistèrent sur l'interruption des séances pour examiner la situation au sein des divers groupes. Lénine fit un bref discours à la fraction bolchévique (les notes du secrétaire, le sténogramme du discours ne sont pas conservés). Lénine proposa de rendre publique la déclaration de la fraction bolchévique qu'il avait rédigée et de se retirer ensuite de l'Assemblée constituante. Cette proposition fut acceptée.

Les s.-r. de gauche qui occupaient une attitude hésitante

à l'égard de l'Assemblée constituante proposèrent, après le départ des bolchéviks, de mettre immédiatement aux voix la question de l'attitude envers la politique de paix du pouvoir soviétique. L'aile droite de l'Assemblée rejeta cette proposition. Les socialistes-révolutionnaires de gauche se retirèrent à leur tour de l'Assemblée.

Après le départ des bolchéviks et des s.-r. de gauche, le Commissaire du peuple à la Marine, Dybenko, chargé d'assurer la garde du Palais de Tauride, ordonna aux marins de fermer la Constituante. Mis au courant de cette décision, Lénine donna les instructions suivantes : « Les camarades soldats et marins faisant partie de la garde du Palais de Tauride sont tenus de s'abstenir de tout acte de violence à l'égard des députés contre-révolutionnaires de l'Assemblée constituante. Ils les laisseront tous librement sortir du Palais tout en veillant à n'y laisser entrer personne sans une autorisation spéciale. Le président du Conseil des Commissaires du peuple V. Oulianov (Lénine) » (Recueil Lénine XVIII, p. 46).

L'Assemblée constituante fut dissoute à 4 h 40 dans la nuit du 5 au 6 (18-19) janvier 1918. — P. 451.

155. Lénine assimilait au blanquisme la tactique opportuniste de conciliation adoptée par les menchéviks et autres traîtres à la révolution et aux intérêts de la classe ouvrière. — P. 453.

156. La question de la dissolution de l'Assemblée constituante fut discutée à la séance du Conseil des Commissaires du peuple du 6 (19) janvier 1918. Les grandes lignes du décret sur la dissolution de l'Assemblée constituante furent esquissées par Lénine dans le projet initial des thèses de ce décret.

Dans la nuit du 6 au 7 (19-20) janvier fut convoquée une séance du Conseil exécutif central de Russie qui approuva à la majorité des voix contre deux et cinq abstentions le décret sur la dissolution de l'Assemblée constituante. Lénine y fit un discours (voir le présent tome, pp. 459-463). Le projet de Lénine fut mis à la base du décret voté par le Comité exécutif central de Russie.

Le décret sur la dissolution de l'Assemblée constituante fut publié dans la *Pravda* et les *Izvestia du C.E.C.* du 7 (20) janvier 1918. — P. 456.

157. Après l'intervention de Lénine, la séance du C.C. du 11 (24) janvier 1918 examina la question de la paix et de la guerre. Les « communistes de gauche » et Trotski s'opposèrent à Lénine. Une partie des « communistes de gauche » dont Boukharine, Ouritski, Lomov (Oppokov) soutenaient la proposition de Trotski « ni la guerre ni la paix ». Staline, Serguéev (Artem), Sokolnikov se prononcèrent pour la paix. Lors du vote, les « communistes de gauche », n'espérant plus le succès du mot d'ordre de guerre révolutionnaire immédiate (deux personnes seulement votèrent pour), donnèrent la prépondérance à la

proposition de Trotski qui reçut 9 voix contre 7. Pour surmonter la résistance à la conclusion de la paix au sein du C.C. et convaincre la partie des masses qui suivait les partisans de la guerre révolutionnaire, Lénine proposa de faire traîner les pourparlers au maximum. Cette proposition fut acceptée par 12 voix contre une. — P. 464.

158. Le *IIIe Congrès des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans de Russie* se tint du 10 au 18 (23-31) janvier 1918 à Pétrograd.

Y étaient représentés 317 Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans et 110 comités d'armée, de corps d'armée et de divisions. Au début du congrès, 707 délégués, dont 441 bolchéviks, y participaient. Le 13 (26) janvier vinrent se joindre à eux les participants au IIIe Congrès des Soviets des députés paysans de Russie. Finalement, après l'arrivée des délégués qui ne purent assister à l'inauguration du congrès, le nombre de délégués atteignit 1 587 personnes.

Furent élus au présidium du congrès 10 bolchéviks, 3 socialistes-révolutionnaires de gauche et 1 représentant des autres fractions (s.-r. de droite, menchéviks, etc.).

Les salutations au congrès furent présentées par des représentants de la social-démocratie de Suisse, de Roumanie, de Suède et de Norvège, ainsi que par le Parti socialiste britannique, les ouvriers socialistes d'Amérique.

Le congrès discuta le rapport de Sverdlov sur l'activité du Conseil exécutif central de Russie. Lénine y fit une intervention sur l'activité du Conseil des Commissaires du peuple. Lors de la discussion de ces deux rapports, les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires de droite et les menchéviks-internationalistes protestèrent contre la politique intérieure et extérieure du pouvoir des Soviets. Dans son discours de conclusion après la discussion sur le rapport d'activité du Conseil des Commissaires du peuple Lénine critiqua leurs positions. Le congrès ratifia la *Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité* qui fut mis par la suite à la base de la Constitution soviétique. La résolution adoptée par le congrès exprima son entière confiance à la politique du Comité exécutif central de Russie et du Conseil des Commissaires du peuple.

Le congrès approuva la politique du Conseil des Commissaires du peuple dans la question de la paix et lui conféra dans ce domaine les plus vastes pouvoirs.

Le congrès entendit le rapport du Commissaire du peuple aux Nationalités, J. Staline, sur les fondements d'une structure fédérative des républiques soviétiques et sur la politique nationale du pouvoir soviétique. Le congrès prit une décision spécifiant que la République socialiste de Russie était constituée sur la base d'une union volontaire des peuples de Russie comme une fédération de républiques soviétiques. Le congrès approuva la politique nationale du pouvoir des Soviets.

L'arrivée des délégués du IIIe Congrès paysan de Russie

fut un événement marquant pour le congrès. Dorénavant le congrès poursuivait ses travaux en tant que congrès unifié des Soviets ouvriers, soldats et paysans.

Le congrès ratifia les thèses fondamentales de la loi sur la socialisation de la terre, élaborée sur la base du Décret sur la terre.

Le Conseil exécutif central de Russie élu par le congrès comprenait 160 bolchéviks, 125 socialistes-révolutionnaires de gauche, 2 social-démocrates internationalistes, 3 communistes-anarchistes, 7 s.-r. maximalistes, 7 s.-r. de droite et 2 menchéviks.

Avant la clôture du congrès Lénine, dans son intervention, indiqua que le congrès « a inauguré une ère nouvelle de l'histoire mondiale » et ayant consacré l'organisation du nouveau pouvoir d'Etat, créé par la Révolution d'Octobre, il a posé « pour le monde entier, pour les travailleurs de tous les pays les jalons de la future édification socialiste » (voir le présent tome, p. 505.)— P. 477.

159. Lénine fait allusion aux pourparlers du syndicat des cuirs et peaux de Russie avec les entrepreneurs. Le syndicat demandait que la représentation ouvrière au Comité principal des cuirs et peaux soit élargie et que celui-ci soit réorganisé sur une base démocratique. Au début de 1918, les pourparlers aboutirent à la réorganisation du Comité principal et des comités de région où les ouvriers obtinrent les deux tiers des voix. Le 6 avril 1918, tous les Soviets reçurent le télégramme signé de Lénine qui soulignait la nécessité de démocratiser les succursales locales du Trust des cuirs et peaux et d'appliquer rigoureusement les dispositions du Comité principal et des comités de région. — P. 495.

160. Cf. la lettre de K. Marx à F. Engels du 12 février 1870. — P. 497.

161. Lénine fait allusion au mouvement antimilitariste des ouvriers de Turin, en août 1917, qui avaient déclenché une grève générale, et aux grèves des ouvriers autrichiens en janvier 1918, provoquées par les pourparlers de Brest-Litovsk. Les grèves d'Autriche avaient pour mot d'ordre la conclusion de la paix générale et l'amélioration du ravitaillement des ouvriers. — P. 497.

162. Il s'agit du « Message du gouvernement révolutionnaire de Finlande au Conseil des Commissaires du peuple de la Fédération de Russie », publié le 17 (30) janvier 1918 dans la *Pravda* du soir n° 13.

La révolution en Finlande commença à la mi-janvier 1918 dans les régions industrielles du Sud. Le 15 (28) janvier, la Garde Rouge de Finlande occupa la capitale, Helsingfors. Le Gouvernement bourgeois réactionnaire de Swinhufwud fut renversé. Le 16 (29) janvier fut créé un gouvernement révolutionnaire : le Conseil des délégués populaires. Dans les villes et les localités rurales du Sud, le pouvoir fut pris par les ouvriers. Le gou-

vernement Swinhufwud, ayant consolidé ses positions dans le Nord, demanda l'aide du gouvernement allemand. A la suite de l'intervention des forces armées de l'Allemagne, la révolution de Finlande, après une âpre guerre civile, fut écrasée en mai 1918. — P. 507.

163. Lénine fait allusion à la *Loi fondamentale sur la socialisation de la terre*, qui devait être ratifiée par le IIIe Congrès des Soviets de Russie. Le projet de loi fut rédigé par une commission du IIIe Congrès des Soviets avec la participation de Lénine. Le 18 (31) janvier 1918 la « Loi fondamentale sur la socialisation de la terre » (Premier chapitre : « Dispositions générales ») fut ratifiée par le IIIe Congrès des Soviets. La Loi fut ensuite examinée en détail aux séances communes du congrès des comités agraires et de la section paysanne du IIIe Congrès des Soviets. Le texte définitif de la Loi fut entériné à la séance du Comité exécutif central de Russie du 27 janvier (9 février). — P. 507.

164. Le *Congrès extraordinaire des cheminots de Russie* se tint du 5 au 30 janvier (18 janvier-12 février) 1918 à Pétrograd. Il rassemblait la gauche du IIe Congrès extraordinaire des cheminots qui avait été réuni par le Vikjel le 19 décembre 1917 (1er janvier 1918). Le congrès extraordinaire avait été abandonné par les délégués de gauche après l'adoption par la droite (s.-r. de droite, menchéviks, etc.), à une majorité de 12 voix, d'une résolution réclamant la remise du pouvoir à l'Assemblée constituante.

La résolution adoptée par le Congrès extraordinaire des cheminots de Russie spécifiait que celui-ci soutenait sans réserve le pouvoir des Soviets. Le congrès élabora une nouvelle échelle des salaires pour les ouvriers et les employés des chemins de fer, adopta des règlements sur l'administration des chemins de fer, sur la milice populaire des chemins de fer, entendit un rapport sur la nationalisation des réseaux privés, etc. Le congrès élut un Comité exécutif des cheminots de Russie, le Vikjédor. — P. 511.

165. L'ordre de Kalédine de faire arrêter les participants au congrès des Cosaques du front, dans la stanitsa Kamenskaïa, ne put pas être exécuté, car il vint trop tard : le Comité révolutionnaire militaire créé par le congrès s'était emparé du pouvoir dans cette stanitsa. Ce fait fut relaté par un délégué au IIIe Congrès des Soviets de Russie, qui avait été témoin des événements. — P. 515.

166. Il s'agit d'un décret de M. Elizarov, Commissaire du peuple aux Voies de communication, promulgué le 2 (15) janvier 1918 et relatif à la rétribution du travail des cheminots. Aux termes de ce décret, le travail des ouvriers hautement qualifiés et des ingénieurs était rétribué presque au même taux que celui des manœuvres. Le Conseil des Commissaires du peuple, à sa séance du 7 (20) janvier, annula ce décret et proposa, jusqu'à un nouveau congrès extraordinaire des cheminots de Russie, d'effectuer les

payements selon les normes établies par le Conseil exécutif central de Russie le 2 (15) décembre 1917, qui faisait dépendre la rémunération de l'échelon des ouvriers et employés et des zones géographiques. — P. 527.

167. La Conférence du présidium du Soviet de Pétrograd avec les représentants des organes du ravitaillement fut consacrée à la pénible situation alimentaire des ouvriers et des soldats de la garnison de Pétrograd, qui touchaient une ration de 100 grammes de pain par jour. La conférence entendit le rapport du représentant de l'administration chargée du ravitaillement sur les perspectives de livraison de denrées alimentaires à Pétrograd et le rapport du représentant de la commission du déchargement des convois. Par décision du Conseil des Commissaires du peuple en date du 19 janvier (1er février), la ration de pain fut portée à 200 g pour toute la population de Pétrograd. — P. 530.

168. La question de la nationalisation de la marine marchande maritime et fluviale fut discutée à la séance du Conseil des Commissaires du peuple le 18 (31) janvier 1918. Trois rapports furent entendus : celui du Centre-Volga, celui du C.C. de l'Union de la marine marchande maritime et fluviale et du représentant du Conseil supérieur de l'économie nationale. Le projet de Lénine fut ratifié en tant que décret du Conseil des Commissaires du peuple « Sur la marine marchande maritime et fluviale ». — P. 534.

169. Il s'agit du Comité central de l'Union de la marine marchande maritime et fluviale de Russie. — P. 534.

170. Le groupe des « communistes de gauche » (Boukharine, Lomov (Oppokov), Ossinski (Obolenski) et d'autres) adressa au Comité central du parti une demande datée du 15 (28) janvier 1918 et réclamant la réunion d'une conférence du parti qui aurait été chargée d'examiner la question de la paix. — P. 536.

171. La proposition de Lénine sur la convocation du congrès fut adoptée. A la séance du C.C. du 19 janvier (1er février) 1918, il fut décidé de convoquer le congrès pour le 20 février. Cette date fut reportée par la suite au 6 mars 1918. — P. 537.

172. La proposition de Lénine de réunir une conférence des représentants de diverses tendances sur la question de la paix fut acceptée. Cette conférence eut lieu le 21 janvier (3 février) 1918. Son procès-verbal n'a pas été retrouvé. On n'a gardé que le sténogramme du vote sur les dix points concernant la conclusion de la paix. (Cf. les *Procès-verbaux du Comité central du P.O.S.D.(b)R. Août 1917-février 1918*, 1958, pp. 190-191). A la question « Est-il possible de conclure maintenant la paix annexionniste avec l'Allemagne ? », cinq participants ont répondu « oui » : Lénine, Staline, Mouranov, Artem (Serguéev), Sokolnikov ; 9 contre : Lomov (Oppokov), Krestinski, Boub-

nov, Kossior, Ossinski (Obolenski), Stoukov, Préobrajenski, Spunde, Finigstein. Zinoviev, Boukharine et Ouritski quittèrent la conférence avant le vote. — P. 538.

173. Lénine fait allusion à l'interruption des communications télégraphiques entre Moscou et Brest-Litovsk ; celles-ci étaient souvent détériorées ou coupées par les Allemands. — P. 539.

174. Lénine se réfère à un fait cité dans le rapport du représentant du congrès des Cosaques réuni dans la stanitsa Kamenskaïa à la séance du 16 (29) janvier 1918 du IIIe Congrès des Soviets. — P. 546.

175. Ce télégramme fut la réponse à la question de Trotski sur la façon dont il fallait réagir à l'ultimatum des Allemands.

Outre Lénine, ce document fut signé par Staline. Les mots « Réponse », « 28/I. 6 h 30 du soir »; « Informez-nous plus souvent » sont écrits par Staline. — P. 548.

176. Le discours fut prononcé par Lénine à la séance de clôture du congrès des comités agraires et de la section paysanne du IIe Congrès des Soviets.

Le congrès des comités agraires fut ouvert le 17 (30) janvier à Pétrograd. A sa première séance étaient présents 472 délégués de 43 provinces et 243 districts. Par la suite le congrès tint ses travaux avec la section paysanne du IIIe Congrès des Soviets de Russie qui prit fin le 18 (31) janvier. Le nombre de participants aux séances communes des comités agraires et de la section paysanne dépassa 1 000 personnes. A ces séances et dans les sections du congrès fut examinée en détail la « Loi fondamentale sur la socialisation de la terre » (voir la note 163). — P. 549.

177. A la séance du matin du C.C. le 18 février 1918 fut discutée la question de l'offensive allemande et de l'envoi au gouvernement d'Allemagne d'un télégramme annonçant que la Russie était prête à signer la paix.

La déclaration de Trotski à Brest-Litovsk sur le refus de signer le traité de paix servit de prétexte aux Allemands pour lancer leur offensive. Le 16 février 1918 à 19 h 30 le commandement allemand déclara officiellement aux représentants soviétiques à Brest-Litovsk que le 18 février à 12 heures l'armistice prendrait fin et que l'état de guerre recommencerait. Selon l'accord d'armistice signé à Brest-Litovsk le 2 (15) décembre 1917, les parties étaient tenues, au cas où l'une d'elles voudrait annuler l'accord, d'en faire part à l'autre signataire sept jours avant l'ouverture des hostilités. Le commandement allemand viola cette clause. Le gouvernement soviétique protesta auprès du gouvernement allemand. Aucune réponse ne suivit. Le matin du 18 février, on apprenait que les troupes allemandes s'ébranlaient.

A la séance du C.C., Trotski et Boukharine se prononcèrent contre la proposition de Lénine d'envoyer immédiatement

un télégramme au gouvernement allemand ; Zinoviev soutint cette proposition, qui fut mise aux voix. 6 personnes votèrent pour, 7 contre. Il fut décidé de convoquer une séance du C.C. le lendemain à 2 heures de l'après-midi. Mais à cause de l'offensive allemande, elle ne fut réunie que le 18 février au soir. — P. 551.

178. Il s'agit de la réunion du C.C. le 17 février au soir où fut discutée la question d'une éventuelle offensive allemande. Cinq membres du C.C. (Lénine, Staline, Sverdlov, Sokolnikov, Smilga) votèrent pour la proposition de Lénine de reprendre immédiatement les pourparlers de paix avec l'Allemagne ; six membres (Trotski, Boukharine, Lomov, Ouritski, Ioffé, Krestinski) votèrent contre. Mais lorsque la question fut ainsi posée : « Si l'offensive allemande est un fait et s'il n'y a pas de poussée révolutionnaire en Allemagne et en Autriche, signons-nous la paix ?», Trotski répondit par l'affirmative. Boukharine, Lomov, Ouritski et Krestinski s'abstinrent. Ioffé vota contre. Ainsi, cette proposition fut adoptée à la majorité des voix. — P. 552.

179. La séance du soir du C.C., le 18 février 1918, se déroula dans une atmosphère très tendue. Elle avait été convoquée en raison du fait que les Allemands avaient repris l'offensive sur tout le front et occupé Dvinsk. Les « communistes de gauche » se prononcèrent de nouveau contre la position de Lénine. Trotski proposa de demander à Berlin et à Vienne, sans annoncer la volonté de signer la paix, de préciser leurs exigences. Sverdlov, Staline, Zinoviev se prononcèrent pour l'envoi au gouvernement allemand d'un télégramme où l'on se déclarerait prêt à reprendre les pourparlers. A cette séance, à l'issue d'une âpre lutte, Lénine réussit à obtenir pour la première fois la majorité pour la signature de la paix. Sa proposition de faire immédiatement savoir au gouvernement allemand que le gouvernement soviétique était prêt à conclure la paix fut acceptée par sept voix contre six. — P. 553.

180. Le radiogramme au gouvernement du Reich allemand fut transmis, au nom du Conseil des Commissaires du peuple, à Berlin le matin du 19 février. La réponse du gouvernement allemand exposant des conditions encore plus pénibles ne fut remise au courrier soviétique que le 22 février et reçue à Pétrograd le 23 février. Les Allemands exigeaient d'examiner les nouvelles conditions de la paix dans les 48 heures. Pendant ce temps ils poursuivirent leur offensive et occupèrent plusieurs villes de la Russie soviétique, menaçant directement Pétrograd. — P. 556.

LA VIE ET L'ŒUVRE
DE V. LÉNINE

CHRONOLOGIE

(Septembre 1917-février 1918)

1917

Jusqu'au 17 (30) septembre — Lénine vit à Helsingfors (Finlande). Se trouvant dans une clandestinité totale à la suite des événements de juillet, Lénine, poursuivi par le Gouvernement provisoire, dirige le Parti par l'intermédiaire de ses camarades demeurant à Pétrograd.

15(28) septembre — Les lettres de Lénine «Les bolcheviks doivent prendre le pouvoir» et «Le marxisme et l'insurrection» sont discutées à la séance du Comité central du Parti. Ces lettres furent envoyées par le Comité central aux plus importantes organisations du Parti bolchévik.

17(30) septembre — Lénine quitte Helsingfors pour Vyborg afin d'établir un lien plus étroit avec le Comité central du Parti.

Septembre, pas plus tard que le 22 (5 octobre) — Lénine rédige l'article «Les champions de la fraude et les erreurs des bolchéviks» qui est publié, en abrégé, le 24 septembre (7 octobre) dans le n° 19 du journal *Rabotchi Pout* sous le titre «Les champions de la fraude».

22—24 septembre (5—7 octobre) — Lénine écrit l'article «Notes d'un publiciste. Les erreurs de notre Parti».

27 septembre (10 octobre) — Lénine écrit une lettre au président du Comité régional de l'armée, de la flotte et des ouvriers de Finlande, au camarade Smilga.

29 septembre (12 octobre) — Lénine écrit l'article «La crise est mûre».

Fin septembre-1er (14 octobre) — Lénine écrit l'article «Les bolchéviks garderont-ils le pouvoir?».

Entre le 29 septembre et le 4 octobre (12 et 17 octobre) — Lénine écrit les «Thèses pour le rapport à la Conférence du 8 octobre de l'organisation de Pétersbourg, ainsi que pour la résolution et le mandat à donner aux délégués au Congrès du Parti».

Entre le 30 septembre et le 12 octobre (13 et 25 octobre)	Lénine signe deux déclarations, par lesquelles il accepte d'être candidat à l'Assemblée constituante du Front Nord de l'armée en campagne et de la Flotte de la Baltique.
1er (14) octobre	Lénine écrit la «Lettre au Comité central, au Comité de Moscou, au Comité de Pétersbourg, aux membres bolchéviks des Soviets de Pétrograd et de Moscou», dans laquelle il propose de prendre le pouvoir sans délai.
1er-2 (14-15) octobre	Lénine rédige l'adresse «Aux ouvriers, aux paysans, aux soldats», les appelant à renverser le gouvernement Kérenski et à remettre le pouvoir aux Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans.
3 (16) octobre	Le Comité central décide de rappeler Lénine à Pétrograd.
5 (18) octobre	Le Comité central élit une commission dirigée par Lénine pour préparer le projet de programme du Parti.
6-8 (19-21) octobre	Lénine rédige l'article «Pour une revision du programme du Parti».
7 (20) octobre	Lénine quitte illégalement la ville de Vyborg pour Pétrograd et s'établit dans le quartier de Vyborg, chez M. Fofanova. Le même jour, il écrit la «Lettre à la Conférence de la ville de Pétrograd. Document intérieur».
8 (21) octobre	Lénine écrit l'article «Conseils d'un absent» et la «Lettre aux camarades bolchéviks participant au Congrès des Soviets de la région du Nord», dans lesquels il montre que les bolchéviks doivent prendre le pouvoir et présente un plan concret d'insurrection.
10 (23) octobre	A la séance du Comité central du Parti, Lénine fait un rapport sur la situation présente ; il soumet un projet de résolution sur l'insurrection armée qui est adopté par le Comité central. A la même séance, un Bureau politique du Comité central est créé, avec à sa tête Lénine, pour assurer la direction politique de l'insurrection.
Entre le 10 et le 16 (23 et 29) octobre	Chez M. Kalinine, Lénine a une rencontre avec les membres du Comité central, avec qui il traite la question de l'insurrection armée.
Entre le 12 et le 15 (25 et 28) octobre	Dans un appartement clandestin Lénine a plusieurs entrevues avec O. Piatnitski, représentant du Comité de Moscou du P.O.S.D.(b)R : ils examinent

la possibilité d'une insurrection armée à Moscou; Lénine consent, par écrit, à poser sa candidature à l'Assemblée constituante comme représentant de la ville de Moscou.

14(27) octobre — Chez G. Jalava, mécanicien de locomotive du chemin de fer de Finlande, Lénine s'entretient avec responsables du Parti bolchévik de la préparation d'une insurrection armée.

16(29) octobre — Lénine présente un rapport à une séance élargie du Comité central du Parti sur la séance du Comité central du 10(23) octobre et donne lecture de la résolution adoptée par le Comité central le 10(23) octobre sur l'insurrection armée.

17(30) octobre — Lénine écrit la «Lettre aux camarades», dans laquelle il démasque l'attitude de trahison de Kaménev et de Zinoviev qui ont pris position contre l'insurrection armée.

18(31) octobre — Lénine écrit la «Lettre aux membres du Parti bolchévik» dans laquelle il exige d'exclure du Parti Zinoviev et Kaménev pour avoir joué le rôle de briseurs de révolution en divulgant la décision du Comité central sur l'insurrection armée.

19 octobre (1er novembre) — Lénine insiste dans sa «Lettre au Comité central du P.O.S.D.(b)R.» pour qu'on exclue du Parti Zinoviev et Kaménev.

20 octobre (2 novembre) — Lénine écrit l'article «Le Parti socialiste-révolutionnaire trompe une fois de plus les paysans».

A la séance du Comité central du Parti, on discute la «Lettre aux membres du Parti bolchévik» et la «Lettre au Comité central du P.O.S.D.(b)R.» écrites par Lénine.

24 octobre (6 novembre) — Lénine écrit la «Lettre aux membres du Comité central» exigeant le déclenchement immédiat de l'insurrection armée.

Dans la nuit du 24 au 25 octobre (du 6 au 7 novembre) — Lénine arrive illégalement à Smolny et dirige l'insurrection armée des ouvriers, soldats et marins de Pétrograd.

Lénine prend part à la séance du Comité central du P.O.S.D.(b)R. où on discute la composition du Gouvernement soviétique de Russie.

25 octobre (7 novembre) — Dix heures du matin: Lénine écrit au nom du Comité révolutionnaire militaire un appel: «Aux citoyens de Russie!» dans lequel il est dit que le

Gouvernement provisoire est destitué et que le pouvoir est passé aux mains du Comité révolutionnaire militaire. Lénine prend part à la séance du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd, rédige un projet de résolution et présente un rapport sur les tâches qui incombent au pouvoir des Soviets.

Lénine écrit un appel du IIe Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie intitulé : «Aux ouvriers, aux soldats et aux paysans !».

26 octobre (8 novembre) et dans la nuit du 26 au 27 octobre (du 8 au 9 novembre)

Lénine rédige les projets des décrets sur la paix, sur la terre et sur la formation d'un gouvernement des Soviets. Lénine prend part aux travaux du IIe Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie, présente des rapports sur la paix et sur la terre. Le Congrès adopte le Décret sur la paix, le Décret sur la terre et l'arrêté sur la formation du gouvernement des ouvriers et des paysans, rédigés par Lénine, élit un Conseil des Commissaires du peuple présidé par Lénine : Lénine est élu membre du deuxième Comité exécutif central des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie.

26 ou 27 octobre (8 ou 9 novembre)

Lénine écrit le «Projet de règlement sur le contrôle ouvrier».

Lénine assiste à la séance du Conseil central des comités d'usine de Pétrograd consacrée à l'organisation du contrôle ouvrier dans les entreprises et à la formation d'un organe économique dirigeant.

27 octobre (9 novembre)

Lénine assiste à la première séance du deuxième Comité exécutif central de Russie.

Dans la nuit du 27 au 28 octobre (du 9 au 10 novembre)

Le Comité central du Parti et le Conseil des Commissaires du peuple forment une commission sous la direction de Lénine pour diriger immédiatement l'écrasement des troupes contre-révolutionnaires de Kérenski-Krasnov.

Lénine arrive à l'état-major de la région militaire de Pétrograd où N. Podvoïski, V. Antonov-Ovséenko et K. Mékhanochine l'informent de la situation créée par la prise de Gatchina par les troupes cosaques du général Krasnov et des moyens de lutte à leur opposer. Sur la proposition de Lénine, on prend la décision d'utiliser les navires de la mer Baltique dans les opérations dirigées contre les troupes de Krasnov.

Lénine s'entretient par fil direct avec Helsingfors et donne ordre d'envoyer immédiatement à Pétrograd des détachements de marins et des navires de la Flotte de la Baltique ainsi que des unités de l'armée en vue de lutter contre les troupes des Krasnov-Kérenski.

Lénine informe les membres de la Commission exécutive du comité de Pétersbourg du Parti de l'offensive entreprise par les troupes de Krasnov contre Pétrograd et propose de creuser immédiatement des tranchées et de poser des fils de fer barbelés aux approches de la ville.

28 octobre (10 novembre)

Lénine dirige les opérations visant à écraser l'émeute de Kérenski-Krasnov et participe à l'élaboration du plan d'action contre les troupes rebelles. Lénine dirige la conférence des représentants des organisations du Parti, des comités d'usine, des syndicats, des Soviets d'arrondissement et des unités de la garnison de Pétrograd consacrée à l'organisation de la défense de la ville.

Lénine charge les ouvriers de l'usine Poutilov de fabriquer pour le front des pièces d'artillerie et un train blindé.

Dans la nuit du 28 au 29 octobre (du 10 au 11 novembre)

Lénine se rend à l'usine Poutilov, s'entretient avec les ouvriers, leur assigne la tâche d'accélérer la construction du train blindé et la fabrication des pièces d'artillerie.

29 octobre (11 novembre)

A cause d'une émeute contre-révolutionnaire déclenchéee par les élèves-officiers dans la nuit du 28 au 29 octobre (du 10 au 11 novembre), Lénine convoque une réunion des responsables du Comité révolutionnaire militaire.

Lénine s'entretient avec le représentant du Comité révolutionnaire militaire M. Tomski sur la marche de l'insurrection à Moscou.

Lénine explique aux agitateurs, réunis sur son ordre, la nécessité de faire de la propagande dans les casernes pour entraîner des régiments de la garnison de Pétrograd dans la lutte contre les troupes contre-révolutionnaires de Krasnov-Kérenski

A une conférence des représentants des régiments de la garnison de Pétrograd, Lénine présente un rapport sur la situation actuelle et intervient sur l'armement des unités et l'instauration de l'ordre dans la ville.

29 octobre (11 novembre) et dans la nuit du

Lénine participe à la discussion par la fraction bolchévique du C.E.C.R. de la proposition du Comité exécutif du syndicat des cheminots (Vikjel) de for-

29 au 30 octobre (12 novembre) mer «un gouvernement socialiste homogène» avec les menchéviks et les s.-r.; Lénine critique Kaménev et d'autres défaitistes qui soutiennent cette proposition.

30 octobre (12 novembre) Lénine rédige et envoie au nom du Conseil des Commissaires du peuple le radiogramme «A tous, à tous», sur le passage du pouvoir aux Soviets et sur les mesures prises par le Gouvernement des Soviets pour écraser les soulèvements contre-révolutionnaires.

Fin d'octobre Lénine écrit l'«Esquisse de règlement pour les employés».

1er (14 novembre) Lénine intervient à la séance élargie du Comité central du Parti sur l'attitude de trahison de Kaménev et de Riazanov lors des réunions avec le Vikjel.

2(15) novembre Lénine signe la «Déclaration des droits des peuples de Russie» proclamant l'égalité totale de toutes les nationalités de Russie.

Lénine prend part à la séance du Comité central du Parti à laquelle est discutée la question sur l'attitude capitularde de Kaménev, Zinoviev et autres militants. Le Comité central adopte la résolution rédigée par Lénine sur l'opposition surgie à l'intérieur du Comité central.

3(16) novembre Lénine rédige l'«Ultimatum de la majorité du Comité central du P.O.S.D.(b)R. à la minorité».

Lénine dirige la séance du Conseil des Commissaires du peuple à laquelle on discute le rapport de Noguine sur la situation à Moscou ; Lénine soumet ses objections à l'accord avec le Vikjel.

4(17) novembre et dans la nuit du 4 au 5 (du 17 au 18) novembre Lénine participe à la séance du C.E.C.R., prononce un discours sur la question de la presse et intervient à propos de la déclaration faite par Noguine, Rykov, Milioutine et Théodorovitch sur leur départ du Conseil des Commissaires du peuple ; il répond aux interpellations des s.-r. de gauche.

Lénine intervient à la séance commune du Soviet de Pétrograd et des délégués du front sur le programme et les tâches du gouvernement soviétique.

5(18) novembre Lénine écrit l'«Appel à la population» et la «Réponse aux questions des paysans» et charge le secrétaire du Conseil des Commissaires du peuple de remettre aux délégués paysans venus au Smolny des copies dactylographiées de la «Réponse» signées par lui.

5-6 (18-19) novembre — Lénine rédige l'adresse du «Comité central du Parti ouvrier social-démocrate (bolchévik) de Russie à tous les membres du Parti et à toutes les classes laborieuses de Russie», adresse dans laquelle il dénonce comme déserteurs les traîtres au Parti qui ont quitté le Comité central et le Conseil des Commissaires du peuple : Kaménev, Zinoviev, Noguine, Rykov et Milioutine.

7(20) novembre — Au nom du Conseil des Commissaires du peuple, Lénine ordonne au commandant en chef Doukhonine de proposer sur-le-champ un armistice à tous les pays belligérants.

Dans la nuit du 8 au 9 (du 21 au 22) novembre — A l'état-major de la région militaire de Pétrograd, Lénine a un entretien par fil direct avec le général Doukhonine.

Lénine se rend à l'émetteur de radio «La nouvelle Hollande» et rédige un «Radiomessage à tous. A tous les Comités de régiment, de division, de corps d'armée, d'armée et autres, à tous les soldats de l'armée révolutionnaire et à tous les marins de la flotte révolutionnaire».

9(22) novembre — A la séance élargie du Conseil des syndicats de Pétrograd, Lénine fait un exposé sur le caractère de la Révolution d'Octobre et les tâches du pouvoir des Soviets.

10(23) novembre — A la séance du Comité exécutif central de Russie, Lénine présente un rapport sur les résultats des pourparlers avec Doukhonine.

Lénine approuve et signe le décret sur la suppression des «titres» nobiliaires et des grades civils.

12(25) novembre — L'ordre du Conseil des Commissaires du peuple au Comité révolutionnaire militaire, rédigé par Lénine, sur les mesures énergiques à prendre pour extirper la spéculation et le sabotage est publié dans le n° 223 des *Izvestia du Comité exécutif central.*

14(27) novembre — Au Congrès extraordinaire des Soviets des députés paysans de Russie, Lénine prononce un discours sur la question agraire et donne lecture du projet de résolution rédigé par lui sur l'attitude du Congrès paysan à l'égard du décret sur la terre.

15(28) novembre — Lénine dirige la séance du Conseil des Commissaires du peuple au cours de laquelle est discutée la question de l'organisation d'un Conseil de l'économie nationale.

16 (29) novembre — Lénine dirige la séance du Conseil des Commissaires du peuple au cours de laquelle sont discutés : le projet du décret sur les tribunaux révolutionnaires et la liquidation des anciennes institutions judiciaires ; la question de la restitution au peuple ukrainien d'objets liés à l'histoire de ce peuple ; la question sur les pourparlers avec les s.-r. de gauche à propos de leur participation au gouvernement et autres.

18 novembre (1er décembre) — Au Congrès extraordinaire des Soviets des députés paysans de Russie, Lénine prononce le discours de conclusion sur la question agraire.

Lénine dirige la séance du Conseil des Commissaires du peuple au cours de laquelle sont discutées les questions suivantes : Conférence suprême économique ; nationalisation des usines de la région du Donetz ; appointements des commissaires du peuple ; une résolution sur cette question, rédigée par Lénine, est adoptée.

19 novembre (2 décembre) — Lénine dresse un projet de décret du C. E. C. R. sur le droit des électeurs de rappeler leurs députés et sur le droit des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans d'organiser des réélections dans toutes les institutions représentatives, y compris l'Assemblée constituante.

Lénine dirige la séance du Conseil des Commissaires du peuple, rédige le projet de résolution sur le rapport relatif au Ministère de guerre. Le Conseil examine aussi les questions suivantes : la situation en Ukraine et la Rada ukrainienne ; l'interpellation du Soviet de Moscou sur le droit des Soviets de réquisitionner les fabriques et usines ; le commerce et les relations financières avec la Finlande ; l'épuration des ministères, etc.

21 novembre (4 décembre) — A la séance du Comité exécutif central de Russie, Lénine présente un rapport sur le droit de rappel des députés de l'Assemblée constituante et soumet un projet de décret qui est adopté par le Comité exécutif central de Russie.

22 novembre (5 décembre) — Au premier Congrès de la marine de guerre de Russie, Lénine prononce un discours sur la situation présente.

Lénine dirige la séance du Conseil des Commissaires du peuple où est discutée la question des tribunaux révolutionnaires.

25 novembre (8 décembre) — Dans une lettre au comité d'usine de la manufacture d'armes de Toula, Lénine lui demande de

fournir fusils, revolvers et autres armes à la Garde rouge du district minier de Bokovskaïa, région du Don.

A la séance du Conseil des Commissaires du peuple, Lénine présente un rapport sur la réception par lui d'une délégation de l'union des troupes cosaques.

26 novembre (9 décembre) Dans une lettre à l'état-major de la région militaire de Pétrograd, Lénine signale la nécessité de prêter d'urgence une aide militaire à Orenbourg, attaqué par l'ataman garde-blanc de l'armée cosaque d'Orenbourg, Doutov.

7 novembre (10 décembre) Lénine écrit la préface à la brochure «Matériaux sur la question agraire».

Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du peuple, soumet une proposition sur l'organisation d'une commission spéciale chargée de mettre en pratique la politique socialiste dans les domaines financier et économique. Le Conseil discute aussi les questions : composition de la délégation pour les pourparlers d'armistice et de paix avec l'Allemagne ; instructions sur la conduite des pourparlers, et autres.

Lénine rédige la partie politique générale du «Sommaire du programme des pourparlers de paix».

28 novembre (11 décembre) Lénine rédige la déclaration à la Commission de Russie pour les élections à l'Assemblée constituante dans laquelle il demande qu'on le considère comme élu de la Flotte de la Baltique.

Lénine dirige la séance du Conseil des Commissaires du peuple au cours de laquelle est discutée la question du complot contre-révolutionnaire du parti cadet, présente à la ratification son projet de décret sur l'arrestation des chefs de la guerre civile contre la révolution.

29 novembre (12 décembre) A la séance du Comité central, Lénine intervient sur la composition de la rédaction de la *Pravda* ; on élit Lénine au Bureau du Comité central créé pour régler les affaires urgentes.

Lénine rédige et soumet à la ratification du Conseil des Commissaires du peuple le projet de décret sur la reconversion des usines de guerre en usines travaillant pour l'économie nationale.

1er (14) décembre A la séance du Comité exécutif central de Russie, Lénine prononce des discours sur la création du Conseil supérieur de l'économie nationale et sur l'Assemblée constituante.

A la séance de la fraction bolchévique de l'Assemblée constituante, Lénine présente un rapport sur la tactique du parti à l'égard de l'Assemblée constituante.

2 (15) décembre Lénine dirige la séance du Conseil des Commissaires du peuple au cours de laquelle sont discutées les questions des instructions à donner au commandant en chef N. Krylenko relatives à l'Ukraine; de la Rada biélorusse et de l'octroi de crédits au Comité régional de Biélorussie.

Au IIe Congrès des Soviets des députés de paysans Lénine prend la parole au nom de la fraction bolchévique.

3 (16) décembre Lénine rédige les «Thèses fondamentales du manifeste au peuple ukrainien», le «Manifeste au peuple ukrainien et un ultimatum à la Rada d'Ukraine». Le «Manifeste» est adopté à l'unanimité par le Conseil des Commissaires du peuple.

4 (17) décembre Dévant la section ouvrière du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd, Lénine présente un rapport sur la situation économique des ouvriers de Pétrograd et sur les tâches de la classe ouvrière.

5 (18) décembre Lénine préside le Conseil des Commissaires du peuple; une commission, dont Lénine fait partie, est chargée de prendre les mesures nécessaires pour entreprendre des actions militaires contre la Rada centrale et d'adresser des appels, au nom du Conseil des Commissaires du peuple, au peuple ukrainien et aux soldats. Lénine est élu aussi à la commission chargée d'examiner des projets de règlement et d'instruction sur les comités de canton.

7 (20) décembre Lénine rédige une note à F. Dzerjinski sur les mesures de lutte à prendre contre les saboteurs et les contre-révolutionnaires.

Lénine dirige la séance du Conseil des Commissaires du peuple au cours de laquelle est discuté le rapport de Dzerjinski sur l'organisation et la composition de la Commission extraordinaire de Russie pour combattre la contre-révolution et le sabotage (Tchéka).

11 (24) décembre Lénine prend part aux travaux de l'assemblée plénière du Comité central du Parti.

11 ou 12 (24 ou 25) décembre — Lénine écrit le «Projet de résolution sur le Bureau provisoire de la fraction bolchévique à l'Assemblée constituante» et rédige les «Thèses sur l'Assemblée constituante».

12 (25) décembre — Les «Thèses sur l'Assemblée constituante», rédigées par Lénine, sont adoptées à l'unanimité par la fraction bolchévique de l'Assemblée Constituante.

13 (26) décembre — Au Congrès extraordinaire des cheminots de Russie Lénine apporte le salut au nom du Conseil des Commissaires du peuple.

14 (27) décembre — Lénine entend les rapports des responsables chargés d'occuper les banques privées.

Lénine écrit l'article «Pour le pain et pour la paix».

Lénine prend part à la séance du Comité exécutif central de Russie, intervient aux débats sur la nationalisation des banques.

14 (27) décembre au plus tôt — Lénine rédige des notes sur les questions de la politique économique de l'Etat soviétique.

Lénine rédige le «Projet de décret sur la nationalisation des banques et les mesures qu'elle comporte.»

Lénine participe à la séance du bureau du Conseil supérieur de l'économie nationale et soumet à la discussion le «Projet de décret sur la nationalisation des banques et sur les mesures qu'elle comporte», rédigé par lui; présente un rapport à l'appui de ce projet et répond aux questions posées.

15 (28) décembre — Lénine dirige la séance du Conseil des Commissaires du peuple au cours de laquelle est discutée la question de la création d'une commission de praticiens auprès du Conseil supérieur de l'économie nationale; le Conseil des Commissaires du peuple adopte le projet d'arrêté rédigé sur cette question par Lénine.

16 (29) décembre — Lénine dirige la séance du Conseil des Commissaires du peuple au cours de laquelle sont discutées les questions suivantes: les formes transitoires de l'organisation de l'armée lors de la démobilisation; la formation des unités nationales dans l'armée, et autres.

16 (30) décembre — Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du peuple au cours de laquelle on discute,

entre autres, le rapport de la délégation soviétique de paix à Brest-Litovsk. Lénine se rend à la conférence, convoquée sur son initiative, des représentants du Congrès général de l'armée pour la démobilisation ; rédige les «Questions posées aux délégués du Congrès général de l'armée pour la démobilisation», en donne lecture et propose aux participants à la conférence et aux délégués au congrès de répondre à ces questions par écrit.

18 (31) décembre — Lénine dirige la séance du Conseil des Commissaires du peuple au cours de laquelle sont examinés la situation au front et l'état de l'armée ; la résolution rédigée par Lénine sur cette question est adoptée. Lénine reçoit une délégation du gouvernement finlandais et lui remet le décret du Conseil des Commissaires du peuple sur la reconnaissance de l'indépendance politique de la Finlande.

19 décembre (1er janvier 1918) — Lénine dirige la séance du Conseil des Commissaires du peuple ; présente à la ratification du Conseil des projets d'arrêtés rédigés par lui concernant l'ouverture de pourparlers avec la Rada centrale et la libération par le Commissaire du peuple à la Justice Steinberg des membres de l'«Union de défense de l'Assemblée constituante» qui avaient été arrêtés par la Tchéka.

Décembre dans la nuit du 20 au 21 (du 2 au 3 janvier 1918) — Lénine dirige la séance du Conseil des Commissaires du peuple, au cours de laquelle sont discutées, entre autres, des questions concernant la préparation de l'Assemblée constituante.

23 décembre (5 janvier 1918) — Lénine dirige la séance du Conseil des Commissaires du peuple au cours de laquelle sont discutés le projet du décret sur la «Turquie arménienne» et autres questions.

Le Conseil des Commissaires du peuple accorde à Lénine un congé de trois à cinq jours.

24 décembre (6 janvier 1918) — Lénine passe son congé en Finlande.

24-27 décembre (6-9 janvier 1918) — Pendant son congé Lénine écrit les articles «Extrait du journal d'un publiciste (Thèmes à étudier)», «Ceux qui sont effrayés par la faillite de l'ancien et ceux qui luttent pour le nouveau», «Comment organiser l'émulation?», «Projet de décret sur les coopératives de consommation».

1918

1er (14) janvier — Lénine prononce un discours au manège Mikhaïlovski à l'occasion du départ des premiers détachements de l'armée socialiste. Des terroristes contre-révolutionnaires tirent sur l'automobile dans laquelle Lénine quitte le manège Mikhaïlovski. Lénine n'est pas touché.

A la séance du Conseil des Commissaires du peuple, Lénine fait un exposé sur les événements de la journée.

3 (16) janvier, au plus tard — Lénine rédige la «Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité».

3 (16) janvier — Lénine adresse une lettre au Congrès général de l'armée sur la démobilisation.

Par le fil direct Lénine transmet l'ordre à la délégation russe à Brest-Litovsk de suspendre les pourparlers de paix et de repartir pour Pétrograd.

5 (18) janvier et dans la nuit du 5 au 6 (du 18 au 19) janvier — Lénine participe à la réunion de l'Assemblée constituante. Au cours de la suspension de la séance, il prend part à la réunion du C. C. du Parti où est discutée la tactique vis-à-vis de l'Assemblée constituante ; rédige le projet de déclaration sur le retrait des bolchéviks de l'Assemblée constituante ; s'entretient avec les bolchéviks, députés à l'Assemblée constituante ; à la réunion de la fraction, Lénine motive la proposition du C. C. relative au retrait des bolchéviks de l'Assemblée constituante et explique la tactique ultérieure des bolchéviks à son égard.

6 (19) janvier — Lénine dirige la séance du Conseil des Commissaires du peuple au cours de laquelle sont discutées les thèses rédigées par lui sur l'Assemblée constituante ; tous les points des thèses sont adoptés.

Lénine rédige le «Projet de décret sur la dissolution de l'Assemblée constituante» ; le projet de décret est soumis à la ratification du Comité exécutif central de Russie.

Lénine prononce un discours sur la dissolution de l'Assemblée constituante et soumet le projet de décret qui est ratifié par le C.E.C.R.

7 (20) janvier — Lénine rédige les «Thèses sur la conclusion immédiate d'une paix séparée et annexionniste».

Lénine dirige la séance du Conseil des Commissaires du peuple où on discute le rapport sur le cours des pourparlers de paix à Brest-Litovsk, et d'autres questions.

8 (21) janvier — A une réunion des responsables du Parti de Pétrograd, Lénine donne lecture des «Thèses sur la conclusion immédiate d'une paix séparée et annexionniste».

Lénine dirige la séance du Conseil des Commissaires du peuple au cours de laquelle est discutée la question de la politique du ravitaillement et de l'organisation d'un Conseil de ravitaillement de Russie près le Conseil supérieur de l'économie nationale.

9 (22) janvier — Lénine participe aux travaux de la réunion plénière du Comité central du Parti.

10 (23) janvier — Lénine assiste à l'ouverture du IIIe Congrès des Soviets de Russie ; il est élu président d'honneur du congrès.

11 (24) janvier — Lénine intervient par deux fois sur la question de la paix à la séance du Comité central du Parti bolchévik.

Au IIIe Congrès des Soviets de Russie, Lénine présente un rapport sur l'activité du Conseil des Commissaires du peuple.

12 (25) janvier — Le IIIe Congrès des Soviets adopte la «Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité», rédigée par Lénine.

Au IIIe Congrès des Soviets de Russie, Lénine prononce le discours de conclusion sur le rapport du Conseil des Commissaires du peuple.

13 (26) janvier — Au Congrès extraordinaire des cheminots de Russie, Lénine présente un rapport sur l'activité du Conseil des Commissaires du peuple ; il répond aux questions écrites qui lui ont été remises.

14 (27) janvier — A la réunion du présidium du Soviet de Pétrograd avec les représentants des organes du ravitaillement, Lénine intervient au sujet des mesures de lutte contre la famine ; il soumet le projet de résolution qu'il a rédigé sur cette question.

15 (28) janvier — Dans une lettre adressée à Kharkov à G. K. Ordjonikidzé, Commissaire extraordinaire de l'Ukraine, et à V. Antonov-Ovséenko, commandant en chef, Lénine exige l'adoption «des mesures *les plus énergiques* et *les plus révolutionnaires*» pour l'envoi du blé à Pétrograd.

Lénine donne l'ordre au Comité révolutionnaire de la marine de détacher 2 000 matelots pour la lutte contre la Rada centrale.

Lénine signe le décret du Conseil des Commissaires du peuple portant organisation de l'Armée Rouge.

16 (29) janvier Lénine met au point un projet d'adresse du Conseil des Commissaires du peuple au Congrès de Russie pour le ravitaillement ; il y propose d'affecter aux organismes supérieurs du ravitaillement des militant expérimentés pour appliquer des mesures énergiques de lutte contre la famine.

Lénine approuve et signe le décret du Conseil des Commissaires du peuple allouant vingt millions de roubles pour l'organisation de l'Armée Rouge.

18 (31) janvier Lénine dirige la séance du Conseil des Commissaires du peuple au cours de laquelle est discutée la question de la nationalisation de la marine marchande maritime et fluviale ; la résolution rédigée par Lénine est adoptée.

Lénine écrit le «Décret sur l'élimination des références à l'Assemblée constituante dans la législation soviétique».

Lénine prononce le discours de clôture du IIIe Congrès des Soviets de Russie.

19 janvier (1er février) A la séance du Comité central du Parti, Lénine prend la parole sur la conclusion de la paix avec l'Allemagne et sur la convocation d'un congrès du Parti.

21 janvier (3 février) A la séance du Comité central élargie aux militants du Parti, Lénine intervient sur la conclusion de la paix avec l'Allemagne.

Lénine envoie le radiogramme «A tous. A la délégation de paix à Brest-Litovsk, en particulier» sur les progrès de la lutte pour le pouvoir des Soviets en Ukraine, en Finlande, dans la région du Don.

22 janvier (4 février) Lénine rédige le radiogramme «A tous, à tous» sur la situation dans le pays.

23 janvier (5 février) Lénine signe le radiogramme n° 4 «A tous, à tous, à tous» annonçant que la Rada contre-révolutionnaire est supprimée, que le pouvoir suprême est passé au C.E.C. des Soviets de l'Ukraine et à son Secrétariat du peuple, que des rapports fédératifs sont établis entre l'Ukraine soviétique et la Russie soviétique, que l'émeute de Doutov dans l'Oural est écrasée et qu'en Crimée le pouvoir se trouve entre les mains des Soviets.

24 janvier (6 février) — A la séance du Comité central, Lénine intervient sur la question de l'ordre du jour du VIIe Congrès du Parti ; il propose d'inscrire à l'ordre du jour du congrès : la révision du programme du Parti, la question de la paix et les questions de tactique. Lénine est élu membre de la commission pour l'élaboration du programme du Parti.

Le discours de Lénine devant les propagandistes envoyés en province est publié dans le n° 18 de la *Pravda*.

28 janvier (10 février) — Lénine prononce un discours à la dernière séance du Congrès des comités agraires et de la section paysanne du IIIe Congrès. En réponse à Trotski, président de la délégation russe à la conférence de paix à Brest-Litovsk, lui communiquant l'ultimatum adressé par la délégation allemande, Lénine envoie un télégramme où il souligne encore une fois la nécessité de conclure immédiatement la paix avec l'Allemagne.

Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du peuple au cours de laquelle sont débattues les questions du Tribunal révolutionnaire, de la presse, etc.

18 février — Aux séances du jour et du soir du Comité central du Parti, Lénine intervient sur la question de la reprise des pourparlers de paix avec l'Allemagne.

Dans la nuit du 18 au 19 février — Au nom du Conseil des Commissaires du peuple, Lénine envoie au gouvernement allemand un radiogramme protestant contre l'offensive des troupes allemandes et annonçant que la Russie est prête à signer la paix.

19 février — Lénine dirige la séance du Conseil des Commissaires du peuple au cours de laquelle sont discutées les questions relatives à la politique extérieure et à l'organisation de la défense face à l'offensive lancée par l'Allemagne.

20 février — Lénine donne par fil direct au Soviet de Moscou les réponses sur les mesures prises par le Gouvernement à la suite de l'offensive allemande.

Lénine dirige la séance du Conseil des Commissaires du peuple au cours de laquelle sont discutées les questions de la nationalisation des exploitations pétrolières et de la situation au front.

TABLE DES MATIÈRES

Préface 4

Septembre-décembre 1917

LES BOLCHÉVIKS DOIVENT PRENDRE LE POUVOIR. *Lettre au Comité central, aux Comités de Pétrograd et de Moscou du P.O.S.D.(b)R.* 10

LE MARXISME ET L'INSURRECTION. *Lettre au Comité central du P.O.S.D.(b)R.* 13

LA RÉVOLUTION RUSSE ET LA GUERRE CIVILE. *On agite l'épouvantail de la guerre civile* 20

LES CHAMPIONS DE LA FRAUDE ET LES ERREURS DES BOLCHÉVIKS 36

NOTES D'UN PUBLICISTE. *Les erreurs de notre Parti* 45

LES TÂCHES DE LA RÉVOLUTION 53

Entente désastreuse avec les capitalistes 55
Le pouvoir aux Soviets 55
La paix aux peuples 56
La terre à ceux qui la travaillent 58
Lutte contre la famine et la débâcle économique . . 59
La lutte contre les propriétaires fonciers et les capitalistes hostiles à la révolution 60
Le développement pacifique de la révolution . . . 61

LETTRE À I. SMILGA, PRÉSIDENT DU COMITÉ RÉGIONAL DE L'ARMÉE, DE LA FLOTTE ET DES OUVRIERS DE FINLANDE 63

1 63
2 64
3 65
4 65
5 66
6 66
7 66
8 67
9 67
10 67

LA CRISE EST MÛRE 68
I 68
II 71
III 73
IV 75
V 75
VI 76

LES BOLCHÉVIKS GARDERONT-ILS LE POUVOIR ? 81
Préface à la seconde édition 83
Postface 128

AUX OUVRIERS, AUX PAYSANS, AUX SOLDATS 135

LETTRE AU COMITÉ CENTRAL, AU COMITÉ DE MOSCOU, AU COMITÉ DE PÉTROGRAD, AUX MEMBRES BOLCHÉVIKS DES SOVIETS DE PÉTROGRAD ET DE MOSCOU 138

THÈSES POUR LE RAPPORT À LA CONFÉRENCE DU 8 OCTOBRE DE L'ORGANISATION DE PÉTERSBOURG, AINSI QUE POUR LA RÉSOLUTION ET LE MANDAT À DONNER AUX DÉLÉGUÉS AU CONGRÈS DU PARTI 140
Sur la participation du parti au préparlement . . . 140
Sur le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets » 141
Note ajoutée à la résolution sur « le pouvoir aux Soviets » 142

LETTRE À LA CONFÉRENCE DE LA VILLE DE PÉTROGRAD. *Document intérieur* 144

POUR UNE RÉVISION DU PROGRAMME DU PARTI 149
I 151
II 155
III 158
IV 162
V 164
VI 169
VII 171
VIII 176
IX 179

CONSEILS D'UN ABSENT 182

LETTRE AUX CAMARADES BOLCHÉVIKS PARTICIPANT AU CONGRÈS DES SOVIETS DE LA RÉGION DU NORD 185

SÉANCE DU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.(b)R. DU 10 (23) OCTOBRE 1917 192
1. Rapport *Procès-verbal* 192
2. Résolution 194

SÉANCE DU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.(b)R. DU 16 (29) OCTOBRE 1917. 195
Rapport. *Procès-verbal* 195

Interventions. *Procès-verbal* 196
1. 196
2. 197
3. 197
Résolution 197

LETTRE AUX CAMARADES 198
Postface 218

LETTRE AUX MEMBRES DU PARTI BOLCHÉVIK 220

LES TÂCHES DE NOTRE PARTI DANS L'INTERNATIONALE
(A propos de la IIIe Conférence de Zimmerwald) 224

LETTRE AU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.(b)R. 227

LE PARTI SOCIALISTE-RÉVOLUTIONNAIRE TROMPE UNE FOIS DE PLUS LES PAYSANS 233

LETTRE AUX MEMBRES DU COMITÉ CENTRAL 240

AUX CITOYENS DE RUSSIE ! 242

SÉANCE DU SOVIET DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS DE PÉTROGRAD DU 25 OCTOBRE (7 NOVEMBRE) 1917 245

1. Rapport sur les tâches qui incombent au pouvoir des Soviets. *Compte rendu de presse* 245
2. Résolution 247

DEUXIÈME CONGRÈS DES SOVIETS DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS DE RUSSIE, 25-26 OCTOBRE (7-8 NOVEMBRE) 1917 249

1. AUX OUVRIERS, AUX SOLDATS ET AUX PAYSANS ! 253
2. RAPPORT SUR LA PAIX DU 26 OCTOBRE (8 NOVEMBRE). DÉCRET SUR LA PAIX 255
3. DISCOURS DE CONCLUSION POUR LE RAPPORT SUR LA PAIX DU 26 OCTOBRE (8 NOVEMBRE) . . . 261
4. RAPPORT SUR LA TERRE DU 26 OCTOBRE (8 NOVEMBRE) 265
DÉCRET SUR LA TERRE 266
5. DÉCRET SUR LA FORMATION DU GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN 270

PROJET DE RÈGLEMENT SUR LE CONTRÔLE OUVRIER 272

CONVERSATION PAR FIL DIRECT AVEC HELSINGFORS LE 27 OCTOBRE (9 NOVEMBRE) 1917 274

I. Conversation avec le président du Comité exécutif du Soviet des députés de l'armée, de la flotte et des ouvriers de la Finlande, A. Schéinman . . 274
II. Conversation avec le président de la section militaire du comité régional de l'armée, de la flotte et des ouvriers de la Finlande, Mikhaïlov 275
III. Conversation avec le président du Centre-Baltique, N. Izmaïlov 276

RÉUNION DES REPRÉSENTANTS DES RÉGIMENTS DE LA GARNISON DE PÉTROGRAD, 29 OCTOBRE (11 NOVEMBRE) 1917

Compte rendu de presse 278

1. RAPPORT SUR LA SITUATION ACTUELLE 278
2. INTERVENTION SUR LA QUESTION DE L'ARMEMENT DES UNITÉS 281
3. INTERVENTION SUR LA QUESTION DU RÉTABLISSEMENT DE L'ORDRE DANS LA VILLE 282

RADIOGRAMME DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE DU 30 OCTOBRE (12 NOVEMBRE) 1917 283

ESQUISSE DE RÈGLEMENT POUR LES EMPLOYÉS 285

INTERVENTIONS À LA SÉANCE DU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.(b)R., 1er (14) NOVEMBRE 1917. *Procès-verbal* 286

RÉSOLUTION DU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.(b)R. SUR LA QUESTION DE L'OPPOSITION À L'INTÉRIEUR DU COMITÉ CENTRAL, 2 (15) NOVEMBRE 1917 288

ULTIMATUM DE LA MAJORITÉ DU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.(b)R. À LA MINORITÉ 291

PROJET DE RÉSOLUTION SUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE 294

SÉANCE DU COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE RUSSIE EN DATE DU 4 (17) NOVEMBRE 1917 296

1. DISCOURS SUR LA QUESTION DE LA PRESSE 296
2. RÉPONSE À L'INTERPELLATION DES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES DE GAUCHE 299
3. INTERVENTION À PROPOS DE L'INTERPELLATION DES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES DE GAUCHE 301

I 301

II 302

4. DISCOURS ET RÉSOLUTION À PROPOS DE LA DÉCLARATION D'UN GROUPE DE COMMISSAIRES DU PEUPLE SUR LEUR DÉPART DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE 303

I 303

DISCOURS À LA SÉANCE DU SOVIET DE PÉTROGRAD DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS ET DES DÉLÉGUÉS DU FRONT LE 4 (17) NOVEMBRE 1917. *Compte rendu de presse* 306

APPEL À LA POPULATION 310

RÉPONSE AUX QUESTIONS DES PAYSANS 313

LE COMITÉ CENTRAL DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE (BOLCHÉVIK) DE RUSSIE. *Aux camarades Kaménev, Zinoviev, Riazanov et Larine* 315

LE COMITÉ CENTRAL DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE (BOLCHÉVIK) DE RUSSIE. *A tous les membres du Parti et à toutes les classes laborieuses de Russie.* 317

ENTRETIEN DU GOUVERNEMENT AVEC LE QUARTIER GÉNÉRAL PAR FIL DIRECT, LE 9 (22) NOVEMBRE 1917 . . . 322

RADIO-MESSAGE À TOUS. *A tous les Comités de régiment de division, de corps d'armée, d'armée et autres, à tous les soldats de l'armée révolutionnaire et à tous les marins de la flotte révolutionnaire* 326

PRÉFACE À LA BROCHURE : «COMMENT LES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES ONT TROMPÉ LE PEUPLE ET CE QUE LE NOUVEAU GOUVERNEMENT BOLCHÉVIK A DONNÉ AU PEUPLE» 328

SÉANCE DU COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE RUSSIE DU 10 (23) NOVEMBRE 1917. 330

1. RAPPORT SUR LES POURPARLERS AVEC DOUKHONINE 330
2. QUELQUES MOTS DE CONCLUSION 332

LE CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE AU COMITÉ MILITAIRE RÉVOLUTIONNAIRE 334

CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DES SOVIETS DES DÉPUTÉS PAYSANS DE RUSSIE. Du 10 au 25 novembre (23 novembre-8 décembre) 1917 335

1. DÉCLARATION À LA FRACTION BOLCHÉVIQUE DU CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DES SOVIETS DES DÉPUTÉS PAYSANS DE RUSSIE 337
2. DISCOURS SUR LA QUESTION AGRAIRE DU 14 (27) NOVEMBRE. *Compte rendu de presse* 338
3. PROJET DE RÉSOLUTION 341
4. DISCOURS À PROPOS DE LA DÉCLARATION DU REPRÉSENTANT DU VIKJEL, LE 18 NOVEMBRE (1er DÉCEMBRE). *Compte rendu de presse* 343
5. QUELQUES MOTS DE CONCLUSION SUR LA QUESTION AGRAIRE, LE 18 NOVEMBRE (1er DÉCEMBRE). *Compte rendu de presse* 345

L'ALLIANCE DES OUVRIERS AVEC LES PAYSANS TRAVAILLEURS ET EXPLOITÉS. *Lettre à la rédaction de la «Pravda»* 348

PROJET DE DÉCRET SUR LE DROIT DE RAPPEL DES ÉLUS . . 351

RAPPORT SUR LE DROIT DE RAPPEL PRÉSENTÉ À LA SÉANCE DU COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE RUSSIE LE 21 NOVEMBRE (4 DÉCEMBRE) 1917 353

DISCOURS PRONONCÉ AU PREMIER CONGRÈS DE LA MARINE DE GUERRE DE RUSSIE LE 22 NOVEMBRE (5 DÉCEMBRE) 1917. *Procès-verbal* 356

PRÉFACE À LA BROCHURE *MATÉRIAUX SUR LA QUESTION AGRAIRE* 363
SOMMAIRE DU PROGRAMME DES POURPARLERS DE PAIX . . 365
DÉCRET SUR L'ARRESTATION DES CHEFS DE LA GUERRE CIVILE CONTRE LA RÉVOLUTION 367
LA RÉORGANISATION DE LA BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE DE PÉTROGRAD 368
SÉANCE DU COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE RUSSIE DU 1er (14) DÉCEMBRE 1917 370
1. DISCOURS SUR LA QUESTION DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE 370
2. RÉSOLUTION SUR LE DÉCRET RELATIF AU PARTI CADET 374
DISCOURS AU IIe CONGRÈS DES SOVIETS DES DÉPUTÉS PAYSANS DE RUSSIE, LE 2(15) DÉCEMBRE 1917 375
MANIFESTE AU PEUPLE UKRAINIEN ET ULTIMATUM À LA RADA D'UKRAINE 379
RAPPORT SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE DES OUVRIERS DE PÉTROGRAD ET SUR LES TÂCHES DE LA CLASSE OUVRIÈRE À LA SÉANCE DE LA SECTION OUVRIÈRE DU SOVIET DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS DE PÉTROGRAD, LE 4 (17) DÉCEMBRE 1917. *Compte rendu de presse* 382
À PROPOS DE LA CONVOCATION DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE 385
PROJET D'APPEL À LA PAYSANNERIE DU IIe CONGRÈS DES SOVIETS DES DÉPUTÉS PAYSANS DE RUSSIE. 386
NOTE A F. DZERJINSKI CONTENANT UN PROJET DE DÉCRET SUR LA LUTTE CONTRE LES CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES ET SABOTEURS 392
DISCOURS À LA SÉANCE DU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.(b)R. DU 11 (24) DÉCEMBRE 1917. *Procès-verbal* 395
PROJET DE RÉSOLUTION SUR LE BUREAU PROVISOIRE DE LA FRACTION BOLCHÉVIQUE À L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE 396
THÈSES SUR L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE 397
DISCOURS PRONONCÉ AU CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DES CHEMINOTS DE RUSSIE LE 13 (26) DÉCEMBRE 1917 . . . 402
POUR LE PAIN ET POUR LA PAIX 404
DISCOURS SUR LA NATIONALISATION DES BANQUES PRONONCÉ À LA SÉANCE DU COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE RUSSIE LE 14 (27) DÉCEMBRE 1917. *Procès-verbal* 406
PROJET DE DÉCRET SUR LA NATIONALISATION DES BANQUES ET LES MESURES QU'ELLE COMPORTE 409

QUESTIONS POSÉES AUX DÉLÉGUÉS DU CONGRÈS GÉNÉRAL DE L'ARMÉE POUR LA DÉMOBILISATION 413

PROJET DE RÉSOLUTION DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE 415

RÉSOLUTION DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE SUR LES POURPARLERS AVEC LA RADA D'UKRAINE LE 19 DÉCEMBRE 1917 416

CEUX QUI SONT EFFRAYÉS PAR LA FAILLITE DE L'ANCIEN ET CEUX QUI LUTTENT POUR LE NOUVEAU. 418

COMMENT ORGANISER L'ÉMULATION ? 425

PROJET DE DÉCRET SUR LES COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION 435

RÉSOLUTION DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE SUR LA RÉPONSE DE LA RADA D'UKRAINE AU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE 438

Janvier-février 1918

DISCOURS PRONONCÉ LE 1er (14) JANVIER 1918 LORS DU DÉPART POUR LE FRONT DES PREMIERS DÉTACHEMENTS DE L'ARMÉE SOCIALISTE. *Bref compte rendu de presse* 440

DÉCLARATION DES DROITS DU PEUPLE TRAVAILLEUR ET EXPLOITÉ 445

AU CONGRÈS GÉNÉRAL DE L'ARMÉE SUR LA DÉMOBILISATION 448

CONVERSATION PAR FIL DIRECT AVEC L. TROTSKI, PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION DE PAIX SOVIÉTIQUE À BREST-LITOVSK, LE 3 (16) JANVIER 1918 449

DÉCRET DU COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE RUSSIE EN DATE DU 3 (16) JANVIER 1918 450

DÉCLARATION DE LA FRACTION DU P.O.S.D.R. (BOLCHÉVIK) LUE À LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE LE 5 (18) JANVIER 1918 451

DES GENS DE L'AUTRE MONDE 453

PROJET DE DÉCRET SUR LA DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE 456

DISCOURS SUR LA DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE PRONONCÉ À LA SÉANCE DU COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DU 6 (19) JANVIER 1918. 459

CONTRIBUTION À L'HISTOIRE D'UNE PAIX MALHEUREUSE . . 464

Thèses sur la conclusion immédiate d'une paix séparée et annexionniste 464

POSTFACE AUX THÈSES SUR LA CONCLUSION IMMÉDIATE D'UNE PAIX SÉPARÉE ET ANNEXIONNISTE 474

TROISIÈME CONGRÈS DES SOVIETS DES DÉPUTÉS OUVRIERS, SOLDATS ET PAYSANS DE RUSSIE, 10-18 (23-31) JANVIER 1918 477

1. RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE, 11 (24) JANVIER 479

2. DISCOURS DE CONCLUSION APRÈS LA DISCUSSION SUR LE RAPPORT DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE, 12 (25) JANVIER 499

3. PROJET DE DÉCRET SUR LA SUPPRESSION DANS LA LÉGISLATION SOVIÉTIQUE DES RÉFÉRENCES À L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE. *Décret*. 504

4. DISCOURS DE CLÔTURE DU CONGRÈS, 18 (31) JANVIER 505

ORDRE A L'ÉTAT-MAJOR DE LA GARDE ROUGE 510

CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DES CHEMINOTS DE RUSSIE DES 5-30 JANVIER (18 JANVIER-12 FÉVRIER) 1918. 511

1. RAPPORT DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE, 13 (26) JANVIER 511

2. RÉPONSE AUX QUESTIONS ÉCRITES 525

CONFÉRENCE DU PRÉSIDIUM DU SOVIET DE PÉTROGRAD AVEC LES REPRÉSENTANTS DES ORGANES DU RAVITAILLEMENT, 14 (27) JANVIER 1918 530

1. INTERVENTIONS SUR LES MESURES À PRENDRE CONTRE LA FAMINE 530

I 530
II 530

2. PROJET DE RÉSOLUTION 532

PROJET DE DÉCRET SUR LA NATIONALISATION DE LA MARINE MARCHANDE MARITIME ET FLUVIALE 534

1. PROJET DE DÉCRET 534

2. ADDITIF AU PROJET 535

INTERVENTIONS AU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.(b)R., 19 JANVIER (1er FÉVRIER) 1918. *Procès-verbal* 536

1 536
2 537
3 537
4 537
5 538
6 538

PAR RADIO, À TOUS, À LA DÉLÉGATION DE PAIX À BREST-LITOVSK, EN PARTICULIER 539

RADIOGRAMME À TOUS, À TOUS 540

DISCOURS DEVANT LES PROPAGANDISTES ENVOYÉS EN PROVINCE, LE 23 JANVIER (5 FÉVRIER) 1918 542

BREST-LITOVSK. LA DÉLÉGATION RUSSE DE LA PAIX. À TROTSKI. *Réponse* 548

DISCOURS PRONONCÉ À LA SÉANCE DU CONGRÈS DES COMITÉS AGRAIRES ET DE LA SECTION PAYSANNE DU IIIe CONGRÈS DES SOVIETS LE 28 JANVIER (10 FÉVRIER) 1918. *Compte rendu de presse* 549

INTERVENTIONS AU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.(b)R., 18 FÉVRIER 1918 (SÉANCE DU MATIN). *Procès-verbal* 551

DISCOURS AU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.(b)R., 18 FÉVRIER 1918 (SÉANCE DU SOIR). 553

1. 553
2. 554

PROJET DE RADIOGRAMME AU GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND 556

CONVERSATION AVEC LE SOVIET DE MOSCOU PAR FIL DIRECT LE 20 FÉVRIER 1918 557

Notes 559

La vie et l'œuvre de V. Lénine. Chronologie 615

ILLUSTRATIONS

Première page du journal *Rabotchi Pout* n° 30, du 20 (7) octobre 1917 dans lequel est publié l'article de V. Lénine « La crise est mûre » 69

Appel « Aux citoyens de Russie ! », écrit par V. Lénine le 25 octobre (7 novembre) 1917 243

Première page du journal *Rabotchi i Soldat* n° 9, du 26 octobre (8 novembre) 1917 251

Première page du manuscrit de V. Lénine « Comment organiser l'émulation ? ». — Décembre 1917 423

Première page du manuscrit de V. Lénine « Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité ». — Début de janvier 1918 443

CE VOLUME A ÉTÉ TRADUIT, SOUS LA RESPONSABILITÉ DE ROGER GARAUDY, PAR THÉRÈSE GODIER, HENRI PERDRIZET, PAUL KOLODKINE, ALEXANDRE ROUDNIKOV, MIKHAÏL KATSOVITCH.

Achevé d'imprimer en février 1967 par les Editions du Progrès, Moscou

В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

ТОМ 26

На французском языке

éditions
sociales paris
*
éditions
du progrès
moscou

LIVRE
CLUB
DIDEROT